

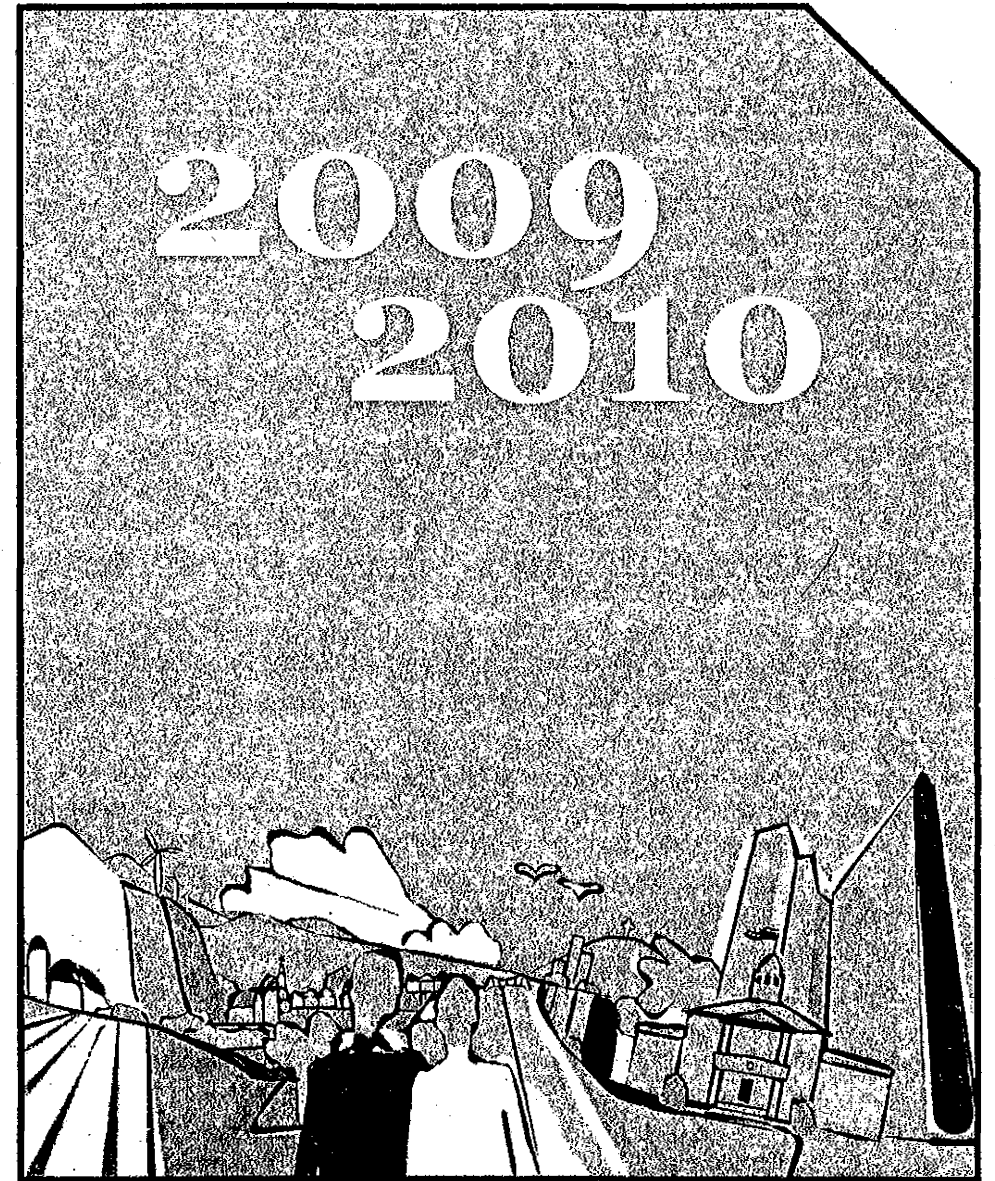
Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Questions 32 à 37

Avril 2009



Québec 

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 32

Liste des rencontres tenues par la CAR en 2008-2009.

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues (nombre et dates)
01 - Bas-Saint-Laurent	3 rencontres : 9 mai 2008, 17 octobre 2008, 6 mars 2009
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	5 rencontres : 8 mai 2008, 22 mai 2008, 3 décembre 2008, 28 janvier 2009, 25 février 2009
03 - Capitale-Nationale	Relève du Bureau de la Capitale-Nationale
04 - Mauricie	3 rencontres : 30 mai 2008, 7 novembre 2008, 27 février 2009
05 - Estrie	4 rencontres : 30 mai 2008; 31 octobre 2008, 7 janvier 2009, 27 février 2009
06 - Montréal	5 rencontres : 10 avril 2008, 3 juillet 2008, 9 octobre 2008, 12 février 2009, 26 mars 2009
07 - Outaouais	8 rencontres : 18 février 2008, 21 avril 2008, 13 juin 2008, 22 septembre 2008, 27 octobre 2008, 3 novembre 2008, 8 décembre 2008, 2 février 2009
08 - Abitibi-Témiscamingue	3 rencontres : 5 septembre 2008, 9 janvier 2008, 13 mars 2009
09 - Côte-Nord	4 rencontres : 7 mai 2008, 23 septembre 2008, 20 novembre 2008, 23 février 2009
10 - Nord-du-Québec	2 rencontres : 3 juin 2008, 4 novembre 2008, 4 mars 2009
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4 rencontres : 10 avril 2008, 12 et 13 juin 2008, 15 septembre 2008, 11 et 12 novembre 2008, 23 mars 2009
12 - Chaudière-Appalaches	5 rencontres : 9 mai 2008, 6 juin 2008, 7 novembre 2008, 5 décembre 2008, 20 mars 2009
13 - Laval	4 rencontres : 8 mai 2008, 10 juillet 2008, 6 novembre 2008, 26 février 2009
14 - Lanaudière	5 rencontres : 15 mai 2008, 17 septembre 2008, 19 novembre 2008, 12 janvier 2009, 18 février 2009
15 - Laurentides	4 rencontres : 6 juin 2008, 17 octobre 2008, 12 décembre 2008, 27 mars 2009
16 - Montérégie	4 rencontres : 22 mai 2008, 16 octobre 2008, 11 décembre 2008, 10 février 2009
17 - Centre-du-Québec	4 rencontres : 11 avril 2008, 6 juin 2008, 3 octobre 2008, 30 janvier 2009

Les listes des participants, les ordres du jour et les procès-verbaux des rencontres de chacune des CAR figurent en annexe.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT

Lieu : Bureau de la direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)
au 337, rue Moreault, 2^e étage, Rimouski

Le 9 mai 2008 de 9 h à 12 h 00

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Lecture, adoption et suivi du compte rendu de la rencontre tenue le 28 mars 2008 (9h30)
4. Tour de table relatif aux enjeux ministériels ou gouvernementaux (9h30 à 10h30)
Pause (10h30 à 10h45)
5. Points d'information de la CRÉ (10h45 à 11h05)
6. Tables de la CAR : (11h05 à 11h15)
 - Table économique
7. Position du Québec à l'égard de la question métisse par Mme Chantal Latour - MCE 45 minutes (11h15 à 12h)
Dîner libre (12h à 13h30)
8. Présentation de l'approche de développement durable (Grille d'analyse des projets avant leur mise en œuvre) par M. Luc Lavoie – CRÉBSL (13h30 à 14h15)
9. La Stratégie d'accroissement des achats de produits alimentaires Québécois sur le marché intérieur (Le Québec dans votre assiette) par M. Luc Vézina - MAPAQ (14h15 à 15h)
10. Autres sujets
11. Prochaine rencontre
12. Levée de la réunion

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI 9 MAI 2008
À L'HÔTEL RIMOUSKI, SALLE SAINT-BARNABÉ, DÈS 9 h**

Sous la présidence de :

Monsieur Gilles Julien, directeur régional, MAMR Bas-Saint-Laurent

Ont participé :

CRÉ, Monsieur Gérald Beaudry CNT, Monsieur Christian Fournier Financière agricole, Monsieur Rosaire Ouellet MAPAQ, Monsieur Luc Vézina MCE, Madame Chantal Latour MDDEP, Monsieur Jean-Marie-Dionne MDDEP, Monsieur Jules Boulanger	MDEIE, Monsieur Roger Cyr MFA, Madame Roxane Grenon MRNF, Monsieur Nelson Fournier MSP, Monsieur Sylvain Caron MTQ, Madame Diane Vallières Services Québec, Madame Christiane Rioux SIQ, Monsieur Geoffroy Allard
---	---

Était aussi présente :

Madame Nancy Robichaud, MAMR, secrétaire de la CAR

Invités : Monsieur Lucien-Pierre Bouchard, MCE
Monsieur Luc Lavoie, CRÉ

Ne pouvaient être présentes ou présents :

ASSS, Monsieur Alain Paquet CSF, Madame Monique Bellavance CSPQ, Monsieur Serge St-Louis IQ, Monsieur Frédéric Bernier MAPAQ, Madame Josée Blais MCCCF, Madame Michèle Grenier MELS, Monsieur Gérard Bédard MESS, Monsieur Pierre Robitaille MICC, Madame Julie Morin MICC, Madame Louise Boucher MJustice, Monsieur Viateur Cyr MRI, Monsieur Michel Grégoire	MRevenu, Monsieur Michel Lepage MSP, Madame Linda Hudon MTourisme, Monsieur Jean-François Landry MTQ, Monsieur Mario Bergeron OLF, Monsieur Claude Demers OPHQ, Madame Johanne Blanchette Régie du bâtiment, Monsieur Charles Pineault Régie du logement, Monsieur René-Jean Banville RRQ, Monsieur Gilles Arsenault SAAQ, Madame Mona Caron Télé-Québec, Madame Diane Dubé
---	---

1. Mot de bienvenue

Monsieur Gilles Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à tous. Il souligne la présence de monsieur Lucien-Pierre Bouchard et de madame Chantal Latour du ministère du Conseil exécutif.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. Aucun autre sujet n'est ajouté. Le point 10, *Autres sujets*, demeure ouvert.

3. Lecture, adoption et suivi du compte rendu de la rencontre tenue le 28 mars 2008

Le compte rendu est jugé conforme. Un retour sur les points suivants est effectué :

o Tour de table sur le fonctionnement de la CAR

La CAR a comme responsabilités à l'égard du ministre régional d'organiser, à sa demande, des rencontres. De plus, elle doit l'informer des enjeux régionaux. À cet effet, le ministre est invité aux réunions et les comptes rendus lui sont transmis.

o CIRSP

L'expérience pilote s'est terminée le 31 mars 2008. En conséquence, plus aucun service ne sera offert aux différents M/O (ex. : prêts de véhicules, analyse ergonomique des postes de travail). L'expérimentation n'a pas été concluante. Il faut préciser que parallèlement au déploiement des CIRSP, plusieurs organisations centrales ont conclu des ententes de services soit avec le CSPQ, soit avec l'un ou l'autre des CISP (MESS ou Revenu Québec) alors que d'autres ont créé leur propre centre de services pour l'ensemble de leur portefeuille. Dans ce contexte, il fut difficile pour le CIRSP d'offrir des services distincts. Un rapport présentant le bilan de l'expérimentation a été réalisé. Il sera transmis aux membres de la CAR à titre informatif. Monsieur Rosaire Ouellet indique qu'il continuera de mettre à la disposition des M/O la salle de réunion de la Financière agricole. Les participants soulignent que la fin de l'expérimentation ne met nullement fin aux échanges de services et aux collaborations entre M/O.

Par ailleurs, les participants s'inquiètent quant aux impacts des mesures visant à réduire la taille de la fonction publique sur la qualité des services à la clientèle. Dans ce contexte, il est suggéré de documenter la situation bas-laurentienne. Il sera demandé à monsieur Serge St-Louis s'il lui est possible de présenter, aux membres de la CAR, un portrait de l'effectif gouvernemental du Bas-Saint-Laurent, depuis l'application des mesures, ainsi que les prévisions de départs à la retraite.

4. Tour de table relatif aux enjeux ministériels ou gouvernementaux

CNT

La Commission offre, aux propriétaires d'entreprises assujetties à la Loi, des séminaires portant sur différentes questions concernant les normes du travail. Au Bas-Saint-Laurent, deux activités se tiendront au cours de la semaine du 12 mai 2008 l'une à Rimouski et l'autre à Rivière-du-Loup.

Par ailleurs, le taux général du salaire minimum est passé, le 1^{er} mai 2008, de 8 \$ à 8,50 \$ l'heure. Il s'agit de la hausse la plus importante depuis plus de 30 ans.

MTQ

Un inventaire des sites d'érosion situés en zones côtières a été effectué en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine et est en cours de réalisation au Bas-Saint-Laurent. Ces inventaires permettent d'identifier les endroits pouvant présenter une menace pour les activités et infrastructures routières. Le Ministère est à se doter d'un plan d'action aux Îles-de-la-Madeleine pour intervenir en prévention ou en cas d'érosion. Un plan d'action pour la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent devrait suivre.

Afin d'effectuer un développement durable, assurer la pérennité des systèmes de transport, la sécurité des usagers, le soutien au transport des marchandises et des

personnes sont les principaux enjeux de la planification stratégique 2008-2011 que le Ministère adoptera au cours des prochaines semaines.

Dans un contexte où le transport produit d'importantes quantités de gaz à effet de serre, une réflexion sur l'intermodalité est en cours afin d'assurer une utilisation optimale et une complémentarité des différents modes de transport (routier, ferroviaire, maritime et aérien).

La ministre a annoncé, à la suite du *Colloque sur le transport collectif en milieu rural*, qui s'est tenu à Beupré les 1^{er} et 2 mai dernier, la mise en place d'une Table de concertation.

Finalement, madame Vallières mentionne que la période de dégel se terminant le 31 mai prochain, les travaux routiers pourront débuter, plus tôt cette année, sur les territoires du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine.

MSP

Le cadre de prévention des risques naturels comprend trois volets soit l'érosion des berges, les inondations et les mouvements de sol. Présentement, le Ministère analyse les risques liés au phénomène d'érosion des berges pour les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine. À cet effet, une analyse de l'évolution côtière pour établir une cartographie visant la réglementation (zonage) est en cours.

Le Ministère est à réviser le *Programme d'aide financière aux sinistrés* de façon à ce qu'il soit davantage adapté aux réalités du milieu. Au Bas-Saint-Laurent, 35 municipalités ont été touchées par les dernières inondations printanières, la phase d'intervention est terminée et la phase rétablissement a été entreprise. La Direction de l'aide financière est en contact avec les sinistrés pour les indemnisations. Les municipalités de Saint-René-de-Matane, Saint-Angèle-de-Mérici, Rivière-Bleue et Dégelis ont été particulièrement affectées.

Le *Programme de recherche et sauvetage en milieu isolé* est aussi en cours d'adoption. Il comprend trois volets soit l'encadrement des groupes bénévoles par la Sécurité civile, la formation et la désincarcération de façon à permettre un meilleur accès aux outils sur l'ensemble du territoire, notamment en région isolée.

En cas de pandémie d'influenza, les municipalités auront un rôle de premier plan à jouer dans la diffusion de l'information auprès de leur population. C'est dans ce contexte que l'ASSS, le MSP, Services Québec et le MAMR ont rencontré à Mont-Joli et Rivière-du-Loup, les municipalités du Bas-Saint-Laurent afin de les informer et de les outiller. Le ministère de la Santé et des Services sociaux estime que le tiers de la population pourrait être atteint. Dans ce contexte, les municipalités devront assurer la protection de la santé du personnel, maintenir les services aux citoyens et minimiser les impacts d'une pandémie sur l'organisation.

MCE

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), qui fait partie du ministère du Conseil exécutif du Québec, a notamment pour mission d'assurer le lien entre les Autochtones et le gouvernement du Québec. Il veille à ce que soient établis des relations harmonieuses et des partenariats. Pour ce faire, il voit à la négociation et au suivi d'ententes et à la diffusion d'information. Le Secrétariat coordonne aussi toute l'action gouvernementale en milieu autochtone. Il travaille ainsi de concert avec les coordonnateurs responsables de ces questions au sein des différents ministères. Au Bas-Saint-Laurent, seule la Première nation malécite de Viger est reconnue. Ses bureaux sont localisés à Cacouna.

MFA

L'appel de projets pour la création de 9 000 places subventionnées dans les services de garde éducatifs au cours des deux prochaines années a été lancé, le 15 avril 2008. Cette action s'inscrit dans le plan de réalisation qui vise à ajouter 20 000 places aux 200 000 actuelles.

Par ailleurs, le MFA est responsable de développer et de mettre en place les mesures consacrées à l'articulation des responsabilités familiales et professionnelles prévues au plan d'action 2007-2010, qui accompagne la politique *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*.

Services Québec

Afin de favoriser l'accès aux services gouvernementaux, de nouveaux sites de Services Québec sont maintenant en opération au Bas-Saint-Laurent, en sus de la direction régionale qui est située à Rimouski. Il s'agit des centres de services de Saint-Pascal et de Rivière-du-Loup, de même que des points d'accès de Mont-Joli, La Pocatière et Cabano.

Selon la planification en cours, un centre régional de services de Services Québec ouvrira à Rimouski d'ici la fin de 2008, de même qu'un centre de services à Matane et un à Amqui. Les services de première ligne du Directeur de l'État civil seront régionalisés pour être offerts dans tous les centres de Services Québec. En effet, le Directeur de l'État civil, à l'instar des Bureaux de publicité des droits, fait désormais partie de Services Québec. Par ailleurs, les négociations se poursuivent entre Services Québec et plusieurs ministères et organismes qui se sont montrés intéressés à confier à Services Québec leurs services de première ligne.

SIQ

Une salle de réunion avec visioconférence est maintenant disponible, sans frais, pour tous les locataires du 335 et du 337, rue Moreault. Elle peut accueillir de 15 à 20 personnes selon le type de rencontre. Monsieur Geoffroy Allard transmettra une communication à cet effet.

Pour assurer l'accessibilité universelle aux bâtiments, des éléments sont à surveiller tels la largeur des allées de circulation, des ouvertures de portes et des postes de travail, etc. Ainsi, monsieur Allard invite les participants à lui communiquer tout problème d'accessibilité aux édifices gérés par la Société. Il précise que les nouveaux immeubles doivent être conçus sans qu'aucun obstacle physique apparent ne puisse en empêcher l'accès. Toutefois, la pénurie de main-d'œuvre actuelle accroît les coûts et les délais de construction.

MDEIE

Le MDEIE était partenaire du colloque sur le développement éolien qui s'est tenu du 3 au 5 mai 2008 à Matane, lequel a attiré quelque 250 personnes. Ce secteur d'activité est en effervescence dans la région. D'ailleurs, lors du dernier appel d'offres de 2 000 MW d'énergie éolienne, Hydro-Québec a retenu trois projets bas-laurentiens soit les projets de Sainte-Luce (MRC de La Mitis), Lac Alfred (MRC de La Matapédia et de La Mitis) et Vents du Kempt (MRC de La Matapédia). Les résultats de l'appel d'offres confirment aussi que les turbiniéristes allemands RePower et Enercon ont récolté la totalité de la production des turbines. Enercon a d'ailleurs confirmé l'ouverture d'une usine de fabrication de tours de béton et de composantes électroniques à Matane ; plusieurs emplois seront créés. À court terme, cette dernière embauchera quelque 150 personnes pour son usine. Ce projet aura probablement des impacts positifs pour les deux usines en opération à Matane de Marmen (tours) et de Composite VCI (nacelles).

Les appels d'offres pour des blocs de 250 MW d'énergie éolienne issus de projets communautaires et autochtones seront lancés à l'automne.

La décision du ministre Jean-Pierre Blackburn, responsable de l'agence Développement économique du Canada pour le Québec, de limiter le financement récurrent d'organismes à but non lucratif inquiète le MDEIE qui ne sera pas en mesure de prendre le relais. Ce choix pourrait occasionner la fermeture de certains organismes, dont la Corporation de soutien au développement technologique (CSDT) des PME qui cessera ses activités le 31 décembre 2008.

Le 8 mai dernier, les ministres Bachand (MDEIE) et Blackburn (DEC) ont annoncé une aide financière pour appuyer la promotion des croisières internationales sur le Saint-Laurent.

La possibilité de mettre en place un créneau d'excellence **ACCORD** écoconstruction est actuellement évaluée. Ce secteur d'activité a été documenté et fait actuellement l'objet d'une analyse de validation par une firme de consultant.

MDDEP

L'audience publique pour le projet du Parc national du Lac-Témiscouata se tiendra les 7 et 8 juin à Notre-Dame-du-Lac.

Depuis le 1^{er} avril 2008, tous les événements à caractère environnemental impliquant une intervention terrain sont inscrits au registre d'Urgence-Environnement.

Par ailleurs, le développement de l'énergie éolienne préoccupe les citoyens, et ce, particulièrement à Saint-Ulric et Saint-Luce.

Financière agricole

Interpellé à la suite du Rapport Pronovost en ce qui a trait à la modernisation du soutien financier destiné aux entreprises agricoles, le gouvernement du Québec a procédé à la nomination de M. Michel R. Saint-Pierre qui agira comme mandataire chargé de redéfinir les nouveaux paramètres du *Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles* (ASRA) et de conclure une nouvelle convention avec La Financière agricole en 2009. Par ailleurs, l'UPA connaît un vent de changement avec l'arrivée de son nouveau président, monsieur Christian Lacasse.

Enfin, les activités du *Centre de transformation des viandes (CTV) au Bas-Saint-Laurent* sont commencées. Certains aspects du projet demeurent à préciser. La Financière agricole est partenaire au dossier.

MAMR

La direction régionale se voit confier de nouveaux mandats pour la mise en œuvre de trois programmes.

- *Programme de soutien à la mise en place de réseaux de sentiers de véhicules hors route (VHR)*

Doté d'une enveloppe de 4 M\$, le Programme vise à offrir une aide financière pour mettre en place ou réaménager des réseaux de sentiers. Les projets admissibles auront pour objectif l'aménagement de nouveaux sentiers, la construction de ponceaux, le déplacement de sentiers conflictuels, l'installation de mesures d'atténuation du bruit le long des sentiers et l'installation de clôtures et l'acquisition de panneaux de sensibilisation. Pour le Bas-Saint-Laurent, une enveloppe d'au moins 100 000 \$ sera réservée. L'aide accordée aux projets pourra atteindre 200 000 \$ si le projet est soutenu par plus d'une CRÉ. Les projets seront soumis au MAMR. Ils doivent au préalable obtenir une recommandation favorable de la CRÉ. Le ministère des Transports donnera un avis sur tous les projets déposés au MAMR.

Monsieur Gérald Beaudry précise que l'entente conclue entre le ministère des Transports et la CRÉ indique que tout projet déposé au MTQ, par son fonds dédié à ce volet, doit nécessairement recevoir la recommandation du conseil d'administration (CA) de la CRÉ. Ainsi, la Table de concertation des VHR a priorisé 14 projets lesquels ont été approuvés par le CA de la CRÉ. Les intervenants se demandent s'il s'agit d'un nouveau programme ou bien d'un transfert de programme du MTQ au MAMR. Des vérifications à cet effet seront effectuées.

- *Programme d'aide à la prévention des algues bleu-vert*

Doté d'une enveloppe de 3 M\$, le Programme a pour but d'aider les MRC et villes admissibles à planifier l'application de mesures correctrices lorsque les installations de traitement des eaux usées sont déficientes. La clientèle admissible est constituée des villes et MRC où des plans d'eau sont identifiés par le MDDEP. Au Bas-Saint-Laurent, dix lacs sont visés.

- *Fonds municipal vert (FMV)*

Créé en 2000 et rendu disponible aux municipalités québécoises en 2003, le FMV est doté d'une enveloppe de 550 M\$. Il offre du financement à long terme pour soutenir le développement durable des collectivités sur le plan environnemental, social et économique. Six catégories de projet peuvent être retenus tels la gestion des déchets solides, le réaménagement des sites urbains contaminés, la conservation et traitement de l'eau, les services énergétiques et l'énergie renouvelable, les technologies des transports durables et la planification des collectivités viables et projets intégrés. Le FMV accorde des subventions pour l'élaboration de plans de développement durable de collectivités, des études de faisabilité et essais sur le terrain et des prêts.

5. Points d'information de la CRÉ

- *Ententes spécifiques*

L'Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Bas-Saint-Laurent et celle visant l'Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées sont signées. Leur mise en œuvre est d'ailleurs commencée.

- *Projet de Parc national du Lac-Témiscouata*

Globalement, ce projet est accepté. Plus de 700 personnes ont participé aux séances d'information tenues à Cabano, Squatec, Saint-Juste-du-Lac et Dégelis. La CRÉ s'est montrée favorable à ce projet. Une audience publique se tiendra les 7 et 8 juin 2008. Monsieur Beaudry profite de l'occasion pour souligner l'excellent travail réalisé par monsieur Claude Côté, conseiller au MDDEP.

- *Livre vert*

Les rencontres d'information et de consultation ont été tenues au Bas-Saint-Laurent à la suite de la présentation du Livre vert, par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune. La CRÉ a produit, comme prévu, le mémoire régional. La diffusion de l'avant-projet de loi est prévue pour la fin juin 2008.

- *Services de garde*

À la demande du MFA, la CRÉ a complété le *Portrait de la situation de l'accessibilité aux services de garde éducatifs*. Celui-ci est disponible sur le site de la CRÉ à l'adresse suivante : <http://www.bas-saint-laurent.org/pdf/crebsl/CREBSL-Servicesgarde-Portrait2008.pdf>.

- *Gestion forestière*

La CRÉ et la Fédération française des communes forestières (FNCOFOR) ont signé, le 5 mai dernier, une entente permettant d'améliorer, de développer et de valoriser le patrimoine forestier collectif et d'oeuvrer pour une gestion durable de qualité.

- *Caractérisation des paysages*

Le 29 mai 2008, Ruralys présentera, à Trois-Pistoles, un rapport portant sur la caractérisation des paysages. Il est suggéré d'inviter, lors d'une prochaine réunion, les représentants de cet organisme à venir présenter ledit rapport.

6. Table de la CAR

- **Table économique**

Monsieur Roger Cyr souligne que le *Plan d'action en faveur du secteur manufacturier* a été présenté le jeudi 17 avril. Les personnes intéressées peuvent consulter le plan à l'adresse suivante :

http://www.mdeie.gouv.qc.ca/fileadmin/sites/internet/documents/publications/pdf/ministere/pam/pam_web.pdf

7. Position du Québec à l'égard de la question métisse (MCE)

Madame Chantal Latour et monsieur Lucien-Pierre Bouchard du ministère du Conseil exécutif présentent la Position du Québec à l'égard de la question métisse. Ils rappellent qu'une communauté métisse est un groupe de Métis ayant une identité collective distinctive, vivant ensemble dans une même région, partageant un mode de vie commun et possédant une continuité historique. À ce jour, le gouvernement du Québec ne reconnaît pas la présence sur son territoire de communautés historiques métisses au sens de Powley. En conséquence, les ministères et organismes gouvernementaux sont incités à la prudence afin d'éviter de poser un geste qui constituerait une reconnaissance tacite de l'État.

8. Présentation de l'approche de développement durable (CRÉ)

Monsieur Luc Lavoie de la CRÉ présente l'approche de développement durable. La CRÉ souhaite que les ententes, les programmes et les projets à voir le jour au Bas-Saint-Laurent prennent en considération les dimensions environnementale, sociale et économique et qu'ils respectent les objectifs de développement durable. De plus, la CRÉ espère que cette grille puisse être utilisée par le plus grand nombre de partenaires. Il importe de préciser qu'il ne s'agit pas d'un outil de sélection de projets, il permet plutôt de vérifier la compatibilité des projets avec chacun des 14 critères de développement durable et, s'il y a lieu, de proposer aux promoteurs des correctifs.

9. La Stratégie d'accroissement des achats de produits alimentaires québécois sur le marché intérieur (Le Québec dans votre assiette) (MAPAQ)

Monsieur Luc Vézina présente la Stratégie. Dotée d'une enveloppe de 14 M\$ sur trois ans, elle vise notamment à augmenter les ventes de produits alimentaires québécois de 30 \$ par année par personne, ce qui représentera une augmentation d'un milliard sur 5 ans et la création de 1 800 emplois. Trois éléments sont visés, soit d'amener les consommateurs québécois à accorder la priorité aux produits du Québec dans leurs décisions d'achat, favoriser l'adaptation de l'offre par le marketing et l'innovation et faciliter l'accès aux réseaux de distribution.

Il est possible de consulter la Stratégie à l'adresse suivante :

http://www.mapaq.gouv.qc.ca/NR/rdonlyres/8F197F1D-7925-40EE-9C0F-D75EEA0C6AC1/0/Strategie_produitsquebecois.pdf.

Par ailleurs, le 7 mai 2008, la direction régionale du MAPAQ rendait publique une nouvelle édition des portraits agroalimentaires de la région et des huit MRC. Monsieur Vézina en présente les grandes lignes. Il est possible de consulter ces portraits à l'adresse suivante : www.mapaq.gouv.qc.ca/bassaintlaurent/.

10. Autres sujets

Aucun autre sujet n'est traité.

11. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre aura lieu, le vendredi 17 octobre, dès 9 heures.

12. Levée de la réunion

La réunion est levée à 15 h 30.

Préparé par Nancy Robichaud
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent
Le 8 août 2008

Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent, le 6 mars 2009, dès 9 h, à l'Hôtel Rimouski - Centre de congrès, à la salle Courchesne - Parent

Ordre du jour

- | | | |
|---------|-----|--|
| 09 h 00 | 1. | MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE |
| 09 h 05 | 2. | LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR |
| 09 h 10 | 3. | ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU 17 OCTOBRE 2008 |
| 09 h 15 | 4. | TOUR DE TABLE RELATIF AUX ENJEUX MINISTÉRIELS ET GOUVERNEMENTAUX |
| 10 h 15 | 5. | RÉORGANISATION DE LA DIRECTION RÉGIONALE DU MRNF
Par : Monsieur Alain Viau, Directeur général Bas-Saint-Laurent |
| 10 h 35 | | PAUSE |
| 10 h 45 | 6. | POINT D'INFORMATION DE LA CRÉ BSL
Par : Monsieur Gérald Beaudry, CRÉ Bas-Saint-Laurent |
| 11 h 00 | 7. | CARACTÉRISATION ET ÉVALUATION DES PAYSAGES DU BAS-SAINT-LAURENT : UN OUTIL DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DU TERRITOIRE
Par : Madame Dominique Lalande, Ruralys |
| 12 h 00 | | DÎNER LIBRE |
| 13 h 30 | 8. | PLAN STRATÉGIQUE 2008 - 2012 DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES
Par : Monsieur Yvon Doyle, MICC |
| 14 h 15 | 9. | SERVICE D'INTERPRÉTARIAT POUR PERSONNES SOURDES ET MALENTENDANTES
Par : Madame Johanne Blanchette, OPHQ
Madame Nicole Bernier, ASSS |
| 14 h 45 | 10. | POINT D'INFORMATION RELATIF AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL SUR LES SAINES HABITUDES DE VIE
Par : Madame Nicole Bernier, ASSS |
| 15 h 00 | 11. | AUTRES SUJETS |
| 15 h 15 | 12. | PROCHAINE RENCONTRE |
| 15 h 30 | 13. | LEVÉE DE LA RÉUNION |



NOTE

Le compte-rendu de la CAR du Bas-Saint-Laurent du 6 mars n'est pas disponible.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Jeudi 8 mai – de 9 h à 16 h 30
Holiday Inn Saguenay, salle Ouananiche

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue (2 min.)
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour (3 min.)
3. Lecture et adoption du compte-rendu de la rencontre du 12 octobre 2007 (5 min.)
4. Suivi des comités permanents de la CAR : (20 min.)
 - Comité desserte des services gouvernementaux (Francine Harvey, présidente)
 - Comité tourisme, loisir et culture (Michel Bonneau, président)
 - Comité aménagement du territoire (Alain Thibeault, président)
 - Comité santé, développement social et les personnes (François Paquette, président)
 - Comité économique (Denis Darveau, président)
5. Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012 (Agence de la santé et des services sociaux) (45 min.)
Québec en forme : Planification et déploiement stratégique 2007-2012 (Québec en forme) (15 min.)
Pause (15 min.)
6. Présentation du Plan de travail rural 2007-2014 de la MRC Maria-Chapdelaine (1 h) (MRC Maria-Chapdelaine)
Dîner (1 h 45)
7. Présentation du Plan de travail rural 2007-2014 de la MRC Lac-Saint-Jean-Est (1 h) (MRC Lac-Saint-Jean-Est)
8. Bilan final du projet-pilote du CIRSP et suite (30 min.)
Pause (15 min.)
9. Les algues bleu vert : état de situation et perspectives (Édith Tremblay) (30 min.) (MDDEP et ASSS, Direction Santé publique)
10. Ententes spécifiques (20 min.) (Lison Rhéaume, MAMR)
 - En vigueur
 - En négociation
 - Envisagées
11. Affaires nouvelles
 - _____
 - _____

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 8 mai 2008

Hôtel Holiday Inn Saguenay

Sont présents :

M. François Bélanger – SIQ
Mme Sylvie Bouchard - CSF
M. Richard Boudreault – Emploi-Québec
Mme Martine Couture – ASSS
M. Denis Darveau – MDEIE
Mme Sylvie Denis - MAPAQ
M. David Dufour - MAMR
Mme Johanne Faucher - MFA
Mme Hélène Gagné, MRNF
Mme Josée Garant – MTQ

M. Gilles Gauthier - MAMR
M. Régis Guérin - BANQ
M. Daniel Labrecque - MDDEP
M. Richard Morissette – MRQ
M. François Paquette – MELS
M. Benoît Poulin, MAMR
Mme Lison Rhéaume - MAMR
M. Daniel Tremblay - MAMR
Mme Édith Tremblay – MDDEP
M. Hubert Troestler - MICC

Sont absents :

Mme Hélène Beaudoin – CSST
Mme Suzie Beaulieu, MRI
M. Mario Bélanger – MJQ
M. Michel Bonneau – MCCCCF
M. François Caron – MRNF
Mme Mona Caron – SAAQ
Mme Dominique Chartier – HQ
Mme Guylaine Claveau – CNT
M. Réal Delisle – MSP
Mme Catherine Ferembach – SAJ
M. Jean Fournier – Tourisme
M. Daniel Giguère – CRÉ
Mme Brigitte Girard – MSP – Serv. Corr.

M. François Guillot – SEPAQ
Mme Francine Harvey – Services Québec
M. Robert Lacroix – MRNF
M. Robert Lavoie – OPHQ
M. Yves Lefebvre – FAQ
Mme Suzanne Ménard – CSPQ
M. Roger Paré – MELS
Mme Danielle Pronovost – SHQ
Mme Claire Roy – CDPDJ
M. Laurent Ruel – RBQ
M. Richard Saint-Gelais – IQ
M. Rhéal Saint-Pierre – RLQ
Mme Margaret Vien – OQLF

Sont invités :

M. François Gaudreault, Québec en forme
Mme Isabelle Goupil-Somany, ASSS
M. Léon Larouche, ASSS
Mme Chantal-Anne Moreau, ASSS

Sujet	Suivi
<p>1. Mot de bienvenue</p> <p>Mme Lison Rhéaume souhaite la bienvenue aux participants. Elle rappelle les difficultés rencontrées pour la tenue de cette rencontre, qui a dû être reportée en raison d'un conflit d'horaire avec l'inauguration de la centrale hydroélectrique de Péribonka IV par le premier ministre.</p> <p>Elle annonce qu'une autre rencontre est prévue dès le 22 mai prochain, rencontre de travail qui portera exclusivement sur le rapport de la CAR sur les effectifs gouvernementaux en région.</p> <p>Elle souligne le départ à la retraite de Mme Ève Tremblay du CSPQ, de M. Alain Dessureault du MAPAQ, ainsi que le départ prochain de M. Hubert Troestler du MICC.</p> <p>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</p> <p>L'ordre du jour est adopté tel que proposé.</p> <p>3. Lecture et adoption du compte-rendu de la rencontre du 12 octobre 2007</p> <p>Le compte-rendu est adopté tel que déposé.</p> <p>4. Suivi des comités permanents de la CAR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comité desserte des services gouvernementaux <p>En l'absence de la présidente du comité, Mme Lison Rhéaume expose les récents travaux du comité, très actif ce printemps. Conformément au mandat confié par la CAR, le comité a réalisé un rapport sur les effectifs gouvernementaux en région, dans le contexte de la modernisation de l'État. Réalisé à partir d'une analyse des données régionales et d'une enquête auprès de plusieurs gestionnaires, ce rapport présente l'évolution de la fonction publique dans la région et expose différentes recommandations en vue de contribuer à la mise en œuvre du plan de modernisation de l'État. Ce rapport se veut une réponse aux enjeux interministériels que sont la régionalisation et la décentralisation des services et l'évolution des effectifs gouvernementaux, identifiés comme prioritaires lors du Lac-à-l'épaule de 2006.</p> <p>Une réunion spéciale de la CAR est prévue le 22 mai 2008. Lors de cette rencontre, les membres seront invités à prendre connaissance de ce rapport et à le commenter avant sa diffusion dans l'appareil gouvernemental.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comité tourisme, loisir et culture <p>En l'absence du président, M. Daniel Tremblay nous informe que le comité ne s'est pas réuni formellement récemment, notamment en raison de l'incapacité de concilier les agendas des représentants du chantier Tourisme et culture de la MRC du Domaine-du-Roy. Toutefois, plusieurs dossiers en lien avec ses priorités ont interpellé les membres du comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Monts Valin : Suite à la visite de ce secteur organisée à l'intention des ministères et organismes en septembre 2007, une tournée de familiarisation de produits touristiques quatre saisons avec dominante hivernale a été effectuée en décembre dernier (complexe récréotouristique de Val-Saint-Côme et station touristique de Mont Tremblant). Les objectifs de cette visite de 3 jours étaient d'offrir l'opportunité de visiter certains sites oeuvrant dans un créneau similaire, de connaître les expériences vécues et d'échanger les 	<p>Rencontre le 22 mai 2008</p>

Sujet	Suivi
<p>outils d'aménagements, les stratégies utilisées ainsi que les succès et les écueils rencontrés par les développeurs de ces produits touristiques. Quinze représentants de ministères, de la MRC du Fjord-du-Saguenay et de municipalités y ont participé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Domaine-du-Roy : une rencontre entre le chantier et le comité a dû être reportée. Le comité a identifié Daniel Tremblay comme agent de liaison. ▪ Une réunion de démarrage s'est tenue pour lancer le processus de négociation de l'entente en développement touristique. <p>• Comité aménagement du territoire</p> <p>En remplacement du président, Mme Hélène Gagné expose les différents dossiers interpellant le comité qui, bien que n'ayant pas déterminé de priorités, constitue une instance importante pour développer une approche cohérente de l'appareil gouvernemental pour les dossiers régionaux. La prochaine réunion se tiendra le 15 mai.</p> <p>• Comité santé, développement social et les personnes</p> <p>M. François Paquette présente les travaux du comité. Le comité s'est réuni en avril, notamment pour discuter de deux sujets principaux :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Arrimage entre les travaux du comité : le <i>Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012</i>, les travaux de Québec en forme. Les échanges sur les stratégies d'arrimage amènent à proposer à la CAR la création de la Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie au Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui agira sous l'autorité fonctionnelle du comité permanent sur la santé, le développement social et les personnes et qui réunira les principaux ministères et organismes interpellés. Après discussion, la proposition est acceptée. 2) Condition féminine : En l'absence de M. Michel Bonneau, M. François Paquette fait lecture à la CAR d'une proposition de mise en place d'un comité interministériel sur la condition féminine, qui aura comme responsabilité de soutenir la mise en œuvre de la politique gouvernementale <i>Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de faits</i> et d'en assurer le suivi auprès de l'appareil gouvernemental régional. Ce comité, dont la présidence serait assumée par le directeur régional du MCCCCF, serait constitué des responsables des ministères en matière d'égalité et agirait sous l'autorité fonctionnelle du comité permanent sur la santé, le développement social et les personnes. Après discussion, la proposition est acceptée. <p>• Comité sur le développement économique et l'emploi</p> <p>M. Denis Darveau et M. Daniel Tremblay font état de l'avancement des travaux du comité, qui a tenu une rencontre depuis la dernière CAR. Un plan d'action et un mode de fonctionnement ont, entre autres, été adoptés.</p>	<p>Mettre en place la Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie du Saguenay-Lac-Saint-Jean</p> <p>Mettre en place le comité interministériel sur la condition féminine</p>
<p>5. Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012</p> <p>Mme Couture présente les grandes orientations du Plan d'action gouvernemental, qui interpelle 10 ministères et organismes signataires, en précisant que l'intérêt du plan réside dans son côté intégrateur des actions. Mme Isabelle Goupil-Somany et Mme Chantal-Anne Moreau présentent le détail des actions prévues.</p> <p>Les membres discutent du plan d'action. La concertation apparaît essentielle dans ce dossier. Il est convenu entre autres que la table régionale (voir point 4 du présent compte-rendu) se penchera sur l'identification des actions régionales, en lien avec le déploiement des actions nationales. Les ministères et organismes ont également une</p>	

Sujet	Suivi
<p>responsabilité en tant qu'employeur à l'égard des saines habitudes de vie.</p> <p>Le document PowerPoint « Investir pour l'avenir – Présentation du Plan d'action gouvernemental (PAG) de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012 – CAR 8 mai 2008 » est joint au présent compte-rendu et en fait partie intégrante.</p> <p>Québec en forme : Planification et déploiement stratégique 2007-2012</p> <p>M. François Gaudreault, agent régional de Québec en forme, présente le mandat de Québec en Forme et son plan stratégique 2007-2012.</p> <p>L'accent est mis sur l'objectif de contribuer à favoriser, par le soutien de projets de mobilisation de communautés rurales, l'adoption et le maintien d'une saine alimentation et d'un mode de vie physiquement actif chez les jeunes (0-17 ans).</p> <p>Après discussion, les participants conviennent de l'importance de profiter des structures de concertation ou de mobilisation pour faire émerger des projets. Les territoires de CSSS et l'URLS sont cités en exemple. Il apparaît essentiel de se soucier de pouvoir rejoindre les représentants des MRC ainsi que les agents de développement rural qui ont notamment pour rôle de mobiliser le milieu et le supporter dans ses actions visant à dynamiser le territoire.</p> <p>Le document PowerPoint « Québec en forme » est joint au présent compte-rendu et en fait partie intégrante.</p>	
<p>6. Présentation du Plan de travail rural 2007-2014 de la MRC Maria-Chapdelaine</p> <p>Par M. Gilbert Goulet, préfet, M. Guy Grenier, directeur du CLD et Mme Carole Richer, agente de développement.</p> <p>En introduction, Mme Lison Rhéaume rappelle que dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité, les pactes ruraux 2007-2014 signés avec chacune des MRC de la région prévoient l'élaboration d'un plan de travail, qui présente les actions s'inscrivant dans les enjeux et champs d'interventions prioritaires pour leur territoire respectif notamment en vue de dynamiser l'occupation du territoire.</p> <p>Mme Rhéaume explique que le pacte rural permet d'avoir un effet de levier sur un ensemble de projets qui interpellent différents ministères et organismes. Il est donc important de les informer des orientations des plans de travail, avec l'objectif de concilier les objectifs ministériels et territoriaux.</p> <p>M. Gilbert Goulet salue les participants. Il souligne les efforts effectués par l'ensemble des intervenants socio-économiques de la MRC dans le cadre de la première politique de la ruralité, qui se poursuivent avec la nouvelle Politique. Avec la signature en 2007 d'un nouveau pacte rural, la MRC a encore une fois confié le mandat de mise en œuvre au CLD.</p> <p>M. Guy Grenier expose que trois éléments ont été particulièrement réussis dans le cadre du premier pacte rural : les comités porteurs par municipalité; la création de trois fonds (fonds du comité porteur, fonds municipal et fonds commun pour des projets touchant plus d'une municipalité) et le support au déploiement de l'accès au réseau Internet. Ces éléments ont été retenus pour l'élaboration du plan de travail 2007-2014.</p> <p>M. Guy Grenier et Mme Carole Richer présentent le plan de travail de la MRC Maria-Chapdelaine, qui comprend cinq composantes dans lesquelles s'inscrivent des stratégies et des enjeux :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Concertation et gouvernance 2) Communication 3) Culture et patrimoine 4) Éducation et marché du travail 5) Vitalité économique 	

Sujet	Suivi
<p>L'enveloppe budgétaire et les efforts de mobilisation sont aussi expliqués.</p> <p>Le développement d'Internet et le soutien aux entreprises d'économie sociale pour assurer les services de proximité constituent des priorités.</p> <p>Mme Richer explique que le plan de travail est axé sur la mobilisation du milieu. À ce sujet, Mme Martine Couture mentionne que les efforts déployés au niveau des services médicaux de 1re ligne par les CSSS constituent un bel exemple de mobilisation et de collaboration.</p> <p>Les documents suivants sont joints au présent compte-rendu et en font partie intégrante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Plan d'action territorial de la MRC Maria-Chapdelaine tiré du Plan de travail du Pacte rural 2007-2014 ». MRC Maria-Chapdelaine. 2008. • « Résumé – Plan de travail du pacte rural 2007 – 2014 ». MRC Maria-Chapdelaine. Octobre 2007. <p>7. Présentation du Plan de travail rural 2007-2014 de la MRC Lac-Saint-Jean-Est</p> <p>Par M. Léonard Côté, préfet et Mme Nathalie Audet, aménagiste de la MRC et responsable du dossier de la ruralité à la MRC.</p> <p>M. Léonard Côté explique que le premier pacte rural a principalement été utilisé pour l'amélioration des équipements municipaux de loisirs. En ce sens, l'enveloppe du pacte rural initial était considérée par les élus comme une enveloppe dédiée, un peu comme un paiement de péréquation. Il souligne toutefois que la grande majorité des projets furent structurants et importants pour les collectivités visées.</p> <p>Dans le cadre des travaux entourant le plan de travail du nouveau pacte rural, des efforts substantiels ont été faits au niveau de la planification territoriale des interventions. Dans le cadre du nouveau pacte, 17 % de l'enveloppe est maintenant réservé à des projets collectifs. Le préfet se réjouit du développement d'une dynamique territoriale, et donne comme exemple la mise sur pied, en 2006, de l'équipe Alma-Lac-Saint-Jean, composée d'une dizaine d'organismes du territoire. Ces organismes collaborent pour intervenir sur des priorités communes.</p> <p>Pour la MRC Lac-Saint-Jean-Est, les principales priorités sont l'augmentation démographique, l'adéquation entre les emplois et la formation ainsi que le développement du réseau de fibre optique.</p> <p>Mme Nathalie Audet présente les principaux éléments du plan de travail de la MRC ainsi que les moyens de mise en œuvre retenus.</p> <p>(Le document PowerPoint «PNR II – MRC Lac-Saint-Jean-Est - Présentation à la CAR le 8 mai 2008 » est joint au présent compte-rendu et en fait partie intégrante.)</p> <p>8. Bilan final du projet-pilote du CIRSP et suite</p> <p>Mme Rhéaume rappelle les grandes lignes du projet pilote, qui est maintenant terminé ici, comme dans les trois autres régions pilotes.</p> <p>Un comité de travail sera formé avec des représentants des conseils de gestion des régions pilotes et du CSPQ. Ce comité aura pour mandat de documenter les impacts de l'implantation des CIRSP sur les emplois en région, d'évaluer les formes d'ententes ministérielles possibles, d'évaluer l'offre de services la plus viable et de proposer des moyens de mise en place des conditions de succès.</p> <p>9. Les algues bleu vert : état de situation et perspectives</p> <p>Mme Édith Tremblay et M. Léon Larouche présentent les grandes lignes des procédures d'information à la population, en 2008, lors des épisodes de fleurs d'eau d'algues bleu-vert au Québec.</p>	

Sujet	Suivi
<p>Le document PowerPoint « Épisodes de fleurs d'eau d'algues bleu-vert au Québec – CAR 8 mai 2008 » est joint au présent compte-rendu et en fait partie intégrante.</p> <p>10. Ententes spécifiques</p> <p>Les tableaux des ententes spécifiques en vigueur, en négociation et envisagées sont déposés aux membres.</p> <p>11. Affaires nouvelles</p> <p>Aucune affaire nouvelle n'est portée à l'attention des membres.</p> <p>12. Fin de la rencontre</p> <p>La réunion se termine à 16 h 10.</p>	



DESTINATAIRES : Membres de la CAR Saguenay-Lac-Saint-Jean

EXPÉDITRICE : Lison Rhéaume, présidente de la CAR

DATE : Le 9 mai 2008

OBJET : Réunion spéciale de la CAR-02 du 22 mai 2008

Bonjour,

Comme indiqué dans la dernière convocation qui vous a été acheminée et confirmé lors de la réunion régulière de la CAR du 8 mai dernier, nous vous rappelons que la réunion spéciale de la CAR sur les effectifs gouvernementaux en région se tiendra **le jeudi 22 mai 2008 de 13 heures 30 à 16 heures à l'hôtel La Saguenéenne, salle Beaujolais.**

Lors de cette rencontre, les membres seront invités à valider le document de travail présentant l'évolution de la fonction publique au Saguenay-Lac-Saint-Jean et les recommandations visant à répondre aux attentes de la région dans ce domaine, avant sa diffusion dans l'appareil gouvernemental.

Rappelons que cette analyse se veut une réponse aux enjeux de nature interministérielle associés à la régionalisation des services et des effectifs gouvernementaux, identifiés comme prioritaires lors de notre lac-à-l'épaule de 2006 et pour lesquels un mandat avait été confié à ce moment au comité permanent de la CAR sur la Desserte des services gouvernementaux.

Je vous invite à confirmer votre participation à cette importante rencontre en communiquant avec Mme Danielle V. Côté par courriel : danielle.v.cote@mamr.gouv.qc.ca ou par téléphone : 418 698-3523, poste 31.

Je vous remercie de votre collaboration habituelle et vous prie d'accepter l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Lison Rhéaume

LR/DT/dvc

N.B. Il n'y a pas de compte-rendu étant donné qu'il n'y avait qu'un seul sujet.

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

Mercredi 3 décembre 2008 – 13 heures

Holiday Inn Saguenay, salle Ouananiche

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées
 - 3.1 Présentation du plan d'action
M. Robert Sauvé, sous-ministre associé aux Affaires régionales et municipales, MAMR
 - 3.2 Mise en œuvre régionale
M^{me} Lison Rhéaume, MAMR
4. Rapport sur les effectifs en région – Suivi
M^{me} Lison Rhéaume, MAMR
5. Engagement jeunesse –
M^{me} Christine Chabot
6. Suivi des comités permanents de la CAR :
 - Comité desserte des services gouvernementaux
(M^{me} Francine Harvey, présidente)
 - Comité tourisme, loisir et culture
(M. Michel Bonneau, président)
 - Comité aménagement du territoire
(M. Alain Thibault, président)
 - Comité santé, développement social et les personnes
(M^{me} Lucie Martel, présidente)
 - Comité développement économique et emploi
(M. Denis Darveau, président)
7. Suivi des ententes spécifiques
8. Affaires nouvelles
 - 8.1 _____
 - 8.2 _____
9. Prochaine rencontre

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 3 décembre 2008

Hôtel Holiday Inn Saguenay

Sont présents :

M. François Bélanger – SIQ
Mme Mireille Côté, CSPQ
Mme Louise Couët, Emploi-Québec
M. Denis Darveau – MDEIE
M. Réal Delisle - MSP
Mme Sylvie Denis - MAPAQ
M. Jean-Claude Gagné – FADQ
M. Gilles Gauthier - MAMR
M. Régis Guérin - BANQ
Mme Francine Harvey – Services Québec
M. Daniel Labrecque - MDDEP

Mme Diane Larose, MRNF
M. Éric Leclair – MCCCCF
M. André Marchand – ASSS
Mme Lucie Martel – MELS
Mme Rachel Poirier – HQ
M. Benoît Poulin, MAMR
Mme Lison Rhéaume – MAMR
M. Alain Thibeault, MRNF
M. Daniel Tremblay - MAMR
M. Germain Tremblay – MTQ

Sont absents :

M. René-Jean Banville – RLQ
Mme Suzie Beaulieu, MRI
M. Mario Bélanger – MJQ
Mme Sylvie Bouchard - CSF
M. François Caron - MRNF
Mme Mona Caron – SAAQ
M. Alain Carrier - OPC
Mme Guylaine Claveau – CNT
Mme Céline Dessureault - MRQ
Mme Lyne Émond – MSP – Serv. Corr.
Mme Johanne Faucher - MFA
Mme Catherine Ferembach – SAJ
M. Jean Fournier – Tourisme

Mme Diane Gagnier, CSST
M. Daniel Giguère – CRÉ
M. François Guillot – SÉPAQ
M. Robert Lacroix - MRNF
M. Robert Lavoie, OPHQ
M. Roger Paré – MELS
Mme Danielle Pronovost – SHQ
Mme Claire Roy – CDPDJ
M. Laurent Ruel, RBQ
M. Michel Thibault, MICC
Mme Édith Tremblay – MDDEP
M. Martin Vallée – IQ
Mme Margaret Vien – OQLF

Sont invités :

M. Robert Sauvé, sous-ministre associé au MAMR
Mme Christine Chabot, Engagement jeunesse

Sujet	Suivi
<p>1. Mot de bienvenue</p> <p>Mme Lison Rhéaume présente monsieur Robert Sauvé, sous-ministre associé aux Affaires régionales et municipales du MAMR. Elle invite les personnes présentes à se présenter à tour de rôle.</p> <p>Les membres de la CAR sont invités à inscrire un mot d'encouragement dans une carte à l'intention de M. François Paquette, qui est actuellement en congé de maladie.</p> <p>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</p> <p>L'ordre du jour est adopté tel que proposé.</p> <p>3. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées</p> <p>3.1 Présentation du plan d'action</p> <p>M. Robert Sauvé rappelle que le Plan d'action gouvernemental (PAG) à l'intention des municipalités dévitalisées est issu d'une démarche conjointe de la Fédération des municipalités du Québec (FQM) et du gouvernement du Québec initiée en 2006. Le PAG a été annoncé publiquement en septembre 2008, lors du dernier congrès annuel de la FQM.</p> <p>M. Robert Sauvé présente les principes fondamentaux, les mécanismes de mise en œuvre du PAG, qui se veut une réponse sur mesure aux difficultés structurelles vécues par ces municipalités, en vertu d'une approche reposant sur l'accompagnement des dynamismes locaux. Il met entre autres l'accent sur le rôle important de la CAR pour sa mise en œuvre, notamment en regard de l'accompagnement soutenu des milieux d'une part et, d'autre part, par les possibilités de modulation de programmes et mesures, grâce à son lien avec le Comité interministériel sur la situation économique et sociale des municipalités dévitalisées ainsi que la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT).</p> <p>Les membres échangent sur le PAG. Il est notamment précisé que les contrats de diversification et de développement pourront servir de levier à la démarche, entre autres pour la mobilisation des milieux. On précise également que la participation des MRC est essentielle au processus. Les exemples de la gestion des TPI, le volet II ainsi que des expériences de mise en commun de services, comme les archives, sont évoquées.</p> <p>La présentation du « Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées – Présentation à la CAR du Saguenay-Lac-Saint-Jean du 3 décembre 2008 » est jointe au présent compte-rendu et en fait partie intégrante.</p> <p>3.2 Mise en œuvre régionale</p> <p>Mme Lison Rhéaume présente une proposition de mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées.</p> <p>Mme Rhéaume présente les 8 municipalités identifiées comme dévitalisées dans la région : Lamarche, Saint-André-du-Lac-Saint-Jean, Lac-Bouchette, Saint-François-de-Sales, Notre-Dame-de-Lorette, Saint-Edmond-les-Plaines, Saint-Stanislas et Petit-Saguenay ainsi que les principaux éléments de la proposition de mise en œuvre régionale, pour laquelle la collaboration des membres de la CAR est sollicitée. Cette proposition se veut souple et évolutive, selon la situation de chaque milieu.</p> <p>La première étape pour laquelle la collaboration de la CAR est souhaitée est l'identification d'un responsable du dossier pour chaque ministère et organisme, et la réalisation d'un bilan des interventions effectuées ou projetées par les différents ministères et organismes sur le territoire de ces municipalités. En parallèle, un portrait de l'intervention, des préoccupations et intentions des MRC dans les différents outils</p>	<p>Ministères et organismes : identification d'un répondant pour la mise en œuvre du PAG</p>

Sujet	Suivi
<p>de planification à leur disposition.</p> <p>La présentation « Les municipalités dévitalisées au Saguenay-Lac-Saint-Jean – CAR du 3 décembre 2008 » est jointe au présent compte-rendu et en fait partie intégrante.</p>	
<p>4. Rapport sur les effectifs en région – Suivi</p>	
<p>Mme Lison Rhéaume rappelle que le rapport sur les effectifs gouvernementaux en région, accepté par la CAR en juin 2008, a été déposé à M. Robert Sauvé. Ce dernier se dit heureux de la qualité de ce rapport, qui met en lumière de façon très explicite la réalité de la fonction publique. Cette expérience examine la régionalisation sous un angle différent de ce qui s'est fait dans d'autres régions, comme en Abitibi. En effet, il permet de réfléchir sur la façon de mettre en œuvre la modernisation de l'État en région.</p>	
<p>Monsieur Sauvé explique que le rapport sera présenté à la prochaine TGAT. Dans un deuxième temps, le dossier pourrait être discuté à d'autres instances gouvernementales en fonction de discussions à venir avec la ministre. Cela devrait permettre d'y valider les volontés administratives et politiques envers les suites à donner.</p>	
<p>5. Engagement jeunesse</p>	
<p>Dans le cadre du projet <i>Engagement jeunesse</i>, Mme Christine Chabot présente le colloque sur la complémentarité des services offerts aux jeunes en difficulté qui aura lieu le jeudi 22 janvier 2009 à l'Hôtel Universel d'Alma.</p>	
<p>6. Suivi des comités permanents de la CAR :</p>	
<ul style="list-style-type: none"> • Comité desserte des services gouvernementaux 	
<p>En plus du dossier du Rapport sur les effectifs en région discuté au point 4, Mme Harvey mentionne qu'une première rencontre du groupe de travail sur le mandat du comité sur la desserte des services gouvernementaux s'est tenue en novembre. Ce groupe de travail a pour mandat de voir comment le comité peut concrétiser ses objectifs qui sont de :</p>	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Collaborer à l'atteinte d'un des trois grands objectifs de la CAR, en contribuant à des opérations gouvernementales de régionalisation et de déconcentration dans une perspective de plus grande accessibilité des services pour les citoyens, de simplification et d'amélioration de la qualité. 2. Favoriser le maintien de services publics de qualité sur notre territoire régional; 3. Favoriser l'amélioration et le renouvellement des services publics dans notre région; 4. Simplifier la relation État-citoyens (et entreprises) de la région; 	
<ul style="list-style-type: none"> • Comité tourisme, loisir et culture 	
<p>En l'absence de M. Michel Bonneau, M. Daniel Tremblay mentionne que le comité n'a pas été formellement actif depuis plusieurs mois. Toutefois, certains des membres travaillent activement en collaboration avec la CRÉ et l'ATR afin de finaliser la négociation de l'entente en tourisme afin de procéder à sa signature. Le processus devrait se terminer d'ici peu.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> • Comité aménagement du territoire 	

Sujet	Suivi
<p>M. Alain Thibault présente les principaux dossiers ayant occupé le comité lors de ses réunions d'octobre et de septembre derniers.</p> <p>Parmi les principaux dossiers, il cite le projet de Laboratoire rural visant la commercialisation des produits forestiers non ligneux, mis de l'avant par la Coopérative de Girardville. La question des consultations avec les autochtones sera discutée lors de la prochaine réunion afin d'éviter les redondances, revoir les processus, etc. Les membres de la CAR sont informés par Lison Rhéaume que le SAA devrait être présent lors de la prochaine réunion prévue en janvier 2009.</p> <p>Une prochaine rencontre est prévue en janvier 2009.</p> <p>• Comité santé, développement social et les personnes</p> <p>Mme Lucie Martel, directrice régionale par intérim, mentionne que les sous-comités du comité permanent ont siégé à plusieurs reprises. Ainsi, la Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie et le comité interministériel sur la condition féminine ont poursuivi leurs activités :</p> <p><i>Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie :</i></p> <p>Mme Chantal-Anne Moreau est responsable de cette Table, qui est composée de ministères et organismes gouvernementaux (MELS, MESS, MAPAQ, MAMR, MSSS, MFA, MCCCCF, MTQ, SAJ, Justice) et de partenaires du milieu (RLS, CRÉ, TROC, CPE). Elle a pour mandat la mise en œuvre régionale du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012 (PAG). 2 rencontres ont eu lieu pour prendre connaissance du Plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie sa mise en œuvre régionale et sur le déploiement de Québec en forme :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Élaboration d'un cadre de référence régionale pour l'analyse des projets QEF au Saguenay-Lac-Saint-Jean ○ Mise en place des balises budgétaires ○ Mise en place d'un comité d'analyse de projets ○ Présentement un projet déposé pour le territoire Lac-Saint-Jean-Est <p><i>Comité interministériel sur la condition féminine :</i></p> <p>M. Michel Bonneau est responsable de ce comité, qui a pour mandat la mise en œuvre régionale de la Politique gouvernemental <i>Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait</i>. La désignation des répondants des ministères et organismes est terminée et une première rencontre est prévue en janvier 2009. De plus, plusieurs dossiers relevant du comité permanent ont fait ou feront l'objet d'une attention particulière :</p> <p>Le comité permanent a aussi activement œuvré au niveau de certains dossiers d'ententes spécifiques :</p> <p><i>-Signature et mise en œuvre de trois ententes spécifiques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Entente spécifique visant à influencer positivement le bilan migratoire des jeunes au Saguenay-Lac-Saint-Jean 2007-2012 : le comité de coordination a été mis en place, la mise en œuvre suit son cours. ○ Entente spécifique en matière de condition féminine du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2007-2010 : On est au début de sa mise en œuvre. Présentement on est à finaliser la rédaction du plan d'action et des outils de mise en œuvre. ○ Entente spécifique sur l'adaptation des services et des infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2007-2012 : Début de sa 	

Sujet	Suivi
<p data-bbox="248 247 857 281">mise en œuvre, prêts pour recevoir des projets.</p> <p data-bbox="191 327 683 361"><i>-Ententes spécifiques en négociation :</i></p> <ul data-bbox="203 361 1211 641" style="list-style-type: none"> ○ Immigration : renouvellement pour une troisième entente. Le comité de travail est en place et travaille à l'élaboration du plan d'action qui servira de base pour le renouvellement de l'entente. ○ Développement social : en processus d'analyse par l'agence du plan d'action déposé par la Commission sectorielle en développement social de la CRÉ. ○ Économie sociale : en début de processus, en lien avec le plan d'action gouvernemental sur l'entrepreneuriat collectif. <p data-bbox="155 691 1211 755">En terminant, le comité permanent a travaillé certains dossiers en lien avec la Politique nationale de la ruralité :</p> <ul data-bbox="203 755 1211 1098" style="list-style-type: none"> ○ Laboratoire rural sur l'immigration : Dans le comté de Roberval, on procède à la mise en place d'une politique d'accueil des nouveaux arrivants. L'objectif est de parrainer 30 nouvelles familles par année pour un total de 150 familles pour la durée du laboratoire rural de 5 ans. ○ Ecole-communauté : Actuellement six écoles sont impliquées dans ce projet. Essentiellement, le projet vise une utilisation efficace des technologies de l'information pour assurer la vitalité des écoles de villages et le rapprochement avec la communauté. Les plans de réussite des écoles ont été jumelés aux plans de développement, ce qui a permis de définir cinq priorités. <p data-bbox="191 1138 899 1173">• Comité développement économique et emploi</p> <p data-bbox="191 1207 1211 1439">M. Denis Darveau informe la CAR que la dernière réunion du comité s'est tenue le 27 octobre 2008. Certains projets de développement ont été présentés par les promoteurs, notamment le projet de l'aéroport d'Alma ainsi que celui des Collines du terroir. M. Darveau mentionne qu'il est actuellement en réflexion afin de revoir le déroulement des rencontres de ce comité pour assurer un juste équilibre entre les rencontres avec des promoteurs et l'échange d'information entre les partenaires gouvernementaux.</p> <p data-bbox="99 1489 594 1524">7. Suivi des ententes spécifiques</p> <p data-bbox="172 1558 1101 1593">Les tableaux de suivi des ententes spécifiques sont remis aux membres.</p> <p data-bbox="99 1625 423 1659">8. Affaires nouvelles</p> <p data-bbox="172 1694 850 1729">Aucune affaire nouvelle n'est portée à l'ordre du jour.</p> <p data-bbox="99 1758 456 1792">9. Prochaine rencontre</p> <p data-bbox="172 1827 834 1862">La prochaine rencontre aura lieu le 28 janvier 2009.</p> <p data-bbox="99 1891 431 1925">10. Fin de la rencontre</p> <p data-bbox="172 1960 591 1995">La réunion se termine à 16 h 50.</p>	

Rédigé par Daniel Tremblay
Secrétaire exécutif de la CAR-02

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Mercredi 28 janvier – de 13 h à 16 h 30

Holiday Inn Saguenay, salle Ouananiche

Projet d'ordre du jour

Accueil des participants

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption des comptes rendus des rencontres précédentes
4. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées : suivi
(Mme Lison Rhéaume, MAMROT)
5. Nouvelle structure du MRNF en région
(M. Alain Thibault, MRNF)
6. État de réalisation du Plan d'affectation des terres publiques (PATP)
(Mesdames Diane Larose et Hélène Gagné, MRNF)

Pause

7. Dossiers en relation avec les communautés autochtones et métisses
(M. Lucien-Pierre Bouchard, Mesdames Caroline Beaulieu et Chantale Latour, SAA)
 - 7.1 La question métisse au Québec : cas particulier du Saguenay—Lac-Saint-Jean
 - 7.2 Entente de principe d'ordre général : état de situation des négociations
 - 7.3 Consultation des communautés autochtones
8. Affaires nouvelles
 - 8.1 _____
 - 8.2 _____
9. Fin de la rencontre

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 28 janvier 2009

Hôtel Holiday Inn Saguenay

Sont présents :

M. François Bélanger – SIQ
M. Michel Bonneau - MCCF
M^{me} Sylvie Bouchard - CSF
M. Serges Chiasson – CRÉ
M^{me} Mireille Côté, CSPQ
M^{me} Louise Couët - Emploi-Québec
M^{me} Martine Couture - ASSS
M. Denis Darveau – MDEIE
M. Gilles Gauthier - MAMR
M. Régis Guérin - BANQ
M. François Guillot – SEPAQ

M^{me} Francine Harvey – Services Québec
M^{me} Diane Larose - MRNF
M^{me} Lison Rhéaume – MAMROT
M. Alain Thibeault - MRNF
M. Michel Thibault - MICC
M^{me} Édith Tremblay – MDDEP
M. Germain Tremblay – MTQ

M. David Dufour – MAMROT
M. Gilles Gauthier - MAMROT
M. Benoît Poulin, -MAMROT
M. Daniel Tremblay - MAMROT

Est invitée :

M^{me} Hélène Gagné, MRNF

Sujet	Suivi
<p>1. Mot de bienvenue</p> <p>M^{me} Lison Rhéaume souhaite la bienvenue à tous les membres. Elle profite de l'occasion pour informer les membres de l'état de santé de M. François-Paquette et les invite à communiquer directement avec lui.</p>	
<p>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</p> <p>M^{me} Lison Rhéaume passe en revue l'ordre du jour. Elle informe les membres qu'en raison des conditions météorologiques incertaines, les représentants du Secrétariat aux affaires autochtones ne pourront participer à la réunion. En conséquence, le point 7 est reporté à une rencontre ultérieure. Aux affaires nouvelles, M^{me} Mireille Côté, du CSPQ, inscrit le point « <i>Atelier leadership</i> » et l'ordre du jour est adopté tel que modifié.</p>	
<p>3. Adoption des comptes rendus des rencontres précédentes</p> <ul style="list-style-type: none">• Compte rendu du 8 mai et du 3 décembre 2008 <p>Voici les principaux éléments de suivi abordés :</p> <p><u>Présentation des plans de travail ruraux 2007-2014</u></p> <p>Les MRC du Fjord-du-Saguenay et du Domaine-du-Roy n'ont pas encore présenté leurs plans à la CAR. Alors que la MRC du Domaine-du-Roy pourrait profiter d'une rencontre avec la CAR pour présenter à la fois son plan de travail rural ainsi que l'état de situation de la mise en œuvre de sa <i>Vision stratégique de développement territorial</i>, la MRC du Fjord-du-Saguenay se questionne sur la meilleure manière de faire.</p> <p><u>Projet-pilote du CIRSP</u></p>	

Sujet	Suivi
<p>Il avait été prévu de former un comité de travail, avec les représentants des conseils de gestion des quatre régions pilotes et du CSPQ, et qui aurait pour mandat de documenter les impacts de l'implantation des CIRSP sur les emplois en région, d'évaluer les formes d'ententes ministérielles possibles, d'évaluer l'offre de services la plus viable et de proposer des moyens de mise en place des conditions de succès. Pour l'instant, les personnes désignées pour participer aux travaux de ce comité n'ont eu aucune nouvelle.</p> <p>Les deux comptes rendus sont adoptés tels que déposés.</p>	
<p>4. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées : suivi</p> <p>Tel que prévu à la dernière rencontre, chaque ministère et organisme est invité à identifier un répondant pour assurer le suivi de ce dossier en appui aux directeurs régionaux. Afin d'entreprendre la première étape et de permettre à la CAR de se préparer, il a été convenu de recueillir, d'ici la fin du mois de février, les interventions gouvernementales effectuées auprès de ces municipalités au cours des cinq dernières années ainsi que celles projetées. Un tableau, sur lequel les membres du comité exécutif ont émis leurs commentaires, sera acheminé sous peu aux membres de la CAR.</p> <p>Actuellement, le MAMROT est à l'étape de sensibilisation des intervenants régionaux et locaux à cette démarche. Des rencontres ont eu lieu dans les MRC du Fjord-du-Saguenay et de Lac-Saint-Jean-Est.</p>	<p>Ministères et organismes : identification d'un répondant pour la mise en œuvre du PAG</p>
<p>5. Nouvelle structure du MRNF en région</p> <p>M. Alain Thibeault, directeur général du MRNF dans la région, accompagné de M^{mes} Diane Larose et Hélène Gagné, respectivement directrice et conseillère à la direction des affaires régionales de la Direction générale Saguenay-Lac-Saint-Jean, présente la nouvelle approche de gestion intégrée et régionalisée des ressources naturelles et du territoire mise de l'avant par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Pour le MRNF, il s'agit d'un changement de culture organisationnelle qui entend favoriser le travail en équipe pluridisciplinaire.</p> <p>Les éléments suivants sont abordés :</p> <ul style="list-style-type: none"> Nouvelle structure administrative qui sera effective le 2 février prochain : cette réorganisation prévoit, en région, la mise en place d'une nouvelle structure basée sur trois nouvelles directions régionales sous l'égide de la Direction générale régionale : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Direction des affaires régionales : vise la coordination interne et l'accompagnement au milieu régional. Elle regroupe l'expertise en aménagement et développement régional et est formée des directions de l'énergie, des mines et du territoire public. M^{me} Diane Larose en est l'actuelle directrice; ➤ Direction de l'expertise énergie, faune, forêt, mines et territoire : vise à fournir l'expertise requise aux autres directions. Elle est formée de l'équipe de la Faune avec l'ajout de ressources spécialisées en foresterie et géomatique. M. François Caron en est l'actuel directeur; ➤ Direction des opérations intégrées : vise à assurer les interventions opérationnelles associées aux ressources naturelles et au territoire. Elle est principalement formée de l'équipe des Forêts ainsi que des ressources liées à la faune et est sous la direction de M. Robert Lacroix. <p>La Direction de la protection de la faune n'est pas modifiée par la réorganisation.</p> La Commission régionale des ressources naturelles et du territoire (CRRNT) : sous la responsabilité de la CRÉ, la CRRNT constitue une instance de concertation pour les questions relatives à la mise en valeur des ressources naturelles et du territoire. Le MRNF soutient la CRRNT. 	

Sujet	Suivi
<p>Les documents suivants sont remis aux personnes présentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le plan d'affaires 2008-2011 de la Direction générale du Saguenay-Lac-Saint-Jean du MRNF; • L'approche intégrée et régionalisée : les commissions régionales des ressources naturelles et du territoire; • L'approche intégrée et régionalisée : Clin d'œil sur les ressources naturelles du Saguenay-Lac-Saint-Jean. <p>6. État de réalisation du Plan d'affectation du territoire public (PATP)</p> <p>M^{me} Hélène Gagné présente l'état d'avancement du Plan d'affectation du territoire public (PATP) ainsi que les prochaines étapes du processus. Cet exercice interpelle directement 14 ministères et organismes gouvernementaux pour établir et diffuser les orientations gouvernementales en matière d'utilisation des terres et des ressources en territoire public. M^{me} Gagné précise que la participation des membres de la CAR est sollicitée en regard du processus d'élaboration de cet outil de planification stratégique gouvernemental et de la nécessaire concertation gouvernement – milieu pour en arriver à son adoption.</p> <p>Les principaux éléments abordés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation du projet : au niveau régional, une table de concertation gouvernementale réunit les ministères et organismes gouvernementaux pour l'élaboration du plan. En parallèle, une table d'information et d'échanges réunit les représentants gouvernementaux et la CRÉ. De plus, une table réunissant le gouvernement et les communautés innues de Mashteuiatsh et d'Essipit constitue une expérience pilote de participation réelle, telle que définie dans le cadre de l'Entente de principe d'ordre général; • Présentation de l'avancement des travaux, notamment des zones d'affectation préliminaires prévues; • Échéancier de réalisation : les principales dates visées sont : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Juin 2009 : dépôt d'une version préliminaire à la CRÉ; ➤ Décembre 2009 : dépôt de la proposition du PATP; ➤ Mars 2010 : consultation régionale sur la proposition; ➤ Décembre 2010 : approbation du PATP par le Conseil des ministres. <p>Plus précisément, M^{me} Diane Larose mentionne que la participation des directeurs régionaux des ministères et organismes est sollicitée ce printemps pour l'adoption d'une version préliminaire du PATP et son dépôt en juin à la CRÉ. Cette étape, non prévue initialement, s'inscrit dans une démarche d'intégration des préoccupations du milieu. À l'automne, une consultation plus large devrait être initiée. Les directeurs seront informés plus en détails prochainement.</p> <p>Les membres échangent sur différents aspects et éléments de contenu de la présentation de M^{me} Hélène Gagné (prise en compte de la dimension paysages et des sentiers de motoneiges, aires protégées, etc.). M^{me} Gagné précise que l'exercice actuellement en cours constitue une première, notamment grâce aux outils géomatiques utilisés, alors que les outils de planification des années 80 portaient presque exclusivement sur les aspects forestiers et factuels. Actuellement, huit régions sont en cours d'élaboration du PATP et à terme l'ensemble du territoire public sera couvert.</p> <p>M^{me} Martine Couture se dit étonnée de l'ampleur du travail, et de la portée de l'exercice, puisque à terme le PATP pourrait être vu comme un outil de coopération</p>	

Sujet	Suivi
<p>générale pour la société régionale. La diversité des usages en vigueur ou prévus et leur cohabitation constituent un défi de taille. M^{me} LaRose précise qu'à elle seule la démarche de collaboration gouvernement – milieu constitue un gain appréciable dans la compréhension commune des enjeux liés à l'utilisation des terres publiques. Pour le moment, une fois adopté, il est prévu que le PATP serait mis à jour à tous les cinq ans.</p> <p>Le document suivant est remis aux personnes présentes :</p> <p><i>Présentation Power Point « Pour un développement harmonieux et durable du territoire public : plan d'affectation du territoire public (PATP). Conférence administrative régionale. Janvier 2009 ». MRNF</i></p> <p>7. Dossiers en relation avec les communautés autochtones et métisses</p> <p>L'ensemble du point 7 est reporté à une date ultérieure.</p> <p>Plusieurs personnes présentes regrettent ce report et soulignent l'importance de ces dossiers pour les activités régulières des ministères et organismes. Il aurait été très approprié de pouvoir discuter de ces points en regard de l'exercice du PATP, entre autres.</p> <p>8. Affaires nouvelles</p> <p>8.1 Activité « leadership »</p> <p>M^{me} Mireille Côté, du Centre de services partagés, invite les membres de la CAR à participer à une activité de développement des ressources humaines. L'atelier de leadership et développement des compétences, destiné plus particulièrement aux cadres, professionnels en situation de gestion et à la relève, sera animé par M. Guy Tassé du Groupe Conseil Option Résultats et se tiendra le vendredi 1^{er} mai 2009 de 9 h à 12 h à l'hôtellerie CEPAL, à Jonquière. Les personnes intéressées sont invitées à communiquer avec M^{me} Côté au 695-8844</p> <p>Un document présentant les renseignements relatifs à l'activité est remis aux personnes présentes.</p> <p>8.2 Plan Nord</p> <p>Le point 8.2 est ajouté à l'ordre du jour par monsieur Alain Thibeault. Il informe qu'une rencontre entre certains intervenants régionaux et l'équipe chargée de la mise en œuvre du « Plan Nord » annoncé par le gouvernement du Québec s'est tenue le 8 janvier dernier. Ce plan, non encore lancé officiellement, s'adresse à trois régions ayant un territoire au-dessus du 49^e parallèle. Peu de détails sont disponibles pour le moment, mais il est probable qu'un forum interrégional se tiendra au cours de la prochaine année sur le sujet. Le dossier sera traité par le comité permanent de la CAR sur l'aménagement du territoire, avec des invités supplémentaires, comme le MDEIE.</p> <p>9. Fin de la rencontre</p> <p>La prochaine rencontre se tiendra le 25 février et portera sur le pacte pour l'emploi avec la participation de Clément Desbiens d'Emploi Québec. La rencontre se termine à 16 heures.</p>	

Rédigé par Daniel Tremblay
Secrétaire exécutif de la CAR-02

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Mercredi 25 février – de 9 h à 12 h

Holiday Inn Saguenay, salle Ouananiche

Projet d'ordre du jour

Accueil des participants

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 28 janvier 2009
4. Pacte pour l'emploi (MM. Yvon Fleury et Clément Desbiens, Emploi-Québec)
 - 4.1 Présentation du contexte du marché du travail
 - 4.2 Présentation du pacte pour l'emploi
 - 4.3 Échanges et discussions
5. Ententes spécifiques (M^{me} Lison Rhéaume, MAMROT)
6. Affaires nouvelles
 - 6.1 _____
 - 6.2 _____
 - 6.3 _____
7. Fin de la rencontre

NOTE

Le compte-rendu de la CAR du Saguenay-Lac-Saint-Jean du 25 février 2009 n'est pas disponible.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 30 mai 2008 de 10h à 15h
Carrefour La Tuque
290 rue Saint-Joseph, La Tuque

- | | |
|--------|--|
| 10h | Mot de bienvenue |
| 10h05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 10h10 | Adoption du compte rendu de la réunion du 29 février 2008 et suivi |
| 10h20 | Dossiers d'actualité et perspectives de développement de la Ville de la Tuque <ul style="list-style-type: none">➤ M. Réjean Gaudreault, maire de la Ville de La Tuque➤ M. Yves Tousignant, directeur général de la Ville de La Tuque➤ Mme Danielle Rémillard, directrice générale du CLD |
| 11h15 | Projet de nouvelle gouvernance au MRNF <ul style="list-style-type: none">➤ M. Alain Simard, directeur régional du MRNF |
| 12h | Dîner |
| 13h | Forum Citoyen <ul style="list-style-type: none">➤ M. Réjean Laprise, coordonnateur |
| 13h20 | Informations de la CRÉ Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Christian Savard, directeur général |
| 13h40 | Pacte pour l'emploi <ul style="list-style-type: none">➤ Mme Ginette Lanthier, directrice régionale d'Emploi Québec |
| 14 h30 | Points d'information <ul style="list-style-type: none">➤ Ententes spécifiques➤ Politique nationale de la ruralité – État de situation➤ Comité de la CAR - Géomatique |
| 14h50 | Autres sujets |
| 15h | Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre |

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre
tenue le 30 mai 2008
Carrefour La Tuque – La Tuque

Rédigé par Daniel Blain
Secrétaire de la CAR

Personnes présentes :

François Beaudoin, Services Québec
Brigitte Blais, MTQ
Pierre Bonenfant, MICC
Anne Bourassa, OPHQ
Line Drouin, Revenu Québec
Jacques Jr Fugère, CSPQ
Norman Houle, MAPAQ

Ginette Lanthier, MESS
Colette Marcotte, CSF
Jean-Pierre Massicotte, FADQ - Mauricie
Virginie Mathieu, SAA
Alain Simard, MRNF
Rose-Marie Thonney, MFA

Pierre Robert, MAMR
Daniel Blain, MAMR

Christian Savard, directeur général - CRÉ-Mauricie

Personnes excusées :

Gilles Arsenault, RRQ
Suzanne Beauvais, CNT
Roger Des Champs, Services correctionnels
Guy Désilets, Régie du bâtiment
André Dontigny, ASSS 04 Mauricie, Centre-du-Québec
Michel Falardeau, Ministère de la Justice
Jean Fournier, Tourisme Québec
Gary Frost, OPC
Lise Giroux, Curateur public du Québec
Michel Grégoire, MRI

Denis Hébert, MDEIE
Claude Lamarre, MELS
Chantal Lussier, MICC
Suzanne Mailhot, CSST
Denis Marceau, SIQ
Hélène Mc Gee, MCCCCF
Jacques Raymond, MSP
Luc St-Martin, MDDEP
Rhéal St-Pierre, Régie du logement
Lucie Talbot, Investissement-Québec

01. Ouverture de la réunion

Le président de la CAR souhaite la bienvenue à tous les participants. Un tour de table est effectué afin de permettre les présentations.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté sur la proposition de M^{me} Colette Marcotte (CSF), appuyée par M. Norman Houle (MAPAQ).

03. Adoption du compte rendu de la réunion du 29 février 2008

Le compte rendu de la réunion du 29 février 2008 est adopté sans modification sur la proposition de M^{me} Ginette Lanthier (MESS), appuyée par M. Alain Simard (MRNF).

04. Dossiers d'actualité et perspectives de développement de la Ville de La Tuque

M. Réjean Gaudreault, maire de la Ville de La Tuque, M. Yves Tousignant, directeur général de la Ville et Mme Danielle Rémillard, directrice générale du CLD Haut-St-Maurice présentent les principaux dossiers d'actualité et les perspectives de développement de leur territoire.

D'entrée de jeu, M. Gaudreault mentionne que le contexte qui prévaut depuis la crise forestière provoque l'inquiétude chez la population du Haut-St-Maurice. Le risque de fermeture des entreprises, qui auparavant offraient des emplois très bien rémunérés, se traduit aujourd'hui par une prise de conscience des citoyens à l'égard de l'importance de diversifier notre économie. Nous passons, dit-il, d'une zone de confort à une zone d'incertitude, ce qui nous laisse croire que nous avons davantage besoin d'aide de la part du gouvernement.

M. Tousignant ajoute que la ville embauchera sous peu un commissaire à la diversification économique et que, par ailleurs, elle a développé des liens privilégiés avec la Ville de Mont-Laurier en raison de certaines similitudes dont la place prépondérante qu'occupe l'industrie forestière dans son économie. Parmi les dossiers prioritaires, M. Tousignant mentionne la rétention des effectifs gouvernementaux à La Tuque, la construction de résidences pour personnes âgées autonomes et la lutte aux algues bleues, notamment au lac Saint-Louis situé dans le centre-ville. Il termine en soulignant que la Ville s'occupe de la gestion des baux de villégiature et qu'à cet égard, elle compte travailler au développement de la villégiature de luxe au cours des prochaines années.

Pour sa part, Mme Rémillard explique le rôle et le fonctionnement du CLD en matière d'aide technique et de financement pour les entreprises. Elle souligne l'importance du partenariat qui a permis de réaliser plusieurs projets. À titre d'exemple, elle mentionne l'entente avec le Centre de santé portant sur le recrutement médical ainsi que la mise sur pied du Centre d'études collégiales de La Tuque rendu possible grâce à la collaboration du Collège de Shawinigan. Pour les prochaines années, Mme Rémillard considère que le CLD devra travailler prioritairement à la consolidation de l'industrie forestière et au développement de l'industrie touristique en poursuivant les efforts de promotion au rythme des cinq dernières années. Une copie du rapport annuel 2007 du CLD Haut-St-Maurice est remise à chacun des participants.

05. Projet de nouvelle gouvernance au MRNF

M. Alain Simard, directeur général régional du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) présente un résumé du Livre vert intitulé « La forêt, pour construire le Québec de demain » et son impact, du point de vue administratif, dans une perspective régionale.

Ainsi, il explique les différents enjeux, objectifs et orientations du Livre vert en insistant sur deux de ceux-ci à savoir, d'une part, le recentrage du rôle du MRNF sur ses responsabilités fondamentales et, d'autre part, les nouvelles responsabilités en matière de gestion forestière qui seront confiées aux acteurs régionaux.

Il expose par ailleurs les principaux éléments de la position régionale identifiés lors des consultations qui ont mobilisé 151 participants et permis de recevoir 35 mémoires et 21 présentations orales. On y apprend, notamment, que la CRÉ considère que la nouvelle instance régionale - qui sera mise en place afin d'assumer ces nouvelles responsabilités - devra être une structure complètement autonome et indépendante. Elle recommande que les administrateurs de l'instance régionale soient nommés par le conseil d'administration de la CRÉ à partir d'une liste de candidatures dont les compétences en gestion sont reconnues en région, et ils doivent provenir des collèges électoraux.

M. Simard termine en mentionnant que les deux principaux défis que doit relever son ministère dans le contexte de cet important changement sont : informer et mobiliser le personnel de l'organisation et réaliser le meilleur arrimage possible avec le milieu, et plus particulièrement, avec la CRÉ.

06. Forum Citoyen

M. Réjean Laprise, coordonnateur de l'événement, présente les divers aspects du Forum citoyen mauricien.

Sous le thème « La Mauricie que l'on veut se donner », le Forum invite les citoyens et citoyennes à se prononcer et échanger lors d'activités tels des ateliers, des tables rondes, des repas communautaires, des activités culturelles etc. Huit thèmes majeurs sont mis de l'avant lors de cette première édition, allant de la démocratie aux médias et communication en passant entre autres par la famille, l'environnement, la culture et le tourisme.

Outre l'espace d'échanges créé autour de ces différentes thématiques, l'événement vise à favoriser l'émergence d'un projet de développement régional promoteur de valeurs telles la solidarité, la justice sociale et la démocratie impliquant un ensemble d'acteurs sociaux tant individuel et collectif qu'institutionnel.

M. Laprise mentionne finalement qu'au-delà de l'exercice de vie démocratique qu'il constitue et du désir d'en faire un événement VERT, le Forum citoyen mauricien apportera solutions, alternatives et réactions aux enjeux et problèmes touchant la population. Il considère que ces éléments seront bien reçus et pourront être repris par les élus et élues, les organisations sociales ainsi que par toute communauté se sentant concernée.

07. Informations de la CRÉ-Mauricie

M. Christian Savard, directeur général de la CRÉ de la Mauricie fait le point sur divers dossiers d'actualité relatifs aux activités de son organisme.

Tableau de bord

Les travaux se poursuivent afin d'élaborer un tableau de bord pour le suivi du Plan quinquennal de développement régional de la Mauricie 2005-2010. Le consultant travaille actuellement à l'identification d'une quinzaine d'indicateurs stratégiques qui permettront de suivre l'évolution de la région notamment en matière de démographie et d'emploi. Les indicateurs proposés seront soumis aux membres de la CAR pour fins de validation au cours de l'été.

À cet effet, M. Norman Houle (MAPAQ) suggère d'identifier également des indicateurs intermédiaires et complémentaires afin d'obtenir une lecture plus fine de l'évolution de chacune des stratégies de développement. Mme Colette Marcotte (CSF) suggère, pour sa part, d'utiliser des données sexuées lorsqu'elles sont disponibles.

Par ailleurs, les ministères et organismes gouvernementaux seront prochainement invités à identifier les actions réalisées - ou qui seront réalisées avant le 31 mars 2009 - et qui concourent à la mise en œuvre du Plan quinquennal de développement.

Rencontre des partenaires de la CRÉ

M. Savard convie les membres de la CAR à la rencontre annuelle des partenaires de la CRÉ qui se tiendra le 19 juin 2008, à compter de 17h à l'Éco-Café bistro de l'Auberge Le Baluchon à Saint-Paulin. Il s'agit d'une occasion privilégiée d'échanger entre élus, société civile et partenaires gouvernementaux et de découvrir un tout nouveau concept mettant en valeur les produits d'ici.

Production d'un DVD promotionnel

Afin de pallier au manque d'outils promotionnels de la Mauricie, la CRÉ prévoit réaliser un DVD qui mettra en valeur les différents attraits de la région. Au coût d'environ 80 000 \$, les trois capsules du DVD aborderont respectivement les thématiques de l'économie et de l'emploi, de l'éducation ainsi que de la qualité de vie. La CRÉ s'inspirera du DVD promotionnel produit par la région de la Côte-Nord et les membres sont invités à visionner l'exemplaire apporté par M. Savard.

08. Pacte pour l'emploi

Mme Ginette Lanthier, directrice régionale d'Emploi Québec présente les grandes lignes du Pacte pour l'emploi.

D'une durée de trois ans, le Pacte pour l'emploi apporte le soutien nécessaire aux chercheurs d'emploi, travailleurs, entreprises et autres partenaires dans le but de contrer la rareté de main-d'œuvre qui s'annonce et ainsi faire en sorte que l'économie québécoise demeure concurrentielle. Pour ce faire, le Pacte pour l'emploi s'articule autour de quatre piliers.

Le premier pilier a pour but l'investissement dans le potentiel humain pour faciliter l'intégration en emploi de ceux et celles qui le désirent ainsi que la poursuite des études qualifiantes et l'accès aux professions. Il y est également question de la bonification des budgets et mesures concernant l'emploi de personnes immigrantes, membres d'une minorité visible ou handicapées.

Le second pilier veut valoriser le travail en le rendant plus payant et incitatif, notamment en haussant le salaire minimum, en modifiant la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* et par la bonification d'Alternative jeunesse.

Le troisième pilier vise à améliorer la productivité des entreprises par une main-d'œuvre compétente et qualifiée et compte rejoindre plus de 250 000 travailleurs à travers les activités de formation. À cet effet, le Pacte prévoit l'augmentation des budgets et de l'offre de cours et formation de base pour les travailleurs.

Au niveau régional, le Pacte pour l'emploi prévoit deux actions, soit des services d'éducation et d'emploi plus près des entreprises et une réponse concertée aux besoins de main-d'œuvre.

Mme Lanthier termine en dévoilant les objectifs ambitieux du Pacte dont réduire de 50 000 le nombre de prestataires de l'assistance sociale et augmenter de 4 800 le nombre d'entreprises aidées dans le secteur de la formation et du développement des compétences.

09. Points d'information

9.1 Ententes spécifiques

Un tableau sur l'état de situation des ententes spécifiques est distribué aux participants. À ce jour, cinq ententes spécifiques ont été signées, trois sont en élaboration et deux autres sont à venir.

9.2 Politique nationale de la ruralité – État de situation

M. Daniel Blain informe les membres que 14 laboratoires ruraux ont été retenus lors du premier appel de projets. Une de ces expérimentations se réalisera en Mauricie, soit le projet présenté par le Conseil de la Nation Atikamekw pour la mise en place d'une coopérative de développement économique et culturelle destinée à valoriser les produits issus du savoir-faire traditionnel basé sur le travail de l'écorce. Un montant de 410 000 \$ sera versé à l'organisme pour réaliser ce projet sur une période de 5 ans. Les dossiers pour le deuxième appel de projets devront être déposés au plus tard le 2 juin prochain. Un tableau présentant les laboratoires soumis par des promoteurs de la Mauricie lors du premier appel est remis aux participants.

Au mois de septembre prochain, se tiendra l'événement "Les Grands prix de la ruralité" afin de rendre hommage aux acteurs clés du développement rural et souligner les initiatives les plus innovantes qui ont vu le jour grâce aux pactes ruraux et aux différentes mesures de la Politique nationale de la ruralité. Par ailleurs, les MRC sont invitées à soumettre leur candidature pour recevoir cette activité sur leur territoire.

9.3 Comité de la CAR - Géomatique

Une première rencontre du comité de la CAR portant sur la géomatique s'est tenue le 20 mai 2008. À la lumière des informations échangées à cette occasion, les participants ont constaté que plusieurs initiatives en lien avec la géomatique sont actuellement en cours dans les différents

ministères et organismes gouvernementaux. Il a donc été convenu d'identifier et de documenter ces différents projets afin d'alimenter les travaux du comité. Une prochaine rencontre pourrait être convoquée à compter de l'automne.

10. *Autres sujets*

Aucun autre sujet n'a été inscrit à l'ordre du jour.

11. *Date de la prochaine rencontre*

La date de la prochaine rencontre de la CAR est fixée au 19 septembre 2008. L'endroit sera précisé ultérieurement.

12. *Fin de la réunion*

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 15 h 30.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 7 novembre 2008 de 8 h 45 à 12 h 15
MRC des Chenaux
630, rue Principale
Saint-Luc-de-Vincennes

- | | |
|---------|--|
| 8 h 45 | Mot de bienvenue et allocution de M. Gérard Bruneau, préfet de la MRC des Chenaux |
| 9 h | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 05 | Adoption du compte rendu de la réunion du 30 mai 2008 et suivi |
| 9 h 15 | Positionnement du MAPAQ suite au Rapport Pronovost <ul style="list-style-type: none">➤ M. Norman Houle, directeur régional MAPAQ |
| 10 h | Pause santé |
| 10 h 15 | Informations de la CRÉ Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Christian Savard, directeur général |
| 10 h 30 | Tableau de bord régional et outils de suivi <ul style="list-style-type: none">➤ M. Michel Lefebvre, IPSE |
| | Contribution des ministères et organismes gouvernementaux <ul style="list-style-type: none">➤ M. Daniel Blain, MAMR |
| 11 h 15 | Municipalités dévitalisées – Approche gouvernementale <ul style="list-style-type: none">➤ Mme Manon Fillion, MAMR |
| 11 h 50 | Points d'information <ul style="list-style-type: none">➤ Table Québec Régions du 12 septembre 2008➤ Ententes spécifiques – État de situation➤ Politique nationale de la ruralité – État de situation➤ Congrès de la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM) |
| 12 h 00 | Autres sujets |
| 12 h 15 | Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre |

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre
tenue le 7 novembre 2008
MRC des Chenaux

Rédigé par Daniel Blain
Secrétaire de la CAR

Personnes présentes :

Serge Beauchamp, ASSS Mauricie-Centre-du-Québec
François Beaudoin, Services Québec
Pierre Bonenfant, MICC
Brigitte Blais, MTQ
Manon Filion, MAMROT
Jacques Jr. Fugère, CSPQ
Denis Hébert, MDEIE
Norman Houle, MAPAQ
Annie Gauthier, MELS

Ginette Lanthier, MESS
Rose-Marie Thonney, MFA
Colette Marcotte, CSF
Hélène Mc Gee, MCCCCF
Réjean Morissette, SAA
Nancy Charland, SAA
Alain Simard, MRNF
Luc St-Martin, MDDEP
Lucie Talbot, Investissement-Québec

Pierre Robert, MAMROT
Daniel Blain, MAMROT

Christian Savard, directeur général - CRÉ-Mauricie

Personnes excusées :

Suzanne Beauvais, CNT
Christiane Bonfanti, CSPQ
Anne Bourassa, OPHQ
Marcel Carpentier, MTQ
Bernard Denault, MRI
Roger DesChamps, Services correctionnels
Guy Désilets, Régie du bâtiment
Line Drouin, Revenu Québec
Michel Falardeau, Ministère de la Justice
Jean Fournier, Tourisme Québec
Gary Frost, OPC

Lise Giroux, Curateur public du Québec
Christiane Lebleu, Revenu Québec
Hélène Leclerc, MFA
Chantal Lussier, MICC
Suzanne Mailhot, CSST
Denis Marceau, SIQ
Jean-Pierre Massicotte, FADQ
Jacques Raymond, MSP
René-Jean Banville, Régie du logement
Michel Ste-Marie, RRQ

01. Ouverture de la réunion

Le président de la CAR souhaite la bienvenue à tous les participants et souligne la présence du préfet et du directeur général de la MRC des Chenaux, respectivement M. Gérard Bruneau et M. Pierre St-Onge. Un tour de table est effectué afin de permettre les présentations et M. Robert invite le préfet à s'adresser aux membres de la CAR.

02. Allocution de M. Gérard Bruneau, préfet de la MRC des Chenaux

M. Bruneau dresse un portrait de la MRC des Chenaux en insistant sur les principaux dossiers d'actualité et les perspectives de développement de ce territoire.

Instituée en janvier 2002, la MRC, qui compte 10 municipalités, a rapidement atteint le stade de la

maturité. Elle dispose aujourd'hui d'un schéma d'aménagement et de développement révisé en date du 22 juin 2007, d'une politique culturelle, d'une politique familiale ainsi que d'un schéma de couverture de risques en matière d'incendie en voie d'approbation. Par ailleurs, la MRC compte sur l'excellente collaboration de son CLD qui embauche 6 personnes. Elle a convenu d'un pacte rural avec le gouvernement du Québec qui lui confère un montant de 2 M\$ sur 7 ans pour le développement de son territoire et elle s'occupe de la gestion de certains programmes de la Société d'Habitation du Québec (SHQ).

M. Bruneau mentionne que la MRC élabore actuellement une planification stratégique dont les principaux enjeux sont : une croissance démographique qui doit tenir compte de l'exode des jeunes et des personnes âgées, une cohabitation harmonieuse et dynamique dans un environnement à forte prédominance rurale, un développement économique qui repose sur les forces du territoire ainsi que le sentiment d'appartenance de la population de l'ensemble de la MRC.

Il termine en mentionnant que le transport collectif et la collecte des déchets constituent deux dossiers majeurs pour la prochaine année.

03. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté sur la proposition de M. Denis Hébert (MDEIE), appuyée par M. Alain Simard (MRNF).

04. Adoption du compte rendu de la réunion du 29 février 2008

Le compte rendu de la réunion du 30 mai 2008 est adopté sans modification sur la proposition de M^{me} Ginette Lanthier (MESS), appuyée par M. François Beaudoin (Services Québec).

05. Positionnement du MAPAQ suite au Rapport Pronovost

M. Norman Houle, directeur régional du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) présente les faits saillants et les priorités gouvernementales suite au rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (Rapport Pronovost) rendu public le 12 février 2008.

M. Houle énonce l'envergure des travaux qui ont conduit à l'élaboration de ce rapport depuis janvier 2007. Il mentionne que le rapport propose une vision nouvelle pour bâtir l'avenir et suggère 49 recommandations pour y arriver. Les nombreuses consultations menées par la CAAAQ ont permis de constater, entre autres, que le système mis en place dans les dernières décennies crée aujourd'hui des obstacles à l'émergence de nouveaux types d'agriculture, au développement de produits originaux et à l'exploration de nouvelles possibilités. Après avoir exposé les éléments clés du rapport, M. Houle fait état des recommandations pour chacune des thématiques abordées.

Par ailleurs, M. Houle dresse un tableau de la vision gouvernementale et explique les priorités de travail 2008-2009, telles la modernisation des grands piliers de l'agriculture, le rapprochement du secteur des consommateurs/citoyens et le renforcement de la capacité concurrentielle des entreprises. De plus, il présente les grandes lignes de l'organisation du travail du MAPAQ dont le comité interministériel de coordination qui a pour mandat d'assurer, au sein de l'appareil gouvernemental, la coordination du suivi au rapport de la CAAAQ.

En conclusion, M. Houle mentionne que les principaux défis organisationnels sont : la communication, le repositionnement, la collaboration interdirections générales, la cohérence des actions, l'élargissement des clientèles et la valorisation des actions et du leadership de l'organisation.

06. Informations de la CRÉ- Mauricie

M. Christian Savard, directeur général de la CRÉ de la Mauricie fait le point sur divers dossiers d'actualité relatifs aux activités de son organisme.

Forum de la société civile

La CRÉ a amorcé une tournée des territoires afin que les représentants des 24 secteurs puissent partager, à tour de rôle, leurs enjeux respectifs en présence des membres du conseil d'administration de la CRÉ et de la CAR. Une première rencontre a eu lieu le 3 octobre dernier et la prochaine se tiendra le 18 décembre 2008 au Musée québécois de culture populaire. À cette occasion, les représentants des secteurs de l'immigration, du développement social, des jeunes ainsi que ceux du loisir et du sport présenteront leur secteur.

Production d'un DVD promotionnel

Les démarches pour doter la région d'un DVD promotionnel se poursuivent. Un appel de propositions a été fait auprès d'entreprises de la région et la firme retenue sera connue au cours des prochaines semaines.

07. Tableau de bord régional et outils de suivi

M. Michel Lefebvre, de l'Institut pour le progrès socio-économique (IPSE), présente la démarche retenue pour l'élaboration d'un tableau de bord régional et l'établissement d'outils de suivi dans le cadre de la mise en œuvre du Plan quinquennal de développement régional 2005-2010.

Afin d'obtenir un résultat probant, M. Lefebvre explique que, en plus des statistiques habituellement utilisées dans l'établissement d'un tableau de bord, le suivi doit s'appuyer sur plusieurs éléments complémentaires tels l'inventaire des actions réalisées par les organismes régionaux (CRÉ, CLD, MRC, etc.) et par les ministères et organismes gouvernementaux ainsi que sur des échanges à partir d'informations recueillies par un comité d'évaluateurs.

M. Lefebvre précise que le tableau de bord permettra de suivre l'évolution du plan quinquennal à partir de dix (10) objectifs priorisés par la CRÉ. Une tournée des ministères et organismes gouvernementaux sera réalisée à court terme par le MAMROT et la CRÉ afin d'identifier les actions qui contribuent à la mise en œuvre du plan quinquennal ainsi que les indicateurs de suivi les plus pertinents pour leur secteur d'activités.

08. Municipalités dévitalisées- Approche gouvernementale

Mme Manon Filion, conseillère en développement régional au MAMROT présente le Fonds de soutien aux territoires en difficulté (FSTD) qui vise à consolider et diversifier l'économie des municipalités monoindustrielles en difficulté économique et à aider les communautés et les municipalités touchées par des fermetures et des restructurations d'entreprises forestières.

Mme Filion explique le contexte de ce fonds d'aide et mentionne que l'enveloppe budgétaire totale de 75 M\$ est gérée conjointement par le MAMROT (15 M\$) et le MDEIE (60 M\$). Elle énonce les principes directeurs et explique la nature du contrat de diversification et de développement. En plus de nommer quelques contrats qui ont été conclus avec les villes et MRC, Mme Filion précise le rôle de la MRC qui consiste entre autres à élaborer et mettre en œuvre un plan de diversification et de développement.

Elle présente des exemples de projets admissibles et explique les modalités d'utilisation du FSTD. De plus, Mme Filion mentionne que depuis septembre 2008, il y a eu élargissement du fonds dans le cadre du plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées annoncé récemment par le MAMROT. Des explications sont données concernant les municipalités visées par ce plan d'action, et ce, plus précisément en Mauricie.

En conclusion, Mme Filion mentionne que ce plan d'action repose sur l'engagement de la population et des communautés à travailler à l'occupation dynamique de leur territoire dans une perspective de développement durable et sur l'appui de l'ensemble des partenaires et des acteurs gouvernementaux.

09. Points d'information

9.1 Table Québec-Régions du 12 septembre 2008

M. Robert informe les membres que la dernière rencontre de la TQR s'est tenue le 12 septembre 2008 à Orford, en Estrie. À cette occasion, les présidents de CRÉ ont été invités à partager leur vision sur l'avenir des conférences régionales des élus.

Plusieurs ont souligné que les CRÉ ont une très bonne crédibilité dans leur région, qu'elles constituent un lieu privilégié tant de concertation avec les partenaires dans de multiples domaines que d'échanges avec le gouvernement. Les participants anticipent l'avenir des CRÉ avec ouverture tout en étant conscients qu'elles évoluent dans un environnement à géométrie variable.

9.2 Ententes spécifiques – État de situation

Un tableau sur l'état de situation des ententes spécifiques est distribué aux participants. À ce jour, six ententes spécifiques ont été signées, trois sont en processus de signature.

9.3 Politique nationale de la ruralité – État de situation

Pactes ruraux

Les enveloppes budgétaires consenties dans les pactes ruraux signés entre le gouvernement du Québec et les 91 MRC et villes-MRC ont été majorées de 59 M\$. La répartition de ces nouvelles sommes a été effectuée en fonction, notamment, de la taille de la population rurale qui réside en milieu plus dévitalisé. Pour la Mauricie, cette majoration représente un montant supplémentaire de 4,2 M\$.

Produits de spécialité

Pour l'année financière 2007-2008, trois entreprises ont reçu une subvention pour la production et la mise en marché de produits de spécialité. Il s'agit de biodiésel produit à partir d'huile végétale usée, d'une bière sans gluten à base de riz malté et de poudre sèche et d'extraits de fruits, légumes et plantes médicinales destinés aux manufacturiers de produits de santé naturels et des nutraceutiques.

Pour la présente année, la mesure aura permis de contribuer financièrement, à ce jour, à la fabrication d'un vin de glace blanc et rosé à Saint-Sévère, de cerises séchées de type griotte à Charette et, dans le domaine de la culture, la réalisation d'un site touristique immersif et participatif à Shawinigan (Saint-Gérard-des-Laurentides).

Laboratoires ruraux

M. Blain rappelle que, sur un total de 14 laboratoires retenus lors du premier appel de projets, une expérimentation se réalisera en Mauricie. Ce laboratoire, présenté par le Conseil de la Nation Atikamekw, prévoit la mise en place d'une coopérative de développement économique et culturelle destinée à valoriser les produits issus du savoir-faire traditionnel basé sur le travail de l'écorce. Un montant de 410 000 \$ sera versé à l'organisme pour réaliser ce projet sur une période de 5 ans.

Un second appel de projets s'est terminé le 2 juin 2008. Une dizaine de projets de laboratoire devraient être retenus sur les 73 dossiers déposés, lors de cet appel. Un seul dossier en provenance de la région de la Mauricie a été déposé.

Grands Prix de la ruralité

La première édition des Grands Prix de la ruralité a eu lieu le 11 septembre 2008 à Saint-Camille dans la MRC des Sources en Estrie. L'événement a été précédé, le matin, par la tenue de la Journée de la ruralité. Cette occasion aura permis de réunir les acteurs du monde rural afin qu'ils échangent sur le chemin parcouru depuis la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité. En après-midi, les participants ont visité différents projets réalisés dans la municipalité de Saint-Camille.

En soirée, environ 400 personnes, réunies sous un grand chapiteau, ont pu assister à la remise de prix dans 5 catégories, dont le prix Hommage qui a été décerné à M. Jacques Proulx, président sortant de Solidarité rurale du Québec.

La prochaine édition des Grands Prix se tiendra en territoire rural dans la deuxième semaine de septembre 2009. Les MRC peuvent soumettre leur candidature pour recevoir cette activité sur leur territoire.

9.4 Congrès de la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM)

Le Congrès de la Fédération québécoise des Municipalités (FQM) s'est tenu du 25 au 27 septembre 2008 à Québec. M. Robert souligne que ce grand rassemblement annuel du monde municipal constitue un rendez-vous incontournable pour le gouvernement. En plus d'un forum réunissant des personnalités de divers horizons pour débattre des actions à entreprendre pour assurer la prospérité des communautés en région, ces assises annuelles auront permis aux participants d'assister à de nombreux ateliers, des séminaires, des formations et des rendez-vous juridiques.

Aussi, le premier ministre du Québec et la ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Nathalie Normandeau, ont adressé la parole aux congressistes. Ils ont profité de l'occasion pour annoncer le Plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées, une entente de décentralisation portant sur la gestion des carrières et sablières ainsi qu'une somme additionnelle de 4 millions de dollars qui sera rendue disponible dans le programme Communautés rurales branchées.

10. Autres sujets

Relance de la CAR-économique

M. Denis Hébert, directeur régional du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) mentionne que, compte tenu de la crise économique qui sévit actuellement en Mauricie, il est opportun de relancer la CAR-économique. Les ministères concernés seront contactés au cours des prochaines semaines. On prévoit tenir 3 ou 4 rencontres au cours de la prochaine année, en fonction de l'évolution de la situation économique régionale.

Services Québec

M. François Beaudouin, directeur régional de Services Québec, mentionne que son organisation a adopté une nouvelle orientation pour l'implantation de ses services. On privilégie ainsi une offre de services axée sur le contact personne à personne plutôt que par téléphone ou internet. Par ailleurs, M. Beaudouin souligne que, dorénavant, Services Québec donnera les informations relatives à la Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ) à partir de sa centrale téléphonique. Ce nouveau mandat se traduira par une augmentation du nombre d'employés qui passera de 285 à 600.

Rapatriement des employés à Trois-Rivières

M. Norman Houle, directeur régional du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) tient à préciser que malgré le rapatriement à Trois-Rivières du personnel des bureaux de Saint-Narcisse et de Louiseville, le service sera toujours disponible et accessible sur rendez-vous à ces endroits.

Cercle des dirigeants de la Mauricie

M. Houle (MAPAQ) informe les participants que le Cercle des dirigeants de la Mauricie, qui existe depuis deux ans, est actuellement en recrutement. En acquittant leur cotisation annuelle, les membres sont invités à participer à un souper / conférence sur une base mensuelle. Le prochain conférencier invité est M. Jean Pronovost qui entretiendra les participants sur son expérience de haut fonctionnaire au sein du gouvernement du Québec.

11. Date de la prochaine rencontre

La date de la prochaine rencontre de la CAR est fixée au 27 février 2009. L'endroit sera précisé ultérieurement.

12. Fin de la réunion

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h 15.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 27 février 2009 de 8 h 45 à 12 h
Auberge Le Florès
4291, 50e Avenue
Shawinigan (secteur Grand-Mère)
(Sortie 220 de l'Autoroute 55 Nord)

- | | |
|---------|---|
| 8 h 45 | Mot de bienvenue |
| 8 h 50 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 8 h 55 | Adoption du compte rendu de la réunion du 7 novembre 2008 et suivi |
| 9 h 05 | La formation continue à l'UQTR <ul style="list-style-type: none">➤ M. Michel Morin |
| 9 h 35 | CAR économique <ul style="list-style-type: none">➤ M. Denis Hébert, MDEIE |
| 9 h 50 | Informations de la CRÉ Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Christian Savard, directeur général |
| 10 h 00 | Pause santé |
| 10 h 15 | La question métisse au Québec et en Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ Mme Chantal Latour, Secrétariat aux affaires autochtones |
| 11 h 10 | La semaine de l'emploi <ul style="list-style-type: none">➤ Mme Ginette Lanthier, Emploi Québec |
| 11 h 40 | Points d'information <ul style="list-style-type: none">➤ Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées➤ Ententes spécifiques – État de situation➤ Politique nationale de la ruralité – État de situation➤ Table Québec Régions des 19 et 20 février 2009 |
| 12 h | Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre |

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de la Mauricie du 27 février n'est pas disponible.

ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

30 mai 2008 - 9 h 15 à 12 h

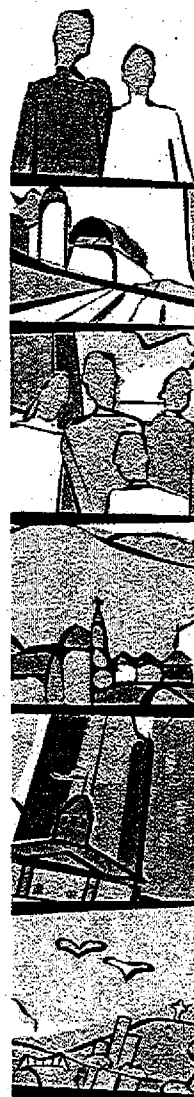
DELTA hôtel et centre des congrès

2685 Rue King Ouest

Sherbrooke (Québec)

Salle: Lac Brompton-Stukely

- | | | |
|---------|--|---|
| 9 h 15 | Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour, du compte rendu et du suivi de la rencontre du 14 mars dernier, Pierre Poulin | 1 |
| 9 h 30 | Rapport de la CAAAQ: Faits saillants et priorités gouvernementales
Serge Roy, MAPAQ | 2 |
| 10 h 30 | Pause | |
| 10 h 45 | Centraide, Nadia Choubane et Pierre-Hugues Boisvenu | |
| 11 h | Inode des jeunes, Katherine Gouin, Le Petit Bonheur | 3 |
| 11 h 15 | Services partagés, Louis Ferland, MTQ | |
| 11 h 25 | Projet de loi 88 – gouvernance des commissions scolaires, Roger Tremblay, MELS | |
| 11 h 40 | Avenir de la CAR, Pierre Poulin | |
| 11 h 50 | Varia | |
| 12 h | Levée de la rencontre | |



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 30 MAI 2008

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Bernard	Francine	Dév. durable/Environnement/Parcs (contrôle)
Cardinal	Jacques	Ressources naturelles, Faune (Forêts QC)
Doré	Gaétan	Financière agricole
Ferland	Louis	Transports Québec
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Girard	Serge	Régie du bâtiment
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Migneault	Diane	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Paquin	Pierre	Dév. durable/Environnement/Parcs (analyse)
Poulin	Pierre	Affaires municipales et des Régions
Tremblay	Roger	Éducation, du Loisir et du Sport (Éducation)
Trudel	Denise	Société immobilière du Québec

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (chef d'équipe représentation publique)
Arsenault	Gilles	Régie des rentes
Baron	Michel	ARSSS
Beaudoin	Réjean	Justice
Bilodeau	Normand	Revenu Québec
Bouchard	Lucette	Culture et Communications, Condition féminine
Bourrassa	Anne	Office des personnes handicapées
Dionne	Marie-France	Services Québec
Éthier	Anne-Marie	Emploi, Solidarité sociale/Emploi-Québec
Ferdais	Marie	Hydro-Québec
Fortin	Robert	Développement économique, Innovation et Exportation
Fournier	Jean	Tourisme
Fradette	Anne	Relations internationales
Gagnon	Michel	Sécurité publique (par intérim)
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Garneau	Pierre	Société Assurance automobile
Gingras	Donald	Sûreté du Québec
Lefebvre	Denise	MSP
Lefrançois	Sylvie	Commission Santé et Sécurité du travail
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Letendre	Michel	MRNF (Faune)
Limoges	Diane	Éducation, du Loisir et du Sport (Loisir, Sport)
Loubier	Claude	Contrôle routier
Michaud	Odette	Conseil du statut de la femme
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Thorney	Rose-Mary	MFA

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Boisvenu	Pierre-Hugues	Centraide
Choubane	Nadia	Centraide
Roy	Serge	MAPAQ
Gouin	Katherine	Petit Bonheur de Saint-Camille
Laroche	Sylvain	Petit Bonheur de Saint-Camille
Lamontagne	Robert	Affaires municipales et des Régions
Michaud	Jacques	Affaires municipales et des Régions
Morin	Michel	Attaché politique, bureau de Mme Gagnon-Tremblay

1. Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 14 mars 2008

Pierre Poulin remercie les membres de la Conférence administrative régionale de l'Estrie pour leur présence. Les membres conviennent de l'ordre du jour proposé. Le compte rendu du 14 mars 2008 est adopté, en soulignant que monsieur Roger Tremblay ne devait pas paraître dans la liste des présences.

Suivi du compte rendu :

Comité « Égalité »

On convient de fonctionner de façon informelle. Les principaux intéressés sont signataires de l'Entente spécifique pour une égalité entre les hommes et les femmes en Estrie. Ils ont l'occasion d'échanger sur le sujet régulièrement.

Collaboration Université de Sherbrooke et la CAR

Des propositions d'Essais – Interventions ont été formulées à la Faculté d'administration. La proposition du CSPQ a été retenue. Celles du MAPAQ et du MAMR n'ont pas eu de suite.

Collaboration avec la ministre responsable

L'horaire chargé de la ministre responsable n'a pas encore permis de tenir des rencontres. Pierre Poulin réitère la disponibilité de la CAR.

Suivi

Visez juste

Visez juste est un programme de recyclage multimatière. Il propose une approche plus respectueuse de l'environnement en mettant l'accent sur la réduction de la consommation, la récupération et le tri à la source. La SIQ gère ce programme. Si les M/O locataires du 200, rue Belvédère Nord étaient intéressés par le programme, ils devront faire des pressions à la SIQ. Celle-ci n'est pas propriétaire de l'édifice.

Suivi

2. Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec (CAAAQ)

Serge Roy, Directeur adjoint à la Direction régionale de l'Estrie du MAPAQ fait la présentation du Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec. Les membres ont reçu une copie de la présentation PowerPoint et un feuillet intitulé « La fierté d'en vivre – Le plaisir de s'en nourrir – Une vision gouvernementale d'avenir pour l'agriculture et l'agroalimentaire québécois. »

3. Centraide

Nadia Choubane et Pierre-Hugues Boisvenu ont informé les membres de la CAR sur l'accompagnement que peut offrir Centraide lors de la campagne Entraide.

Ainsi, sur demande, Centraide peut fournir des témoignages d'organismes bénéficiaires de dons. Il peut également organiser des visites chez des organismes bénéficiaires.

La campagne aura lieu en octobre et durera 2 à 3 semaines. Pierre-Hugues Boisvenu souhaite que des activités se déroulent notamment au 200, rue Belvédère Nord et au 891, Bowen Sud.

Suivi

Pierre Poulin mentionne que le comité organisateur du Tournoi de golf de la fonction publique offrira à chaque année un don à un organisme afin de souligner et récompenser le travail bénévole d'un fonctionnaire qui y oeuvre. Des billets pour un tirage seront vendus lors du tournoi le 6 mai prochain. Cette année, le comité organisateur a retenu la contribution de Pierre-Hugues à l'AFPAD.

4. Inode des jeunes

Sylvain Laroche et Katherine Gouin du Petit Bonheur de Saint-Camille présentent le projet Inode des jeunes en Estrie. Les membres ont reçu une copie de la présentation PowerPoint. L'« inode », contraire d'« exode », est un nouveau terme pour parler d'accueil et de rétention des jeunes. Un plan d'action sera déposé et discuté lors d'un Forum régional à l'automne. Des propositions d'action concerneront les 12-17 ans, les 18-25 ans et les 25-35 ans.

Le projet est soutenu financièrement par le Forum jeunesse de l'Estrie et la CRÉ. Il est souhaité que les membres de la CAR :

- participent au forum

- considèrent la problématique de l'exode de jeunes
- participent à la recherche de solutions

Des sièges sont réservés aux ministères intéressés sur le comité de mobilisation. Le MICC souligne son intérêt à y participer.

5. Services partagés

Louis Ferland informe les membres que le projet de services partagés est terminé depuis le 31 mars 2008. Les résultats escomptés n'ont pas été atteints. Les conditions gagnantes n'ont pas été réunies.

Un comité provincial des quatre régions pilotes réfléchit sur les services partagés dont fait partie monsieur Ferland.

6. Projet de loi 88 – gouvernance des commissions scolaires

Roger Tremblay trace les grandes lignes du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur les élections scolaires. Les membres ont reçu une copie de la présentation PowerPoint.

Le projet de loi prévoit que le conseil d'une commission scolaire, tout en étant formé d'un nombre moindre de commissaires, sera composé d'un plus grand nombre de représentants de parents et de personnes nommées par cooptation. En outre, il est prévu que le président de la commission scolaire sera dorénavant élu par l'ensemble des électeurs de la commission scolaire.

Le projet de loi prévoit également de nouvelles règles en matière de reddition de compte. Ainsi, il est notamment prévu que chaque commission scolaire devra convenir avec le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport des mesures requises pour permettre l'atteinte des objectifs et des cibles qui auront été préalablement établies dans le cadre de sa planification stratégique. La commission scolaire devra elle-même convenir avec chacun de ses établissements de semblables mesures.

Le projet de loi vise par ailleurs à préciser la mission de la commission scolaire, les responsabilités qui incombent aux commissaires ainsi que les règles qui régissent les rapports entre la commission scolaire et les conseils d'établissement.

Le projet de loi prévoit en outre que la commission scolaire devra établir une procédure d'examen des plaintes formulées par les élèves ou leurs parents. Cette procédure devra permettre au plaignant insatisfait du résultat de l'examen de sa plainte de s'adresser à une personne qui sera désignée par le conseil des commissaires pour lui formuler un avis et, le cas échéant, lui proposer des correctifs.

Le projet de loi prévoit qu'il ne sera plus possible, pour une commission scolaire, de conclure un contrat d'association avec un établissement d'enseignement privé et, conséquemment, pour ce dernier, de bénéficier des avantages accordés aux écoles publiques. Des mesures transitoires sont toutefois prévues par le projet de loi.

Enfin, le projet de loi prévoit en outre que la commission scolaire pourra conclure une entente (ex. une Entente spécifique de régionalisation) avec un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec ou avec l'autorisation du gouvernement du Québec, avec un ministère ou un organisme du gouvernement du Canada ou d'une autre province canadienne.

7. Avenir de la CAR

Pierre Poulin fait part aux membres qu'il réfléchit depuis quelque temps sur le rôle de la CAR. Il souligne que les différents comités travaillent efficacement. Il y a trois ans, nous étions mobilisés sur le projet de décentralisation, régionalisation, sur la mise en place du plan quinquennal de développement de la région, sur la ruralité. Il semble maintenant que nous n'ayons que du partage d'informations. Il vérifie auprès des membres leur satisfaction quant au contenu des réunions.

Les membres se disent satisfaits. Il est souhaité que l'on fasse un bilan des travaux sur décentralisation, régionalisation mobilisation. Il est suggéré d'interpeller la ministre responsable de la région en lui soumettant une série de recommandations sur cette question.

Suivi

8. Varia

Calendrier des prochaines rencontres

Les prochaines rencontres auront lieu, à l'Hôtel Jardins de Ville, les :

- 31 octobre 2008;
- 27 février 2009;
- 29 mai 2009.

Documentation de la CAR

Dorénavant, les membres absents aux réunions de la CAR recevront des versions électroniques de la documentation de la CAR.

Raton-laveur

La Direction régionale de l'Estrie de la Sécurité civile travaillera, en collaboration avec le MRNF sur la problématique de la rage du raton laveur.

Colloque sur la sécurité civile

Le colloque sur la sécurité civile tenu le 29 mai fut un succès. Environ 130 participants y ont assisté. Parmi ceux-ci, on retrouvait des élus, des directeurs généraux de municipalités et des responsables des mesures d'urgence.

Hébergement pour personnes immigrées

Le MICC, en collaboration avec la Ville de Sherbrooke est à la recherche de logement pour les immigrants. Pour toute suggestion, contactez Chantal Lussier au (819) 820-3600 poste 40005.

9. Prochaine rencontre

- 31 octobre 2008 à l'hôtel Jardins de Ville.

10. Levée de l'assemblée

La réunion prend fin à 12 h 00.

Jacques Michaud
10 juin 2008

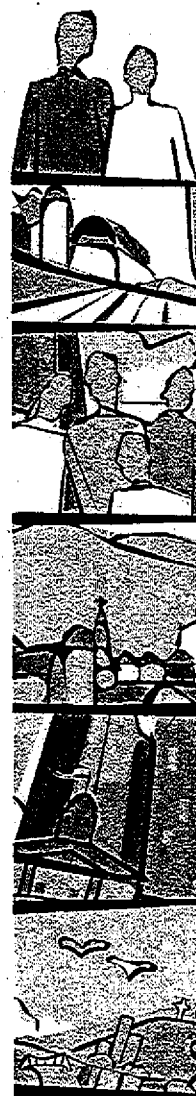
ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

31 octobre 2008 - 9 h à 12 h

Jardins de Ville
4235, Boulevard Bourque
Sherbrooke (Québec)

Salle: La Closerie

- | | | |
|---------|---|---|
| 9 h 00 | Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour, du compte rendu et du suivi de la rencontre du 30 mai dernier – Pierre Poulin | 1 |
| 9 h 10 | Tour de table sur les priorités ministérielles – Représentant des M/O présents | |
| 9 h 50 | Conférence régionale des élus – (Ententes spécifiques en cours et à venir, Persévérance et réussite scolaires au sein des communautés, DÉFI, Politique d'investissement du FDR, autres) – Andrée Bureau | 2 |
| 10 h 15 | Pause | |
| 10 h 25 | Pacte pour l'emploi – Anne-Marie Éthier | |
| 10 h 50 | Portrait économique de la région – Daniel Meunier | 3 |
| 11 h 10 | Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées – Pierre Poulin et Robert Lamontagne | 4 |
| | | 5 |
| | | 6 |
| 11 h 25 | Entraide - | |
| 11 h 40 | Divers <ul style="list-style-type: none">• Forum de la fonction publique du Québec de l'Estrie - Viviane Lepage• Activité de développement et de formation - Viviane Lepage• PDEIPH - Viviane Lepage• Collaboration avec l'ADGMQ – Pierre Poulin•• | |
| 12 h00 | Levée de la rencontre | |



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 31 OCTOBRE 2008

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Bourrassa	Anne	Office des personnes handicapées
Dionne	Marie-France	Services Québec
Éthier	Anne-Marie	Emploi, Solidarité sociale/Emploi-Québec
Ferland	Louis	Transports Québec
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Grieco	Émile	Dév. durable/Environnement/Parcs (contrôle)
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications, Condition féminine
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Letendre	Michel	MRNF (Faune)
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Migneault	Diane	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Paquin	Pierre	Dév. durable/Environnement/Parcs (analyse)
Parent	Sylvie	Revenu Québec
Poulin	Pierre	Affaires municipales et des Régions
Thonney	Rose-Mary	MFA

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (chef d'équipe représentation publique)
André B.	Lemay	Ressources naturelles, Faune
Beauchesne	Lynda	SIQ
Baron	Michel	ARSSS
Cardinal	Jacques	Ressources naturelles, Faune (Forêts QC)
Carroll	Katheleen	MSP
Charrette	Mario	Sûreté du Québec
Doré	Gaétan	Financière agricole
Farhat	Élias	Régie du bâtiment
Ferdaï	Marie	Hydro-Québec
Fortin	Robert	Développement économique, Innovation et Exportation
Fournier	Jean	Tourisme
Fradette	Anne	Relations internationales
Gagnon	Michel	Sécurité publique (par intérim)
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Garneau	Pierre	Société Assurance automobile
Limoges	Diane	Éducation, du Loisir et du Sport (Loisir, Sport)
Loubier	Claude	Contrôle routier
Michaud	Odette	Conseil du statut de la femme
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Petit	Gilles	Justice
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Ste-Marie	Michel	Régie des rentes
Tremblay	Roger	Éducation, du Loisir et du Sport (Éducation)
Trudel	Denise	Société immobilière du Québec
Vallée	Guy	Commission Santé et Sécurité du travail

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Bureau	Andrée	CRÉ de l'Estrie
Lamontagne	Robert	Affaires municipales et des Régions
Michaud	Jacques	Affaires municipales et des Régions

1. Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 30 mai 2008

Pierre Poulin remercie les membres de la Conférence administrative régionale de l'Estrie pour leur présence. Les membres conviennent de l'ordre du jour proposé. Le compte rendu du 30 mai 2008 est adopté. Il mentionne que Sylvie Lefrançois, CSST, a quitté et est remplacée par Guy Vallée.

Suivi du compte rendu :

Collaboration de la ministre responsable (p. 3) »

L'horaire chargé de la ministre responsable n'a toujours pas encore permis de tenir des rencontres. Pierre Poulin réitère la disponibilité de la CAR.

Visez juste (p. 3)

Visez juste est un programme de recyclage multimatière. Il propose une approche plus respectueuse de l'environnement en mettant l'accent sur la réduction de la consommation, la récupération et le tri à la source. La SIQ gère ce programme. Il sera plus facile d'agir lorsque la SIQ sera propriétaire du 200, rue Belvédère Nord, dans quelques années.

Centraide (p.3)

Nous n'avons pas donné suite à l'idée de tenir une activité au 200, rue Belvédère Nord, puisqu'un quiproquo est survenu entre les organismes.

Avenir de la CAR (p.5)

À l'instar de l'Estrie, d'autres régions se questionnent sur le rôle de la CAR. La réflexion continue pour la dynamiser.

2. Tour de table sur les priorités ministérielles

M/O	Priorité
MDDEP	<ul style="list-style-type: none"> Projet de Loi 92 affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection. La commission parlementaire est en cours. L'adoption est prévue à l'automne 2009. Projet de règlement des prélèvements d'eau Changement climatique Aires protégées
MICC	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du train de mesures annoncé au printemps Déclaration d'adhésion aux valeurs québécoises Création de la passerelle pour l'emploi en région (bassin de M/O à Montréal vers les régions) avec Emploi-Québec Entente intérimaire de régionalisation de l'immigration avec la CRÉ de l'Estrie Reconnaissance des acquis professionnels avec la France en collaboration avec le MELS, la Corporation professionnelle et le MESSS
MSP	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des régions Renforcement de la capacité d'intervention Recrutement des ressources humaines Dossier des bénévoles (autrefois géré par la SQ) Réorganisation interne pour créer une Direction de la mobilisation
MCCCF	<ul style="list-style-type: none"> Livre vert – Loi du Patrimoine <ul style="list-style-type: none"> Commission parlementaire en février habilité les municipalités réglementation Ententes de développement culturel avec les municipalités Entente sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Estrie avec la CRÉ
Revenu Québec	<ul style="list-style-type: none"> Difficulté de recrutement – Programme Employeur de choix Nouvelles embauches
MRNF	<ul style="list-style-type: none"> Restructuration en raison notamment de l'attrition des ressources humaines Intégration de la Faune Amélioration de la qualité des avis et des délais de production Gestion de la chasse aux cerfs – gestion de la population
OPHQ	<ul style="list-style-type: none"> Politique pour l'intégration des personnes handicapées <ul style="list-style-type: none"> Plan global de mise en œuvre en juin 2009

M/O	Priorité
Emploi-Québec	<ul style="list-style-type: none"> • Pacte pour l'emploi • Déménagement des CLE Sherbrooke Est, Ouest et Direction régionale au centre-ville • Entente intérimaire de régionalisation de l'immigration avec la CRÉ de l'Estrie • Implication sur le nouvel espace économique
CSPQ	<ul style="list-style-type: none"> • Système de mutation en ligne • Offre de service dans le cadre du Programme d'aide aux employés • Service de présentation de candidats • Élaboration de la gestion prévisionnelle de M/O
Service Québec	<ul style="list-style-type: none"> • Rapprochement des citoyens • Déploiement de trois bureaux (Coaticook, Mégantic, Richmond) • Projet pilote avec le Directeur de l'état civil • Retour du renseignement au 200, rue Belvédère Nord • En voie de devenir un guichet unique
MFA	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de nouvelles places en CPE • Difficulté de recrutement de M/O • Problématique sur les heures d'ouverture • Guichet régional de liste d'attente • Place réservée pour enfants d'immigrants • Politique familiale municipale – intégration des aînés et des saines habitudes de vie • Entente spécifique sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées dans la région de l'Estrie • 2007-201 avec la CRÉ • Soutien aux initiatives visant le respect des aînés • Intégration des enfants handicapés dans les CPE
MDDEP (Contrôle)	<ul style="list-style-type: none"> • Algues bleu-vert
MTQ	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement majeur 2,7 milliards \$ <ul style="list-style-type: none"> ▪ Estrie : 110 M\$ sur l'ensemble du réseau (par rapport à 43 M\$ l'an passé) ▪ Reprise d'environ 400 ponts municipaux, une quinzaine a été réparée, une quinzaine a été fermée. • Loi sur les pneus d'hiver • Projet pilote photos radar • Poids lourds limités à 105 km/heure en janvier • Centre de gestion de mobilité durable avec la STS
CNT	<ul style="list-style-type: none"> • 5^e réorganisation en 15 mois <ul style="list-style-type: none"> ▪ Centralisation des services à la clientèle ▪ Virage prévention (plutôt que répression, correction)
MAMR	<ul style="list-style-type: none"> • Pacte rural : ajout de 59 M\$ <ul style="list-style-type: none"> ▪ Estrie : 15 M\$ supplémentaire pour les 5 prochaines années • Annonce d'un plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif <ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribution du MAMR dans les ententes spécifiques sur les pôles d'économie sociale (50 000 \$/année, 5 ans/région) • VHR : programme en préparation • Fonds de développement régional : bonification des budgets • Internet haute vitesse : programme Communautés rurales branchées en préparation (24 M\$ pour le Québec) • Programme d'aide à la prévention d'algues bleu-vert • Carrière et sablière – redevance aux municipalités

3. Conférence régionale des élus

Andrée Bureau dresse un bref état de situation des Ententes spécifiques :

En cours

- Concernant l'amélioration de la pratique artistique professionnelle en Estrie
- Sur la mobilisation régionale pour contrer le décrochage scolaire et augmenter la diplomation et la qualification des jeunes estriens
- Partenariat régional en tourisme
- Sur l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées en Estrie

- Sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans la région de l'Estrie
- Consolidation d'entreprises culturelles

En voie de signature

- Entente intérimaire de partenariat en matière d'immigration dans la région de l'Estrie

En négociation

- Réseau d'économie sociale
- Fonds de développement social

Persévérance scolaire

Les élus ont été conviés à participer à une soirée de mobilisation sur leur rôle dans la lutte au décrochage scolaire

DEFI

La CRÉ a dévoilé le 15 octobre dernier la création du projet DEFI : Développement – Estrie – Futur – Innovation. Cette initiative vise à créer un environnement propice pour accentuer la croissance économique, la profitabilité et la productivité des entreprises de la région par l'innovation.

Politique d'investissement du Fonds de développement régional (FDR)

La CRÉ a procédé à quelques amendements sur sa politique d'investissement du FDR. La nouvelle version de cette politique a été remise dans la pochette des participants. Elle se trouve sur le site Internet de la CRÉ à l'adresse suivante : http://www.creestrie.qc.ca/pdf/normes_FDR.pdf

Certains de ces amendements s'arriment avec le nouveau cadre normatif du FDR, sur la révision de la demande d'aide financière et sur des informations à fournir par le promoteur de projets.

Addenda au Plan de développement

Pour mieux tenir compte du secteur agroalimentaire, la CRÉ a intégré une stratégie dans le Plan de développement de l'Estrie.

4.4 Développer le secteur agroalimentaire afin d'améliorer la viabilité et la rentabilité de ses entreprises.

4.4.1 Assurer l'accès à de l'expertise pour les petits producteurs et transformateurs.

4.4.2 Développer la mise en marché des produits régionaux.

4.4.3 Recherche et développement de productions émergentes à fort potentiel.

4.4.4 Faciliter l'accès à des infrastructures facilitant la transformation et la mise en marché.

4. Portrait économique de la région

Daniel Meunier de la Direction régionale du MDEIE a fait une présentation sur « Le développement économique régional ». Cette présentation a été remise dans la pochette des participants. Monsieur Meunier a traité du portrait économique de la région, des stratégies gouvernementales et de la mise en œuvre régionale de ces stratégies.

5. Pacte pour l'emploi

Anne-Marie Éthier, directrice régionale et Jacques Bernard, agent de recherche à Emploi-Québec Estrie, ont présenté le Pacte pour l'emploi. Cette présentation a été remise dans la pochette des participants. Monsieur Bernard s'est penché sur l'évolution démographique et ses impacts sur le marché du travail. Madame Éthier a expliqué le Pacte pour l'emploi et les priorités du Conseil régional des partenaires pour l'emploi en Estrie.

6. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées

Robert Lamontagne fait un survol du Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées. Monsieur Robert Sauvé, sous-ministre associé au MAMR viendra présenter le Plan aux membres de la CAR, qui sont interpellés, dans les prochaines semaines.

Suivi

Une copie du plan d'action a été remise dans la pochette des participants. En Estrie, cinq municipalités sont visées. Une approche d'accompagnement sera développée pour chacune d'elles.

7. Divers

Forum de la fonction publique du Québec de l'Estrie

267 personnes sont inscrites au Forum qui aura lieu le 5 novembre. Il reste de la place. Le thème est la Santé et le Plaisir.

Activité de développement et de formation

Viviane Lepage informe les membres que la programmation des activités de développement et de formation a été distribuée au début de l'automne. Le 28 novembre, Ghyslaine Labelle offrira l'atelier Turbulences à bord, quand le conflit éclate au sein d'un équipage !

Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (PDEIPH) de la fonction publique québécoise.

Viviane Lepage rappelle que le dépôt de projet au PDEIPH est le 15 novembre prochain.

Collaboration avec l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ)

Pierre Poulin informe les membres que l'ADGMQ souhaite mettre en place une collaboration avec les directeurs régionaux. Un responsable de l'association viendra expliquer le besoin à la prochaine réunion de la CAR.

Suivi

Prochaine rencontre

La prochaine réunion de la CAR est prévue le 27 février 2009.

8. Levée de l'assemblée

La réunion prend fin à 12 h 15.

Jacques Michaud
4 décembre 2008

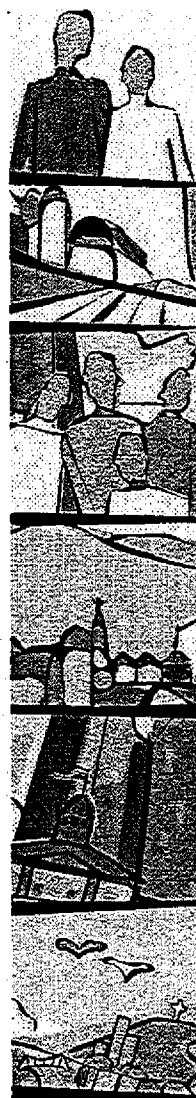
ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

7 janvier 2009 – 10 h

200, rue Belvédère Nord
Sherbrooke (Québec)

Salle: 1.07

10 h	Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour – Pierre Poulin	
10 h 05	Tour de table – Représentant des M/O	
10 h 10	Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées – Robert Sauvé	1
10 h 30	Période de questions et d'échanges	
10 h 45	Les municipalités dévitalisées en Estrie / Proposition de mise en œuvre du Plan d'action gouvernementale – Pierre Poulin	2
11 h 05	Période de questions et d'échanges	
11 h 25	Divers	
11 h 30	Levée de la rencontre	



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMITÉ SUR LES MUNICIPALITÉS DÉVITALISÉES

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE SUR LE PLAN D'ACTION
GOUVERNEMENTAL À L'INTENTION DES MUNICIPALITÉS DÉVITALISÉES (PAG)
TENUE LE 7 JANVIER 2008, À SHERBROOKE, AU 200 RUE BELVÉDÈRE NORD,
BUREAU 4.04.

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Cardinal	Jacques	MRNF (Forêts Qc)
Couture	Yvon	Éducation, du Loisir et du Sport (Éducation)
Ferland	Louis	Transports
Fortin	Robert	Développement économique, Innovation et Exportation
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications, Condition féminine
Poulin	Pierre	Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Savard	Christine	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Vaillancourt	Lise	Dévelop. durable/Environnement/Parcs (analyse)

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Lamontagne	Robert	Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Michaud	Jacques	Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Sauvé	Robert	Sous-ministre associé du MAMROT

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Baron	Michel	ARSSS
Éthier	Anne-Marie	Emploi, Solidarité sociale/Emploi-Québec
Grieco	Émile	Dévelop. durable/Environnement/Parcs (contrôle)
Thonney	Rose-Mary	MFA

1. Ouverture de la réunion

Monsieur Pierre Poulin remercie les gens pour leur participation, présente monsieur Robert Sauvé, sous-ministre associé au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, et indique les objectifs de la rencontre.

2. Tour de table de présentation et adoption de l'ordre du jour

Suite à la présentation des personnes, monsieur Pierre Poulin présente le projet d'ordre du jour ci-annexé.

L'ordre du jour déposé est adopté à l'unanimité.

3. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées

Monsieur Robert Sauvé exprime son intérêt à venir rencontrer les directeurs régionaux. Il explique que la tournée des régions du Québec, déjà amorcée, devrait se terminer vers la mi-février. Ce lien direct avec les représentants de chacune des régions lui permettra de mieux connaître les réalités régionales et de faire connaître les attentes gouvernementales dans la mise en œuvre du Plan gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées.

Avant de procéder à la présentation, dont la copie vous est fournie en annexe, monsieur Sauvé donne l'historique de la démarche qui a conduit à l'élaboration de ce plan. La démarche a été amorcée pour faire suite à un cri du cœur de la part d'un maire de la Côte-Nord auprès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) qui a été entendu par le gouvernement. Un forum regroupant les maires des municipalités dévitalisées et les sous-ministres a été organisé en novembre 2007. Le Plan d'action gouvernemental a été annoncé le 27 septembre 2008 lors du congrès annuel de la FQM.

Sur la base des données du recensement de 2001, il y avait 171 municipalités dont l'indice de développement était égal ou inférieur à -5 (seuil déterminant une municipalité très dévitalisée). À la suite du recensement de 2006, 152 municipalités étaient considérées comme très dévitalisées. Dans les faits, 68 municipalités ne faisaient plus partie du groupe et 49 autres se sont ajoutées.

À la suite de la présentation, les gens s'informent sur la période de mise à jour des données, sur les mesures déjà en place et sur le rôle des conférences régionales des élus (CRÉ).

À ces questions, madame Lise Vaillancourt cite en exemple les demandes d'autorisation qui ne sont pas tarifées pour les municipalités dévitalisées. Monsieur Sauvé indique que le ministère est à développer un indicateur annuel qui permettra d'inclure d'autres municipalités sans pour autant exclure celles déjà reconnues. Au sujet des CRÉ, il indique qu'elles ne sont pas exclues même si la FQM souhaite que cette démarche demeure sous le contrôle des municipalités régionales de comté et des municipalités. Les CRÉ sont déjà impliquées dans la crise forestière et sont disposées à appuyer cette démarche.

4. Les municipalités dévitalisées en Estrie, proposition de mise en œuvre

Monsieur Pierre Poulin présente la démarche à mettre en œuvre en Estrie dont copie est annexée (voir présentation PowerPoint).

Suite à sa présentation, il explique que l'objectif est de tout mettre en œuvre pour améliorer les indices de développement des municipalités concernées. Pour mener à bien cette opération, il met sur pied un comité de la CAR qui aura pour mandat d'accompagner les municipalités dévitalisées dans leur démarche de développement.

Ce comité sera formé des directeurs régionaux de la CAR - Estrie directement impliqués dans la démarche gouvernementale. Les professionnels pourront participer dans cette démarche d'accompagnement sur le terrain. Les priorités étant probablement différentes pour chacune des municipalités, ce comité sera

évolutif et sa représentation pourra varier en fonction des intérêts des municipalités.

Une démarche d'accompagnement

Afin de connaître le portrait de la situation des cinq municipalités visées en Estrie, Monsieur Poulin propose l'envoi d'un tableau qui nous permettra de connaître les projets déjà réalisés dans ces municipalités, ceux en cours d'analyse ou prévus. Les personnes présentes acceptent cette demande et s'engagent à la terminer pour le 30 janvier 2008

5. Divers

Aucun sujet.

6. Fin de la réunion

À la fin de la réunion, messieurs Sauvé et Poulin remercient les représentants des ministères pour leur participation et l'intérêt qu'ils ont manifesté à la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées.

Robert Lamontagne, 26 janvier 2009

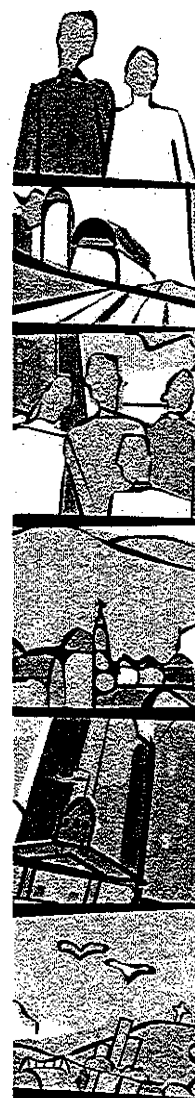
ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

27 février 2009 - 9 h à 12 h

Jardins de Ville
4235, Boulevard Bourque
Sherbrooke (Québec)

Salle : La Closerie

- | | | |
|---------|--|---|
| 9 h | Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour, du compte rendu et du suivi de la rencontre du 31 octobre dernier - Pierre Poulin | 1 |
| | | à |
| 9 h 10 | Tour de table - nouveautés dans les M/O depuis l'élection du 8 décembre | 4 |
| 9 h 25 | Plan régional de développement des ressources naturelles et du territoire de l'Estrie (PRDIRT) - Jean-Louis Blanchette | 5 |
| 10 h | Pause | |
| 10 h 10 | Portail interministériel estrien (PIE)
Formation à la carte
Formation 100 jours
Réactivation du comité interministériel en GRH
Forum
- Viviane Lepage | 6 |
| 10 h 35 | Stage d'observation et expérience de travail « Découvrir »
- Anne-Marie Éthier | |
| 10 h 50 | Observatoire sur la condition féminine - Colette Bernier | 7 |
| 11 h 40 | Association des Directeurs Généraux Municipaux du Québec (ADGMQ)
- Léonard Castagner, directeur général de North Hatley | |
| 11 h 55 | Divers <ul style="list-style-type: none">• Locaux de réunion au 200, rue Belvédère – Pierre Poulin•• | |
| 12 h00 | Levée de la rencontre | |



NOTE

Le compte-rendu de la CAR de l'Estrie du 27 février n'est pas disponible.

Conférence administrative régionale de Montréal

Jeudi, le 10 avril 2008 à 9 h 00
Ministère des Transports
800, rue du Square-Victoria, 13^e étage
Salle 13.31 La Capitaine

Ordre du jour

- | | | |
|--|---------|---------|
| 1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour | | 9 h 00 |
| 2. Adoption des Faits saillants de la rencontre du 28 février 2008 | | 9 h 05 |
| 3. Échanges entre les membres | () | 9 h 10 |
| 4. Présentation du Plan d'action en faveur du secteur manufacturier | ① MDEIE | 9 h 45 |
| <i>Pause</i> | | 10 h 30 |
| 5. Présentation du projet Défi-Climat | ① MDDEP | 10 h 45 |
| 6. Suivi des comités de la CAR | | 11 h 00 |
| - Lutte aux graffitis | ① MAMR | |
| - Saines habitudes de vie | ① MAMR | |
| - Comité immigration | ① MICC | |
| - Groupe de travail gouvernement / Ville de Montréal
sur les grands projets | ① MAMR | |
| 7. Points d'information | | 11 h 40 |
| - Suivi des ententes spécifiques | ① CRÉ | |
| - Calendrier des rencontres en 2008-2009 | ① MAMR | |
| 8. Fin de la rencontre | | 12 h 00 |

- | | |
|---|---|
| () | : tour de table |
| ① | : point d'information ou présentation par l'organisme qui suit ce signe |
|  | : discussion |

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

Faits saillants de la rencontre du jeudi 10 avril 2008

Ministère des Transports
800, rue du Square-Victoria, 13^e étage
Salle 13.31 La Capitaine

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Astrid Coulombe Mariangela Di Domenico Marie-Claire Dumas Johanne Dumont Louise-Esther Fortin Annie Goudreault Brigitte Jacques Jannick Lachapelle Pauline Lefebvre Tepny Pou Lucie Tremblay	Services Québec Conseil du statut de la femme (CSF) Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal Affaires municipales et Régions (MAMR) Ministère des relations internationales (MRI) Famille et Aînés (MFA) Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF) Affaires municipales et Régions (MAMR) - secrétariat de la CAR Emploi Québec (MESS) en remplacement de M ^{me} Ginette Sylvain Affaires municipales et Régions (MAMR) Transports (MTQ)
MM.	Robert Allie Louis Côté Henri Gilbert Pierre Hébert Normand Lapointe Raymond Leduc Younes Mihoubi François Perron Jean Séguin	Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM) Transports (MTQ) Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE) Ville de Montréal Revenu (MRQ) en remplacement de M ^{me} Louise Royal Immigration et Communautés culturelles (MICC) Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ) Affaires municipales et Régions (MAMR) – présidence

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Ginette Sylvain Louise Royal	Emploi et Solidarité sociale – Emploi Québec (MESS) Revenu (MRQ)
MM.	Marc Lavallée Stéphane Martinez	Sécurité publique – Sécurité civile (MSP) Tourisme Québec

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR de Montréal, souhaite la bienvenue à M. André B. Lemay qui assurera l'intérim comme directeur régional Laurentides-Laval-Lanaudière du MRNF. Il remplace M^{me} Kathleen Carrière, qui est désormais directrice générale du développement de la main-d'œuvre à la Commission des partenaires du marché du travail.

Le projet d'ordre du jour est adopté tel quel.

2. Adoption des faits saillants de la CAR 28 février 2008

Les Faits saillants de la rencontre du 28 février 2008 sont adoptés tels quels.

3. Échanges entre les membres

Chacun des membres résume brièvement les nouveautés et les éléments d'intérêts relevant de leur ministère et organisme gouvernementaux (m/o) pour le bénéfice des participants, notamment :

- CSF**
 - Suivi des ententes spécifiques égalité
- MAMR**
 - Invitation au Forum métropolitain des partenaires du 5 juin 2008, sous le thème des défis du marché du travail métropolitain
 - Dépôt par la ministre du Rapport de la mise en œuvre de la Loi sur la CMM
 - Le projet de Loi 22 est sur la table de travail
- MAPAQ**
 - Suites à donner au Rapport Pronovost – Vision gouvernementale d'avenir pour l'agriculture et l'agroalimentaire québécois : possibilité de présentation lors d'une prochaine rencontre
 - Lancement prochain de la stratégie d'accroissement des achats de produits alimentaires québécois Mettez le Québec dans votre assiette! (fin mai)
 - Tenue du Salon international de l'alimentation (SIAL) à Montréal (23 au 25 avril 2008)

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

- MCCCF** ■ Consultations publiques relatives au plan directeur du Mont Royal
- MDDEP** ■ Poursuite du soutien aux municipalités
- MDEIE** ■ Mise en œuvre du Plan d'action en faveur du secteur manufacturier
- Fonds de soutien en entrepreneurship
- MELS** ■ Tenue du Forum sur la démocratie et la gouvernance des commissions scolaires (20 et 21 février 2008)
- Lancement du Plan d'action éducation, emploi et productivité
- MICC** ■ Lancement de deux nouvelles mesures :
 - Pour enrichir le Québec : intégrer mieux (intégration au marché du travail)
 - Pour enrichir le Québec : franciser plus et intégrer mieux (francisation)
- MRI** ■ Publication du Rapport d'étape 2006-2007 de la Politique internationale du Québec
- MTQ** ■ Début d'une phase intensive de travaux visant la réparation de structures
- OPHQ** ■ Politique d'ensemble À part... égale
- Octroi des Prix de reconnaissance d'entreprises et d'organismes dans le cadre de la Semaine québécoise des personnes handicapées (1^{er} au 7 juin 2008)
- Services Québec** ■ Phase intensive d'intégration des structures
- Implantation de services régionaux multi-modes
- CRÉ** ■ Adoption du plan d'action 2008-2009
 - **Environnement et développement durable** : tenue du Gala de reconnaissance en environnement et en développement durable, et lancement de la campagne Défi climat
 - **Développement économique** : lancement de la mise en œuvre de la stratégie Entreprendre à Montréal
 - **Éducation** : lancement du chantier Éducation (adultes apprenants) et Festival Euréka!
 - **Culture** : suites du Rendez-vous Montréal 2007 – design, art numérique et relève artistique
 - **Développement social** : signature d'une entente spécifique en égalité et dossier sur les services de garde à l'enfance
 - **Participation citoyenne** : création d'une *Direction de la participation citoyenne* au sein de la CRÉ
 - **Immigration** : poursuite des travaux avec le MICC
 - **Transports** : poursuite des travaux du comité
- Ville** ■ Signature de l'entente Imaginer-Réaliser Montréal 2025
- Consultation publique sur le projet de Plan d'action famille de Montréal 2008-2012 : possibilité de présentation lors d'une prochaine rencontre de la CAR
- Veille sur le niveau des eaux du fleuve et de la rivière des Prairies
- Veille sur le niveau d'eau des Grands Lacs et du Saint-Laurent

4. Présentation du Plan d'action en faveur du secteur manufacturier

M. Hébert (MDEIE) présente les mesures du plan d'action. Il transmettra aux membres la présentation en version électronique.

5. Présentation du projet Défi Climat

M. Rivet (MDDEP) présente la campagne de mobilisation Défi Climat (21 avril au 22 mai 2008), qui s'adresse aux organisations, entreprises et institutions montréalaises. Celle-ci vise la sensibilisation et la mobilisation des citoyennes et citoyens aux gestes possibles pour diminuer les impacts négatifs du réchauffement climatique. Les membres se sont donnés le défi d'y inscrire leur M/O.

6. Suivi des comités de la CAR

LUTTE AUX GRAFFITIS

→ M^{me} Dumont (MAMR) présente le plan de travail du Comité Graffiti. Une nouvelle mesure a été intégrée, soit l'évaluation des produits utilisés pour l'enlèvement des graffitis. Une rencontre à ce sujet a eu lieu avec le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ). M^{me} Dumas (CRÉ de Montréal) rappelle qu'un guide pour la lutte aux graffitis a été réalisé il y a plusieurs années par la Ville de Montréal et pourrait être encore très pertinent. Emploi-Québec soutient que les CJE devront être très actifs dans ce dossier.

SAINES HABITUDES DE VIE

→ En l'absence d'un représentant de l'ASSSM, le point est reporté à une rencontre ultérieure.

IMMIGRATION

→ La rencontre du comité Immigration est prévue pour le 2 mai. Ce point sera traité à une rencontre ultérieure.

GROUPE DE TRAVAIL GOUVERNEMENT / VILLE DE MONTRÉAL SUR LES GRANDS PROJETS

→ Une rencontre exploratoire a eu lieu.

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

ÉGALITÉ

→ M^{me} Di Domenico (CSF) demande ce qu'il advient du comité Égalité. Le MCCCCF prévoit une rencontre du Comité après la signature de l'entente spécifique.

7. Points d'information

SUIVI DES ENTENTES SPÉCIFIQUES

Ces points ont été traités lors du tour de table.

CALENDRIER DES RENCONTRES EN 2008-2009

Il est convenu que la prochaine rencontre aura lieu le 3 juillet 2008 et que le calendrier 2008-2009 sera transmis aux membres par courriel.

8. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12h00.

Conférence administrative régionale de Montréal

Jeudi, le 3 juillet 2008 à 9 h 00
IATA
800, rue du Square-Victoria, 11^e étage
Salle McCurdy

Ordre du jour

Huis clos : membres gouvernementaux

9 h 00

- Retour sur l'inventaire des ententes entre le gouvernement et la Ville de Montréal
- Comité gouvernement – Ville de Montréal sur les grands projets

Rencontre de la CAR de Montréal

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour 9 h 45

2. Adoption des Faits saillants de la rencontre du 10 avril 2008 9 h 50

3. Échanges entre les membres 10 h 00

PAUSE 10 h 30

4. Présentation 10 h 45

Rapport Pronovost: faits saillants et priorités de travail

Par Élisabeth Sénéchal, Direction de la planification et des priorités stratégiques, MAPAQ

5. Suivi des comités de la CAR 11 h 30

- Saines habitudes de vie

① ASSSM

- Immigration

① MICC

6. Fin de la rencontre 12 h 00

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

Faits saillants de la rencontre du jeudi 3 juillet 2008

IATA
800, rue du Square-Victoria, 11^e étage
Salle McCurdy

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Sylvie Bertrand	Ville de Montréal
	Astrid Coulombe	Services Québec
	Marie-Claire Dumas	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal
	Johanne Dumont	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Brigitte Jacques	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Ginette Sylvain	Emploi Québec (MESS)
	Tepny Pou	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Lucie Tremblay	Transports (MTQ)
MM.	Robert Allie	Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
	Pierre Hébert	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Gilles Lamirande	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Raymond Leduc	Revenu (MRQ) en remplacement de M ^{me} Royal
	Yvan Leroux	Sécurité publique – Sécurité civile (MSP)
	Younes Mihoubi	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Pierre Robert	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Jean Séguin	Affaires municipales et Régions (MAMR) – présidence
	Luc Tellier	Ressources naturelles et Faune (MRNF), en remplacement de M. Lemay
	Mario Turcotte	Transports (MTQ)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Mariangela Di Domenico	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Nathalie Doyon	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Louise-Esther Fortin	Ministère des relations internationales (MRI)
	Annie Goudreau	Famille et Aînés (MFA)
	Louise Royal	Revenu (MRQ)
MM.	Louis Côté	Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM)
	Normand Lapointe	Ville de Montréal
	André B. Lemay	Ressources naturelles et Faune (MRNF)
	Stéphane Martinez	Tourisme Québec

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR de Montréal, souhaite la bienvenue aux nouveaux membres :

- M^{me} Ginette Sylvain (MESS - Emploi-Québec), en remplacement de M^{me} Jocelyne Brault;
- M. Yvan Leroux (MSP), en remplacement de M. Marc Lavallée;
- M. Mario Turcotte (MTQ), en remplacement de M. Henri Gilbert;
- M. Pierre Robert (MDDEP), en remplacement de M. Jean Rivet.

Le projet d'ordre du jour est adopté avec une modification : la présentation de M^{me} Sénéchal est devancée à 9 h 50, avant l'adoption des faits saillants de la rencontre du 10 avril 2008.

2. Présentation des suites du Rapport Pronovost

M^{me} Sénéchal (MAPAQ) rappelle les faits saillants du rapport, et présente la Vision gouvernementale d'avenir pour l'agriculture et l'agroalimentaire québécois - La fierté d'en vivre, le plaisir de s'en nourrir, ainsi que les Priorités de travail 2008-2009. En ce qui concerne les projets pilotes, la sélection a été faite en fonction de l'état d'avancement et la représentativité. L'information plus précise visant l'accompagnement offert par le MAPAQ sera transmise aux membres par M. Perron.

M. Séguin souligne la nécessité de faire des liens avec le projet Défi Climat et le Comité Saines habitudes de vie.

3. Adoption des faits saillants de la rencontre du 10 avril 2008

Les faits saillants de la rencontre du 10 avril 2008 sont adoptés avec une correction au point 3 Échange entre les membres. Dans la section de la CRÉ, on devrait lire «Culture : suites du Rendez-vous Montréal 2007 – design, art numérique et relève artistique».

4. Échanges entre les membres

Chacun des membres résume brièvement les nouveautés et les éléments d'intérêts relevant de leur ministère et organisme gouvernementaux (m/o) pour le bénéfice des participants, notamment :

MAMR

- Retour sur le Forum métropolitain des partenaires du 5 juin 2008 :
 - Remerciements à Emploi-Québec pour sa collaboration
 - Invitation aux membres à faire part des enjeux métropolitains à traiter dans le cadre des prochains forums
- Adoption du projet de Loi 22 le 20 juin 2008 (Muni express N° 5) :
 - Dispositions spécifiques à la Ville de Montréal
 - Dispositions concernant l'agglomération de Montréal
- Avertissement d'invasion d'insectes (agrile du frêne) : suivi par le MRNF au cours de l'été

MCCCF

- Nouvelle planification stratégique 2008-2011
- Suivi du Rendez-vous Novembre 2007 : Montréal, métropole culturelle :
 - Festival International de Jazz de Montréal
 - Festival international de films Fantasia
 - Confirmation de la création de la Maison du festival de jazz dans le Quartier des spectacles à Montréal
- Plan quinquennal en immobilisations : budget prévu pour Montréal

MDDEP

- Révision de la carte des bassins versants (découpage territorial) à venir

MDEIE

- Poursuite de la mise en œuvre du Plan d'action en faveur du secteur manufacturier
- Stratégie d'aide à l'internationalisation à venir

MELS

- Le projet de réflexion sur la gouvernance et la démocratie scolaire est reporté à l'automne
- Commission parlementaire sur le décrochage scolaire à l'automne
- Dévoilement des taux de diplomation : 52 % à Montréal

MESS

- Lancement officiel du Pacte pour l'emploi prévu le 25 septembre 2008 : possibilité de présentation lors d'une prochaine rencontre

MICC

- Nouvelles mesures pour l'intégration au marché du travail :
 - 68 M\$ sur 3 ans, dont 22 M\$ en 2008-2009
- Nouvelles mesures en francisation :
 - 22,7 M\$ supplémentaires sur 3 ans, dont 8,2 M\$ en 2008-2009
 - Crédit d'impôt remboursable pour les entreprises visant la francisation des immigrants : 7 M\$ sur 3 ans
- Dépôt du rapport Bouchard-Taylor
- Dépôt d'un avis du Conseil supérieur pour la langue française : Le français, langue de cohésion sociale
- Dévoilement des valeurs et fondements de la société québécoise

MTQ

- Travaux durant l'été
 - Reconstruction du pont Galipeault (2007-2010)
 - Modernisation de la rue Notre-Dame
 - Parachèvement de l'autoroute 25
 - Reconstruction du complexe Turcot : en lien avec la Ville et en démarche de consultation
- Annonces à venir
 - Amélioration des infrastructures près de l'échangeur Dorval (A-20 et A-520)
- Transport collectif et modes alternatifs
 - Navette vers Dorval
 - Programme d'aide : demande d'aide financière de la Ville pour des pistes cyclables

OPHQ

- Nouveau ministre responsable du dossier : Dr Yves Bolduc
- Dépôt de la proposition À part entière pour un véritable exercice du droit à l'égalité (fin juin)
- Fin de l'élaboration de la planification stratégique prévue en été 2008

Services Québec

- Nouveau vice-président au partenariat et au développement : M. Jean-Guy Lemieux
- Nouveau vice-président aux services à la clientèle : M. Jocelyn Girard

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

CRÉ

- Conclusion de la campagne Défi Climat 2008 : les objectifs fixés pour trois ans ont été dépassés dès la première année et la CRÉ est en lien avec plusieurs régions en vue d'étendre le projet sur un territoire plus vaste
- Priorités de mise en œuvre du plan d'action :
 - **Leadership Montréal**
 - **Stratégie de l'eau** : collaboration entre la CMM et les sept CRÉ du territoire métropolitain
 - **Persévérance scolaire**
 - **Développement durable** : caractérisation de la gestion des matières résiduelles en entreprises
 - **Immigration** : subvention accordée par le fédéral
 - **Marchés saisonniers** : première édition prévue en août
 - **Entreprendre à Montréal** : 100 participants à l'activité de réseautage de juin
- Dépôt de deux mémoires :
 - Mémoire de la CRÉ de Montréal transmis dans le cadre des consultations publiques à la Commission mixte internationale (CMI) sur le projet d'une nouvelle ordonnance d'approbation et sur le Plan 2007 de régularisation des débits et des niveaux d'eau pour le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent
 - Mémoire de la CRÉ de Montréal sur la réforme de la carte électorale

Ville

- Démarrage du processus budgétaire
- Dépôt de deux mémoires (qui seront envoyés aux membres par la Ville) :
 - Mémoire de la Ville de Montréal transmis dans le cadre des consultations publiques à la Commission mixte internationale (CMI)
 - Mémoire de la Ville de Montréal sur la réforme de la carte électorale

5. Suivi des comités de la CAR

SAINES HABITUDES DE VIE

- Coprésidence MELS-ASSSM
- Une rencontre est prévue prochainement pour l'élaboration d'un plan d'action

IMMIGRATION

- 3 rencontres depuis la réactivation du comité
- Membres : MICC, MAMR, MCCCCF, MDEIE, MFA, ASSS, OPHQ, Emploi-Québec, Ville de Montréal
- 5 axes retenus :
 - Attraction et rétention des travailleurs temporaires
 - Insertion professionnelle
 - Dialogue interrégional
 - Gestion et promotion
 - Insertion sociale des femmes immigrantes

6. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11h40. La prochaine rencontre se tiendra le jeudi 9 octobre 2008.

Rappel : pour toute proposition de sujet ou de dossier à traiter à la CAR, les membres peuvent communiquer avec M^{me} Lachapelle ou M^{me} Pou aux coordonnées suivantes :

Jannick Lachapelle

Secrétaire de la CAR de Montréal

Conseillère en développement régional

☎ (514) 873-6403 poste 6190

☎ (514) 864-7082

✉ jannick.lachapelle@mamr.gouv.qc.ca

Tepny Pou

Coordonnatrice en développement régional

☎ (514) 873-6403 poste 6187

☎ (514) 864-7082

✉ tepny.pou@mamr.gouv.qc.ca

Conférence administrative régionale de Montréal

Jeudi, le 9 octobre 2008 à 9 h 00
Centre de solutions Bell
800, rue du Square-Victoria, suite 330 (3^e étage)
Salle Connexion

Ordre du jour

Huis clos : membres gouvernementaux

9 h 00

PAUSE

10 h 15

Rencontre de la CAR de Montréal

- | | |
|--|---------|
| 1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour | 10 h 30 |
| 2. Présentation
Enjeux Grands Lacs – Fleuve Saint Laurent : situation et interventions du Québec
<i>Par Jérôme Faivre et André Carpentier, MDDEP</i> | 10 h 35 |
| 3. Présentation
Politique familiale de la Ville de Montréal | 11 h 05 |
| 4. Adoption des Faits saillants de la rencontre du 3 juillet 2008 | 11 h 25 |
| 5. Échanges entre les membres | 11 h 30 |
| 6. Suivi des comités de la CAR | 11 h 50 |
| – Saines habitudes de vie | ① ASSSM |
| – Immigration | ① MICC |
| – Graffitis | ① MAMR |
| 7. Varia | 11 h 55 |
| 8. Fin de la rencontre | 12 h 00 |

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

Faits saillants de la rencontre du jeudi 9 octobre 2008

Centre de solutions Bell
800, rue du Square-Victoria, suite 330, 3^e étage
Salle Connexion

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Françoise Alarie	Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM) en remplacement de Louis Côté
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Astrid Coulombe	Services Québec
	Mariangela Di Domenico	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Annie Goudreault	Famille et Aînés (MFA)
	Brigitte Jacques	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Jannick Lachapelle	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Hélène Nadeau	Immigration et Communautés culturelles (MICC) en remplacement de M. Mihoubi
	Faidlyne Policard	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Tepny Pou	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Ginette Sylvain	Emploi Québec (MESS)
	Margaux St Georges	Affaires municipales et Régions (MAMR)
MM.	Robert Allie	Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
	André Carpentier	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Normand Lapointe	Ville de Montréal
	Raymond Leduc	Revenu (MRQ) en remplacement de M ^{me} Royal
	André B. Lemay	Ressources naturelles et Faune (MRNF)
	Yvan Leroux	Sécurité publique – Sécurité civile (MSP)
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Guy Rayneault	CRÉ de Montréal en remplacement de M ^{me} Dumas
	Jean Séguin	Affaires municipales et Régions (MAMR) – présidence
	Mario Turcotte	Transports (MTQ)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Nathalie Doyon	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Louise-Esther Fortin	Ministère des relations internationales (MRI)
	Marie-Claire Dumas	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal
	Louise Royal	Revenu (MRQ)
MM.	Louis Côté	Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM)
	Younes Mihoubi	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
	Pierre Hébert	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Alain Houde	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Gilles Lamirande	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Pierre Robert	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Sylvain Provost	Affaires municipales et Régions (MAMR)

1. Mot de bienvenue

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR de Montréal, souhaite la bienvenue aux nouveaux membres :

- M. André B. Lemay, directeur général par intérim au ministère des Ressources naturelles et Faune (MRNF) en remplacement de Mme Kathleen Carrière
- Mme Brigitte Jacques, officiellement confirmée dans ses fonctions à la direction régionale de Montréal du MCCCF

Il souligne aussi le départ de Mme Annie Goudreault pour la direction régionale du MCCCF en Montérégie.

En raison d'un exercice d'évacuation d'incendie, l'édifice du 800 rue du Square-Victoria a dû être évacué. La rencontre a été suspendue jusqu'à 11h25.

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

2. Reprise de la rencontre

M. Séguin propose de passer immédiatement à la présentation du MDDEP et de reporter les autres points à l'ordre du jour à une rencontre ultérieure.

3. Présentation : Enjeux Grands Lacs – Fleuve Saint Laurent : situation et interventions du Québec

M. André Carpentier du Centre d'expertise hydrique du Québec (MDDEP) présente la proposition de la Commission mixte internationale mixte concernant la révision des critères de régularisation des débits et des niveaux d'eau entre le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent. Il commente les diverses options envisagées et les impacts de chacune.

4. Fin de la rencontre

La rencontre est levée à 12h10. La prochaine rencontre se tiendra le jeudi 12 février 2009.

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

Faits saillants de la rencontre du jeudi 9 octobre 2008 – Première partie

Centre de solutions Bell
800, rue du Square-Victoria, suite 330, 3^e étage
Salle Connexion

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Françoise Alarie	Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM) en remplacement de Louis Côté
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Astrid Coulombe	Services Québec
	Mariangela Di Domenico	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Johanne Dumont	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Annie Goudreault	Famille et Aînés (MFA)
	Brigitte Jacques	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Jannick Lachapelle	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Hélène Nadeau	Immigration et Communautés culturelles (MICC) en remplacement de M. Mihoubi
	Faidlyne Policard	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Tepny Pou	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Ginette Sylvain	Emploi Québec (MESS)
	Margaux St Georges	Affaires municipales et Régions (MAMR)
MM.	Robert Allie	Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
	André Carpentier	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Raymond Leduc	Revenu (MRQ) en remplacement de M ^{me} Royal
	André B. Lemay	Ressources naturelles et Faune (MRNF)
	Yvan Leroux	Sécurité publique – Sécurité civile (MSP)
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Jean Séguin	Affaires municipales et Régions (MAMR) – présidence
	Mario Turcotte	Transports (MTQ)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Nathalie Doyon	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Louise-Esther Fortin	Ministère des relations internationales (MRI)
	Louise Royal	Revenu (MRQ)
MM.	Louis Côté	Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM)
	Younes Mihoubi	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
	Pierre Hébert	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Alain Houde	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Gilles Lamirande	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Pierre Robert	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Stéphane Martinez	Tourisme (MT)
	Sylvain Provost	Affaires municipales et Régions (MAMR)

1. Mot de bienvenue

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR de Montréal, souhaite la bienvenue aux membres. Il souligne le départ de M^{me} Annie Goudreault pour la direction régionale du MCCCF en Montérégie.

2. Partenariat entre les ministères et organismes gouvernementaux et la Ville de Montréal

Une version préliminaire du document synthèse sur le partenariat entre le gouvernement et la Ville de Montréal est remise aux membres. M^{me} Dumont trace un portrait des résultats du recensement réalisé par les ministères et organismes gouvernementaux et invite les membres à faire part de leur expérience.

Il ressort des discussions que :

- Le partenariat avec la Ville de Montréal se présente sous des formes très variées : approche par projet ou par thématique (transport, santé publique, sécurité); comité de concertation, entente de type parapluie (ex. : entente sur le développement culturel); délégation de pouvoir (inspection alimentaire), etc.;

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

- Les ministères et organismes gouvernementaux soulignent la bonne collaboration entretenue avec les représentants de la Ville.
- Le plus grand défi auquel font face certains ministères est de composer avec la structure complexe de la Ville, surtout dans le cas d'enjeux qui requièrent l'expertise de différents services, comme par exemple dans les domaines de la culture ou du transport. La gestion de l'entente ou du projet, selon le cas, nécessite beaucoup d'énergie et de ressources afin d'assurer une coordination efficace.
- Services Québec souligne par ailleurs qu'au cours des dernières années, les modes de prestation de services se sont modifiés rapidement et qu'il aurait peut-être lieu d'examiner la pertinence d'ajuster les modes de gouvernance à ces nouvelles façons de faire.
- La question de l'arrimage des interventions de la Ville de Montréal et de la CRÉ est aussi soulevée. Si les champs d'intervention respectifs de la Ville et de la CRÉ sont relativement bien délimités selon les participants, le rôle de la CRÉ vis-à-vis celui des ministères et organismes semble cependant moins circonscrit. En effet, selon certains membres, la CRÉ semble « chercher son rôle » par rapport au gouvernement. Les participants sont d'avis que la CRÉ de Montréal devrait davantage jouer son rôle de conseiller du gouvernement en développant ses connaissances du milieu et intervenant sur le terrain; la CRÉ de Montréal agit plutôt à titre de promoteur de projets.

Il est demandé aux ministères et organismes de valider le document déposé et de transmettre les modifications, le cas échéant, à Margaux St-Georges du MAMR (margaux.st-georges@mamr.gouv.qc.ca). Le document final sera remis aux membres de la CAR.

3. Point d'information : dossier de Montréal-Nord

Sept chantiers ont été mis en place par la Ville de Montréal pour soutenir l'arrondissement de Montréal-Nord : Aménagement et équipements collectifs, Emploi et économie, Famille, Habitation, Écoles et éducation, Jeunesse, Prévention et sécurité publique. Un premier bilan sera fait à la fin du mois d'octobre, puis un second à la fin du mois de novembre. La présentation du plan d'action est prévue pour le mois de décembre. L'organisme Montréal-Nord en santé réunit plusieurs organismes communautaires du milieu et coordonne le travail à faire sur le terrain.

4. Les faits saillants du projet de loi no. 22

Ce point est reporté à une prochaine rencontre.

5. Fin du huis clos

La rencontre en huis clos est levée à 10h20.

Conférence administrative régionale de Montréal

Jeudi, le 12 février à 9 h 00
Centre de solutions Bell
800, rue du Square-Victoria, suite 330 (3^e étage)
Salle Connexion

Ordre du jour

1^{re} partie : Rencontre des membres gouvernementaux

9 h 00

- Adoption des faits saillants de la rencontre à huis-clos du 9 octobre 2008
- Bilan du contrat de ville : constats et perspectives
- La mise en place d'un comité de la CAR portant sur la RUI

PAUSE

9 h 45

2^e partie : Rencontre de la CAR élargie de Montréal

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour **10 h 00**
2. Adoption des faits saillants de la rencontre du 9 octobre 2008 **10 h 05**
3. Programme *Jeunes explorateurs d'un jour* **10 h 10**
Présentation de M^{me} Isabelle Cloutier, directrice du programme et M. Philippe Auger, responsable régional
4. Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif **10 h 35**
Présentation de M^{me} Johanne Dumont, directrice du développement régional et métropolitain (MAMR)
5. Politique familiale de la Ville de Montréal **10 h 50**
Présentation de M. Pierre Bélec, Ville de Montréal
6. Actualisation du plan de travail de la CAR **11 h 15**
7. Échanges entre les membres - tour de table **11 h 40**
8. Fin de la rencontre **12 h 00**

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

Faits saillants de la rencontre du jeudi 12 février 2009

Centre de solutions Bell
800, rue du Square-Victoria, suite 330, 3^e étage
Salle Connexion

SONT PRÉSENTS

Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
Marie-Claire Dumas	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal
Johanne Dumont	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
Jannick Lachapelle	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
Charlotte Poirier	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
Gisèle Poirier	Éducation, Loisir et Sport (MELS) en remplacement de Gilles Lamirande
Margaux St Georges	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
Ginette Sylvain	Emploi-Québec (MESS)
Lucie Tremblay	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

MM.	Robert Allie	Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
	Louis Côté	Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM)
	Michel Gascon	Transports (MTQ)
	Pierre Gaucher	Famille et Aînés (MFA)
	Pierre Hébert	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Normand Lapointe	Ville de Montréal
	Michel Letendre	Ressources naturelles et Faune (MRNF) en remplacement d'André B. Lemay
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Sylvain Provost	Affaires municipales et Régions (MAMROT)
	Jean Séguin	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT) – présidence

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Astrid Coulombe	Services Québec
	Mariangela Di Domenico	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Nathalie Doyon	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Louise-Esther Fortin	Ministère des relations internationales (MRI)
	Brigitte Jacques	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Louise Royal	Revenu (MRQ)

MM.	Alain Houde	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Gilles Lamirande	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	André B. Lemay	Ressources naturelles et Faune (MRNF)
	Yvan Leroux	Sécurité publique – Sécurité civile (MSP)
	Stéphane Martinez	Tourisme Québec
	Pierre Robert	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Mario Turcotte	Transports (MTQ)

INVITÉS

M ^{me}	Isabelle Cloutier	Programme Jeunes Explorateurs d'un jour
	Caroline Spandolide	Ville de Montréal
MM.	Philippe Auger	Programme Jeunes Explorateurs d'un jour
	Pierre Bélec	Ville de Montréal

1ERE PARTIE : RENCONTRE DES MEMBRES GOUVERNEMENTAUX

1. Adoption des faits saillants de la rencontre à huis-clos du 9 octobre 2008

M. Séguin invite les membres à prendre connaissance des faits saillants et à lui faire part de leurs commentaires d'ici 9h45, sans quoi le document sera adopté tel quel. Il propose aussi l'ajout d'un point à l'ordre du jour de cette première partie : le suivi du dossier Montréal-Nord.

2. Bilan du contrat de ville : constats et perspectives

M^{me} St-Georges présente succinctement le bilan des engagements gouvernementaux du contrat de ville

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

de Montréal 2003-2008 et met l'accent sur les faits saillants des engagements. Le résumé a été déposé aux membres de la CAR et le bilan complet leur sera envoyé ultérieurement.

3. Mise en place d'un comité de la CAR portant sur la RUI

M^{me} Dumont fait état des résultats du sondage sur la pertinence de mettre en place un comité CAR portant sur la RUI. Elle propose la mise en place d'un comité directeur qui sera coordonné par le MAMROT et composé de 6 personnes :

- M. Gilles Lamirande, directeur régional, MELS
- M^{me} Ginette Sylvain, directrice régionale, MESS
- M. Pierre Gaucher, directeur par intérim, MFA
- M. Robert Allie, directeur, directeur de l'intervention collective régionale de l'Ouest, OPHQ
- M. Louis Drouin, responsable du secteur environnement urbain et santé, ASSSM (DSP)
- M^{me} Johanne Dumont, directrice du développement régional et métropolitain, MAMROT

Un comité de professionnels sera aussi constitué pour préparer les rencontres du comité directeur et assurer le suivi des dossiers. Il sera formé de professionnels provenant des ministères et organismes suivants : MELS, MESS, MFA, OPHQ, ASSSM (DSP), MTQ, MCCCCF, MRQ (au besoin) et MAMROT. La Ville de Montréal et la CRÉ seront invités aux rencontres au besoin.

Le comité a le double mandat suivant :

- ◇ Assurer le suivi :
 - de l'état de développement des 8 projets RUI en cours à Montréal et de nos interventions actuelles dans ces secteurs;
 - des nouvelles pratiques gouvernementales ou plans d'action dans le champ social et leurs impacts sur la RUI.
- ◇ Échanger sur :
 - les perspectives d'intervention des M/O dans les secteurs de RUI;
 - de nouvelles mesures ou de nouveaux programmes pouvant contribuer à la RUI en milieu urbain.

M^{me} Charlotte Poirier demande d'ajouter le MICC dans la composition des deux comités et M. Séguin propose aussi l'ajout d'un professionnel du MDEIE pour siéger à ce deuxième comité.

→ La proposition a été adoptée par les membres de la CAR.

4. Suivi – Dossier Montréal-Nord

M. Séguin fait un suivi des développements dans le dossier de Montréal-Nord. Il avait été prévu initialement que le plan d'action déposé à la mi-décembre serait bonifié et redéposé au début 2009. Compte tenu du fait que plusieurs intervenants ne se reconnaissent pas dans le document préliminaire déposé en décembre 2008, il n'y aura pas de dépôt officiel du document, mais plutôt réécriture du document en fonction du bilan du travail réalisé par les 8 chantiers. On vise la fin du mois de février pour déposer les priorités des chantiers et annoncer leur mise en œuvre.

→ M. Séguin s'engage à envoyer le jour même par courriel aux membres de la CAR le document issu des chantiers et à recevoir les commentaires des M/O d'ici le 18 février. Une rencontre du comité interministériel est prévue le 20 février prochain.

2E PARTIE : RENCONTRE DE LA CAR ÉLARGIE

1. Mot de bienvenue

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR de Montréal, souhaite la bienvenue aux nouveaux membres :

- M. Pierre Gaucher, directeur régional par intérim (MFA) en remplacement de M^{me} Annie Goudreault
- M^{me} Charlotte Poirier, directrice régionale (MICC) en remplacement de M. Younes Mihoubi

2. Adoption des faits saillants de la rencontre du 9 octobre 2008

M. Séguin invite les membres à prendre connaissance des faits saillants et à lui faire part de leurs commentaires d'ici la fin de la rencontre, sans quoi le document sera adopté tel quel.

3. Programme Jeunes explorateurs d'un jour

M^{me} Isabelle Cloutier, directrice du programme, accompagnée de M. Philippe Auger, responsable régional, fait une brève présentation de ce programme qui vise à intégrer et sensibiliser les jeunes de 4^e et 5^e secondaire et du collégial sur le marché du travail, le 23 avril prochain. 1500 jeunes sont inscrits au programme à l'échelle du Québec, dont le tiers (555) à Montréal. On précise qu'il y a beaucoup de demandes dans le secteur de la santé. L'ASSSM s'engage à faire le pont avec les établissements.

→ Les conférenciers s'engagent à transmettre l'information au sujet du programme aux membres de la CAR par courriel dans les prochains jours.

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

4. Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif

M^{me} Dumont présente la liste d'actions incluses dans le plan d'action et quels sont les ministères et organismes impliqués pour chacune d'elles. Le MAMROT réservera 1 million de dollars par année pendant 5 ans dans le Fonds de développement de la métropole pour des interventions particulières sont prévues pour le territoire de la métropole, notamment :

- La conclusion d'ententes spécifiques avec les CRÉ de Montréal, Laval et Longueuil (50 000\$/CRÉ pendant 5 ans)
- Le développement de services spécialisés (2^e ligne) aux entreprises d'économie sociale
- Le soutien à des projets structurants en économie sociale.

M^{me} Dumas, directrice générale de la CRÉ de Montréal, précise qu'un portrait des entreprises d'économie sociale à Montréal a été réalisé et qu'un répertoire de celles-ci devrait être disponible bientôt. La CRÉ est préoccupée par le portrait de l'aide domestique et veut s'assurer qu'un portrait national fera le bilan des portraits régionaux. Les CRÉ sont en attente d'une grille d'analyse qui serait commune pour toutes les régions afin que l'on évalue les entreprises d'aide domestique sur les mêmes bases.

www.mamrot.gouv.qc.ca/regions/regi_econ_plan_acti.asp

5. Politique familiale de la Ville de Montréal

M. Pierre Bélec, accompagné de sa collègue Caroline Spandolide, présente la politique familiale de la Ville de Montréal et le Plan d'action famille 2008-2012. Les ministères et organismes peuvent contribuer à leur façon aux priorités énoncées dans le plan d'action, notamment dans les secteurs suivants :

- Habitation
- Sécurité
- Plan de transport
- Offre de loisirs aux adolescents

Par sa politique, la Ville vise à changer les perceptions et affirmer que Montréal est un vrai choix pour les familles.

6. Actualisation du plan de travail de la CAR

Le document Bilan 2006-2008 est déposé aux membres et fera l'objet de discussion à la prochaine rencontre.

Un nouveau calendrier sera envoyé aux membres de la CAR. Il est prévu que les prochaines rencontres se tiennent aux dates suivantes :

- Jeudi 26 mars ou 16 avril 2009
- Jeudi 21 mai 2009
- Jeudi 9 juillet 2009

7. Échanges entre les membres – tour de table

Emploi-Québec : Le lancement du Pacte pour l'emploi de 250 M\$ pour 3 ans à Montréal est prévu le 13 mars prochain.

CRÉ de Montréal : La CRÉ fête aujourd'hui les 10 ans du Forum de développement social de l'île de Montréal avec des ateliers et panels.

MAMROT : Le prochain Forum métropolitain des partenaires se tiendra le 19 mars prochain et aura pour thème des enjeux de développement social : l'itinérance et la lutte aux gangs de rue et à la prostitution juvénile.

8. Fin de la rencontre

La rencontre est levée à 12h. La prochaine rencontre se tiendra le jeudi 2 avril 2009.

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de Montréal du 26 mars n'est pas disponible.

Rencontre de la CARO Ordre du jour

DATE: Le 18 février 2008
HEURE: 9h00
LIEU: Édifice Jos Montferrand
Salle RC 700 A & B
170, rue de l'Hôtel-de-Ville
Gatineau, Québec

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour – (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 17 décembre 2007 – (5 minutes)
4. Rapport et suivi du président – (15 minutes)
5. Rapport du directeur général de la CRÉO – (15 minutes)
6. Information en ressources humaines – (25 minutes)

6.1 J'explore une carrière (C. Landry)

Pause

7. Plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie et le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie – (Dre Lucie Lemieux - 45 minutes)
8. Entente de partenariat MTO/ATR – (M. Stéphane Martinez 30 minutes)
9. Commissions de la CRÉO - résumé des représentants de la CARO (15 minutes)
10. Comité CARO sur la ruralité - (P. Ricard 10 minutes)
11. Autres sujets :

➤

Fin de la réunion 12h30

LISTE DE DOCUMENTS TRANSMIS PAR COURRIEL

- Liste des membres de la Conférence administrative régionale de l'Outaouais (CARO)
- Projet de Compte rendu de la réunion de la CARO du 17 décembre 2007*
- Projet d'ordre du jour de la réunion de la CARO du 18 février 2008
- Présentation PWP Entente de partenariat
- Plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie

* signifie que le document a déjà été transmis par messagerie électronique

COMPTE RENDU DE LA CARO

DATE :	Le 18 février 2008
HEURE :	9h00
ENDROIT :	Édifice Jos Montferrand Salle RC 700 A et B
RÉDIGÉ PAR :	Carol Morin, secrétaire de la CARO
ÉTAIENT PRÉSENTS :	
Mme Audet, Hélène, MELS M. Benoît, Jean, MRNF Mme Dubé, Danielle, MCC M. Dubreuil, Marc, MDDEP M. Hébert, Jean, CRÉO M. Landry, Claude, MESS	M. Lévesque, Yves, MAPAQ M. Martinez, Stéphane, Tourisme M. Massicotte, Laurent, MRNF-Territoires Mme Ménard, Suzanne, SCT Mme Michaud, Brigitte, Cabinet ministre B. Pelletier M. Ricard, Pierre, MAMR
ÉTAIENT ABSENTS :	
M. Allie, Robert, OPHQ Mme Beausoleil, Johanne, Services correctionnels Mme Bernard, Gisèle, CSF M. Céré, Jean-Bernard, SIQ Mme Coulombe, Astrid, Services Québec M. Filion, Jacques, MTQ M. Fink, Jean, MRNF- Faune Mme Fortin, Louise-Esther, Relations internationales M. Jean, Michel, CNT M. Lafleur, Luc, Sûreté du Québec Mme Lafrance, Chantal, CSST	M. Le Bel, Jean-François, Régie du bâtiment M. Legros, Pierre, MICC M. Lévis, Claude, MDEIE-ST M. MacHan, Jeffrey, MDEIE M. Ménard, Pierre, MRNF-Forêt M. Monette, Michel, MFA M. Morissette, Guy, Agence SSS Mme Pagé, Linda, ARQ M. Richer, Pierre, Investissement Québec M. Turcotte, Gilles, Services judiciaires M. Viger, Jacques, Sécurité civile
INVITES :	
Mme Lucie Lemieux, dre, ASSS ; Mme Josée Charlebois, ASSS ; Mme Chantale Poirier, ASSS ; M. Sylvain Desjardins, ASSS	

DÉBUT DE LA RENCONTRE : 9 h

1. **Mot de bienvenue**

Le président, monsieur Pierre Ricard souhaite la bienvenue aux membres de la CARO. Il souligne la présence de M. Stéphane Martinez, répondant pour le ministère du Tourisme pour la région de l'Outaouais.

2. **Adoption de l'ordre du jour**

Le président donne lecture du projet d'ordre du jour. À **autres sujets**, M. Jean Benoît demande d'ajouter Livre vert « la forêt pour construire le Québec de demain ».

Madame Hélène Audet

Propose d'adopter l'ordre du jour tel que modifié.

Adopté à l'unanimité

3. **Adoption du projet de compte rendu du 5 février 2007**

Le président passe en revue le projet de compte rendu.

Monsieur Marc Dubreuil secondé par
Monsieur Laurent Massicotte

Propose d'adopter le projet de compte rendu tel que présenté.

Adopté à l'unanimité

4. **Rapport du président**

Le président remercie les membres de la sympathie manifestée dernièrement lors du décès de sa mère.

Plusieurs points sont soulevés :

- Prochaine Table Québec Régions le vendredi 22 février 2008;
- Plusieurs ententes spécifiques sont en discussions entre la CRÉO et les ministères concernés, et seront signées sous peu;
- Plusieurs documents sont maintenant disponibles, entre autres le *Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois*, le Livre vert « la forêt pour construire le Québec de demain »;
- La réflexion sur les effectifs de la fonction publique n'a pas évoluée. Le sujet reviendra à la prochaine réunion.

5. **Rapport du Directeur général de la CRÉO**

M. Jean Hébert rappelle le temps investi dernièrement par la CRÉO pour la discussion et l'élaboration de projets d'ententes spécifiques. Ces ententes spécifiques, une fois en opération, permettront d'atteindre les objectifs de la planification stratégique. M. Hébert est d'avis qu'il faudra trouver un (ou des) moyen(s) pour raccourcir non seulement l'écriture des projets d'ententes, mais aussi le délai de signature.

Deux nouvelles ressources s'ajouteront au personnel de la CRÉO : un directeur général adjoint et un agent de développement.

Il rappelle l'importance de la consultation sur la révision des changements sur le régime forestier que la CRÉO coordonnera entre le 10 et le 14 mars 2008. La ressource forestière est importante dans l'économie régionale; une forte participation est souhaitée.

Madame Louise Poirier, conseillère à la ville de Gatineau, a été élue présidente de la Commission Protection de l'environnement, de l'Aménagement du territoire et du transport.

Il y a un retour sur deux événements :

- Inauguration de l'Institut langagier de l'Outaouais
- Forum sur les commissions de la CRÉO

6. **Information en ressources humaines**

6.1 Activité J'explore une carrière

M. Claude Landry fait un retour sur cette activité régionale visant à faire connaître la possibilité d'emploi dans la *fonction publique québécoise* chez les élèves de 4^e et 5^e secondaire.

L'activité se tiendra le **jeudi 17 avril 2008**. Mme Suzanne Ménard dévoile que les écoles sont de plus en plus participantes à cette journée de stage et que le nombre de jeunes participant à cette activité croît à

chaque année. Il est important pour les ministères et organisations de s'inscrire à cette activité à titre de parrain. Mme Ménard acheminera au secrétaire de la CARO le *Guide du parrain* pour distribution.

Pour faciliter le travail de la responsable de l'activité au Centre de services partagés, madame S. Ménard demande aux ministères/organismes d'identifier et de lui faire connaître le nom d'une personne-ressource, dont le mandat serait de coordonner l'activité dans leur direction.

6.2 Autres information en ressources humaines

- **Gestion prévisionnelle de la main d'œuvre**
Le projet est démarré dernièrement et il y aura une rencontre de travail en mars. Madame Ménard sollicitera sous peu les ministères/organismes pour obtenir certaines statistiques concernant la main d'œuvre.
- **Projet tango**
Ce projet s'appelle maintenant *Mutation en ligne* et vise l'inscription en ligne pour créer une banque de mutation. Des documents existent sur ce sujet et madame Ménard les fera parvenir aux membres de la CARO.
- **Les prochaines activités**
 - 26 mars 2008 – Conférence *Performance par le plaisir*
 - 28 mars 2008 – Conférence *Gestion dans la complexité et la turbulence* présentée par M. Raymond Vaillant<court en collaboration avec le Centre québécois en leadership. L'activité se déroulera à l'Hôtel Clarion de Gatineau. Une invitation sera acheminée aux membres de la CARO sous peu.
 - Mi-mai 2008 – Atelier *Sprinter, c'est bien! Durer, c'est mieux!* Présenté par M. Robert Laurin

7. **Plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie et le Fonds pour la promotion de saines habitudes de vie.**

Madame Lucie Lemieux, docteure à l'Agence de Santé et de Services sociaux et directrice à la santé publique en Outaouais, nous présente les personnes qui l'accompagnent : mesdames Josée Charlebois et Chantal Poirier et monsieur Sylvain Desjardins. Madame Lemieux nous explique le contenu du plan d'action alors que monsieur Desjardins nous entretient du mandat de Québec en forme.

Le gouvernement du Québec a créé un fonds de 20 M \$, disponible aux régions sur une base récurrente pour dix ans. Une concertation régionale devient donc essentiel afin de présenter des projets en vue d subvention. Madame Lemieux souhaite qu'un groupe de travail soit formé de personnes ressources professionnelles afin de travailler à la préparation des priorités régionales et fournir les avis de pertinence nécessaires. Les membres de la CARO adhèrent à cette suggestion.

Sept ministères sont particulièrement visées dans le plan d'action gouvernemental : le ministère de la Santé et des services sociaux, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère des Transports, le ministères de la Famille et des Aînés, le ministère des Affaires municipales et des Régions et le ministère de l'Agricultures, des Pêcheries et de l'Alimentation. Le président demande aux ministères visés d'informer madame Lemieux du nom de la personne qui participera éventuellement à ce groupe de travail.

8. **Entente de partenariat MTO/ETR**

M. Stéphane Martinez, conseiller en développement touristique du ministère du Tourisme dans la région de l'Outaouais, informe les membres de l'Entente-cadre entre le ministère du Tourisme et les Associations touristiques régionales visant à stimuler le développement touristique régional. L'objectif est d'établir un cadre favorisant la conclusion d'ententes de partenariat régional avec les associations touristiques régionales sur une base volontaire.

Le projet d'entente serait signé bientôt.

Le président remercie monsieur Martinez de sa présentation.

9. **Commissions de la CRÉO**

Les répondants de la CARO sur ces commissions font un résumé des actions depuis la dernière réunion. La plupart ont participé au Forum sur les Commissions de la CRÉO, commandé par cette dernière dans le but de faire une rétrospective depuis leur création et proposer de nouvelles actions.

10. **Comité CARO sur la ruralité**

Le Comité s'est réuni à plusieurs reprises depuis novembre 2007 afin d'analyser les projets déposés dans le cadre de la Politique nationale sur la ruralité 2007-2014 pour les *Laboratoires ruraux* et les *Produits de spécialités* et la préparation des avis régionaux.

Sept projets ont été déposés à titre de Laboratoires ruraux. Les comités d'évaluation provinciaux ont terminé leur analyse et recommanderont pour le 22 février 2008 une liste de projets au Comité des partenaires qui, à son tour émettra ses recommandations à la ministre du MAMR. Les projets retenus doivent être connus pour le début de mars pour un premier versement avant la fin de l'année financière 2007-2008. Il est souhaité qu'au moins un projet soit retenu pour l'Outaouais.

Concernant les Produits de spécialités, la direction régionale du MAMR a reçu sept projets dont quatre, possiblement un cinquième, seront subventionnés. De ce nombre trois projets touchent l'agriculture et/ou l'alimentation et deux touchent la Culture et/ou le patrimoine.

M. Ricard remercie les ministères ayant participé à ces évaluations de leur excellente participation, et rappelle que le deuxième appel de projets pour les *Laboratoires ruraux* débutera suite au dépôt des lettres d'intention le 3 mars 2008. Donc tout recommence.

11. Autres sujets

- Livre vert « la forêt pour construire le Québec de demain »
M. Jean Benoît rappelle la consultation régionale coordonnée par la CRÉO sur le contenu de ce Livre vert. La consultation aura lieu du 10 au 14 mars 2008. La logistique sera connue sous peu et invite les ministères à participer à cette consultation. Un avis régional sera écrit conjointement par la CRÉO et le MRNF sur les recommandations de la région de l'Outaouais. L'adoption de ce Livre vert est prévue pour l'automne 2008 ce qui permettra la mise en application de son contenu pour les cinq prochaines années.
- Prochaine réunion
La prochaine réunion de la CARO est prévue pour le 31 mars 2008. Le secrétaire avisera les membres ultérieurement de la tenue de cette réunion.

M. Yves Lévesque s'informe aux personnes présentes de l'intérêt pour une présentation sur l'agroalimentaire. Le sujet sera inscrit à l'ordre du jour.

La liste des sujets étant épuisée, la réunion prend fin à 12h15.

Carol Morin
Secrétaire de la CARO

Rencontre de la CARO Ordre du jour

DATE: Le 21 avril 2008
HEURE: 8h30
LIEU: Édifice Jos Montferrand
Salle RC 700 A & B
170, rue de l'Hôtel-de-Ville
Gatineau, Québec

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour – (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 18 février 2008 – (5 minutes)
4. Rapport et suivi du président – (15 minutes)
 - 4.1 Résolution l'ATINO (5 minutes)
 - 4.2 Comité économique de la CARO – (J. MacHan 30 minutes)
 - Plan d'action manufacturier
5. Rapport du directeur général de la CRÉO – (15 minutes)
6. Information en ressources humaines – (20 minutes)
- Pause
7. Présentations du MAPAQ – (Yves Lévesque)
 - 7.1 Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et l'agroalimentaire québécois
 - synthèse de l'information disponible (10 minutes)
 - dépôt du Plan d'action régional sur l'agroalimentaire dans l'Outaouais (30 minutes)
8. Commissions de la CRÉO - résumé des représentants de la CARO (15 minutes)
9. Politique nationale de la ruralité 2007-2014 - (P. Ricard 15 minutes)
 - Pacte rural 2007-2014
 - Mesure de laboratoires ruraux
 - Mesure de produits de spécialités
10. Autres sujets :
 - Prochaine réunion le 9 juin 2008

Fin de la réunion 12h15

COMPTE RENDU DE LA CARO

DATE :	Le 21 avril 2008
HEURE :	9h00
ENDROIT :	Édifice Jos Montferrand Salle RC 700 A et B
RÉDIGÉ PAR :	Carol Morin, secrétaire de la CARO
ÉTAIENT PRÉSENTS : Mme Audet, Hélène, MELS M. Benoît, Jean, MRNF M. Céré, Jean-Bernard, SIQ M. Dubreuil, Marc, MDDEP M. Filion, Jacques, MTQ M. Hébert, Jean, CRÉO M. Landry, Claude, MESS M. Legros, Pierre, MICC M. Lévesque, Yves, MAPAQ M. MacHan, Jeffrey, MDEIE M. Massicotte, Laurent, MRNF-Territoires Mme Ménard, Suzanne, SCT M. Ricard, Pierre, MAMR	
ÉTAIENT ABSENTS : M. Allie, Robert, OPHQ Mme Beausoleil, Johanne, Services correctionnels Mme Bernard, Gisèle, CSF Mme Coulombe, Astrid, Services Québec Mme Dubé, Danielle, MCCCCF M. Filion, Jacques, MTQ M. Fink, Jean, MRNF- Faune Mme Fortin, Louise-Esther, Relations internationales M. Jean, Michel, CNT M. Lafleur, Luc, Sûreté du Québec Mme Lafrance, Chantal, CSST M. Le Bel, Jean-François, Régie du bâtiment M. Lévis, Claude, MDEIE-ST M. Martinez, Stéphane, Tourisme M. Ménard, Pierre, MRNF-Forêt Mme Michaud, Brigitte, Cabinet ministre B. Pelletier M. Monette, Michel, MFA M. Morissette, Guy, Agence SSS Mme Pagé, Linda, ARQ M. Richer, Pierre, Investissement Québec M. Turcotte, Gilles, Services judiciaires M. Viger, Jacques, Sécurité civile	
INVITÉS : Mme Claire Gendron en remplacement de M. Claude Landry M. Luc Casey pour la présentation du Plan d'action manufacturier	

DÉBUT DE LA RENCONTRE : 9 h

1. Mot de bienvenue

Le président, monsieur Pierre Ricard souhaite la bienvenue aux membres de la CARO, présents à cette réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Le président donne lecture du projet d'ordre du jour

Monsieur Marc Dubreuil secondé par
Monsieur Yves Lévesque

Propose d'adopter l'ordre du jour tel que présenté.

Adopté à l'unanimité

3. Adoption du projet de compte rendu du 18 février 2008

Le président passe en revue le projet de compte rendu.

On demande :

- De modifier le nom de M. Stéphane Deschênes par M. Sylvain Desjardins
- De modifier à l'item 6.1 – journée d'information par journée de stage
- D'ajouter au nom de madame Lucie Lemieux, directrice de la santé publique en Outaouais
- De corriger la séquence numérique des items

Madame Hélène Audet secondée par
Madame Susanne Ménard

Propose d'adopter le projet de compte rendu tel que modifié.

Adopté à l'unanimité

4. Rapport du président

Plusieurs points sont soulevés :

- Cinq ententes spécifiques de signer, deux autres le seront sous peu;
- Nécessité de réviser la procédure pour l'élaboration et signature d'entente spécifique;
- Rappel du Symposium sur la biomasse;
- Secteur à risques d'inondation dû aux crues printanières;
- Retour de M. Pierre Rondeau à ses fonctions de préfet

4.1 Résolution de l'ATINO

Les membres d'office au Conseil d'administration de l'ATINO sont M. Jean Benoît, directeur général du MRNF, ayant comme substitut M. Henri Fournier, et M. Marc Dubreuil, directeur du MDDEP, ayant comme substitut M. Daniel Dubuc. Il est aussi précisé aux Statuts et règlements de l'organisme que deux autres membres actifs du CA doivent provenir des membres de la CARO. La CARO a désigné M. Claude Landry, directeur du MESS, remplacé par madame Claire Gendron, et M. Pierre Ricard, directeur du MAMR et président de la CARO, ayant comme substitut M. Niko Lamontagne.

« Le mandat du Conseil d'administration est d'une durée indéterminée; les membres actifs étant en fonction jusqu'à avis contraire de la part du membre partenaire qu'ils représentent. » (art. 19 Règlements généraux, L'ATINO 2007)

4.2 Comité économique de la CARO

M. Jeffrey MacHan nous informe que la signature quant à l'utilisation de la biomasse forestière a été reportée à une date ultérieure.

La dernière réunion du Comité économique de la CARO a été reportée. Une nouvelle date sera connue sous peu. Un bilan sur les activités du comité sera fait sous peu et distribué aux membres de la CARO.

Le MDEIE a reçu la version finale du Plan stratégique de la MRC de Pontiac. La prochaine étape sera la diffusion du contenu.

Mesure d'appui à la productivité aux entreprises manufacturières du Québec

M. Luc Casey, à l'aide d'un document Power Point, présente le sujet. Le président remercie M. Casey de sa présentation.

5. Rapport du directeur général de la CRÉO – M. Jean Hébert

M. Hébert informe les membres sur les sujets suivants :

- Les d'ententes spécifiques signées et à venir;
- Un partenariat avec SODEC pour l'activité *Musiquenous*;
- Livre vert sur la forêt et les aires protégées;
- L'avis régional sur les garderies
- L'entente sur la lutte à la pauvreté
- Le poste de directeur général adjoint sera comblé sous peu
- Le CA de la CRÉO sera augmenté d'un siège votant, soit la municipalité de Pontiac qui a plus de 5 000 de population selon le Répertoire des municipalités du Québec.

6. Information en ressources humaines

J'explore une carrière : madame S. Ménard nous informe que l'activité fut un vif succès. Par contre, il faudra revoir la stratégie pour augmenter les sites d'accueil. Des informations seront disponibles sous peu quant à la participation à cette activité.

Recrutement collégial : l'activité permet un recrutement parmi les finissants de niveau technique aux études collégiales. Les personnes se qualifiant à ce processus n'ont pas à s'inscrire au recrutement de la Fonction publique québécoise. La liste de déclaration d'aptitudes pour le recrutement tenu à l'hiver sera disponible sous peu.

Outre cette forme de recrutement, il est demandé qu'est-ce qui se fait pour alléger les règles d'embauche de personnel, à tous les niveaux, au gouvernement du Québec, et particulièrement pour la région de l'Outaouais?

Situation des ressources humaines dans la fonction publique québécoise en Outaouais

Ce sujet est à l'ordre du jour depuis un certain temps et avait été inscrit suite à la demande des directeurs régionaux devant la perte d'effectifs pour multiples raisons, principalement pour la retraite, mais surtout par l'attraction de d'autres secteurs d'emploi incluant la fonction publique fédérale.

L'objectif était de produire un rapport sur la rétention des emplois dans la fonction publique québécoise suite à des départs, sur l'attrait de d'autres secteurs d'emplois incluant la fonction publique fédérale versus la difficulté de maintenir et d'embaucher du personnel dans la fonction publique québécoise, et dans un deuxième temps de comparer la situation de la région de l'Outaouais à celle de d'autres régions du Québec. Un rapport serait attendu pour l'automne.

Suite aux discussions, *il semblerait que la meilleure solution repose sur l'embauche d'un consultant*. Le MESS peut dégager une certaine somme d'argent (25,0 \$) et la CRÉO pourrait aussi investir dans ce projet.

Il y a proposition de former un groupe de travail, coordonné par le président de la CARO, constitué des directrices ou directeurs des ministères suivant : Services partagés, Revenu Québec, MESS, MTQ, MRNF, MAMR.

Mesdames Suzanne Ménard et Claire Gendron (MESS) et M. Pierre Ricard du (MAMR) se rencontreront d'ici la fin du mois d'avril pour proposer un devis d'embauche d'une firme de consultant.

7. Présentations du MAPAQ – Yves Lévesque

M. Yves Lévesque, directeur régional du MAPAQ, présente :

- Une synthèse du Rapport sur la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois
- Plan stratégique agroalimentaire de l'Outaouais 2006-2012

Le président remercie M. Lévesque pour les deux présentations.

8. Commissions de la CRÉO

Quelques informations sont transmises principalement sur la Commission protection de l'environnement, l'aménagement du territoire et transport, la Commission sur le développement social et la santé, la Commission sur le développement économique et l'emploi et la commission sur la culture, le loisir et le sport.

Un membre s'interroge sur le mandat des représentants de la CARO sur ces commissions et souhaite que ce mandat soit discuté et révisé à une prochaine réunion de la CARO.

9. Politique nationale de la ruralité 2007-2014

Ce sujet sera repris plus intensément lors de la prochaine réunion de la CARO. Le président mentionne qu'un projet de laboratoire rural a été retenu en Outaouais soit le projet H2O de la MRC des Collines-de-l'Outaouais.

10. Autres sujets :

M. Pierre Legros, directeur régional au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, annonce son départ de la fonction publique du Québec. Il s'envolera vers Paris pour cumuler un poste à la Maison du Québec à Paris, dans un emploi concernant l'aide à l'immigration.

Le président remercie M. Legros pour ses efforts et son soutien à la Conférence administrative régionale de l'Outaouais, et lui souhaite de la part de l'ensemble des membres de la CARO beaucoup de plaisirs dans son nouvel emploi et un séjour des plus agréables dans la ville aux mille lumières.

Prochaine réunion :

La prochaine réunion sera le 9 juin 2008, à la salle 700 A et B de l'édifice Jos Montferrand, 170 rue de l'Hôtel-de-ville, Gatineau

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h15.

Rencontre de la CARO Ordre du jour

DATE: Le 13 juin 2008
HEURE: 8h30
LIEU: Édifice Jos Montferrand
Salle RC 700 A & B
170, rue de l'Hôtel-de-Ville
Gatineau, Québec

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour – (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 21 avril 2008 – (5 minutes)
4. Rapport et suivi du président – (5 minutes)
5. Rapport du directeur général de la CRÉO – (5 minutes)
6. Étude d'impacts de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale – (50 minutes)
7. Représentation féminine et des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs de l'Outaouais – G. Bernard (10 minutes)

Pause

8. Plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie et le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie – (Dre Lucie Lemieux - 30 minutes)
9. Comité CARO sur la ruralité – suivi de la Politique nationale de la ruralité (P. Ricard 30 minutes)
10. Commissions de la CRÉO - résumé des représentants de la CARO (10 minutes)
11. Autres sujets :

➤

Fin de la réunion 12h15

LISTE DE DOCUMENTS TRANSMIS PAR COURRIEL

- Liste des membres de la Conférence administrative régionale de l'Outaouais (CARO)
- Projet de Compte rendu de la réunion de la CARO du 31 mars 2006*
- Projet d'ordre du jour de la réunion de la CARO du 7 mai 2007
- Projet - Calendrier des rencontres CAR/CRÉ – 7 mai 2007

* signifie que le document a déjà été transmis par messagerie électronique

COMPTE RENDU DE LA CARO

DATE :	Le 13 juin 2008
HEURE :	8h30
ENDROIT :	Édifice Jos Montferrand Salle RC 700 A et B
RÉDIGÉ PAR :	Carol Morin, secrétaire de la CARO
ÉTAIENT PRÉSENTS :	
M. Benoît, Jean, MRNF Mme Bernard, Gisèle, CSF M. Céré, Jean-Bernard, SIQ Mme Dubé, Danielle, MCCCCF M. Dubreuil, Marc, MDDEP M. Filion, Jacques, MTQ M. Fink, Jean, MRNF- Faune M. Hébert, Jean, CRÉO M. Lance, Stéphane, SSSS M. Landry, Claude, MESS	M. MacHan, Jeffrey, MDEIE M. Massicotte, Laurent, MRNF-Territoires Mme Michaud, Brigitte, Cabinet ministre B. Pelletier M. Monette, Michel, MFA Mme Pagé, Linda, ARQ M. Ricard, Pierre, MAMR M. Richer, Pierre, Investissement Québec M. Turcotte, Gilles, Services judiciaires M. Vallée, Ghislain, CNT M. Viger, Jacques, Sécurité civile
ÉTAIENT ABSENTS :	
M. Allie, Robert, OPHQ Mme Audet, Hélène, MELS Mme Beausoleil, Johanne, Services correctionnels Mme Coulombe, Astrid, Services Québec Mme Fortin, Louise-Esther, Relations internationales M. Jean, Michel, CNT M. Laffleur, Luc, Sûreté du Québec Mme Lafrance, Chantal, CSST M. Le Bel, Jean-François, Régie du bâtiment Mme Ménard, Suzanne, MICC	M. Lévesque, Yves, MAPAQ Mme Marchand, Danièle, Tourisme M. Martinez, Stéphane, Tourisme Mme Ménard, Suzanne, SCT M. Ménard, Pierre, MRNF-Forêt M. Monette, Michel, MFA Mme Pagé, Linda, ARQ M. Richer, Pierre, Investissement Québec M. Turcotte, Gilles, Services judiciaires M. Viger, Jacques, Sécurité civile
INVITÉS :	
Dre Lucie Lemieux, directrice Santé publique Outaouais	

DÉBUT DE LA RENCONTRE : 8h30

1. Mot de bienvenue

Le président, monsieur Pierre Ricard, souhaite la bienvenue aux membres de la CARO, présents à cette réunion. Il souligne la présence de M. Stéphane Lance, SSSS, qui remplacera M. Guy Morrisette comme membre de la CARO.

2. Adoption de l'ordre du jour

Le président donne lecture du projet d'ordre du jour. Deux sujets sont ajoutés au point 11. Autres sujets :

- Entreposage de bicyclette et salle vidéo (J.B. Céré)
- Changements dans l'organigramme du MRNF (J. Benoît)

Madame Danielle Dubé secondée par

Monsieur Marc Dubreuil

Propose d'adopter l'ordre du jour tel que modifié.

Adopté à l'unanimité

3. Adoption du projet de compte rendu du 21 avril 2008

Le président passe en revue le projet de compte rendu.

Madame Danielle Dubé demande de bien identifier le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine par le sigle MCCCCF; elle mentionne aussi que M. Pierre Legros a annoncé son départ et non sa démission et de remplacer au point 10. Autres sujets, deuxième paragraphe, deuxième ligne le mot « complaisance » par un autre mot.

Monsieur Jean Hébert secondé par

Monsieur Marc Dubreuil

Propose d'adopter le projet de compte rendu tel que modifié.

Adopté à l'unanimité

4. Rapport du président

Le président rappelle qu'il devient de plus en plus difficile de réunir les membres de la CARO. Huit personnes étaient disponibles pour tenir la réunion prévue le 9 juin 2008. Un peu plus de rigueur serait souhaité dans le respect du calendrier retenu.

Au cours des prochaines semaines, plusieurs départs sont prévus dans les directions régionales :

- Madame Linda Pagé quittera la Direction des services à la clientèle des particuliers du Nord et de l'ouest du Québec (Agence de Revenu Québec) à la fin de juin;
- Monsieur Michel Monette (Famille et aînés) sera remplacé par madame Christine Beaudin;
- Monsieur Jean Fink, MRNF direction de la Faune, prendra sa retraite dans quelques semaines.

M. Pierre Ricard remercie chaleureusement ces personnes de leur participation à la CARO.

Les autres sujets du rapport du président sont déjà prévus à l'ordre du jour.

5. Rapport du directeur général de la CRÉO, M. Jean Hébert

M. Jean Hébert nous entretient des dossiers de la CRÉO tout en insistant sur les éléments suivants :

- Premier projet conclu avec la Nation algonquienne de Kitigan Zibie concernant la cartographie de l'utilisation actuelle de la forêt publique de l'Outaouais;
- L'assemblée annuelle de la CRÉO le 16 juin 2008;
- La conférence de presse le 16 juin 2008 avec M. Benoît Pelletier, ministre responsable de la région de l'Outaouais et député de Châteauguay concernant la signature d'une entente sur le transport collectif en Outaouais;
- Décision sur le Plan des actions structurantes et intersectorielles 2008-2009.

6. Étude d'impacts de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale

À la dernière réunion de la CARO (23 avril 2008), un comité fut constitué des directrices ou directeurs des instances suivantes, Services partagés, MRQ, MESS, MTQ, MRNF, MAMR ET CRÉO, afin de coordonner une étude de l'attraction et de la rétention de la main d'œuvre en Outaouais pour les paliers provincial et municipal. Une première action du comité était la préparation d'un devis d'embauche d'un consultant.

M. Claude Landry, directeur régional du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, présente le projet de résolution visant l'embauche d'un consultant.

**Il est proposé par monsieur Jeffrey MacHan,
secondé par madame Gisèle Bernard**

de mettre sur pied une Table ad hoc de concertation formée des personnes suivantes :

M. Pierre Ricard, Conférence administrative régionale de l'Outaouais (CARO),
M. Jean Hébert, Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO),
M. Claude Landry, Emploi-Québec,
M. Marc Pageau, Ville de Gatineau,
Mme Claire Garceau, Ministère du Revenu du Québec (MRQ),
M. Jacques Fillion, Transport-Québec (MTQ),
M. Jean Benoît, Ministère des ressources naturelles et de la faune (MRNF),
Mme Suzanne Ménard, Secrétariat du Conseil du Trésor (Centre des services partagés);

d'engager un consultant expert pour faire l'étude de l'attraction et de la rétention de la main-d'œuvre en Outaouais pour les paliers provincial et municipal;

de désigner la CRÉO comme mandataire de la Table ad hoc de concertation pour la durée de la présente étude.

Une discussion s'engage et des modifications sont apportées au projet de résolution.

Le projet de résolution est adopté tel que modifié.

La résolution est jointe en annexe

Monsieur C. Landry présente aux membres de la CARO le mandat devant servir à l'embauche d'un consultant. Aucune modification n'est apportée au document.

Monsieur Landry demande aux membres de la CARO de dresser la liste des personnes ayant quitté leur ministère/organismes depuis les cinq dernières années, de prendre contact avec ces personnes, leur expliquer le pourquoi de l'étude sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre en Outaouais et leur demander leur intérêt de participer à un questionnaire sur les raisons de leur départ tout en les rassurant de la confidentialité des informations recueillies.

7. Représentation féminine et des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs de l'Outaouais

Madame Gisèle Bernard, à l'aide d'un tableau, brosse le portrait de la présence des femmes et des jeunes de 35 ans et moins dans les lieux décisionnels et consultatifs.

M. Jean Hébert, directeur général de la CRÉO, mentionne que la CRÉO n'a pas de Conseil exécutif, mais que trois personnes agissent à titre d'officiers (président, vice-président et trésorier). La représentation se lit comme suit : deux hommes aux postes de président et trésorier, une femme au poste de vice-présidente. Madame Bernard montre un document reçu de la CRÉO où un Conseil exécutif est identifié.

Le président remercie madame Bernard de sa présentation.

8. Plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie et le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie

Dre Lucie Lemieux, directrice à la Direction de la santé publique en Outaouais, présente un document sur le plateau intersectoriel mis en place pour susciter des actions démontrant l'engagement des différents acteurs. Un représentant des ministères et/ou organisme suivants compose le plateau intersectoriel :

- MAPAQ, MELS, MAMR, MTQ, MESS, MFA, MSSS,
- CRÉO
- Québec en forme (QEF)

Le président demande de modifier au document le nom de Commission administrative régionale de l'Outaouais par Conférence administrative régionale de l'Outaouais et au mandat du plateau intersectoriel, au premier picot de changer établir les priorités régionales... par proposer pour adoption par la CARO les priorités régionales...

Madame Lemieux fait suite en présentant le projet « Les partenaires du village », dont la clientèle cible sont les jeunes de 4 à 12 ans.

9. Comité CARO sur la ruralité – suivi de la Politique nationale de la ruralité

Le président fait un suivi des réalisations émanant des mesures de soutien de la Politique. Lors du premier appel de projets de laboratoires ruraux, un projet fut retenu pour la région de l'Outaouais, soit *H2O les Collines* de la MRC des Collines-de-l'Outaouais.

Quatre promoteurs ont déposé en date du 2 juin 2008 un projet pour le deuxième appel. Le Comité rural de la CARO s'est réuni le 11 juin 2008 pour s'entretenir de la procédure d'analyse et l'identification de ministères pour l'analyse de projets. Les avis régionaux seront acheminés à la Direction du développement rural et régional (MAMR) le 18 juillet. L'évaluation des projets par les différents comités de sélection se fera les 15, 16 et 17 septembre. Les projets retenus pour le deuxième appel devraient être connus vers la fin du mois d'octobre.

Le président remercie le travail assidu des ministères sollicités et précise que l'évaluation des projets sera aussi rigoureuse que lors du premier appel. Nous espérons que la région bénéficie au moins d'un projet lors de cette deuxième vague.

10. Commissions de la CRÉO

Les représentants de la CARO aux commissions de la CRÉO font le point sur les dernières discussions :

- Protection de l'environnement, aménagement du territoire et Transport : la dernière rencontre a eu lieu le 4 juin où il a été question d'algues bleues et de cyanobactéries et de la tournée sur ce sujet. Il a y eu entente avec la CRÉ des Laurentides pour échanger de l'information.
- Développement social et santé : il y a eu rencontre à la fin de mai. Un certain malaise est soulevé concernant les demandes de projets, principalement sur leur évaluation et les recommandations retenues par la Commission.
- Développement économique et emploi : aucune réunion depuis le 7 novembre 2007! On identifie des actions retenues au Plan d'action de la CRÉO qui n'ont pas été retenues par les membres de la Commission.
- Culture, Loisirs et Sports : il y a eu rencontre le 5 juin 2008. Un malaise est soulevé par rapport au fonctionnement de cette commission. C'est le rôle d'une commission de discuter des projets et de faire des recommandations. Ce qui ne semble pas évident pour les membres.
- Éducation, Recherche et Sciences : le résumé viendra à la prochaine réunion.

Un malaise évident quant au fonctionnement de certaines commissions est soulevé par les représentants. On demande au président de présenter la situation au CA de la CRÉO afin que des actions s'en suivent.

11. Autres

- Salle vidéo : Monsieur Jean-Bernard Céré informe que la salle de vidéo-conférence, localisée au troisième étage de l'édifice Jos Montferrand, sera disponible sans frais pour les ministères qui voudront s'en prévaloir. Il suffit d'en faire une réservation au bureau de la SIQ.
- Enclos à bicyclette : M. J.-B. Céré informe qu'il y a maintenant un enclos à bicyclettes (environ 50) au premier étage du stationnement de Jos Montferrand. Il faut réserver au bureau de la SIQ, et les utilisateurs devront payer pour l'obtention d'une clé. L'argent leur sera remis lors du retour de la clé.
- Modification de l'organigramme au MRNF : M. Jean Benoît annonce une modification de l'organigramme du MRNF, probablement à la prochaine CARO. Monsieur Christian Pilon assurera l'intérim au secteur Faune en remplacement de monsieur Jean Fink.

L'assemblée est levée à 12 h.

Rencontre de la CARO Ordre du jour

DATE: Le 22 septembre 2008
HEURE: 8h30
LIEU: Édifice Jos Montferrand
Salle de réunion MDEIE
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, # 7.200
Gatineau, Québec

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour – (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 13 juin 2008 – (5 minutes)
4. Rapport et suivi du président – (15 minutes)
 - 4.1 Comité économique de la CARO – (J. MacHan 10 minutes)
5. Rapport du directeur général de la CRÉO – (15 minutes)
6. Information en ressources humaines :
 - Étude d'impact de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale

Pause

7. Commissions de la CRÉO - résumé des représentants de la CARO (30 minutes)
8. Comité CARO sur la ruralité - (P. Ricard 20 minutes)
 - Présentation sur les résultats à ce jour
 - Suivi des projets régionaux
9. Autres sujets :
 -

Fin de la réunion 12h15

COMPTE RENDU DE LA CARO

DATE : Le 22 septembre 2008

HEURE : 8h30

ENDROIT : Édifice Jos Montferrand
Salle RC 700 A et B

RÉDIGÉ PAR : Carol Morin, secrétaire de la CARO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mme Audet, Hélène, MELS
M. Benoît, Jean, MRNF
Mme Bernard, Gisèle, CSF
Mme Dubé, Danielle, MCCCCF
M. Germain, Denis, Services correctionnels
M. Lapointe, Stéphane, Agence revenu Québec

Mme Lavallée, Denyse, CNT
M. Landry, Claude, M,ESS
M. Lévesque, Yves, MAPAQ
M. MacHan, Jeffrey, MDEIE
M. Massicotte, Laurent, MRNF-Territoires
M. Ricard, Pierre, MAMR

ÉTAIENT ABSENTS

M. Allie, Robert, OPHQ
Mme Beaudin, Christine, MFA
M. Céré, Jean-Bernard, SIQ
Mme Coulombe, Astrid, Services Québec
M. Dubreuil, Marc, MDDEP
M. Filion, Jacques, MTQ
Mme Fortuna, Christine, CSST
Mme Fradette, Anne, Relations internationales
M. Hébert, Jean, CRÉO
M. Lafleur, Luc, Sûreté du Québec
M. Lance, Stéphane, SSSS

M. Larrivée, Lucien, Agence revenu Québec
M. Le Bel, Jean-François, Régie du bâtiment
Mme Lefebvre, Julie, CSP
M. Martinez, Stéphane, Tourisme
Mme Ménard, Suzanne, MICC
M. Ménard, Pierre, MRNF-Forêt
Mme Michaud, Brigitte, Cabinet ministre B. Pelletier
M. Paré, Roger, MELS
M. Pilon, Christian, MRNF - Faune
M. Richer, Pierre, Investissement Québec
M. Turcotte, Gilles, Services judiciaires
M. Viger, Jacques, Sécurité civile

INVITÉS :

DÉBUT DE LA RENCONTRE : 8 h 30

1. Mot de bienvenue

Le président, monsieur Pierre Ricard souhaite la bienvenue aux membres de la CARO, présents à cette réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Le président donne lecture du projet d'ordre du jour. Un sujet est ajouté à l'item Autres :
➤ Recyclage d'ordinateur

Madame Gisèle Bernard secondée par
Madame Danielle Dubé
Propose d'adopter l'ordre du jour tel que modifié.

Adopté à l'unanimité

3. Adoption du projet de compte rendu du 13 juin 2008

Le président passe en revue le projet de compte rendu. Madame Gisèle Bernard demande de modifier à l'item 7. Représentation féminine et des femmes dans les lieux décisionnels et consultatifs de l'Outaouais la dernière phrase du deuxième paragraphe par *Madame Bernard montre un document de la CRÉO où un conseil exécutif est identifié.*

Madame Danielle Dubé secondée par
Madame Gisèle Bernard
Propose d'adopter le projet de compte rendu tel que modifié.

Adopté à l'unanimité

4. Rapport du président

Le président fait état de l'étude d'impact de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main : les questionnaires ont été distribués. Un rapport d'étape est attendu pour la fin d'octobre. La discussion va bon train avec les *groupes cibles*. Bref, le taux de participation est bon, sauf chez les cadres.

Il rappelle qu'au Congrès de la FQM, la ministre du MAMR, madame Nathalie Normandeau, a dévoilé les indices de développement pour les municipalités dévitalisées des MRC rurales. L'accès à Internet haute vitesse sera aussi le projet prioritaire pour la FQM dans la prochaine année.

Il rappelle que la ministre du Conseil du trésor présentera à l'automne un document sur les nouvelles façon de négocier.

À la dernière TQR, la ministre du MAMR a soulevé comme sujet de discussion aux CAR : la vision des CRÉ pour les cinq prochaines années.

4.1 Projet de calendrier des réunions de la CARO

Le président présente le document : sept réunions régulières sont prévues entre septembre 2008 et fin juin 2009. Une réunion spéciale est suggérée le 3 novembre 2008.

Madame Hélène Audet secondée
Par monsieur Denis Germain
Propose d'adopter le projet de calendrier tel que présenté

Adopté à l'unanimité

4.2 Réunion spéciale de la CARO le 3 novembre 2008

Cette réunion portera uniquement sur la présentation de l'étude sur la fonction publique québécoise par les consultants de l'ENAP. Ils expliqueront entre autres les résultats du questionnaire et suggéreront des recommandations. Une grande participation est demandée pour cette réunion.

4.3 Comité économique de la CARO

Le sujet est reporté à la prochaine réunion.

5. Rapport du directeur général de la CRÉO

Le sujet est reporté à la prochaine réunion.

6. Information en ressources humaines

M. Pierre Ricard revient sur certains éléments de l'étude d'impact sur la fonction publique. Un rapport sera déposé au CA de la CRÉO le 15 décembre 2008. Il sera alors considéré comme un document public et pourra être distribué. Jusqu'à ce jour, l'étude demeure confidentielle.

7. Commissions de la CRÉO

Les représentants de la CARO sur ces commissions font le point des travaux :

- Protection de l'environnement, aménagement du territoire et transport – Yves Lévesque
- Développement social et santé- Gisèle Bernard
- Développement économique et emploi – Claude Landry
- Culture, loisir et sports – Danielle Dubé
- Éducation, recherche et science – Hélène Audet

8. Comité CARO sur la ruralité

M. Pierre Ricard fait le suivi de la Politique nationale de la ruralité à l'aide d'une présentation Power Point, principalement sur l'effet levier des sommes d'argent investies dans la première politique, les moyens de mise en œuvre de la deuxième : pactes ruraux, laboratoires ruraux, produits de spécialité et journée de la ruralité.

M. P. Ricard présente le cheminement des projets régionaux (pacte rural et produits de spécialité) et remercie les personnes ressources des ministères qui ont prêté assistance pour l'analyse des projets de laboratoires ruraux et de produits de spécialité. En septembre, quatre projets de laboratoire rural furent analysés et depuis juillet, dix projets ont été analysés pour les produits de spécialité.

9. Autres sujets

- Récupération des vieux ordinateurs : Certains se demandent s'il y a récupération des vieux ordinateurs dans les ministères et qui le fait. Les ministères récupèrent, à leur siège social, tous les équipements informatiques et doivent s'assurer de neutraliser les informations avant toutes autres utilisations
- Prochaine réunion :
La prochaine réunion aura lieu le 27 octobre 2008. Les sujets suivants seront à l'ordre du jour :
 - Pacte de l'emploi – Claude Landry
 - Le portrait agroalimentaire – Yves Lévesque
 - Présentation sur la réorganisation au MNRF – Jean Benoît

L'assemblée est levée à 12h15.

Rencontre de la CARO Ordre du jour

DATE: Le 27 octobre 2008
HEURE: 13h30
LIEU: Édifice Jos Montferrand
Salle de réunion MTQ
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, # 5.110
Gatineau, Québec

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour – (5 minutes)
3. Rapport et suivi du président – (15 minutes)
 - Suivi
 - Étude d'impact de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale
 - Réunion spéciale de la CARO le 3 novembre 2008
 - Comité économique de la CARO – (J. MacHan - 10 minutes)
4. Rapport du directeur général de la CRÉO – (J. Hébert - 15 minutes)
5. Le portrait agroalimentaire de l'Outaouais - (Y. Lévesque - 30 minutes)
6. Présentation de la réorganisation du MRNF - (J. Benoît - 15 minutes)
7. Commissions de la CRÉO - résumé des représentants de la CARO (20 minutes)
8. Comité CARO sur la ruralité - (P. Ricard 10 minutes).
 - Présentation sur les résultats de la Politique nationale de la ruralité
 - Suivi des projets régionaux
9. Autres sujets :
 - Lettre d'appui au CREDDO
 - Prochaine réunion le 8 décembre 2008 – départ de Jean Fink

Fin de la réunion 16h30

COMPTE RENDU DE LA CARO

DATE : Le 27 octobre 2008

HEURE : 13h30

ENDROIT : Édifice Jos Montferrand
Salle RC 700 A et B

RÉDIGÉ PAR : Carol Morin, secrétaire de la CARO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mme Audet, Hélène, MELS
Mme Barbeau, Diane, MSP
Mme Beaudin, Christine, MFA
M. Benoît, Jean, MRNF
Mme Bernard, Gisèle, CSF
M. Céré, Jean-Bernard, SIQ
Mme Dubé, Danielle, MCCC
M. Filion, Jacques, MTQ
M. Hébert, Jean, CRÉO

M. Landry, Claude, MESS
Mme Lavallée, Denyse, CNT
M. Lévesque, Yves, MAPAQ
M. MacHan, Jeffrey, MDEIE
M. Massicotte, Laurent, MRNF-Territoires
Mme Ménard, Suzanne, MICC
M. Ricard, Pierre, MAMR
Mme Viel, Réjeanne, Agence revenu Québec

ÉTAIENT ABSENTS

M. Allie, Robert, OPHQ
Mme Barbeau, Diane, MSP
Mme Beaudin, Christine, MFA
Mme Coulombe, Astrid, Services Québec
M. Dubreuil, Marc, MDDEP
Mme Fortuna, Christine, CSST
Mme Fradette, Anne, Relations internationales
M. Germain, Denis, Services correctionnels
Mme Gonthier, Hélène, CSPQ
M. Lafleur, Luc, Sûreté du Québec

M. Lance, Stéphane, SSSS
M. Le Bel, Jean-François, Régie du bâtiment
M. Martinez, Stéphane, Tourisme
M. Ménard, Pierre, MRNF-Forêt
Mme Michaud, Brigitte, Cabinet ministre B. Pelletier
M. Paré, Roger, MELS
M. Richer, Pierre, Investissement Québec
M. Turcotte, Gilles, Services judiciaires
M. Viger, Jacques, Sécurité civile

INVITÉS :

DÉBUT DE LA RENCONTRE : 13 h 30

1. Mot de bienvenue

Le président, monsieur Pierre Ricard souhaite la bienvenue aux membres de la CARO, présents à cette réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Le président donne lecture du projet d'ordre du jour. Deux sujets sont ajoutés à l'item **Autres sujets** : Campagne Entraide 200 8 et Lettre d'appui au CREDDO.

Monsieur Jeffrey Machan secondé par
Monsieur Jean-Bernard Céré

Propose d'adopter l'ordre du jour tel que modifié

Adopté à l'unanimité

3. Adoption du projet de compte rendu de la réunion du 22 septembre 2008

Le projet de compte rendu sera déposé à la prochaine réunion régulière de la CARO.

4. Rapport du président

➤ Suivi depuis la dernière réunion

- Une Politique sur les municipalités dévitalisées a vu le jour. Le sous-ministre responsable de ce sujet s'entretiendra avec les CAR des quinze régions à connotation rurale ;
- Lors du Congrès de la FQM de septembre, la ministre du MAMR a annoncé la répartition d'une enveloppe supplémentaire de 59 M\$ pour les six prochaines années du Pacte rural;

➤ Étude d'impact de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale :

Le président fait état des travaux jusqu'à ce jour. Une rencontre avec les consultants (ENAP) a eu lieu ce matin. Madame Louise Lemyre de l'ENAP présentera les résultats de l'analyse à la réunion spéciale de la CARO le 3 novembre 2008. Une forte présence est souhaitée lors de cette réunion.

➤ Réunion spéciale de la CARO le 3 novembre 2008 :

La réunion débutera à 8h30 à la salle RC A & B, édifice Jos Montferrand, 170, Rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau. Le huis clos sera demandé pour la présentation de l'étude. Après la présentation, suivra une discussion entre les membres de la CARO sur le suivi de cette étude.

➤ Comité économique de la CARO

M. Jeffrey Machan, président du Comité, mentionne qu'il souhaite faire une réunion en décembre ou tôt en janvier.

La situation de l'industrie forestière dans la MRC de Pontiac fait l'objet d'échanges, vu la fermeture définitive de l'usine de Smurfit Stones et la perte d'environ 240 emplois directs et une quantité d'emplois indirects encore non chiffrés.

5. Rapport du directeur général de la CRÉO

M. Jean Hébert nous entretient sur plusieurs sujets :

- résumé de la Table Québec Région qui a eu lieu dernièrement en Estrie;
- le Fonds de développement régional a été modifié et que la CRÉO bénéficie maintenant d'une somme de 2 536 686 \$ pour son fonctionnement et le financement de projets;
- le 21 novembre aura lieu un Forum régional sur la gestion de l'eau;
- brève présentation sur la rencontre à Québec de plusieurs maires de la France et du Québec. Il y a eu des échanges sur la qualité de l'air et sur un bilan des rejets de carbone;
- brève présentation sur la commission parlementaire sur la révision du régime forestier;
- Implantation d'un service régionalisé pour l'inscription d'enfants dans les services de garderie;
- Table jeunesse Outaouais a embauché une firme de consultants pour faire un sondage auprès des jeunes et produire le portrait de la jeunesse en Outaouais;
- La Laiterie de l'Outaouais prend son envol.

6. Le portrait sommaire agricole et agroalimentaire de l'Outaouais

M. Yves Lévesque, directeur régional du MAPAQ, fait la présentation à l'aide d'un support Power Point. Après une brève discussion, le président remercie monsieur Lévesque de sa présentation.

7. Présentation de la réorganisation au MRNF

M. Jean Benoît, directeur général régional du MRNF, fait état des modifications appréhendées à sa direction. Les changements seront effectués pour le 1^{er} avril 2009. Il informe aussi que la Direction régionale du MRNF quittera l'édifice Jos Montferrand le 28 février 2009 pour s'installer dans ses nouveaux locaux sur la rue La Gappe.

Le président remercie M. Benoît de sa présentation.

8. Commissions de la CRÉO

Les représentants de la CARO sur ces commissions font le point des travaux :

- Protection de l'environnement, aménagement du territoire et transport – Yves Lévesque
- Développement social et santé- Gisèle Bernard
- Développement économique et emploi – Jeffrey MacHan
- Culture, loisir et sports – Danielle Dubé
- Éducation, recherche et science – Hélène Audet

Le président remercie les représentants de la CARO pour leur présentation.

9. Comité ruralité de la CARO

M. Pierre Ricard fait une courte présentation sur le sujet, précisant l'état d'avancement des Pactes ruraux pour la deuxième année de la Politique de la ruralité 2007-2014 et des projets retenus à titre de Produits de spécialité. La liste des laboratoires ruraux retenus pour le deuxième appel de projets n'est pas encore connue. L'Outaouais souhaite obtenir un projet pour ce deuxième appel.

10. Autres sujets

- Lettre d'appui au CREDDO : Le président présente aux membres une lettre que la présidente du CREDDO a acheminée à M. Jean Charest, premier ministre du Québec, sur les sommes d'argent accordées à d'autres associations alors que le CREDDO a tout simplement été oublié. Elle demande aussi que la CARO l'appuie dans sa requête. Après discussions, les membres ont décidé de ne pas appuyer la démarche de la présidente du CREDDO.
- Campagne Entraide 2008 : Le président informe que la campagne va bon train et que les objectifs seront probablement atteints. Il reviendra à la prochaine réunion sur ce sujet.
- Réunion spéciale de la CARO : la réunion se tiendra le **3 novembre 2008**, 8h30, à la salle RC 700 A & B de l'édifice Jos Montferrand, et portera sur deux sujets : les résultats de l'étude d'impact et une présentation sur le Pacte de l'emploi au MESS.
- Prochaine réunion régulière de la CARO : la prochaine réunion régulière de la CARO se tiendra le **8 décembre 2008**, 8h30, à la salle RC 700 A & B, 170 RUE DE L'Hôtel-de-Ville, Gatineau. Après la réunion, il y aura dîner pour socialiser avec M. Jean Fink, ex-directeur à la direction régionale du MRNF-secteur Faune, suite à son départ à la retraite. Des précisions vous parviendront sous peu sur la logistique de ce dîner.

La liste des sujets étant épuisée, la réunion prend fin à 16h30.

Rencontre de la CARO

DATE: Le 3 novembre 2008

Pas d'ordre du jour : rencontre ayant pour unique objet la présentation du rapport sur la rétention de la main-d'œuvre.

COMPTE RENDU DE LA CARO

DATE : Le 3 novembre 2008

HEURE : 8h30

ENDROIT : Édifice Jos Montferrand
Salle RC 700 A et B

RÉDIGÉ PAR : Carol Morin, secrétaire de la CARO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mme Barbeau, Diane, MSP
M. Benoît, Jean, MRNF
Mme Bernard, Gisèle, CSF
M. Céré, Jean-Bernard, SIQ
M. Côté, Pierre, CNT
Mme Dubé, Danielle, MCCCCF
M. Dubreuil, Marc, MDDEP
Mme Fortuna, Christine, CSST
M. Germain, Denis, Services correctionnels
M. Hébert, Jean, CRÉO

M. Landry, Claude MESS
M. Larrivée, Lucien, Agence revenu Québec
Mme Lavallée, Denyse, CNT
M. MacHan, Jeffrey, MDEIE
M. Massicotte, Laurent, MRNF-Territoires
M. Ricard, Pierre, MAMR
Mme Viel, Réjeanne, MRQ

ÉTAIENT ABSENTS

M. Allie, Robert, OPHQ
Mme Audet, Hélène, MELS
Mme Beaudin, Christine, MFA
Mme Coulombe, Astrid, Services Québec
M. Filion, Jacques, MTQ
Mme Fradette, Anne, Relations internationales
Mme Gonthier, Hélène, CPSQ
M. Le Bel, Jean-François, Régie du bâtiment
M. Lévesque, Yves, MAPAQ

M. Martinez, Stéphane, Tourisme
Mme Ménard, Suzanne, MICC
M. Ménard, Pierre, MRNF-Forêt
Mme Michaud, Brigitte, Cabinet ministre B. Pelletier
M. Paré, Roger, MELS
M. Pilon, Christian, MRNF - Faune
M. Richer, Pierre, Investissement Québec
M. Turcotte, Gilles, Services judiciaires
M. Viger, Jacques, Sécurité civile

INVITÉS :

Mme Louise Lemyre, Phd, ENAP ; M. Michel Boisclair, ENAP
M. Marc Pageau, ville de Gatineau ; Mme Isabelle Chabot, ville de Gatineau
Mme Claire Garceau, MRQ
Mme Anne-Marie Trudelle, CREO

DÉBUT DE LA RENCONTRE : 8 h 30

1. Mot de bienvenue

Le président, monsieur Pierre Ricard souhaite la bienvenue aux membres de la CARO et aux personnes invitées. Il souligne la présence de monsieur Pierre Côté, directeur régional à la Commission des normes du travail et de madame Réjeanne Viel de l'Agence Revenu du Québec. Un tour de table est effectué.

2. Adoption de l'ordre du jour

Cette réunion spéciale de la CARO porte sur deux sujets :

- L'étude d'impact de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale
- Le pacte pour l'emploi, région de l'Outaouais

L'ordre du jour est unanimement accepté.

3. Étude d'impact de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale

Le président, M. Pierre Ricard demande le huis clos pour ce sujet. Le huis clos est accepté à l'unanimité. Il présente Madame Louise Lemyre, professeur en gestion des ressources humaines à l'ENAP, auteure de l'étude. Elle nous brosse un portrait des résultats de l'analyse et des recommandations. Un document support est distribué afin de suivre la présentation.

Après discussions sur le sujet, cinq personnes remettent au président le document distribué : Mesdames Gisèle Bernard et Réjeanne Viel. Messieurs Michel Bisson, Denis Germain et Carol Morin.

4. Le pacte pour l'emploi, région de l'Outaouais

Vu l'heure tardive, ce sujet reviendra à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la CARO, le 8 décembre 2008.

La réunion prend fin à 12 h15.

Rencontre de la CARO Ordre du jour

DATE: Le 8 décembre 2008
HEURE: 8h30
LIEU: Édifice Jos Montferrand
Salle RC 700 A & B
170, rue de l'Hôtel-de-Ville
Gatineau, Québec

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour – (5 minutes)
3. Adoption de projets de comptes rendus – (10 minutes)
 - CARO du 22 septembre 2008
 - CARO du 27 octobre 2008
 - CARO spéciale du 3 novembre 2008
4. Présentation *le Pacte pour l'Emploi, région de l'Outaouais* - (C. Landry 30 minutes)
5. Rapport et suivi du président – (5 minutes)
 - 5.1 Comité économique de la CARO – (J. MacHan 10 minutes)
6. Rapport du directeur général de la CRÉO – (J. Hébert 15 minutes)
- PAUSE
7. Fonds de soutien à la réinsertion sociale de l'établissement de détention de Hull – (D. Germain 20 minutes)
8. Comité technique sur l'aménagement du territoire - (P. Ricard 10 minutes)
9. Étude d'impact de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale – (P. Ricard 15 minutes)
10. Comité CARO sur la ruralité – suivi de la Politique nationale de la ruralité - (P. Ricard 5 minutes)
11. Commissions de la CRÉO - résumé des représentants de la CARO (15 minutes)
 - Membres de la CARO aux commissions de la CRÉO
12. Autres sujets :
 - Campagne Entraide Outaouais
 - Prochaine réunion régulière le 2 février 2009

COMPTE RENDU DE LA CARO

DATE :	Le 8 décembre 2008
HEURE :	8h30
ENDROIT :	Édifice Jos Montferrand Salle RC 700 A et B
RÉDIGÉ PAR :	Carol Morin, secrétaire de la CARO
ÉTAIENT PRÉSENTS :	
Mme Audet, Hélène, MELS M. Benoît, Jean, MRNF M Bisson, Michel, Services Québec M. Céré, Jean-Bernard, SIQ Mme Dubé, Danielle, MCCCCF M. Dubreuil, Marc, MDDEP M. Filion, Jacques, MTQ M. Germain, Denis, Services correctionnels M. Hébert, Jean, CRÉO	M. Landry, Claude MESS Mme Garceau, Claire, Agence revenu Québec M. Lévesque, Yves, MAPAQ M. MacHan, Jeffrey, MDEIE M. Massicotte, Laurent, MRNF-Territoires Mme Michaud, Brigitte, Cabinet ministre B. Pelletier M. Pilon, Christian, MRNF - Faune M. Ricard, Pierre, MAMR
ÉTAIENT ABSENTS	
M. Allie, Robert, OPHQ Mme Barbeau, Diane, MSP Mme Beaudin, Christine, MFA M. Côté, Pierre, CNT Mme Fortuna, Christine, CSST Mme Fradette, Anne, Relations internationales Mme Gonthier, Hélène, CSPQ M. Lafleur, Luc, Sûreté du Québec M. Lance, Stéphane, SSSS	Mme Lavallée, Denyse, CNT M. Le Bel, Jean-François, Régie du bâtiment Mme Lefebvre, Julie, CSP M. Martinez, Stéphane, Tourisme Mme Ménard, Suzanne, MICC M. Ménard, Pierre, MRNF-Forêt M. Paré, Roger, MELS M. Richer, Pierre, Investissement Québec M. Turcotte, Gilles, Services judiciaires M. Viger, Jacques, Sécurité civile
INVITÉS :	

DÉBUT DE LA RENCONTRE : 8 h 30

1. **Mot de bienvenue**

Le président, monsieur Pierre Ricard, souhaite la bienvenue aux membres de la CARO.

2. **Adoption de l'ordre du jour**

Le président donne lecture du projet d'ordre du jour. Un élément est ajouté à l'item **Autres sujets** : Campagne Entraide

Monsieur Jeffrey Machan secondé par
Monsieur Jean-Bernard Céré
Propose d'adopter l'ordre du jour tel que modifié.

Adopté à l'unanimité

3. **Adoption du projet de compte rendu**

➤ **Projet de compte rendu de la réunion de la CARO du 22 septembre 2008**
Le président passe en revue le projet de compte rendu.

Monsieur Jeffrey Machan secondé par
Monsieur Claude Landry
Propose d'adopter le projet de compte rendu tel que présenté.

Adopté à l'unanimité

➤ **Projet de compte rendu de la réunion de la CARO du 27 octobre 2008**
Le président passe en revue le projet de compte rendu.

Monsieur Claude Landry secondé par
Monsieur Denis Germain
Propose d'adopter le projet de compte rendu tel que présenté.

Adopté à l'unanimité

➤ **Projet de compte rendu de la réunion de la CARO du 3 novembre 2008**
Le président passe en revue le projet de compte rendu.

Madame Hélène Audet secondée par
Monsieur Jean Benoît
Propose d'adopter le projet de compte rendu tel que présenté.

Adopté à l'unanimité

4. **Présentation du *Pacte pour l'Emploi, région de l'Outaouais***

M. Claude Landry, directeur régional au MESS, présente le sujet et répond aux questions des membres. Il rappelle que le 20 octobre 2008, le ministre Sam Hammad a annoncé un investissement de 35,9 M\$ sur trois ans, dont 23,9 M\$ provenait du gouvernement du Québec et 12 M\$ du secteur privé, pour améliorer la participation au marché du travail et rendre la main d'œuvre et les entreprises plus productives. Le président remercie M. Landry de sa présentation.

5. **Rapport du président**

Le président informe qu'une lettre de remerciements fut acheminée à M. Benoît Pelletier pour son service et dévouement envers la région de l'Outaouais.

➤ **Résolution portant sur une proposition du Plateau intersectoriel de concertation sur les saines habitudes de vie**

Le président présente un projet résolution appuyant les travaux de ce groupe de travail

Attendu que le Plateau intersectoriel régional de concertation a pour mandat d'émettre un avis de pertinence à Québec en forme avec l'appui de la CARO pour le financement des projets soumis;

Attendu que le projet présente une excellente mobilisation de la communauté, que le mode de gouvernance est bien identifié et que les partenaires partagent une vision commune;

Attendu que l'état de situation permet de comprendre les besoins et les enjeux associés à un mode de vie physiquement actif et à une saine alimentation chez les jeunes du territoire des Collines.

Attendu que la planification triennale présente un potentiel à développer en lien avec les objectifs identifiés.

Monsieur Jeffrey MacHan, secondé par
Monsieur Marc Dubreuil

Que la CARO appuie le projet soumis par « **Collines en forme** » et qu'il soit soutenu et financé par Québec en forme avec les modifications suivantes souhaitées :

Dans la mesure du possible, inviter un représentant de la MRC et un représentant de la maison des jeunes anglophones à se joindre à la concertation.

Élargir l'état de situation afin d'y inclure des données sur les habitudes de vie et sur les clientèles anglophones.

Identifier des moyens pour inclure dans la programmation la clientèle anglophone qui ne fréquente pas une école du territoire des Collines.

Inclure dans la programmation qui sera développée, des activités ciblant les environnements favorables à un mode de vie physiquement actif et à une saine alimentation ainsi que des activités favorisant la participation des parents; si possible, considérer des activités à caractère novateur et penser à la pérennisation des activités.

Améliorer les modalités prévues pour l'évaluation de l'atteinte des résultats.

Adoptée à l'unanimité

5.1 Comité économique de la CARO

M. Jeffrey MacHan, directeur régional au MDEIE et responsable de ce Comité, nous informe que la prochaine rencontre aura lieu le 26 janvier 2009, à la salle de réunion du MDEIE. Il informe que M. Luc Casey a été nommé adjoint exécutif à la direction régionale et que M. Casey deviendra la personne ressource de ce Comité.

6. Rapport du directeur général de la CRÉO

M. Jean Hébert annonce que monsieur Charles Blais a été nommé directeur général adjoint et qu'il entrera en fonction sous peu. Mme Geneviève Lalande a aussi été embauchée comme personne ressource en transport.

Plusieurs éléments sont soulevés par M. Hébert :

- Rappel du CA du 15 décembre 2008 et dîner de Noël
- Forum régional sur le protection des lacs
- Positionnement de la CRÉO par rapport aux dossiers agricoles
- Positionnement de la CRÉO sur la santé, principalement sur le sujet de l'itinérance
- Engagement de la CRÉO de 45,0\$ pour augmenter la représentation des femmes au cours des prochaines élections municipales
- Importance de raviver le Train de Wakefield comme élément touristique moteur de la région de l'Outaouais.

7. Fonds de soutien à la réinsertion sociale de l'établissement de Hull

Monsieur Denis Germain, directeur régional aux Services correctionnels, présente ce sujet. Après plusieurs questions sur l'utilisation du Fonds et le fonctionnement d'un établissement de détention, et vu l'intérêt des membres de la CARO, le président invite monsieur Germain à présenter, à une prochaine réunion de la CARO, le fonctionnement du Centre de détention de Hull et les services offerts aux contrevenants. Il y a même une demande pour que les membres de la CARO Centre puissent visiter les lieux.

Monsieur Germain s'informerait de la possibilité de tenir une telle activité et avisera le président.

8. Comité technique sur l'aménagement du territoire

Le président informe les membres sur la composition, la mission et le mandat de ce futur Comité qui relèverait de la CARO.

Attendu que les responsabilités accrues en aménagement du territoire dévolues à la Direction régionale du Ministère des Affaires municipales et des Régions;

Attendu que l'annonce de la révision du schéma d'aménagement et de développement dans plusieurs MRC de la région de l'Outaouais pour les années à venir;

Attendu que la nécessité d'avoir des actions de plus en plus concertées entre les différents ministères dans les domaines touchant l'aménagement du territoire;

Monsieur Yves Lévesque, appuyé par
Monsieur Laurent Massicotte propose

de créer un *Comité technique de la CARO* sur l'aménagement du territoire;

Que ledit Comité, sous la présidence de l'aménagiste de la Direction régionale du MAMR, soit formé des responsables de l'aménagement du territoire des ministères suivants : MRNF-Terre, MTQ, MDDEP, MAPAQ, MCCCCF, SIQ et CRÉO

Que ledit Comité voit à assurer la concertation et l'harmonisation interministérielles en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale en Outaouais dans ses dimensions économiques, sociales et culturelles.

Que ledit Comité réalise sa mission dans le respect des missions respectives des ministères et organismes gouvernementaux concernés et que de ce fait, il ne se substitue en rien aux ministères et organismes, lesquels assument les responsabilités qui leur sont conférées de par leur loi constitutive.

Que ledit Comité assure un suivi sur les demandes de modifications ou de révision de schéma d'aménagement et de développement, ainsi que sur les règlements de contrôle intérimaire adoptés par les MRC.

Que ledit Comité identifie les problématiques locales et régionales en aménagement du territoire qui nécessitent la contribution des ministères et organismes.

Que ledit Comité voit à harmoniser la position gouvernementale sur des dossiers ponctuels reliés à l'aménagement du territoire.

Adopté à l'unanimité

9. Étude d'impact de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale

M. P. Ricard rappelle brièvement la présentation de la firme de consultant sur les résultats de l'étude lors de la réunion spéciale de la CARO le 3 novembre 2008. Il fait un court résumé des discussions du Comité de travail mandaté par la CARO pour cheminer avec ce dossier et donner suite au contenu de l'étude et les recommandations soulevées.

Attendu que le dépôt d'une proposition de positionnement préliminaire par le Comité de travail sur la rétention et l'attraction de la CARO.

Attendu que qu'il convient que la CARO entérine ce positionnement.

Monsieur Marc Dubreuil, secondé par
Monsieur Jean-Bernard Céré

Propose que la CARO accepte le document de réflexions préparé par le comité de travail de la CARO

Que la CARO demande audit Comité de continuer son travail afin de faire en sorte que les recommandations présentées puissent se concrétiser en tenant compte des responsabilités de chacun des paliers concernés par chacun des énoncés de solutions.

Adopté à l'unanimité

Le président présente un positionnement préliminaire préparé par le comité suite au dépôt des résultats de l'étude par le consultant. Une discussion s'engage sur le contenu du document et il est proposé d'intituler le document « document de réflexions », de remplacer orientations par « commentaires », de ne pas prioriser les commentaires et d'enlever l'énoncé 4 puisque le Comité ne peut en tenir compte.

Attendu que la CARO s'est engagée à ce que l'étude d'impacts et le positionnement préliminaire soient rendus accessibles au personnel de la fonction publique du gouvernement du Québec en Outaouais.

Attendu que ces documents deviendront publics dès leur réception par la CRÉ-O, reconnue comme promoteur et partenaire dans ladite démarche:

M. Jeffrey MacHan, secondé par
Monsieur Jean-Bernard Céré propose

Que le plan de communication interne retenu par les membres de la CARO soit le suivant :

- Que le *sommaire exécutif* et le *document de réflexion* de la CARO soient accessibles à tous les membres de la fonction publique de la région et ce, dès 15h00 le lundi 15 décembre 2008.
- Que ces documents soient acheminés aux autorités du MAMR au ministre du Secrétariat au Conseil du trésor et au ministre responsable de la région de l'Outaouais.
- Que ces documents soient expédiés par la Direction régionale du MAMR à chacun des membres de la CARO et que ceux-ci se chargent de relayer ces documents à leurs autorités ministérielles respectives et à leur personnel.

Que le Comité de travail soit mandaté pour rencontrer le caucus des députés provinciaux de la région afin de présenter l'étude d'impact et le positionnement préliminaire et ce, dès janvier 2009.

Adopté à l'unanimité

10. Comité CARO sur la ruralité

M. Pierre Ricard fait une courte présentation sur le sujet, précisant l'état d'avancement des Pactes ruraux pour la deuxième année de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 et des projets retenus à titre de Produits de spécialité. La liste des laboratoires ruraux retenus pour le deuxième appel de projets n'est pas encore connue. L'Outaouais souhaite obtenir un projet pour ce deuxième appel. Nous espérons connaître les heureux récipiendaires dans les prochaines semaines.

La date limite pour le dépôt de la lettre d'intention d'un promoteur pour présenter un projet au troisième appel pour les projets de laboratoires ruraux se termine le lundi 5 janvier 2009, 16h30.

Tous les promoteurs ayant déposés un projet lors du deuxième appel ont été avertis par lettre qu'ils bénéficieraient d'un sursis au 5 janvier pour manifester à nouveau l'intention de présenter leur projet.

11. Commissions de la CRÉO

Les représentants de la CARO sur ces commissions font le point des travaux :

- Protection de l'environnement, aménagement du territoire et transport – Yves Lévesque
- Développement économique et emploi – Jeffrey MacHan
- Culture, loisir et sports – Danielle Dubé
- Éducation, recherche et science – Hélène Audet

Le président remercie les représentants de la CARO pour leur présentation.

12. Autres sujets :

- Campagne Entraide en Outaouais

La campagne s'est déroulée dans trois secteurs : Hydro Québec. Le Casino et la fonction publique québécoise. Les activités se termineront le 10 décembre 2008. L'objectif visé sera plus difficile à atteindre vu la diminution des effectifs, le ralentissement de l'économie et la multiplication des demandes d'entraide à la population pour la période des Fêtes. Néanmoins, M. Ricard est confiant que l'objectif sera atteint.

Le président remercie tous les bénévoles des ministères qui ont bien voulu investir du temps pour mener à bien l'opération.

- La prochaine réunion de la CARO aura lieu le 2 février 2009. Le président demande de bien réserver cette date.

La liste des sujets étant épuisée, l'assemblée est levée à 12 h15.

Rencontre de la CARO Ordre du jour

DATE: Le 2 février 2009
HEURE: 8h30
LIEU: Édifice Jos Montferrand
Salle RC 700 A & B
170, rue de l'Hôtel-de-Ville
Gatineau, Québec

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour – (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 8 décembre 2008 – (5 minutes)
4. Plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées (1h00)

PAUSE

5. Rapport et suivi du président – (15 minutes)
 - 5.1 Étude d'impact de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale
 - 5.2 Comité économique de la CARO – (J. MacHan 10 minutes)
6. Rapport du directeur général de la CRÉO – (15 minutes)
7. Commissions de la CRÉO - résumé des représentants de la CARO (30 minutes)
8. Comité CARO sur la ruralité - (P. Ricard 10 minutes)
9. Autres sujets :
 - Recrutement collégial (26 janvier – 20 février)
 - Activité – Journée internationale des femmes (10 mars)
 - Atelier de leadership (13 mars)
 - Programme d'accueil gouvernemental (PAG) (20 mai)
 - Prochaine réunion le lundi 23 mars 2009

Fin de la réunion 12h15

**COMPTE RENDU DE LA CARO
PROJET**

2 FÉVRIER 2009

PAS DISPONIBLE .

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

Réunion du 5 septembre 2008

de 9 h 30 à 15 h 30

Salle Chamonix – Motel Alpin

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 45	3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 28 mars 2008		x	Denis Moffet	Joint
10 h 00	4. Suivi de la rencontre spéciale sur les questions autochtones du 31 janvier 2008	x		Denis Moffet	Joint
10 h 15	5. Suivis des comités de la CAR 5.1 Table économique de la CAR 5.2 Comité sur la régionalisation 5.3 Comité de suivi du Forum des Premières Nations	x x x		Gilles Quintal Denis Moffet Denis Moffet	
10 h 30	6. Dossier « ressources humaines » 6.1 État de situation sur les différentes problématiques en gestion de ressources humaines de la fonction publique du Québec en A-T – document final 6.2 Dossier à déposer au ministre responsable de la région, M. David Whissell 6.3 Dossier à déposer à la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT)		x x x	Julie Lefebvre Denis Moffet Denis Moffet	Joint
11 h 15	7. Municipalités dévitalisées 7.1 Fonds de soutien aux territoires en difficulté et Fonds d'aide aux municipalités monoindustrielles 7.2 Plan d'action	x x		Denis Moffet Gilles Quintal Denis Moffet	
11 h 30	DÎNER-ÉCHANGES Invité : M. David Whissell, ministre du Travail et ministre responsable de l'Abitibi-Témiscamingue				
13 h 00	8. Politique de la ruralité 8.1 Laboratoires ruraux 8.2 Produits de spécialités 8.3 Communautés rurales branchées 8.4 Adaptation de l'action gouvernementale à la ruralité	x x x x		Denis Moffet Denis Moffet Denis Moffet Denis Moffet	
14 h 00	9. Présentation du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois	x		Lyne Charland	
15 h 00	10. Ententes spécifiques	x		Denis Moffet	
15 h 10	11. Autres affaires 11.1 Colloque régional sur la sécurité civile				

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
	11.2 Conférence de presse du ministre David Whissel 11.3 Semaine de la justice 11.4 Activités de formation à venir				
15 h 20	12. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
15 h 30	13. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Rencontre du 5 septembre 2008
Motel Alpin, Salle Chamonix
Rouyn-Noranda

Étaient présent(e)s	
Charland, Line	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Dignard, Nathalie	Hydro-Québec – Direction régionale La Grande Rivière
Drolet, Yves	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Edger, Lynn	Ministère de la Famille et des Aînés
Laforge, Gracia	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Lecours Claude	Services Québec
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Ménard, Suzanne	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Paré, Jacques	Emploi-Québec
Plante, Diane	Ministère de la Justice – Services judiciaires
Quintal, Gilles	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie

Étaient invité(e)s	
David Whissel	Ministre du Travail et ministre responsable de la région des Laurentides, de la région de Lanaudière et de la région de l'Abitibi-Témiscamingue
Yvon Frenette	Attaché politique régional responsable de l'Abitibi-Témiscamingue
Cayer, Mélanie	Attachée de presse bureau de comté de Lachute et responsable des communications - dossiers Abitibi-Témiscamingue

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Rencontre du 5 septembre 2008
Motel Alpin, Salle Chamonix
Rouyn-Noranda

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales et des Régions

Étaient présent(e)s	
Charland, Line	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Dignard, Nathalie	Hydro-Québec – Direction régionale La Grande Rivière
Drolet, Yves	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Edger, Lynn	Ministère de la Famille et des Aînés
Laforge, Gracia	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Lecours Claude	Services Québec
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Ménard, Suzanne	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Paré, Jacques	Emploi-Québec
Plante, Diane	Ministère de la Justice – Services judiciaires
Quintal, Gilles	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie

Étaient invité(e)s	
David Whissel	Ministre du Travail et ministre responsable de la région des Laurentides, de la région de Lanaudière et de la région de l'Abitibi-Témiscamingue
Yvon Frenette	Attaché politique régional responsable de l'Abitibi-Témiscamingue
Cayer, Mélanie	Attachée de presse bureau de comté de Lachute et responsable des communications - dossiers Abitibi-Témiscamingue

Étaient absent(e)s	
	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale du Centre de contrôle environnemental de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Allie, Robert	Office des personnes handicapées
Arsenault, Gilles	Régie des rentes du Québec
Bélanger, Monique	Commission de la santé et de la sécurité du travail
Bilodeau, Louise	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Carbonneau, Guy	Société de l'assurance automobile du Québec – Service du contrôle routier
Courtemanche, Réal R.	Société de l'assurance automobile du Québec – Permis de conduire, immatriculation et évaluation des conducteurs
Fortin, Marc	Régie du bâtiment du Québec
Giroux, Lise	Curateur public
Hannaburg, Daniel	Société d'habitation du Québec

Étaient absent(e)s	
Laveaux, Jean	Investissement Québec
Leclair, Yves	Office de la protection du consommateur
Marquis, Robert	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune – Géologie Québec
Martel, Serge	Société des établissements de plein air du Québec – Réserve faunique La Vérendrye
Messier, Sylvie	Ministère de la Sécurité publique – Direction territoriale des services correctionnels
Montour, Eugène	Société immobilière du Québec
Neveu, Claude	Office québécois de la langue française
Paré, Roger	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, secteur loisir et sport
Perron-Maranda, François-Xavier	Secrétariat aux affaires autochtones
Quesnel, Stéphanie	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Rioux, Martine	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Royal, Louise	Ministère du Revenu – Direction des services à la clientèle des entreprises de Revenu Québec pour Montréal et le Nord et l'Ouest du Québec
Santucci, Anacleto	Régie du logement
St-Amour, Lise	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Vallée, Ghislain	Commission des normes du travail
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet souhaite la bienvenue et souligne la présence de nouveaux membres. Il invite chaque personne à se présenter.

Il rappelle que le ministre David Whissell est attendu vers 11 h 30.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le projet d'ordre du jour a été transmis avec l'avis de convocation. M. Moffet en fait la lecture et indique que le point 9 est reporté à la prochaine rencontre, les personnes devant présenter ce dossier n'ayant pas été en mesure de se rendre disponibles.

Il est proposé par M^{me} Diane Plante, appuyée par M. Jacques Viger, et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour en ajoutant au point 11.- Autres affaires :

- 11.1 Colloque régional sur la sécurité civile
- 11.2 Conférence de presse du ministre David Whissell
- 11.3 Semaine de la justice
- 11.4 Activités de formation à venir

3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 28 MARS 2008

Le compte rendu de la dernière rencontre a été transmis avec l'avis de convocation. Les membres en ayant pris connaissance au préalable, M. Moffet en fait une lecture synthèse.

Il est proposé par M^{me} Nathalie Dignard, appuyée par M. Marc Dickey, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que rédigé.

Les sujets demandant un suivi sont à l'ordre du jour de la rencontre sauf le dossier « Centre interministériel régional des services partagés ». Le bilan final de ce projet a été expédié aux membres de la CAR avec l'avis de convocation. M. Yves Coutu précise que les ministères concernés ont mis fin à ce projet expérimental parce que la structure proposée n'était pas adéquate et la volonté gouvernementale d'implanter un tel service n'était pas suffisamment présente. Un nouveau comité de travail national avait été mis en place pour revoir la formule toutefois, les travaux de ce comité semblent avoir été mis en veilleuse pour le moment.

Plusieurs membres exposent des situations démontrant que, dans leur organisation, la volonté gouvernementale est de centraliser les services administratifs et, qu'à cet effet, des actions sont déjà amorcées. Il est mentionné que la réduction des effectifs occasionnée par les départs à la retraite vient augmenter le risque de voir disparaître tous les services de proximité. Pour tenter de préserver ces services, il est demandé que la CAR prépare un dossier faisant état de la situation et interpelle la TGAT sur cette question.

D'autre part, les membres discutent des politiques d'achat en région. Plusieurs ministères sont autorisés à acheter en région cependant, aucune négociation n'ayant été entreprise avec les fournisseurs locaux, les prix ne sont pas compétitifs. De plus, chaque ministère devant négocier à la pièce avec chacun des fournisseurs, cette façon de faire a pour effet de multiplier les démarches et de limiter les possibilités de négociations sur un volume d'achat intéressant. Afin d'éviter le dédoublement, d'obtenir de meilleurs prix et de favoriser l'achat local, il est suggéré que des ententes soient négociées avec certains fournisseurs locaux, et ce, pour l'ensemble des ministères en région. À cet effet, un comité de travail est constitué afin de déterminer plus précisément les besoins, d'évaluer le volume d'achat et de définir les meilleurs moyens pour régler cette problématique. Le comité de travail est formé de : M^{mes} Édith van de Walle, Diane Plante et Marie-Josée Marcoux et de M. Denis Moffet. M^{me} Louise Lafortune, ex-responsable du projet pilote sur les services partagés, sera invitée à participer aux travaux. M^{me} Édith van de Walle accepte de piloter les travaux de ce comité et d'en convoquer les membres.

Enfin, en regard des problématiques de recrutement de la main-d'œuvre, M^{me} Julie Lefebvre donne les grandes lignes des interventions réalisées et futures de « Valorisation Abitibi-Témiscamingue » : vaste enquête sur la perception des individus face à la région, activités ciblées de promotion de la région à travers différents événements, développement d'un site Internet avec une section ressources humaines et forum d'échanges d'information pour placement des conjoints, création de liens avec divers recruteurs, etc. M^{me} Lefebvre propose de faire une présentation plus détaillée des travaux de Valorisation Abitibi-Témiscamingue et des résultats de l'enquête lors de la prochaine rencontre.

4. SUIVI DE LA RENCONTRE SPÉCIALE SUR LES QUESTIONS AUTOCHTONES DU 31 JANVIER 2008

En ce qui a trait à la mise en place d'un comité de partenaires, gouvernement et CRÉ, pour mieux soutenir ou accompagner la communauté de Kitcisakik dans la réponse aux besoins qu'elle exprime, le SAA doit être relancé à ce sujet.

Un comité de travail devait aussi être constitué afin d'identifier les besoins et les éléments pertinents pour répondre aux problématiques du milieu autochtone. À cet effet, les personnes ayant signifié leur intérêt n'ont pas encore été réunies. Le départ de M^{me} Johanne Lacasse de la CRÉ occasionnera un nouveau délai dans le cheminement de ce dossier. Dès qu'une nouvelle personne ressource sera nommée, elle sera rencontrée à ce sujet.

Les membres souhaitent qu'une deuxième rencontre spéciale sur les questions autochtones soit organisée d'ici mars 2009. La disponibilité du SAA sera vérifiée. Il est demandé que l'ordre du jour de cette rencontre permette et de faire le point sur les travaux et d'aller plus loin dans la connaissance du milieu autochtone.

5. SUIVIS DES COMITÉS DE LA CAR

5.1 TABLE ÉCONOMIQUE DE LA CAR

M. Gilles Quintal fait un résumé des travaux de cette table. Il souligne que d'excellents projets porteurs ont été financés dans le cadre des comités de diversification. Chaque comité disposait d'une enveloppe de 250 000 \$ par année, sur une période de trois ans, période venant à échéance le 31 mars 2009. La presque totalité des enveloppes a été utilisée.

En ce qui a trait aux créneaux, le ministre David Whissel doit annoncer dans la journée la signature de l'entente portant sur les systèmes de construction en bois (SCISA). Le plan stratégique de développement de ce créneau a été déposé et un directeur général doit être recruté. D'autre part, une rencontre entre le ministre Bachand et les présidents des différents créneaux a été tenue en juin afin de faire le point sur ce dossier. Environ trente créneaux ont déjà été acceptés.

Mme Monik Duhaime soulève la question des projets d'infrastructure dont les coûts sont plus élevés d'environ 30 % en région. Cette situation fait en sorte que pour chaque projet, une dérogation doit être demandée ayant pour conséquence de faire stagner les projets. Différents exemples sont apportés et on se questionne sur l'existence d'indices de coûts moyens par région démontrant la nécessité de procéder à des ajustements. Compte tenu des effets pervers qu'entraîne cette situation, Mme Duhaime suggère que les membres de la Table économique de la CAR examinent ce dossier. M. Quintal propose de documenter la question pour la prochaine CAR.

Dans le cadre du dossier Innovation, la stratégie se met en place. Dès l'automne, la formation sera dispensée et sera suivie du ciblage des entreprises innovantes.

En terminant, M. Quintal fait état de l'avancement de quelques projets économiques.

5.2 COMITÉ SUR LA RÉGIONALISATION

Le dossier de la régionalisation n'a pas progressé. Il est toujours en attente d'être présenté à la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT). Les membres de cette Table ne se sont pas réunis depuis plusieurs mois.

5.3 COMITÉ DE SUIVI DU FORUM DES PREMIÈRES NATIONS

Ce comité a été prévu pour assurer le suivi des engagements gouvernementaux découlant du Forum socioéconomique des Premières Nations. Le départ de Mme Lacasse de la CRÉ repousse la mise en œuvre de ce comité.

6. DOSSIER « RESSOURCES HUMAINES »

6.1 ÉTAT DE SITUATION SUR LES DIFFÉRENTES PROBLÉMATIQUES EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC EN A.-T. – DOCUMENT FINAL

M^{me} Julie Lefebvre discute avec les membres de la CAR des différentes problématiques présentées dans le document final transmis avec l'avis de convocation.

À la suite des échanges, il est convenu que le document sera remis au ministre en spécifiant qu'il constitue une base pour amorcer les discussions. Ce dernier sera toutefois bonifié en y ajoutant la problématique des salaires non concurrentiels dans les emplois de spécialité ainsi qu'en démontrant les impacts, sur la région et ses citoyens, du départ à la

retraite de 12 % des effectifs de la fonction publique dans la prochaine année, et ce, alors qu'une personne sur deux sera remplacée.

Le document final sera transmis à la direction centrale du Centre de services partagés du Québec.

6.2 DOSSIER À DÉPOSER AU MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION, MONSIEUR DAVID WHISSELL

- Présenter les grandes problématiques de recrutement de la région dans son contexte actuel de pénurie d'emploi et d'un taux de chômage avoisinant le 5,7 %.
- Illustrer les impacts du manque d'effectifs sur la population de la région (ex. : projets annulés, délais dans les services, autres).
- Faire valoir l'urgence de moderniser le processus de recrutement.
- Rappeler que la règle du 1/2 ne peut être applicable dans les régions puisque ces dernières offrent un service direct à la clientèle.
- Proposer que l'Abitibi-Témiscamingue soit projet pilote pour expérimenter des solutions adaptées aux régions.

6.3 DOSSIER À DÉPOSER À LA TABLE GOUVERNEMENTALE AUX AFFAIRES TERRITORIALES (TGAT)

Advenant une reprise des activités de la TGAT, il est proposé d'y déposer le document « État de situation sur les problématiques de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Québec en Abitibi-Témiscamingue ».

À défaut d'une rencontre de cette instance, il est convenu que le dossier sera transmis à M. Robert Sauvé, président de la TGAT, ainsi qu'aux présidentes et présidents de CAR des autres régions.

7. MUNICIPALITÉS DÉVITALISÉES

7.1 FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES EN DIFFICULTÉ ET FONDS D'AIDE AUX MUNICIPALITÉS MONOINDUSTRIELLES

Au cours des deux dernières années, les Fonds étaient attribués pour aider les territoires en difficulté, particulièrement ceux touchés par la crise forestière ou par la fermeture définitive d'une usine. En région, quatre MRC ont été reconnues comme tel et sept comités ont été mis en place. Les activités de ces comités étaient soutenues financièrement par le MAMR alors que le MDEIE finançait les projets retenus.

7.2 PLAN D'ACTION

La Fédération québécoise des municipalités a demandé que les municipalités les plus dévitalisées soient soutenues. L'indice de dévitalisation à cet égard a été fixé à -5. Basé sur les données de 2001, le premier exercice de classification identifiait 173 municipalités plus dévitalisées. Lorsque les données de 2006 seront disponibles, la classification sera révisée. La réduction du nombre de municipalités au terme des fusions ainsi que l'amélioration ou la détérioration de la situation de certaines d'entre elles sont parmi les principaux éléments pouvant faire varier le nombre de municipalités plus dévitalisées. À ce moment-ci, on peut penser que le nombre total sera inférieur à 173.

La liste officielle des municipalités les plus dévitalisées devrait être rendue publique dans les semaines à venir. Un plan d'action est en élaboration. Neuf ministères sont concernés. De nouvelles mesures devraient s'ajouter à celles déjà existantes pour supporter ces municipalités.

DINER-ÉCHANGES

Invité : M. David Whissell, ministre du travail et ministre responsable de la région des Laurentides, de la région de Lanaudière et de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

M. Moffet souhaite la bienvenue au ministre Whissell et le remercie de prendre le temps de venir rencontrer les membres de la CAR.

M. Whissell rappelle qu'il a été nommé ministre responsable de l'Abitibi-Témiscamingue par le premier ministre M. Jean Charest et, qu'à ce titre, il doit s'assurer que la région n'est pas laissée pour compte. M. Yvon Frenette fait le lien entre la région et son cabinet. Il souligne l'excellente collaboration entre le politique et l'administratif et exprime le souhait que cette collaboration se poursuive pour permettre de bien cerner les problèmes et de faire avancer les dossiers.

M. Moffet indique au ministre que les membres de la CAR souhaitent lui faire part de leurs préoccupations en matière de gestion des ressources humaines. Servant de base à la discussion, un document faisant état des différentes problématiques et des solutions possibles lui est remis. M. Moffet précise que les problématiques identifiées ont des conséquences

importantes sur la capacité des directions régionales de rencontrer leurs responsabilités gouvernementales et, par conséquent, de répondre adéquatement aux attentes et besoins de la population. Il invite M^{me} Julie Lefebvre à présenter le dossier.

M^{me} Lefebvre précise que la fonction publique offre des services à la région par l'entremise d'une quarantaine de ministères et d'organismes dont plus de la moitié dispose de moins de dix employés. Tel que démontré dans le document, la gestion de cette fonction publique est affectée par différentes variables régionales mais aussi par certains éléments de fonctionnement du Conseil du Trésor.

Cinq problématiques ont été identifiées par la région et pour chacune d'entre elles, M^{me} Lefebvre fournit les précisions et exemples nécessaires à leur compréhension :

- Gestion des listes de déclaration d'aptitudes;
- Reconnaissance des besoins de tenue de concours;
- Difficulté de recruter du personnel spécialisé et stratégique;
- Mesure d'allègement de l'embauche de membres de groupes cibles en région éloignée;
- Réduction de la taille de l'État.

M^{me} Lefebvre termine son exposé en faisant ressortir les solutions proposées.

Au terme de la présentation, le ministre Whissell demande que lui soit acheminé un tableau des départs à l'extérieur de la fonction publique et, si possible, un tableau des postes actuels non comblés. M^{me} Lefebvre précise que le tableau des départs n'est pas exhaustif puisqu'il ne tient pas compte des mutations.

M. Whissell quitte à 13 h 15.

8. POLITIQUE NATIONALE DE LA RURALITÉ

8.1 LABORATOIRES RURAUX

M. Moffet mentionne que neuf projets en provenance de la région ont été présentés lors du deuxième appel de projets. Il souligne que l'Abitibi-Témiscamingue est la région ayant déposé le plus grand nombre de projets. Les projets retenus par le jury de sélection devraient être annoncés en octobre.

M. Moffet remercie les ministères qui ont produit des avis sectoriels.

8.2 PRODUITS DE SPÉCIALITÉS

Une enveloppe de 100 000 \$ est disponible pour l'année 2008-2009. Cette mesure ne semble pas être très populaire en région.

8.3 COMMUNAUTÉS RURALES BRANCHÉES

Presque toutes les municipalités sont maintenant branchées, y compris les communautés autochtones. Toutefois, le branchement à l'extérieur des limites des villages demeure problématique.

Le programme pour étendre le réseau jusqu'aux résidences situées dans les rangs et sur les bords des lacs est à se mettre en place. Ce programme comporte aussi un volet pour la couverture cellulaire.

Présentement, les compagnies privées mais aussi GIRAT tentent de se positionner dans ce secteur.

8.4 ADAPTATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE À LA RURALITÉ

Dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité, les spécificités des milieux ruraux doivent être examinées afin de pouvoir adapter la desserte gouvernementale à celles-ci. Les éléments d'enquête portent sur : la qualité de la desserte, les attentes des milieux et les améliorations à apporter. Les ministères seront possiblement sollicités dans les prochaines semaines pour actualiser et, s'il y a lieu, bonifier le premier portrait réalisé il y environ 5 ans.

À la suite de cette information, M. Yves Drolet exprime le souhait qu'une discussion ait lieu à la CAR sur la question des règlements municipaux versus les schémas d'aménagement. Il souhaiterait recevoir des informations et pouvoir échanger sur les critères, les orientations gouvernementales et les problématiques en lien avec ces sujets.

Bien que cette question relève davantage de l'occupation du territoire, il semble que l'enquête qui sera menée pourrait répondre à certains questionnements. Il est convenu de procéder dans un premier temps à l'enquête et de revoir la nécessité des échanges en fonction des résultats de celle-ci.

9. PRÉSENTATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE QUÉBÉCOIS

Cette présentation est reportée à la prochaine rencontre.

10. ENTENTES SPÉCIFIQUES

Le tableau de suivi des ententes spécifiques est déposé et commenté par M. Moffet.

11. AUTRES AFFAIRES

11.1 COLLOQUE RÉGIONAL SUR LA SÉCURITÉ CIVILE

M. Jacques Viger invite les membres à participer au 1^{er} colloque organisé en Abitibi-Témiscamingue sur la sécurité civile. Celui-ci se tient le 18 septembre et s'adresse à toutes les municipalités ainsi qu'à tous les ministères et organismes du gouvernement.

Il mentionne que, à chaque année, tous sont aussi invités au colloque national qui se tient en février.

11.2 CONFÉRENCE DE PRESSE DU MINISTRE DAVID WHISSEL

Le ministre a convoqué une conférence de presse en après-midi pour annoncer la signature de l'entente spécifique SCISA - système de construction en bois.

11.3 SEMAINE DE LA JUSTICE

M^{me} Diane Plante annonce qu'à la fin de mars 2009 se tiendra la semaine de la justice. Les clientèles visées lors de cet événement seront plus spécifiquement les jeunes autochtones et les personnes aînées.

11.4 ACTIVITÉS DE FORMATION À VENIR

M^{me} Julie Lefebvre, en collaboration avec la Table des ressources humaines, a planifié des activités de développement pouvant répondre à des besoins spécifiques de formation.

Les activités à venir :

- La santé mentale (6 octobre 2008) – Table patronale de concertation en santé et sécurité du travail;
- Turbulence à bord (gestion de conflit) (7 novembre 2008) - Centre québécois du leadership
- Maîtriser l'art de parler en public (durée 2 jours)
- Écriture de textes structurés et ciblés (janvier 2009)
- Atelier du leadership (20 février 2009)
- Programme d'accueil gouvernemental pour les nouveaux employés (27 février 2009)
- Pour plus de confort en gestion du rendement (14 avril 2009)
- Le pouvoir de la crédibilité (crédibilité de l'organisation et des personnes) (5 juin 2009)

12. PROCHAINE RENCONTRE

La date retenue pour tenir la prochaine rencontre régulière de la CAR est le 28 novembre.

13. LEVÉE DE LA RENCONTRE

L'ordre du jour étant épuisé, il est proposé par M. Jacques Viger, appuyé par M^{me} Marie-Josée Marcoux, de lever la rencontre à 14 h 45.

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

Réunion du 9 janvier 2009
de 9 h 30 à 15 h 30
Salle Raglan – Hôtel Best Western Albert Centre-Ville
84, avenue Principale

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption et suivis du compte rendu de la rencontre du 5 septembre 2008		x	Denis Moffet	Joint
10 h 00	4. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées 4.1 Présentation du plan d'action 4.2 Les municipalités visées en Abitibi-Témiscamingue 4.3 Suivis et stratégie régionale	x x	x	Robert Sauvé Denis Moffet Denis Moffet Josée Godbout	
11 h 45	Dîner libre				
13 h 15	5. Dossier régionalisation			Denis Moffet	
13 h 30	6. Dossier « ressources humaines » 6.1 «État de situation sur les différentes problématiques en gestion de ressources humaines de la fonction publique du Québec en Abitibi-Témiscamingue » 6.2 Période d'échanges 6.3 Prochaines étapes	x x	x	Julie Lefebvre Denis Moffet Denis Moffet	
14 h 30	7. Centre de services partagés 7.1 Implantation du programme « Cent jours » 7.2 Projet de formations à la carte 7.3 Possibilité d'un concours « cadre 4 »	x x x		Julie Lefebvre Julie Lefebvre Julie Lefebvre	
14 h 45	8. Suivis de la Table économique de la CAR	x		Gilles Quintal	
15 h 00	9. Ententes spécifiques – tableau	x		Denis Moffet	
15 h 10	10. Autres affaires 10.1 10.2 10.3				
15 h 25	11. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
15 h 30	12. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Rencontre du 9 janvier 2009
Hôtel Albert, Salle Raglan
Rouyn-Noranda

Étaient présent(e)s	
Barrette, Marie-Claude	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Bilodeau, Louise	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Charland, Line	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Dignard, Nathalie	Hydro-Québec – Direction régionale La Grande Rivière
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Gingras, Normand	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Iracà, Jean	Ministère des Transports
Lacasse, Claude	Office des personnes handicapées
Laforge, Gracia	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Lecours Claude	Services Québec
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Marquis, Robert	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune – Géologie Québec
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Montour, Eugène	Société immobilière du Québec
Quintal, Gilles	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Riou, Francis	Emploi-Québec
Rioux, Martine	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie

Étaient invité(e)s	
Sauvé, Robert Sous-ministre associé	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Josée Godbout	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue du 26 janvier n'est pas disponible.

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

Reunion spéciale sur les questions autochtones

Le 13 mars 2009 de 9 h 30 à 15 h 30
Centre de congrès de Rouyn-Noranda
Salle La Coulée d'or (#3)

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR
9 h 30	1. Ouverture de la rencontre
9 h 35	2. Examen de l'ordre du jour
9 h 40	3. Retour sur la rencontre du 31 janvier 2008
10 h 00	4. Information du Secrétariat aux affaires autochtones 4.1 Situation générale de l'algonquie et état des discussions avec les communautés 4.2 État de lieux - Kitcisakik 4.3 Question métisse au Québec
12 h 00	DINER LIBRE
13 h 15	5. Les relations des membres avec les communautés autochtones – Tour de table
14 h 45	6. Identification des besoins de formation des membres et de leurs équipes
15 h 00	7. Suivis à apporter à la présente rencontre
15 h 15	8. Autres affaires 8.1 8.2
15 h 30	9. Fin de la rencontre

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue du 13 mars n'est pas disponible.

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue du 13 mars 2009 n'est pas disponible en date du 24 mars 2009.

RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Mercredi, le 7 mai 2008
Heure : 9 h 30 à 16 h 00
Endroit : Salon Basque, Hôtel Sept-Îles

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

- | | |
|---------|--|
| 9 h 30 | 1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences;
1.1 Accueil des nouveaux membres. |
| | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour; |
| | 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 6 mars 2008; |
| | 4. Suites au compte rendu; |
| 9 h 45 | 5. Rapport de la consultation régionale sur le livre vert portant sur le nouveau régime forestier (Patrick Hamelin) |
| 10 h 00 | 6. Informations de la direction régionale du MAPAQ (Alain Côté) :
6.1 Plan d'action ministériel pour l'industrie des pêches et de l'aquaculture;
6.2 Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture. |
| 10 h 30 | Pause |
| 10 h 45 | 7. Présentation de la Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka (Jean-Philippe L. Messier) |
| 11 h 45 | 8. Harmonisation des pratiques de consultation des communautés autochtones (Normand Laprise) |
| 12 h 00 | Pause pour le dîner |
| 13 h 15 | 9. Information du ministère du Tourisme (Jean-Luc Bessette) :
9.1 Aide stratégique au produit touristique;
9.2 Entente de partenariat régional en tourisme. |
| 13 h 30 | 10. Informations du Centre de services partagés (Sylvie Michaud) :
10.1 Exercice de gestion prévisionnelle de main-d'œuvre;
10.2 Programme d'accueil gouvernemental;
10.3 Activités de formation à venir. |
| 13 h 45 | 11. Information du MDDEP (Nadine Bégin) :
11.1 Dossier des algues bleu-vert. |
| 14 h 00 | 12. Informations du MDEIE (Yves Melançon) :
12.1 État de situation du projet ACCORD en région;
12.2 Programme d'aide aux villes mono-industrielles. |

Horaire prévu

- | | |
|---------|--|
| 15 h 00 | 13. Le point sur les ententes spécifiques en région (Gaétan Gauthier) |
| 15 h 30 | 14. Discussion sur la désignation d'un cadre gouvernemental responsable de la coordination interministérielle en région en cas de forces majeures (grève, sinistre, etc...); |
| 15 h 45 | 15. Affaires nouvelles :
15.1
15.2
15.3 |
| | 16. Date et lieu de la prochaine réunion; |
| 16 h 00 | 17. Fin de la rencontre. |

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le 7 mai 2008
Heure : 9 h 30
Endroit : Salle Grande Basque
Hôtel Sept-Îles
451, avenue Arnaud, Sept-Îles
Rédigé par : _____
Éric Guillemette

Étaient présents :

Mme Françoise Aubry	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Mme Nadine Bégin	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Michel Bérubé	Ministère des Transports
M. Jean-Luc Bessette	Ministère du Tourisme
M. Luc Bourassa	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
M. Alain Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Jean-Pierre Dallaire	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
Mme Nicole Demers	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
M. Alain Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Gaétan Gauthier	Ministère des Affaires municipales et des Régions
M. Éric Guillemette	Ministère des Affaires municipales et des Régions
M. Patrick Hamelin	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M. Normand Laprise	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
M. Yves Melançon	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Mme Sylvie Michaud	Centre de services partagés du Québec
M. Jacques Tremblay	Ministère des Affaires municipales et des Régions

Étaient absents :

M. René-Jean Banville	Régie du logement
Mme Caroline Beaulieu	Secrétariat aux Affaires autochtones
Mme Suzie Beaulieu	Ministère des Relations internationales
M. François Bélanger	Société immobilière du Québec
M. Georges Blais	Ministère de la Sécurité publique (Secteur services correctionnels)
M. Réginald Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M. Cédric Champagne	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
M. Paul Charbonneau	Ministère de la Justice, DR services judiciaires et palais de justice Côte-Nord
M. Jacques Chiasson	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
M. Réal Delisle	Ministère de la Sécurité publique
Mme Sylvie Desrosiers	Revenu Québec
Mme Marilyn Émond	Office des personnes handicapées du Québec
Mme Martine Lapierre	Hydro-Québec
Mme Marie Leclerc	Ministère de la Famille et des Aînés
M. Éric Marquis	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Mme Karine Noël	Investissement Québec
M. Roger Paré	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (Loisir et sport)
Mme Françoise Richard	Conseil du statut de la femme

Copie à :

Membres de la CAR

DÉTAILS

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La réunion débute à 9 h 30.

Monsieur Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants.

Il procède par la suite à un tour de table pour permettre à chacun des participants de se présenter.

2. Accueil des nouveaux membres

Monsieur Tremblay souhaite la bienvenue à M. Michel Bérubé, récemment nommé directeur régional du ministère des Transports.

3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Monsieur Jacques Tremblay présente le projet d'ordre du jour :

L'ordre du jour est adopté tel que présenté.

4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 3 mars 2008 :

Monsieur Gaétan Gauthier, résume les principaux points du compte rendu. Celui-ci est accepté sans modification.

5. Suites au compte rendu

Aucun suivi n'est à effectuer.

6. Rapport de la consultation régionale sur le livre vert portant sur le nouveau régime forestier

Monsieur Patrick Hamelin, directeur de la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord, fait le bilan de la consultation régionale sur le livre vert portant sur le nouveau régime forestier. Il remet aux participants un document intitulé : «Recommandations de la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord portant sur le livre vert sur la modernisation du régime forestier». Il mentionne que la position de la CRÉ tient compte des commentaires émis lors de la consultation et de la réflexion de la CRÉ à ce sujet.

Monsieur Normand Laprise complète l'information fournie par M. Hamelin. Il précise notamment que, suite au dépôt des rapports des CRÉ, des comités de travail ont été créés pour l'élaboration d'une proposition de régime forestier et qu'une loi établissant ledit régime devrait être adoptée en décembre.

7. Informations de la direction régionale du MAPAQ

Monsieur Alain Côté, directeur régional du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, présente aux participants les grandes lignes du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et du Plan d'action ministériel pour l'industrie des pêches et de l'aquaculture commerciales. Une copie de ce dernier est remise aux participants.

8. Présentation de la Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka

Monsieur Jean-Philippe Messier présente la Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka. Il présente notamment le concept de réserve mondiale de la biosphère et les enjeux de développement durables sur le territoire de la réserve manicoise.

9. Harmonisation des pratiques de consultation des communautés autochtones

Monsieur Laprise propose que le comité sur l'aménagement du territoire de la CAR fasse un inventaire des pratiques de consultation des communautés autochtones des ministères et voit à l'harmonisation de celles-ci dans un souci de cohérence gouvernementale. Les membres

DÉTAILS

présents se prononcent en faveur de cette proposition.

10. Information du ministère du Tourisme

Monsieur Jean-Luc Bessette présente les grandes lignes de deux programmes dont la gestion est assumée par le ministère du Tourisme : l'aide stratégique aux projets touristiques et les ententes de partenariat.

11. Informations du Centre de services partagés

Madame Sylvie Michaud mentionne qu'une consultation des gestionnaires sera menée cet automne afin de dresser un portrait qualitatif de la main-d'œuvre de la fonction publique. Elle mentionne également que les activités suivantes auront lieu au cours des prochaines semaines : les sessions d'accueil dans la fonction publique, les ateliers du leadership et les vidéoconférences midi.

12. Information du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Madame Nadine Bégin, directrice du Centre de contrôle environnemental de la Côte-Nord, présente les grandes lignes du plan d'intervention gouvernemental sur les algues bleu-vert 2007-2017 et décrit quelques-unes des actions qu'il prévoit.

13. Informations du MDEIE

Monsieur Yves Melançon présente un état de situation du projet Accord par créneau (Ingénierie des procédés industriels, miniers et métallurgiques, Ressources, sciences et technologies marines, Utilisation et transformation de la forêt boréale, Phytogénétique et production de pommes de terre et de petits fruits nordiques et production, Transport et entreposage d'énergie).

14. Le point sur les ententes spécifiques en région

Monsieur Gaétan Gauthier, de la Direction régionale du ministère des Affaires municipales et des Régions, présente un état de situation des ententes spécifiques signées et en préparation. Les représentants des ministères impliqués complètent l'information au besoin. M. Gauthier remet un document synthèse aux participants.

15. Discussion sur la désignation d'un cadre gouvernemental responsable de la coordination interministérielle en région en cas de force majeure (grève, sinistre, etc.)

Monsieur Tremblay fait une brève mise en contexte. Il distingue deux situations qui nécessitent une façon de faire concertée : les cas de grèves prévues et les cas de tempêtes ou de sinistres.

Monsieur Jean-Pierre Dallaire, directeur régional de Services Québec, est désigné pour vérifier si une directive existe quant à la fermeture des bureaux en cas de force majeure. En l'absence d'une telle directive, les participants souhaitent convenir d'une procédure à suivre. M. Dallaire fera rapport à la CAR lors de la prochaine rencontre.

16. Affaires nouvelles

1) Comité sur l'aménagement du territoire

Monsieur Tremblay effectue un retour sur la rencontre du comité tenue le 7 mai 2008. M. Éric Guillemette présente brièvement les mandats, objectifs, composition et fonctionnement du comité proposés. M. Tremblay mentionne que les membres réunis lors de la rencontre se sont dit d'accord avec ces propositions. Il mentionne également que l'un des premiers mandats du comité sera la réalisation d'un inventaire de tous les plans de développement issus des organismes régionaux et gouvernementaux.

2) Soutien au développement de la Basse-Côte-Nord

Monsieur Gauthier informe les participants qu'une démarche visant à appuyer le développement de la Basse-Côte-Nord a été entreprise. Il présente l'état d'avancement du dossier et précise qu'un mémoire à la CAR contenant des propositions de mesures d'aide sera

DÉTAILS

élaboré par un comité interministériel.

3) Campagne Centraide

Monsieur Luc Bourassa, directeur régional du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, propose la tenue d'une rencontre avec les organismes Centraide de la Côte-Nord pour réfléchir à des moyens pour améliorer les résultats de la campagne Centraide dans la fonction publique. À cette fin, un représentant du secteur est de la Côte-Nord est identifié; il s'agit de M. Alain Gaudreault, directeur régional de l'analyse et de l'expertise du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

17. Date et lieu de la prochaine réunion

Il est convenu de tenir la prochaine rencontre de la CAR dans la MRC de La Haute-Côte-Nord, le 12 juin 2008. Il est suggéré par M. Tremblay que cette réunion soit suivie d'une activité sociale. Cette proposition est acceptée par les membres.

18. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 16 h.

RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Mardi, le 23 septembre 2008
Heure : 9 h 30 à 16 h 00
Endroit : Hôtel Motel Hauterive, 1145 Nouvel, Baie-Comeau

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

- | | |
|---------|--|
| 9 h 30 | 1. Ouverture de la réunion de la CAR et enregistrement des présences :
1.1 Accueil des nouveaux membres. |
| | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour; |
| | 3. Présentation de l'Engagement jeunesse et du plan d'action pour la présente année :
(Karine Dion (Emploi Québec), Josée Parisée (Forum Jeunesse), Francis Turcotte (Engagement Jeunesse); |
| 10 h 15 | 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 7 mai 2008; |
| | 5. Suites au compte rendu :
5.1 Harmonisation des pratiques de consultation des communautés autochtones (Éric Guillemette, MAMR);
5.2 Directive sur la désignation d'un responsable gouvernemental en cas de grève, de tempête et de sinistres (Jean-Pierre Dallaire, Services Québec). |
| 10 h 30 | 6. Informations de la direction régionale MRNF (Normand Laprise, MRNF) :
6.1 Plan Nord;
6.2 Intégration DGR-MRNF. |
| 11 h 00 | 7. Présentation du Groupe de recherche sur les mammifères marins (GREMM) (Patrice Corbeil); |
| 12 h 00 | Pause pour le dîner |
| 13 h 15 | 8. Rapport d'activité de la Table économique de la CAR (Nathalie Arseneault, MDEIE); |
| 13 h 35 | 9. Soutien au développement de la Basse-Côte-Nord (Gaétan Gauthier, MAMR); |
| 14 h 00 | 10. Information du ministère du Tourisme (Jean-Luc Bessette);
10.1 Stratégie de développement des croisières. |
| 14 h 30 | 11. Discussion sur les difficultés de recrutement de professionnels par les directions régionales et les possibilités d'actions régionales à cet égard (Luc Bourassa, MCCCCF); |
| 15 h 00 | Pause |
| 15 h 10 | 12. Lancement de la campagne 2008 Centraide Haute-Côte-Nord- Manicouagan (Christine Brisson et Patrick Ferréro) |
| 15 h 15 | 13. Rapport du groupe de travail de la CAR sur le soutien à la campagne 2008 de Centraide (Luc Bourassa, MCCCCF); |
| 15 h 30 | 14. Affaires nouvelles :
14.1
14.2
14.3 |
| | 15. Date et lieu de la prochaine réunion; |
| 16 h 00 | 16. Fin de la rencontre. |

Veillez noter que cette rencontre sera précédée à 8 h 30 d'une rencontre du comité directeur de l'entente régionale Engagement-Jeunesse, à laquelle sont conviés :

- Mme Nicole Demers, PDG de l'ASSS
- M. Jacques Tremblay, directeur régional, MAMR
- M. Réginald Caron, directeur régional, Emploi Québec
- M. Éric Marquis, directeur régional, MELS
- M. Patrick Hamelin, directeur général, CRÉ Côte-Nord

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le 23 septembre 2008
Heure : 9 h 30
Endroit : Hôtel Motel Hauterive
1145, rue Nouvel, Baie-Comeau
Rédigé par : Éric Guillemette

Étaient présents :

Arseneault Mme Nathalie	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Bessette, M. Jean-Luc	Ministère du Tourisme
Bessette, Mme Marjolaine	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Bourassa, M. Luc	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Caron, M. Réginald	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
Dallaire, M. Jean-Pierre	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
Demers, Mme Nicole	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
Émond, Mme Marilyn	Office des personnes handicapées du Québec
Gauthier, M. Gaétan	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Grenon, Mme Roxane	Ministère de la Famille et des Aînés
Guillemette, M. Éric	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Hamelin, M. Patrick	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
Lapierre, Mme Martine	Hydro-Québec
Laprise, M. Normand	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Larin, M. Marc	Ministère des Transports
Marquis, M. Éric	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Rousseau, M. Dany	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Tremblay, M. Jacques	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Tremblay, M. Pierre	Ministère de la Sécurité publique

Étaient absents :

Beaulieu, Mme Caroline	Secrétariat aux Affaires autochtones
Beaulieu, Mme Suzie	Ministère des Relations internationales
Bégin, Mme Nadine	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Bérubé, M. Michel	Ministère des Transports
Champagne, M. Cédric	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Chiasson, M. Jacques	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Côté, M. Alain	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Delisle, M. Réal	Ministère de la Sécurité publique
Desrosiers, Mme Sylvie	Revenu Québec
Gaudreault, M. Alain	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Michaud, Mme Sylvie	Centre de services partagés du Québec
Noël, Mme Karine	Investissement Québec
Richard, Mme Françoise	Conseil du statut de la femme

Copie : aux membres de la CAR

DÉTAILS

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La réunion débute à 9 h 35.

Monsieur Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants.

Il procède ensuite à un tour de table pour permettre à chacun des participants de se présenter.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Monsieur Jacques Tremblay présente le projet d'ordre du jour.

L'ordre du jour est adopté tel que présenté.

3. Présentation de l'Engagement jeunesse et du plan d'action régional

Mme Karine Dion, d'Emploi-Québec, et M. Francis Turcotte, agent de liaison pour l'Engagement jeunesse, présente l'Engagement jeunesse et les grandes lignes du plan d'action régional. M. Réginald Caron fournit quelques renseignements complémentaires.

M. Jacques Tremblay demande la collaboration des directeurs régionaux dans la réalisation du mandat de l'agent de liaison.

4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 7 mai 2008 :

Monsieur Éric Guillemette, résume les principaux points du compte rendu. Celui-ci est accepté sans modification.

5. Suites au compte rendu

5.1 Comité de la CAR sur l'aménagement du territoire

M. Guillemette informe les participants qu'une rencontre du comité aura lieu dans les prochaines semaines et qu'un inventaire des documents de planification en aménagement du territoire est en cours de réalisation.

M. Guillemette mentionne également qu'un comité de travail, composé de représentants du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, du ministère des Transports, du ministère des Affaires municipales et des Régions et du Secrétariat aux affaires autochtones sera formé afin d'établir un mécanisme d'harmonisation des pratiques ministérielles de consultation des communautés autochtones en région. M. Guillemette ajoute que le Secrétariat aux affaires autochtones sera interpellé afin de jouer un rôle de coordination dans cette démarche.

Messieurs Jacques Tremblay et Normand Laprise complètent l'information.

5.2 Directive sur la désignation d'un responsable gouvernemental en cas de grève, de tempête et de sinistres

M. Jean-Pierre Dallaire présente le contenu d'un communiqué émis par le Conseil du Trésor qui prévoit qu'il n'y a plus d'annonce de fermeture des bureaux gouvernementaux et qu'en conséquence, il appartient aux dirigeants de chaque organisation de prendre la décision de fermer un bureau en raison des conditions climatiques ou pour toute autre raison.

MM. Jacques Tremblay et Luc Bourassa proposent que les gestionnaires régionaux se concertent sur la nécessité ou non de fermer les bureaux lorsque survient un événement exceptionnel. Les membres présents sont d'accord avec cette proposition.

6. Informations de la direction régionale du ministère des Ressources naturelles et de la Faune

6.1 Plan Nord

M. Laprise fournit quelques renseignements à propos du Plan Nord et informe les

DÉTAILS

participants que des activités de consultation menées par MM. Pierre Corbeil et Michel Létourneau ont eu lieu en région. Ces activités avaient pour but de recueillir les principales préoccupations du milieu relativement au développement du nord.

M. Laprise se dit d'accord pour contacter M. Corbeil pour l'informer de l'existence d'une démarche régionale visant à doter la Basse-Côte-Nord d'un fonds de développement. Les participants sont en effet d'avis que cette démarche pourrait faire partie du Plan Nord.

6.2 Intégration de la Direction générale régionale du ministère des Ressources naturelles et de la Faune

M. Laprise présente un état de situation des démarches entreprise au sein de la direction générale régionale du ministère des Ressources naturelles et de la Faune en vue d'intégrer les différents secteurs d'affaires.

7. Présentation du Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins (GREMM)

M. Patrice Corbeil, directeur de l'équipe de l'éducation au GREMM, présente le groupe de recherche aux participants.

8. Rapport d'activités de la Table économique de la CAR

Mme Nathalie Arseneault fait le bilan de la dernière année des travaux de la Table économique de la CAR. Elle mentionne que les travaux de la Table ont principalement porté sur le suivi des mesures mises en place suite à la crise forestière et sur la mise en place d'un réseau multiservices destiné aux entrepreneurs.

9. Soutien au développement de la Basse-Côte-Nord

M. Gaétan Gauthier présente une mise en contexte et fait un bref rappel de la démarche entreprise par la CAR pour soutenir la Basse-Côte-Nord. Il présente également la structure du mémoire qui sera rédigé et qui devrait comporter trois principales mesures.

MM. Marc Larin et Gaétan Gauthier s'entendent pour collaborer à l'évaluation des coûts reliés à l'isolement des communautés de la Basse-Côte-Nord.

10. Informations du ministère du Tourisme

M. Jean-Luc Bessette présente les grandes lignes de la Stratégie de développement des croisières.

11. Discussion sur les difficultés de recrutement de professionnels par les directions régionales et les possibilités d'actions régionales à cet égard

M. Luc Bourassa soulève la question des difficultés de recrutement de professionnels par les directions régionales. Plusieurs participants corroborent les propos de M. Bourassa.

Il est convenu que ce dernier contactera Mme Sylvie Michaud, représentante régionale du Centre de services partagés, afin d'explorer les pistes de solution à cette problématique et qu'il fera ensuite rapport à la CAR.

12. Lancement de la campagne 2008 Centraide Haute-Côte-Nord- Manicouagan

Mme Christine Brisson, directrice générale de Centraide Haute-Côte-Nord-Manicouagan, et M. Patrick Ferrero, président d'honneur de la campagne de financement 2008 de Centraide Haute-Côte-Nord-Manicouagan, sollicitent la participation financière des employés de la fonction publique québécoise dans le cadre de la campagne de financement Centraide 2008.

13. Rapport du groupe de travail de la CAR sur le soutien à la campagne 2008 de Centraide

M. Luc Bourassa présente le contenu d'un document d'orientation pour améliorer les résultats de la campagne Centraide dans la fonction publique. M. Bourassa précise que ce document est

DÉTAILS

le fruit des travaux d'un comité créé à cette fin au printemps 2008.

14. Affaires nouvelles**14.1 La journée des ressources naturelles**

M. Laprise informe les participants de la tenue d'activités en région dans le cadre de la journée des ressources naturelles qui aura lieu le 19 octobre.

Mme Martine Lapierre invite les ministères et organismes gouvernementaux à participer à une activité organisée par Hydro-Québec dans le cadre de la journée des ressources naturelles. Mme Lapierre mentionne que cette activité aura probablement lieu le 13 novembre prochain.

14.2 Lieu des rencontres de la CAR

M. Tremblay demande aux participants s'ils souhaitent tenir annuellement une rencontre de la CAR à l'extérieur de Baie-Comeau et Sept-Îles.

La plupart des participants s'expriment en faveur de la tenue d'une rencontre à l'extérieur de Baie-Comeau et Sept-Îles mais souhaitent cependant que soient apportés certains ajustements à la formule proposée initialement par la Direction régionale du MAMR.

14.3 Information du ministère de la Famille et des Aînés

Mme Roxane Grenon fait une brève présentation du Programme de soutien à des projets issus de la communauté en matière de conciliation travail-famille. Elle remet un document explicatif aux participants.

14.4 Information du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

M. Dany Rousseau informe les participants de la signature d'une entente entre le MDDEP et la compagnie Alcoa en vue de la réduction des gaz à effet de serre émis par les usines du groupe.

15. Date et lieu de la prochaine réunion

Il est convenu de tenir la prochaine rencontre de la CAR à Sept-Îles, le 20 novembre 2008.

16. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 15 h 45.

RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Jeudi, le 20 novembre 2008
Heure : 8 h 30 à 16 h 00
Endroit : Musée Shaputuan, Sept-Îles

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

- | | |
|---------|--|
| 8 h 30 | 1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences :
1.1 Accueil des nouveaux membres. |
| | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour; |
| | 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 23 septembre 2008; |
| | 4. Suites au compte rendu :
4.1 Comité de la CAR sur l'aménagement du territoire
4.2 Difficulté de recrutement des professionnels |
| 9 h 00 | 5. Présentation du projet de mémoire portant sur le Soutien au développement de la Basse-Côte-Nord (Alain Côté, MAPAQ); |
| 9 h 30 | 6. La loi 88 sur la gouvernance et la démocratie des commissions scolaires (Éric Marquis, MELS); |
| 10 h 00 | Pause |
| 10 h 15 | 7. Présentation du Pacte pour l'emploi (Réginald Caron, Emploi Québec); |
| 10 h 40 | 8. État d'avancement du dossier des aires protégées dans la région Côte-Nord (Alain Gaudreault, MDDEP); |
| 11 h 20 | 9. Les élections américaines et les impacts pour le Québec (Éric Marquis, MELS) |
| 12 h 00 | Pause pour le dîner (Réservation de groupe au restaurant St-Hubert) |
| 13 h 30 | 10. Présentation du Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées (Robert Sauvé, sous-ministre associé, MAMR); |
| 14 h 30 | 11. L'érosion des berges : Présentation de l'étude « Perceptions de l'érosion des berges de la Côte-Nord et perspectives de santé publique (Nicole Demers, Raynald Cloutier, Geneviève Brisson ASSS) ; |
| 15 h 30 | 12. Affaires nouvelles :
12.1
12.2
12.3 |
| | 13. Date et lieu de la prochaine réunion; |
| 16 h 00 | 14. Fin de la rencontre. |

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date :	Le jeudi 20 novembre 2008
Heure :	8 h 30
Endroit :	Musée Shaputuan, 290, boulevard des Montagnais, Sept-Îles
Rédigé par :	<u>Stéphane Boudreault</u>

Étaient présents :

Mme Caroline	Beaulieu	Secrétariat aux Affaires autochtones
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports
M. Stéphane	Boudreault	Ministère des Affaires municipales et des Régions
M. Luc	Bourassa	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
M. Réginald	Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Jean-Pierre	Dallaire	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
M. Réal	Delisle	Ministère de la Sécurité publique
Mme Diane	Douville	Ministère de la Justice du Québec
Mme Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Gaétan	Gauthier	Ministère des Affaires municipales et des Régions
Mme Roxane	Grenon	Ministère de la Famille et des Aînés
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M. Normand	Laprise	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Mme Janicka	Maltais	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
M. Éric	Marquis	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Mme Sylvie	Michaud	Centre de services partagés du Québec
Mme Françoise	Richard	Conseil du statut de la femme
M. Jacques	Tremblay	Ministère des Affaires municipales et des Régions

Invités :

Mme Geneviève	Brisson	Institut national, Santé publique du Québec
M. Raynald	Cloutier	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
Mme Marlène	Larocque	Institut national, Santé publique du Québec
M. Robert	Sauvé	Sous-ministre adjoint, Affaires municipales et des Régions

Étaient absents :

Mme Suzie	Beaulieu	Ministère des Relations internationales
Mme Nadine	Bégin	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
M. Bruno	Caron	Commission des normes du travail
M. Jacques	Chiasson	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Mme Nicole	Demers	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
Mme Martine	Lapierre	Hydro-Québec
Mme Karine	Noël	Investissement Québec

Copie : aux membres de la CAR

Déroulement de la rencontre

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La réunion débute à 8 h 40.

Monsieur Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Monsieur Jacques Tremblay présente le projet d'ordre du jour.

Le point 6 portant sur la « Loi 88 sur la gouvernance et la démocratie des commissions scolaires » ne pourra être présenté tel qu'initialement prévu, compte tenu que ce projet de Loi est toujours à l'étude.

L'ordre du jour est adopté avec cette modification.

3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 23 septembre 2008

Monsieur Gaétan Gauthier, présente sommairement les principaux points du compte rendu du 23 septembre dernier. Celui-ci est accepté sans modification.

4. Suites au compte rendu

4.1 Comité de la CAR sur l'aménagement du territoire

M. Gaétan Gauthier informe les participants que les récents échanges au sein de ce comité ont permis de constater la nécessité de distinguer et de dissocier le mandat du groupe de travail sur l'harmonisation des pratiques de consultation des communautés autochtones de celui du comité de la CAR sur l'aménagement du territoire.

M. Gauthier rappelle aussi qu'il existe deux conditions essentielles pour la mise en place d'un comité de la CAR, soit lorsque plusieurs ministères sont interpellés sur une problématique ou un sujet particulier nécessitant une coordination interministérielle et ce, sur une longue période de temps, et non de manière ponctuelle. Conditions qu'on ne retrouvera pas pour le *comité de travail sur l'harmonisation des pratiques de consultation des communautés autochtones*, puisque celui-ci n'interviendra que pour la durée déterminée de la mise en œuvre d'une procédure harmonisée, pour la consultation des autochtones, lorsque des situations particulières ou courantes l'exigeront.

M. Alain Gaudreault souligne la nécessité de respecter la mise en œuvre d'une procédure de consultation des autochtones au sein de chaque ministère. Il fait cependant valoir l'importance d'une procédure interministérielle de consultation des autochtones, validée par le Secrétariat aux affaires autochtones, qui s'appliquerait dans le cadre de projets spécifiques. Cette procédure permettrait ainsi d'éviter les doublons, tant pour les démarches de consultation que pour les informations recueillies, principalement quant aux risques inhérents à la cueillette et/ou la transmission d'informations qui s'avèreraient contradictoires.

Quant au comité de la CAR sur l'aménagement du territoire, M. Gauthier informe les participants que deux (2) rencontres ont eu lieu à ce jour. Ces rencontres ont porté, notamment, sur le statut, le mandat et les fonctions de celui-ci, ainsi que sur la compilation des outils d'inventaires et des plans d'aménagements du territoire. D'autres sujets, dont les schémas d'aménagement de la MRC de Manicouagan et les travaux relatifs à la détermination des tracés projetés pour les VHR (véhicules hors route) ont aussi été abordés.

4.2 Difficulté de recrutement des professionnels

M. Luc Bourassa fait part de ses récents échanges avec le Centre de services partagés. En principe, celui-ci doit concilier les besoins des ministères en termes de ressources professionnelles en fonction des candidatures déjà existantes et d'éventuels concours et/ou appel de candidatures. On constate cependant une inadéquation entre les candidatures disponibles et les besoins exprimés par les directions régionales nord-côtières, notamment quant au recrutement de personnel d'expérience. En ce sens, la procédure pour un appel de candidature de professionnels d'expérience exigera que la Direction des ressources humaines du

Déroulement de la rencontre

ministère concerné ait démontré l'impossibilité de combler les postes vacants à partir des listes de candidatures disponibles.

Mme Roxane Grenon fait état de situations similaires vécues dans d'autres régions, notamment en Abitibi-Témiscamingue, où un mémoire a même été déposé à cet effet. Les principales problématiques relevées sont : les difficultés à tenir des concours de recrutement en région; la réduction de la taille de l'appareil gouvernemental et ses impacts en région, ainsi que le recrutement et le maintien de personnel professionnel et stratégique. Pour la région Côte-Nord, on souligne aussi les problématiques du manque d'attractivité de la région ainsi que les possibilités concurrentielles de la fonction publique, relativement limitées par rapport aux grandes industries, notamment quant au traitement salarial.

M. Jacques Tremblay fait part de la nécessité d'une réserve de candidatures de professionnels évoquée pour au moins quatre à cinq ministères, d'où l'importance d'identifier les besoins pour chacun des ministères et, le cas échéant, de démontrer l'impossibilité de combler ceux-ci à partir des listes de candidats déjà existantes, pour ainsi se prévaloir de la possibilité de tenir un concours régional.

Madame Sylvie Michaud accepte le mandat de faire le point sur cette problématique, en collaboration avec les directions régionales concernées pour ainsi proposer des pistes de solutions.

5. Présentation du projet de mémoire portant sur le soutien au développement de la Basse Côte-Nord

Messieurs Gaétan Gauthier et Alain Côté font la présentation des grandes lignes du projet de mémoire pour le soutien au développement de la Basse Côte-Nord qui propose la mise en œuvre de trois (3) nouvelles mesures complémentaires à celles déjà existantes; soit un crédit d'impôt sur les coûts des transport, une intervention interministérielle coordonnée ainsi que la création d'un fonds de soutien au développement.

On indique aussi que des études comparatives des coûts et des prix à la consommation ont été réalisées pour Natashquan et l'Anse-au-Clair, au Labrador, afin de mettre en lumière les écarts entre ces secteurs et la Basse-Côte-Nord. M. Alain Côté informe les participants que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Laurent Lessard, a déjà approché et sensibilisé les autres ministres qui se verront interpellés dans le cadre de la présente démarche.

M. Gauthier demande aux membres de la CAR de lui faire parvenir leurs commentaires sur ce document pour le vendredi 28 novembre. Le document de travail, pour fin de consultation, sera présenté au Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord vers la fin novembre. À cet égard, Mme Janicka Maltais demande pour avoir accès aux annexes dès que celles-ci seront disponibles.

M. Michel Bérubé s'informe si l'aspect du transport, principalement quant à l'accès aux marchés, sera abordé dans le cadre de document de travail. On fait remarquer que cette problématique serait en partie résolue via le crédit d'impôt sur les coûts de transport pour « pallier à l'isolement », alors que l'accès des produits de la mer aux marchés bénéficie déjà d'une aide particulière.

M. Normand Laprise souligne la nécessité de faire des liens avec les autres plans d'action et de développement, notamment quant à la mise en œuvre éventuelle du « Plan Nord ». M. Patrick Hamelin propose aussi que les bilans des plans de relance précédents (pêche et aquaculture, petits fruits, tourisme) puissent être rendus publics et qu'une section du document porte sur les résultats obtenus afin de démontrer, le cas échéant, les retombées concrètes des mesures adoptées et des efforts déployés pour cette région. Mme Janicka Maltais transmettra la demande à son organisation.

6. Présentation du Pacte pour l'emploi

M. Réginald Caron expose, dans le cadre d'une présentation, les grandes lignes du « Pacte pour l'emploi » aux participants.

7. État d'avancement du dossier des aires protégées dans la région Côte-Nord

M. Alain Gaudreault fait état, pour le bénéfice des participants, de l'avancement du dossier des aires protégées dans la région.

Déroulement de la rencontre

8. Les élections américaines et les impacts pour le Québec

M. Éric Marquis trace un bref portrait des récentes élections américaines. Ce dernier fait un retour sur le déroulement de la campagne, les principaux enjeux au niveau des politiques interne et externe des États-Unis, ainsi que de leurs impacts potentiels pour le Québec et la région.

9. Présentation du Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées

M. Robert Sauvé, sous-ministre associé aux Affaires municipales et aux Régions, présente le Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées : « *Pour une plus grande prospérité et vitalité de nos municipalités* ».

10. L'érosion des berges : Présentation de l'étude « Perceptions de l'érosion des berges de la Côte-Nord et perspectives de santé publique »

M. Raynald Cloutier, directeur de la santé publique à l'Agence de santé et des services sociaux de la Côte-Nord, introduit Mesdames Marilène Larocque et Geneviève Brisson, toutes deux de l'Institut national de Santé publique du Québec (INSPQ), qui présenteront les résultats de l'étude « Perceptions de l'érosion des berges de la Côte-Nord et perspectives de santé publique ». Cette étude repose sur les discussions et les actes découlant du *Forum sur l'érosion des berges du Saint-Laurent en Côte-Nord*, tenu à Baie-Comeau, en novembre 2007.

M. Réal Delisle informe les participants de la relance du comité interministériel régional sur l'érosion des berges. Ce comité est constitué de représentants des ministères de la Sécurité publique, du MAMR, du MDDEP, du MRNF et du MTQ, auquel devrait également se joindre un représentant de l'Agence de santé et de services sociaux de la Côte-Nord. M. Patrick Hamelin souligne la contribution, par le passé, de la CRÉ à ce dossier et fait part de ses préoccupations quant au manque de diffusion d'informations auprès des partenaires et de l'état d'avancement de ce dossier au cours des dernières années.

11. Affaires nouvelles

11.1 Portrait des besoins en matière de transport adapté

Mme Marilyn Émond, de l'Office des personnes handicapées du Québec, informe les participants de l'existence d'un portrait des besoins en matière de transport adapté pour les municipalités actuellement non desservies. Ce portrait présente également des pistes de solutions pour les municipalités en régions.

11.2 Les « Rendez-vous avec la justice »

Mme Diane Douville, directrice régionale au ministère de la Justice du Québec, informe les participants d'une série d'activités d'information et de sensibilisation sur les différents modes de résolutions de conflits, autres que judiciaires, qui se tiendront, au cours des semaines à venir, notamment dans les écoles, auprès d'associations d'aînés et autres organismes sociaux.

12. Date et lieu de la prochaine réunion

Il est convenu de tenir la prochaine rencontre de la CAR à Baie-Comeau, vers la mi-février. Un avis de convocation sera acheminé avec la date et l'endroit de la prochaine rencontre.

13. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 15 h 30.

**RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date : Lundi, 23 février 2009
Heure : 9 h 00 à 16 h 00
Endroit : Hôtel Motel Hauterive

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

- | | |
|---------|--|
| 9 h 00 | 1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences :
1.1 Accueil des nouveaux membres. |
| | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour; |
| | 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 20 novembre 2008; |
| | 4. Suites au compte rendu :
4.1 Difficultés de recrutement des ministères. |
| 9 h 35 | 5. Plan Nord (Normand Laprise); |
| 9 h 45 | 6. Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif (économie sociale)
(Stéphane Boudreault, MAMROT); |
| 10 h 15 | Pause |
| 10 h 30 | 7. Mémoire portant sur le Soutien au développement de la Basse-Côte-Nord
(Alain Côté, MAPAQ); |
| 11 h 00 | 8. Perspective de développement de l'industrie des petits fruits dans la région Côte-
Nord (Michel St-Laurent); |
| 12 h 00 | Pause pour le dîner (Réservation de groupe à la Brasserie Le Boucanier); |
| 13 h 15 | 9. Présentation du Plan stratégique du MICC (Yvon Doyle) |
| 14 h 00 | 10. La question métisse au Québec : le cas particulier de la Côte-Nord (Caroline
Beaulieu, Chantal Latour, Lucien-Pierre Bouchard, SAA); |
| 15 h 00 | 11. Présentation du plan d'action gouvernemental sur le développement durable
(Alain Gaudreault, MDDEP); |
| 15 h 30 | 12. Uranium (Normand Laprise); |
| 15 h 40 | 13. Affaires nouvelles :
13.1
13.2
13.3 |
| | 14. Date et lieu de la prochaine réunion; |
| 16 h 00 | 15. Fin de la rencontre. |

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de la Côte-Nord du 23 février n'est pas disponible.

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour préliminaire
Le 2 et 3 juin 2008, à Matagami

Lundi le 2 juin

- 16 h 00 Rencontre avec le Conseil de ville de Matagami - Hôtel de ville de Matagami
18 h 00 Souper à l'hôtel Matagami – salle Domtar

Mardi le 3 juin

Salle Domtar – hôtel Matagami

- 08 h 30 1. Ouverture de la séance
08 h 35 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
08 h 45 3. Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 28 février 2008
09 h 00 4. Tour de table des ministères (tous)
10 h 00 **PAUSE**
10 h 15 5. État de situation des dossiers d'actualité de la Conférence régionale des élus –
 André Brunet, CREBJ
11 h 00 6. Présentation du Pacte pour l'emploi – Ghislain Desjardins MESS
12 h 00 **DÎNER SUR PLACE**
13 h 00 7. Présentation du plan stratégique de la Société de développement de la Baie-James
 Projet du km 381 de la route de la Baie-James – Raymond Thibault SDBJ
14 h 00 8. Mot du représentant du ministre responsable de la région M. Benoît Pelletier (P.
 Gaudreault)
14 h 30 **PAUSE**
14 h 45 9. Engagement jeunesse – Richard Leclerc MAMR
15 h 00 10. Plan d'action manufacturier – Gilbert Claveau MDEIE
15 h 45 11. **DIVERS SUJETS**
 1. Session de sensibilisation au Québec amérindien et inuit
 2. Audiences publiques de la Commission de la représentation électorale à
 Chibougamau
 3. Politique nationale de la ruralité
 4. Ententes spécifiques en cours
16 h 15 12. Date et lieu de la prochaine rencontre
16 h 20 13. Levée de l'assemblée
-

**Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,
Compte rendu de la réunion tenue le 3 juin 2008
à compter de 8 h 30, à l'Hôtel Matagami, à Matagami**

ÉTAIENT PRÉSENTS

Gilbert Claveau	Adjoint exécutif pour le Nord-du-Québec, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Ghislain Desjardins	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, Emploi-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Frédéric Desrosiers	Conseiller, Direction des relations et du suivi des ententes, Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA)
André Fradette	Agent de développement culturel, Direction de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)
Lise Gagné	Conseillère en communication, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, Services Québec
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR)
Marie-Josée Marcoux	Conseillère, Bureau régional de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, Conseil du statut de la femme (CSF)
Fernand Roy	Conseiller, Direction des relations et du suivi des ententes, Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA)
Richard Simard	Conseiller, Relations avec le milieu, Direction régionale La Grande Rivière et Direction production, Hydro-Québec (HQ)
Raymond Thibault	Président-directeur général, Société de développement de la Baie-James
Édith van de Walle	Directrice régionale, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)

ÉTAIENT INVITÉS

Pierre Gaudreault	Attaché politique du ministre responsable de la région du Nord-du-Québec M. Benoît Pelletier
André Brunet	Directeur, Conférence régionale des élus de la Baie-James
Alain Coulombe	Directeur du développement économique, Société de développement de la Baie-James *

* seulement pour la présentation du projet du km 381 de la route de la Baie-James.

1. Ouverture de la séance	• M. Leclerc souhaite la bienvenue aux participants.	Aucun	S. O. ¹	S. O.
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	• L'ordre du jour est adopté tel quel.	Aucun	S. O.	S. O.
3. Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 28 février 2008	• Le compte rendu est adopté tel que proposé et un seul suivi est abordé concernant le projet de Stratégie du Nord qui sera finalement piloté par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.	Aucun	S. O.	S. O.

¹ S. O. = sans objet

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Mise à jour des résultats/suivi	Responsables	Échéancier
4. Tour de table des ministères et organismes	<ul style="list-style-type: none"> Chaque participant présente un bref état de situation des dossiers importants dans la région pour son organisation. 	Aucun	S. O.	S. O.
5. État de situation des dossiers de la Conférence régionale des élus de la Baie-James	<ul style="list-style-type: none"> Le directeur de la Conférence régionale des élus de la Baie-James, M. André Brunet, fait état des différents dossiers qui préoccupent celle-ci. Il est notamment question de la problématique forestière, de l'étude de préféabilité de la route des monts Otish dont le financement est finalisé, du projet La Ruée vers le Nord, du souhait de la région d'accueillir le futur Institut national des mines, du déploiement du réseau large bande, de la Commission forestière régionale, des audiences publiques de la Commission de la représentation électorale et finalement, du projet de Loi 54 (<i>Loi modifiant la Loi sur la police et d'autres dispositions législatives</i>). 	Aucun	S. O.	En continu
6. Présentation du Pacte pour l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> M. Ghislain Desjardins présente le Pacte pour l'emploi à l'aide d'un document Power Point. 	Aucun	S. O.	S.O.
7. Présentation du Plan stratégique de la Société de développement de la Baie-James Projet du km 381 de la route de la Baie-James	<ul style="list-style-type: none"> M. Thibault fait la présentation du Plan stratégique de la Société de développement de la Baie-James à l'aide d'un document Power Point. M. Alain Coulombe fait la présentation du projet de nouvelle halte routière du km 381. L'objectif en 2008 est de réunir le financement et de faire le plan architectural. Si le projet obtient le financement nécessaire, le projet pourrait voir le jour avant la fin de l'année 2009. 	Aucun	S. O.	S.O.

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Mise à jour des résultats/suivi	Responsables	Échéancier
8. Mot du représentant du ministre responsable de la région M. Benoît Pelletier	<ul style="list-style-type: none"> M. Gaudreault trace un bilan des dossiers en cours. Concernant l'annonce du Plan Nord, celle-ci est reportée dû à l'hospitalisation du ministre des Ressources naturelles et de la Faune, M. Claude Béchar. Aucune date n'a été avancée pour le moment. Ce plan, qui sera en quelque sorte une déclaration de principes, comportera 5 axes de développement des ressources. Des séances d'information seront organisées avec les différentes communautés et les intervenants de la région. Ce plan vise le territoire québécois situé au nord du 49° parallèle soit le Nord-du-Québec et la Côte-Nord,, à l'exception des territoires municipalisés à l'ouest de Sept-Îles Dans un autre ordre d'idée, un facilitateur sera bientôt nommé par le gouvernement du Québec pour établir un meilleur partenariat entre les Cris et les Jamésiens. 	Annnonce du Plan Nord	S.O.	S.O.
9. Engagement jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc souligne qu'une personne-ressource a été embauchée et qu'un plan d'action sera élaboré prochainement. 	Aucun	S.O.	S.O.
10. Plan d'action manufacturier	<ul style="list-style-type: none"> M. Claveau présente le Plan manufacturier du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à l'aide d'une présentation Power Point. M. Brunet demande s'il est possible d'obtenir une liste des programmes qui pourraient s'appliquer sur le territoire. 	Identifier les programmes du Plan manufacturier qui peuvent s'appliquer sur le territoire.	Gilbert Claveau, MDEIE	S. O.

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Mise à jour des résultats/suivi	Responsables	Échéancier
11. Divers sujets				
11.1 Session de sensibilisation au Québec amérindien et autochtone.	<ul style="list-style-type: none"> Le contenu de la session est actuellement en révision et l'élaboration d'une session touchant spécifiquement les conventions nordiques est envisagée par le Secrétariat aux affaires autochtones. Cependant, cette formation ne concernerait pas l'interprétation des conventions, mais bien un survol général. 	Préparation de nouvelles sessions de formation	SAA	Automne 2008
11.2 Audiences publiques de la Commission de la représentation électorale à Chibougamau	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc fait état des audiences publiques qui ont eu lieu le 15 mai 2008 à Chibougamau. Les intervenants qui ont déposé des mémoires étaient unanimes à vouloir conserver le statu quo quant à la proposition de nouvelle délimitation du comté. 	Les nouvelles propositions seront déposées à l'Assemblée nationale en novembre 2008	S.O.	Automne 2008
11.3 Politique nationale de la ruralité	<ul style="list-style-type: none"> Mme Hébert fait un survol de la mise en œuvre de la <i>Politique nationale de la ruralité</i> et des projets déposés dans le cadre des mesures des laboratoires ruraux et pour stimuler le développement de produits de spécialité. 	En continu	S.O.	En continu
11.4 Ententes spécifiques en cours	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc fait état de la signature des ententes sur l'égalité entre les femmes et les hommes pour les secteurs de la Jamésie et du Nunavik. 	En continu	S.O.	S.O.
12. Date et lieu de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> La prochaine rencontre aura lieu vers la fin du mois de septembre ou début d'octobre. Les membres suggèrent que celle-ci ait lieu à Oujé-Bougoumou, Radisson ou dans le secteur de VVB. 	Aucun	Richard Leclerc	S.O.
13. Levée de l'assemblée	<ul style="list-style-type: none"> La rencontre est levée à 15h30 	Aucun	S. O.	S. O.

Date : 17 juin 2008

Par : Patricia Hébert, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour
Le 4 novembre 2008, à Chibougamau
Salle Obalski, 511 route 167

- | | | |
|---------|-----|---|
| 08 h 30 | 1. | Ouverture de la séance |
| 08 h 35 | 2. | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 08 h 45 | 3. | Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 3 juin 2008 |
| 09 h 00 | 4. | Tour de table des ministères (tous) |
| 10 h 00 | | PAUSE |
| 10 h 15 | 5. | Situation économique à Lebel-sur-Quévillon et action gouvernementale – Richard Leclerc, MAMR |
| 11 h 00 | 6. | Le point sur la négociation d'une entente finale pour la création du gouvernement régional du Nunavik et « Modifications apportées en 2008 à l'Entente sur le financement global de l'Administration régionale Kativik (Entente Sivunimut) » – Fernand Roy, SAA |
| 11 h 30 | | Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées – Ghislain Desjardins, MESS |
| 12 h 00 | | DÎNER SUR PLACE |
| 13 h 00 | 7. | Plan Nord - Pierre Gaudreault, MCE |
| 14 h 00 | 8. | Création des aires protégées dans la région 10, MDDEP |
| 14 h 30 | | PAUSE |
| 14 h 45 | 9. | Le point sur les ententes spécifiques signées ou en voie de l'être dans la région : TJCM, tourisme, condition féminine, aînés, etc. - Richard Leclerc, MAMR |
| 15 h 15 | 10. | Concours interministériel de recrutement pour le Nord-du-Québec – Richard Leclerc, MAMR |
| 15 h 30 | 11. | DIVERS SUJETS
1. Bilan de l'intervention suite au bris de la digue de la mine Opémiska
2. Politique nationale de la ruralité
3.
4. |
| 16 h 15 | 12. | Date et lieu de la prochaine rencontre |
| 16 h 20 | 13. | Levée de l'assemblée |
-

**Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,
Compte rendu de la réunion tenue le 4 novembre 2008
à compter de 8 h 30, au 511 route 167, à Chibougamau**

ÉTAIENT PRÉSENTS

Renée Claude Baillargeon	Directrice du soutien aux opérations et de la planification - partenariat, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Louise Bilodeau	Directrice régionale, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)
Denis Blais	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Guy Hétu	Directeur, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)
Mourad Mikhaïl	Directeur régional adjoint, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
Mireille Côté	Responsable régionale Nord-du-Québec, Centre de services partagés du Québec
Manon Cyr	Conseillère en développement industriel, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Ghyslaine Desjardins	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Claude Lecours	Directeur régional, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, Services Québec
Frédéric Desrosiers	Conseiller, ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Louise Séguin	Conseillère en partenariat touristique, ministre du Tourisme (MT)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR)
Nancy Hubert	Directrice régionale, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de la Justice (MJ)
Diane Laboissonnière	Présidente-directrice générale, Conseil régional de la Santé et des Services sociaux de la Baie-James (CRSSSBJ)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR)
Marie-Josée Marcoux	Conseillère, Bureau régional de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, Conseil du statut de la femme (CSF)
Monik Duhaime	Directrice régionale, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)
Fernand Roy	Conseiller, ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Richard Simard	Conseiller, Relations avec le milieu, Direction régionale La Grande Rivière et Direction production, Hydro-Québec (HQ)
Raymond Thibeault	Président-directeur général, Société de développement de la Baie-James (SDBJ)
Edith van de Walle	Directrice régionale, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)

ÉTAIENT INVITÉS

Pierre Gaudreault	Attaché politique du ministre responsable de la région du Nord-du-Québec, Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA)
Elizabeth Harvey	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR)
Louis Mercier	Conseiller politique, Administration régionale Kativik (ARK)
Yvan Moreau	Conseiller aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR)

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point(s) ou commentaire(s) important(s)	Suivi/Responsable(s)	Échéancier
--------------------------	------------------------	---	----------------------	------------

1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc souhaite la bienvenue aux participants. 			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> L'ordre du jour est adopté sans ajout. 			
3. Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 3 juin 2008	<ul style="list-style-type: none"> Le compte rendu est adopté tel que proposé. 			
4. Tour de table des ministères et organismes	<ul style="list-style-type: none"> Chaque participant présente un bref état de la situation des dossiers importants pour leur organisation dans la région du Nord-du-Québec. 		Aucun	
5. Situation économique à Lebel-sur-Quévillon et action gouvernementale	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc signale que la fermeture de la mine Gonzague-Langlois à Lebel-sur-Quévillon a entraîné environ 200 pertes d'emploi. Avec la fermeture des usines de Domtar en 2005 qui a entraîné près de 700 emplois, la situation est actuellement très préoccupante à Lebel-sur-Quévillon. M. Leclerc demande à chaque représentant des ministères les actions en cours visant à supporter la municipalité. Les intervenants rapportent qu'il y a des projets de diversification économique mais que les promoteurs potentiels sont très réticents à investir à Lebel-sur-Quévillon étant donné la situation économique. Il est également question de la volonté réelle de la municipalité de diversifier l'économie. De l'avis de plusieurs, le deuil de la fermeture des usines n'est pas encore fait et toutes les énergies sont actuellement dirigées vers la relance de l'usine. Selon M. Gaudreault, le gouvernement réfléchirait actuellement à une aide d'urgence, pour supporter la municipalité. Il est suggéré que M. Leclerc écrive au maire de Lebel-sur-Quévillon, M. Gerald Lemoyne, pour offrir l'accompagnement des membres de la CAR aux projets de diversification économique. 	<p>Une lettre a été transmise au maire de Lebel-sur-Quévillon, le 12 novembre 2008</p>	Richard Leclerc	

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point(s) ou commentaire(s) important(s)	Suivi/Responsable(s)	Échéancier
6. Le point sur la négociation d'une entente finale pour la création du gouvernement régional du Nunavik et « Modifications apportées en 2008 à l'Entente sur le financement global de l'Administration régionale Kativik (Entente Sivunirmut) »	<ul style="list-style-type: none"> M. Roy explique que l'entente Sivunirmut a vu le jour pour regrouper une série d'ententes gouvernementales sous un seul financement global. Cette entente permet d'allouer les fonds selon les priorités de l'Administration régionale Kativik (ARK) et de procéder à une reddition de comptes selon les actions posées. Les ajustements apportés à l'entente cette année visent à permettre à l'ARK de financer des entreprises privées via des ententes spécifiques, comme cela est devenu possible pour toutes les CRÉ au Québec. Des nouveaux mandats concernant le Régime québécois d'assurance parentale et les services dédiés aux jeunes, analogues aux Carrefours jeunesse emploi ont également été ajoutés à l'entente. Il est signalé que le gouvernement devrait réfléchir à une nouvelle façon de modifier l'entente puisque les procédures actuelles sont très lourdes. Concernant la création du gouvernement régional du Nunavik, il s'agit d'un modèle de gouvernance qui n'existe pas au Canada. L'objectif est de conclure une entente finale pour la fin 2009. M. Roy distribue à tous les membres des graphiques et tableaux illustrant notamment les impacts sur les différents ministères. 		Aucun	
7. Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées – Ghislain Desjardins, MESS	<ul style="list-style-type: none"> M. Desjardins distribue aux membres une copie d'une présentation de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées et l'expose aux membres. Un comité de suivi sera formé et se réunira une fois par année. 		Aucun	

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point(s) ou commentaire(s) important(s)	Suivi/Responsable(s)	Échéancier
8. Plan Nord	<ul style="list-style-type: none"> M. Gaudreault discute avec les membres de l'état de situation des travaux entourant le Plan Nord. Celui-ci comprendra 5 axes : <ul style="list-style-type: none"> développement minier développement forestier développement énergétique développement durable développement récréotouristique Concernant le territoire concerné, il s'agira du 49^e parallèle jusqu'au fleuve. Il n'y aura plus d'exclusion, tel que prévu précédemment, des territoires municipalisés de l'ouest de Sept-Îles. Un sommet réunissant des partenaires privés et socio-économiques visant à dégager une vision commune du développement du Nord est prévu au printemps 2009. Des commentaires sont émis à l'effet que peu de consultation ont été menées et que des interrogations subsistent quant au plan qui sera dévoilé. Des membres se questionnent à savoir si ce sera d'abord un document de consultation sur le Plan Nord ou carrément le Plan Nord dans son ensemble. 			
9. Création des aires protégées dans la région du Nord-du-Québec	<ul style="list-style-type: none"> Mme van de Walle présente l'état de situation de la création des aires protégées dans la région du Nord-du-Québec l'aide d'un document Power Point. 			
10. Le point sur les ententes spécifiques signées ou en voie de l'être dans la région : TJCM, tourisme, condition féminine, aînés, etc	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc fait le point sur les ententes qui ont été signées récemment. Un document résumant les ententes en cours ou en négociation dans la région du Nord-du-Québec est distribué aux membres. Des discussions ont lieu concernant le retard dans la signature de l'entente sur la Table jamésienne de concertation minière. Une rencontre des partenaires de l'entente est prévue le 7 novembre 2008 à ce sujet. M. Mercier souligne que l'Administration régionale Kativik a fait part à la ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, qu'il y aurait lieu de simplifier les procédures de conclusion des ententes spécifiques. 			
11. Concours interministériel de recrutement pour le Nord-du-Québec	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc sonde l'intérêt des autres ministères pour ouvrir un concours régional visant à pourvoir des postes de professionnels et de techniciens. Plusieurs ministères signalent leur intérêt en ce sens. Mme Mireille Côté du Centre de services partagés du Québec effectuera des démarches pour mettre sur pied une réserve d'employés pour la région du Nord-du-Québec. 		Mireille Côté	

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point(s) ou commentaire(s) important(s)	Suivi/Responsable(s)	Échéancier
11. Divers sujets				
11.1 Bilan de l'intervention suite au bris de la digue de la mine Opémiska	<ul style="list-style-type: none"> Mme van de Walle fait le point sur l'événement et l'état de situation actuelle. Mme Laboissonnière souligne que les tests sur l'eau se sont avérés concluants et qu'il n'y a pas de danger pour la santé publique. 			
11.2 Politique nationale de la ruralité	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc signale que le Pacte rural conclu avec les municipalités du territoire de la Baie-James verra son budget augmenter de près de 408 798 \$ jusqu'en 2014, ce qui le porte à 1 607 392 \$. 			
12. Date et lieu de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> La prochaine rencontre pourrait avoir lieu les 24 et 25 février à Lebel-sur-Quévillon. 			
13. Levée de l'assemblée	<ul style="list-style-type: none"> La rencontre est levée à 15h15 			

Date : 11 novembre 2008.

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour
Le 4 mars 2009, à Lebel-sur-Quévillon
Hôtel de Ville

- | | | |
|---------|-----|--|
| 08 h 30 | 1. | Ouverture de la séance |
| 08 h 35 | 2. | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 08 h 45 | 3. | Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 4 novembre 2008 |
| 09 h 00 | 4. | Tour de table des ministères (tous) |
| 10 h 00 | | PAUSE |
| 10 h 15 | 5. | Réorganisation administrative régionale du MRNF (Guy Hétu) |
| 10 h 45 | 6. | Entente spécifique pour le développement agroalimentaire dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik |
| | 6.1 | Développement agrotouristique présenté par le ministère du Tourisme au MAPAQ dans le cadre de la Stratégie touristique de développement et de commercialisation du Nord Québécois (Mourad Mikhaïl) |
| 11 h 15 | 7. | Plan de redressement du réseau routier québécois pour le Nord-du-Québec (Denis Blais) |
| 11 h 30 | 8. | Tour de table des ministères concernant les services offerts au Nunavik |
| 12 h 15 | | DÎNER SUR PLACE |
| 13 h 00 | 9. | Rencontre avec le maire de Lebel-sur-Quévillon concernant la situation socio-économique de la municipalité |
| 14 h 30 | | PAUSE |
| 14 h 45 | 10. | Table économique de la CAR |
| 15 h 45 | 11. | DIVERS SUJETS |
| | 1. | Politique nationale de la ruralité |
| | 2. | |
| | 3. | |
| | 4. | |
| 16 h 15 | 12. | Date et lieu de la prochaine rencontre |
| 16 h 20 | 13. | Levée de l'assemblée |
-

NOTE

Le compte-rendu de la CAR du Nord-du-Québec du 4 mars n'est pas disponible.

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
au Gîte du Mont-Albert
jeudi le 10 avril 2008, à 9 h 30**

9 h 30	OUVERTURE DE LA RENCONTRE
9 h 35	ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR; ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU 31 JANVIER; SUIVI DU COMPTE-RENDU.
9 h 50	STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2008-2013 Michel Gionest
10 h 40	COMITÉ CONCERNANT LES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES DE LA RÉGION; ENTENTE DE COLLABORATION; LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE; ENGAGEMENT JEUNESSE. Nicole Dumaresq et Jean-Aimé Francoeur, co-présidents.
11 h 15	POLITIQUE NATIONALE DE LA RURALITÉ; PRODUITS DE SPÉCIALITÉ; LABORATOIRES RURAUX; GROUPE DE TRAVAIL; GRANDS PRIX DE LA RURALITÉ. Lucien Boudreau
11 h 40	LIVRE VERT Bernard Landry
12 h 00	DÎNER
13 h 30	CERMIM Hélène Chevrier, directrice
14 h 00	DESSERTS DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX Marie-Jeanne Cotton
14 h 20	PACTE POUR L'EMPLOI Marc Groleau
14 h 50	ENTENTES SPÉCIFIQUES ET ENTENTES DE COLLABORATION EN COURS DE RÉALISATION ET À VENIR Ghislain Anglehart
15 h 00	ACCORD – ÉVOLUTION Denis Goulet
15h10	ÉVALUATION DU FONCTIONNEMENT DE LA CAR ET ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION 2008-2009
15 h 30	POINTS D'INFORMATION <ul style="list-style-type: none"> • Évolution économique et perspectives : Pêches, Tourisme, Culture, Forêt, Agriculture, Énergie et mines, Transport; • Évolution des enjeux sociaux et perspectives : Éducation, Environnement, Services sociaux, etc.
16 h 15	CALENDRIER DES PROCHAINES RENCONTRES
16 h 20	AFFAIRES DIVERSES
16 h 30	FIN DE LA RENCONTRE



Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Ann Béland	MESS
Nicole Dumaresq	MESS
Suzanne Ferguson	Services Québec
Norah Gaul	MAMR
Roxane Grenon	MFA
Ginette Lévesque	MAPAQ
Suzanne Provost	MCCCF
Diane Vallières	MTQ

Étaient présents :

Messieurs :

Geoffrey Allard	SIQ
Ghislain Anglehart	CRÉ-GÎM
Donald Arseneau	MAPAQ
André Beaulieu	MDDEP
Gérard Bédard	MELS
Mario Bergeron	MTQ
Louis Bigaouette	MAPAQ
Lucien Boudreau	MAMR
Jean-Marie Dionne	MDDEP
Steve Dufour	Investissement-Québec
François Fortin	MDDEP
Jean-Aimé Francoeur	OPHQ
Michel Gionest	MAMR
Denis Goulet	MDEIE
Marc Groleau	MESS
Bernard Landry	MRNF
Réjean Morrisette	SAA
Gilles Pelletier	ASSS
Marcel Roussy	MAPAQ – Pêches

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Jeudi 10 avril 2008
Au Gîte du Mont-Albert en Haute-Gaspésie
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest ouvre la rencontre à 9 h 45 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 31 janvier 2008 et suivi	<p>Le compte rendu est adopté tel que rédigé avec les précisions suivantes :</p> <p>3. Table responsable des communications :</p> <ul style="list-style-type: none"> La rencontre n'a toujours pas eu lieu mais la mise en place de cette Table demeure pertinente. On attend le dépôt de la « <i>Stratégie de développement du MAMR</i> » pour organiser la première rencontre. Il est précisé que Marie-Jeanne Cotton n'occupe pas la présidence de cette Table. <p>8. Problématique de la main-d'œuvre suite à la crise forestière :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ghislain Anglehart nous informe que la rencontre prévue pour les 13 et 14 février dernier a eu lieu le 7 février avec les représentants du MDEIE, du MAMR, de DEC et de la CRÉ-GÎM. Lors de cette rencontre, les possibilités d'embaucher les travailleurs forestiers, pour combler les postes requis pour l'entretien de la voie ferrée, propriété de la Société de chemin de fer de la Gaspésie, ont été envisagées, ceci dans l'optique de réduire les effets négatifs de la crise forestière sur les travailleurs forestiers. La CRÉ poursuit le suivi de ce dossier. 	Marc Groleau, en collaboration avec Marie-Jeanne Cotton, verra à organiser la première rencontre.

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 31 janvier 2008 et suivi (suite)</p>	<p>10. Modulation des programmes (CRÉ-GÎM) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce point fera l'objet d'un suivi lors de la prochaine rencontre de la CAR. <p>12. Précisions sur le « <i>déploiement de Services Québec</i> » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les services à la clientèle de Services Québec à Gaspé sont maintenant localisés au Carrefour Gaspé au centre régional de services. Le Centre local des Îles-de-la-Madeleine offre les services du bureau de publicité des droits de Foncier Québec et les renseignements généraux. Le déploiement en région progresse : la Direction régionale de Services Québec aura pignon sur rue à Sainte-Anne-des-Monts, Percé, New-Carlisle et Carleton-sur-Mer par le biais des bureaux de la publicité des droits de Foncier Québec. En plus de ce service, on y greffera graduellement les renseignements généraux du gouvernement du Québec. À compter du 1^{er} avril, les services de l'État civil seront transférés à Services Québec. <p>Les ministères et organismes sont sollicités au plan national pour des services transférables vers Services Québec. L'offre de Services Québec se développera au gré des ententes avec les M/O. Rappelons que Services Québec offre des renseignements généraux sur les programmes et services offerts par chacun des M/O du gouvernement du Québec ainsi que des services transactionnels de première ligne, tel le « <i>changement d'adresse</i> », et non des services spécialisés.</p> <p>Les communications en situation d'urgence sont maintenant coordonnées centralement avec le support d'une équipe de coordonnateurs régionaux. La direction régionale continue de collaborer aux différentes campagnes nationales et régionales d'information pour le compte des M/O. Le CRC de Caplan formera sa première cohorte de préposés aux renseignements le 25 février prochain.</p> <p>Marie-Jeanne Cotton dépose une carte de services aux membres présents de la CAR.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 31 janvier 2008 et suivi (suite)</p>	<p>12. RETEM :</p> <ul style="list-style-type: none"> Suite à une correspondance à madame Diane Jean (dont copie est incluse au dossier), sous-ministre des Services gouvernementaux, un retour téléphonique de monsieur Guy Chouinard a été reçu exprimant sa compréhension de la situation. Ce dernier précise qu'un CT est présentement en élaboration pour un prochain appel d'offres pour le choix d'un fournisseur de services pour les bureaux gouvernementaux. Le Réseau collectif pourra soumissionner au même titre que Telus ou tout autre service de téléphonie. Le MAMR demeure dans l'attente d'une réponse écrite qui sera retransmise aux membres de la CAR. <p>14.5 Ministère des Ressources naturelles et de la Faune :</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Correction</i> : Nous aurions du lire : Un poste « <i>territoires</i> » et non « <i>mines et territoires</i> ». <p>En raison de la pénurie de géologues, une ressource devra desservir trois régions dont celle de la Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine.</p> <p>14.8 MTQ :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les possibilités d'embaucher des travailleurs forestiers pour les travaux routiers, tel que formulé par la CRÉ à la dernière rencontre de la CAR, ont été vérifiées. <p>Concernant un emploi à Transports Québec, toute personne intéressée doit s'inscrire aux concours de la fonction publique. Malheureusement, il n'y a pas de concours avant l'été. Concernant les contractants, il n'existe pas de bottin spécifique. Par contre, sur le site de la Régie du bâtiment, on peut y retrouver l'inventaire de tous les entrepreneurs par catégorie et par région. Cet outil pourrait être utilisé par les chercheurs d'emplois.</p>	<p>Le MDDEP a fait un test sur la rapidité d'exécution de son système informatique et il s'avère que le service de Sainte-Anne-des-Monts est 10 fois moins rapide que celui de Rimouski.</p> <p>L'ASSS travaille à faire avancer ce dossier mais la sécurité demeure primordiale dans la sélection du fournisseur de services.</p> <p>Le MDEIE a adressé une plainte formelle à leurs autorités centrales sur la lenteur du service RETEM.</p> <p>Le MAPAQ est présentement en renouvellement de services et fera une démarche dans le même sens que les membres de la CAR.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Stratégie de développement de la Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine</p> <p><i>Intervenant :</i> Michel Gionest, MAMR</p>	<p>On nous rappelle quelques éléments du dernier budget. Initialement, la demande financière de la Direction régionale du MAMR était de 35 M \$ sur cinq ans. On se souviendra qu'un document « <i>Stratégie de développement GIM</i> », rédigé par la Direction régionale du MAMR, avait été validé par les autres ministères économiques lors d'une rencontre en janvier dernier, sous la présidence du sous-ministre monsieur Robert Sauvé. Rencontre à laquelle la vice-première ministre et ministre des Affaires municipales et des Régions, madame Nathalie Normandeau, a pris part en après-midi.</p> <p>L'orientation de cette stratégie est basée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ l'augmentation de la compétitivité et de la productivité des entreprises résultant dans la création de richesses et favorisant le retour en région des jeunes; ✦ l'innovation, par le soutien financier de ressources spécialistes, permettant la recherche et le développement technologique des entreprises; ✦ le financement d'incubateurs d'entreprises et de centres de recherches pour soutenir le démarrage et l'expansion des entreprises. <p>Le budget alloué à la région est de 12 M \$ que l'on souhaite voir amortir sur deux ans au lieu de cinq ans. Cette stratégie se divise en deux fonds, soit le « <i>Fonds d'intervention stratégique régional</i> » - 2,4 M \$ et le « <i>Fonds d'aide au développement des territoires</i> » - 3,6 M \$.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Le premier fonds s'adresse au soutien du développement des secteurs moteurs et au soutien des projets économiques. ✦ Le second touche les mesures d'aide de création d'emplois temporaires, les anciens FCEM et les travailleurs de l'industrie du crabe des neiges. Le Fonds d'aide au développement des territoires exigera que les projets présentés soient plus structurants et s'inscrivent dans un contexte de développement du territoire. Il sera aussi possible d'embaucher une ressource spécialisée, ce qui n'était possible dans le FCEM. 	<p>Marc Groleau souligne la rigueur du travail du MAMR en ce concerne les mesures de création d'emplois temporaires. Les orientations de cette nouvelle stratégie permettront à Emploi-Québec de mettre en place un réel service de placement assisté.</p> <p>Les chercheurs d'emplois devront s'inscrire dans un parcours dirigé vers le marché du travail régulier, présentement en pénurie de main-d'œuvre et non d'emplois, comme cela a déjà été le cas. Les mesures d'emplois temporaires deviendront une aide de dernier recours.</p> <p>Denis Goulet souhaite s'assurer que l'embauche de ressources humaines spécialisées soit complémentaire aux mesures déjà existantes au MDEIE. Une présentation pourrait être faite lors de la prochaine CAR économique du début mai pour arrimer les interventions auprès des entreprises.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Stratégie de développement de la Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine</p> <p><i>Intervenant :</i> Michel Gionest, MAMR (suite)</p>	<p>Une rencontre est prévue avec les préfets des MRC pour leur présenter le nouveau cadre d'intervention. Une rencontre, sous la conduite de monsieur Robert Sauvé, est prévue avec les industriels des usines de transformation du crabe des neiges pour les impliquer financièrement dans la mesure et dans la diversification de l'industrie.</p> <p>La dimension communication n'a pas été oubliée. Un budget a été réservé pour des activités de communication afin d'enrayer l'image de <i>misérabilisme</i> trop souvent véhiculée. La collaboration de Services Québec sera sollicitée pour ce volet.</p> <p>Une présentation de la « <i>Stratégie de développement Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine</i> » sera faite lors de la prochaine CAR. En attente du CT, on se propose de poursuivre le travail auprès des entreprises sans dévoiler les nouvelles mesures.</p>	
<p>5. Comité concernant les préoccupations sociales de la région</p> <p><i>Engagement jeunesse</i></p> <p><i>Intervenant :</i> Jean-Aimé Francoeur, OPHQ</p> <p><i>Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale</i></p> <p><i>Intervenante :</i> Nicole Dumaresq, Emploi-Québec</p>	<p>5.1 <i>Engagement jeunesse :</i></p> <p>Le comité est toujours en attente d'une réponse du Conseil du trésor concernant la demande d'aide financière. Par contre, quatre partenaires régionaux (MELS, ASSS, CRÉ-GÎM et MESS) sont impliqués pour 4 500 \$ chacun.</p> <p>Suite à la dernière CAR, trois personnes avaient été référées pour le poste de coordonnateur. Un candidat a été sélectionné et le comité demeure en attente de sa décision. Si ce dernier accepte, il entrera en fonction le 21 avril prochain. La prochaine étape sera la mise en œuvre de l'intervention. On nous rappelle que l'objectif de cet engagement est d'améliorer la complémentarité et l'efficacité des services destinés aux jeunes.</p>	<p>Gérard Bédard souligne que les leaders de la communauté doivent livrer certains messages dans leur milieu dont l'importance de la formation et de la qualification ainsi que l'importance de l'implication des gens du milieu local. La ressource aura le mandat de susciter cette mobilisation du milieu.</p> <p>Marc Groleau nous informe que les objectifs du « <i>Fonds d'intervention locale pour l'autonomie jeunesse</i> » seront présentés à la CAR.</p> <p>Louis Bigaouette nous fait part que la Fondation Chagnon, en partenariat avec le gouvernement du Québec, par la Société de gestion du Fonds, aura des sommes disponibles pour des projets faisant la promotion de saines habitudes de vie, et ce, en favorisant une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif. L'organisation « <i>Québec en forme</i> » est mandatée pour réaliser ce mandat. Monsieur Bigaouette propose que ces derniers nous présente leur plan d'action.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>5. Comité concernant les préoccupations sociales de la région</p> <p><i>Engagement jeunesse</i></p> <p><i>Intervenant :</i></p> <p>Jean-Aimé Francoeur, OPHQ</p> <p><i>Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale</i></p> <p><i>Intervenante :</i></p> <p>Nicole Dumaresq, Emploi-Québec</p> <p>(suite)</p>	<p>5.2 <i>Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale :</i></p> <p>Les extraits les plus pertinents de l'entente de collaboration en matière de « <i>Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale</i> » nous sont remis. Les huit partenaires impliqués ont déjà validé le contenu de cette entente.</p> <p>Madame Dumaresq nous fait lecture des objectifs de l'entente. Elle souligne les modifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Les contributions financières ont été étalées sur quatre ans au lieu de trois pour permettre la contribution totale d'Emploi-Québec; ✦ La modification de la contribution du MELS, dont 30 K \$, a été dirigée vers le « <i>Fonds d'intervention locale pour l'autonomie jeunesse</i> » lequel poursuit des objectifs semblables; ✦ La contribution de la CRÉ demeure à 138 K\$ pendant trois ans; ✦ L'ASSS pourrait réévaluer sa contribution pour 2010-2011. <p>L'implication de tous les ministres est souhaitée et il y a une ouverture pour une contribution en tout temps. Suite à la signature de l'entente, le comité régional verra à la mise en œuvre de cette dernière : les orientations, les critères de distribution du fonds et également la participation financière du privé à des projets.</p> <p>On nous rappelle que cette entente a été élaborée dans le concept de l'approche territoriale intégrée, soit l'apport des élus municipaux dans la coordination et la mise en œuvre des actions qui touchent toutes les strates de la société de tous les âges.</p> <p>Il faut convenir de la signature pour officialiser l'entente pour ensuite procéder à sa mise en œuvre. Un tour de table s'ensuit et les signataires présents se disent tous en accord avec l'entente.</p> <p>Suite à un commentaire de Réjean Morissette suggérant de changer le terme « <i>exclusion sociale</i> » pour « <i>inclusion sociale</i> », ce terme étant plus en lien avec les objectifs de l'entente et davantage mobilisateur, on s'entend pour modifier le titre de l'entente pour : « <i>Inclusion sociale et la lutte à la pauvreté</i> ».</p>	<p>Suite à la discussion concernant l'utilisation d'une entente de collaboration au lieu d'une entente spécifique, Michel Gionest souligne l'accord du MAMR pour le recours à l'entente de collaboration.</p> <p>Le MELS réitère ses inquiétudes vis-à-vis la prise en charge par les élus de ce dossier. L'ASSS exprime également ses préoccupations concernant l'animation et la participation du milieu.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>6. Programmes du MAMR</p> <p><i>Intervenant :</i></p> <p>Lucien Boudreau, MAMR</p>	<p>6.1 <i>Politique nationale de la ruralité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Le document de suivi sur la PNR GÎM est déposé. ♦ Les ministères n'ayant pas complété les informations concernant leurs engagements sont priés de le faire d'ici la prochaine CAR pour permettre la compilation des résultats. <p>6.2 <i>Produits de spécialité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Malgré un budget 2008-2009 déjà imputé de 65 K\$, on invite les promoteurs à déposer des projets novateurs. <p>6.3 <i>Laboratoires ruraux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ L'analyse des dossiers est terminée. Initialement, 10 projets devaient être acceptés mais, en raison de la qualité de ces derniers, 14 ont été retenus dont deux en région : il s'agit de « <i>Contact</i> » – Village du futur à Saint-Elzéar et « <i>Produire la santé ensemble</i> » de la MRC Le Rocher-Percé. ♦ La prochaine vague de dépôt est prévue pour le 2 juin 2008. Les mêmes procédures demeurent. Certains ministères seront interpellés pour des avis régionaux ainsi que du support technique ou financier. <p>6.4 <i>Groupe de travail :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Des groupes de travail seront créés en vue d'explorer, à l'intention des communautés rurales, des initiatives ou des secteurs d'activités qui pourront appuyer le développement rural de demain. Des domaines dans lesquels nous aurions à tirer profit de leur potentiel ont été ciblés, soit la production d'énergie, la multifonctionnalité, les emporiums, le branchement de réseaux de télécommunication, la complémentarité rurale-urbaine, etc. 	

Sujet	Commentaires	Suivi
<p>6. Programmes du MAMR</p> <p><i>Intervenant :</i> Lucien Boudreau, MAMR</p> <p>(suite)</p>	<p>6.5 <i>Grands Prix de la ruralité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Les Grands Prix de la ruralité rendront hommage aux leaders du développement rural ainsi qu'à des initiatives ou des innovations liées à la mise en œuvre des pactes ruraux et des autres mesures de la PNR. ✦ Les mises en candidatures doivent se faire d'ici le 15 juin et la remise des prix aura lieu en septembre. ✦ On peut trouver plus de renseignements sur les cinq catégories sur le site web du MAMR. 	
<p>7. Livre vert</p> <p><i>Intervenant :</i> Bernard Landry, MRNF</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La tournée de consultation sur le <i>Livre vert</i> s'est tenue entre le 11 et 14 mars dernier à Gaspé, Bonaventure et Sainte-Anne-des-Monts. Une centaine de personnes ont assisté aux rencontres. Le mandat d'animation avait été confié à la CRÉ-GÎM et la formule retenue a été sous forme de table ronde. • Le document intitulé : « <i>La forêt, pour construire le Québec de demain</i> » nous est remis. Ce dernier résume les neuf orientations du <i>Livre vert</i>. <p><i>Autres informations :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Il reste toujours un poste de commissaire forestier à combler ainsi que le siège de représentation autochtone. 	
<p>8. Ententes spécifiques et ententes de collaboration en cours de réalisation et à venir</p> <p><i>Intervenant :</i> Ghislain Anglehart, CRÉ-GÎM</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dépôt du « <i>Tableau des ententes</i> » en cours de négociation à la CRÉ. • Entente spécifique visant « <i>l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées</i> » a été signée par les ministres concernés, il manque que la signature du président de la CRÉ. 	<p>La SIQ se dit intéressée par cette entente.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>8. Ententes spécifiques et ententes de collaboration en cours de réalisation et à venir</p> <p><i>Intervenant :</i> Ghislain Anglehart, CRÉ-GÎM</p> <p>(suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Protection du littoral : ne fera pas l'objet d'une entente. Ce dossier est plus en lien avec les responsabilités du ministère de la Sécurité publique. Entente spécifique pour le renouvellement du Fonds de développement touristique en Gaspésie (2008-2011). 	<p>André Beaulieu nous informe que les ZIP de toutes les régions sont les leaders dans ces dossiers. Celui de la Baie-des-Chaleurs a tenu une première rencontre le 9 avril dernier. On souhaite étendre les actions aux autres MRC et non seulement à Bonaventure et à Avignon.</p> <p>Les objectifs de ce comité sont de documenter le phénomène d'érosion et de vulgariser l'information ainsi que de développer des outils de gestion du territoire en zone côtière pour les différents paliers gouvernementaux (municipalités, MRC, ministères).</p> <p>Lucien Boudreau nous informe que les Îles se sont prononcées en faveur de la taxe sur l'hébergement. Madame Danielle Marchand du ministère du Tourisme devrait participer à la prochaine rencontre de la CAR.</p>
<p>9. CERMIM – Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes</p> <p><i>Intervenants :</i> Hélène Chevrier et Guglielmo Tita (Guillaume), CERMIM</p>	<p>Hélène Chevrier nous fait l'historique du CERMIM, de la mission et des objectifs. Le CERMIM, affilié à l'UQAR, poursuit l'objectif de rapprocher le milieu universitaire aux milieux des îles et archipels habités du Québec maritime à des fins de favoriser le développement durable de ces milieux par des activités de recherches, de formation et de transfert de connaissances.</p> <p>Trois documents sont remis :</p> <ul style="list-style-type: none"> Repères chronologiques de la création du CERMIM; Le feuillet corporatif du CERMIM; La résidence du CERMIM. <p>Guillaume Tita poursuit par une présentation plus détaillée sur la composition du CERMIM, les actions, les collaborations, les budgets, les travaux, etc. Il informe les membres de la CAR que les publications du CERMIM sont disponibles par courriel en format PDF.</p>	<p>Les membres de la CAR se disent très intéressés par les travaux réalisés et ceux en cours. Les résultats de certaines recherches pourraient être transférables ailleurs, par exemple, la gestion des déchets, l'enrochement vs l'érosion des berges, etc.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>10. Desserte de services gouvernementaux</p> <p><i>Intervenant :</i> Marc Groleau, Emploi-Québec</p>	<p>Le comité est présidé par Marie-Jeanne Cotton, en son absence, Marc Groleau nous relate les travaux du comité.</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Les membres sont : Marie-Jeanne Cotton de Services-Québec, Ginette Lévesque du MAPAQ, Geoffrey Allard de la SIQ, Jean-Aimé Francoeur de l'OPHQ, Gilles Soucy du MSP et Marc Groleau d'Emploi-Québec. ♦ Deux rencontres ont eu lieu. Les sujets abordés sont l'état du parc mobilier gouvernemental, la pertinence de leur situation géographique, les besoins des ministères, la disponibilité, les espaces, etc. Les prochaines actions sont de dresser l'inventaire des M/O et les espaces occupés par MRC, d'évaluer la situation par un questionnaire sur des éléments précis, d'analyser le questionnaire, d'élaborer un plan d'action et en faire présentation à la CAR. 	<p>Geoffrey Allard précise que le fonctionnement actuel des démarches individuelles par M/O limite les choix. Il faut se donner des moyens, des chiffres pour être en mesure de discuter avec les directions centrales. Il informe la CAR que la SIQ peut soutenir des interventions pour l'accessibilité universelle que ce soit pour les clients ou les employés.</p>
<p>11. Pacte pour l'emploi</p> <p><i>Intervenant :</i> Marc Groleau, Emploi-Québec</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation du « <i>Pacte pour l'emploi</i> », le document de la présentation nous est remis. • Les cibles régionales seront déterminées lors de la rencontre du CRPMT (Conseil régional des partenaires du marché du travail) du 14 avril. 	
<p>12. Calendrier des prochaines rencontres</p> <p><i>Intervenant :</i> Lucien Boudreau, MAMR</p>	<p>Le calendrier des prochaines rencontres pour 2008-2009 est :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 12 juin p.m. et 13 juin 2008 à Carleton; • 2 septembre 2008 à Bonaventure; • 13 novembre 2008 à Chandler; • 15 janvier 2009 à Gaspé; • 19 mars 2009, lieu non déterminé. 	<p>Ces rencontres sont statutaires. M^{me} Nathalie Normandeau, vice-première ministre et ministre des Affaires municipales et des Régions, pourrait participer à la rencontre de juin ou encore celle de septembre.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
13. ACCORD – Évolution <i>Intervenant :</i> Denis Goulet, MDEIE	<ul style="list-style-type: none"> • Le comité de la CAR économique établira également un calendrier des rencontres pour 2008-2009. • Madame Marie-Claude Bourque est la nouvelle coordonnatrice pour le créneau éolien. • Le comité du créneau récréotouristique s'est réuni en mars dernier pour dresser le bilan de ses actions, élaborer ses priorités pour 2008-2009 et mettre le comité de suivi en place. • Le comité du créneau marin se rencontrera au début mai pour dresser son bilan et ses priorités 2008-2009. • Le MDEIE doit faire le bilan de ses interventions dans les trois créneaux : les stratégies, les actions et les budgets MDEIE et également l'implication des autres ministères à caractère économique. Ce bilan sera présenté à la prochaine CAR. 	
14. Évaluation de la CAR <i>Intervenant :</i> Lucien Boudreau, MAMR	Dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la CAR, l'évaluation des rencontres est proposée. Le document « <i>CAR Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine Évaluation 2007-2008</i> » est déposé. Celui-ci traite de l'évaluation quantitative des rencontres et des sujets traités ainsi que de l'évaluation qualitative de ces dernières.	Lucien Boudreau fera parvenir une version électronique de l'évaluation aux membres.
15. Points d'information des secteurs d'activités	<p>15.1 <i>Emploi-Québec</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Le « <i>pacte à l'emploi</i> » soutiendra la mise en place d'un réel système de placement en emploi au privé. <p>15.2 <i>Investissement Québec</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Un effort sera mis pour soutenir les dossiers de nouvelles technologies d'information en région. <p>15.3 <i>Services Québec</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Les services des bureaux de la publicité des droits de Foncier Québec sont maintenant disponibles à Services Québec. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>15. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>15.4 <i>MAPAQ - Pêches</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ La situation des usines de transformation des produits marins des Îles-de-la-Madeleine est en pleine restructuration suite à l'incendie de deux usines et la faillite d'une troisième. Ceci a créé une perte de capacité de congélation d'environ 40 %. On craint la venue d'un acquéreur de l'extérieur des Îles dans le cas de rachat de Norpro, ce qui laisserait peu de retombées dans le milieu. ✦ Une entente a été conclue dans le dossier de la crevette. Par contre, les pêcheurs de poissons de fond ont connu une diminution de leur quota de capture par le MPO. Ce dossier est à suivre. Également, le plan de rationalisation des flottilles de homards et de poissons de fond sera annoncé sous peu. ✦ Le fonds de recherches en mariculture, géré par la SODIM, est épuisé pour la région Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine. En raison des sommes non utilisées par la Moyenne et par la Basse-Côte-Nord, ces dernières pourraient être mises dans un fonds national destiné à toutes les régions maritimes du Québec. <p>15.5 <i>MRNF</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ La suite du <i>Livre vert</i>; ✦ Dossier GDS : fin de la protection de la Loi sur les faillites. Ceci devrait faire avancer le Rapport Genest; ✦ Le plan d'aménagement du territoire est débuté; ✦ Réserve Baldwin : conférence de presse attendue pour le 24 avril prochain; ✦ L'accumulation des neiges a nécessité d'urgence le nourrissage des cerfs de Virginie. On peut s'attendre à une baisse du cheptel; ✦ Le MRNF publie un bulletin interne, celui-ci pourrait être transmis aux membres de la CAR si intéressés. 	<p>Le bulletin sera transmis à Lucien pour redistribution.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>15. Points d'information des secteurs d'activités (suite)</p>	<p>15.6 MAPAQ - Agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Rapport Pronovost <p>15.7 MTQ</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Dépôt d'un document listant les principaux chantiers routiers de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine pour 2008-2009. <p>15.8 MDDEP</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Trois dossiers importants en cours : <ul style="list-style-type: none"> • gestion intégrée des eaux • gestion des matières résiduelles • l'érosion ✦ On rappelle aux ministères économiques de référer, dès le départ, au MDDEP les promoteurs ayant des projets qui doivent répondre à des critères environnementaux. Ceci dans le but d'éviter les infractions ou encore l'arrêt complet d'un projet. <p>15.9 MFA</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Il y aura des nouvelles places en garderie. Le MFA collaborera avec la CRÉ-GÎM sur ce dossier. <p>15.10 MCCCF</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ La consultation sur la « <i>Loi sur les biens culturels</i> » sera de passage à Gaspé le 12 mai prochain. <p>15.11 MELS</p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Poursuite de la réforme scolaire. 	<p>Louis Bigaouette propose de présenter le Rapport Pronovost à la prochaine CAR.</p> <p>Il est proposé de présenter la politique du transport collectif à la prochaine CAR.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
15. Points d'information des secteurs d'activités (suite)	<p>15.12 <i>MESS- Centre de communication avec la clientèle</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Depuis le 27 mars dernier, le Centre de Gaspé est déployé à 100 % et ce, huit ans après son ouverture. <p>15.13 <i>MDEIE</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Présentation du plan d'action manufacturier dans les semaines à venir; ✦ Le Symposium sur les Créneaux d'excellence québécois et les Pôles de compétitivité français se déroulera du 20 au 22 mai 2008 à Québec. Des entreprises de la région participeront au créneau « <i>Ressources, sciences et technologies marines</i> ». ✦ Des séminaires de sensibilisation à l'environnement international doivent être présentés aux élus lors de la prochaine rencontre de la CRÉ-GÎM du 15 mai. <p>15.14 <i>OPHQ</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ✦ Présentation à l'automne 2008 de la stratégie nationale de la politique « <i>Ensemble à part égale</i> » en complémentarité avec Emploi-Québec. 	Le MAMR a reçu le même mandat, une validation sera faite auprès de leurs autorités.
15. Fin de la rencontre	L'ordre du jour étant épuisé, la rencontre se termine à 16 h 30.	

Norah Gaul
 Conseillère aux opérations régionales – MAMR
 Secrétaire de la rencontre

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
à la salle Lacroix de l'hôtel de ville de Carleton, située
au 629, boulevard Perron, Carleton, les 12 et 13 juin 2008**

ORDRE DU JOUR

Jeudi, le
12 juin 2008

13 h 15

OUVERTURE DE LA RENCONTRE;

13 h 20

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR, ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU
10 AVRIL 2008 ET SUIVI;**

13 h 30

**STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-
MADELEINE 2008-2013;**

Michel Gionest

14 h 15

**COMITÉ CONCERNANT LES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES DE LA RÉGION :
ENTENTE DE COLLABORATION; LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET
L'EXCLUSION SOCIALE;
ENGAGEMENT JEUNESSE;**

Gérard Bédard et Nicole Dumaresq, co-présidents

14h35

DESSERTE DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX;

Marie-Jeanne Cotton

14 h 45

ACCORD – ÉVOLUTION;

Denis Goulet

15h

RAPPORT PRONOVOST;

Louis Bigaouette

15 h 45

QUÉBEC EN FORME;

Julie Bouffard

16 h 30

SUSPENSION DES TRAVAUX.



Rencontre de la Conférence administrative régionale à Carleton, les 12 et 13 juin 2008

ORDRE DU JOUR (SUITE)

Vendredi, le
13 juin 2008

8 h 30

REPRISE DES TRAVAUX;

8 h 35

**AFFAIRES MUNICIPALES;
POLITIQUE NATIONALE DE LA RURALITÉ;
PRODUITS DE SPÉCIALITÉ;
LABORATOIRES RURAUX;**
Lucien Boudreau

9 h 05

**AIDE STRATÉGIQUE AUX PRODUITS TOURISTIQUES;
ENTENTE DE PARTENARIAT RÉGIONAL;**
Danielle Marchand

9 h 25

POLITIQUE DE TRANSPORT COLLECTIF;
Diane Vallières

9h55

ÉVALUATION FONCTIONNEMENT DE LA CAR;
Lucien Boudreau

10h15

PAUSE

10 h 25

RESSOURCES HUMAINES;
Serge St-Louis

10 h 45

POINTS D'INFORMATION;

- Évolution économique et perspectives : Pêches, Tourisme, Culture, Forêt, Agriculture, Énergie et mines, Transport;
- Évolution des enjeux sociaux et perspectives : Éducation, Environnement, Services sociaux...

11 h 45

CALENDRIER DES PROCHAINES RENCONTRES;

11 h 50

AFFAIRES DIVERSES;

12 h

FIN DE LA RENCONTRE.



Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Marie-Jeanne Cotton	Services Québec
Nicole Dumaresq	MESS
Suzanne Ferguson	Services Québec
Norah Gaul	MAMR
Roxane Grenon	MFA
Danielle Marchand	Tourisme Québec
Diane Parisé	CSF
Suzanne Provost	MCCCCF
Diane Vallières	MTQ

Étaient présents :

Messieurs :

Ghislain Anglehart	CRÉ-GÎM
André Beaulieu	MDDEP
Louis Bigaouette	MAPAQ
Lucien Boudreau	MAMR
Jules Boulanger	MDDEP
François Fortin	MDDEP
Christian Fournier	CNT
Michel Gionest	MAMR
Denis Goulet	MDEIE
Bernard Landry	MRNF
Réjean Morrisette	SAA
Gilles Soucy	MSP
Serge St-Louis	CSP

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Jeudi 12 juin et vendredi 13 juin 2008
Au CLE d'Avignon à Carleton
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest ouvre la rencontre à 13 h 30 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 10 avril et suivi	<p>Le compte rendu est adopté tel que rédigé avec les précisions suivantes :</p> <p>3. Table responsable des communications</p> <ul style="list-style-type: none"> La rencontre n'a toujours pas eu lieu. Les membres de cette Table demeurent en attente du dépôt de la « <i>Stratégie de développement du MAMR</i> » pour organiser la première rencontre. <p>4. Stratégie de développement du MAMR</p> <ul style="list-style-type: none"> Les nouveaux critères du Fonds d'aide au développement des territoires, remplaçant le Fonds de création d'emplois municipaux, ont été critiqués publiquement par le préfet de Bonaventure, monsieur Jean-Guy Poirier, lors de la rencontre des maires de la MRC de Bonaventure, le 11 juin dernier. Les ministères impliqués dans ce dossier maintiennent les critères d'admissibilité et sont attentifs aux commentaires émis par les politiciens locaux. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 10 avril et suivi (suite)</p>	<p>4. Stratégie de développement du MAMR (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lorsque le plan de développement stratégique du MAMR sera confirmé, une rencontre du Comité économique de la CAR aura lieu. On présume que cette rencontre devrait avoir lieu à la fin de juin. • Une rencontre entre les industriels des usines de transformation du crabe, le sous-ministre, monsieur Robert Sauvé, et la Direction régionale du MAMR a eu lieu le 2 mai dernier au bureau de Chandler. Cette rencontre avait pour objectif de présenter les nouvelles modalités du programme d'aide à l'industrie. <p>12. RETEM</p> <ul style="list-style-type: none"> • Michel Gionest remet aux membres de la CAR une copie de la correspondance reçue de madame Diane Jean. <p>15.1 Emploi-Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les cibles associées au « <i>Pacte pour l'emploi</i> », région Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine, seront divulguées sous peu. Emploi-Québec propose d'en faire une présentation lors de la prochaine CAR. <p>15.14 OPHQ – correction</p> <ul style="list-style-type: none"> • En attente de l'adoption de la politique d'ensemble « <i>À part ENTÈRE</i> » prévue en juin 2008. Possibilité d'une présentation à la CAR à l'automne 2008. • La stratégie nationale pour l'emploi des personnes handicapées sera connue prochainement. 	
<p>4. Stratégie de développement de la Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine</p> <p><i>Intervenant :</i> Michel Gionest, MAMR</p>	<p>Tel qu'énoncé en début de rencontre, la région demeure en attente de l'adoption de la nouvelle stratégie par le Conseil du trésor. Une décision devrait être rendue dans la semaine du 16 juin 2008. Pour les membres de la CAR qui assistent à leur première rencontre, un bref résumé de la stratégie est fait.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>5. Desserte gouvernementale.</p> <p><i>Intervenante :</i></p> <p>Marie-Jeanne Cotton, Services Québec Présidente de la Table</p>	<p>Le comité a pour objectif d'évaluer l'état actuel des locaux occupés, l'environnement dans lequel évoluent les ministères et organismes de tout le territoire de la Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine et les besoins futurs.</p> <p>Pour ce faire, un questionnaire a été expédié à tous les concernés. Un taux de réponse d'environ 50 % est atteint à ce jour. On constate que le parc immobilier est désuet et que des alliances se tissent déjà entre certains ministères et organismes pour combler leurs besoins.</p> <p>Le comité fera état des résultats à la CAR de septembre et les recommandations du comité seront adressées à Geoffrey Allard de la SIQ.</p>	<p>Rappel de la date de retour des questionnaires : 27 juin 2008.</p>
<p>6. Comité concernant les préoccupations sociales de la région</p> <p><i>Engagement jeunesse</i></p> <p><i>Intervenante :</i></p> <p>Nicole Dumaresq, Emploi-Québec</p> <p><i>Inclusion sociale et lutte à la pauvreté</i></p> <p><i>Intervenante :</i></p> <p>Nicole Dumaresq, Emploi-Québec</p>	<p>6.1 Engagement jeunesse</p> <ul style="list-style-type: none"> La demande d'aide financière a été recommandée positivement par le Conseil du trésor. Le comité demeure en attente de la lettre de confirmation du Secrétariat à la jeunesse. Les travaux du comité se poursuivent et vont bon train, et ce, malgré le fait qu'un inventaire de tous les services jeunesse s'adressant aux 12 – 35 ans doit être fait. En ce qui concerne le poste d'agent de liaison, une personne a été rencontrée le 12 juin dernier. Le comité de sélection procédera à l'analyse de son dossier. <p>6.2 Inclusion sociale et lutte à la pauvreté</p> <ul style="list-style-type: none"> L'entente de collaboration a été signée par tous les partenaires (copie au dossier). Le comité de travail doit maintenant se rencontrer et établir les priorités. D'autres partenaires pourront être invités à se greffer autour du comité. <p>6.3 Présentation de l'organisme « Québec en forme » par Julie Bouffard accompagnée de Hélène Potvin</p> <ul style="list-style-type: none"> Copie de la présentation et d'un document précisant les actions de l'organisme sur notre territoire nous sont remis. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>6. Comité concernant les préoccupations sociales de la région</p> <p>Engagement jeunesse</p> <p><i>Intervenante :</i> Nicole Dumaresq, Emploi-Québec</p> <p>Inclusion sociale et lutte à la pauvreté</p> <p><i>Intervenante :</i> Nicole Dumaresq, Emploi-Québec</p> <p>(suite)</p>	<p>6.3 Présentation de l'organisme « Québec en forme » par Julie Bouffard accompagnée de Hélène Potvin (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Madame Potvin précise que l'organisme interpelle les organisations déjà existantes dans les MRC. Leurs actions sont très terrain, on souhaite éviter les duplications et plutôt s'intégrer dans les groupes pour travailler sur les besoins exprimés. On cite à titre d'exemples : les écoles, CPE, Maison de la famille, etc. • Le <i>Comité concernant les préoccupations sociales</i>, mis en place par la CAR, constate qu'il existe une multitude de comités et d'intervenants ayant des objectifs similaires et qu'il serait plus pertinent de travailler en complémentarité. L'inventaire des intervenants et de leurs champs d'intervention sera fait. Pour atteindre les objectifs de ce comité, on utilisera les structures existantes pour éviter les doublons. L'approche territoriale intégrée sera mise en application et les comités devront émerger du milieu. Le comité gouvernemental soutiendra l'avancement des travaux. En plus des ressources déjà identifiées, d'autres ministères seront sollicités, tel le ministère des Transports pour le dossier du transport collectif. • Les membres de la CAR sont favorables à inclure l'organisme « Québec en forme » au <i>Comité concernant les préoccupations sociales</i>. • Un événement pour publiciser les partenariats financiers de l'entente de collaboration en matière d'<i>inclusion sociale et de lutte à la pauvreté</i> aura lieu dès que le comité de travail aura défini ses priorités. 	
<p>7. ACCORD</p> <p><i>Intervenant :</i> Denis Goulet, MDEIE</p>	<p>Une rencontre des trois créniaux régionaux ACCORD a eu lieu le 11 juin dernier. À cette rencontre, on y a fait le bilan des créniaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faits saillants 2007-2008 • Sommaire d'investissement de chaque crénial • Contribution financière de chaque ministère 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>7. ACCORD</p> <p><i>Intervenant :</i></p> <p>Denis Goulet, MDEIE</p> <p>(suite)</p>	<p>À la suite de cette rencontre, on mettra à jour le bilan 2007-2008 des projets ACCORD. Chaque créneau se dotera d'un <i>Comité de suivi de mise en œuvre</i>. Chaque ministère ayant un lien avec les créneaux sera invité à siéger à ce comité. De plus, un calendrier de rencontres a été implanté pour dynamiser les activités de suivi des créneaux.</p> <p>Lors de cette rencontre, les entreprises du créneau « <i>Science et technologie marine</i> » ont déploré l'absence d'un guichet unique pour le dépôt de leurs projets. Depuis la mise sur pied d'une équipe d'analyse (SWAT team) du MAPAQ, un diagnostic d'entreprise est exigé pour toute demande d'aide financière. Les entreprises considèrent que ces diagnostics ont déjà été réalisés et qu'ils engendrent une lourdeur administrative additionnelle dans le traitement de leurs dossiers.</p> <p>Monsieur Goulet propose de traiter le sujet lors d'une rencontre du comité économique de la CAR : comment maximiser les interventions terrain, avoir une meilleure cohérence et compréhension des enjeux, prioriser les créneaux, etc. La possibilité de transmettre les comptes rendus des comités ACCORD aux membres de la CAR sera vérifiée. On souhaite également améliorer les communications pour publiciser les projets et les investissements émanant des créneaux.</p> <p>Le comité économique de la CAR devrait se rencontrer vers le 24 septembre prochain. Les membres concernés recevront une confirmation de la date dès le lundi, 16 juin 2008. Les agents de développement à vocation économique seront invités à présenter les mesures et programmes de leurs organisations. Le comité d'invitation évaluera la pertinence d'inviter les agents des CLD et SADC.</p> <p>On nous informe que concernant les problématiques soulevées relatives à la lenteur du réseau informatique du MDEIE, des corrections seront apportées dans les prochaines semaines.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>8. Rapport Pronovost</p> <p><i>Intervenant :</i></p> <p>Louis Bigaouette, MAPAQ</p>	<p>Présentation du rapport Pronovost et dépôt du document « <i>La fierté d'en vivre Le plaisir de s'en nourrir</i> » (rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ)).</p> <p>Monsieur Bigaouette souligne les recommandations intéressantes du rapport pour notre région :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Place à la relève, à la jeunesse • Protection du territoire agricole • Émergence de nouvelles productions • Campagne de promotion pour l'achat de produits québécois « <i>Mettez le Québec dans votre assiette</i> » 	
<p>9. Programmes du MAMR</p> <p><i>Intervenant :</i></p> <p>Lucien Boudreau, MAMR</p>	<p>9.1 Politique nationale de la ruralité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un tableau des engagements des différents ministères et organismes en région démontre des investissements pour un total de 41,3 M\$. • Monsieur Boudreau sensibilise les membres de la CAR à l'opportunité de moduler les programmes pour répondre aux particularités régionales. Il invite les intéressés à se joindre au comité existant et propose de faire part des travaux et des grandes orientations de la PNR à une prochaine CAR. <p>9.2 Laboratoires ruraux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quatre projets ont été soumis dans le cadre de la deuxième vague de dépôt des <i>Laboratoires ruraux</i>. La liste descriptive de ces projets nous est remise. Comme lors de la première vague de dépôt, les ministères sectoriels seront sollicités pour avis. Ces avis devront être complétés pour le début du mois d'août. Invitation est faite à tous les membres qui souhaitent commenter ou analyser ces dossiers de s'adresser au MAMR. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>9. Programmes du MAMR</p> <p><i>Intervenant :</i></p> <p>Lucien Boudreau, MAMR</p> <p>(suite)</p>	<p>9.3 <i>Produits de spécialité</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Il reste encore des sommes disponibles dans ce programme. Présentement, deux dossiers sont en analyse, soit dans le domaine de la culture et de l'agroalimentaire. Aucune demande ne provient du domaine forestier : une approche auprès de ce secteur est à évaluer. <p>9.4 <i>Grands prix de la ruralité</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La remise des prix aura lieu en septembre 2008. Le lieu n'a pas encore été choisi. Pour la prochaine édition de 2009, il serait à propos de sensibiliser les municipalités de la région de la Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine à en faire un événement d'envergure pour faire valoir notre région et nos spécificités. <p>9.5 <i>Communautés rurales branchées</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Un budget de 20 M\$ sur cinq ans sera disponible dès 2009. Les paramètres de ce programme seront connus à l'automne 2008. 	
<p>10. Aide stratégique aux produits touristiques – Entente de partenariat régional</p> <p><i>Intervenante :</i></p> <p>Danielle Marchand, Tourisme Québec</p>	<p>10.1 <i>Aide stratégique aux produits touristiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation de la stratégie • Déjà quatre ententes en lien avec cette stratégie ont été signées, soit pour les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, des Cantons de l'Est, de Lanaudière et de l'Outaouais. Quant à la région du Bas-Saint-Laurent, l'entente devrait se concrétiser sous peu et deux autres ententes sont en négociation, soit celles des régions de Charlevoix et de Québec. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>10. Aide stratégique aux produits touristiques – Entente de partenariat régional</p> <p><i>Intervenante :</i> Danielle Marchand, Tourisme Québec</p> <p>(suite)</p>	<p>10.2 <i>Entente de partenariat régional</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Tourisme Québec est présentement en négociation avec l'ATR Gaspésie concernant l'entente de partenariat régional. Habituellement, l'aide à l'amélioration des infrastructures d'hébergement est exclue de cette entente. En raison de l'état du parc hôtelier gaspésien, une dérogation a été déposée au Conseil du trésor pour l'inclure. Par contre, quelques projets identifiés dans les quatre autres expériences touristiques devront faire partie des demandes d'aides financières. Les demandes doivent contribuer au renouvellement de l'offre et faire du tourisme une source de richesse. <p>10.3 <i>Complément d'information</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Les orientations du ministère concernant une politique « <i>Vers un tourisme durable</i> » seront bientôt connues. Lors d'une prochaine CAR, madame Marchand nous présentera la « <i>Démarche qualité tourisme</i> ». 	
<p>11. Politique de transport collectif</p> <p><i>Intervenante :</i> Diane Vallières, MTQ</p>	<p>Présentation de la politique du transport collectif du ministère des Transports. Des éléments de cette politique sont très intéressants, surtout en lien avec les objectifs de l'entente en matière d'<i>inclusion sociale et lutte à la pauvreté</i>.</p> <p>La MRC Le Rocher-Percé et la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine ne se sont pas prévaluées du 10 K\$ disponible pour une étude. La MRC de La Haute-Gaspésie a reçu 100 K\$ et le transport collectif sur ce territoire est fonctionnel.</p> <p>La CRÉ-GÎM est à former une corporation indépendante pour gérer le transport collectif sur le territoire. Le MTQ est intéressé par ce projet. Par contre, le financement de ce projet s'avère présentement déficitaire. Des discussions entre les deux organismes sont en cours.</p> <p>Il est suggéré d'ouvrir le transport collectif aux travailleurs de l'industrie de la pêche. Le MTQ trouve l'idée fort intéressante et ce dossier pourrait être travaillé avec le Groupement d'employeurs pour le territoire de la Gaspésie.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>12. Évaluation de la CAR</p> <p><i>Intervenant :</i></p> <p>Lucien Boudreau, MAMR</p>	<p>Présentation du document « <i>Évaluation du fonctionnement CAR Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine 2007-2008</i> ».</p> <p>12.1 Les absences</p> <ul style="list-style-type: none"> On dénote des absences fréquentes. En ce qui concerne ces absences régulières, on souhaiterait que les concernés démontrent plus d'intérêt à participer aux rencontres de la CAR. Il est suggéré que chaque direction ministérielle ou organisme délègue un substitut au directeur. <p>12.2 Invitation au préfet</p> <ul style="list-style-type: none"> Il est suggéré d'inviter le préfet de la MRC où se tient la rencontre de la CAR pour y faire l'ouverture de la rencontre. Ceci permettrait au préfet de nous informer sur sa MRC, son économie, ses problématiques, etc. Cela permettrait aux élus de rencontrer les représentants gouvernementaux et de pouvoir s'exprimer. Par le fait même, ceci serait un geste de reconnaissance envers les maires et préfets de la région. <p>12.3 Le calendrier</p> <ul style="list-style-type: none"> Le calendrier de cinq rencontres est respecté. <p>12.4 La formule</p> <ul style="list-style-type: none"> La formule pourrait être améliorée en y ajoutant de l'innovation dans son contenu, soit par de la formation, par le traitement de dossiers, etc. En bref, être plus imaginatif pour se donner un nouveau souffle. <p>12.5 Le contenu</p> <ul style="list-style-type: none"> Maintenir le point d'information. D'ailleurs, on mentionne que ce point est traité en dernier et qu'il est souvent le plus intéressant de tous. Ce point pourrait être placé plus tôt dans l'ordre du jour. Ceci est à considérer dans le développement futur de la CAR. Il est également suggéré de faire des liens entre les sujets discutés. 	<p>La présidence de la CAR contactera par écrit les ministères ou organismes concernés pour les sensibiliser à l'importance du rôle de la conférence et de leur participation à celle-ci. Le MAMR les informera qu'il serait souhaitable de nommer un substitut pour les représenter.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>12. Évaluation de la CAR</p> <p><i>Intervenant :</i></p> <p>Lucien Boudreau, MAMR</p> <p>(suite)</p>	<p>12.6 <i>Cartons d'identification</i></p> <ul style="list-style-type: none"> On propose d'avoir des cartons d'identification pour chaque membre. <p>12.7 <i>Conclusion</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le fonctionnement de la CAR est l'affaire de tous les membres et on remercie les membres de leur participation. 	
<p>13. Ressources humaines</p> <p><i>Intervenant :</i></p> <p>Serge St-Louis, CSP</p>	<p>13.1 <i>Ressources humaines</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le gel d'embauche a été suspendu. Les cibles de la fonction publique demeurent. En décembre 2007, certaines régions, dont celle de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, ont été exemptées de l'obligation de l'atteinte des cibles en raison des difficultés de recrutement. <p>13.2 <i>Programme d'employabilité</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Une seule organisation s'est prévalué du programme d'employabilité pour personnes handicapées en région. Le sujet fera l'objet d'un retour dans une CAR ultérieure. <p>13.3 <i>Offre de service en service intégré pour petites organisations</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Présentement, un projet pilote est en cours pour régler la problématique de référence du bon candidat selon la liste de disponibilité. En raison de la pénurie de main-d'oeuvre, on suggère aux organisations de faire des représentations auprès de leur service de ressources humaines pour mettre à jour les listes. <p>13.4 <i>Programme d'accueil gouvernemental</i></p> <ul style="list-style-type: none"> À la suite de l'ouverture du centre d'appel du RQAP à Sainte-Anne-des-Monts, une session d'accueil a été organisée pour les nouveaux arrivants à la fonction publique. La prochaine session devrait se tenir à l'automne pour les nouveaux employés tant permanents qu'occasionnels. Cette session a maintenant un nouveau contenu. De plus, on mentionne que cette activité est très appréciée. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>13. Ressources humaines</p> <p><i>Intervenant :</i> Serge St-Louis, CSP</p> <p>(suite)</p>	<p>13.5 <i>Session de la CARRA</i></p> <ul style="list-style-type: none"> La session d'une demi-journée sur le régime de retraite de la fonction publique qui devait se tenir à Chandler a dû être annulée en raison de la disponibilité du personnel de la CARRA. <p>13.6 <i>Cercles de gestion pour directeurs</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le prochain atelier sur le leadership « <i>Turbulence à bord quand le conflit éclate dans le sein d'une équipe</i> » aura lieu le 19 septembre prochain à Rimouski et le 17 octobre à Gaspé. Deux activités ont dû être annulées en Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine en raison d'un manque d'intérêt et de la tenue d'une rencontre de la CAR. À la suite de la suggestion de Lucien Boudreau qui a eu l'occasion de participer à une conférence de Jean-Luc Tremblay « <i>La performance par le plaisir</i> », monsieur St-Louis a vérifié les possibilités de tenir cette conférence en région : Le conférencier serait disponible soit le 11 et le 12 septembre prochain, ce qui s'avère trop tôt pour organiser cet événement, soit le 20 octobre, journée du prochain atelier sur le leadership, ou soit le 11 novembre. <p>Il est proposé de modifier la date de la CAR du 13 novembre prochain pour le 11 novembre en après-midi et le 12 novembre en avant-midi et de la déplacer à la Base plein air de Bellefeuille à Chandler. La conférence pourrait se tenir le 11 novembre en avant-midi. Par contre, en raison des coûts élevés, un minimum de 50 personnes est requis pour couvrir les frais. Cette activité pourrait être offerte à des directeurs locaux et professionnels en plus des membres réguliers de la CAR. Les ministères et organismes seront sollicités par le CSP en cas de difficulté de recrutement.</p>	<p>Le MAMR avisera les membres de la CAR de la modification de la date et du lieu de la rencontre du 13 novembre prochain pour le 11 novembre en après-midi et le 12 novembre en avant-midi à la Base plein air de Bellefeuille de Chandler.</p>
<p>14. Points d'information des secteurs d'activités</p>	<p>14.1 <i>MRNF</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Dépôt du document « <i>Points d'information juin 2008 MRNF</i> ». 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>14. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>14.2 <i>Secrétariat aux affaires autochtones</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le dossier de la pourvoirie Baldwin n'est toujours pas réglé. • Un nouveau chef, monsieur Allison Metallic, a été élu à Listiguj le 8 juin dernier. • Des rencontres ministérielles seront organisées sous peu concernant l'ouverture d'usines de transformation de produits marins pour les autochtones en Gaspésie. • Les revendications des autochtones de Gespeg, concernant les rivières à saumons de Gaspé, n'ont pas porté fruit puisque ces derniers ne possèdent pas de territoires. <p>14.3 <i>Conseil du statut de la femme</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Charte des droits et libertés de la personne a été modifiée en date du 10 juin dernier pour y assurer l'égalité entre les femmes et les hommes. • Le Conseil du statut de la femme dénonce l'hypersexualisation des enfants dans les médias, publicité, Internet, mode et autres. La région Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine est aussi touchée par ce phénomène. Une tournée sur l'hypersexualisation et la sexualisation dans l'espace public est en cours. Lors de ces soirées publiques, on y présentera le documentaire « <i>Sexy inc.</i> » et une discussion sur le sujet suivra. On souhaite trouver des solutions selon les problématiques particulières de chaque MRC. La Ville de Gaspé a déjà reçu cette présentation. En septembre, on visitera Sainte-Anne-des-Monts, New Richmond et Les Îles-de-la-Madeleine. <p>14.4 <i>MDDEP</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépôt d'un communiqué de presse « <i>Nouveau système de tarification des autorisations environnementales : une application du principe utilisateur-payeur</i> ». Ce nouveau système de tarification est en vigueur depuis le 1^{er} juin 2008. 	<p>Services Québec propose d'inclure cet événement dans son bulletin d'informations.</p>

SJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>14. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>14.4 MDDEP (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet de loi sur la gestion des eaux, consultation à l'automne 2008 en lien avec la loi sur le développement durable et dans le cadre d'une entente internationale Canada – États-Unis à venir. Cette nouvelle loi devrait affirmer le rôle du ministère à titre de gardien de la ressource et lui déléguer de nouveaux pouvoirs de protection. • Réhabilitation du secteur Sandy Beach contaminé par l'acide sulfurique provenant de la Fonderie Gaspé. • Rappel à tous de contacter la Direction régionale de la Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine pour toute problématique environnementale en région. Cette pratique est plus facilitante pour tous. <p>14.5 MSP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concernant les inondations de l'automne 2007, le travail se poursuit avec les communautés de Rivière-au-Renard, Grande-Vallée et Cloridorme. 11,9 M\$ ont été investis à ce jour. L'intervention publique devrait atteindre les 20 M\$ d'ici septembre. <p>14.6 MTQ</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan stratégique du ministère en élaboration, le développement durable est au cœur des enjeux. Les éléments tels que la pérennité des infrastructures, le transport fluide des personnes et des marchandises et la sécurité routière y occuperont une place importante. • Pour la région, le transport ferroviaire et le transport maritime deviennent des niches de développement importantes. À l'automne, on traitera du transport intermodalité. • La liste des villages relais sera mise à jour en septembre. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>14. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>14.7 <i>Tourisme Québec</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de la stratégie de développement des croisières, Gaspé et Les Îles-de-la-Madeleine ont été identifiés comme ports d'escales. Un coordonnateur voit à la mise en œuvre de la stratégie et au développement de programmes de financement des ports. Une présentation de la stratégie sera faite à la CAR en septembre ou en novembre prochain. <p>14.8 <i>MCCCF</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La région a reçu la visite de la ministre lors de sa tournée de consultations sur le Livre vert. Les consultations à travers le Québec devraient se terminer à la fin juin. • La Loi sur le patrimoine devrait simplifier les statuts et termes (appellations). On doit y inclure les paysages mais sans empêcher le développement futur des lieux. On y retrouvera également la reconnaissance du patrimoine immatériel (le savoir-faire). Le dépôt de la loi devrait se faire en septembre. • Le rôle des municipalités en matière de culture et patrimoine sera modifié. Ces dernières sont en accord avec la délégation de l'autorité mais souhaitent que l'expertise et les ressources financières soient également transmises. <p>14.9 <i>MDEIE</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Une tournée des MRC pour présenter le plan manufacturier est prévue. Une brève description sera faite au comité économique de la CAR. • Un nouvel employé s'est joint à l'équipe de New Carlisle, soit monsieur Dany Savoie. <p>14.10 <i>CNT</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Commission des normes du travail est présentement à redéfinir son offre de service. Une réflexion est en cours concernant une nouvelle façon d'être présent en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
	<p>14.10 CNT (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> On travaille à faire connaître l'organisme par le biais de séminaires d'information. À l'automne, présentation du plan stratégique qui prendra en considération les besoins de l'entreprise et les conditions de travail pour retenir la main-d'œuvre. <p>14.11 MFA</p> <ul style="list-style-type: none"> Une annonce concernant les nouvelles places en service de garde sera faite sous peu. <p>14.12 Services Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> Le déploiement se continue. <p>14.13 MESS</p> <ul style="list-style-type: none"> Les cibles régionales du programme «<i>Pacte pour l'emploi</i>» vont être augmentées. Le processus de «<i>recensement et l'appariement des emplois</i>» a été implanté dans les six CLE du territoire. Le secteur forestier est source de beaucoup de préoccupations. En raison de la prolongation des fermetures temporaires, les travailleurs sont dirigés vers d'autres secteurs en demande. Ces derniers souhaitent se rendre admissibles à l'assurance-emploi. 	
15. Fin de la rencontre	L'ordre du jour étant épuisé, la rencontre se termine à 12 h 15.	

Norah Gaul
 Conseillère aux opérations régionales – MAMR
 Secrétaire de la rencontre

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
À l'Hôtel Francis situé New-Richmond
Le 15 septembre 2008 à compter de 9h15**

9h15	OUVERTURE DE LA RENCONTRE
9h20	ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU 12 ET 13 JUIN ET SUIVI
9h40	STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2008-13 FONDS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES (FADT) FONDS D'INTERVENTION STRATÉGIQUE RÉGIONALE (FISR)
10h	COMITÉ CONCERNANT LES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES DE LA RÉGION ENTENTE SPÉCIFIQUE : LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE ENGAGEMENT JEUNESSE : ÉVOLUTION DU DOSSIER Gérard Bédard et Nicole Dumaresq, co-présidents
10h05	AFFAIRES MUNICIPALES POLITIQUE NATIONALE DE LA RURALITÉ - PRODUITS DE SPÉCIALITÉ - LABORATOIRES RURAUX Lucien Boudreau
10h15	ENJEUX SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX Gilles Pelletier, ASSS
11h15	ACCORD RÉCRÉOTOURISTIQUE ÎLES-DE-LA-MADELEINE Michel Bonato, ATR Îles-de-la-Madeleine
11h30	ACCORD RÉCRÉOTOURISTIQUE GASPÉSIE Sylvain Tanguay, et Hélène Francoeur, ATR Gaspésie
12h	DÎNER
13h15	PÉRIODE D'ÉCHANGES AVEC LA MINISTRE MADAME NORMANDEAU
14h15	CAR ÉGALITÉ ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES PAUSE Catherine Lemieux, Table de concertation - Groupe de femmes GIM
14h45	RESSOURCES HUMAINES Serge St-Louis
15h	PAUSE
15h15	POINTS D'INFORMATION <ul style="list-style-type: none">• Évolution économique et perspectives : Pêches, Tourisme, Culture, Forêt, Agriculture, Énergie et mines, Transport ;• Évolution des enjeux sociaux et perspectives : Éducation, Environnement, Services sociaux...
16h15	AFFAIRES DIVERSES
16h30	FIN DE LA RENCONTRE



Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Ann Béland	MESS
Suzanne Bourget	MSP
Nicole Dumaresq	MESS
Suzanne Ferguson	Services Québec
Norah Gaul	MAMR
Roxane Grenon	MFA
Suzanne Lévesque	MAPAQ
France-Sylvie Loisel	MSP
Julie Morin	MICC
Diane Parisé	CSF
Suzanne Provost	MCCCF
Diane Vallières	MTQ

Étaient présents :

Messieurs :

Geoffrey Allard	SIQ
André Beaulieu	MDDEP
Gérard Bédard	MELS
Mario Bergeron	MTQ
Louis Bigaouette	MAPAQ
René Bouchard	MSSSS
Lucien Boudreau	MAMR
Jules Boulanger	MDDEP
François Fortin	MDDEP
Christian Fournier	CNT
Michel Gionest	MAMR
Denis Goulet	MDEIE
Bernard Landry	MRNF
Michel Lepage	Revenu-Québec
Réjean Morissette	SAA
Rosaire Ouellet	Financière Agricole
Gilles Pelletier	MSSS
Marcel Roussy	MAPAQ
Gilbert Scantland	CRÉ-GIM
Serge St-Louis	CSP

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Lundi, 15 septembre 2008
À l'Hôtel Francis de New-Richmond
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest ouvre la rencontre à 9 h 20 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 12 et 13 juin et suivi	Le compte rendu est adopté tel que rédigé avec la précision suivante : 14.4. MDDEP <ul style="list-style-type: none"> Réhabilitation du secteur Sandy Beach contaminé à la suite des opérations de transbordement du cuivre au quai de Sandy Beach à Gaspé. 	
4. Stratégie de développement de la Gaspésie – Les Îles-de-la-Madeleine <i>Intervenant :</i> Michel Gionest, MAMR	Un bref historique du Fonds d'intervention stratégique régional est fait par Michel Gionest, suivi d'une présentation.	Présentation à être expédiée aux membres de la CAR.

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>5. Comité concernant les préoccupations sociales de la région</p> <p><i>Engagement jeunesse</i></p> <p><i>Inclusion sociale et lutte à la pauvreté</i></p> <p><i>Intervenants :</i> Nicole Dumaresq, Emploi-Québec</p> <p>Gérard Bédard, MELs</p>	<p>5.1 Engagement jeunesse</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'agente de liaison a été embauchée. Il s'agit de Geneviève Bouffard qui est en poste depuis le 25 juin dernier. • Le plan de travail sera déposé le 16 septembre 2008. On rappelle à tous l'importance de travailler en partenariat et en complémentarité des services offerts pour maximiser les interventions auprès des jeunes. <p>5.2 Inclusion sociale et lutte à la pauvreté</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trois comités ont été mis en place (MRC de La Haute-Gaspésie, MRC Le Rocher-Percé et Îles-de-la-Madeleine). Des comités seront également mis en place dans les trois autres MRC de la région. <p>5.3 Compléments d'information</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le même ordre d'idée, Gilbert Scantland nous informe que l'entente spécifique sur les conditions de vie des personnes âgées a été signée et une ressource sera mandatée pour la mise en œuvre. • Concernant le transport collectif, le 2 octobre prochain dans le cadre de la Table des préfets, on travaillera sur le plan d'action dans le but de signer des contrats à l'hiver 2008-2009 et débiter le service au printemps 2009. • L'entente spécifique sur l'immigration devrait être signée en octobre. 	
<p>6. Politique nationale de la ruralité</p> <p><i>Intervenant :</i> Lucien Boudreau, MAMR</p>	<p>6.1 Grands prix de la ruralité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Grands Prix de la ruralité ont eu lieu le 12 septembre dernier à Sainte-Camille. <p>6.2 Produits de spécialité</p> <ul style="list-style-type: none"> • La région a déposé huit projets sur un total de 94. Par contre, on ne dénote aucun projet provenant du secteur forestier. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>6. Politique nationale de la ruralité</p> <p><i>Intervenant :</i></p> <p>Lucien Boudreau, MAMR</p> <p>(suite)</p>	<p>6.3 Laboratoires ruraux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux projets ont été soumis dans le cadre de la deuxième vague de dépôt des <i>Laboratoires ruraux</i>. Le choix des projets devrait se faire à l'automne. <p>6.4 Groupe de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> • Six groupes de travail sont en cours, dont la multifonctionnalité dans les territoires forestiers, la place du patrimoine visuel, etc. <p>6.5 Communautés rurales branchées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité, un groupe de travail sur les collectivités branchées a été mis en place. Ce groupe de travail dressera, pour les élus municipaux, un portrait de la couverture et de l'utilisation d'Internet sur leur territoire et produira un guide pour les aider à comparer les différentes technologies qui s'offrent et les différents modes d'organisation possibles pour déployer Internet. <p>6.6 Pacte rural</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le budget a été augmenté de 59 M\$ et le partage se fera en fonction des données statistiques de 2006, la taille de la population de la MRC et le taux de population dévitalisée par MRC. <p>6.7 Compléments d'information</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gilbert Scantland nous informe qu'il était présent aux Grands Prix de la ruralité en compagnie de Bertrand Berger et de Joël Arseneau et que d'autres représentants de la région auraient eu intérêt à être présents. De plus, la région avait des personnalités et / ou organismes et des initiatives et / ou innovations pouvant s'inscrire dans les catégories. • Michel Gionest nous informe que la rencontre de la FQM aura lieu la semaine prochaine et il sera beaucoup question des municipalités dévitalisées. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>7. Enjeux, santé et services sociaux</p> <p>Intervenant : Gilles Pelletier, ASSS</p>	<p>Présentation par l'Agence de santé et des services sociaux de ses enjeux.</p> <p>L'Agence est de plus en plus sollicitée pour participer aux tables de concertation de plusieurs instances et beaucoup de collaboration et de partenariat sont en cours dans différents milieux et ministères.</p>	<p>La présentation sera transférée aux membres de la CAR.</p>
<p>8. ACCORD récréotouristique Gaspésie</p> <p>Intervenants : Hélène Francoeur et Sylvain Tanguay, ATR Gaspésie</p>	<p>Présentation du plan de développement ACCORD récréotouristique de la Gaspésie.</p> <p>8.1 <i>Préoccupations exprimées</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La capacité financière du milieu et des ministères est questionnée. • L'ATR fait connaître le besoin d'une aide financière pour l'embauche de ressources humaines requises pour la mise en œuvre des différents projets retenus : <ul style="list-style-type: none"> ✦ Spectacle « Gaspésie 5 dans 1 » ✦ Village parc Mont-Saint-Pierre ✦ Parc récréotouristique de Percé ✦ Croisières internationales « Escale Gaspésie » 	
<p>9. ACCORD récréotouristique Îles-de-la-Madeleine</p> <p>Intervenant : Lucien Boudreau, MAMR</p>	<p>Présentation du plan de développement ACCORD récréotouristique Îles-de-la-Madeleine.</p> <p>9.1 <i>Préoccupations exprimées</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation du territoire comme élément touristique par rapport aux projets d'agriculture : il faudrait intégrer et réfléchir à cette notion dans le cadre du plan de développement récréotouristique. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>10. Période d'échange avec la ministre, madame Nathalie Normandeau</p> <p><i>Intervenante :</i> Nathalie Normandeau, MAMR</p>	<p>En raison d'empêchements majeurs, madame Normandeau ne peut être présente à la rencontre. Monsieur Stéphane Cyr assiste à titre de représentant de celle-ci.</p>	
<p>11. CAR Égalité – Analyse différenciée selon les sexes (ADS)</p> <p><i>Intervenante :</i> Catherine Lemieux, Table de concertation – Groupe de femmes GÎM</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Madame Suzanne Provost du MCCCCF nous fait une mise en contexte de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) qui découle de la politique adoptée en 2006 « <i>Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait</i> ». • Une présentation nous est fait par madame Catherine Lemieux qui nous remet également un porte-folio contenant un guide et autres documents pertinents au sujet. • On nous rappelle également la volonté ministérielle d'inclure l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans les pratiques de tous. Des séances de formation sur le sujet sont également disponibles. 	
<p>12. Ressources humaines</p> <p><i>Intervenant :</i> Serge St-Louis, CSP</p>	<p>12.1 <i>Sessions d'accueil gouvernementales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les 29 et 30 octobre prochain, à Sainte-Anne-des-Monts, auront lieu des sessions d'accueil pour les nouveaux employés. Aucune autre session n'est prévue d'ici le 31 mars. Par contre, s'il y avait un besoin, il serait possible de voir à l'organisation de celles-ci. De plus, le personnel occasionnel est maintenant invité à participer selon la discrétion des directeurs régionaux concernés. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>12. Ressources humaines</p> <p><i>Intervenant :</i> Serge St-Louis, CSP</p> <p>(suite)</p>	<p>12.2 <i>Programme d'employabilité pour personnes handicapées</i></p> <ul style="list-style-type: none"> On nous rappelle que les intéressés peuvent faire parvenir une demande avant le 15 novembre prochain. Ces emplois sont subventionnés pendant une période d'un an. Les participants reçoivent une formation préparatoire aux concours de la fonction publique leur permettant de s'inscrire sur la liste de déclaration d'aptitudes (LDA) pour des emplois occasionnels. <p>12.3 <i>Cercles de gestion pour directeurs</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le prochain atelier sur le leadership « <i>Turbulence à bord quand le conflit éclate dans le sein d'une équipe</i> » aura lieu le 17 octobre à Gaspé. Le 11 novembre prochain, lors de la prochaine CAR, aura lieu, en après-midi, la conférence de Jean-Luc Tremblay « <i>La performance par le plaisir</i> ». Le coût minimal de l'activité sera de 100 \$ par participant. L'activité sera limitée aux membres de la CAR et à un invité. La Base plein air de Bellefeuille peut accueillir 100 personnes. <p>12.4 <i>Projet en développement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> À la demande d'Ann Béland, du centre de communication à la clientèle du MESS, une formation pour chefs d'équipes de centres d'appels est à développer. Basée sur les cercles de gestion et / ou de développement, des chefs d'équipes de différents centres d'appels pourraient partager et animer des groupes. 	
<p>13. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>13.1 <i>MDDEP</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le message de la ministre Lyne Beauchamps, concernant le projet de loi sur la préservation de l'eau, nous est présenté. Le dépôt de ce projet de loi est prévu pour juin 2009. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>13. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>13.1 MDDEP (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> On nous rappelle de sensibiliser les intervenants à vérifier la réglementation sur l'environnement auprès du MDDEP, et ce, dès le dépôt de projets. Ceci afin d'éviter un empêchement au démarrage du projet. La problématique des algues rouges est terminée. Ce dossier est sous la juridiction du gouvernement fédéral. Par contre, lorsque les mammifères, les oiseaux et/ou les poissons morts touchent terre, ils deviennent une responsabilité provinciale. Le MDDEP est donc responsable de voir à l'élimination des carcasses. <p>13.2 CNT</p> <ul style="list-style-type: none"> Des séminaires pour employeurs sont en préparation. En plus des formations habituellement offertes à Gaspé, d'autres seront offertes à New Richmond et à Sainte-Anne-des-Monts. Les employeurs peuvent consulter le site web en tout temps pour des informations sur la loi des normes du travail au Québec. <p>13.3 CSP</p> <ul style="list-style-type: none"> Projet pilote de références de recherches de candidats en ligne. L'offre du programme d'aide aux employés (PAE) a été bonifiée. <p>13.4 MSP – sécurité civile</p> <ul style="list-style-type: none"> Une première rencontre du comité sur la prévention des risques majeurs et autres phénomènes aura lieu le 16 septembre. Parmi les membres du comité, on y retrouve le MTQ, MDDEP, MAMR, MSP, MRNF et Services Québec (volet communication). 	<p>Michel Gionest suggère que l'on invite le MDDEP à siéger à la CAR économique. Denis Goulet verra à les inviter dans le futur.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>13. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>13.5 <i>MFA</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 185 nouvelles places en garderie ont été annoncées pour la région. Un seul refus, soit un projet des Îles-de-la-Madeleine. • Le ministère est actuellement à travailler à la rédaction d'un document sur la conciliation travail-famille. <p>13.6 <i>MAPAQ - pêches</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le MAPAQ – Pêches travaille présentement, en collaboration avec le secteur de l'agriculture du même ministère, à la mise en place d'un centre de produits bioalimentaires régional. L'objectif est d'optimiser les infrastructures et les ressources existantes pour créer un site intéressant. Le projet est à ses débuts. On souhaite mettre sur pied un comité de travail auquel les membres intéressés seront invités à se joindre. • Un colloque sur l'aquaculture aura lieu à Grande-Rivière en octobre. • Un travail d'analyse est en cours concernant la venue de bateaux de croisières à Sandy Beach versus les impacts sur la mariculture qui se fait dans la baie. • La rationalisation de la flottille de pêche aux poissons de fonds et de la crevette se poursuit. Huit permis de pêche au homard ont été retirés. <p>13.7 <i>CSF</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les dates de présentation du documentaire sur l'hypersexualisation ont été établies. Cette information sera expédiée aux membres pour circulation dans leur milieu. <p>13.8 <i>Emploi-Québec</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les cibles régionales pour le « <i>Pacte à l'emploi</i> » sont connues et feront l'objet d'une annonce officielle par le ministre Sam Hamad. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>13. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>13.8 <i>Emploi-Québec</i> (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> On souligne les résultats du Groupement d'employeurs du secteur des pêches. 180 personnes sur 350 ont été référées au secteur privé pour un emploi. Les entreprises se disent très satisfaites de la qualité de la main-d'œuvre. Cette référence a permis d'éviter une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur des pêches. Un seul bémol à l'opération, la cueillette de fraises. Les conditions favorables à l'emploi étaient absentes. <p>13.9 <i>MRNF</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Un document d'information sur les activités récentes du ministère en région nous est déposé. <p>13.10 <i>MCCCF</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Un portrait des bibliothèques de la région est en élaboration dans le but d'une mise à niveau des équipements. Le dépôt de la loi sur le patrimoine et les paysages a été fait. <p>13.11 <i>CRÉ-GÎM</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Deux ententes spécifiques ont été signées, soit celle sur l'inclusion sociale et les aînées. Une autre sur l'immigration est en processus de conclusion. Différents ministères et organismes seront mis à contribution pour la mise en œuvre de ces ententes. La CRÉ-GÎM modifie son mode de fonctionnement de gestion. Dorénavant, les fonds seront dédiés à des objectifs spécifiques pour le développement de la région tels que les aînés, l'immigration, les arts et lettres, les événements culturels, etc. La prochaine rencontre publique de la CRÉ se tiendra le 2 octobre à Bonaventure. La MRC d'Avignon accueillera la rencontre suivante. 	<p>On propose à la CRÉ de nous faire une présentation de leurs activités à une prochaine rencontre de la CAR.</p> <p>Les dates de rencontres seront transmises à Lucien Boudreau pour transmission aux membres.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>13. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>13.12 MESS -CCC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Madame Ann Béland nous informe de sa retraite imminente pour le 7 octobre 2008. Elle sera remplacée par madame Marie-Josée Noël, présentement en poste à la direction régionale du MESS. <p>13.13 Services Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le déploiement se continue. <p>13.14 MDEIE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les problèmes de lenteur aux systèmes informatiques devraient être réglés sous peu par l'utilisation du réseau collectif GÎM. À cet effet, le ministère a convenu une entente avec Telus pour l'utilisation de cette fibre optique. Le tout devrait être opérationnel au début octobre. • La prochaine rencontre de la CAR économique aura lieu le 25 septembre, en avant-midi, suivie par une rencontre de tous les intervenants et une présentation de leurs programmes respectifs. En plus des conseillers des ministères, les conseillers des CLD et SADC seront conviés à la rencontre. Les présentations devront être transmises au MDEIE pour le 17 septembre. <p>13.15 Revenu-Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'amélioration de l'offre de services en ligne se poursuit. Une présentation pourrait éventuellement être faite à la CAR. <p>13.16 SAA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Listiguj a un nouveau conseil depuis juin. Des représentants ont été nommés pour siéger sur différents comités. • Une proposition pour la réserve Baldwin est en élaboration. • Une entente est présentement en élaboration concernant les revendications de la communauté Mi'gmaq de Gaspé sur les rivières à saumon de Gaspé. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>13. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>13.17 <i>MTQ</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • On souligne une année record de travaux en 2008. • Dans le programme de relais village, Rivière-au-Renard, Chandler et Paspébiac sont en voie d'accréditation. Il reste deux secteurs à couvrir : entre Matane et Grande-Vallée, un village et entre Matapédia et Bonaventure, deux villages. • La date d'ouverture de l'autoroute de Mont-Joli est prévue pour la fin novembre. <p>13.18 <i>Agricole financière</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les clients ont maintenant accès à leurs dossiers en matière d'assurance et de financement sur le site Internet de l'organisme. Dans un deuxième temps, ils pourront y faire des transactions monétaires. • La saison des cultures n'ayant pas été très clémente, elle fût peu favorable aux agriculteurs. Des indemnités seront versées aux producteurs de fourrage et de céréales de la région. <p>13.19 <i>MELS</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Des travaux se font pour rapprocher la formation technique aux besoins des entreprises. On regarde également la productivité en emploi versus les formations professionnelles et les ajustements à apporter. • Une tournée de la commission parlementaire sur la persévérance scolaire se tiendra au printemps. • Un plan d'action sur la violence à l'école est en élaboration. • Du travail se fait sur les besoins en main-d'œuvre dans le domaine de la santé. <p>13.20 <i>MSP - justice</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le délai pour la prison-hôpital de Percé est maintenu. Le directeur a été nommé, soit monsieur André McEban. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
14. Fin de la rencontre	L'ordre du jour étant épuisé, la rencontre se termine à 16 h 25. La prochaine rencontre se tiendra les 11 et 12 novembre prochain au Camp Bellefeuille de Pabos Mills.	

Norah Gaul
 Conseillère aux opérations régionales – MAMR
 Secrétaire de la rencontre

**Rencontre de la Conférence administrative régionale,
les 11 et 12 novembre 2008, à la Base de Plein air
Bellefeuille, à Pabos.**

Ordre du jour

Mardi,
le 11 novembre 2008

9 h 00

OUVERTURE DE LA RENCONTRE;

9 h 05

LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR;

9 h 10

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU 15 SEPTEMBRE 2008 ET SUIVI;

9 h 30

*CRÉ GÎM;
SERVICES ET PROGRAMMES;
ENTENTES DE COLLABORATION ET ENTENTES SPÉCIFIQUES;
Gilbert Scantland*

10 h 45

PAUSE

10 h 55

*ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION A PERCÉ;
Claude Ouellet et André McKibbin*

11 h 50

*ACTIVITÉ DE FORMATION – FINANCEMENT;
Serge St-Louis*

12 h 00

SUSPENSION DES TRAVAUX.

Mercredi,
le 12 novembre 2008

8 h 30

REPRISE DES TRAVAUX;

8 h 35

*STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-
MADELEINE 2008-2013;
FADT, FISR;
Michel Gionest*

9 h 05

*AFFAIRES MUNICIPALES;
POLITIQUE NATIONALE DE LA RURALITÉ;
PACTES RURAUX – LABORATOIRES RURAUX.
Lucien Boudreau*

9 h 15

*COMITÉ CONCERNANT LES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES DE LA RÉGION :
ENTENTE DE COLLABORATION EN MATIÈRE D'INCLUSION SOCIALE ET DE
LUTTE À LA PAUVRETÉ;
ENGAGEMENT JEUNESSE;
Gérard Bédard et Nicole Dumaresq, co-présidents (à confirmer)*

9 h 50

PAUSE;

10 h 00

POINTS D'INFORMATION :

- Évolution économique et perspectives : Pêches, Tourisme, Culture, Forêt, Agriculture, Énergie et mines, Transport;
- Évolution des enjeux sociaux et perspectives : Éducation, Environnement, Services sociaux.

11 h 40

CALENDRIER DES PROCHAINES RENCONTRES;

11 h 45

AFFAIRES DIVERSES;

12 h 00

FIN DE LA RENCONTRE.



**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Mardi, 11 novembre et mercredi, 12 novembre 2008
À la Base plein air de Bellefeuille à Chandler**

Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Suzanne Bourget	MSP
Marie-Jeanne Cotton	Services Québec
Suzanne Ferguson	Services Québec
Norah Gaul	MAMR
Roxane Grenon	MFA
Marie-Andrée Lelièvre	MSP
Suzanne Lévesque	MAPAQ
Marie-Josée Noël	MESS
Mireille Parent	MTQ
Suzanne Provost	MCCCF
Josée Rossignol	MSP

Étaient présents :

Messieurs :

Ghislain Anglehart	CRÉ-GÎM
René Bouchard	MSSSS
Lucien Boudreau	MAMR
Steve Dufour	Investissement-Québec
François Fortin	MDDEP
Christian Fournier	CNT
Jacques Gendron	MAMR
Michel Gionest	MAMR
Marc Groleau	MESS
Denis Goulet	MDEIE
Serge Guérette	Sûreté du Québec
Michel Lepage	Revenu-Québec
Bernard Racine	MAPAQ
Marcel Roussy	MAPAQ
Gilbert Scantland	CRÉ-GÎM
Serge St-Louis	CSPQ

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Mardi, 11 novembre et mercredi, 12 novembre 2008
À la Base plein air de Bellefeuille à Chandler
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest ouvre la rencontre à 9 h 10 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 15 septembre 2008 et suivi	<p>Le compte rendu est adopté tel que rédigé avec la précision suivante :</p> <p>13.12 Services Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> À compter de la fin octobre 2008, Services Québec offrira les services du directeur de l'état civil à son centre régional de services de Gaspé et à son centre local de services des Îles-de-la-Madeleine. Fait intéressant à noter, parmi les cinq premières régions ciblées pour offrir ce service, la région de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine est présentement la seule à offrir ce tout nouveau service dans deux de ses centres. Rappelons que ces services n'étaient offerts qu'à Québec et Montréal et par courrier. 	

Sujet	Commentaires	Suivi
<p>3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 15 septembre 2008 et suivi</p> <p>(suite)</p>	<p>Suivi du compte rendu :</p> <p>5.3 Immigration</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entente spécifique est en cours de signature. <p>6.3 Politique nationale de la ruralité : <i>Laboratoires ruraux</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dix-neuf dossiers ont été retenus. La sélection finale aura lieu en janvier 2009. <p>13.7 CSF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le documentaire « <i>Sexy inc.</i> » a été présenté. <p>13.8 Emploi-Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'annonce officielle des cibles régionales pour le « <i>Pacte à l'emploi</i> » par le ministre Sam Hamad, qui devait avoir lieu le 21 novembre prochain, a été reportée en raison des élections. Par contre, le plan d'action régional est en cours. • Groupement employeur : Le projet pilote a donné des résultats intéressants surtout en regard de la pénurie de main-d'œuvre actuelle. Une présentation de l'entité (rôle, partenariat, objectifs et résultats) sera partagée avec les membres de la CAR lors d'une prochaine rencontre. <p>13.11 CRÉ-GÎM</p> <ul style="list-style-type: none"> • La prochaine rencontre publique aura lieu à Sainte-Anne-des-Monts le 21 novembre prochain. <p>13.17 MTQ</p> <ul style="list-style-type: none"> • La date d'ouverture de l'autoroute de Mont-Joli a été remise en décembre. 	<p>Les dates de rencontres seront transmises à Lucien Boudreau pour transmission aux membres.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. CRÉ-GÎM Services et programmes Ententes de collaboration et ententes spécifiques</p> <p><i>Intervenant :</i> Gilbert Scantland, CRÉ-GÎM</p>	<p>Une présentation de l'organisme nous est faite : ses membres, son fonctionnement, son rôle, ses mandats, ses objectifs, etc. Un document de la présentation nous est déposé et l'adresse au site Internet de la CRÉ-GÎM est mentionnée pour d'autres informations complémentaires : http://www.cre-gim.net/developpement/fdr.html.</p> <p>Pour faire suite à la présentation, une discussion s'engage sur l'utilisation de l'entente de collaboration par opposition à l'entente spécifique. L'entente spécifique permet la modulation de programmes en région et, par le fait même, la réalisation d'activités qui ne seraient possibles autrement. Par contre, les technicités administratives et juridiques, étant différentes dans chaque ministère, alourdissent le processus de signature ministérielle. On fait appel à l'entente de collaboration lorsque les programmes ne nécessitent pas de modulations et la signature de l'entente se fait par les directions régionales des ministères.</p>	<p>Michel Gionest suggère de faire une présentation de la CAR aux membres de la CRÉ-GÎM.</p>
<p>5. Établissement de détention à Percé</p> <p><i>Intervenants :</i> Claude Ouellet, MSP André McKibbin, MSSS</p>	<p>Madame Suzanne Bourget introduit le sujet et situe le contexte de la réouverture de l'établissement de Percé. On nous informe qu'il y a peu de services pour les délits de délinquance sexuelle dans le circuit actuel et qu'environ 300 à 350 cas sont dénombrés annuellement.</p> <p>Percé sera le seul établissement au Québec à offrir un programme de traitement doublé d'un centre de recherches. Le travail de mise en place se fait en collaboration avec l'Agence de santé et des services sociaux. La date d'ouverture prévue, soit janvier 2010, est maintenue.</p> <p>Monsieur Claude Ouellet nous fait une présentation de l'établissement. Il souligne l'excellente collaboration du ministère de la Justice qui a cédé une partie de leurs espaces pour accueillir ce projet. La finalisation des plans est en cours, mais déjà certains travaux sont débutés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La firme Pomerleau est le chargé de projet; • Les coûts de rénovation sont estimés à 11,3 M\$; 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>5. Établissement de détention à Percé</p> <p><i>Intervenants :</i> Claude Ouellet, MSP André McKibbon, MSSS (suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le centre pourra accueillir 46 sentenciés dans 33 cellules. Il s'agit de sentenciés qui ont reçu une peine de deux ans moins un jour et qui en sont à leur premier ou deuxième délit ou encore un amalgame de un délit avec des antécédents; • La durée de la thérapie sera de six mois et sur une base volontaire; • La taille de l'établissement a avantage Percé dans le choix du centre puisque ce dernier répond aux besoins de la clientèle; • Le centre prévoit l'embauche d'une quarantaine d'employés, en plus d'une douzaine d'emplois rattachés à l'Agence de santé. Plusieurs personnes se sont dites intéressées par les postes. On ne craint pas de difficulté de recrutement. Dès février ou mars 2009, on procédera à l'embauche de ressources pour la mise en place de l'implantation du centre; • Le défi sera d'identifier les personnes potentielles souhaitant participer à une thérapie et les transférer à Percé. <p>Monsieur André McKibbon poursuit en élaborant sur la clientèle ciblée et les critères d'admission et d'exclusion. Il faut retenir que le centre de détention de Percé sera unique sur le plan international en raison de son volet de recherches. Il y a là un potentiel de rayonnement scientifique, d'enseignement et de recherches.</p>	
<p>6. Activité de formation – financement</p> <p><i>Intervenant :</i> Serge St-Louis, CSPQ</p>	<p>La conférence « <i>La performance par le plaisir</i> » par Jean-Luc Tremblay a été organisée à la demande des membres de la CAR. En raison du nombre de participants, le coût de celle-ci devrait se situer entre 110 \$ ou 115 \$ par personne.</p> <p><i>Bilan des activités de développement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Sept activités ont été offertes pour un déficit accumulé de 3 000 \$; • L'activité d'octobre à Gaspé a connu le plus faible taux de participation; • Il faut confirmer auprès des conférenciers, donc engager des frais; • Les frais de déplacement sont souvent élevés; 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>6. Activité de formation – financement</p> <p><i>Intervenant :</i> Serge St-Louis, CSPQ</p> <p>(suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a environ 70 gestionnaires sur le territoire. Les adjoints et les chefs d'équipe pourraient être sollicités; • La CAR n'est pas le véhicule privilégié pour atteindre l'ensemble des gestionnaires car seul un certain nombre de personnes y siègent; • Pour pallier au manque de participations, les gestionnaires du réseau de l'Agence de la santé, de l'éducation et, éventuellement, des municipalités, si nécessaire, sont ciblés même s'il existe déjà une offre dans leurs réseaux; • Les activités seront publicisées plus tôt et offertes à différents endroits sur le territoire. <p><i>Autres informations</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La prochaine activité se tiendra le 8 mai 2009 à Gaspé. Il s'agit d'un atelier sous le thème de la créativité et animé par Guy Tassé; • Il y également une demande pour un atelier sur la « <i>gestion du rendement</i> ». Une recherche est en cours pour trouver un animateur. Celui-ci pourrait se tenir en janvier 2009. Également, plusieurs gestionnaires souhaitent être formés pour agir comme « <i>personne ressource</i> » sur les entrevues de sélection; • Les sessions d'accueil pour nouveaux employés ont eu lieu, telles que prévues, à Sainte-Anne-des-Monts. D'autres sessions pourraient se tenir en janvier ou février pour les employés du ministère du Revenu, de Services Québec et de la CSST; • Le recrutement auprès d'étudiants universitaires est terminé. À la tournée habituelle s'est ajouté l'Université de Moncton, surtout en fonction des besoins du ministère du Revenu qui connaît de grandes difficultés de recrutement. La tournée des cégeps se fera après la période des Fêtes; • Tous les ministères se disent préoccupés par la pénurie de main-d'œuvre et les difficultés de recrutement. Il est proposé de présenter un portrait évolutif de la fonction publique. On souhaite également connaître les services à venir à la CSPQ (planification / développement / orientations pour les prochaines années); 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>6. Activité de formation – financement</p> <p><i>Intervenant :</i> Serge St-Louis, CSPQ (suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Programme d'employabilité pour personnes handicapées : il est toujours possible de présenter une demande dans ce programme; • Le maillage entre le CSP et les services de ressources humaines des ministères est difficile à faire. Le CSP ne peut faire valoir les besoins des ressources humaines des régions. Afin de pouvoir organiser des concours, les ministères doivent faire la démarche auprès de leur direction des ressources humaines qui ensuite transmettra la demande au CSP. 	
<p>7. Stratégie de développement de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine FADT – FISR</p> <p><i>Intervenant :</i> Michel Gionest, MAMR</p>	<p>On se rappellera que la stratégie de développement GÎM est dotée d'un budget de 6 M\$, dont 2,4 M\$ dans le Fonds d'intervention stratégique régional (FISR) pour le soutien aux projets économiques et 3,6 M\$ dans le Fonds d'aide au développement du territoire (FADT) pour soutenir la création d'emplois temporaires permettant de réaliser des interventions structurantes dans la communauté. Une économie de près de 400 K\$ a été réalisée dans l'intervention pour les travailleurs d'usines de transformation du crabe des neiges. Ce montant a été réinvesti dans le FISR.</p> <p>La prochaine rencontre du FISR aura lieu le 24 novembre prochain. Le volet « <i>Aide au salaire d'un professionnel</i> », pour l'embauche d'une ressource humaine spécialisée de premier ou deuxième cycle universitaire permettant la réalisation d'activités de R&D, de marketing, d'ingénierie, etc., n'a pas suscité beaucoup d'intérêt à ce jour. On demande aux ministères de faire la promotion de ce programme lors de leurs interventions en entreprise.</p> <p>Pour soutenir les villes de New-Richmond, de Chandler et de Murdochville dans le retrait progressif des aides à la diversification, un montant de 100 K\$ a été alloué à chacun. Un montant similaire a été alloué à la MRC de La Haute-Gaspésie.</p> <p>FADT : un tableau récapitulatif des sommes engagées pour 2008-2009 nous est déposé.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>7. Stratégie de développement de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine FADT – FISR</p> <p><i>Intervenant :</i> Michel Gionest, MAMR</p> <p>(suite)</p>	<p>Informations complémentaires</p> <p>Marc Groleau nous informe que moins de 1 000 personnes en 2008 ont participé à la mesure et que certains projets ont connu des difficultés de recrutement en raison du redressement de l'économie. On peut conclure que les efforts de diversification déployés ces dernières années ont donné des résultats, exemple l'éolien.</p> <p>De plus, la région commence à ressentir les effets du phénomène de rareté de main-d'œuvre. Dans ce contexte, la Commission régionale des partenaires du marché du travail (CRPMT) a décidé d'éliminer un des critères d'admissibilité à la mesure, soit celui du « <i>seuil de faible revenu</i> ».</p> <p>Cette décision permettra d'augmenter l'achalandage dans les centres locaux d'emploi et, par le fait même, Emploi-Québec pourra, d'abord, déployer sa stratégie de références vers les emplois au privé et, ensuite, diriger les individus vers des projets de création d'emplois temporaires. L'obligation de scolarisation sera maintenue. On prévoit que cela créera une situation semblable à 2008 d'ici un an ou deux.</p> <p>Malgré la résistance dans le milieu, l'on se dirige possiblement vers un retrait progressif, peut-être même la disparition de cette mesure. Une rencontre est prévue avec la CRÉ-GÎM le 20 novembre prochain pour débattre de la situation.</p>	
<p>8. Affaires municipales Politique nationale de la ruralité Pactes ruraux – Laboratoires ruraux</p> <p><i>Intervenant :</i> Lucien Boudreau, MAMR</p>	<p>Affaires municipales</p> <ul style="list-style-type: none"> Les municipalités dites dévitalisées bénéficieront de certains avantages, et ce, auprès de 13 différents ministères. La région compte 27 de ces municipalités. Le Fonds de soutien aux territoires en difficulté, d'une durée initiale de trois ans, se prolongera de deux ans. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>8. Affaires municipales Politique nationale de la ruralité Pactes ruraux – Laboratoires ruraux</p> <p>Intervenant : Lucien Boudreau, MAMR (suite)</p>	<p><i>Politique nationale de la ruralité</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le budget des pactes ruraux a été augmenté de 59 M\$ à l'échelle provinciale. Pour notre région, il s'agit d'une augmentation de 18,2 M\$ sur sept ans, dont 5,8 M\$ pour 2008-2009. La répartition de l'enveloppe s'est faite selon l'indice de développement des municipalités. Toute municipalité dont l'indice était supérieur à - 5 % s'est vue octroyer un budget additionnel. L'utilisation des sommes est en fonction des problématiques de chaque territoire et elles peuvent être utilisées pour l'embauche d'une ressource humaine pour animer le milieu, pour le soutien à un projet local, etc. Un tableau de la répartition du budget additionnel du pacte rural par MRC est déposé ainsi qu'un tableau indiquant l'indice de développement par municipalité. <p><i>Laboratoires ruraux</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Sujet traité au suivi du compte rendu. 	
<p>9. Comité des préoccupations sociales de la région</p> <p>Intervenant : Ghislain Anglehart, CRÉ-GÎM</p>	<p>L'entente de collaboration en matière « <i>d'inclusion sociale et de lutte à la pauvreté</i> » est signée depuis déjà six mois. Tel que nous avons été informés en juin dernier, suite au constat du nombre d'organismes voués à cette cause, le comité prône l'approche territoriale intégrée pour traiter ce dossier.</p> <p>La décision initiale du comité d'embaucher un coordonnateur par MRC a été remise en question et on préconise plutôt l'utilisation des structures existantes dans les milieux. De plus, tant le milieu municipal que les MRC doivent s'investir dans la démarche. Le comité poursuit ces réflexions et nous tiendra informés.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>10. Points d'information des secteurs d'activités</p>	<p>10.1 MDEIE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Denis Goulet suggère la création d'un agenda régional où les activités ministérielles pourraient être inscrites, ceci dans le but d'éviter de tenir des activités en même temps. • La prochaine CAR économique aura lieu le 24 novembre en après-midi suite à la rencontre du comité FISR en avant-midi. Un projet d'ordre du jour sera expédié le 17 ou 18 novembre prochain. • Le MDEIE a mis en place une « <i>vigie économique</i> » en raison de la crise financière qui sévit. Des appels quotidiens sont faits aux entreprises manufacturières pour connaître les impacts en région. On demande donc aux différents ministères, qui ont des informations concernant des entreprises en difficulté, de transmettre ces informations au MDEIE. L'objectif de cette démarche est de prévoir ou ajuster l'aide aux entreprises. <p>Deux activités sont présentement en préparation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une journée INNOVATION est prévue pour la fin février / début mars. L'objectif de cette activité est d'informer les entreprises sur les programmes / mesures. Pour faire suite à cette rencontre, un plan d'action sera élaboré. • Deux journées d'information sur les créneaux ACCORD sont prévues, soit les 20 et 21 janvier prochain. Ces sessions auront comme objectifs de renseigner sur le programme ACCORD et les créneaux d'excellence, sur les plans d'actions et leurs avancements ainsi que sur les mesures mises en place pour soutenir les créneaux. Les agents de développement de la région des ministères et organismes, tant du réseau provincial que fédéral, seront invités à ces rencontres. Les rencontres auront lieu du côté nord et du côté sud de la péninsule. Présentement, aucune rencontre n'est prévue pour les Îles-de-la-Madeleine, mais cette décision pourrait changer. 	<p>Denis Goulet assumera ce mandat.</p> <p>Le MESS a reçu un mandat identique et Marc Groleau propose au MDEIE d'échanger les informations.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>10. Points d'information des secteurs d'activités (suite)</p>	<p>10.2 MESS – Emploi-Québec</p> <p>Deux dossiers majeurs en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du « <i>Pacte pour l'emploi</i> »; • Restructuration de l'offre de services aux individus. <p>10.3 Services Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poursuite du déploiement des centres de services : à Carleton, d'ici mars 2009, dans les locaux du Centre local d'emploi, à Chandler dans les locaux du Centre local d'emploi et au Conseil du statut de la femme d'ici mars 2009 et à Sainte-Anne-des-Monts, dès le 9 mars 2009, dans l'ancien édifice des Monts; • Une tournée de la région pour présenter l'offre de services est amorcée depuis juin dernier et se terminera en mars 2009. Ces présentations s'adressent tant aux individus qu'aux entreprises; • <i>Comité de desserte des services gouvernementaux</i> : La prochaine rencontre est prévue pour le 14 novembre. On y fera l'analyse des résultats du sondage effectué auprès des membres de la CAR pendant la saison estivale. Une présentation des résultats et / ou recommandations pourra être faite à la CAR de janvier prochain. <p>10.4 CNT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Très faible taux de participation des entreprises aux activités de la CNT, dont celles de Gaspé; • La CNT souhaite prévenir les situations au lieu de procéder à des enquêtes, surtout en matière de harcèlement en milieu de travail. • Avec le ralentissement de l'économie et la pénurie de main-d'œuvre, la CNT sensibilise les entreprises à mettre en place des moyens pour conserver leurs employés. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>10. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>10.5 Revenu Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> Il existe un crédit d'impôt pour le maintien à domicile de personnes âgées. On peut en bénéficier soit par versement anticipé ou lors du dépôt de son rapport d'impôt. Cette aide a pour objectif de réduire les coûts du réseau de la santé. Il s'agit d'une aide au logement, pour la tonte de gazon, déneigement, etc. <p>10.6 MAPAQ</p> <ul style="list-style-type: none"> Le « <i>Forum québécois sur l'aquaculture commerciale</i> » a eu le 19 octobre dernier à Grande-Rivière. Certaines similitudes entre les problématiques de la mariculture en eau douce et la mariculture en eau salée ont été constatées. Six chantiers naîtront suite à cette rencontre; La mise en place d'une « <i>corporation</i> » est toujours en discussion. Cela suscite beaucoup de questionnements de la part des employés. Présentement, d'autres corporations sont rencontrées pour en connaître davantage sur le fonctionnement; Le coût des rénovations des bâtiments de Grande-Rivière est en évaluation. On jugera s'il vaut mieux rénover ou construire de nouvelles infrastructures; Les discussions sur la mise en place d'un centre régional de produits bioalimentaires sont en cours entre les deux directions du ministère; Pour faire suite à la demande de l'AQIP, qui souhaitait que les entreprises demandant une aide financière n'aient pas à faire des diagnostics d'entreprises, le MAPAQ ne souhaite pas faire le travail de l'entreprise. Le MAMR et le MDEIE expliquent qu'il s'agit plutôt de déposer les dossiers par la filière ministérielle concernée; Le MAPAQ est présentement à faire la révision de ses programmes. Ceux-ci devraient être remaniés dans trois grandes familles. <p>10.7 MCCCCF</p> <ul style="list-style-type: none"> Un document sur les aides financières et les clientèles du ministère nous est remis. 	<p>Le document sera transmis à Lucien Boudreau par courriel pour diffusion aux membres.</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>10. Points d'information des secteurs d'activités</p> <p>(suite)</p>	<p>10.8 MESS – Centre de communication avec la clientèle</p> <ul style="list-style-type: none"> • La directrice est nouvellement arrivée en poste; • Le CCC est déployé à 100 % et regroupe le centre d'appels de Gaspé et celui de Trois-Rivières; • Les centres reçoivent un million d'appels par année; • En Gaspésie, la fibre optique cause un problème de lenteur occasionnant des délais d'attente en ligne; • Présentement, le CCC participe à un projet pilote, soit un service de transactions en ligne et non seulement un service de renseignements. <p>10.9 Agence de santé et des services sociaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le dossier du transport collectif est suivi de près. L'Agence est sollicitée pour un montant très significatif et souhaite que d'autres ministères participent financièrement à ce projet; • Une stratégie de recrutement de main-d'œuvre est en cours. Des diplômés universitaires et en techniques sont recherchés. Une approche est faite auprès des étudiants des secondaires III, IV et V. On assure un meilleur suivi lors de stages exploratoires d'un jour. Les étudiants sont jumelés avec des employés d'expérience pouvant offrir un encadrement intéressant. Également, cinq cégeps de l'est ont développé une stratégie commune pour attirer des jeunes dans les programmes de santé. <p>10.10 Transports Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> • Villages relais : Les candidatures des villes de Gaspé, Chandler et Paspébiac ont été acceptées, leurs dossiers sont en élaboration et ils devraient recevoir leur accréditation à l'été 2009. Dans la Baie-des-Chaleurs, il reste des endroits à combler. 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>10. Points d'information des secteurs d'activités (suite)</p>	<p>10.11 <i>MFA</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Lors d'un colloque sur la fiscalité des familles, il a été constaté que le Québec est la province la plus généreuse en terme de crédits d'impôts. <p>10.12 <i>Investissement Québec</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programme foresterie</i> : Le soutien au fonds de roulement des entreprises dotées d'une enveloppe de 300 M\$ se termine le 31 décembre prochain et, de plus, cette enveloppe est épuisée. La reprise prévue ne semble pas arriver et les entreprises n'ont pas innovées. Il aura sûrement une demande pour une deuxième ronde de financement. Dossier à suivre; En raison de la situation économique, un programme est présentement en développement pour soutenir financièrement les entreprises en difficulté. <p>10.13 <i>Autre commentaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Madame Cotton réitère sa demande de déplacer le « <i>Points d'information</i> » dans l'ordre du jour pour traiter de ce sujet plus tôt dans la rencontre et non à la fin en raison des informations intéressantes qui y sont partagées. 	
<p>11. Fin de la rencontre</p>	<p>L'ordre du jour étant épuisé, la rencontre se termine à 12 h 00.</p> <p>En terminant, le président de la rencontre tient à souligner le départ de monsieur Lucien Boudreau qui quitte pour la retraite. Michel Gionest souligne l'enrichissement du MAMR par l'arrivée de la mission des « <i>Régions</i> » à laquelle monsieur Boudreau aura participé avec dévouement. Monsieur Gionest en profite pour le remercier de ses 36 années de loyaux services et d'avoir accepté la responsabilité de la CAR pendant les trois dernières années. Il est convenu que la rencontre de juin 2009 aura lieu aux Îles-de-la-Madeleine et une invitation sera faite à monsieur Boudreau à ce sujet.</p> <p>La prochaine rencontre se tiendra le 15 janvier 2009 à Gaspé.</p>	

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine du 23 mars n'est pas disponible.

Projet d'ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches

**Rencontre extraordinaire du vendredi 9 mai 2008
Cabane à sucre Passions gourmandes
850, chemin des Sucriers à Sainte-Marie, de 9 h à 12 h**

- | | |
|---------|--|
| 9 h | Mot de bienvenue |
| 9 h 5 | Livre vert du MRNF « La forêt, pour construire le Québec de demain »
M ^{me} Line Drouin |
| 10 h | Pause |
| 10 h 15 | Faits saillants de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agro-
alimentaire québécois et priorité d'intervention 2008-2009
M ^{me} Renée Caron, MAPAQ |
| 11 h 05 | Plan d'action manufacturier – M. Normand Giguère, MDEIE |
| 12 h | Dîner |

En après-midi, une rencontre du comité économique de la CAR aura lieu.
Pour les membres de ce comité, l'ordre du jour vous sera transmis par le MDEIE.

Mis en forme : Haut : 1,78 cm, Largeur : 21,59 cm, Hauteur : 35,56 cm, Distance de l'en-tête par rapport au bord : 1,25 cm, Distance du bas de page par rapport au bord : 1,25 cm

Sont présents : M^{mes} Sylvie Fourmier – SIQ
Line Drouin – MRNF
Sandra Shee – CSF
Renée Caron – MAPAQ
Siham Zouali – MICC
Johanne Fancher – MFA

MM. Jean Dionne – MAMR
Yvan Nadeau (remplacement de M^{me} Thérèse Ecclerc – MESS)
Michel Labrie – MTQ
Normand Giguère – MDEIE
Claude Girard – EAQ
Guy Larose – MELS

Sont invités : M^{me} Reine Boibut – CSF

MM. Laurent Lampron – CRE-CA
Pierre Drouin – MAMR
Daniel Bouchard – MAPAQ (point 7.2)
Dominic Bedard – MDEIE (point 7.3)

Sont absents : M^{mes} Dyane Benoit – ASSSS
Suzie Hémond – Services Québec
Sonia Lambert – IQ
Hélène Chagnon – MSP
Diane Limoges – MELS
Geneviève Moisan – Tourisme
Louise Mercier – CNT

MM. Marc Savoie – OPHQ
Louis G. Chasse – Justice
Pierre Simard – MRI
Serge Goulet – RBQ
Rheal St-Pierre – Régie du logement
Michel Vallières – MDDEP
Jean-Marc Lachance – MDDEP
Richard Saint-Pierre – MCCCF
Levis Sauvé – Revenu Québec

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M. Jean Dionne souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Lecture et adoption du compte rendu du 28 mars 2008	Le compte rendu est adopté.	
4. Présentation par les M/O		
4.1 Livre vert « La Forêt, pour construire le Québec de demain »	La présentation est faite par M ^{me} Line Drouin. Un document est remis à chacun des participants. La présentation « Powerpoint » est jointe en annexe.	
4.2 Rapport de la CAAAQ : Faits saillants et priorités de travail 2008-2009	La présentation est faite par M. Daniel Bouchard, directeur de la planification et des priorités stratégiques du MAPAQ. Des documents sont remis à chacun des participants. La présentation « Powerpoint » est jointe en annexe.	
4.3 Plan d'action manufacturier	La présentation est faite par M. Normand Giguère. Un document est remis à chacun des participants. La présentation « Powerpoint » est jointe en annexe.	
10. Varia	Aucun point n'est mentionné.	
11. Prochaine rencontre	La prochaine rencontre aura lieu le 6 juin 2008. L'endroit reste à déterminer.	
12. Fin de la réunion	La réunion est levée à 12 h.	

Projet d'ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 6 juin 2008

**Manoir de Tilly
3854, Chemin de Tilly – Saint-Antoine de Tilly**

de 9 h à 12 h

- | | |
|---------|--|
| 9 h | 1. Mot de bienvenue; |
| 9 h 5 | 2. Adoption de l'ordre du jour; |
| 9 h 10 | 3. Présentation des membres; |
| 9 h 20 | 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 9 mai 2008; |
| 9 h 25 | 5. Affaires découlant du dernier compte rendu; |
| 9 h 30 | 6. Nouvelles régionales (tour de table); |
| 10 h | Pause-santé; |
| 10 h 15 | 7. Pacte pour l'emploi – M ^{me} Thérèse Leclerc – MESS; |
| 10 h 45 | 8. Un regard neuf sur le Patrimoine culturel – M. Richard Saint-Pierre – MCCCCF; |
| 11 h 30 | 9. Politique nationale de la ruralité – M. Pierre Drouin – MAMR; |
| 11 h 50 | 10. Planification des prochaines présentations; |
| 11 h 55 | 11. Varia; |
| 12 h 00 | 12. Fin de la réunion. |

**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le vendredi 6 juin 2008
au Manoir de Tilly, Saint-Antoine-de-Tilly à 9 h**

Sont présents : **M^{mes}** Dyane Benoit – ASSS
 Line Drouin – MRNF
 Thérèse Leclerc – MESS
 Marlène Roy – MICC
 (en remplacement de M^{me} Siham Zouali)
 Suzie Beaulieu – MRI
 Hélène Chagnon – MSP

MM. Jean Dionne – MAMR
 Michel Labrie – MTQ
 Richard Saint-Pierre – MCCCF
 Dominic Bedard – MDEE
 (en remplacement de M. Normand Giguère)
 Guy Larose – MEIS
 Marc Savoie – OPHQ
 Michel Dumas – Services Québec
 (en remplacement de M^{me} Suzie Emond)

Sont invités : **MM.** Laurent Lampron – CRE-CA
 Pierre Drouin – MAMR

Sont absents : **M^{mes}** Sandra Shee – CSF
 Renée Caron – MAPAQ
 Sonia Lambert – IQ
 Louise Mercier – CNT
 Sylvie Fournier – SIQ
 Diane Emoges – MEIS

MM. Eric Hufty – MFA
 Jean-Marc Lachance – MDDEP
 Claude Girard – FAQ
 Lévis Sauvé – Revenu Québec
 Jean-Luc Bessette – MTOU
 Louis-G. Chasse – Justice
 Serge Goulet – RBQ
 Rhéal St-Pierre – Régie du logement
 Carl Bernier – MDDEP

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M. Jean Dionne souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des membres	Chaque personne identifie le ministère qu'elle représente ainsi que sa fonction.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 9 mai 2008	Le compte rendu est adopté.	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	Aucunes affaires en découlant.	
6. Nouvelles régionales	<p>Un tour de table est fait pour expliquer les dernières nouvelles de chacun des ministères présents. Entre autres :</p> <p>MRNF</p> <p><u>Livre vert</u> : D'ici deux semaines, le dépôt de la politique devrait être fait.</p> <p>On annonce qu'un géologue a été engagé et qu'il est un résident de la rive-sud.</p> <p>CRÉ</p> <p><u>Forum</u> : une publicité apparaîtra dans le journal Le Soleil de samedi prochain afin d'annoncer le forum qui aura lieu le 12 juin 2008 au Centre des Congrès de Lévis. On explique le déroulement de la journée en mentionnant la présence de deux conférenciers, soit MM. Luc Godbout et Michel Venne. Pour de plus ample renseignements, on réfère au site web.</p> <p>Mémoire : Le 2 mai dernier, la CRÉ a présenté son mémoire sur la carte électorale. On explique les principes sur lesquels la CRÉ a élaboré son mémoire : limite de MRC à respecter, région administrative à respecter. On y propose également quatre pistes de solutions. Ce mémoire est également disponible sur le site web de la CRÉ.</p> <p>DEC : On informe que DEC se retirera du financement récurrent de plusieurs organismes, dont Pôle Québec-Chaudière-Appalaches, Développement PME. On remet aux participants quelques documents concernant le Forum régional qui aura lieu le 12 juin 2008.</p>	
7. Pacte pour l'emploi	La présentation est faite par M ^{me} Thérèse Leclerc. Des documents sont remis lors de la présentation.	
8. Un regard neuf sur le Patrimoine culturel	<p>La présentation est faite par M. Richard Saint-Pierre. Des documents sont remis lors de la présentation.</p> <p>La présentation « Powerpoint » est jointe en annexe.</p>	
9. Politique nationale de la ruralité	<p>M. Pierre Drouin fait un suivi sur l'ensemble des actions sur la Politique.</p> <p>Laboratoires ruraux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une courte présentation du résultat du premier appel d'offre est faite. Dans la Chaudière-Appalaches, un projet a été accepté – Centre de formation équestre « La Centaurée ». - 2^e appel d'offre : un document est remis afin de valider les demandes d'avis qui seront acheminé aux divers ministères concernés. 	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	Produits de spécialité : On présente les divers projets qui ont été acceptés au cours de la première année.	
10. Planification des prochaines présentations	Un tour d'horizon est fait sur l'ensemble des présentations possible au cours des prochaines rencontres.	
11. Affaires nouvelles	<ul style="list-style-type: none"> - M^{me} Suzie Beaulieu du MRI remet des dépliants concernant les Stages Québec sans frontières. - M. Marc Savoie informe les membres que nous sommes dans la « Semaine québécoise des personnes handicapées ». 	
12. Prochaine rencontre	La prochaine rencontre est planifiée pour le 5 septembre 2008. On propose de tenir cette rencontre à Berthier-sur-Mer.	
13. Fin de la réunion	La réunion est levée à 12 h.	

Ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 7 novembre 2008

**Hôtel L'Oiselière St-Nicolas
555, route 116 – Saint-Nicolas**

de 9 h à 16 h

- | | |
|---------|---|
| 9 h | 1. Mot de bienvenue; |
| 9 h 5 | 2. Adoption de l'ordre du jour; |
| 9 h 10 | 3. Présentation des membres; |
| 9 h 20 | 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 6 juin 2008; |
| 9 h 25 | 5. Affaires découlant du dernier compte rendu; |
| 9 h 30 | 6. Nouvelles régionales (tour de table); |
| 10 h | Pause-santé |
| 10 h 15 | 7. Plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées –
M. Robert Sauvé, sous-ministre associé – MAMR; |
| 11 h 15 | 8. Plan stratégique régional et intersectoriel de main-d'œuvre de Chaudière-
Appalaches 2008-2011 – M ^{me} Dyane Benoît – ASSS; |
| 11 h 45 | 9. Enquête sur les besoins de main-d'œuvre et les caractéristiques des
entreprises de la région de la Chaudière-Appalaches – M ^{me} Andrée Morin –
MESS; |
| 12 h 15 | Dîner (Buffet) |
| 13 h 30 | 10. Plan d'amélioration de la qualité de l'eau en milieu agricole 2008-2018 –
M ^{me} Renée Caron – MAPAQ; |
| 14 h | 11. Ententes spécifiques – rapport de situation – M. Pierre Drouin – MAMR; |
| 14 h 15 | 12. Dossiers de la CRÉ – M. Laurent Lampron :
12.1 Évaluation du Fond de développement régional (FDR); |
| 15 h | 13. Planification des prochaines présentations; |
| 15 h 15 | 14. Affaires nouvelles; |
| 15 h 20 | 15. Fin de la réunion. |

Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le vendredi 7 novembre 2008
L'Hotel L'Oiselière de Saint-Nicolas
de 9 h à 16 h

Sont présents : M^{mes} Dyane Benoit – ASSSS
Eline Drouin – MRNF
Andrée Morin – MESS (en remplacement de M^{me} Thérèse Leclerc)
Marlene Roy – MICC (en remplacement de M^{me} Louise Boucher)
Sandra Shee – CSF
Suzie Emond – Services Québec (am)
Renée Caron – MAPAQ
Johanne Faucher – MFA (en remplacement de M. Eric Hufty) (am)

MM. Jean Dionne – MAMR
Jean-Marc Lachance – MDDEP
Richard Saint-Pierre – MCCCCF
Normand Giguère – MDEIE
Guy Larose – MEIS (am)
Jean-Luc Bessette – Tourisme
Raynald Gignac – CNT
Claude Girard – LFAQ

Sont invités : M^{mes} Edith Cloutier – ASSS (point 8)
Judith Turcotte – ASSS (point 8)

MM. Laurent Lampron – CRE-CA
Pierre Drouin – MAMR
Robert Sauvé – MAMR (point 7)
François Gaumont – MAMR (point 7)

Sont absents : M^{mes} Suzie Beaulieu – MRI
Sonia Lambert – IQ
Hélène Chagnon – MSP
Sylvie Fournier – SIQ
Diane Limoges – MEIS

MM. Michel Labrie – MTQ
Levis Sauvé – Revenu Québec
Marc Savoie – OPHQ
Louis-G. Chassé – Justice
Serge Goulet – RBQ
Réal St-Pierre – Régie du Logement
Carl Bernier – MDDEP

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M. Jean Dionne souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des membres	Chaque personne identifie le ministère qu'elle représente ainsi que sa fonction.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 6 juin 2008	La lecture du compte rendu est faite séance tenante et celui-ci est adopté.	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	Aucunes affaires en découlant.	
6. Nouvelles régionales MAMR	<p>Un tour de table est fait pour présenter les dernières nouvelles de chacun des ministères présents.</p> <p>Entre autres :</p> <p><u>Carrière – sablière</u> : les municipalités devront, dès 2009, percevoir des redevances. Elles ont le choix de le faire eux-mêmes ou de confier le mandat à la MRC.</p> <p><u>Programme d'aide à la prévention des algues bleu vert (PAPA)</u> : On explique sommairement le programme. Dans la région, trois MRC (L'Amiante, Robert-Cliche et Bellechasse) s'en sont prévaluées et deux autres se sont abstenues (Beauce-Sartigan et La Nouvelle-Beauce).</p> <p><u>Table des saines habitudes de vie (TSHV)</u> : Dans la région, un appel d'intérêt a été lancé dernièrement dans le cadre de dépôt de projets de niveau provincial. Le 11 novembre prochain, une rencontre est prévue pour expliquer en quoi doivent consister ces projets.</p> <p>On présente l'Info PAG régional. Des félicitations sont parvenues du niveau provincial. On le fera cheminer à tous par courriel.</p> <p><u>Laboratoire rural</u> : on explique brièvement où en sont rendus les démarches. Une première rencontre du Comité de gestion est prévue au cours du mois de novembre pour le projet de « La Centauree ».</p> <p><u>Produits de spécialité</u> : Deux nouveaux projets sont en voie d'être annoncé (dossiers Eaux Fortes et Justbio).</p> <p>La prochaine date de tombée pour le dépôt de projets est le 21 novembre 2008.</p> <p><u>PNR</u> : un addenda est en voie d'être signé avec lequel un montant supplémentaire est alloué à chaque MRC. Pour la région, c'est près de 5 M \$ qui seront versés.</p> <p><u>PAG sur l'entrepreneuriat collectif</u> : L'annonce a été faite dimanche dernier. On pourra en faire la présentation lors d'une prochaine CAR.</p>	<p>Pierre : acheminer l'info PAG à tous les membres</p> <p>Faire présentation lors d'une prochaine</p>

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
MRNF	<p><u>Livre vert</u> : Le 19 juin 2008, madame Boulet a déposé un document de travail. Celui-ci a fait l'objet de consultation. Ce document n'a pas reçu un accueil très favorable.</p> <p><u>Décentralisation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion gravières et sablières et baux de villégiature : Le MRNF propose aux MRC de percevoir 50 % des redevances. La difficulté pour l'instant est que celles-ci doivent être perçues par MRC mais doit, en premier lieu, être accepté par toutes les MRC de la région. Les MRC seront rencontrés prochainement. Dans la Chaudière-Appalaches, les montants en jeu sont relativement modestes. Les terres du domaine public représentent environ 10 % du territoire. 	CAR
MDEIE	<p><u>ACCORD</u> : On fait le point sur l'état d'avancement des quatre créneaux retenus en Chaudière-Appalaches.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plasturgie : On a procédé à l'embauche d'un coordonnateur. - Matériaux Textiles et techniques : On en est rendu à l'étape des signatures des ministres concernés. - Valorisation du bois : En cours. - Techniques environnementales : en redéfinition. - Pour d'autres secteurs non développés mais prometteurs (métalliques, services financiers, etc.), on a procédé à la formation de comités de concertation. <p><u>Crise financière</u> : Un comité interministériel comprenant des industriels se réunit hebdomadairement pour faire le point sur la situation. Quelques entreprises de notre région font partie de ce comité.</p>	
MESS	<p><u>Crise financière</u>: Le MESS fait un suivi particulier pour connaître l'état de situation de la région.</p>	Présentation lors d'une prochaine CAR
CNT	<p><u>Harcèlement</u> : La CNT a maintenant un pouvoir pénal et les infractions apparaissent maintenant sur leur site Internet (http://www.cnt.gouv.qc.ca).</p>	
ASSS	<p><u>Colloque (2^e rendez-vous stratégique régional et intersectoriel de main d'œuvre de Chaudière-Appalaches : « se concerter, élaborer, partager... et devenir un meilleur employeur »)</u>: C'est plus de 200 personnes qui ont assisté à ce colloque. Un troisième colloque aura probablement lieu l'année prochaine.</p> <p><u>Certification des résidences</u> : Ce dossier ne chemine pas aussi rapidement que prévu. Dans la Chaudière-Appalaches, 47 résidences / 215 ont faites toutes les démarches. Vingt résidences ne se sont pas encore inscrites.</p>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
MELS	<u>Entreprise d'économie sociale</u> : Les services de proximité ont été rencontrés pour discuter des problèmes de financement.	
LFAQ	<u>Loi 88</u> : Cette loi, sur le renforcement de la Démocratie dans les Commissions scolaires, a été adoptée.	
MCCCCF	<u>Persévérance scolaire</u> : Une entente spécifique est à développer en Chaudière-Appalaches. <u>Nouveau président</u> : Monsieur Rénald Boucher est le nouveau président du conseil d'administration. <u>Livre vert (« Un regard neuf sur le patrimoine culturel »)</u> : En raison des élections, le processus de consultation sera repris au cours de l'hiver. <u>Projets</u> : Divers projets sont à l'analyse ou en voie de réalisation. Entre autres, on mentionne le Musée maritime du Québec et la reconnaissance du 11 ^e arrondissement de la Ville de Lévis.	
MAPAQ	<u>CAAAQ</u> : Suite à la remise du rapport, quelques actions en découlent : <ul style="list-style-type: none"> - Programme sur la relève agricole. - Projets pilotes sur la mise en valeur de la zone agricole (trois MRC). Aucun dans la Chaudière-Appalaches. - Québec dans votre assiette : une enveloppe de 50 000 \$ est allouée à la Direction régionale. 	
MDDEP	<u>Gestion des matières résiduelles</u> : Une nouvelle politique crée beaucoup d'attente dans les MRC dont la vaste majorité ne sont pas conformes aux normes dans les délais prévus en 2008.	
CRÉ	<u>Rapport annuel</u> : Le rapport annuel est remis à chacun des membres. Les membres félicitent la CRÉ pour la qualité de sa présentation. <u>Conseil d'administration</u> : Un résumé du dernier conseil d'administration est présenté.	
7. PAG pour les municipalités dévitalisées	La présentation est faite par monsieur Robert Sauvé, sous-ministre associé au MAMR. Des documents sont remis lors de la présentation. La présentation « Powerpoint » est jointe en annexe. On remet par la suite deux autres documents pour élaborer prochainement notre plan d'action régional. Un premier fait état de la situation de chacune des municipalités de la région. Le deuxième reprend toutes les actions du PAG et prévoit un état de situation régional à compléter par tous. Un comité est formé de l'ensemble des ministères concernés en plus du MCCCCF et du MICC. On demande à chacun des ministères de remplir ce document, qui leur sera acheminé par courriel. Une première rencontre de ce comité aura lieu lors de la prochaine CAR, soit le 5 décembre	Faire parvenir le document par courriel aux membres de ce comité

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	2008.	
8. Table intersectorielle de main-d'œuvre	<p>La présentation est faite par M^{mes} Dyane Benoit, Édith Cloutier et Judith Turcotte. Des documents sont remis lors de la présentation.</p> <p>Il est décidé d'adopter l'ensemble des recommandations formulées lors de la rencontre de la table des décideurs du 12 septembre dernier.</p> <p>Des suites auprès de la CAR seront faites après la rencontre du CRPMT. La rencontre doit avoir lieu le 2 décembre prochain.</p>	
9. MESS	<p>La présentation est faite par madame Andrée Morin. Des documents sont remis lors de la présentation.</p> <p>La présentation « Powerpoint » est jointe en annexe.</p>	
10. Programme d'amélioration de la qualité de l'eau	Suite aux discussions, il est convenu de remettre cette présentation lors de la prochaine CAR.	Présentation lors la prochaine CAR
11. Entente spécifique – Rapport de situation	<p>Un rapport de situation de l'ensemble des ententes spécifiques est déposé aux membres présents et quelques explications sont fournies.</p> <p>Le document est joint en annexe.</p>	
12. CRÉ	<p>Monsieur Laurent Lampron nous entretient sur deux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluation du Fonds de développement régional (FDR). Un document est remis aux membres. Des discussions s'en suivent. - Nouvelle politique de financement du FDR : Un document est remis aux membres et des discussions s'en suivent. <p>L'ensemble des documents est joint en annexe.</p>	
13. Planification des prochaines présentations	Un tour d'horizon est fait sur les présentations de la prochaine rencontre. On retient la présentation du Pacte pour l'emploi par M ^{me} Thérèse Leclerc et celle de M ^{me} Caron sur le programme sur l'eau.	
14. Affaires nouvelles	Rien à signaler.	
15. Prochaine rencontre	La prochaine rencontre est planifiée pour le 5 décembre 2008. Le lieu est à déterminer.	
16. Fin de la réunion	La réunion est levée à 16 h.	

Ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 5 décembre 2008

**à La Cache à Maxime (Salle Maréchal)
265, rue Drouin - Scott**

de 9 h à 12 h

- | | |
|---------|--|
| 9 h | 1. Mot de bienvenue; |
| 9 h 5 | 2. Adoption de l'ordre du jour; |
| 9 h 10 | 3. Présentation des membres; |
| 9 h 20 | 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 7 novembre 2008; |
| 9 h 25 | 5. Affaires découlant du dernier compte rendu; |
| 9 h 30 | 6. Nouvelles régionales (tour de table); |
| 10 h | Pause-santé |
| 10 h 15 | 7. Plan d'amélioration de la qualité de l'eau en milieu agricole 2008-2018 – M ^{me} Renée Caron – MAPAQ |
| 11 h 00 | 8. Pacte sur l'emploi – M ^{me} Thérèse Leclerc - MESS |
| 11 h 45 | 9. Planification des prochaines présentations; |
| 11 h 50 | 10. Affaires nouvelles; |
| 11 h 55 | 11. Calendrier des rencontres de l'année 2009; |
| 12 h 00 | 12. Fin de la réunion. |

Dîner.

P.S. Une rencontre du « Comité Municipalités dévitalisées » aura lieu en après-midi.

**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le vendredi 5 décembre 2008
à la Cache à Maxime - Scott
de 9 h à 12 h**

Sont présents : M^{mes} Dyane Benoit – ASSSS
Line Drouin – MRNF
Andrée Morin – MESS (en remplacement de M^{me} Thérèse Leclerc)
Sonia Lambert – IQ
Hélène Chagnon – MSP
Suzie Beaulieu – MRI
Louise Boucher – MCCC
Sandra Shee – CSF
Renée Caron – MAPAQ
Johanne Faucher – MFA

MM. Jean Dionne – MAMR
Jean-Marc Lachance – MDDEP
Richard Saint-Pierre – MCCCCF
Normand Giguère – MDEIE
Guy Larose – MELS
Eric Hufty – MFA
Marc Savoie – OPHQ
Yvon Labonte – MTO
(en remplacement de M. Michel Labrie)
Raymond Lafrance – Services Québec
(en remplacement de M^{me} Suzie Emond)
Jean-Luc Bessette – Tourisme
Raynald Gignac – CNT

Sont invités : MM. Laurent Lampron – CRE-CA
Pierre Drouin – MAMR
Robert Beaulieu – MAPAQ (point 7)

Sont absents : M^{mes} Céline Dessureault – Revenu Québec
Sylvie Fournier – SIQ
Diane Limoges – MELS

MM. Louis-G. Chasse – Justice
Serge Goulet – RBQ
René-Jean Banyille – Régie du Logement
Carl Bernier – MDDEP
Claude Girard – IFAQ

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M. Jean Dionne souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des membres	Chaque personne identifie le ministère qu'elle représente ainsi que sa fonction. M. Yvon Labonté signale que M. Michel Labrie (retraite) sera remplacé par M. Richard Carpentier.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 7 novembre 2008	La lecture du compte rendu est faite et celui-ci est adopté après modification au point 6 – MCCCCF – on doit lire <i>reconnaissance du « 10^e » arrondissement de la Ville de Lévis.</i>	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	Aucunes affaires en découlant.	
6. Nouvelles régionales		
ASSS	Rien de spécial.	
CNT	La CNT a reçu beaucoup de plainte depuis l'annonce du MFA de ne pas contester le jugement (voir MFA). C'est plus de 2000 en une semaine.	
CSF	On signale le lancement du document « La constante progression des femmes », version spéciale illustrée produite à l'occasion du 35 ^e anniversaire du CSF. (http://www.csf.gouv.qc.ca/fr/accueil/).	
LFAQ	Absent.	
IQ	Pour l'instant, ils sont dans l'attente du programme d'1 MMS.	
MCCCCF	On informe des annonces suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Le Musée maritime de L'Islet a reçu une enveloppe supplémentaire pour un total de 3 M\$; - Restauration du patrimoine (environ 10 M\$); - 10^e arrondissement de Lévis : les rencontres avec la Ville se poursuivent; - Inauguration de la salle de spectacle de la Ville de Thetford Mines; - Déménagement du bureau du MCCCCF (direction régionale). 	
MFA	<u>CPE :</u> <ul style="list-style-type: none"> - C'est plus de 15 000 personnes qui deviennent salariées, au lieu de travailleuses autonomes, car le gouvernement n'a pas contesté le jugement de la cour; - Saint-Georges : le CPE est fermé dû aux relations avec le syndicat; - Guichets régionaux : devraient être opérationnels en janvier 2009. 	
MJUST	Absent.	
MSP	Suite aux dernières améliorations sur les lignes d'Hydro-Québec, des fermetures de route auront lieu lorsqu'il tombera plus de 20 mm de verglas.	
MAPAQ	Saines Habitudes de vie : quelques activités ont lieu dans les Centres de la petite enfance.	
MELS	<u>Plan interordre</u> : formation adaptée au défi de la région. <u>Entente spécifique</u> : Des discussions auront lieu sur la réussite éducative, en incluant les sciences et	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	technologies. La Fondation Chagnon serait intéressée par ce dossier.	
MESS	<p><u>CRPMT</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 25 M\$ pour du support aux entreprises en région; 1,4 M\$ pour former la main-d'œuvre et jusqu'à 100 k\$ par entreprise; - Dossier attraction et rétention de la main-d'œuvre : lien avec l'ASSS. 	
MICC	<p><u>Entente spécifique</u> : L'entente sur la régionalisation de l'immigration est au stade d'acceptation des divers ministères et organisme.</p> <p><u>Mission</u> : Pour une cinquième année, le MICC a accompagné les divers CÉGEP à l'Île de la Réunion durant la semaine du 17 au 26 novembre 2008. On rappelle qu'il est possible d'accueillir environ 100 étudiants pour huit régions.</p>	
MAMR	<p><u>FSTD</u> : Une tournée des quatre territoires (Les Appalaches, Les Etchemins, Montmagny et L'Islet) sera faite au début 2009 pour revoir leur plan de diversification.</p> <p><u>Programmes</u> : trois programmes seront prochainement en vigueur (VHR, Chantier Canada, Communautés branchées).</p> <p><u>Mine Carrey</u> : On explique la plainte concernant la Régie intermunicipale du parc industriel Beauce-Amiante. Un suivi sera fait avec le MRNF et le MDDEP.</p> <p><u>MRC</u> : On informe que la MRC de L'Amiante se nomme maintenant la MRC des Appalaches.</p>	
MRI	<p><u>Chef de poste</u> : Lors de leur dernière visite, ceux-ci ont rencontré l'organisation Pôle Québec – Chaudière-Appalaches.</p> <p><u>FFOCD</u> : Il y aura un lancement d'un appel à projet en février 2009. On informe les membres qu'une mission avait été effectuée au cours de l'automne 2008 (Économie sociale). Pour l'instant, peu de projets ont concerné le volet culturel.</p>	
MRNF	Pour l'instant, tout est sur la glace.	
MTQ	<p><u>Transport collectif</u> : Une rencontre avec les DG des MRC aura lieu afin de présenter les différents programmes. Ceux-ci seront présentés à la Table des préfets.</p> <p><u>2009</u> : Des travaux d'envergure auront lieu à Lévis.</p>	
MDEIE	<p><u>École d'entrepreneurship</u> : On présente sommairement ce projet qui est l'initiative d'industriels de la Beauce. On parle d'un projet de 10 M\$. Pour l'instant, ce projet est à l'état embryonnaire.</p> <p><u>Crise économique</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le comité de vigie continue de se rencontrer à toutes les semaines. Sept à huit industriels de la région y participent; - Le ministre a fait l'annonce d'un programme d'1 MM\$. Pour l'instant, on ne connaît pas les détails de ce programme. <p><u>ACCORD</u> : Le 20 novembre 2008 avait lieu une</p>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	rencontre du comité ACCORD. On informe que 35 créneaux sont en fonction au Québec dont quatre en Chaudière-Appalaches. <u>Exportation</u> : Hier avait lieu le lancement de la stratégie pour l'exportation.	Envoyer la stratégie par courriel.
MDDEP	Concernant les municipalités dévitalisées, les frais pour divers permis seront assumés par le Ministère.	
MTOU	Rien de spécial.	
OPHQ	On informe les membres que le sud de la MRC de Montmagny est maintenant desservi pour le transport adapté depuis le 22 septembre 2008.	
Services Québec	<u>Deux nouvelles</u> : - Montmagny a maintenant accès aux services offert par Services Québec dans leur nouveau bureau situé dans l'ancien bureau de la publicité des droits (BPD) situé au 25, boulevard Taché ouest, bureau 202 à Montmagny; - À Lévis, depuis le 23 octobre 2008, il est possible d'obtenir différents services du Directeur de l'état civil.	
SIQ	Absent.	
CRÉ	Le 11 décembre 2008 aura lieu le prochain conseil d'administration. Plusieurs sujets seront discutés dont : - <u>Nouvel organigramme</u> : suite au départ d'une personne, l'organigramme de la CRÉ sera revu; - <u>Plan Quinquennal de Développement Régional</u> : l'adoption finale devrait avoir lieu en février 2009; - <u>Nouvelle politique de financement</u> : suite aux discussions qui ont eu lieu lors du dernier conseil d'administration, quatre projets seront présentés pour être recommandés; - <u>Québec central</u> : on informe qu'il y a mise en place de comité pour faire cheminer ce dossier.	
7. Plan d'amélioration de la qualité de l'eau en milieu agricole 2008-2018	La présentation est faite par M. Robert Beaulieu, directeur adjoint au MAPAQ. Des documents sont remis lors de la présentation. La présentation « Powerpoint » est jointe en annexe.	
8. Plan d'action gouvernemental sur l'entrepreneuriat collectif	La présentation est faite par M. Jean Dionne. Le site pour connaître ce Plan est le « http://www.mamr.gouv.qc.ca/publications/regions/regi_econ_soci_plan_acti.pdf ». La présentation « Powerpoint » est jointe en annexe.	
9. Planification des prochaines présentations	Lors de la prochaine rencontre, M ^{me} Louise Boucher se propose pour présenter l'entente spécifique sur l'immigration.	
10. Affaires nouvelles	Rien à signaler.	
11. Calendrier des rencontres de l'année 2009	Un calendrier est remis à l'ensemble des membres. La prochaine rencontre est prévue le 6 mars 2009. On demande à chacun de réagir par courriel si certaines dates ne conviennent pas.	Envoyer le calendrier par courriel.
12. Fin de la réunion	La réunion est levée à 12 h.	

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de Chaudière-Appalaches du 20 mars n'est pas disponible.

Conférence administrative régionale de Laval

Jeudi, le 8 mai 2008 à 9 h 30
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey
Salle internationale

Ordre du jour

- | | | | |
|--------------|---|------------------|---------|
| 1. | Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour | | 9 h 30 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 7 février 2008 | | 9 h 35 |
| 3. | Échange entre les membres | ⓪ | 9 h 40 |
| 4. | Comité de la CAR de Laval sur les saines habitudes de vie | ① ASSS | 10 h |
| 5. | <i>Programmes particuliers d'urbanisme (PPU) – secteurs Cartier et Concorde</i> | | |
| | ➤ Présentation | ① Ville de Laval | 10 h 15 |
| | ➤ Questions et commentaires | ☞ | 10 h 45 |
| <i>Pause</i> | | | 10 h 55 |
| 6. | <i>Le Pacte pour l'emploi</i> | | |
| | ➤ Présentation | ① MESS | 11 h 05 |
| | ➤ Questions et commentaires | ☞ | 11 h 50 |
| 7. | Fin de la rencontre | | 12 h |

- | | |
|---|---|
| ⓪ | : tour de table |
| ① | : point d'information ou présentation par l'organisme qui suit ce signe |
| ☞ | : discussion |

Conférence administrative régionale de Laval

Faits saillants de la rencontre
du jeudi 8 mai 2008 à 9 h 30

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Christine Beaudin	Famille et Aînés (MFA) en remplacement de M. Michel Monette
	Diane Bélanger	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Manon Caron	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval
	Evelyne Fortin	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Chantal Gingras	Transports (MTQ)
	Lauraine Langlois	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Tepny Pou	Affaires municipales et Régions (MAMR)
MM.	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	Michel Courmoyer	Emploi et Solidarité sociale (MESS – Emploi-Québec)
	Steve Z. Djebali	Services Québec
	Sylvain Provost	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Jean Séguin	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Michel Sénécal	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ) en remplacement de M. Marcel Tremblay
	Serge Tétreault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
	Serge Vaugéois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Nathalie Doyon	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Johanne Dumont	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Louise Royal	Revenu Québec (MRQ)
MM.	Pierre Chabot	Société immobilière du Québec (SIQ)
	Marc Lavallée	Sécurité publique (MSP)
	Gilbert Lepage	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Stéphane Martinez	Tourisme Québec

INVITÉ

M.	Sylvain Dubois	Ville de Laval
----	----------------	----------------

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR, souhaite la bienvenue aux membres.

L'ordre du jour est adopté tel quel.

2. Adoption des faits saillants de la rencontre du 7 février 2008

Les faits saillants sont adoptés avec une modification au point 4 *Comité de la CAR de Laval sur les saines habitudes de vie*. Il faut changer « comité de la CAR » par « comité régional ».

3. Échange entre les membres

3.1 Forum social de Laval

Plusieurs ministères et organismes ont été sollicités par la Corporation de développement communautaire (CDC) de Laval pour participer au financement de leur premier forum de développement social prévu en avril 2009. L'échange a permis de dégager certaines positions :

- ASSSL : disposée à apporter son support en données et en informations (offre de services)
- MICC : ouvert au financement par l'entremise de l'un de ses programmes dans la mesure où le projet est recevable
- CRÉ : peut aider les organisateurs à ce que ce soit un événement éco-responsable

Par ailleurs, les membres se questionnent à la fois sur le choix de la base territoriale des forums locaux qui divise Laval en neuf secteurs ne correspondant à aucun découpage administratif établi, ainsi que sur une démarche qui doublerait celle entreprise par la CRÉ dans son Plan stratégique.

Conférence administrative régionale de Laval

Les membres s'entendent pour :

- appuyer la démarche seulement si elle s'aligne sur les orientations déjà entérinées dans le Plan stratégique de la CRÉ, lesquelles faisant consensus auprès toutes les organisations et de tous les milieux lavallois
- attendre la rencontre entre la CRÉ et la CDC avant d'entreprendre une action concertée dans ce dossier

3.2 Tour de table

Les ministères et organismes gouvernementaux (m/o) informent les membres des actualités dans leur secteur :

- ASSSL** ■ La lutte aux maladies chroniques sera la priorité régionale en 2008-2009.
- CSF** ■ Deux avis bientôt disponibles :
 - Le sexe dans les médias : obstacle aux rapports égaux
 - Pour en avoir « vraiment » pour notre argent : un système public de santé
- MAMR** ■ État d'avancement du bilan des interventions gouvernementales à Laval
- Dépôt du calendrier de la CAR de Laval 2008-2009
- Invitation au Forum métropolitain des partenaires du 5 juin 2008, sous le thème des défis du marché du travail métropolitain
- MAPAQ** ■ Reconduction du Programme Prime-Vert
- MDDEP** ■ Nouveau système de tarification des demandes d'autorisations environnementales
- Adoption du règlement pour l'application de l'article 32 (travaux d'aqueduc et d'égout) prévue à la fin juin ou à l'automne
- MDEIE** ■ Stratégie de développement de l'industrie québécoise de l'environnement et des technologies vertes : possibilité de présentation lors d'une prochaine CAR
- Plan d'action en faveur du secteur manufacturier
- Prochaine rencontre du CCÉL : 10 juin 2008
- MELS** Nouveaux plans d'action :
 - Plan d'action éducation, emploi et productivité
 - Plan d'action pour prévenir et traiter la violence à l'école 2008-2011
- MESS** ■ État de situation de l'Engagement jeunesse à Laval
- MFA** ■ Collaboration MFA – CRÉ pour l'analyse des besoins en services de garde : lancement de l'appel de projets le 15 avril 2008
- MICC** ■ Lancement de deux nouvelles mesures :
 - Pour enrichir le Québec : intégrer mieux (intégration au marché du travail)
 - Pour enrichir le Québec : franciser plus et intégrer mieux (francisation)
- Services Québec** ■ Intégration du Directeur de l'état civil, du Bureau de la publicité des droits, et du registre des entreprises dès le 1^{er} avril 2008

4. Comité de la CAR de Laval sur les saines habitudes de vie

Pour faire suite au *Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes liés au poids 2006-2012*, M. Carrier dépose un projet de création d'un mécanisme de concertation régional. Ce mécanisme, sous la direction conjointe de la CRÉ et de la DSP de l'ASSS de Laval, vise à assurer la cohérence, la complémentarité et la convergence des actions et des investissements en matière de développement de saines habitudes de vie à Laval.

La réflexion se poursuit quant au rôle que la CAR devrait jouer dans ce dossier.

5. Programmes particuliers d'urbanisme (PPU) – secteurs Cartier et Concorde

M. Dubois, directeur du Service de l'urbanisme de la Ville de Laval présente les PPU des secteurs bordant les stations de métro Cartier et Concorde. Suite à l'intérêt manifesté, M. Provost fera parvenir aux membres les hyperliens vers ces PPU.

6. Le Pacte pour l'emploi

M. Courmoyer présente la nouvelle stratégie du gouvernement du Québec pour répondre aux nouveaux défis du marché du travail : le Pacte pour l'emploi.

7. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h. La prochaine rencontre aura lieu le 10 juillet 2008.

Conférence administrative régionale de Laval

Jeudi, le 10 juillet 2008 à 9 h 30
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey
Salle internationale

Ordre du jour

- | | | | |
|--------------|---|---------|---------|
| 1. | Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour | | 9 h 30 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 8 mai 2008 | | 9 h 35 |
| 3. | Échange entre les membres | ⓪ | 9 h 40 |
| 4. | Forum social de Laval | ☞ | 10 h |
| 5. | Rapport Pronovost : faits saillants et priorités de travail | | |
| | ➤ Présentation | ① MAPAQ | 10 h 15 |
| | ➤ Questions et commentaires | ☞ | 11 h |
| <i>Pause</i> | | | 11 h 10 |
| 6. | <i>Stratégie de développement de l'industrie québécoise de l'environnement et des technologies vertes</i> | | |
| | ➤ Présentation | ① MDEIE | 11 h 20 |
| | ➤ Questions et commentaires | ☞ | 11 h 50 |
| 7. | Fin de la rencontre | | 12 h |

- | | |
|---|---|
| ⓪ | : tour de table |
| ① | : point d'information ou présentation par l'organisme qui suit ce signe |
| ☞ | : discussion |

Conférence administrative régionale de Laval

Faits saillants de la rencontre
du jeudi 10 juillet 2008 à 9 h 30

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Christine Beaudin	Famille et Aînés (MFA)
	Diane Bélanger	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Manon Caron	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval
	Nicole Damestoy	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL) en remplacement de M. Alain Carrier
	Johanne Dumont	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Chantal Gingras	Transports (MTQ)
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Tepny Pou	Affaires municipales et Régions (MAMR)
MM.	Yves Hamelin	Services Québec en remplacement de M. Steve Z. Djebali
	Gilbert Lepage	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Yves Leroux	Sécurité publique (MSP)
	Pierre Nadeau	Emploi et Solidarité sociale (MESS – Emploi-Québec)
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ) en remplacement de M. Marcel Tremblay
	Sylvain Provost	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Jean Séguin	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Serge Tétreault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Nathalie Doyon	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Evelyne Fortin	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Lauraine Langlois	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Louise Royal	Revenu Québec (MRQ)
MM.	Pierre Chabot	Société immobilière du Québec (SIQ)
	Stéphane Martinez	Tourisme Québec
	Serge Vaugeois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

INVITÉES

M ^{mes}	Élisabeth Sénéchal	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Myriam Blais	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR, souhaite la bienvenue aux membres et souligne l'arrivée de trois nouveaux membres :

- Mme Christine Beaudin, directrice, MFA;
- M. Pierre Nadeau, directeur régional intérimaire, Emploi Québec;
- M. Yvan Leroux, directeur régional intérimaire, MSP.

L'ordre du jour est adopté tel quel.

2. Adoption des faits saillants de la rencontre du 8 mai 2008

Les faits saillants de la rencontre du 8 mai 2008 sont adoptés tels quels.

3. Échange entre les membres

Les ministères et organismes gouvernementaux (m/o) informent les membres des actualités dans leur secteur :

- ASSSL**
- Nomination du nouveau ministre de la Santé et des Services sociaux : M. Yves Bolduc
 - 1^{ère} rencontre du comité sur les saines habitudes de vie prévue pour l'automne
 - Consultation en septembre concernant le Plan d'action régional 2008-2012
 - Nouvelles publications :
 - Politique de périnatalité 2008-2018 – Un projet porteur de vie
 - Plan d'accès aux services pour les personnes ayant une déficience

- MAMR**
- Adoption du projet de loi 22 - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal

Conférence administrative régionale de Laval

- Bilan du plan de travail de la CAR prévu pour l'automne
- MAPAQ**
 - Rencontre des ministres canadiens de l'agriculture à Québec pour la signature du nouveau cadre stratégique en agriculture Cultivons l'avenir
 - Rapport Pronovost : poursuite des chantiers
 - Reconduction du Programme de déplacement des travailleuses et des travailleurs agricoles
 - Poursuite des travaux dans le cadre de l'entente spécifique en agroalimentaire à Laval
- MCCCF**
 - Négociations prévues cet automne en vue de la signature d'une nouvelle entente spécifique
- MDDEP**
 - Adoption prévue à l'automne du Projet de loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection
 - Le règlement pour l'application de l'article 32 (travaux d'aqueduc et d'égout) entrera en vigueur le 17 juillet 2008
- MESS**
 - Lancement lavallois du Pacte pour l'emploi par le ministre Sam Hamad en octobre 2008
- MFA**
 - Collaboration MFA – CRÉ pour l'analyse des besoins en services de garde
 - Inscriptions en services de garde à partir d'un guichet unique depuis le 16 juin 2008
 - Nouveau modèle d'entente de services de garde à contribution réduite permettant d'établir des balises claires et intelligibles entre les prestataires de services de garde et les parents usagers de leurs services
- MICC**
 - Accord de principe sur l'entente France-Québec sur la reconnaissance des diplômes et des compétences professionnelles
- MSP**
 - Investissement de 50 M\$ dans la prévention de l'érosion des berges du Fleuve Saint-Laurent. Des montants d'argent sont aussi prévus pour la réalisation d'une étude touchant l'archipel de Montréal
- Ville de Laval**
 - Possibilité de représentations auprès du gouvernement du Québec afin d'obtenir de nouveaux pouvoirs habilitant tel que stipulé dans le projet de loi 22 (cette démarche sera entreprise avec le concours de l'UMQ).

4. Forum social de Laval

Plusieurs ministères et organismes ont été sollicités par la Corporation de développement communautaire (CDC) de Laval pour participer au financement de leur premier forum social de Laval prévu en avril 2009. L'échange entrepris lors de la dernière CAR a permis de dégager de nouvelles positions :

- MICC : trouve l'approche citoyenne de prise en charge très intéressante. Il compte intégrer à son plan d'action régional les éléments pertinents qui ressortiront des consultations organisées par la CDC
- Serv. Qc : intéressé d'en savoir davantage avant de prendre une décision
- Ville de Laval : sollicitée directement par les organisateurs de l'événement. Pour l'heure, la Ville participe aux travaux en tant qu'observateur
- CRÉ : considère qu'à la suite de l'adoption de son Plan quinquennal, elle n'est plus dans une démarche de réflexion mais plutôt d'action

M. Séguin convie les membres à revenir sur ce sujet lors de la prochaine rencontre.

5. Rapport Pronovost : faits saillants et priorité de travail

M^{me} Élisabeth Sénéchal, analyste des politiques au MAPAQ, fait un retour sur les recommandations de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois et présente la vision gouvernementale d'avenir intitulée La fierté d'en vivre. Le plaisir de s'en nourrir. Suite à l'intérêt suscité, M. Provost fera parvenir aux membres la présentation.

6. Stratégie de développement de l'industrie québécoise de l'environnement et des technologies vertes

M^{me} Myriam Blais, de la Direction de l'environnement et des services aux entreprises du MDEIE, présente la Stratégie de développement de l'industrie québécoise de l'environnement et des technologies vertes qui a pour buts de conjuguer le développement économique et l'atteinte d'objectifs environnementaux, et de faire de cette industrie, une industrie phare, au rayonnement international, axée sur l'innovation. Suite à l'intérêt suscité, M. Provost fera parvenir aux membres la présentation.



7. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h. La prochaine rencontre aura lieu le 23 octobre 2008.

Conférence administrative régionale de Laval

Jeudi, le 6 novembre 2008 à 9 h 30
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey
Salle internationale

Ordre du jour

- | | | | |
|---------------------|---|---|----------------|
| 1. | Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour | | 9 h 30 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 10 juillet 2008 | | 9 h 35 |
| 3. | <i>Jeunes explorateurs d'un jour</i> | | |
| | ➤ Présentation | ① | 9 h 40 |
| | <i>Par M^{me} Isabelle Cloutier, directrice du programme, Jeunes explorateurs d'un jour</i> | | |
| | ➤ Questions et commentaires |  | 10 h |
| 4. | Suivi des ententes et du comité de la CAR | | 10 h 10 |
| | ➤ Ententes | ① CRÉ | |
| | ➤ Saines habitudes de vie et concertation régionale | ① ASSSL | |
| 5. | Échange entre les membres | ① | 10 h 20 |
| <i>Pause</i> | | | 10 h 45 |
| 6. | <i>Enjeux Grands Lacs – Fleuve Saint Laurent : situation et interventions du Québec</i> | | |
| | ➤ Présentation | ① MDDEP | 10 h 55 |
| | <i>Par M. André Carpentier, ingénieur</i> | | |
| | ➤ Questions et commentaires |  | 11 h 45 |
| 7. | Fin de la rencontre | | 12 h |

- | | |
|---|---|
| ① | : tour de table |
| ① | : point d'information ou présentation par l'organisme qui suit ce signe |
|  | : discussion |

Conférence administrative régionale de Laval

Faits saillants de la rencontre
du jeudi 6 novembre 2008 à 9 h 30

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Christine Beaudin	Famille et Aînés (MFA)
	Diane Bélanger	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Johanne Dumont	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Évelyne Fortin	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Lorraine Létourneau	Immigration et Communautés culturelles (MICC) en remplacement de M. Serge Tétreault
	Lucie Tremblay	Affaires municipales et Régions (MAMR)
MM.	Mario Allard	Revenu (MRQ)
	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	Steve Z. Djebali	Services Québec
	Gilbert Lepage	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Pierre Nadeau	Emploi et Solidarité sociale (MESS – Emploi-Québec)
	Benoît Picard	Transports (MTQ) en remplacement de M ^{me} Chantal Gingras
	Sylvain Provost	Affaires municipales et Régions (MAMR)
	Yves Roux	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval en remplacement de M ^{me} Manon Caron
	Jean Séguin	Affaires municipales et Régions (MAMR)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Francine Cloutier	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Lauraine Langlois	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Tepny Pou	Affaires municipales et Régions (MAMR)
MM.	Pierre Chabot	Société immobilière du Québec (SIQ)
	Yvan Leroux	Sécurité publique (MSP)
	Stéphane Martinez	Tourisme Québec
	Marcel Tremblay	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Serge Vaugeois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

INVITÉES

M ^{me}	Isabelle Cloutier	Jeunes explorateurs d'un jour
MM.	Philippe Auger	Jeunes explorateurs d'un jour
	André Carpentier	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR, souhaite la bienvenue aux membres et souligne l'arrivée de deux nouveaux membres :

- Mme Lucie Tremblay, directrice de la DMAAM, MAMR;
- M. Mario Allard, directeur régional, MRQ.

L'ordre du jour est adopté avec une modification compte tenu d'un empêchement de M^{me} Damestoy qui devait présenter le PAR de santé publique de Laval 2008-2012. Un nouvel ordre du jour est distribué séance tenante.

2. Adoption des faits saillants de la rencontre du 10 juillet 2008

Les faits saillants de la rencontre du 10 juillet 2008 sont adoptés tels quels.

3. Jeunes explorateurs d'un jour

M^{me} Isabelle Cloutier, directrice générale de l'OBNL *Jeunes explorateurs d'un jour*, présente un programme qui vise à permettre aux jeunes de 4^e et 5^e secondaire et de niveau collégial d'explorer les carrières professionnelles offertes au sein des différents paliers gouvernementaux. Le programme a pour objectif d'aider les jeunes à faire une réflexion sur leur choix de carrière par un stage d'un jour au sein d'un organisme public. Les stagiaires sont parrainés par un employé qui exerce une profession qui les intéresse, ce qui leur permet d'entrer en contact avec la réalité du travail tout en découvrant les multiples facettes de la profession ciblée.

Suite à l'intérêt des membres, il a été convenu d'identifier les besoins de relève professionnelle de

Conférence administrative régionale de Laval

chaque organisation par la constitution d'une liste des professions en demande. Cette liste, accompagnée des coordonnées des personnes-ressources, sera retransmise à *Jeunes explorateurs d'un jour* par M. Sylvain Provost.

4. Suivi des ententes et des comités de la CAR

M. Yves Roux informe les membres de l'état d'avancement des huit ententes signées entre la CRÉ de Laval et le Gouvernement.

M. Alain Carrier dépose aux membres un état de situation concernant le comité de coordination de l'Entente de partenariat *pour l'amélioration de la santé globale par la promotion et la prévention, par l'adoption et le développement de saines habitudes de vie et par l'accessibilité aux services*. Il expose la problématique ainsi que les étapes franchies et à venir. Soulevant la question de la participation et la contribution de la CAR à la mise en œuvre concertée de l'Entente, M. Alain Carrier et M^{me} Johanne Dumont conviennent de proposer des paramètres et de solliciter la participation des membres intéressés à cet exercice lors de la prochaine rencontre de la CAR.

5. Échange entre les membres

Les ministères et organismes gouvernementaux (m/o) informent les membres des actualités dans leur secteur :

- ASSSL** ■ Lancement du Plan d'action régional de santé publique de Laval : les membres de la CAR seront invités (date à déterminer).
- MAMR** ■ Plan stratégique 2009-2012 du MAMR : les directeurs généraux des neuf grandes villes et ceux des communautés métropolitaines de Montréal et de Québec ont été consultés.
- 2 novembre 2008 : lancement du Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif.

6. Enjeux Grands Lacs – Fleuve Saint-Laurent : situation et interventions du Québec

M. André Carpentier du Centre d'expertise hydrique du Québec (MDDEP) présente la proposition de la Commission mixte internationale concernant la révision des critères de régularisation des débits et des niveaux d'eau entre le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent. Il commente les diverses options envisagées et les impacts de chacune.

7. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h 10. La prochaine rencontre aura lieu le 26 février 2009.

Conférence administrative régionale de Laval

Jeudi, le 26 février 2009 à 9 h
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey
Salle internationale

Ordre du jour

- | | | | |
|--------------|--|------------------------|----------------|
| 1. | Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour | | 9 h |
| 2. | Adoption et suivi des faits saillants de la rencontre du 6 novembre 2008 | | 9 h 05 |
| | → Suivi : <i>Jeunes explorateurs d'un jour</i> | | |
| 3. | Bilan 2006-2008 et actualisation du plan de travail de la CAR | ① MAMROT | 9 h 15 |
| 4. | <i>Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif</i> | | |
| | ➤ Présentation | ① MAMROT | 9 h 35 |
| | Par M ^{me} Johanne Dumont, directrice du développement régional et métropolitain | | |
| | ➤ Questions et commentaires | | 9 h 50 |
| 5. | Dossier – Saines habitudes de vie | ① ASSSL / CRÉ / MAMROT | 9 h 55 |
| | → Le point sur la dernière rencontre du comité de coordination | | |
| | → Mise en œuvre d'un comité interministériel | | |
| 6. | Revitalisation urbaine intégrée – État de la situation | ① CRÉ | 10 h 10 |
| 7. | Échange entre les membres | ⓪ | 10 h 20 |
| Pause | | | 10 h 35 |
| 8. | <i>Programme particulier d'urbanisme des corridors d'accès à la station de métro Cartier</i> | | |
| | ➤ Présentation | ① Ville de Laval | 10 h 45 |
| | Par M. Sylvain Dubois, directeur du service de l'urbanisme | | |
| | ➤ Questions et commentaires | | 11 h 15 |
| 9. | Fin de la rencontre | | 11 h 30 |

- | | |
|----|---|
| ⓪ | : tour de table |
| ① | : point d'information ou présentation par l'organisme qui suit ce signe |
| 🗣️ | : discussion |

Conférence administrative régionale de Laval

Faits saillants de la rencontre
du jeudi 26 février 2009 à 9 h

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Francine Cloutier	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Denise Décarie	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF) en remplacement de M. Gilbert Lepage
	France Deschênes	Famille et Aînés (MFA) en remplacement de M ^{me} Christine Beaudin
	Johanne Dumont	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Lucie Tremblay	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
MM.	Mario Allard	Revenu (MRQ)
	J.-Pierre Arsenault	Emploi et Solidarité sociale (MESS – Emploi-Québec)
	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	Steve Z. Djebali	Services Québec
	Benoît Picard	Transports (MTQ) en remplacement de M ^{me} Chantal Gingras
	Sylvain Provost	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Yves Roux	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval en remplacement de M ^{me} Manon Caron
	Jean Séguin	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Serge Vaugois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Diane Bélanger	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Évelyne Fortin	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Lauraine Langlois	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Tepny Pou	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
MM.	Pierre Chabot	Société immobilière du Québec (SIQ)
	Yvan Leroux	Sécurité publique (MSP)
	Stéphane Martinez	Tourisme Québec
	Serge Tétreault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
	Marcel Tremblay	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)

INVITÉ

M.	Sylvain Dubois	Ville de Laval
----	----------------	----------------

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR, souhaite la bienvenue aux membres et souligne l'arrivée de M. Jean-Pierre Arsenault, directeur régional d'Emploi-Québec, à titre de nouveau membre.

L'ordre du jour est adopté tel quel.

2. Adoption et suivi des faits saillants de la rencontre du 6 novembre 2008

Les faits saillants de la rencontre du 6 novembre 2008 sont adoptés tels quels.

Au sujet du suivi du programme de parrainage de l'organisme *Jeunes explorateurs d'un jour*, M^{mes} Dumont et Tremblay annoncent leur intention de participer en faisant des demandes d'intérêts pour des postes en bureautique, en développement régional, en aménagement du territoire et en urbanisme. M. Allard indique que Revenu Québec participera à nouveau au programme cette année si l'organisme est en mesure de lui fournir une ressource étudiante intéressée.

3. Bilan 2006-2008 et actualisation du plan de travail de la CAR

M^{me} Dumont présente le bilan 2006-2008 de la CAR et une nouvelle proposition de plan de travail pour l'année 2009-2010 axée sur les objectifs suivants :

- Favoriser l'information et les échanges entre les membres;
- Assurer le suivi des dossiers majeurs pour le développement de la région;
- Coordonner les interventions gouvernementales dans la mise en œuvre des projets ayant un impact sur la région;
- Évaluer la contribution des ministères dans la région par un bilan des interventions gouvernementales.

Conférence administrative régionale de Laval

Dans la foulée du bilan, M. Provost fait état des résultats du sondage d'intérêt envoyé aux membres de la CAR. Il souligne le fort consensus autour des enjeux du développement social et de la lutte à la pauvreté. Dans ce contexte, les membres insistent sur :

- La poursuite des efforts dans la stratégie RUI;
- L'intégration de la notion de lutte à la pauvreté dans le renouvellement des ententes en culture et immigration;
- L'implantation de nouvelles places en garderie dans les milieux défavorisés;
- L'intégration socioprofessionnelle par l'entremise du Pacte pour l'emploi.

4. Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif

M^{me} Dumont présente le Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif. Elle en explique les modalités de mise en œuvre à Laval et pour l'ensemble de la communauté métropolitaine. Ce plan d'action vise à optimiser l'impact de ce secteur d'activité économique en donnant aux acteurs du milieu des moyens concrets et adaptés à leur réalité afin d'accroître le dynamisme des régions et de répondre aux besoins des communautés qui y vivent, et ce, dans une perspective de développement durable.

5. Dossier – Saines habitudes de vie

M. Roux informe les membres que les partenaires ont accepté, lors de la rencontre du 21 janvier 2009, la proposition d'entente de partenariat *pour l'amélioration de la santé globale par la promotion et la prévention, par l'adoption et le développement de saines habitudes de vie et par l'accessibilité aux services*. La procédure de signature est commencée.

M. Carrier dépose un document de travail ayant pour but de mettre en place un comité interministériel sur la promotion des saines habitudes de vie et des problèmes reliés au poids à la CAR de Laval. Sa mission serait d'améliorer la qualité de vie des jeunes âgés de 0 à 25 ans et leurs familles en leur permettant de vivre dans des environnements favorisant l'adoption de saines habitudes de vie, soit un mode de vie physiquement actif et une saine alimentation. Le comité serait composé de l'ASSSL, le MAMROT, le MAPAQ, le MELS, le MESS (Emploi-Québec), le MFA et le MTQ. Les membres concernés devront valider et adopter le plan de travail à la prochaine CAR pour que les travaux puissent commencer cet automne.

6. Revitalisation urbaine intégrée – État de la situation

M. Roux informe les membres de l'état d'avancement des travaux dans le cadre de l'entente de partenariat sur la revitalisation urbaine intégrée (RUI). Il souligne que le diagnostic du secteur est complété et que le processus de consultation en vue de l'élaboration et de l'adoption d'un plan d'action est commencé.

La prochaine rencontre du comité de suivi de l'entente aura lieu le 5 mars 2009.

7. Échange entre les membres

Les ministères et organismes gouvernementaux (m/o) informent les membres des actualités dans leur secteur :

- | | |
|------------------------|---|
| ASSSL | ▪ Sortie du <u>Plan d'action régional de santé publique de Laval</u> . |
| MAMROT | ▪ Avril 2009 : Stratégie de communication en vue des élections municipales 2009. |
| MCCCF | ▪ Signature d'une entente ciblée pour le soutien à la relève professionnelle en culture à Laval. |
| Services Québec | ▪ Novembre 2008 : Service d'appui pour les demandes au Directeur de l'état civil;
▪ Avril 2009 : Implantation d'un service d'assermentation. |

8. Programme particulier d'urbanisme des corridors d'accès à la station de métro Cartier

M. Sylvain Dubois, directeur du service de l'urbanisme de la Ville de Laval, présente le Programme particulier d'urbanisme (PPU) des corridors d'accès à la station de métro Cartier. Le secteur de la station de métro Cartier constitue un pôle stratégique de la Ville de Laval. Situé au carrefour du boulevard des Laurentides et de l'axe des boulevards Cartier et Lévesque, ce secteur s'est confirmé, avec la station de métro, en une importante porte d'entrée sur le territoire lavallois. L'objectif premier de ce PPU réside dans l'encadrement et le soutien de toutes les interventions susceptibles d'augmenter la présence de l'usage résidentiel et de mettre en valeur les terrains situés en bordure de ces corridors d'accès de manière à consolider le rôle stratégique qu'ils jouent à l'échelle de la ville.

9. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11 h 35. La prochaine rencontre aura lieu le 23 juillet 2009.

Conférence administrative régionale Lanaudière
Réunion du 15 mai 2008
Club de golf de Joliette

Projet de Compte-rendu

Étaient présents :			
Jean Ouellet	Président CAR	Jean-Pierre Corneau	MSG
Marc Valade	CRÉ	Jocelyne St-André	MESS
Serge Tétreault	MICC	Ilana Ludwin	MICC
Lucie Tanguay	MTQ (Lanaudière N)	Benoît Picard	MTQ (Laval)
Lauraine Langlois	MELS	Pierre Dupuis	Hydro-Québec
Paul Lefebvre	MSP	Yves Hamelin	MSG
Marc Léger	MDDEP	Jean-Philippe Détolle	MRNF
Michel Thauvette	CNT	Colette Marcotte	CSF
Laurent Marcoux	Agence	Michel Monette	MFA
Gilbert Lepage	MCCCF	Daniel Boutin	MDEIE
Manon Bonin	MAMR	Claudette Larouche	MAMR
Gaétan Morin	MRC Matawinie		
Lyne Arbour	CLD Matawinie		
Jocelyn Gravel	Municipalité St-Gabriel		
Murielle Richard	Municipalité St-Zénon		
Marc-André Nadeau	CLD Matawinie		

No	Sujet	Synthèse des discussions	Suivi
1	Ordre du jour	Présentation de l'ordre du jour par le président de la CAR Accepté à l'unanimité et le point divers est maintenu ouvert.	
2	Compte-rendu du 14 février 2008	Présentation du compte-rendu de la rencontre de février par le président de la CAR. Le compte-rendu est accepté à l'unanimité tel que présenté. Suivis : Un courriel a été envoyé dans chacun des ministères, demandant de transmettre au MAMR, le nom de leur répondant en matière de condition féminine. À ce jour, nous n'avons reçu aucune réponse. Un rappel sera retourné dans les ministères. C. Marcotte précise que le but est de coordonner la mise en œuvre régionale de la Politique	Aucune réponse reçue en date du 23 juillet.
3	Informations générales	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Conseil du Statut de la femme s'est associé au Forum Jeunesse pour un communiqué paru dans le journal du 8 mars dernier. Ce dernier avait pour but d'expliquer le tableau faisant état de la présence des femmes et des jeunes de moins de 35 ans dans les lieux décisionnels et consultatifs régionaux. ➤ L'Agence prévoit que le déménagement dans les nouveaux locaux situé sur Curé-Majeau sera terminé à la mi-juin. ➤ Le MFA a remis un avis à la CRÉ indiquant les endroits où seront situées les nouvelles places en garderie. Le tout sera mis en ligne sur le site Internet de la CRÉ. De plus, le dernier appel de projet du MFA se termine ce 15 mai. 450 projets ont déjà été	

	Informations générales (suite)	<p>déposés. On s'attend à ce que le nombre double d'ici la fin de la journée. On prévoit les prochains mois pour compléter le processus d'analyse. Une vingtaine de comités seront associés à ce processus dans le but de remettre une liste de recommandations à la ministre le 15 juin 2008.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Yvan Leroux assure la direction intérimaire de la direction sécurité civile. On informe concernant le Colloque régional sur la sécurité civile. ➤ La ministre du MELS a déposé son projet de Loi sur la gouvernance scolaire qui impliquera, entre autres, une diminution du nombre de commissaires, un rôle accru des partenaires, l'ajout d'un protecteur de l'élève et une nouvelle gestion par réseau. On parle aussi de la possibilité d'une élection conjointe, municipale et scolaire. ➤ M. Benoît Massé est le nouveau directeur à la direction régionale d'Hydro-Québec. Le nouveau Plan énergétique vise une plus grande efficacité énergétique: 840 000 personnes ont complété le questionnaire et 5 MRC sur 6 ont été rencontrées à cet effet. Le lancement de la prochaine campagne est prévu pour septembre. ➤ M. Léger du MDDEP avise que M. Pierre Robert remplacera M. Rivest pour Montréal-Laval-Lanaudière et Mme Hélène Croteau succèdera à M. Robert au centre de contrôle environnemental. De plus, on compte maintenant 23 nouveaux territoires dans les aires protégées. ➤ M. Corneau du MSG annonce une conférence de Mme Beauchamp au sujet des algues bleues. ➤ M. Ouellet du MAMR, informe que parmi les 14 projets de laboratoire retenus, un provient de Lanaudière. Il étudie le saule comme source d'énergie. Une annonce officielle sera faite prochainement par la ministre. Le deuxième appel de projet se termine le 2 juin prochain. Les partenaires sont invités à consulter le tableau de suivi sur les ententes spécifiques qui a été déposé. ➤ M. Boutin du MDEIE précise que le gouvernement du Québec allouera plus de 281 M\$ à la nouvelle Stratégie de développement de l'industrie de l'environnement et des technologies vertes. Il incite les entreprises à développer une énergie alternative pour réduire les gaz à effet de serre. Le gouvernement soutiendra les projets d'investissement des entreprises spécialisées en environnement et technologies vertes (12 M\$/six ans, ce montant provient du Programme d'appui stratégique à l'investissement (PASI) et du Programme de soutien aux projets économiques (PSPE). On peut trouver plus de détails sur le site du ministère. ➤ M. Détolle du MRNF nous informe que dans le cadre du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée, un budget de 350 000 \$ pour le fonctionnement a été consenti pour Lanaudière. Le programme est prévu pour 5 ans, soit de 2008 à 2013. Le ministère est en attente de la Politique sur les biomasses forestières. 	
4	Pacte pour l'Emploi	<p>Le Pacte pour l'Emploi a été annoncé par le Premier ministre et Mme Courchesne. Il s'articule autour de quatre axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Investir dans le potentiel des personnes, ❖ Valoriser le travail : une carte maîtresse, ❖ Une main-d'œuvre mieux formée : des entreprises plus productives, ❖ Pacte régional : pour une meilleure réponse aux besoins. 	

	Pacte pour l'Emploi (suite)	<p>De plus,</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ On prévoit que 46 000 emplois seront disponibles d'ici 2011 dans la région. ❖ EQ vise une mobilisation par le Pacte pour l'Emploi. ❖ Un dépliant est remis à chacun. <p>Il est proposé qu'une présentation détaillée soit prévue lors de la prochaine rencontre de la CAR.</p>	
5	Plan d'action de la CRÉ	M. Valade dépose le plan d'action final de la CRÉ. Un bilan sera présenté en fin d'année. Il est prévu qu'une tournée d'animation soit faite avec le Plan.	
6	Table économique CAR	<p>La table économique de la CAR s'est réunie en début de semaine.</p> <p>M. Gagné de Lanaupôle Fibre a présenté son projet visant l'expérimentation de l'utilisation de la fibre de chanvre. Le plan d'affaire déposé est à l'étude par les partenaires.</p> <p>Des présentations du Plan d'action Manufacturier se feront à Repentigny, Terrebonne et Joliette du 22 au 27 mai.</p>	
7	Politique gouvernementale en immigration et intégration des immigrants	<p>M. Tétreault du MICC nous présente la Politique gouvernementale en immigration et intégration des immigrants. La présentation nous permet de comprendre le processus et les procédures à suivre pour accueillir des immigrants et de quelle façon on détermine les personnes admissibles à l'immigration. On peut consulter le site Internet du ministère pour connaître les particularités des différentes mesures en matière d'immigration.</p> <p>De plus, on nous informe que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le nombre d'immigrants dans la région de Lanaudière est en hausse. Cela s'explique, entre autres, par le nombre d'emplois disponibles dans la région et par le nombre d'immigrants qui sortent de Montréal pour trouver des emplois. Les MRC L'Assomption et Les Moulins sont celles qui comptent le plus grand nombre d'immigrants actuellement. ➤ une entente entre MICC, CRÉ, et les municipalités est possible. Cette dernière vise à parfaire l'accueil, la rétention et les relations harmonieuses avec les immigrants. Les deux derniers éléments sont priorisés. ➤ la semaine québécoise interculturelle, le mois sur l'histoire des noirs (février) et la semaine sur le racisme sont des événements permettant de mieux connaître les immigrants. ➤ il n'existe actuellement aucun plan d'action régional dans Lanaudière. ➤ un service international de placements en ligne sera bientôt accessible. <p>M. Tétreault fera parvenir au MAMR le fichier de la présentation qui sera transmis par courriel aux membres de la CAR.</p>	Document reçu au MAMR et transmis aux membres de la CAR par courriel
8	Calendrier des rencontres 2008-2009	Une proposition de calendrier pour les prochaines CAR est déposée. Il est proposé et accepté qu'on prévoit les prochaines rencontres les mercredis. Un calendrier modifié sera retourné à chacun	Produire et acheminer un calendrier final le plus rapidement possible

9	Rencontre CAR – Comité de diversification Matawinie	<p>Tel que prévu dans le contrat de diversification signé avec la MRC Matawinie, des représentants du comité de diversification sont invités à présenter les actions et résultats obtenus dans le cadre de ce travail. Les représentants sont Mesdames L. Arbour et M. Richard et messieurs G. Morin et, J. Gravel</p> <p>Certains constats ont d'abord été faits par M. Morin:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ À la suite de la fermeture de deux usines de produits forestiers, un relevé de l'ensemble des emplois perdus s'est fait dans Matawinie Nord. On constate que 960 emplois sont perdus. ❖ Le projet de mine qui se situerait à St-Zénon n'est pas le bienvenu. ❖ Une grande concentration de parcs dans la région : 4 en Matawinie. La Société des Parcs régionaux travaille sur le développement de ces parcs. La protection des bandes riveraines est un dossier important. ❖ Il y a un problème de « squatters » dans les secteurs du Lac Taureau et des îles du Lac. ❖ Les ZEC ont de la difficulté à se développer pour répondre aux normes. ❖ Le ministère octroie des lots pour des chalets alors qu'aucun argent n'est disponible pour assurer l'entretien des chemins forestiers qui mènent à ces chalets. Les municipalités avoisinantes doivent piger dans leur budget pour garantir ces services. ❖ Le moulin à scie de Chertsey est passé à une production de 2^e et 3^e transformation. ❖ Le transport collectif a des difficultés en Matawinie; ce n'est actuellement pas rentable. La Commission scolaire est toutefois prête à discuter pour partager le service de transport. <p>Présentation de Mme Arbour et M. Nadeau :</p> <p>Les objectifs visés:</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Création d'un réseau de parcs régionaux avec les autres MRC. Les parcs sont très fréquentés malgré qu'ils ne soient pas encore développés à leur plein potentiel. ❖ Création d'une Table de développement économique chargée d'identifier les priorités. Mise en place d'une Table de travail qui aura pour mandat de développer un projet pour le développement des parcs. ❖ Développement d'un créneau distinctif : Nature-Aventure ❖ Priorité dans le forestier : la 2^e et 3^e transformation ❖ Priorité accordée au plastique dans le manufacturier. <p>Exemples de problèmes rencontrés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Il n'y a aucun sou pour réparer le chemin du lac Mastigouche ❖ Ce sont les municipalités qui défraient pour maintenir les chemins en état et malheureusement ce ne sont pas ces dernières qui bénéficient des retombées. Parfois, la région de la Mauricie récolte les bénéfices des parcs de notre région. ❖ Les maisons se revendent à des retraités qui changent la dynamique dans les municipalités en utilisant peu certains services de ces dernières : exemple de conséquence : 50 enfants de moins à l'école St-Michel. ❖ L'achalandage dans les restaurants est faible, ce qui amène la diminution des heures d'ouverture. ❖ Manawan, qui compte 2 400 résidents, a manqué d'essence durant l'hiver parce que la route pour s'y rendre n'était pas entretenue. La MRC a dû prendre la facture étant donné qu'aucun ministère n'intervenait. 	
---	--	--	--

	Rencontre CAR – Comité de diversification Matawinie (suite)	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Le développement touristique conjoint entre Manawan et Matawinie est difficile à maintenir. Pour ce faire, les discussions avec la chambre de commerce de la Haute-Matawinie se doivent d'être plus constantes. <p>Les moyens proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Réseautage ❖ Accompagnement ❖ Liens accrus avec les institutions d'enseignement et de recherche ❖ Inventaire au niveau des produits non-ligneux. ❖ Développement du réseau Haute vitesse. <p>En conclusion, M. Gravel constate que la réussite de tout projet de développement est directement liée à l'accessibilité. Il faut s'assurer d'un bon développement routier et de l'entretien des routes. M. Morin ajoute qu'il faut également trouver des moyens pour garder les écoles ouvertes dans les villages.</p>	
		Fin de la rencontre	

2008-09-04

Conférence administrative régionale Lanaudière
Réunion du 17 septembre 2008
Campus Université de Montréal

Compte-rendu

Étaient présents :			
Jean Ouellet	Président CAR	Jean-Pierre Corneau	MSG
Marc Valade	CRÉ	Annie Fortier	MESS
Elsy Maythee Elias Lopez	MICC	Pierre Lambert	MTQ
Jean-François Landry	MTO	Benoît Picard	MTQ (Laval)
Anne Bourassa	OPHQ	Mario Allard	REVENU
Paul Lefebvre	MSP	Yves Hamelin	MSG
Marc Léger	MDDEP	Jean-Philippe Détolle	MRNF
Michel Thauvette	CNT	Colette Marcotte	CSF
Laurent Marcoux	Agence	Christine Beaudin	MFA
François Perron	MAPAQ	Claudette Larouche	MAMR
		Claude Robichaud	CLDEM
		Chantal Laliberté	MRC Les Moulins

No	Sujet	Synthèse des discussions	Suivi
1	Ordre du jour	Présentation de l'ordre du jour par le président de la CAR. Accepté à l'unanimité et le point divers est maintenu ouvert.	
2	Compte-rendu du 15 mai 2008	Présentation du compte-rendu de la rencontre de mai par le président de la CAR. Le compte-rendu est accepté à l'unanimité tel que présenté. Y a-t-il eu des corrections ?? Suivis : Vérifier avec Jean	
3	Informations générales	MRNF : ➤ Actuellement en attente de la Politique Biomasse forestière ➤ Décret effectif pour lancer le programme visant la valorisation de la Biomasse ➤ Dépôt du Livre vert dans le cadre de la réforme du Régime forestier. Le document de travail devrait donner lieu à une commission parlementaire ou l'ensemble des milieux seront consultés. MAPAQ : ➤ Aucune information disponible sur le dossier Listériose. ➤ Le centre d'information gère la crise. On prévoit un impact économique. Dossier à suivre. Service-Québec : ➤ Campagne d'achats locaux québécois en cours. Les Chantiers se préparent pour donner suite aux recommandations. Les CRÉ et le CDBL ont reçu une invitation pour adapter et identifier des mesures et des actions. Un budget de 50 000 \$ sur 2 ans est disponible.	

		<p> ➤ Mesure d'aide à la relève agricole s'adresse aux jeunes entrepreneurs de moins de 40 ans, établis depuis moins de 5 ans. Compte sur un budget total de 10 millions \$ sur 5 ans. Il sera possible de déposer des projets visant à bâtir un plan d'affaires d'ici le 30 octobre 2008. ➤ 9^{ème} édition du Gala Ordre du Mérite agricole : La compagnie Agritabec, orientée sur la production maraîchère est récipiendaire de la Médaille d'or. ➤ M. Marc Dion a été titularisé au poste de sous-ministre. ➤ Un décret précise que les 82.2 Km de route menant à Manawan sont maintenant entretenus par le Ministère des Transports tout comme 3 autres tronçons de route menant à des communautés autochtones. Les travaux urgents seront faits afin d'assurer une bonne visibilité et rendre la route plus sécuritaire. </p> <p>MDDEP :</p> <p> ➤ Commission parlementaire sur la préservation de l'eau, la question des redevances est prioritaire. Il y a un volet connaissance où on priorise les études sur la qualité des ressources souterraines et la gestion par bassins versants. ➤ On discute actuellement sur la possibilité d'une orientation gouvernementale ou Loi faisant en sorte que les plans directeurs de l'eau soient intégrés dans les schémas d'aménagement, ce qui obligerait les MRC et municipalités à assurer un lien entre les deux. L'ensemble des rivières de la région sera couvert particulièrement la Maskinongé, Bayen et L'Assomption. ➤ Un règlement est en vigueur depuis la fin juin, lié à l'article 32 de la Loi, obligeant l'obtention d'une autorisation du ministère pour tarifier les actes statutaires. Le Central en assurera la gestion. ➤ On veut savoir quand le ministère se prononcera sur le rapport du BAPE concernant le Centre d'enfouissement de Lachenaie. Il y a un décret d'urgence qui couvre jusqu'en mai 2009. De plus, les maires ont produit un mémoire commun demandant qu'on assure une gestion des matières résiduelles afin que le site ne soit utilisé que pour les matières ultimes. La décision finale est toutefois difficile à prévoir. ➤ En ce qui concerne l'eau, tout le monde serait tarifé sauf les agriculteurs. Un programme permettrait un remboursement des tarifs pour les villes dévitalisées. Il y aurait aussi une possibilité d'ajuster les tarifs pour certaines entreprises, à titre d'exemple, les entreprises de 25 employés et moins. ➤ Toute intervention en milieu forestier doit obtenir une autorisation au préalable. <ul style="list-style-type: none"> ○ Si terre publique : MRN est responsable et l'autorisation n'est pas requise. ○ Si terre privée : MDDEP est responsable et l'autorisation est obligatoire. ○ En vertu du Code pénal, une infraction à la Loi, pourra entraîner une amende variant entre 600 \$ et 1600 \$. </p> <p>OPHQ :</p> <p> ➤ Il y a eu dépôt, en juin dernier, d'une Politique visant à favoriser l'intégration des personnes handicapées. Une réponse est attendue de la part du nouveau ministre, cet automne. </p> <p>Agence :</p> <p> ➤ On prévoit un processus régional ayant pour objectif de compléter une démarche de planification stratégique 2010-2015. (dossier à suivre) </p>	
--	--	--	--

		<p>CRÉ :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Entente spécifique en Tourisme : <ul style="list-style-type: none"> ○ les paramètres du Fonds de développement de l'offre touristique Lanaudière ont été mis en place. Ces paramètres apparaissent sur le site Internet de la CRÉ. ○ 350 000 \$ sont réservés pour le 1^{er} appel de projets. ○ Les projets peuvent être déposés jusqu'à la fin novembre. ➤ Entente spécifique Immigration : <ul style="list-style-type: none"> ○ Signature à venir ○ Plan d'action actuellement en écriture ○ Tournée de consultation des milieux en octobre. Les participants sont invités à en informer leur organisation. <p>MAMR :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les Laboratoires ont été annoncés. Un seul dans la région, soit à St-Roch l'Achigan. Le projet d'une durée de 6 ans vise l'utilisation des Saules. Une fiche technique est remise. 	
4	Pacte pour l'Emploi	<p>Le Pacte sera annoncé officiellement à la fin octobre. Il est prévu pour 3 ans et vise, entre autres, une diminution de la clientèle de la Sécurité du revenu de 10 000 personnes par année. On prévoit également 825 emplois supplémentaires dans les entreprises de travail adapté.</p> <p>On prévoit un rapport annuel touchant les 4 objectifs du Pacte. Une évaluation au terme du Pacte permettra de préciser ce qui sera maintenu par la suite.</p> <p>On demande si quelque chose est prévue pour les personnes en emploi qui veulent réorienter leur carrière. <i>Rép. :</i> Les personnes visées par le Pacte doivent être nécessairement sans emploi.</p> <p>Le Pacte sera-t-il une solution pour la pénurie de chauffeur prévue dans le secteur des Transports. <i>Rép. :</i> On soulève le fait que des formations sont prévues pour répondre à des besoin d'emploi précis. Par contre, il arrive trop souvent que des gens décroche soit pendant la formation où une fois arrivée en milieu de travail. On explique le phénomène est dû à un manque d'information sur la réalité du travail vers lequel les gens se dirigent.</p> <p>On précise que les Conseils de bande sont impliqués dans le processus.</p>	
5	Plan Formation-Emploi et Productivité	Présentation annulée	
6	Présentation de la MRC Les Moulins	<p>Mme Laliberté nous fait une présentation géographique et sociale de la MRC des Moulins. Les statistiques de la MRC démontrent une progression démographique. Au niveau agricole, le nombre de fermes diminue alors leur superficie augmente.</p> <p>Une copie de la présentation sera remise à ceux qui en feront la demande.</p>	

		<p>M. Robichaud du CLDEM indique que les industries métalliques, machinerie et électronique ainsi que le plastique sont en hausse. Ceci entraîne une augmentation des qualifications des compétences liées à ces industries.</p> <p>Le programme Jeunes promoteurs permet le soutien au démarrage de 30 à 40 entreprises par année.</p> <p>L'organisation de Journées entrepreneurship vise à supporter de jeunes entrepreneurs dans leur rôle.</p> <p>La MRC offre également le service de Mentorat d'affaire et bénéficie d'un Fonds de développement durable ainsi qu'un Fonds de Capital de risque de 5 millions \$ pour les entreprises émergentes.</p> <p>La MRC s'est donné 6 grandes cibles : Capital humain, Innovation et nouvelle économie, Soutien aux entrepreneurs, Projets structurants, Rayonnement et attractivité et enfin Gouvernance et gestion interne.</p> <p>Un document est remis à chacun des membres de la CAR. Les informations sont également disponibles sur le site du CLDEM.</p> <p>On demande si la MRC a des enjeux sociaux sur lesquels la CAR pourrait apporter un support.</p> <p><i>Rép.</i> : La réussite scolaire est une grande préoccupation. Il faut réussir à combler les besoins des travailleurs et des entreprises en matières de compétences. Reconnaître les compétences des travailleurs.</p> <p>On questionne sur l'avenir de l'aéroport.</p> <p><i>Rép.</i> : La ville pense à se départir de l'aéroport. Le secteur occupé par l'aéroport pourrait être utilisé autrement. Il y a des discussions mais il n'y a toutefois rien de confirmé à cet effet.</p> <p>On demande si le modèle de mentorat développé dans la MRC est basé sur le Modèle de la Fondation de mentorat. Il est proposé de s'associer à l'entente spécifique en condition féminine qui présente un volet mentorat.</p> <p><i>Rép.</i> : Il est toujours possible de travailler en collaboration.</p> <p>A-t-on pensé à la main-d'œuvre immigration pour répondre aux besoins en main-d'œuvre.</p> <p><i>Rép.</i> : La MRC s'intéresse aux expérimentations qui se font actuellement dans la région. Il y a un intérêt pour travailler en collaboration avec des partenaires de façon à trouver des solutions.</p>	
7	Suivi du Plan d'action de la CRÉ	<p>Il y a deux ans, il était proposé de travailler sur un projet qui permettrait une intervention concertée de la CAR. Le tableau de suivi qui avait été développé n'a démontré aucun projet significatif.</p> <p>Lors des discussions du comité de coordination, il avait été précisé que le rôle de la CAR devait aller au-delà du partage d'informations. Il faut travailler en fonction des réalités de la région. Le Plan quinquennal de la CRÉ est l'outil le plus approprié. On propose qu'à chaque rencontre de la CAR. On fasse le point sur les collaborations possibles entre la CRÉ et la CAR. Ainsi la présentation de l'état d'avancement des travaux de la CRÉ aux rencontres de la CAR permettra d'interpeller les différentes directions ministérielles afin de résoudre des dossiers</p>	

		<p>Marc V. est invité à présenter quelques idées. Le plan d'action déposé en juin dernier couvre les activités jusqu'à l'hiver 2009. On nous informe que 75% des activités qui y sont présentées ont été réalisées. Une deuxième génération du plan d'action est prévue. Quatre nouvelles ententes sont en processus de signature.</p> <p>À titre d'exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Internet Haute vitesse est un des dossiers prioritaires à la CRÉ. Il y a actuellement beaucoup de pression provenant du milieu. Une intervention concertée aiderait à faire avancer le dossier plus rapidement. On propose la formation d'un comité Ad Hoc afin de bonifier la stratégie. ▪ Les pluies diluviennes de l'été ont causées des problèmes importants sur le territoire en rendant des chemins d'accès au ZEC impraticable, rendait la gérance des ZEC très difficiles. Dans un tel cas, il serait tout à fait pertinent d'essayer de trouver des solutions ensemble. Certains membres de la CAR se sentent interpellés : ▪ Le MAPAQ par Internet Haute vitesse ▪ Le MRNF par les accès au ZEC. <p>Marc V. rappelle que son intervention vise, dans un premier temps, à développer le mécanisme. Jean O. ajoute que ce même mécanisme permettra d'avoir une compréhension commune du projet.</p> <p>Marc V. propose que pour certains cas concrets, le MAMR soit appelé à organiser des rencontres avec les directions intéressées. Il propose de soumettre à la prochaine CAR, un diagnostic réel du dossier Internet Haute vitesse.</p>	
8	Suivi des ententes spécifiques	<p>Le tableau a été acheminé par courriel. Étant donné que le temps prévu pour la rencontre est dépassé, il est proposé de remettre le sujet à la rencontre du mois de novembre. Chacun est toutefois invité à en prendre connaissance.</p> <p>Jean-Philippe D. précise que le contenu de l'entente CRRNT est finalisé. L'étape des signatures suivra prochainement.</p>	
9	Fin de la rencontre	Fin de la rencontre	

Conférence administrative régionale Lanaudière
Réunion du 19 novembre 2008
Le Mernois

Compte-rendu

Étaient présents :

Jean Ouellet	Président CAR	Jean-Pierre Corneau	MSG	Olivier Goyet	CLD Joliette
Marc Valade	CRÉ	Ghislain Laprise	MESS	Louis-David Malo	CLD Joliette
Serge Tétreault	MICC	Pierre Lambert	MTQ	Line Painchaud	CRÉ
Annette Bonamy	MFA	Benoît Picard	MTQ		
Steve Djebali	MSG	Pierre Dupuis	Hydro		
Yvan Leroux	MSP	Daniel Boutin	MDEIE		
François Héroux	MAPAQ	Jean-Philippe Détolle	MRNF		
Michel Thauvette	CNT	Colette Marcotte	CSF		
Marcel Tremblay	MAPAQ	Claudette Larouche	MAMR		

No	Sujet	Synthèse des discussions	Suivi
1	Ordre du jour	Présentation de l'ordre du jour par le président de la CAR. Accepté à l'unanimité et le point divers est maintenu ouvert.	
2	Compte-rendu du 17 septembre 2008	Présentation du compte-rendu de la rencontre de septembre par le président de la CAR. M. G. Laprise constate quelques erreurs dans le résumé de la présentation du MESS, Pacte pour l'Emploi. Il propose de nous faire parvenir les corrections à apporter par courriel. Le compte-rendu est accepté à l'unanimité avec les corrections du MESS. Suivi : Les discussions concernant le Plan d'action de la CRÉ sont prévues au point 8 de l'ordre du jour.	Les corrections proposées par le MESS ont été acheminées au MAMR et apportées au compte-rendu du 19 septembre 2008.
3	Informations générales	Hydro-Québec : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mme Nathalie Roussel est maintenant chef relation avec la clientèle. Services-Québec : <ul style="list-style-type: none"> ➤ À partir du 13 janvier prochain, le directeur de l'État civil, service d'aide à la clientèle sera intégré à Joliette. MRNF : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une restructuration régionale est prévue pour janvier. MDEIE : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le ministère procède à un suivi hebdomadaire des entreprises afin de produire un état de situation au ministre Bachand. On prévoit une aide aux entreprises face à un problème de liquidité lié à la crise économique. ➤ Une CAR économique est prévue après les élections MESS : <ul style="list-style-type: none"> ➤ On dépose un communiqué daté du 23 octobre expliquant comment la région de Lanaudière se mobilise pour réaliser le Pacte pour l'emploi. 	Il y aura présentation de la nouvelle structure du MRNF à la prochaine rencontre de la CAR

		<p>Sécurité publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un exercice ORSC aura lieu le 26 novembre prochain à Montréal avec des partenaires de Lanaudière. Cet exercice de coordination vise à vérifier comment les ministères et organismes répondent à différentes situations particulières. ➤ Le prochain exercice aura lieu à Laval. 	
4	Présentation de la MRC Joliette	<p>Messieurs Goyet et Malo présente la MRC Joliette.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Population stable et rétention de la main-d'œuvre est bonne ce qui attire les entreprises. ➤ Bilinguisme en hausse répond à une demande des entreprises ➤ Pour le moment, la situation économique est bonne ➤ La région se classe 14^{ième} au niveau de la recherche et innovation. ➤ Les trois parcs industriels de la MRC qui sont un atout majeur pour son développement pourraient amener un essor considérable. Malgré la période de crise économique, la MRC reçoit un grand nombre de demandes d'information concernant les terrains industriels. ➤ Les organismes régionaux présents en grand nombre, les terrains nettement plus abordables qu'ailleurs, le dynamisme dans le secteur de l'éducation ainsi que le fait que la MRC soit un pôle de services pour le Nord de Lanaudière, apparaissent comme des forces pour la MRC Joliette. <p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La valeur des fermes a doublée. ➤ Le secteur de la construction vit un repli. ➤ Le secteur secondaire compte 168 entreprises manufacturières qui emploient 500 personnes. La majorité des employeurs sont situés dans le secteur rural. ➤ Le secteur tertiaire se concentre au niveau de la santé. ➤ La MRC qui n'est pas un pôle touristique veut augmenter l'offre en hébergement. <p>Les grands enjeux sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Former la relève (actuellement les retraites massives ne sont pas perçus comme un problème) ➤ Attirer des travailleurs qualifiés ➤ Passer au travers la crise agricole ➤ Maintenir les entreprises sur le territoire (enjeu majeur) ➤ Travailler sur l'innovation et la productivité ➤ Soutenir les manufacturières face aux pays émergents ➤ Susciter une évolution dans la façon de faire des affaires plus particulièrement au niveau de la recherche de clientèle et diversification des services. <p>Questions :</p> <p>M. Valade demande si on procède à une veille par rapport aux entreprises liées à l'industrie de l'automobile?</p> <p>Rép. : Firestone réduit ses activités de 5 %. Les sous-traitants sont les plus touchés. Le secteur est actuellement en veille.</p> <p>D. Boutin demande comment le développement de l'entrepreneurship se porte dans la MRC?</p> <p>Rép. : On constate un ralentissement. Pour le moment, il se crée entre 25 et 40 petites entreprises par année. La construction a généré beaucoup de nouveaux emplois. Le secteur tertiaire</p>	

		<p>est pour sa part moins générateur d'emplois. Le CLD remarque que la nature des services demandés par les entreprises est passée de l'aide au démarrage à la consolidation des acquis.</p> <p>Document remis : Portrait sectoriel MRC de Joliette 2008.</p>	
5	Rapport Pronovost et suivi	<p>Le rapport, actuellement disponible sur le site du MAPAQ, découle de la Commission sur l'Avenir de l'agriculture au Québec, créé en juin 2006. Faisant suite à 48 jours d'audience qui ont eu lieu dans 27 municipalités réparties sur 15 régions, le dépôt de 720 mémoires, 770 interventions et une quinzaine d'études, le rapport s'appuie sur 49 recommandations. 50 % de ces recommandations impliquent plusieurs ministères.</p> <p>L'agriculture a pour mission de nourrir la population tout en étant multifonctionnelle, plurielle, entrepreneurial, professionnelle, durable et tirant profit de son plein potentiel. Certains acquis sont à protéger, entre autres : le revenu des agriculteurs, le soutien financier la protection du territoire et la mise en marché collective.</p> <p>Constat : L'agriculture a besoin d'oxygène et des changements s'imposent. Pour ce faire, elle devra s'ouvrir aux jeunes, aux nouvelles formes d'agriculture, à une plus grande variété de produits et chercher à se différencier.</p> <p>Le rapport s'appuie sur l'importance du secteur agricole et agroalimentaire, reconnaît le bien fondé du soutien de l'État et la nécessité de moderniser les grands instruments de la politique agricole. Il se base également sur une vision renouvelée.</p> <p>Afin de donner suite rapidement au rapport, le dernier budget a dégagé 60 M \$ sur 5 ans. Deux nouveaux programmes ont déjà été annoncés, une politique est en rédaction et devrait être effective l'an prochain. D'autres financements sont prévus, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 14 M \$ pour la promotion « Mettez le Québec dans votre assiette » ➤ 14 M \$ sur 5 ans pour les Circuits courts ➤ 5 M \$ sur 5 ans pour les produits biologiques (un plan d'action est prévu sous peu) ➤ 145 M \$ sur 10 ans pour l'environnement ➤ Embauche d'une trentaine d'inspecteurs pour les aliments sains <p>Un comité interministériel réunit actuellement 7 ministères : MDEIE, MDDE, MAMR, CSSS, MELs, Finances et MAPAQ. De plus, on compte 12 ministères et 30 organismes du milieu comme partenaires.</p> <p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Tétreault rappelle que la main-d'œuvre immigrante est un élément important dans le secteur de l'agriculture et que le MICC devrait s'ajouter aux partenaires. <p>Rép. : La main-d'œuvre immigrante devrait être concernée. Il est possible que le gouvernement ajoute des actions à l'égard de cette main-d'œuvre surtout en cas de pénurie. L'augmentation de la machinerie sera une autre solution à envisager.</p> <p>Question :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mme Painchaud nous indique que la CRÉ a déposé un mémoire demandant de donner un 	

		<p>apport plus grand aux régions et demande ce qui est prévu au niveau de la recherche et de l'innovation?</p> <p>Rép. : On reconnaît les Instituts de technologie agricoles. M. Tremblay ajoute que la région souhaite faire reconnaître son Centre de transfert technologique (CTT) mais fait face à un critère qui exige de l'expérience en gestion d'un CTT ce qui n'existe pas dans la région.</p> <p>M. Héroux propose de recontacter Mme Painchaud après avoir obtenu des éléments de réponse.</p> <p>Document remis : La fierté d'en vivre, Le plaisir de s'en nourrir.</p>	
6	<p>Le soutien aux réalisations locales dans Lanaudière</p> <p>Diagnostic résidentiel : Mieux consommer</p>	<p>Hydro-Québec prévoit une présentation provinciale de sa Campagne « Suivez le courant collectif » d'ici la fin janvier 2009. En 2007, une demande d'électricité de 165 TerraWatt heure (TWH) a obligé le Québec à s'approvisionner à l'extérieur de la province.</p> <p>Le but de la campagne est de ralentir la croissance de la consommation en électricité. Les consommateurs peuvent compléter un questionnaire en ligne.</p> <p>La première campagne 2003-2007 a permis d'émettre 840 000 rapports de recommandations. Le déploiement de la deuxième campagne est régional. Il est prévu dans la région de Lanaudière entre le 18 septembre 2008 au 17 mars 2009. Chaque consommateur qui complètera le questionnaire permettra à sa municipalité de recevoir un montant variant de 30 à 35 \$. Les sommes remises aux municipalités permettront de financer des projets visant des investissements permanents pour la culture, le sport et les loisirs, l'environnement et le communautaire. Tous les maires et mairesses ont été rencontrés afin de les sensibiliser. Des projets ont déjà été présentés par des municipalités des MRC L'Assomption et Montcalm et des organismes du pôle Berthier et le regroupement St-Norbert/St-Cuthbert/Ste-Élisabeth.</p> <p>Hydro-Québec vise une participation de 33 %</p> <p>Selon les données du 18 novembre, 12,6 % des consommateurs avait complété le questionnaire. Ce qui a permis de cumuler 384 945 \$ destinés à une vingtaine de projets.</p> <p>Questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Détolle demande si cette campagne est en complémentarité avec l'Agence efficacité énergétique. <p>Rep. : Actuellement, il n'y a pas de coordination établie entre les deux.</p> <p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Valade souligne que c'est une excellente idée de payer les municipalités en fonction du nombre de questionnaires complétés. C'est un bon moyen pour impliquer les municipalités dans leur campagne. ➤ M. Tétreault a expérimenté les suggestions après avoir complété le questionnaire et confirme que les résultats sont rentables. 	
7	<p>Plan d'action gouvernemental sur les municipalités dévitalisées</p>	<p>La Politique de la Ruralité prévoit des indices de dévitalisation en fonction de différents critères. Il est précisé que les municipalités ayant obtenu des cotes de -5 et moins sont considérées comme dévitalisées. En septembre dernier, lors du colloque de la FQM, un nouveau rapport présente une mise à jour des cotes des municipalités. Les cotes ont été révisées en fonction de données su</p>	

		<p>recensement 2006. On constate que dans Lanaudière, seule Saint-Gabriel est considérée dévitalisée. Plusieurs autres municipalités ont toutefois une cote se situant entre -5 et 0.</p> <p>Le Plan d'action gouvernemental sur les municipalités dévitalisées a pour objectif d'apporter un appui gouvernemental aux efforts des acteurs du milieu dans le développement de leur municipalité. Ce Plan propose également la création d'un comité régional de la CAR afin de veiller à l'efficacité des actions entreprises et assurer la mise en œuvre. Ce comité sera composé des mêmes ministères qui prenaient part au comité interministériel. Les ministères invités à faire partie du comité régional sont : MAPAQ, MDEIE, MDDEP, MELS, MESS, MRNF, MSSS, MSP, MTQ, MFA et le MAMR. Il est à noter qu'étant donné que la région ne compte qu'une municipalité dévitalisée, les mandats du comité de la CAR seront proportionnels aux problèmes constatés et la démarche sera adaptée à la situation.</p> <p>Afin de soutenir les actions locales, différentes mesures viendront en soutien aux projets de développement. Des mesures d'aide provenant de 11 ministères sont dans le plan..</p> <p>Les étapes à venir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre le comité sur pied et prévoir une rencontre ➤ Un contrat de diversification du même type que celui signé avec la MRC Matawinie sera signé avec la MRC D'Autray. <p>Question :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Valade demande si un diagnostic a été fait concernant St-Gabriel? Rép. : Un portrait statistique est disponible. Une animation du pôle Brandon avec le Pacte rural a permis de procéder à une mise à jour du portrait qui sera bientôt disponible. ➤ M. Boutin souhaite qu'un plan stratégique soit élaboré. Rép. : C'est le but de l'intervention déjà entreprise par le pôle. ➤ M. Tétreault demande qu'on assure une veille par rapport à certaines entreprises de St-Gabriel afin de contrer les effets néfastes de la crise économique. 	
8	Suivi du plan d'action de la CRÉ	<p>Le MAPAQ, l'Agence, le MRNF (au besoin), le MCCCCF ont accepté de se joindre au MAMR à la suite de l'appel à tous visant à travailler avec la CRÉ sur le dossier Internet haute vitesse.</p> <p>M. Valade précise qu'une première phase de diagnostic est débutée. Un rapport présentant un état de situation reste à compléter.</p> <p>On prévoit convoquer les personnes intéressées pour une rencontre en janvier dans le but d'entreprendre les discussions et actions qui s'imposent.</p>	
9	Suivi des ententes spécifiques	<p>CRRNT : Il ne manque que la signature du ministre responsable de la région .</p> <p>CRÉVALE : À l'étape des signatures.</p> <p>CALQ : À l'étape de la validation juridique</p> <p>Économie sociale : entente à venir</p> <p>Innovation : des discussions sont en cours.</p>	
10	Fin de la rencontre	Prochaine rencontre le 18 février 2009	

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE LANAUDÈRE
COMITÉ SUR LA DÉVITALISATION DE SAINT-GABRIEL**

Date et heure
Réunion du 12 janvier 2009

14 h à 16 h

Compte rendu

Lieu de la rencontre
MAMROT, Direction régionale de Lanaudière
Salle l'Assomption du MDEIE
40, rue Gauthier Sud, bureau 3300
3^e étage

Étaient présents :

Jean Ouellet	Président CAR	Robert Sauvé	Sous-ministre associé MAMROT
Manon Bonin	MAMROT	Claudette Larouche	MAMROT
Marcel Tremblay	MAPAQ	Marc Léger	MDDEP
Nathalie Breault	MDEIE	Lauraine Langlois	MELS
Andrée Jessop	MESS	Annette Bonamy	MFA
André B. Lemay	MRNF	Paul-André David	MRNF
Daniel Soulière	MRNF	Yvan Leroux	MSP
André Sanschagrin	MTQ	Laurent Marcoux	ASSS

No	Sujets	Synthèses des discussions	Suivi
1	Ordre du jour	Lecture et adoption de l'ordre du jour	
2	Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées	Présentation du Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées par M. Robert Sauvé, sous-ministre associé aux affaires régionales et municipales	

Compte rendu

3	Questions et discussion		
4	Proposition de mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental	Sous-ministre associé MAMROT <ul style="list-style-type: none">Présentation d'une proposition de mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental à l'intention de municipalités dévitalisées et un état d'avancement des discussion avec la Ville de Saint-Gabriel.	
5	Questions et discussion	<ul style="list-style-type: none">L'intervention du MRNF est possible seulement si les travaux de mise en œuvre du Plan incluent le territoire des municipalités adjacentes à Ville Saint-Gabriel (notamment Mandeville, Saint-Gabriel-de Brandon)	
6	Prochaine rencontre	La prochaine rencontre aura lieu le 18 février 2009.	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE LANAUDIÈRE

Date et heure:
Réunion du 18 février 2009
9 h à 12h00 h

Lieu de la rencontre :
Club de golf Montcalm
1800 chemin Nadeau
Saint-Liguori
MRC Montcalm

Compte rendu (à venir)

ORDRE DUJOUR

Étaient présents :

Jean Ouellet	Président CAR	Laurent Marcoux	ASSS	Lauraine Langlois	MELS
Marc Valade	CRÉ	Ghislain Laprise	MESS	André B. Lemay	MRNF
Nancy Charland	MCE	André Sanschagrin	MTQ		
Annette Bonamy	MFA	Benoît Picard	MTQ		
Anne Bourrassa	OPHQ	Steve Soulières	MRNF		
Marie-Hélène Perron	SHQ	Nathalie Breault	MDEIE		
Chantal Lalonde	TPDSL	Steve Gagnon	MRNF		
Denise Ouellet	TPDSL	Colette Marcotte	CSF		
Michel Thauvette	CNT	Claudette Larouche	MAMR		

No	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents	Suivi
1	Ordre du jour	<ul style="list-style-type: none">Adoption de l'ordre du jour	MAMROT	Transmis par courriel	
2	Compte-rendu du 9 novembre 2008	<ul style="list-style-type: none">Lecture et adoption du compte-rendu	MAMROT	Transmis par courriel	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE LANAUDIÈRE

Date et heure:
Réunion du 18 février 2009
9 h à 12h00 h

Lieu de la rencontre :
Club de golf Montcalm
1800 chemin Nadeau
Saint-Liguori
MRC Montcalm

Compte rendu (à venir)

ORDRE DU JOUR

3	Informations générales	<ul style="list-style-type: none">• Connaître les changements organisationnels des M/O en région• Présenter et échanger sur les activités et projets d'intérêt pour les membres de la CAR	Tous les participants		
4	Nouvelle structure du MRNF (30 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présentation	André B. Lemay MRNF		
5	Présentation de la Table des partenaires en développement social de Lanaudière (TPDSL) (45 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présentation	Chantal Lalonde Denyse Ouellet TPDSL		
6	Stratégie du bois dans la construction (30 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présentation	Steve Gagnon MRNF		
7	Suivi des ententes spécifiques	<ul style="list-style-type: none">• Présentation du tableau de suivi	MAMROT	Transmis par courriel	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE LANAUDIÈRE

Date et heure:
Réunion du 18 février 2009
9 h à 12h00 h

Lieu de la rencontre :
Club de golf Montcalm
1800 chemin Nadeau
Saint-Liguori
MRC Montcalm

Compte rendu (à venir)

ORDRE DUJOUR

8	Divers	•			
9	Prochaine rencontre	• Mercredi, 20 mai 2009			

MAMROT 2009-02-06

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de Lanaudière du 18 février n'est pas disponible.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE

RÉGION DES LAURENTIDES

Le vendredi 6 juin 2008 à 9 h

Hôtel de Région
161, rue de la Gare, salle A
Saint-Jérôme

Proposition d'ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour et suivis de la dernière rencontre
2. État d'avancement des 4 créneaux d'excellence de la région
3. État de situation de l'Alliance pour de saines habitudes de vie
4. Politique d'immigration et d'intégration du MICC Serge Tétreault
5. Pacte pour l'emploi 2008-2011 Louise Paradis
6. Affaires nouvelles
 -
 -
 -
7. Prochaine rencontre

**COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE
RÉGIONALE DES LAURENTIDES (CAR)
TENUE LE VENDREDI 6 JUIN 2008
À L'HÔTEL DE RÉGION, SAINT-JÉRÔME**

Étaient présents :

BEAUDRY
BÉLISLE
BOISCLAIR
CHARETTE
DÉCARIE
DICAIRE
FORTIN
LACHANCE
LAMBERT
LEMAP
LOISELLE
LORD
OUELLET
PARADIS
PIQUET-GAUTHIER
TÉTREAU
ZOUHAYER DJEBALI

Sandy
Carole
Michel
Denys
Denise
Johanne
Johanne
Denise
Marie-Claude
André B.
Guy
Isabelle
Jocelyn
Louise
Blandine
Serge
Steve

MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
MJ – Ministère de la Justice
MAPAQ – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
MCCCF – Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
MRNF – Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
MRNF – Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
MTQ – Ministère des Transports du Québec
Attachée politique responsable de la région des Laurentides
ASSS – Agence de Santé et de Services sociaux
MESS – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
ASSS – Agence de Santé et de Services sociaux
MICC – Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Services Québec

Étaient absents :

BEAUDIN
CLOUTIER
GALARNEAU
JULIEN
LANDRY
LÉGER
LEROUX
MARTINEAU
ROBINSON
THÉRIAULT

Christine
Francine
Yves
Lise
Jean-François
Marc
Yvan
Laurent
Benjamin
Serge

MFA – Ministère de la Famille et des Aînés
SHQ – Société d'habitation du Québec
MSP – Ministère de la Sécurité publique (Services correctionnels)
CSF – Conseil du statut de la femme
MTO – Ministère du Tourisme
MDDEP – Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MSP – Ministère de la Sécurité publique (Sécurité civile)
Hydro-Québec
MELS – Ministère de l'Éducation, du Sport et du Loisir
MDEIE – Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

1. Adoption de l'ordre du jour et suivis de la dernière rencontre

La présidente souhaite la bienvenue aux membres. À la suite de la lecture du projet d'ordre du jour, André B. Lemay demande d'ajouter *Réservoir Kiamika* aux affaires nouvelles. Tout en faisant les suivis de la réunion précédente, Denise Lachance informe l'assemblée du dépôt des projets de laboratoire rural; elle indique aussi que la prochaine Table Québec-Régions se tiendra le 26 juin prochain. Elle enverra les faits importants aux ministères concernés par courriel s'il y a lieu.

2. État d'avancement des quatre créneaux d'excellence de la région

Denise Lachance souligne que tous les coordonnateurs des créneaux d'excellence ont été nommés : François Archambault – Aliments et mets préparés, Maurice Couture – Tourisme de villégiature quatre saisons, Denise Julien – Utilisation et Transformation de la Forêt mixte et Marie-Josée Lessard – Transport terrestre avancé. Une rencontre sur ces quatre créneaux se tiendra le 17 juin prochain. Marie-Claude Lambert donne les grandes orientations de travail du créneau *Utilisation et transformation de la Forêt mixte*. Denise Lachance profite de l'occasion pour s'informer de l'avancement de l'entente spécifique CRRNT. Selon André B. Lemay, elle devrait être prête vraisemblablement au cours de l'été.

3. État de situation de l'Alliance pour de saines habitudes de vie

Blandine Piquet-Gauthier informe les membres qu'une rencontre du comité stratégique de l'Alliance pour de saines habitudes de vie a eu lieu le 7 avril dernier. De plus, elle mentionne que le Forum sur l'Alliance des saines habitudes de vie a eu lieu le 30 mai dernier. Deux propositions ont été retenues au niveau régional : pour le volet Alimentation, on vise la saine alimentation dans les aréas et la consommation de cinq fruits et légumes pour les défavorisés; pour le volet Activité physique, on examine l'opportunité de faire un forum des futures générations pour cerner les besoins et de rechercher des moyens de motivation à utiliser les infrastructures actuelles et futures qui sont à leur disposition. Il est aussi mentionné que le MTQ offre un programme d'aide financière en appui aux infrastructures piétonnières et cyclables municipales et supralocales. D'autre part, Blandine Piquet-Gauthier présentera le deuxième rapport de la directrice de santé publique le 11 juin prochain.

4. Politique d'immigration et d'intégration du MICC

Serge Tétreault présente la Politique d'immigration et d'intégration du MICC. La présentation est distribuée aux membres.

5. Pacte pour l'emploi 2008-2011

Louise Paradis présente le pacte pour l'emploi 2008-2011. Le sommaire du plan d'action et la présentation sont distribués aux membres. Ce pacte a été annoncé en mars dernier.

6. Affaires nouvelles

a) Réservoir Kiamika

André B. Lemay informe les membres qu'un concept de développement pour le réservoir Kiamika est présentement en cours. Éventuellement, il sera présenté à la CAR.

b) Présentation de Johanne Fortin

Denise Lachance présente Johanne Fortin, nouvelle conseillère à la Direction régionale des Laurentides, qui s'occupera des dossiers de la ruralité et de plusieurs ententes spécifiques dont notamment celles en culture et en immigration.

c) Abbaye d'Oka

Michel Boisclair informe les membres que plusieurs projets sont en place pour l'Abbaye d'Oka :

- Location de cinq ans de terres agricoles (coût de location plus élevé);
- Exploitation des vergers par la Corporation de L'Abbaye;
- Prise en charge du magasin (1^{er} mai 2008);
- Entente avec la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles pour les métiers en lien avec l'hôtellerie.

7. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre de la CAR aura lieu le 17 octobre 2008.



Conférence administrative régionale (CAR)
Région des Laurentides
17 octobre 2008, 9 h

Hôtel de Région
161, rue de la Gare, salle A
Saint-Jérôme

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

- | | |
|--|--|
| 1. Adoption de l'ordre du jour et suivis | Denise Lachance |
| 2. État de situation sur les créneaux d'excellence | Gilles Dubé |
| 3. CHUM | Jocelyn Ouellet |
| 4. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées | Denys Charette |
| 5. Stratégie d'utilisation du bois dans la construction au Québec | Steve Gagnon |
| 6. Programme de biomasse forestière | Steve Gagnon |
| 7. Du Livre vert sur la forêt à la Commission parlementaire | Marie-Claude Lambert
André B. Lemay |
| 8. Stratégie Bois Laurentides | Denise Julien |
| 9. Calendrier régional | Denise Lachance |
| 10. Affaires nouvelles | |



**COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE
 RÉGIONALE DES LAURENTIDES (CAR)
 TENUE LE VENDREDI 17 OCTOBRE 2008
 À L'HÔTEL DE RÉGION, SAINT-JÉRÔME**

Étaient présents :

BEAUDIN
 BEAUDRY
 BÉLAND
 CHARETTE
 CLOUTIER
 DICAIRE
 DUBÉ
 FORTIN
 GAGNON
 HOTTE
 JULIEN
 LACHANCE
 LAMBERT
 LAMBERT
 LÉGER
 LEROUX
 OUELLET
 PAPINEAU
 PARADIS
 RIOUX-HÉBERT
 ROUSSEL
 TÉTREAU
 ZOUHAYER DJEBALI

Christine
 Sandy
 Lyne
 Denys
 Francine
 Johanne
 Gilles
 Johanne
 Steve
 Roger
 Denise
 Denise
 Marie-Claude
 Pierre
 Marc
 Yvan
 Jocelyn
 Christiane
 Louise
 Sophie
 Natalie
 Serge
 Steve

MFA – Ministère de la Famille et des Aînés
 MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
 MJ – Ministère de la Justice
 MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
 SHQ – Société d'habitation du Québec
 MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
 MDEIE – Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
 MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
 MRNF – Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
 CRÉ – Conférence régionale des élus
 Signature Bois Laurentides
 MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
 MRNF – Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
 MTQ – Ministère des Transports du Québec
 MDDEP – Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
 MSP – Ministère de la Sécurité publique (Sécurité civile)
 ASSS – Agence de Santé et de Services sociaux
 CHQ – Corporation d'hébergement du Québec
 MESS – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
 MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
 Hydro-Québec – Relation avec le milieu
 MICC – Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
 Services Québec

Étaient absents :

BOISCLAIR
 GALARNEAU
 JULIEN
 LANDRY
 LANGLOIS
 LEMAY
 LEPAGE
 LORD
 ROBINSON

Michel
 Yves
 Lise
 Jean-François
 Lauraine
 André B.
 Gilbert
 Isabelle
 Benjamin

MAPAQ – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
 MSP – Ministère de la Sécurité publique (Services correctionnels)
 CSF – Conseil du statut de la femme
 MTO – Ministère du Tourisme
 MELS – Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
 MRNF – Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
 MCCCCF – Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
 Attachée politique responsable de la région des Laurentides
 MELS – Ministère de l'Éducation, du Sport et du Loisir

1. Adoption de l'ordre du jour et suivis de la dernière rencontre

La présidente souhaite la bienvenue aux membres et présente les nouveaux membres : Natalie Roussel d'Hydro-Québec, Yvan Leroux du ministère de la Sécurité publique, direction régionale de la sécurité civile, Christine Beaudin du ministère de la Famille et des Aînés, Pierre Lambert du ministère des Transports et Gilles Dubé du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Aucun point n'est ajouté aux affaires nouvelles.

2. État de situation sur les créneaux d'excellence

Gilles Dubé mentionne qu'il y a 33 ententes et 25 coordonnateurs. Il souligne également que les Laurentides sont une des régions les plus dynamiques. Par chacun de nos créneaux, 1 M\$ sont destinés au financement des activités. Pour le moment, il est impossible d'ajouter de nouveaux créneaux dans la région. Il annonce que le 20 novembre prochain, il y aura une rencontre de 400 représentants et coordonnateurs. M. Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le Premier ministre ainsi que les entrepreneurs seront présents. Le but de cette rencontre est de favoriser le réseautage entre les entreprises et les régions. Un état de situation a été distribué à l'assemblée.

3. CHUM

Jocelyn Ouellet présente le prochain projet du CHUM. La présentation est remise aux membres.

4. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées

Denys Charette présente un résumé du Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées. À la demande des membres, une synthèse de ce plan d'action sera envoyée par courriel. Denise Lachance ajoute que la Direction régionale des Laurentides du MAMR rencontrera sous peu les MRC ainsi que les municipalités touchées par la dévitalisation. Le document qui indique les indices de défavorisation est distribué.

5. Stratégie d'utilisation du bois dans la construction au Québec

Steve Gagnon présente la Stratégie d'utilisation du bois dans la construction et remet un cahier sur ce sujet. À la demande des membres, cette présentation sera envoyée par courriel.

6. Programme de biomasse forestière

Steve Gagnon présente le programme de biomasse forestière. À la demande des membres, la présentation sera envoyée par courriel.

7. Du Livre vert sur la forêt à la Commission parlementaire

Marie-Claude Lambert présente la démarche gouvernementale en cours en vue de revoir le régime forestier. Elle évoque les différentes étapes (livre vert, document de travail) qui ont culminé en la tenue d'une Commission parlementaire qui est actuellement en cours.

8. Stratégie Bois Laurentides

Denise Julien présente la Stratégie Bois Laurentides. Elle fait un tour d'horizon des diverses instances qui oeuvrent dans le domaine de la forêt dans la région. Elle dépose un document qui dresse un aperçu historique ainsi que le Plan d'action 2008-2009 du créneau Utilisation et transformation de la forêt mixte : produits à valeur ajoutée; la Signature Bois Laurentides fait partie de ce créneau. De plus, elle informe les membres que la Table de concertation du territoire forestier public des Hautes-Laurentides deviendra bientôt le Forum de la Commission régionale des ressources naturelles et du territoire.

9. Calendrier régional

Denise Lachance remet le calendrier des prochaines rencontres de la CAR aux membres et les informe que la prochaine réunion se tiendra le 12 décembre prochain.

10. Affaires nouvelles

Aucun point n'est ajouté aux affaires nouvelles.



**Conférence administrative régionale (CAR)
Région des Laurentides
12 décembre 2008, 9 h**

Hôtel de Région
161, rue de la Gare, salle A
Saint-Jérôme

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

- | | |
|---|------------------------------|
| 1. Adoption de l'ordre du jour | Denise Lachance |
| 2. Plan de diversification et de développement
de la MRC Les Laurentides : | Laurent Paquette, Paul Calce |
| ▪ Fonds de soutien aux territoires en difficulté | |
| ▪ Fonds d'aide aux municipalités monoindustrielles | |
| 3. Alliance régionale pour de saines habitudes de vie | |
| 4. Table de développement social de la CAR | Denys Charette |
| 5. Pôle universitaire des Basses-Laurentides | Élie Fallu, Nadine Le Gal |
| 6. Affaires nouvelles | |
| 7. Prochaine rencontre | |



**COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE
RÉGIONALE DES LAURENTIDES (CAR)
TENUE LE VENDREDI 12 DÉCEMBRE 2008
À L'HÔTEL DE RÉGION, SAINT-JÉRÔME**

Étaient présents :

BEAUDRY	Sandy	MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
BÉLAND	Lyne	MJ – Ministère de la Justice
CHARETTE	Denys	MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
CRÊTE	Huguette	DSP – Direction de la Santé publique
DICAIRE	Johanne	MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
DUBÉ	Gilles	MDEIE – Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
FORTIN	Johanne	MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
GÉLINEAU	Bernadette	MESS – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
HAMELIN	Yves	Services Québec
HOTTE	Roger	CRÉ – Conférence régionale des élus
JULIEN	Lise	CSF – Conseil du statut de la femme
LACHANCE	Denise	MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
LAMBERT	Pierre	MTQ – Ministère des Transports du Québec
LANDRY	Jean-François	MTO – Ministère du Tourisme
LÉGER	Marc	MDDEP – Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
LEPAGE	Gilbert	MCCCF – Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
LORANGE	Michel	ASSS – Agence de Santé et de Services sociaux
RIOUX-HÉBERT	Sophie	MAMR – Ministère des Affaires municipales et des Régions
ROUSSEL	Natalie	Hydro-Québec – Relation avec le milieu

Étaient absents :

BEAUDIN	Christine	MFA – Ministère de la Famille et des Aînés
BOISCLAIR	Michel	MAPAQ – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
CLOUTIER	Francine	SHQ – Société d'habitation du Québec
GALARNEAU	Yves	MSP – Ministère de la Sécurité publique (Services correctionnels)
LAMBERT	Marie-Claude	MRNF – Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
LANGLOIS	Lauraine	MELS – Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
LEROUX	Yvan	MSP – Ministère de la Sécurité publique (Sécurité civile)
ROBINSON	Benjamin	MELS – Ministère de l'Éducation, du Sport et du Loisir
TÉTREAU	Serge	MICC – Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

1. Adoption de l'ordre du jour

La présidente souhaite la bienvenue aux membres et leur demande de se présenter aux invités de la CAR : messieurs Paul Calce, Francis Boutin et Laurent Paquette.

2. Plan de diversification et de développement de la MRC Les Laurentides

Paul Calce et Francis Boutin présentent les actions accomplies jusqu'à présent dans le cadre du Plan de diversification et de développement de la MRC Les Laurentides. Cette présentation sera envoyée par courriel aux membres.

3. Alliance régionale pour de saines habitudes de vie

Huguette Crête fait un suivi sur les projets locaux, régionaux et nationaux en cours présentement dans le cadre du Plan gouvernemental pour de saines habitudes de vie. De la documentation sera envoyée par courriel aux membres.

4. Table de développement social de la CAR

Denys fait un suivi de la Table de développement social de la CAR.

5. Pôle universitaire des Basses-Laurentides

Élie Fallu et Nadine Le Gal font une présentation sur le Pôle universitaire des Basses-Laurentides. De la documentation à ce sujet est distribuée aux membres.

6. Affaires nouvelles

Aucun point n'est ajouté aux affaires nouvelles.

7. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre se tiendra le 20 février 2009, 9 h.

Conférence administrative régionale (CAR)

Région des Laurentides

27 mars 2009, 9 h

Hôtel de Région
161, rue de la Gare, salle A
Saint-Jérôme

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

- | | |
|--|--|
| 1. Adoption de l'ordre du jour | Denise Lachance |
| 2. Programmation quinquennale du ministère des Transports | Pierre Lambert |
| 3. Colloque sur l'identité culturelle régionale | Mélanie Gosselin |
| 4. Plan de diversification et de développement de la MRC Antoine-Labelle : | Roger Lapointe
Michel Adrien
Stéphane Lapointe |
| ▪ Fonds de soutien aux territoires en difficulté | |
| ▪ Fonds d'aide aux municipalités mono-industrielles | |
| 5. Affaires nouvelles | |
| 6. Prochaine rencontre | |



**COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE
 RÉGIONALE DES LAURENTIDES (CAR)
 TENUE LE VENDREDI 27 MARS 2009
 À L'HÔTEL DE RÉGION, SAINT-JÉRÔME**

Étaient présents :

ADRIEN
 BANVILLE
 BEAUDRY
 BOISCLAIR
 BORDUAS
 CHALIFOUX
 CHARETTE
 CLOUTIER
 DICAIRE
 DUBÉ
 DUVAL-MATTE
 HOULE
 HOTTE
 JULIEN
 LACHANCE
 LAMBERT
 LAPOINTE
 LAPOINTE
 LAPOINTE
 LEMAY
 LEPAGE
 LETENDRE
 MARCIL
 MORIN
 PARENT
 PILON
 RIOUX-HÉBERT
 TREMBLAY
 TRUDEAU
 VAILLANCOURT
 WILLIAMS
 ZOUHAYER-DJEBALI

Michel
 Sophie
 Sandy
 Michel
 Pierre
 Denis
 Denys
 Francine
 Johanne
 Gilles
 Simon
 Mario
 Roger
 Lise
 Denise
 Pierre
 Diane
 Roger
 Stéphane
 André B.
 Gilbert
 Céline
 Sylvie
 Suzy-Ann
 Luc
 Louis
 Sophie
 Hélène
 Louise
 Geneviève
 Jackline
 Steve

CLD Antoine-Labelle
 Conseil de la culture des Laurentides
 MAMROT – Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
 MAPAQ – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
 MRC Antoine-Labelle
 Bureau du ministre responsable de la région
 MAMROT – Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
 SHQ – Société d'habitation du Québec
 MAMROT – Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
 MDEIE – Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
 CLD Antoine-Labelle
 Laiterie des Trois-Vallées
 CRÉ – Conférence régionale des élus
 CSF – Conseil du statut de la femme
 MAMROT – Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
 MTQ – Ministère des Transports du Québec
 Bureau du ministre responsable de la région
 MRC Antoine-Labelle
 CLD Antoine-Labelle
 MRNF – Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
 MCCCCF – Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
 MJ – Ministère de la Justice
 MESS – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
 MFA – Ministère de la Famille et des Aînés
 MELS – Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
 CRÉ Laurentides
 MAMROT – Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
 Conseil de la culture des Laurentides
 MICC – Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
 MAMROT – Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
 MRC Antoine-Labelle
 Services Québec

Étaient absents :

FORTIN
 GALARNEAU
 LANDRY
 LÉGER
 LEROUX
 ROBINSON
 ROUSSEL

Marc
 Yves
 Jean-François
 Marc
 Yvan
 Benjamin
 Natalie

ASSS – Agence de Santé et de Services sociaux
 MSP – Ministère de la Sécurité publique (Services correctionnels)
 MTO – Ministère du Tourisme
 MDDEP – Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
 MSP – Ministère de la Sécurité publique (Sécurité civile)
 MELS – Ministère de l'Éducation, du Sport et du Loisir
 Hydro-Québec – Relation avec le milieu

1. Adoption de l'ordre du jour

Denise Lachance souhaite la bienvenue aux membres et présente les invités. Aucun ajout et aucune modification ne sont apportés à l'ordre du jour.

2. Colloque sur l'identité culturelle régionale

Sophie Barville présente le Conseil de la culture des Laurentides. Ensuite, Hélène Tremblay explique quels sont les objectifs du *Colloque sur l'identité culturelle régionale*. Roméo Bouchard sera le conférencier invité de ce colloque qui se tiendra le 7 mai prochain, de 8 h à 17 h, à l'hôtel de région de Saint-Jérôme.

3. Programmation du ministère des Transports

Pierre Lambert présente la programmation du ministère des Transports. Une pochette sur les investissements routiers 2009-2010 est remise aux membres.

4. Plan de diversification et de développement de la MRC Antoine-Labelle

Roger Lapointe et Michel Adrien adressent quelques mots aux membres. Roger Lapointe souligne la présence de Pierre Borduas et de Jackline Williams. Ensuite, Stéphane Lapointe présente le *Bilan stratégique de diversification et de développement économique de la MRC Antoine-Labelle*. Cette présentation est remise aux membres. Puis, Simon Duval-Matte présente le laboratoire rural du CLD Antoine-Labelle sur le développement de la production de céréales biologiques dans les Hautes-Laurentides. Cette présentation est également remise aux membres. Finalement, Mario Houle présente la Laiterie des Trois-Vallées.

D'ailleurs, Denise Lachance informe l'assemblée que le contrat de diversification et de développement avec la MRC Antoine-Labelle sera renouvelé pour une période de deux ans. Elle mentionne également qu'une nouvelle mesure permettant de supporter les services de proximité est annoncée par la ministre dans le cadre du colloque de Solidarité rurale qui a lieu présentement à Montmagny.

5. Communautés rurales branchées

Denise Lachance informe les membres que le programme *Communautés rurales branchées* est lancé depuis le 9 mars dernier. Elle mentionne également que la documentation et le formulaire de demande d'aide sont disponibles sur le site Internet du MAMROT.

6. Affaires nouvelles

Aucun point n'est ajouté aux affaires nouvelles.

7. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre se tiendra le 1^{er} mai 2009, 9 h.

Conférence administrative régionale Montérégie

Réunion du 22 mai 2008, à 9 h

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

201, place Charles-Le Moyne, bureau 1.12

Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heure	No	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents	Suivi
9 h 00	1	Présentation du Pacte pour l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> Présentation 	Ghislain Laprise (E-Q / MESS)		
	2	Présentation du plan de mesures additionnelles pour l'intégration en emploi des personnes immigrantes	<ul style="list-style-type: none"> Présentation 	Guy Gagnon (MICC)		
10 h 00	3	Présentation (20 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présenter tous les participants Connaître les changements organisationnels des M/O en région Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale 	Tous les participants		
10 h 20	4	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Adopter un ordre du jour pour la réunion 	Robert Sabourin (MAMR)	Transmis par courriel	
10 h 25	5	Dernière rencontre (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Adopter le compte rendu de la réunion du 20 mars 2008 Discuter de tous les suivis découlant des points à l'ordre du jour de cette réunion 	Robert Sabourin (MAMR)	Compte rendu disponible sur l'extranet	
10 h 30	6	3 CRÉ de la Montérégie (15 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présentation brève des travaux et des dossiers des 3 CRÉ de la Montérégie 	Patrick Sabourin Michel Bienvenu Michel Lapierre (CRÉ)		
10 h 45	7	Ministre responsable de la région (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> État de situation des principaux dossiers d'actualité régionale 	Marie-Josée Dubé (Bureau de Jean-Marc Fournier)		

Heure	Nº	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents	Suivi
10 h 50	8	Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids (15 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition pour la mise en place d'un sous-comité de la CAR • Proposition pour la mise en place de comités d'analyse des projets présentés dans le cadre de Québec en forme 	Robert Sabourin (MAMR)		
11 h 05	9	Lac-à-l'épaulé (formation) (30 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Convenir d'un déroulement • Date de rencontres individuelles • Choisir une date 	Robert Sabourin (MAMR)		
11 h 35	10	Table économique de la CAR (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de situation des travaux de la Table économique • État de situation des travaux ACCORD 	Yves Lafortune (MDEIE)		
11 h 40	11	Politique nationale de la ruralité (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de situation 	Robert Sabourin (MAMR)		
11 h 45	12	Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de situation 	Diane Dupré (MCCCF)		
11 h 50	13	Approche territoriale intégrée (ATI) (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de mise en oeuvre de l'ATI et de la RUI 	Ghislain Laprise (E-Q / MESS) et Johanne Dumont (MAMR)		
11 h 55	14	Varia (5 min.)		Robert Sabourin (MAMR)		
12 h 00		Fin de la réunion				

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE

Compte rendu de la réunion du 22 mai 2008

<p>Membres présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Allie, Robert, OPHQ ▪ Bêland, Joceline, MTQ – Ouest (en remplacement de M. Bernard Caron) ▪ Bilodeau, Angèle, MAPAQ – Ouest ▪ Boutin, Gérard, MAPAQ – Est ▪ Dumont, Johanne, MAMR – DDRM ▪ Frenette, Lyse, CSF ▪ Gagnon, Guy, MICC ▪ Girouard, Pierre, FADQ ▪ Laprise, Ghislain – E-Q / MESS (en remplacement de M^{me} Diane Landriault) ▪ Leblanc, Daniel, MDDEP (en remplacement de M. Pierre Paquin) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Migneault, Diane, MSP ▪ Morin, Julie, MTQ – Ouest (en remplacement de M. Bernard Caron) ▪ Rousseau, Patricia, Services Québec ▪ Sabourin, Robert, MAMR, président de la CAR ▪ Sauvé, Jocelyne, ASSSM (en remplacement de M. Luc Boileau) <p>Observateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bienvenu, Michel, CRÉ de Longueuil ▪ Ouellet, France, MAMR ▪ Perreault, Marie-Eve, MAMR ▪ Sabourin, Patrick, CRÉ Montérégie Est 	<p>Membres absents :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Brisson, Gilles, INV-QC ▪ Culée, Francis, MELS ▪ Dubé, Marie-Josée, bureau du ministre responsable de la Montérégie ▪ Dupré, Diane, MCCCCF ▪ Filion, Daniel, MTQ – Est ▪ Fournier, Jean, Tourisme Québec ▪ Fortin, Louise-Esther, MRI (en remplacement de M. Michel Grégoire) ▪ Grieco, Émile, MDDEP ▪ Lafortune, Yves, MDEIE ▪ Lapiere, Michel, CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent ▪ Lemay, André B., MRNF ▪ Morissette, Réjean, MCE (SAA) ▪ Thonney, Rose-Mary, MFA
--	--	---

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
<p>1. Présentation du Pacte pour l'emploi</p> <p>➤ Présentation</p>	<p>Une présentation du Pacte pour l'emploi est faite par M. Ghislain Laprise, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Le Pacte pour l'emploi, dont le thème est « Le Québec de toutes ses forces », est un projet de société mobilisateur destiné à favoriser une meilleure adéquation entre les bassins de main-d'œuvre disponible et les besoins des entreprises. Il s'articule autour de 4 grands piliers : 1- Investir dans le potentiel des personnes : un geste qui rapporte; 2- Valoriser le travail : une carte maîtresse; 3- Une main-d'œuvre mieux formée : des entreprises plus productives et 4- Le pacte régional : pour une meilleure réponse aux besoins.</p> <p>Suite à la présentation, 2 commentaires ont été faits à M. Laprise : prendre en compte les plans d'action des CRÉ pour ne pas travailler en silo (Patrick Sabourin) et prendre en compte le taux d'activité entre les femmes et les hommes car on ne parle pas de l'apport des femmes dans la présentation (Lyse Frenette).</p>	<p>Les relations entre les ministères régionaux et les CRÉ seront au programme du lac-à-l'épaule.</p>
<p>2. Présentation du plan de mesures additionnelles pour l'intégration en emploi des personnes immigrantes</p>	<p>Une présentation des mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration en emploi des immigrants est également donnée par M. Guy Gagnon, du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Sous le thème « Pour enrichir le Québec, intégrer mieux », M. Gagnon nous présente les</p>	

➤ Présentation	18 mesures du plan, qui vise entre autres à accélérer l'insertion en emploi des personnes issues de l'immigration	
3. Présentation ➤ Présenter tous les participants ➤ Connaître les changements organisationnels des M/O en région ➤ Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale	<p>Les participants se présentent à tour de rôle et font état des différents changements structurels, ainsi que des nouvelles politiques ou activités de leur organisation respective, le cas échéant. M. Robert Sabourin mentionne qu'un pilier de la CAR a quitté : en effet, M. Guy Coulombe, secrétaire de la CAR, a quitté le ministère pour un congé sans solde d'un an.</p> <p>Il est à noter que deux membres de la CAR nous quitteront également sous peu : M. Gérard Boutin, du MAPAQ-EST, qui prend sa retraite cette semaine, ainsi que M^{me} Lyse Frenette, du CSF, qui prend également sa retraite le 19 juin prochain.</p>	<p>Suite à la sortie du 4^e rapport de la directrice de la santé publique, M^{me} Jocelyne Sauvé, de l'ASSSM, propose de faire une présentation sur l'état de santé général de la population, s'il y a un intérêt.</p> <p>Inviter M. Gérard Boutin lors du lac-à-l'épaule.</p>
4. Ordre du jour ➤ Adopter un ordre du jour pour la réunion	M. Robert Sabourin fait la présentation de l'ordre du jour et celui-ci est adopté tel que présenté.	
5. Dernière rencontre ➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 20 mars 2008 ➤ Discuter de tous les suivis découlant des points à l'ordre du jour de cette réunion	<p>➤ Le compte rendu de la réunion du 20 mars 2008 est adopté tel que présenté.</p> <p>Les points de suivi relatifs à cette réunion sont les suivants :</p> <p>➤ En ce qui concerne la conférence téléphonique regroupant les directeurs régionaux des ministères impliqués dans l'entente relative au Plan d'action gouvernemental, elle a eu lieu le 30 avril dernier.</p> <p>➤ Parmi les présentations des M/O, celle de Québec en forme est toujours disponible pour les M/O qui seraient intéressés. Pour ce qui est de la présentation de Services Québec concernant le volet de la communication régionale, elle est reportée à une date ultérieure. En ce qui concerne celle du MICC, elle a été faite aujourd'hui par M. Guy Gagnon.</p> <p>➤ Pour ce qui est du suivi de l'objectif 1 de la CAR (adapter le mode de fonctionnement des organismes de concertation régionale pour répondre à la nouvelle réalité de la Montérégie), M^{me} Marie-Josée Dubé remplace dorénavant M. Jean-Marc Jacques comme représentante du bureau du député de Jean-Marc Fournier et se chargera donc de réunir des intervenant pour analyser ce point. De plus, les modifications demandées ont été faites au bilan du plan d'action pour ce même objectif (ce document sera remis à la fin de la réunion).</p> <p>➤ En ce qui concerne le choix du formateur/animateur pour le lac-à-l'épaule, un point est à l'ordre du jour (point 9).</p>	
6. 3 CRÉ de la Montérégie ➤ Présentation brève des travaux et des dossiers des 3 CRÉ de la Montérégie	<p>CRÉ de Longueuil :</p> <p>➤ M. Michel Bienvenu fait le suivi des ententes de développement. Il mentionne que l'entente concernant les aînés a été signée (durée de 5 ans). De plus, quatre ententes ont été annoncées : condition féminine, culture (3 volets) et deux autres sont en cours : immigration (signature imminente) et celle concernant la prostitution juvénile et les gangs de rues (entente majeure qui vise les jeunes filles – 500 000 \$ / 3 ans).</p> <p>➤ En ce qui concerne l'entente RUI, une ressource a été engagée.</p>	À la demande de M. Robert Sabourin, les CRÉ sont invitées à compléter un tableau synthèse des ententes et des comités de concertation en place actuellement sur leur territoire. Ces tableaux permettront d'avoir une vue d'ensemble des travaux en cours dans la région.

	<p>CRÉ Montérégie Est :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Patrick Sabourin mentionne que d'ici la fin juin, 17 ententes auront été signées (1,2 M\$ / an). ➤ Il reste à finaliser l'appel de projets de 500 000 \$ du FDR. La CRÉ a reçu 42 projets régionaux. ➤ Pour les fêtes du 400^e, des discussions sont en cours avec les bureaux de M^{me} Josée Verner et de M. Jean Charest, afin de sécuriser le financement. ➤ La CRÉ entérinera, le 19 juin prochain, une charte régionale de développement durable. Une conférence de presse suivra à la fin juin. ➤ Création d'un comité de travail sur les collines montréalaises. <p>CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Aucun représentant de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent n'était présent. 	
<p>7. Ministre responsable de la région</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ État de situation des principaux dossiers d'actualité régionale 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ M^{me} Marie-Josée Dubé, représentante du bureau du député de Jean-Marc Fournier, ne pouvait être présente. 	
<p>8. Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Proposition pour la mise en place d'un sous-comité de la CAR ➤ Proposition pour la mise en place de comités d'analyse des projets présentés dans le cadre de Québec en forme 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les 7 ministères impliqués ont échangé lors d'une conférence téléphonique qui a eu lieu le 30 avril dernier. ➤ Les projets soumis à Québec en forme seront analysés en comités selon les territoires de CRÉ. Le prochain appel de projets aura lieu au mois d'octobre 2008. 	<p>Un sous-comité sera mis en place, présidé par M^{me} Jocelyne Sauvé.</p>
<p>9. Lac-à-l'épaule (formation)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Convenir d'un déroulement ➤ Date de rencontres individuelles ➤ Choisir une date 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le départ de M. Guy Coulombe, secrétaire de la CAR, nous amène à reporter la rencontre au début du mois d'octobre 2008. ➤ M. Robert Sabourin et M. Guy Coulombe (MAMR) ont rencontré M. Frédéric Lesemann, qui pourrait agir comme formateur lors de la rencontre. ➤ Il n'y aura pas de rencontres individuelles. Dans un premier temps, la consultation se fera sous forme de tableau à remplir. Dans une première colonne, des propositions de modification aux lois, politiques et programmes touchant l'action gouvernementale en région sont attendues. La deuxième colonne comportera les propositions de modification du mode de fonctionnement des M/O et de la CAR. ➤ Les mercredis ou jeudis sont préférés par l'ensemble des participants pour tenir la journée de réflexion/formation. Le Centre de la nature du Mont-Saint-Hilaire est proposé comme endroit. 	<p>Tous les ministères doivent compléter le tableau des recommandations pour améliorer le fonctionnement de la CAR.</p> <p>M. Robert Sabourin se renseignera sur le site du Mont-Saint-Hilaire et communiquera avec tous les directeurs pour confirmer la date.</p>

10. Table économique de la CAR ➤ État de situation des travaux de la Table économique ➤ État de situation des travaux ACCORD	➤ Aucun représentant du MDEIE n'était présent.	
11. Politique nationale de la ruralité ➤ État de situation	➤ M ^{me} Marie-Eve Perreault présente les actions entreprises en ruralité au cours de l'année 2007-2008 (dépôt d'une feuille résumé).	Au cours de l'été, certains ministères seront sollicités pour des avis dans le cadre des laboratoires ruraux.
12. Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes ➤ État de situation	➤ Aucune nouvelle information sur ce point.	
13. Approche territoriale intégrée (ATI) ➤ État de mise en œuvre de l'ATI et de la RUI	➤ Aucune nouvelle information sur ce point.	
14. Varia	➤ Aucun point n'est abordé.	

JOURNÉE DE RÉFLEXION DE LA CAR DE LA MONTÉRÉGIE

— 16 OCTOBRE 2008 —

**Maison Gault de la Réserve naturelle Gault (anciennement le Centre de la Nature)
422, chemin des Moulins à Mont-Saint-Hilaire**

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

- | | |
|---------|---|
| 8 h 30 | Arrivée des participants |
| 9 h 00 | Présentation des participants et suivi des dossiers de la CAR |
| 10 h 00 | Pause |
| 10 h 15 | Conférence de M. Frédéric Lesemann, professeur et chercheur à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), sous le thème de la modulation de l'action gouvernementale en fonction des régions |
| 11 h 30 | Présentation des mesures proposées dans le cadre des consultations |
| 12 h 15 | Dîner |
| 13 h 30 | Discussions en atelier : <ul style="list-style-type: none">▪ Mesures proposées dans le cadre des consultations▪ Objectifs stratégiques prioritaires pour l'année à venir |
| 14 h 45 | Pause |
| 15 h 00 | Synthèse des points soulevés lors des ateliers |
| 16 h 00 | Date de la prochaine rencontre |
-

SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS TENUES LORS DE LA JOURNÉE DE RÉFLEXION DE LA CAR DU 16 OCTOBRE 2008

Mesures proposées dans le cadre des consultations des membres de la CAR de la Montérégie

Mesures proposées pour légitimer davantage les actions de la CAR

N°	Mesures proposées	Contexte	Responsabilité			Synthèse des commentaires par atelier
			RÉG.	TGAT	EXÉC.	
1	Faire un énoncé favorisant la modulation de l'action gouvernementale en fonction des territoires de CRÉ	<ul style="list-style-type: none"> La modulation de l'action gouvernementale ne peut se faire sans un engagement formel de tous les partenaires gouvernementaux au niveau régional (CAR, CRÉ, ministre responsable de la région), de la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT) et de certaines institutions centrales du pouvoir exécutif. 	X	X	X	<ol style="list-style-type: none"> OK. Mais cela devrait venir du central c.-à-d. énoncé national ayant des déclinaisons régionales. Il faut débiter par une définition claire. Ne devrait pas seulement être une clause parapluie, il fait revoir l'ensemble des programmes gouvernementaux pour y inclure une clause de modulation. Questionnement sur la définition de la modulation et sur sa pertinence. On s'inquiète aussi sur le fait que la modulation risque de causer des iniquités.
2	Créer la Table des conférences administratives régionales (TCAR)	<ul style="list-style-type: none"> Cette table serait composée du sous-ministre associé au MAMR et de chaque directeur régional du MAMR qui agit également à titre de président de la CAR de sa région. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle structure puisqu'il existe déjà une table des directeurs régionaux au MAMR. Il est important que chacun de ces directeurs régionaux puisse s'exprimer librement en tant que président d'une CAR. 		X		<ol style="list-style-type: none"> OK. Mais c'est l'affaire du MAMR. Peut être informel. Consensus. Les participants ne se sentent pas interpellés par ce point.
3	Consolider des liens de partenariat entre les instances impliquées dans le développement régional	<ul style="list-style-type: none"> Au niveau régional, il faudrait consolider les liens entre la CAR, les CRÉ et le ministre responsable de la région. Au niveau national, il faudrait consolider les liens entre la TGAT et la TQR et entre la TQR technique et la TCAR. 	X	X		<ol style="list-style-type: none"> Correction du libellé : « Favoriser le partenariat par le biais d'actions concrètes ». Consensus. Ce point n'a pas fait l'objet de discussion.
4	Adoption d'un décret pour actualiser les mandats des CAR en fonction des nouvelles orientations et pour officialiser la création de la TGAT	<ul style="list-style-type: none"> Un projet de décret pour actualiser les mandats de la CAR a été déposé en 2005, mais n'a toujours pas été adopté. En plus d'officialiser la création de la TGAT, un nouveau projet de décret pourrait également officialiser la création de la TQR technique et la TCAR. 			X	<ol style="list-style-type: none"> Consensus. Consensus. Le décret est la base, il s'agit donc d'un énoncé préalable aux autres et la légitimité vient de là. Certaine réticence à commenter les mesures proposées avant que le décret ne soit adopté. Ils proposent d'officialiser le décret avant d'envoyer les mesures proposées à Québec.
5	Pour chaque territoire de CRÉ, énoncer annuellement les priorités sous-jacentes à la modulation de l'action gouvernementale	<ul style="list-style-type: none"> La modulation de l'action gouvernementale devrait se faire en fonction d'un nombre restreint d'objectifs stratégiques. Pour chaque territoire de CRÉ, les objectifs stratégiques devraient faire l'objet d'un consensus CRÉ, CAR et ministre responsable de la région. 	X			<ol style="list-style-type: none"> Via plan quinquennal. Consensus. Important de voir comment chaque ministère peut y trouver son compte. Il faut vérifier le lien de convergence entre les plans quinquennaux et le plan gouvernemental.

Changements organisationnels proposés pour faciliter la modulation et le décloisonnement des silos en région

N°	Mesures proposées	Contexte	Responsabilité			Synthèse des commentaires par atelier
			RÉG.	MGAT	EXÉC.	
6	Obliger chaque ministère à rendre compte annuellement de la modulation de ses interventions en fonction des priorités régionales et de sa contribution à l'atteinte d'objectifs non spécifiquement reliés à sa mission	<ul style="list-style-type: none"> La modulation de ses actions et la contribution à l'atteinte d'objectifs non spécifiquement reliés à sa mission première devraient faire l'objet de nouvelles attentes pour chaque direction régionale. 	X	X	X	<ol style="list-style-type: none"> Correction du libellé : « Chaque ministère devrait rendre des comptes aux autorités régionales, MGAT ». On enlève l'obligation, trop de responsabilités. En lien avec le point 1. Questionnement sur les priorités régionales : parle-t-on des 3 CRÉ ou de la Montérégie ? Ce point n'a pas fait l'objet de discussion.
7	Régionaliser partiellement la fonction recherche et politique dans chaque ministère	<ul style="list-style-type: none"> La modulation de l'action gouvernementale implique un changement de culture dans les instances gouvernementales régionales. La modulation implique une certaine réaffectation des mandats plus opérationnels de ces instances vers des mandats de veille stratégique, d'évaluation de programmes et de concertation régionale et interrégionale. 	X	X		<ol style="list-style-type: none"> Nouveau libellé : « Faire appel à l'expertise régionale pour les fonctions recherche et politique ». Nouveau libellé : « Développer la fonction d'analyse en région ». Ce point n'a pas fait l'objet de discussion.
8	Affecter spécifiquement du personnel des directions régionales à la recherche, à la concertation et à la modulation des programmes	<ul style="list-style-type: none"> La division des tâches entre les mandats reliés à la modulation de l'action gouvernementale et ceux reliés aux opérations courantes est souhaitable. Cette réaffectation des mandats pourrait impliquer, dans certains ministères, un ajout d'effectifs. 	X	X		<ol style="list-style-type: none"> Rejeté en bloc Fusionner avec point 7. Tous les ministères présents affirment qu'ils manquent de personnel. Le point 8 n'est pas réaliste ni prioritaire. Un participant avance que c'est le MAMR qui serait bien placé pour recevoir le personnel proposé au point 8.
9	Prévoir à chaque mois une semaine pour prioriser des activités de concertation régionale	<ul style="list-style-type: none"> Cette semaine devrait être identifiée facilement par tout l'appareil gouvernemental (ex. : deuxième semaine complète du mois). Dans la mesure du possible, les unités centrales des ministères ne devraient pas convoquer les directeurs régionaux dans ces semaines dédiées à la concertation régionale. Cette mesure devrait augmenter sensiblement le taux de participation des directeurs régionaux aux réunions de la CAR. 	X	X		<ol style="list-style-type: none"> Vœu pieux. Trop secondaire pour figurer dans ce document. Consensus. Selon les participants, cette approche n'est pas réaliste. Aussi, on mentionne qu'il serait important d'avertir assez d'avance et d'éviter de changer de date. Un des participants siège sur 5 CAR, ce qui génère des conflits d'horaire. Ce point est l'occasion de se questionner sur la pertinence de l'existence de la CAR -sans décret.
10	Accorder à la CAR un budget modeste pour financer des ressources externes	<ul style="list-style-type: none"> La CAR devrait pouvoir avoir accès à un fonds pour financer des mandats de formation ou de développement. L'octroi des sommes serait voté par les membres de la CAR. 		X	X	<ol style="list-style-type: none"> Nouveau libellé : « Accorder à la CAR un budget pour financer des projets interministériels comme, par exemple : mandats de formation et de développement ». Consensus. Consensus.

Ajustements proposés aux règles et procédures régissant les relations entre les instances centrales et régionales

N°	Mesures proposées	Contexte	Responsabilité			Synthèse des commentaires par atelier
			RÉG.	TGAT	EXÉC.	
11	Favoriser une approche centrée sur les résultats plutôt que sur les moyens	<ul style="list-style-type: none"> Le principe d'universalité implique souvent la mise sur pied de programmes qui prévoient le financement d'activités traditionnelles, telles que la constitution d'un comité, la prise d'inventaire et la préparation d'un plan d'action. La nature de ces activités facilite la reddition de comptes gouvernementale. Dans un contexte de modulation de l'action gouvernementale, la reddition de comptes devrait être axée davantage sur les résultats (amélioration des indicateurs). Les instances régionales financées devraient bénéficier d'une plus grande marge de manœuvre dans la recherche des moyens. 	X	X	X	<ol style="list-style-type: none"> Nouveau libellé : « Favoriser une plus grande autonomie régionale, centrée sur des résultats ». Sur le principe des agences. Consensus. On ne veut plus d'indicateurs mur à mur. Consensus. Toutefois, il est plus pertinent d'établir des ententes en fonction des résultats qu'en fonction d'objectifs.
12	Permettre de réallouer des sommes accordées dans le cadre de certains programmes à la réalisation de projets pilotes visant les mêmes objectifs	<ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre d'un projet pilote qui émane du milieu est une source de motivation beaucoup plus élevée que l'exécution de mandats précis qui émanent des instances centrales du gouvernement. La réaffectation des sommes déjà prévues dans le cadre des programmes existants permet de financer les projets pilotes à coût nul pour le gouvernement. 	X	X	X	<ol style="list-style-type: none"> Consensus. Nouveau libellé : modifier « projets pilotes » pour « projets porteurs ». Ne pas oublier que les ententes spécifiques (les vraies) sont là pour ça. Intéressant.
13	Dans le cadre de chaque entente spécifique, laisser une marge de manœuvre à la CRÉ pour lui permettre de transférer une partie des sommes octroyées à des fins autres que celles prévues dans l'entente	<ul style="list-style-type: none"> Chaque entente spécifique devrait contenir une disposition (90-10 ou 80-20) permettant la réaffectation des sommes versées à des fins autres que celles spécifiquement prévues dans l'entente. La réaffectation des sommes devrait obligatoirement être faite en fonction des objectifs stratégiques prioritaires qui auront fait l'objet d'un consensus à l'échelle régionale. 	X	X	X	<ol style="list-style-type: none"> Rejeté. Rejeté. Une marge de manœuvre voudrait dire que nous n'avons pas réussi à atteindre nos objectifs. Si jamais cette mesure fonctionne, le point 2 du contexte est un élément très important : la réaffectation des sommes devrait obligatoirement être faite en fonction des objectifs stratégiques prioritaires qui auront fait l'objet d'un consensus à l'échelle régionale. Intéressant.
14	Permettre aux CRÉ de regrouper plusieurs ententes spécifiques dans une seule entente-cadre ou permettre d'intégrer plusieurs comités de suivi dans un seul comité	<ul style="list-style-type: none"> La multiplication des ententes spécifiques a accru sensiblement le nombre de comités de suivi. Plusieurs comités de suivi regroupent les mêmes intervenants gouvernementaux. Une CRÉ a déjà manifesté le désir de regrouper l'ensemble des ententes spécifiques dans trois ententes-cadres. 	X	X		<ol style="list-style-type: none"> Oui, mais ce sera compliqué... Pour rien ?! On propose de faire 2 mesures. Le terme « permettre » est important. Il doit aussi y avoir un fil conducteur, un même domaine d'activités entre les ententes. Intéressant.

N°	Mesures proposées	Contexte	Responsabilité			Synthèse des commentaires par atelier
			RÉG.	TGAT	EXÉC.	
15	Prévoir une rencontre annuelle TCAR et TQR technique, afin d'échanger sur les expériences de modulation au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> La modulation des mesures et des politiques et la réalisation de projets pilotes permettent d'expérimenter de nouvelles façons de faire. Une réunion annuelle des directeurs généraux des CRÉ et des présidents de CAR de toutes les régions du Québec permettrait de partager les bons coups. 		X		1. Devrait se faire de façon informelle. 2. Consensus. 3. Ce point n'a pas fait l'objet de discussion.
16	Pour chaque CRÉ, instaurer une reddition de comptes gouvernementale intégrée plutôt que d'exiger plusieurs redditions de comptes sectorielles	<ul style="list-style-type: none"> Une plus grande marge de manœuvre aux CRÉ dans l'allocation des sommes octroyées dans le cadre des ententes spécifiques rend plus difficile les redditions de comptes sectorielles. La reddition de comptes devrait s'appuyer sur un processus d'évaluation périodique axé sur les résultats plutôt que sur les moyens. 	X	X	X	1. Pas nécessaire 2. Importance du 2 ^e point du contexte : instaurer une reddition de comptes sur les résultats. 3. Ce n'est pas le rôle de la CAR.
17	Assurer une ouverture quant à l'interprétation des orientations gouvernementales en matière d'aménagement en fonction des priorités régionales	<ul style="list-style-type: none"> Les avis gouvernementaux en matière d'aménagement favorisent une application « mur à mur » des orientations et attentes gouvernementales. Une certaine flexibilité dans l'analyse de la conformité des documents d'aménagement en fonction des priorités régionales serait à privilégier. 	X	X		1. Nouveau libellé : « Permettre une modulation quant à... » 2. La flexibilité doit être des deux bords. Ex. : sécurité civile Nouveau libellé : « Permettre la modulation de l'analyse des schémas d'aménagement en fonction des priorités régionales ». 3. On mentionne que l'énoncé n'est pas clair. Attention, dans le cas où il n'y a plus de cadre normatif, on peut se retrouver avec n'importe quoi.

Heure	No	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents	Suivi
10 h 30	8	Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids (20 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition pour la mise en place d'un sous-comité de la CAR • Proposition pour la mise en place de comités d'analyse des projets présentés dans le cadre de Québec en forme 	Jocelyne Sauvé (ASSSM)		
10 h 50	9	Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées (30 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Présenter le plan d'action • Dresser le portrait des 3 municipalités dévitalisées de la Montérégie • Faire le rapport des premiers contacts avec les municipalités dévitalisées 	Robert Sabourin (MAMR)		
11 h 20	10	Politique nationale de la ruralité (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de situation 	Marie-Eve Perreault (MAMR)		
11 h 25	11	Table économique de la CAR (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de situation des grands dossiers économiques • État de situation des travaux ACCORD 	Yves Lafortune (MDEIE)		
11 h 30	12	Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de situation • Compte rendu de la rencontre du Réseau égalité 	Annie Goudreault (MCCCF)		
11 h 35	13	Approche territoriale intégrée (ATI) (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de mise en oeuvre de l'ATI 	Hélène Fortin (E-Q / MESS)		
11 h 40	14	Calendrier des prochaines rencontres (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer les dates suivantes pour 2009 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 février (mardi) ▪ 12 mai (mardi) ▪ 15 septembre (mardi) ▪ 10 novembre (mardi) 	Robert Sabourin (MAMR)		
11 h 45	15	Varia (10 min.)				
11 h 55		Fin de la réunion				

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE

Compte rendu de la réunion du 11 décembre 2008

<p>Membres présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Allie, Robert, OPHQ ▪ Béland, Jocelyne, MTQ – Ouest (en remplacement de M. Bernard Caron) ▪ Benoît, Paul, MDDEP (en remplacement de M. Pierre Paquin) ▪ Bilodeau, Angèle, MAPAQ – Ouest ▪ Blanchette, Bertrand, SQ (en remplacement de M^{me} Patricia Rousseau) ▪ Dumont, Johanne, MAMR – DDRM ▪ Fortin, Hélène, MESS (en remplacement de M^{me} Diane Landriault) ▪ Gagnon, Guy, MICC ▪ Gosseil, Élise, CSF ▪ Goudreault, Annie, MCCCCF ▪ Lafortune, Yves, MDEIE ▪ Laroche, Sylvie, MTQ – Est ▪ Lessard, Jean-Pierre, MAPAQ – Est ▪ Morissette, Réjean, SAA 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sabourin, Robert, MAMR, président de la CAR ▪ Sauvé, Jocelyne, ASSSM ▪ Thonney, Rose-Mary, MFA <p>Observateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Barriault, Sylvie, MAMR ▪ Bienvenu, Michel, CRÉ de Longueuil ▪ Laberge, Jacques, CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent ▪ Perreault, Marie-Eve, MAMR ▪ Sabourin, Patrick, CRÉ Montérégie Est 	<p>Membres absents :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Culée, Francis, MELS ▪ Dubé, Marie-Josée, bureau du ministre responsable de la Montérégie ▪ Fortin, Louise-Esther, MRI ▪ Fournier, Jean, MTO ▪ Girouard, Pierre, FADQ ▪ Grieco, Émile, MDDEP ▪ Letendre, Michel, MRNF ▪ Migneault, Diane, MSP
---	--	--

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
<p>2. Programme Jeunes explorateurs d'un jour</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter le programme, la structure et le fonctionnement de JEUJ ➤ Trouver de nouveaux collaborateurs dans la fonction publique 	<p>M^{me} Isabelle Cloutier et M. Philippe Auger présentent le programme Jeunes explorateurs d'un jour dans le but de recruter des ministères et organismes qui seraient intéressés à y participer. Au préalable, une pochette d'information est remise à tous les participants présents à la réunion. Le programme permet à un jeune de faire un stage d'une journée au sein de la fonction publique. Ce programme en est à sa quatrième année et cette année, la journée aura lieu le 23 avril 2009. M^{me} Cloutier invite les représentants des différents ministères et organismes à discuter du programme dans leur équipe et à communiquer avec eux s'ils se montrent intéressés. Durant la présentation, les participants font part des commentaires suivants :</p>	<p>M^{me} Cloutier contactera les ministères et organismes en février pour les encourager à participer au programme.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ (M. Yves Lafortune) Pour le recrutement des jeunes, les institutions privées pourraient être ciblées. À proximité, on en retrouve trois. ➤ (M^{me} Hélène Fortin) Le site Internet toutpoureussir.com constitue une source d'information pertinente à faire connaître. ➤ (M. Réjean Morissette) Le programme Jeunes explorateurs d'un jour devrait cibler de façon plus particulière les communautés autochtones, de sorte à démystifier la fonction publique, notamment auprès des Atikameks et des Innus. 	
1. Ordre du jour ➤ Adopter un ordre du jour pour la réunion	M. Robert Sabourin dépose une nouvelle version de l'ordre du jour qui diffère de la version envoyée par courriel pour les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les dates des prochaines rencontres; ➤ La correction d'une erreur dans le nom d'un directeur général de CRÉ. L'ordre du jour remis séance tenante est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des participants ➤ Présenter tous les participants ➤ Connaître les changements organisationnels des M/O en région ➤ Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale 4. 3 CRÉ de la Montérégie ➤ Présentation brève des travaux et des dossiers des 3 CRÉ de la Montérégie 11. Table économique de la CAR ➤ État de situation des grands dossiers économiques ➤ État de situation des travaux ACCORD 13. Approche territoriale intégrée (ATI) ➤ État de mise en œuvre de l'ATI	À la suggestion de M. Robert Sabourin, les points 3 et 4 de l'ordre du jour sont traités dans un même tour de table, s'additionnent également les points 11 et 13 . Ainsi, à tour de rôle, les participants se présentent et font état des informations qu'ils jugent pertinentes de communiquer à la CAR en lien avec leur ministère ou organisme. Quelques dossiers chauds sont ciblés (dynamique particulière à Kahnawake, construction et réparation d'infrastructures routières, changements climatiques comme priorité au MDDEP en 2009, crise financière [réduction des investissements privés, notamment dans l'industrie des métaux] et changement de statut des travailleurs autonomes devenus salariés dans les services de garde en milieu familial). Certains nouveaux projets, nouvelles mesures et nouvelles publications sont également communiqués, dont : <ul style="list-style-type: none"> ➤ (M. Patrick Sabourin) Charte de développement durable à la CRÉ Montérégie Est. ➤ (M. Guy Gagnon) Nouveau plan stratégique pour le MICC. ➤ (M^{me} Johanne Dumont) Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif. ➤ (M^{me} Angèle Bilodeau) Mise en place d'un projet pilote dans la MRC de Roussillon en lien avec le plan de développement de la zone agricole. ➤ (M. Bertrand Blanchette) Ouverture d'un nouveau bureau de Services Québec à Huntingdon prévue pour le 2 mars 2009 et consolidation de deux bureaux en un seul à l'intérieur des villes de Granby, de Saint-Hyacinthe et de Longueuil (à venir). 	

	<p>De plus, M. Jean-Pierre Lessard distribue des blocs-notes visant à encourager les participants à s'impliquer personnellement dans le projet « Mettez le Québec dans votre assiette », qui privilégie l'achat de produits alimentaires québécois. M^{me} Angèle Bilodeau suggère à son tour d'offrir des produits québécois en cadeau de Noël.</p> <p>Les directeurs généraux des 3 CRÉ font état de l'avancement de leurs projets respectifs, notamment en ce qui a trait à la mise en œuvre de leurs différentes ententes spécifiques. Deux nouveaux projets sont prévus sur le territoire de la CRÉ de Longueuil, soit un nouveau centre de foire et un centre nautique.</p> <p>M^{me} Hélène Fortin mentionne qu'à ce jour, les 3 CRÉ ont signé une entente ATI (ou RUI dans le cas de Longueuil). L'entente de la CRÉ VHSL s'échelonne sur 3 ans, alors que celle de la CRÉ Montérégie Est est d'un an et se termine le 31 mars 2009. Il est toutefois possible que cette dernière soit renouvelée en janvier. M. Michel Bienvenu ajoute que 5 zones RUI ont été identifiées à l'intérieur du territoire de Longueuil.</p> <p>M. Robert Sabourin conclut le tour de table en mentionnant que la TGAT, qui n'a pas fait de rencontres depuis plusieurs mois, en prévoit une en janvier ou février. Il mentionne aussi qu'une rencontre de la TQM a eu lieu le 31 octobre, alors que la rencontre de la TQR technique s'est tenue le 28 novembre. À cette dernière rencontre, il a notamment été question de persévérance scolaire et d'économie sociale.</p>	
<p>5. Dernière rencontre</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 22 mai 2008 ➤ Discuter de tous les suivis découlant des points à l'ordre du jour de cette réunion 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le compte rendu de la réunion du 22 mai 2008 est adopté tel que présenté. ➤ Aucun point de suivi n'est apporté. 	
<p>6. Retour sur le lac-à-l'épaule</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Recueillir les commentaires généraux ➤ Évaluer la journée de réflexion ➤ Planifier les prochaines étapes 	<p>Considérant qu'il n'y avait pas eu d'évaluation suite au lac-à-l'épaule de la CAR, M. Robert Sabourin suggère de faire un tour de table pour ceux et celles qui seraient intéressés à donner leurs commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Yves Lafortune affirme avoir apprécié l'activité, mais il aurait préféré que le tout prenne une dimension plus concrète. Il mentionne également que le roulement de personnes à la CAR (ex. : substitut) occasionne certaines difficultés dans la continuité des activités de la CAR. ➤ M. Guy Gagnon formule le souhait que le thème de la « modulation » fasse l'objet d'une discussion de travail à part entière. ➤ M. Robert Sabourin demande, en prévision d'une autre journée de travail, si un atelier élargi à l'ensemble des participants serait préférable à la formation de plusieurs groupes. Les participants sont d'accord pour l'approche élargie, 	<p>Rencontre du comité de suivi du lac-à-l'épaule prévue en janvier. Les membres du comité sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Guy Gagnon, MICC ➤ M. Yves Lafortune, MDEIE ➤ M. Pierre Paquin, MDDEP ➤ MAMR

Mesures proposées pour réduire les impacts d'une subdivision territoriale complexe en Montérégie

N°	Mesures proposées	Contexte	Responsabilité			Synthèse des commentaires par atelier
			RÉG.	TGAT	EXÉC.	
18	Adhésion des ministères présents en Montérégie au principe de modulation en fonction de chaque territoire de CRÉ	<ul style="list-style-type: none"> En créant trois CRÉ en Montérégie, le gouvernement a reconnu l'existence de trois territoires de planification distincts. 	X	X		<ol style="list-style-type: none"> Redondant, mais on adhère quand même. Le gouvernement doit être conséquent avec la création des 3 CRÉ. = budget x 3 Ce point n'a pas fait l'objet de discussion.
19	Réunir, au besoin, tous les présidents de CAR des régions complètement ou partiellement incluses sur le territoire de la CMM	<ul style="list-style-type: none"> Il existe actuellement un forum métropolitain des partenaires composé notamment des membres des CAR de Laval, de Montréal et de la Montérégie. Ce forum est d'abord et avant tout un lieu d'échanges sur les grands dossiers métropolitains. Des réunions des présidents de CAR de toutes les régions sur le territoire de la CMM seraient davantage axées sur des enjeux plus précis nécessitant une certaine forme de concertation. Les directeurs généraux des CRÉ de Lanaudière, des Laurentides, de Laval, de Montréal et des trois CRÉ de la Montérégie se rencontrent aussi occasionnellement à des fins de concertation. 	X		X	<ol style="list-style-type: none"> Consensus. Mais plutôt interne au MAMR. Consensus. Ce point n'a pas fait l'objet de discussion.
20	Compiler les informations de base sur chaque organisme public oeuvrant sur le territoire de la Montérégie	<ul style="list-style-type: none"> La subdivision territoriale complexe fait en sorte qu'il est difficile de savoir qui fait quoi et pour qui en Montérégie. Il serait important que tous les intervenants en matière de développement régional oeuvrant sur le territoire de la Montérégie puissent avoir accès à des informations de base sur chaque organisme public oeuvrant dans la région : statut légal, gouvernance, mission et principaux mandats, territoire visé, etc. Une meilleure connaissance des organismes du milieu permettrait notamment de réduire les sources de conflit. 	X			<ol style="list-style-type: none"> Utopique étant donné que nos propres bottins (M/O) ne sont pas à jour. Vœu pieux. Consensus. C'est une bonne idée pour apprendre à se connaître.
21	Convenir de l'importance de régler rapidement tout conflit qui pourrait surgir entre les nombreuses instances régionales en Montérégie et prévoir un mécanisme de conciliation et d'arbitrage le cas échéant	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre élevé d'organismes et la complexité de l'offre de service en Montérégie engendrent occasionnellement des situations conflictuelles. Dans le contexte de la nouvelle gouvernance où « l'intérêt général émerge d'une coopération horizontale entre partenaires égaux », il est essentiel de faire preuve de solidarité au niveau régional. 	X			<ol style="list-style-type: none"> Non, pas nécessaire. On est capable de se parler. Consensus. Ce point n'a pas fait l'objet de discussion.

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 11 décembre 2008 à 9 h

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

201, place Charles-Le Moyne, bureau 1.01

Salle Les Appalaches

Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heure	No	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents	Suivi
9 h 00	1	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter un ordre du jour pour la réunion	Robert Sabourin (MAMR)	Transmis par courriel	
9 h 05	2	Programme Jeunes explorateurs d'un jour (25 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter le programme, la structure et le fonctionnement de JEUI• Trouver de nouveaux collaborateurs dans la fonction publique	Isabelle Cloutier Philippe Auger (Jeunes explorateurs d'un jour)		
9 h 30	3	Présentation des participants (20 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter tous les participants• Connaître les changements organisationnels des M/O en région• Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale	Tous les participants		
9 h 50	4	3 CRÉ de la Montérégie (15 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présentation brève des travaux et des dossiers des 3 CRÉ de la Montérégie	Patrick Sabourin Michel Bienvenu Jacques Laberge (CRÉ)		
10 h 05	5	Dernière rencontre (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter le compte rendu de la réunion du 22 mai 2008• Discuter de tous les suivis découlant des points à l'ordre du jour de cette réunion	Robert Sabourin (MAMR)	Transmis par courriel	
10 h 10	6	Retour sur le lac-à-l'épaule (10 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Recueillir les commentaires généraux• Évaluer la journée de réflexion• Planifier les prochaines étapes	Robert Sabourin (MAMR)		
10 h 20	7	Pause (10 min.)				

	<p>pourvu que le tout soit structuré (M. Patrick Sabourin) et que l'on puisse avoir accès à la documentation au préalable (M. Guy Gagnon).</p>	
<p>8. Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Proposition pour la mise en place d'un sous-comité de la CAR ➤ Proposition pour la mise en place de comités d'analyse des projets présentés dans le cadre de Québec en Forme 	<p>Le comité régional PAG s'est rencontré le 2 octobre dernier. Les directeurs généraux des 3 CRÉ étaient présents, de même qu'un représentant de Loisir et Sport Montérégie. M^{me} Jocelyne Sauvé demande s'il y a des ministères ou organismes qui se sentent exclus de la démarche. M. Guy Gagnon manifeste son intérêt à participer. Cette proposition est acceptée par M^{me} Sauvé. De plus, elle mentionne qu'idéalement, ce sont les personnes siégeant à la CAR qui doivent être les représentants au comité régional et qu'il est préférable d'éviter les substituts.</p>	<p>Le mandat et la composition du comité régional PAG seront déposés sur l'Extranet de la CAR.</p> <p>Rencontre du comité régional PAG prévue la semaine prochaine. Chaque ministère ou organisme présentera ses principales actions.</p> <p>Trois projets ont été à ce jour soumis pour Québec en Forme. Comme ils sont issus de la CRÉ Montérégie Est, M^{me} Sauvé invite les autres CRÉ à mobiliser leur milieu pour soumettre des projets.</p>
<p>9. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter le plan d'action ➤ Dresser le portrait des 3 municipalités dévitalisées de la Montérégie ➤ Faire le rapport des premiers contacts avec les municipalités dévitalisées 	<p>(Dépôt d'une feuille identifiant les programmes du MAMR ayant une incidence économique)</p> <p>M. Robert Sabourin fait une présentation PowerPoint sur le plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées. Il présente les 3 municipalités dévitalisées de la Montérégie et aborde le concept d'indice de développement, qui permet d'établir si une municipalité est dévitalisée ou non. Suite à la présentation des conditions de réussite, il insiste sur le fait que le plan d'action vise une approche de modulation en établissant 3 mots clés : souplesse, flexibilité et adaptation. Les principes fondamentaux du plan d'action sont énoncés, de même que les lignes directrices. Finalement, les mécanismes de mise en œuvre sont présentés à 2 niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le plan gouvernemental (comité interministériel et comité de la CAR); ➤ Sur le plan local (démarche de planification par les municipalités dévitalisées et la MRC). <p>Le rôle du gouvernement en est un d'accompagnement. À cet effet, M. Robert Sauvé participera à une prochaine réunion de la CAR. L'enveloppe budgétaire est présentée, de même que les différents volets y étant associés.</p> <p>(Dépôt des diapositives de la présentation et d'une compilation des mesures gouvernementales reliées au plan d'action – invitation à consulter le plan d'action pour de plus amples détails).</p>	<p>Un comité de la CAR pour la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées devra être formé au début de l'année 2009.</p>

10. Politique nationale de la ruralité ➤ État de situation	<p>M^{me} Marie-Eve Perreault donne de l'information sur les produits de spécialités et sur les laboratoires ruraux. Elle mentionne, entre autres, que les produits de spécialité ont pour but de diversifier l'économie. Concernant les laboratoires ruraux, les participants sont informés que le 2^e appel de projets a été retardé en raison des élections et qu'une lettre d'intention sera reçue en janvier concernant le 3^e appel de projets.</p> <p>Elle informe également les participants qu'une ressource du MAMR au central à Québec sera mise à contribution lors de la prochaine rencontre des agents ruraux de l'ensemble de la Montérégie pour leur expliquer le concept de modulation.</p>	<p>Certains ministères et organismes seront sollicités pour faire des avis sectoriels dans le cadre du 3^e appel de projets des laboratoires ruraux.</p> <p>Les problématiques relevées à la rencontre des agents ruraux seront notées et présentées à une prochaine rencontre de la CAR.</p>
12. Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes ➤ État de situation ➤ Compte rendu de la rencontre du Réseau égalité	<p>M^{me} Johanne Dumont mentionne l'impact des élections municipales 2009 en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes. Au MAMR, un effort est déployé dans le but de susciter l'augmentation du nombre de candidatures féminines. Outre les femmes, une sensibilisation est aussi faite dans le but d'inciter les personnes handicapées et les personnes immigrantes à se prévaloir de leur droit de vote. Deux projets sont en cours, soit l'élaboration d'un calendrier dont le lancement a été reporté de novembre à janvier/février et l'élaboration du guide « Mairesse ou maire : pourquoi pas vous ? ».</p>	
14. Calendrier des prochaines rencontres ➤ Proposer les dates suivantes pour 2009 : <ul style="list-style-type: none"> • 10 février (mardi) • 12 mai (mardi) • 15 septembre (mardi) • 10 novembre (mardi) 	<p>Tous les participants s'entendent pour que les rencontres aient lieu les mardis après-midi.</p> <p>M. Réjean Morissette suggère de s'inspirer de la CAR de Trois-Rivières pour dynamiser les rencontres. Il propose de varier le lieu de rencontre et d'impliquer les préfets de MRC pour l'accueil sur les différents territoires de MRC visités.</p> <p>Il est statué que la prochaine rencontre (10 février) soit d'une journée complète pour faire le retour sur le lac-à-l'épaule. M. Jacques Laberge suggère que ce soit à l'Exporail de Saint-Constant (à confirmer).</p>	<p>Confirmer le lieu de la prochaine rencontre de la CAR.</p>
14. Varia	➤ Aucun point n'est abordé.	

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 10 février 2009 à 9 h

Exporail, le Musée ferroviaire canadien

110, rue Saint-Pierre à Saint-Constant

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heure	No	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
9 h 00	1	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter un ordre du jour pour la réunion 	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
9 h 05	2	Présentation des participants (45 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Présenter tous les participants • Connaître les changements organisationnels des M/O en région • Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale • Présentation brève des travaux et des dossiers des 3 CRÉ de la Montérégie 	Tous les participants	
9 h 50	3	Dernière rencontre (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter le compte rendu de la réunion du 11 décembre 2008 • Discuter de tous les suivis découlant des points à l'ordre du jour de cette réunion 	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
9 h 55	4	Table économique de la CAR (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de situation des grands dossiers économiques • État de situation des travaux ACCORD 	Yves Lafortune (MDEIE)	
10 h 00	5	Politique nationale de la ruralité (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de situation 	Marie-Eve Perreault (MAMROT)	
10 h 05	6	Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de situation 	Annie Goudreault (MCCCCF)	
10 h 10	7	Approche territoriale intégrée (ATI) (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de mise en oeuvre de l'ATI 	Diane Landriault (E-Q / MESS)	
10 h 15	8	Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • État de situation 	Jocelyne Sauvé (ASSSM)	
10 h 20		Pause (20 min.)			

Heure	No	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
10 h 40	9	Table interordre (20 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présenter un état de situation des principaux dossiers de la table interordre Discuter du dossier de la persévérance scolaire 	Francis Culée (MELS)	
11 h 00	10	Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif (20 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présenter le plan d'action Discuter du dossier de l'économie sociale 	Sylvie Barriault (MAMROT)	
11 h 20	11	Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées (20 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présenter les problématiques locales des 3 municipalités dévitalisées de la Montérégie 	Robert Sabourin (MAMROT)	
11 h 40		Dîner et visite du musée			
13 h 00	12	Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées - suite (30 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Discuter de la mise en oeuvre d'une démarche gouvernementale régionalisée 	Robert Sauvé (MAMROT)	
13 h 30	13	Retour sur les propositions discutées lors du lac-à-l'épaulé (90 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Convenir des mesures proposées pour dynamiser les actions de la CAR et favoriser la modulation des interventions gouvernementales en fonction des territoires de CRÉ 	Robert Sabourin Robert Sauvé (MAMROT)	Transmis par courriel
15 h 00		Fin de la réunion			

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE

Compte rendu de la réunion du 10 février 2009

<p>Membres présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bilodeau, Angèle, MAPAQ – Ouest ▪ Culée, Francis, MELS ▪ Dumont, Johanne, MAMROT – DDRM ▪ Gagnon, Guy, MICC ▪ Gosselin, Élise, CSF ▪ Goudreault, Annie, MCCCCF ▪ Lafortune, Yves, MDEIE ▪ Landriault, Diane, E-Q / MESS ▪ Laroche, Sylvie, MTQ – Est ▪ Leblanc, Daniel, MDDEP (en remplacement de M. Pierre Paquin) ▪ Lessard, Jean-Pierre, MAPAQ – Est 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Letendre, Michel, MRNF ▪ Migneault, Diane, MSP ▪ Morin, Julie, MTQ – Ouest (en remplacement de M. Bernard Caron) ▪ Rousseau, Patricia, Services Québec ▪ Sabourin, Robert, MAMROT, président de la CAR ▪ Sauvé, Jocelyne, ASSSM <p>Observateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Barriault, Sylvie, MAMROT ▪ Bienvenu, Michel, CRÉ de Longueuil ▪ Brière, Emmanuelle, bureau de la ministre responsable de la Montérégie ▪ Dubé, Marie-Josée, bureau de la ministre responsable de la Montérégie ▪ Laberge, Jacques, CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent ▪ Ouellet, France, MAMROT ▪ Perreault, Marie-Eve, MAMROT ▪ Sabourin, Patrick, CRÉ Montérégie Est ▪ Sauvé, Robert, sous-ministre associé MAMROT 	<p>Membres absents :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Allie, Robert, OPHQ ▪ Fortin, Louise-Esther, MRI ▪ Fournier, Jean, MTO ▪ Girouard, Pierre, FADQ ▪ Grieco, Émile, MDDEP ▪ Morissette, Réjean, SAA ▪ Thonney, Rose-Mary, MFA
--	---	--

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
<p>1. Ordre du jour</p> <p>➤ Adopter un ordre du jour pour la réunion</p>	<p>M. Robert Sabourin explique le déroulement de la journée. Il fait ensuite la présentation de l'ordre du jour et celui-ci est adopté tel que présenté. Il en profite pour remercier la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, qui nous accueille dans sa région, et les 3 CRÉ, qui nous reçoivent pour le dîner.</p>	

<p>2. Présentation des participants</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter tous les participants ➤ Connaître les changements organisationnels des M/O en région ➤ Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale ➤ Présentation brève des travaux et des dossiers des 3 CRÉ de la Montérégie 	<p>Les participants se présentent à tour de rôle et font état des différents changements structurels, ainsi que des nouvelles politiques ou activités de leur organisation respective, le cas échéant.</p> <p>Il est à noter qu'un membre de la CAR nous quittera cette semaine : M. Yves Lafortune, du MDEIE, relèvera de nouveaux défis au sein de ce même ministère, mais comme directeur Europe.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M^{me} Jocelyne Sauvé (ASSSM) : Élaboration d'une nouvelle planification stratégique. Le dépôt devrait se faire vers le mois de septembre ou d'octobre 2009. ➤ M. Daniel Leblanc (MDDEP) : Entente de coopération en matière d'environnement à renouveler (entente entre le gouvernement du Québec et les États du Vermont et de New York concernant la gestion du lac Champlain). Un nouveau plan d'action sera élaboré en 2009. Un comité de travail sera mis sur pied prochainement. ➤ M^{mes} Sylvie Laroche et Julie Morin (MTQ) : La région de la Montérégie remporte la palme en matière d'investissements dans le réseau routier, il y aura donc beaucoup de chantiers en 2009. ➤ M^{me} Diane Migneault (MSP) : Trois documents de doctrine seront lancés lors du Colloque sur la sécurité civile. Une courte présentation pourrait être faite lors de la prochaine CAR. ➤ M^{mes} Emmanuelle Brière et Marie-Josée Dubé (bureau de la ministre responsable de la Montérégie) : M^{me} Nicole Ménard (députée de Laporte et ministre du Tourisme) est la nouvelle ministre responsable de la région de la Montérégie, en remplacement de M. Jean-Marc Fournier, qui prend une pause de la vie politique. En raison des nombreux dossiers sur le territoire, une deuxième ressource a été embauchée. Il s'agit de M^{me} Brière, qui s'occupera des communications, de la visibilité et du dossier « culture ». Quant à M^{me} Dubé, elle s'occupera du côté « contenu » des dossiers. Une rencontre d'environ une heure entre les membres de la CAR et M^{me} Ménard serait à prévoir. ➤ M^{me} Johanne Dumont (MAMROT) : Le prochain Forum métropolitain des partenaires aura lieu le 19 mars 2009. ➤ M^{me} Diane Landriault (E.-Q./MESS) : Annonce d'un programme spécial de soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique, afin d'atténuer, lorsque possible, les incidences de la baisse des activités dans les entreprises. ➤ M. Jacques Laberge (CRÉ VHSL) : Le lancement du plan de lutte à la pauvreté de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent a eu lieu la semaine dernière. Le budget est de 910 000 \$ / 3 ans. Cinq projets sont déjà acceptés. Différentes ententes sont à signer, entre autres celle sur le projet de réussite éducative et celle sur l'économie sociale. 	<p>Prévoir une présentation lors de la prochaine CAR.</p> <p>Prévoir, lors d'une prochaine réunion, une rencontre d'environ une heure avec la ministre responsable de la Montérégie, M^{me} Nicole Ménard.</p>
---	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Patrick Sabourin (CRÉ ME) : La CRÉ est à renouveler ses 19 ententes administratives qui se terminent le 31 mars 2009. Une invitation a été lancée aux 107 maires de la Montérégie Est, afin que le mandat de la CRÉ leur soit expliqué et qu'ils adhèrent à sa démarche (au service de la population). Cette rencontre aura lieu le 24 février et un compte rendu de cette rencontre sera présenté à la CAR. ➤ M. Michel Bienvenu (CRÉ L) : La CRÉ est en mode réalisation... environ 20 ententes sont en cours. Il mentionne que des problèmes sont à venir avec l'URLS, puisqu'il y a un sous-financement en Montérégie. 	Compte rendu de la rencontre avec les maires à présenter.
3. Dernière rencontre <ul style="list-style-type: none"> ➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 11 décembre 2008 ➤ Discuter de tous les suivis découlant des points à l'ordre du jour de cette réunion 	<p>Le compte rendu de la réunion du 11 décembre 2008 est adopté avec la modification suivante : au point 6, ajouter les trois directeurs généraux des CRÉ dans la liste des membres du comité de suivi du lac-à-l'épaule.</p> <p>Les points de suivi relatifs à cette réunion sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ En ce qui concerne le dépôt sur le site Extranet de la CAR du mandat et de la composition du comité régional PAG sur les saines habitudes de vie, ces documents seront déposés prochainement. ➤ Pour ce qui est de la formation d'un comité de la CAR pour la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées, nous allons attendre que le contrat de diversification et de développement soit signé avec la MRC Pierre-De Saurel. 	Documents PAG à intégrer au site Extranet de la CAR.
4. Table économique de la CAR <ul style="list-style-type: none"> ➤ État de situation des grands dossiers économiques ➤ État de situation des travaux ACCORD 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Il n'y a pas eu de rencontre de la table économique récemment. ➤ La crise économique touche la Montérégie à divers niveaux. On retrouve des signaux inquiétants : des usines ferment, les entreprises perdent des contrats et ne réinvestissent plus. Le MDEIE projette que le creux de la vague sera atteint durant les mois de mai et juin 2009. ➤ De nouveaux programmes du MDEIE seront annoncés pour le redressement et la rétention d'entreprises. ➤ Un nouveau créneau ACCORD sur les matériaux souples verra le jour à l'automne 2009. 	
5. Politique nationale de la ruralité <ul style="list-style-type: none"> ➤ État de situation 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ M^{me} Marie-Eve Perreault présente les actions entreprises en ruralité au cours de l'année 2008-2009. Elle rappelle que les MRC ont reçu une bonification de leur enveloppe et que ce montant pourrait servir aux municipalités dévitalisées et à des projets de territoire. Elle fait aussi le point sur les laboratoires ruraux. Deux (2) projets ont été acceptés dans la région pour le 2^e appel de projets. Ils seront connus incessamment. Le 3^e appel de projet se termine prochainement. 	Au cours des prochaines semaines, certains ministères seront sollicités pour des avis dans le cadre des laboratoires ruraux.
6. Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes <ul style="list-style-type: none"> ➤ État de situation 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ M^{me} Annie Goudreault nous informe qu'une seule région, le Bas-Saint-Laurent, à une CAR égalité. Elle reviendra à une prochaine réunion sur le fonctionnement de celle-ci. 	Le fonctionnement d'une CAR égalité pourrait être expliqué lors d'une prochaine rencontre.

7. Approche territoriale intégrée (ATI) ➤ État de mise en œuvre de l'ATI	➤ Aucune nouvelle information sur ce point.	
8. Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids ➤ État de situation	➤ M ^{me} Jocelyne Sauvé nous informe qu'une réunion est prévue au cours de la semaine pour faire la synthèse des priorités régionales.	Une fiche et les priorités régionales pourraient être présentées lors d'une prochaine rencontre.
9. Table interordre ➤ Présenter un état de situation des principaux dossiers de la table interordre ➤ Discuter du dossier de la persévérance scolaire	➤ M. Francis Culée rappelle que la table interordre est un mécanisme de concertation en éducation mis en place il y a deux ans. Il existe un plan stratégique pour guider l'offre de formation. ➤ Dans la région, il ressort un problème de transport collectif. La table aimerait faire une étude de faisabilité pour développer des stratégies. Cela pourrait être un enjeu de concertation régionale. M. Culée invite les personnes interpellées à communiquer avec lui. M. Jacques Laberge mentionne qu'à ce sujet, la CRÉ VHSL s'engage présentement dans une action concertée avec les MRC de son territoire. ➤ Au niveau du décrochage scolaire, une stratégie de promotion de la persévérance scolaire est en cours. La table contribue en terme d'expertise au niveau de la conciliation travail-étude et encourage l'entrepreneuriat chez les jeunes. ➤ Le décrochage scolaire devient un enjeu social important. Malgré tous les efforts, il n'y a pas d'amélioration de la situation. Une chaire de recherche désire développer une expertise multidisciplinaire pour connaître les vraies causes. ➤ Le MELS travaille présentement sur une entente avec l'ASSSM pour une formation de la main-d'œuvre en santé.	
10. Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif ➤ Présenter le plan d'action ➤ Discuter du dossier de l'économie sociale	➤ À partir d'une <i>Fiche de présentation</i> , à savoir le nouveau gabarit commun pour les présentations dont s'est dotée la CAR, M ^{me} Sylvie Barriault présente le <i>Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif – Économie sociale. Pour des communautés plus solidaires</i> . La fiche sera prochainement déposée sur le site Extranet de la CAR et certaines précisions y seront apportées. ➤ Le plan d'action gouvernemental vise notamment à offrir le soutien aux activités de mise en réseau des entreprises d'économie sociale. Sur le plan régional, la conclusion d'ententes spécifiques avec les CRÉ pourra être consacrée aux Pôles régionaux d'économie sociale. Le MAMROT donnera 50 000 \$ / an par CRÉ sur 5 ans. ➤ M ^{me} Johanne Dumont explique plus en détail l'enveloppe budgétaire de 850 000 \$ / an sur 5 ans applicable au territoire ciblé de la CMM. ➤ Un temps de discussion est réservé pour connaître la position des CRÉ concernant à certains sujets ciblés.	Fiche résumant le <i>Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif – Économie sociale. Pour des communautés plus solidaires</i> à corriger et à intégrer au site Extranet de la CAR.

<p>11 et 12. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter les problématiques locales des 3 municipalités dévitalisées de la Montérégie ➤ Discuter de la mise en oeuvre d'une démarche gouvernementale régionalisée 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Présentation par M. Robert Sabourin des problématiques vécues par les 3 municipalités dévitalisées de la région. ➤ M. Robert Sauvé nous informe qu'il revient à la CAR de décider comment elle veut travailler sur le terrain. Il existe une certaine souplesse pour la mise en oeuvre du programme (ex. : pour le territoire d'application). ➤ Des efforts de modulation seront à faire au niveau régional. Selon les besoins, il peut s'agir d'ajuster un programme existant. La notion d'accompagnement des municipalités est aussi expliquée. ➤ M. Robert Sauvé nous informe que la CAR de la Montérégie est la douzième CAR qu'il visite. Il nous informe également qu'une réflexion est actuellement en cours pour définir le concept « d'occupation du territoire ». 	<p>Des sous-comités seront à mettre en place selon les besoins des municipalités.</p> <p>La direction régionale du MAMROT fera suivre une présentation et un cartable de formation aux membres des sous-comités sur les municipalités dévitalisées.</p> <p>Fiche résumant le <i>Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées</i> à intégrer au site Extranet de la CAR.</p>
<p>13. Retour sur les propositions discutées lors du lac-à-l'épaule</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Convenir des mesures proposées pour dynamiser les actions de la CAR et favoriser la modulation des interventions gouvernementales en fonction des territoires de CRÉ 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Robert Sauvé commente point par point le document des <i>Mesures proposées pour dynamiser davantage les actions de la CAR</i> et démontre ainsi son accord à l'ensemble des mesures proposées tout en apportant des éléments d'information sur l'amorce de mise en oeuvre de certaines propositions. Il soulève aussi quelques questionnements, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ○ Sur l'application et la difficulté de mise en oeuvre de certaines mesures. ○ Sur le fait que certaines mesures sont propres à la CAR de la Montérégie et difficilement exportables dans d'autres CAR. ➤ Les participants ont une semaine pour faire leurs commentaires sur le document qui sera par la suite déposé à la TGAT. 	<p>Réception des commentaires des participants en ce qui concerne le document sur les <i>Mesures proposées pour dynamiser davantage les actions de la CAR</i>, modifications s'il y a lieu et dépôt du document à la TGAT.</p>

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 11 avril 2008, 9h00 à 12h00

Hôtel Le Dauphin

Salle Royal 1

600, boul. Saint-Joseph, Drummondville

Tél. : (819) 478-4141

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 14 décembre 2007
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. Politique nationale de la ruralité 2007-2014
 - 4.2. Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec
 - 4.3. Expérimentation en régionalisation
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. Présentation du MAPAQ (*Stratégie Le Québec dans votre assiette*; *Portrait de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Centre-du-Québec*; *Rapport Pronovost*)
6. Affaires nouvelles
 - 6.1. Budget 2008-2009 (tour de table)
 - 6.2. Gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre (CSPQ)
 - 6.3. Cyanobactéries (MDDEP)
 - 6.4. Consultation régionale – Livre vert sur la forêt
7. Divers
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
 - 8.1. Les niveaux d'immigration (MICC)
 - 8.2. Politique de tarification de Services Québec (Services Québec)
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre

COMPTE RENDU DE LA CAR CENTRE-DU-QUÉBEC

DATE : Vendredi 11 avril 2008, 9h00 à 12h00
ENDROIT : Hôtel Le Dauphin, 600, boul. St-Joseph, Drummondville
819 478-4141

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs : Luc Couture, (MAPAQ)
Guy Désilets, (RBQ)
Jacques Fugère, (CSPQ)
Claude Lamarre, (MELS)
Claude-Henri Léveillé, (CRÉCQ)
Luc Martel, (MICC)
Alain Simard, (MRNF)
Luc St-Martin, (MDDEP)

Mesdames : Brigitte Blais (MTQ en remplacement de
M. Carpentier)
Christiane Bonfanti, (CSPQ)
Nancy Hébert (Services Québec en
remplacement de F. Beaudoin)
Annie Lafrance, (FAQ)
Hélène McGEE, (MCCCF)
Isabelle Olivier, (MDDEP)
Carmen Picard (MDEIE en
remplacement de V. Bourassa)
Lorraine St-Cyr, (E-Q)
Sandra Shee, (CSF)
Rose-Mary Thonney, (MFA)

Ministère des Affaires municipales
et des Régions :

Gaétan Désilets, président
Normand Bélisle
Michèle Doucet
Chantal Duford
Miguel Herrero
Céline Girard, secrétaire

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs : Serge Arpin, (MJQ)
Martin Bellerive (IQ)
Jean-Luc Bessette (MTO)

Roger Deschamps, (MSP)
André Dontigny, (ASSS)
Pierre Dufresne (SIQ)
Jacques Raymond, (MSP-Sécurité
civile)
Anacleto Santucci (RLQ)

Mesdames : Suzanne Beauvais, (CNT)
Anne Bourassa, (OPHQ)
Anne Fradette (MRI)
Christiane Lebleu, (MRQ)
Diane Limoges, (MELS)
Chantal Lussier, (MICC)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 35^e rencontre de la CAR-17 et souligne la présence de madame Brigitte Blais, adjointe de monsieur Marcel Carpentier au MTQ.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté tel que lu.

3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 14 décembre 2007

Le compte rendu est adopté sans modification.

4. Affaires découlant du compte rendu

4.1 Politique nationale de la ruralité 2007-2014

LABORATOIRES RURAUX

On dépose aux membres le tableau des résultats des laboratoires du Centre-du-Québec suite au premier appel de projets. Aucun laboratoire de la région n'a été retenu. Les résultats officiels de la première vague devraient être connus sous peu. On acheminera aux membres cette information dès qu'elle sera rendue disponible.

Les promoteurs de laboratoire non retenu ont jusqu'au 18 avril 2008 pour redéposer auprès du MAMR une nouvelle lettre d'intention dans le cadre du 2^e appel de projets. Ces derniers auront par la suite jusqu'au 2 juin 2008 pour déposer leur projet. Les demandes d'avis auprès des ministères concernés par ces laboratoires se feront dès le début juin.

Le MAMR souhaite procéder, comme lors du premier appel de projets, à une rencontre avec les ministères et organismes concernés afin de présenter les projets et échanger sur chacun d'eux. Une convocation leur sera adressée prochainement.

PRODUITS DE SPÉCIALITÉ

Trois projets ont été soutenus en 2007-2008 au Centre-du-Québec dans le cadre de cette mesure :

- Vignoble Sainte-Eulalie à Sainte-Eulalie pour la fabrication d'un vin rouge et d'un vin rosé;
- Les Cultures de chez-nous à Sainte-Brigitte-des-Saults pour la mise en marché d'un mignon de poireau ensaché (blanc de poireau);
- La Chèvrerie Mathurin à Sainte-Sophie-d'Halifax pour la fabrication d'un gelato de lait de chèvre, d'une confiture de lait de chèvre et d'un fromage emmenthal affiné aux fines herbes.

Pour 2008-2009, le budget dévolu à la région est de 100 000 \$. Deux nouvelles demandes sont présentement en analyse.

Rappelons que les décisions, dans le cadre de cette mesure, sont prises par le comité rural de la CAR-17 formé du MAPAQ, du MRNF, du MCCCCF, d'E-Q et du MAMR.

GRANDS PRIX DE LA RURALITÉ

Le MAMR a procédé, le 29 février 2008, au lancement des « Grands Prix de la ruralité ». Ces Grands Prix visent à rendre hommage aux leaders du développement rural et à mettre en lumière leurs réalisations les plus innovantes lors d'un événement annuel d'envergure nationale dont la première édition aura lieu en septembre 2008.

Les Grands Prix de la ruralité comprennent cinq catégories :

- Le Prix Hommage;
- Le Prix de la Mobilisation;
- Le Prix de l'Excellence-Innovation;
- Le Prix de l'Agent rural de l'année;
- Le Prix de l'Organisme rural de l'année.

Les organismes publics, les MRC, les municipalités, les agents de développement rural et les partenaires publics et privés qui contribuent à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité* ont jusqu'au 15 juin prochain pour soumettre leur candidature.

De plus, les MRC qui désirent accueillir l'événement sur leur territoire peuvent également soumettre leur candidature, et ce, au plus tard le 1^{er} mai 2008. Au Centre-du-Québec, deux MRC se montrent intéressées, soit Drummond et Nicolet-Yamaska.

Toute l'information sur ces Grands Prix de la ruralité est disponible sur le site internet du MAMR, à l'adresse suivante :

www.mamr.gouv.qc.ca/regions/regi_rura_prix.asp

4.2 Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec

Compte tenu de l'absence de monsieur Léveillé, ce point est reporté. Le président rappelle toutefois que lors de la dernière rencontre de la CAR-17, les membres ont été invités à transmettre leurs commentaires sur ce plan à la CRÉCQ.

Le même exercice a été demandé aux membres de la CRÉCQ lors du conseil d'administration du 13 décembre dernier.

L'adoption finale du plan sera peut-être prévue à la prochaine rencontre de la CRÉCQ, le 12 juin prochain.

4.3 Expérimentation en régionalisation

Le président fait part aux membres de l'état d'avancement du projet d'expérimentation en régionalisation du Centre-du-Québec :

- Une proposition de régionalisation a été élaborée et présentée à monsieur Robert Sauvé, sous-ministre associé aux affaires régionales et municipales du MAMR, le 6 février 2008;
- Suite aux échanges avec monsieur Sauvé, ce dernier nous demande de mettre cette proposition en veilleuse pour quelques mois (~ 4). Des faits nouveaux à court terme peuvent en effet modifier cette proposition et obliger une certaine révision des processus et une régionalisation des mandats au sein du MAMR;
- Toutefois, le président mentionne qu'il poursuivra ses échanges avec certains membres de la CAR afin de permettre l'amélioration de la desserte des services gouvernementaux au Centre-du-Québec.

De plus, le président dépose aux membres une mise à jour de l'état de situation des ententes spécifiques et de collaboration de la région en cours et à venir.

5. Période d'information et d'échanges

5.1 Présentation du MAPAQ

Monsieur Luc Couture (MAPAQ) est invité à présenter trois grands dossiers du ministère, soit le Portrait agricole et agroalimentaire du Centre-du-Québec, la Stratégie *Le Québec dans votre assiette* et le

Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Portrait agricole et agroalimentaire du Centre-du-Québec

- 90 % du territoire régional est zoné agricole, 60 % de ce territoire est occupé par des fermes mais seulement 37 % de cette zone est cultivée. Le reste de ce territoire est principalement en forêt;
- L'agriculture régionale est dominée par la production laitière;
- PIB bioalimentaire de 760 M\$ en 2005;
- 19 100 emplois dans ce secteur en région;
- Quelques productions vedettes où le Centre-du-Québec se démarque à l'échelle provinciale : 80 % de la production de canneberges du Québec, 57 % du lait de chèvre de transformation du Québec, 15 % du lait de brebis du Québec ;
- Le secteur de la transformation en est un d'importance pour l'économie régionale : 165 entreprises, 4 400 emplois, valeur des livraisons manufacturières de 1,4 milliard \$;
- À surveiller au mois de mai 2008, le MAPAQ publiera des portraits agricoles et agroalimentaires par MRC.

Rapport de la Commission Pronovost

Les éléments clés du rapport :

- Rappel de l'importance de l'agriculture et de l'agroalimentaire;
- Reconnaissance du bien-fondé du soutien de l'État;
- Confirmation du maintien des grands outils de la politique agricole tout en proposant leur modernisation.

Les recommandations de la Commission :

- Réviser l'aide de l'État à la production agricole;
- Adapter la mise en marché des produits agricoles;
- Appuyer la diversification des entreprises de transformation et de distribution alimentaires;
- Accroître l'offre de formation et de perfectionnement des ressources humaines;
- Accroître les ressources en recherche et innovation;
- Assurer une protection efficace du territoire tout en permettant des assouplissements aux règles;
- Mieux gérer nos interventions en environnement;
- Orienter la nouvelle politique agricole vers des objectifs de santé et de saine alimentation;
- Encourager l'utilisation de l'agriculture à d'autres fins que l'alimentation;
- Rétablir le leadership du MAPAQ.

Monsieur Couture dépose aux membres un fascicule portant sur la vision gouvernementale d'avenir pour l'agriculture et l'agroalimentaire québécois *La fierté d'en vivre, le plaisir de s'en nourrir* et nous mentionne l'importance de revaloriser le fait de vivre de l'agriculture afin d'assurer une relève dans ce secteur.

Les suites du rapport et les priorités du MAPAQ consistent à rapprocher le secteur des consommateurs, à renforcer la capacité concurrentielle des entreprises et à moderniser les grands piliers.

Mentionnons que diverses mesures seront annoncées au cours de l'année pour appuyer la mise en œuvre du Rapport Pronovost.

Stratégie Le Québec dans votre assiette

- Cette stratégie est une des premières réponses au Rapport Pronovost;
- L'objectif est d'accroître l'achat de produits québécois sur le marché intérieur, soit d'accroître d'un milliard de dollars, d'ici cinq ans, les achats des produits québécois (ce qui correspond à 30 \$ d'achat par personne par année).

Trois grandes orientations :

- Faire connaître les produits québécois et leurs qualités aux consommateurs;
- Meilleure identification des produits québécois;
- Identifier les tendances du marché intérieur et les faire connaître aux entrepreneurs.

Madame Annie Lafrance (FAQ) fait part aux membres que les « fermiers de famille » sont actuellement en pleine campagne de recrutement.

En effet, pour ceux et celles qui désirent recevoir des « paniers bio » tout au long de la saison (été-automne), vous pouvez dès maintenant adopter votre fermier de famille en vous inscrivant directement auprès des fermes participantes. Vous trouverez la liste de ces fermes sur le site d'Équiterre à l'adresse suivante :

www.equiterre.org/agriculture/paniersBios/listeFermes.php

Monsieur Luc Couture (MAPAQ) vous invite également à visiter les différents marchés publics de la région : Marché Godefroy (Bécancour), Marché bio des serres de Rose Drummond (Drummondville), Marché public de Drummondville, Marché des Bois-Francis (Victoriaville), Marché public de Saint-Ferdinand (à la marina), Marché public de Plessisville.

6. Affaires nouvelles

6.1 Budget 2008-2009 (tour de table)

Un bref tour de table volontaire est fait sur les nouvelles mesures du Budget 2008-2009.

MAMR :

- Le dossier de l'économie sociale fait maintenant partie des mandats du MAMR. Le nouveau budget prévoit une bonification de 200 K\$ par année du financement accordé au Chantier de l'économie sociale;
- Lancement du programme « Communautés rurales branchées » qui fait suite à « Villages branchés du Québec » et qui vise à poursuivre le développement du réseau Internet haute vitesse afin de construire les dernières ramifications qui permettront d'offrir le service à la périphérie des villages et de compléter le réseau des lieux d'accès publics. Une enveloppe de 20 M\$ au cours des cinq prochaines années y sera consacrée;

- Poursuite du soutien aux territoires en difficulté par l'octroi d'une nouvelle enveloppe de 38 M\$: prolongation de 2 ans du Fonds de soutien aux territoires en difficulté (FSTD), étendre ce fonds à toutes les MRC qui comprennent des municipalités en difficulté et création d'un nouveau volet du FSTD destiné spécifiquement aux MRC des régions centrales qui comprennent des municipalités en difficulté;
- Mise en place d'un crédit d'impôt à l'investissement de 5 % applicable à l'achat de matériel de fabrication et de transformation et accessible à l'ensemble des entreprises du Québec. Cette aide à l'investissement sera toutefois majorée selon l'éloignement des régions ressources.

MFA :

- Création de 20 000 places additionnelles en service de garde sur cinq ans, soit 2 000 places en 2007-2008 et 4 500 places par année sur les quatre prochaines années. L'attribution de ces nouvelles places se fera par appel de projets auprès des services de garde déjà existants. Toutes les régions recevront de nouvelles places, mais à hauteur variable. Les priorités régionales déterminées par les CRÉ seront prises en considération;
- Mentionnons que le MFA et la CRÉCQ ont signé, à l'automne 2007, une entente administrative afin d'évaluer les priorités et les besoins de la région en matière de places de garde et de garde atypique. L'élaboration de ce Plan régional d'accessibilité aux services de garde (PRA) est maintenant complétée.

MELS :

- Maintien des 22,5 M\$ prévus aux règles budgétaires pour soutenir les élèves handicapés et en difficulté d'adaptation et d'apprentissage (EHDA) de quelque 1 200 écoles de milieux moins défavorisés;
- De plus, le gouvernement ajoute des crédits additionnels de 5 M\$ en 2008-2009 et de 7,8 M\$ en 2009-2010 au MELS afin d'appuyer les efforts et d'assurer la réussite et l'intégration de ceux et celles qui vivent des difficultés en raison d'un handicap ou de difficultés d'apprentissage.

MAPAQ :

- Afin de permettre au secteur agricole et agroalimentaire de se renouveler et d'exploiter son plein potentiel, octroi de 60 M\$ au cours des cinq prochaines années pour la mise en place de mesures visant notamment la relève agricole, la diversification (9 M\$), la recherche et l'innovation ainsi que le développement de circuits courts de commercialisation (5 M\$);
- Stratégie d'accroissement des achats de produits alimentaires québécois « Le Québec dans votre assiette », investissement de l'ordre de 14 M\$ sur trois ans pour soutenir le déploiement de cette stratégie;
- Bonification du programme Prime-Vert.

MTQ :

- Des investissements de près de 104 M\$ dans les infrastructures routières de la région du Centre-du-Québec en 2008-2009, dont une somme de 11,2 M\$ prévue pour la réfection de 28 structures (ponts) sur le réseau municipal;
- Agence des viaducs et des ponts : Un comité de travail a été mis en place, les travaux avancent, mais rien n'est actuellement établi.

MICC :

- Mise en place de mesures additionnelles en francisation, soit franciser plus tôt avant l'arrivée au Québec des candidats sélectionnés, franciser plus en rejoignant de nouvelles clientèles, notamment au sein des entreprises et franciser mieux en arrimant le contenu des cours aux besoins de certaines professions;
- Financement accru en matière de régionalisation de l'immigration. Il pourrait y avoir possibilité de bonifier l'entente spécifique présentement en cours.

6.2 Gestion prévisionnelle de la main-d'oeuvre (CSPQ)

Monsieur Jacques-Fugère (CSPQ) débute en faisant part aux membres de deux brèves annonces :

- Dans le cadre du Programme d'accueil gouvernemental, une journée d'accueil aux nouveaux employés est prévue le 7 mai prochain à l'École nationale de police de Nicolet;
- Le 16 mai prochain, les gestionnaires sont invités à participer à une formation ayant pour thème *Pour plus de confort en gestion du rendement* dont le conférencier invité est monsieur Robert Laurin. Cette formation se tiendra au Moulin Michel de Gentilly de 9h à 16h.

Monsieur Fugère nous entretient par la suite sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre (GPMO).

Le CSPQ compte procéder à un exercice de GPMO pour la région de la Mauricie et également pour la région du Centre-du-Québec. Ce type d'exercice fut réalisé, en 2005, en Abitibi-Témiscamingue et a permis d'établir un meilleur portrait des effectifs de cette région.

Rappelons qu'en octobre 2006, le CSPQ, en collaboration avec le MAMR, a réalisé un portrait des effectifs de la fonction publique du Québec et du Centre-du-Québec 2001 à 2006.

La GPMO est une approche de gestion de main-d'œuvre qui permet d'avoir les bonnes personnes, au bon moment et au bon endroit.

L'exercice se voudrait participatif avec des *focus group* de 6 à 7 gestionnaires sur quatre thèmes distincts, soit :

- L'organisation du travail;
- La composition de l'effectif;
- Le recrutement et l'embauche;
- L'analyse de l'environnement de travail actuel.

On vise aller au-delà du simple portrait, le but étant de faire également ressortir les problématiques vécues et les réalités régionales afin d'y travailler.

C'est un exercice en continu qui devra être retravaillé au fur et à mesure. Plus d'informations seront transmises aux gestionnaires prochainement. Tous seront interpellés.

6.3 Cyanobactéries (MDDEP)

Monsieur Luc Saint-Martin (MDDEP) nous fait part d'informations récentes en matière de cyanobactéries :

- Rappelons qu'en septembre 2007, le gouvernement du Québec annonçait la mise en place du Plan d'intervention sur les algues bleu-vert 2007-2017 doté d'une enveloppe de 200 M\$ échelonnée sur une période de 10 ans, afin de lutter contre la prolifération des algues bleu-vert dans les lacs et les cours d'eau du Québec. Le volet agricole de ce plan compte sur une enveloppe de 145 M\$. Ce plan d'intervention prévoit la réalisation de 35 actions liées aux trois enjeux suivants, soit l'amélioration des connaissances pour mieux agir, la prévention contre les apports de phosphore aux plans d'eau et la sensibilisation, la prévention et la protection de la santé publique.
- Le 15 mars dernier se tenait à Victoriaville le « Forum régional pour contrer les cyanobactéries ». Organisé notamment par le Conseil régional de l'environnement et les organismes de bassin versant de la région, ce forum faisait suite aux rencontres d'information à la population tenues à l'automne et visait à améliorer les connaissances et à sensibiliser les participants sur les façons de développer ou de poursuivre leur plan de prévention contre les cyanobactéries à l'égard de leur lac ou rivière pour les années 2008-2009.
- De nouvelles procédures seront adoptées par le gouvernement à l'égard des avis à émettre lors d'éclosions d'algues bleu-vert dans les plans d'eau pour la saison 2008. Les avis de santé publique ne seront émis que lorsqu'il y aura une restriction d'usage de l'eau (eau potable, activités aquatiques, plages). Compte tenu de l'expérience acquise et des meilleures connaissances à ce sujet, le nombre d'avis publics diminuera et sera moins alarmiste. Donc, le MDDEP ne diffusera que la liste des endroits où le taux de toxines aura été jugé assez élevé par la Direction de la santé publique pour qu'un avis interdisant la baignade ou la consommation de l'eau soit émis.

Madame Michèle Doucet (MAMR) mentionne aux membres que des formations sur la problématique des cyanobactéries seront offertes prochainement aux élus, gestionnaires et inspecteurs municipaux par le biais des unions municipales (UMQ et FQM). Cette formation permettra notamment de présenter les pouvoirs réglementaires et d'illustrer de façon concrète la capacité d'intervention des instances municipales en cette matière.

6.4 Consultation régionale - Livre vert sur la forêt

Monsieur Alain Simard (MRNF) nous entretient de certains éléments du Livre vert sur la forêt :

- Le Livre vert *La forêt, pour construire le Québec de demain* fut rendu public le 14 février dernier;
- Ce dernier est audacieux et propose notamment de confier aux acteurs régionaux la gestion des forêts du domaine de l'État;
- Ce Livre vert concerne davantage le territoire public et s'applique moins à la forêt privée;
- Le MRNF a procédé à une tournée de consultations régionales. Au Centre-du-Québec, cette séance s'est tenue à Victoriaville le 20 mars 2008 à laquelle environ 40 personnes ont participé;
- Le MRNF a reçu, le 28 mars dernier, l'ensemble des mémoires des CRÉ faisant part de la position respective de chacune des régions;
- Un comité national de travail a été mis en place. Ce dernier procédera à l'élaboration et au dépôt d'un rapport final, possiblement en juin 2008.

7. Divers

Aucun nouveau point n'a été traité.

8. Présentations lors de la prochaine rencontre

Les présentations suivantes sont prévues lors de la prochaine rencontre :

Madame Chantal Lussier et monsieur Luc Martel (MICC)

Sujet : Les niveaux d'immigration et l'Entente spécifique de régionalisation de l'immigration au Centre-du-Québec

Monsieur François Beaudoin (Services Québec)

Sujet : Politique de tarification de Services Québec

Madame Lorraine St-Cyr (E-Q)

Sujet : Portrait socioéconomique régional

9. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre de la CAR-17 aura lieu :

- Vendredi, le 6 juin 2008 en avant-midi au Moulin Michel à Bécancour.

10. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR

: _____

CÉLINE GIRARD
Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR

: _____

GAÉTAN DÉSILETS
Directeur régional

COPIES : • Monsieur Robert Sauvé, sous-ministre associé aux affaires régionales et municipales
• Membres de la CAR

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser la signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/jg
2008-05-02

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 6 juin 2008, 9h00 à 12h00
Moulin Michel
675, boul. Bécancour (route 132), Bécancour
Tél. : (819) 298-2882

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 11 avril 2008
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. Politique nationale de la ruralité 2007-2014
 - 4.2. Expérimentation en régionalisation (VHR, Fonds vert, PAPA)
 - 4.3. Ententes spécifiques
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. Les niveaux d'immigration et l'Entente spécifique de régionalisation de l'immigration au Centre-du-Québec (MICC)
 - 5.2. Pacte pour l'emploi et Situation du marché du travail – données du recensement de 2006 (E-Q)
6. Affaires nouvelles
 - 6.1. Déploiement de Services Québec (Services Québec)
7. Divers
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre

COMPTE RENDU DE LA CAR CENTRE-DU-QUÉBEC

DATE : Vendredi 6 juin 2008, 9h00 à 12h00

ENDROIT : Moulin Michel, 675, boulevard Bécancour, Bécancour
819 298-2882

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs : Serge Arpin (MJQ)
François Beaudoin (Services
Québec)
Jean-Luc Bessette (MT)
Marcel Carpentier (MTQ)
Luc Couture (MAPAQ)
André Dontigny (ASSS)
Jacques Fugère (CSPQ)
Claude Lamarre (MELS)
Éric Lampron (E-Q)
Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
Luc Martel (MICC)
Alain Simard (MRNF)

Mesdames : Anne Bourassa (OPHQ)
Annie Lafrance (FAQ)
Carmen Picard (MDEIE en
remplacement de Vincent Bourassa)
Lorraine St-Cyr (E-Q)
Rose-Mary Thonney (MFA)

Ministère des Affaires municipales
et des Régions :

Gaétan Désilets, président
Michèle Doucet
Normand Bélisle, secrétaire

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs : Martin Bellerive (IQ)
Roger Deschamps (MSP)
Guy Désilets (RBQ)
Pierre Dufresne (SIQ)
Jacques Raymond (MSP-Sécurité
civile)
Anacleto Santucci (RLQ)
Luc St-Martin (MDDEP)

Mesdames : Suzanne Beauvais (CNT)
Christiane Bonfanti (CSPQ)
Anne Fradette (MRI)
Nancy Hébert (Services Québec)
Christiane Lebleu (MRQ)
Diane Limoges (MELS)
Chantal Lussier (MICC)
Hélène McGEE (MCCCF)
Isabelle Olivier (MDDEP)
Sandra Shee (CSF)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 36^e rencontre de la CAR-17 et souligne la présence d'une nouvelle figure, monsieur Jean-Luc Bessette, délégué régional au ministère du Tourisme.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté tel que lu avec l'ajout de l'item **6.2 Activités de perfectionnement pour les gestionnaires** tel que proposé par monsieur Jacques Fugère (CSPQ).

3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 11 avril 2008

Le compte rendu est adopté sans modification. En guise de suivi à sa présentation du 11 avril dernier, monsieur Luc Couture (MAPAQ) informe les membres que le ministre Lessard procède aujourd'hui même au lancement de la stratégie « Le Québec dans votre assiette ». Rappelons que la mise en œuvre de la stratégie a pour but d'accroître d'un milliard de dollars, d'ici cinq ans, les achats de produits québécois (ce qui correspond à 30 \$ d'achat par personne par année). M. Couture ajoute que M. Laurent Lessard annoncera, dès la semaine prochaine, des investissements additionnels afin de soutenir la diversification de l'agriculture et le développement de circuits courts de commercialisation.

4. Affaires découlant du compte rendu

4.1 Politique nationale de la ruralité 2007-2014

Les laboratoires ruraux

À l'aide de la documentation remise aux membres, le président fait le bilan des résultats du premier appel de projets. Aucun laboratoire de la région n'a été retenu parmi les 14 acceptés. De ce nombre, environ la moitié ont fait l'objet d'une annonce publique.

La date de dépôt pour le deuxième appel de projets était fixée au 2 juin 2008. Le MAMR estime qu'environ 100 projets seront déposés pour ce deuxième appel en prenant en considération le nombre de lettres d'intention reçues. Pour sa part, la direction régionale du MAMR a reçu six projets de laboratoire dont cinq issus de promoteurs du premier appel de projets. Un tableau descriptif des projets régionaux identifiant les ministères concernés pour les demandes d'avis sectoriels est également remis aux membres.

Le processus de sélection des laboratoires ruraux pour ce deuxième appel de projets s'échelonnera jusqu'à la fin novembre 2008 (date prévue des annonces). Il est demandé aux ministères et organismes de faire suivre, au plus tard le 11 août 2008, les avis sectoriels régionaux à la direction régionale du MAMR.

4.2 Expérimentation en régionalisation (VHR, Fonds municipal vert, PAPA)

Le MAMR verra ses effectifs réduits d'une centaine de postes d'ici trois ans sur les 700 effectifs répertoriés. Les directions régionales et la Direction générale des infrastructures seront épargnées. Le ministère révisé actuellement ses processus de manière à accélérer la régionalisation de certains mandats ministériels. À titre d'exemples, les directions régionales auront de nouvelles responsabilités administratives dans la mise en œuvre de programmes en 2008-2009.

Les véhicules hors route (VHR)

Le ministère des Transports (MTQ) a confié aux conférences régionales des élus la responsabilité de mettre sur pied des tables régionales de concertation sur les véhicules hors route (motoneiges et véhicules à quatre roues). Ces tables ont pour mandat de revoir les tracés actuels des réseaux interrégionaux de sentiers VHR et de proposer des modifications de tracés à la ministre, le cas échéant. Ces tables définissent également les améliorations à apporter aux sentiers existants (ex. : mesures de mitigation).

Une enveloppe de 4 millions \$ est rendue disponible pour l'amélioration des tracés dont un montant minimal de 100 000 \$ par région. Les demandes de projet seront adressées aux directions régionales du MAMR pour traitement approprié.

Le Fonds municipal vert

Le Fonds municipal vert a été créé en 2000 à partir d'une dotation du gouvernement fédéral visant le versement de subventions et de prêts dans le but de soutenir des projets environnementaux. À la suite d'une entente avec le MAMR, la Fédération canadienne des municipalités rend disponibles ces sommes aux municipalités québécoises par le biais de demandes de propositions. Les priorités du Fonds municipal

vert sont la réduction des gaz à effet de serre, la protection du milieu naturel ou l'amélioration de la qualité de l'air, de l'eau et des sols ainsi que la promotion de l'énergie renouvelable.

En vertu de l'entente, le MAMR constitue le guichet unique de réception des projets de candidature et des demandes de financement provenant des municipalités. Le rôle des directions régionales consistera à émettre un avis sur les projets soumis et portera sur la compatibilité du projet avec les politiques gouvernementales.

Le programme d'aide à la prévention d'algues bleu-vert (PAPA)

Le PAPA s'inscrit dans le cadre du Plan d'intervention détaillé sur les algues bleu-vert 2007-2017 adopté par le gouvernement du Québec à la suite du « Rendez-vous stratégique sur les algues bleu-vert » tenu le 25 septembre 2007. Le but de ce programme est de fournir une aide financière aux MRC et aux villes hors MRC afin de leur permettre de se doter d'une planification dans l'application de mesures correctives à l'endroit d'installations individuelles de traitement des eaux usées déficientes.

La gestion du programme est sous la responsabilité du MAMR. Les demandes seront acheminées aux directions régionales du ministère. Le programme s'adresse aux MRC et aux villes hors MRC où des plans d'eau ont été affectés par la présence d'algues bleu-vert au cours des quatre dernières années (2004-2007). Au Centre-du-Québec, on dénombre sept plans d'eau admissibles au programme :

- Lac-à-la-Truite (Sainte-Anne-du-Sault, MRC d'Arthabaska);
- Lac Rose (Sainte-Marie-de-Blandford, MRC de Bécancour);
- Lac Saint-Paul (Bécancour, MRC de Bécancour);
- Lac Joseph (Saint-Pierre-Baptiste, MRC de L'Érable);
- Lac Pédalo (Princeville, MRC de L'Érable);
- Lac William (Saint-Ferdinand, MRC de L'Érable);
- Rivière Saint-François (Drummondville, MRC de Drummond).

4.3 Ententes spécifiques

On dépose aux membres un état de situation des ententes spécifiques et de collaboration au Centre-du-Québec. À l'heure actuelle, on dénombre cinq ententes spécifiques en vigueur et cinq autres en négociation ou en voie de signature. Depuis la dernière CAR du mois d'avril, il y a eu conclusion de l'entente en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de l'entente pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées. Les projets d'ententes en matière de tourisme et sur la réussite éducative seront signés sous peu. Enfin, le projet d'entente spécifique de mise en œuvre de la gestion intégrée et régionalisation du ministère des Ressources naturelles et de la Faune au Centre-du-Québec fait actuellement l'objet de discussions entre le Ministère et la CRÉCQ.

5. Période d'information et d'échanges

5.1 Les niveaux d'immigration et l'Entente spécifique de régionalisation de l'immigration au Centre-du-Québec

Monsieur Luc Martel (MICC) est invité à présenter le portrait de l'immigration au Québec et en région. La présentation de M. Martel porte sur un ensemble d'éléments dont :

- L'Accord Canada-Québec;
- La Commission parlementaire en immigration;
- Les catégories d'immigrants;
- Le Plan d'immigration du Québec en 2008;
- Les enjeux;
- Les objectifs de la Politique d'immigration au Québec;
- L'immigration et l'établissement au Centre-du-Québec;
- Les services offerts aux personnes immigrantes;
- Les programmes.

Selon les prévisions du Ministère, le Québec accueillera environ 47 000 personnes immigrantes en 2008. De ce nombre, plus de 60 % proviendront de l'immigration économique (travailleurs qualifiés, gens d'affaires) et environ 5 000 à 6 000 personnes seront des réfugiés sélectionnés à l'étranger ou reconnus sur place. L'immigration par le regroupement familial représente la dernière catégorie et peut fluctuer d'une année à l'autre.

Treize villes québécoises accueillent des réfugiés dont deux au Centre-du-Québec (Drummondville et Victoriaville). En 2008, plus de 40 % des réfugiés seront des colombiens. Cette proportion sera plus élevée au Centre-du-Québec, plus particulièrement à Drummondville.

M. Martel présente ensuite aux membres madame Élodie Kergal, coordonnatrice de l'entente spécifique sur la régionalisation de l'immigration. Mme Kergal connaît bien le dossier de l'immigration en région puisqu'elle oeuvrait auparavant au sein du Regroupement interculturel de Drummond (RID).

L'exposé de Mme Kergal a porté sur les objectifs de l'entente spécifique, les principales actions à déployer à l'intérieur du plan d'action triennal et les projets de régionalisation en cours de réalisation.

Rappelons les trois grands objectifs du plan d'action de l'entente spécifique :

- Promouvoir l'immigration comme stratégie de développement durable et la région du Centre-du-Québec comme pôle d'attraction pour la formation et l'emploi auprès des employeurs de la région;
- Faciliter l'intégration sociale et professionnelle des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région du Centre-du-Québec;
- Favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses au sein de la population et promouvoir l'apport de l'immigration auprès de la population et des employeurs.

5.2 Portrait socio-économique du Centre-du-Québec et le Pacte pour l'emploi (E-Q)

Madame Lorraine Saint-Cyr (E-Q) introduit monsieur Éric Lampron, économiste régional à Emploi-Québec, pour la présentation du Portrait socioéconomique du Centre-du-Québec et des MRC : caractéristiques, problématiques et principaux enjeux.

En résumé, voici les principaux constats de M. Lampron :

La population et la migration

- La population de la région augmente moins rapidement que la moyenne provinciale et est en décroissance dans les trois MRC les plus rurales;
- Drummond et Arthabaska ont des soldes migratoires positifs (interrégional et international).

L'emploi et les secteurs d'activité

- La croissance de l'emploi de la région a été inférieure à la moyenne provinciale entre 2001 et 2006;
- La croissance se concentre dans les services;
- La disponibilité de la main-d'œuvre limite la croissance potentielle de l'emploi, principalement dans les plus petites MRC;
- La situation des femmes sur le marché de l'emploi s'est davantage améliorée que celle des hommes entre 2001 et 2006.

La scolarité

- Les personnes en emploi au Centre-du-Québec sont moins scolarisées que la moyenne provinciale;
- La région accuse un déficit important de personnes en emploi possédant une formation universitaire.

Les heures travaillées

- Alors que 34 % des femmes travaillent plus de 40 heures semaine, c'est le cas de 73 % des hommes;
- Près de trois jeunes sur quatre de 15 à 24 ans travaillent 15 heures et plus par semaine.

Les prestataires

- Les prestataires de l'assurance-emploi sont majoritairement des hommes faiblement scolarisés;
- Les prestataires de l'aide sociale sans contraintes y sont en moyenne depuis 4,5 années et dans plus de 90 % des cas, ont une scolarité égale ou inférieure à un secondaire V.

Madame Saint-Cyr présente ensuite aux membres les principaux éléments contenus dans le Pacte pour l'emploi « Le Québec de toutes ses forces ».

Dans le but de maintenir la force de l'économie, le gouvernement du Québec propose le Pacte pour l'emploi, qui fait intervenir l'ensemble des forces québécoises : l'État, les partenaires du milieu du travail et de l'éducation, les entreprises, les travailleurs et les travailleuses, les

organismes communautaires ainsi que les personnes disponibles sur le marché du travail.

Au Québec, dès 2012, le nombre de personnes en âge de travailler commencera à décliner. Ce mouvement ira en s'accroissant à compter de 2016. Or, selon les plus récentes évaluations d'Emploi-Québec, à la suite de départs à la retraite et de la croissance économique, environ 700 000 postes seront à pourvoir au Québec d'ici 2011. Déjà en 2008, plusieurs entreprises éprouvent des difficultés de recrutement. Aujourd'hui, le Québec compte environ 400 000 personnes sans emploi, mais disponibles pour le travail.

Ainsi, d'ici 2011, par le Pacte pour l'emploi, le gouvernement prévoit :

- Réduire de 50 000 le nombre de prestataires de l'assistance sociale;
- Augmenter de 52 000 le nombre de sans-emploi inscrits dans une démarche d'insertion en emploi et rejoindre près de 250 000 travailleurs et travailleuses par des activités de formation;
- Augmenter de 4 800 le nombre d'entreprises aidées dans des démarches de formation et de développement des compétences.

Le Pacte pour l'emploi comporte plusieurs nouveautés et l'ensemble de la démarche repose sur une mobilisation de tous les partenaires du marché du travail. Il s'articule autour des quatre piliers suivants et comporte une série de moyens et mesures :

1. Investir dans le potentiel des personnes;
2. Valoriser le travail;
3. Miser sur une main-d'œuvre mieux formée;
4. Se doter d'un Pacte régional pour une meilleure réponse aux besoins.

La Direction régionale d'Emploi-Québec bénéficiera, d'ici 2011, d'une enveloppe additionnelle de deux millions de dollars par année pour la mise en œuvre des mesures du Pacte pour l'emploi.

6. Affaires nouvelles

6.1 Déploiement de Services Québec

Monsieur François Beaudoin (Services Québec) informe les membres que la mise en place du réseau régional de Services Québec avance rondement. Déjà, plusieurs centres régionaux et locaux de services ont été ouverts et de nombreux points d'accès ont été mis en place. Dès cette année, Services Québec verra ses effectifs passer de 400 à 900 personnes avec l'ajout de nouveaux services et le transfert de ressources humaines (les services de l'état civil et les services relatifs aux registres publics). En matière de régionalisation, on appliquera un moratoire sur l'attrition pour les postes de première ligne dans les régions.

M. Beaudoin ajoute que le Centre local de services de Drummondville est le plus performant en termes d'achalandage parmi ceux du Centre-du-Québec, de la Mauricie et de l'Estrie. Ce centre local pourrait devenir un centre régional.

Par ailleurs, en raison de difficultés administratives, Services Québec a cessé ses activités de regroupement de services dans les bureaux de la Société de l'assurance-automobile du Québec (SAAQ).

6.2 Activités de perfectionnement pour les gestionnaire

Monsieur Jacques Fugère (CSPQ) propose aux membres la formation d'un comité ad hoc pour l'évaluation des besoins de formation des gestionnaires. Les personnes intéressées sont invitées à soumettre leurs coordonnées auprès de M. Fugère.

7. Divers

Aucun nouveau point n'a été traité.

8. Présentations lors de la prochaine rencontre

Les présentations suivantes sont prévues lors de la prochaine rencontre :

Équipe de la direction régionale du MAMR

Sujets : Les nouvelles mesures sous la responsabilité de la direction régionale.

Madame Lorraine Saint-Cyr

Sujet : Le Plan d'action régional 2008-2009.

9. Prochaines rencontres

- Vendredi, le 3 octobre 2008 en avant-midi;
- Vendredi, le 12 décembre 2008, en avant-midi.

Les endroits sont à déterminer.

10. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR

: _____
Normand Bélisle
Conseiller en développement régional

APPROUVÉ PAR

: _____
GAÉTAN DÉSILETS
Directeur régional

COPIES : • Monsieur Robert Sauvé, sous-ministre associé aux affaires régionales et municipales
 • Membres de la CAR

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

NB/jg

2008-06-26

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 3 octobre 2008, 9h00 à 12h00

Hôtel Le Victorin

Salle Bois-Francis

19, boul. Arthabaska Est (route 116), Victoriaville

Tél. : (819) 758-0533

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 6 juin 2008
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. Politique nationale de la ruralité 2007-2014
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. Plan d'action régional 2008-2009 d'Emploi-Québec (incluant le Pacte pour l'emploi)
 - 5.2. Les nouvelles mesures sous la responsabilité de la direction régionale du MAMR
6. Divers
 - 6.1. Prix Égalité (S. Shee)
 - 6.2. Capsules vidéo – promotion de la région
7. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
8. Prochaine rencontre
9. Fin de la rencontre

COMPTE RENDU DE LA CAR CENTRE-DU-QUÉBEC

DATE : Vendredi 3 octobre 2008, 9h00 à 12h00
ENDROIT : Hôtel Le Victorin
19, boulevard Arthabaska Est, Victoriaville

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs : François Beaudoin (Services Québec)
Vincent Bourassa (MDEIE)
Marcel Carpentier (MTQ)
Luc Couture (MAPAQ)
Jacques Fugère (CSPQ)
Éric Lampron (E-Q)
Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
Alain Simard (MRNF)
Luc St-Martin (MDDEP)

Mesdames : Anne Bourassa (OPHQ)
Nancy Bastien (MELS en remplacement de Claude Lamarre)
Annie Lafrance (FAQ)
Lorraine St-Cyr (E-Q)
Sandra Shee (CSF)
Rose-Mary Thonney (MFA)

Ministère des Affaires municipales et des Régions :

Gaétan Désilets, président
Normand Bélisle
Michèle Doucet
Chantal Duford
Miguel Herrero
Céline Girard, secrétaire

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs : Serge Arpin (MJQ)
Martin Bellerive (IQ)
Jean-Luc Bessette (MT)
Roger Deschamps (MSP)
Guy Désilets (RBQ)
André Dontigny (ASSS)
Pierre Dufresne (SIQ)
Luc Martel (MICC)
Jacques Raymond (MSP-Sécurité civile)
Anacleto Santucci (RLQ)

Mesdames : Suzanne Beauvais (CNT)
Christiane Bonfanti (CSPQ)
Anne Fradette (MRI)
Nancy Hébert (Services Québec)
Christiane Leblieu (MRQ)
Diane Limoges (MELS)
Chantal Lussier (MICC)
Hélène McGEE (MCCCF)
Isabelle Olivier (MDDEP)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 37^e rencontre de la CAR-17 et souligne le départ prochain du Dr André Dontigny, actuel directeur de Santé publique à l'ASSS. À compter de novembre 2008, le Dr Dontigny occupera le poste de directeur du développement des individus et de l'environnement social à la Direction générale de santé publique au ministère de la Santé et des Services sociaux. On lui souhaite bonne chance dans ses nouvelles fonctions.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté tel que lu avec l'ajout des items suivants :

4.2 Déploiement de Services Québec (F. Beaudoin)

6.3 Dossiers en cours - État de situation MFA (R.-M. Thonney)

6.4 Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (PDEIPH) (J. Fugère)

6.5 Industrie fromagère et crise de la listériose (L. Couture)

3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 6 juin 2008

Le compte rendu est adopté sans modification.

4. Affaires découlant du compte rendu

4.1 *Politique nationale de la ruralité 2007-2014*

Journée de la ruralité

Le 11 septembre dernier se tenait une Journée de la ruralité à laquelle ont participé près de 200 intervenants et partenaires de diverses régions du Québec. Cette Journée avait pour objectif de faire le point sur les défis de la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité* (PNR) et de faire état des résultats obtenus jusqu'à maintenant dans l'application des diverses mesures de la PNR.

Il est convenu d'acheminer aux membres de la CAR-17 le document présenté lors de cette journée, dressant l'état de situation des différentes mesures de la PNR.

Grands Prix de la ruralité

Le 11 septembre en soirée avait lieu, à Saint-Camille, la première édition des Grands Prix de la ruralité. Cette soirée hommage visait à reconnaître publiquement l'apport exceptionnel de personnes et d'organismes qui participent quotidiennement au mieux-être et au développement de leur communauté rurale. Cinq prix ont été remis, dont le *Prix Hommage* à M. Jacques Proulx.

On mentionne que l'organisme Partenaires 12-18 / Érable était finaliste dans la catégorie *Prix Excellence-Innovation*.

Répartition de l'enveloppe de 59 M\$ des Pactes ruraux

Le 25 septembre 2008, la ministre Normandeau a annoncé la répartition d'une enveloppe additionnelle de 59 M\$ dédiée aux MRC signataires de Pactes ruraux, et ce, pour la période 2008-2009 à 2013-2014.

Le mode de répartition prévoit un montant de base de 200 000 \$ pour chaque MRC concernée. À ce montant s'ajoute une somme qui varie selon la population rurale du territoire et une somme additionnelle octroyée en fonction de la population de ce territoire qui vit en milieu dévitalisé. En moyenne, les MRC du Québec concernées recevront 648 000 \$ pour les six dernières années du Pacte rural.

Pour le Centre-du-Québec, la bonification de l'enveloppe des Pactes ruraux des cinq MRC oscille entre 542 000 \$ et 619 000 \$.

Produits de spécialité

Monsieur Normand Bélisle (MAMR) dresse l'état de situation régional de cette mesure. On rappelle que cette dernière vise à soutenir la mise en marché d'un nouveau produit de spécialité issu des domaines agroalimentaire, forestier ou culturel.

Depuis l'an dernier, cinq projets ont été soutenus :

Nom de l'entreprise	Type de produits soutenus
• Vignoble Sainte-Eulalie	• Vin rouge
• Les Cultures de chez-nous	• Mignon de poireau
• La Chèvrerie Mathurin	• Gelato de lait de chèvre
• La Moutonnière	• Fromage mixte brebis et vache à pâte semi ferme
• Boulangerie Le Temps de vivre	• Bagel biologique au levain naturel cuit sur feu de bois

De plus, un projet est actuellement en analyse (fromage) et un second est à venir sous peu (vin blanc fortifié).

L'enveloppe budgétaire 2008-2009 allouée à la région est de 100 000 \$.

Indices de développement 2006

On indique aux membres que les indices de développement 2006, pour chacune des municipalités de la région, sont maintenant disponibles. On fera suivre le tableau à tous, par courriel.

4.2 Déploiement de Services Québec

Monsieur François Beaudoin (Services Québec) informe les membres de l'état d'avancement de la mise en place du réseau régional de Services Québec :

- À compter du 4 novembre 2008, le bureau de Drummondville offrira la possibilité d'obtenir différents services du Directeur de l'état civil (certificat de naissance, de mariage, de décès, etc.);
- Un bureau de Services Québec est maintenant accessible à Nicolet. Ce point de service est situé dans l'édifice gouvernemental du boulevard Louis-Frédette.

5. Période d'information et d'échanges

5.1 Plan d'action régional 2008-2009 d'Emploi-Québec (incluant le Pacte pour l'emploi) (E-Q)

Madame Lorraine Saint-Cyr (E-Q) présente le Plan d'action régional (PAR) 2008-2009 et le Pacte pour l'emploi 2008-2011 du Centre-du-Québec.

Elle nous mentionne que le contenu du PAR 2008-2009 d'Emploi-Québec a été enrichi suite au lancement du Pacte pour l'emploi en mars 2008. Le PAR 2008-2009 intègre ainsi les moyens additionnels et le financement supplémentaire octroyé à la région, ainsi que les cibles et les objectifs de résultats fixés par le Pacte pour l'emploi.

À la lumière des différents enjeux et problématiques du marché du travail régional, quatre grands défis se profilent, soit :

- Contrer les difficultés de recrutement;
- Favoriser une meilleure gestion des ressources humaines;
- Développer et reconnaître les compétences de la main-d'œuvre en lien avec les besoins des économies locales et régionales;

- Soutenir davantage l'intégration et le maintien en emploi des personnes présentant des difficultés particulières étant plus vulnérables sur le plan de l'emploi.

Pour répondre à ces défis, le PAR 2008-2009 propose quatre grandes orientations auxquelles se greffent divers axes d'intervention et stratégie d'action, dont notamment :

Première orientation : Favoriser la participation du plus grand nombre de personnes au marché du travail.

- Diffusion d'une information de qualité sur le marché du travail, analyse des besoins de main-d'œuvre, des grandes tendances et des métiers et professions en demande;
- Intensification de l'offre de services d'accompagnement pour les chercheurs d'emploi et les personnes éloignées du marché du travail;
- Soutien à la réussite scolaire.

Deuxième orientation : Soutenir la capacité d'adaptation des entreprises aux changements pour accroître la productivité.

- Soutien aux entreprises dans des secteurs d'activité qui vivent des changements importants;
- Soutien à la progression de carrière et à la rétention du personnel de l'entreprise;
- Appui au développement et à la reconnaissance des compétences des travailleurs et à la productivité des entreprises.

Troisième orientation : Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

- Mise en place d'approches sur mesure pour les clientèles plus vulnérables sur les plans socioéconomiques et de l'emploi;
- Poursuite de la mise en œuvre du *Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS)*;
- Référence aux ressources externes de main-d'œuvre.

Quatrième orientation : Accroître l'efficacité de son administration.

Pour sa part, le Pacte pour l'emploi vient donner des moyens additionnels et des budgets supplémentaires pour répondre aux besoins des personnes et des entreprises. Le Pacte s'articule autour de quatre piliers, soit investir dans le potentiel des personnes, valoriser le travail, miser sur une main-d'œuvre mieux formée et doter la région d'un Pacte régional pour une meilleure réponse aux besoins.

Le Pacte pour l'emploi au Centre-du-Québec entend sur trois ans :

- Réduire de 1 100 le nombre de prestataires de l'assistance sociale;
- Augmenter de 1 800 le nombre de personnes desservies par les services publics d'emploi dans leur démarche d'insertion ou de formation;
- Soutenir plus de 200 entreprises additionnelles dans leurs besoins de formation;
- Rejoindre 12 000 travailleurs en entreprise pour le rehaussement de leurs qualifications et la reconnaissance de leurs compétences.

Les investissements dans la région sur trois ans :

- Investissements gouvernementaux de 24,3 M\$;
- Investissements privés de 23,1 M\$;
- Pour un total de 47,4 M\$.

Madame Lorraine Saint-Cyr (E-Q) introduit par la suite monsieur Éric Lampron, économiste régional à E-Q pour la présentation de *l'Atlas Emploi Centre-du-Québec, édition 2008*.

Cet outil unique traite de l'emploi pour 29 municipalités ou zones du Centre-du-Québec, de l'évolution géographique et sectorielle de l'emploi et des déplacements domicile-travail de la main-d'œuvre au sein de la région, et également avec tout autre territoire. L'Atlas Emploi contient plus de 90 cartes thématiques et interactives avec des données hommes-femmes pour chacune des 29 municipalités ou zones de la région. Il est accessible sur Internet, à l'adresse suivante : www.atlas-emploi-centreduquebec.com.

5.2 Les nouvelles mesures sous la responsabilité de la direction régionale du MAMR

Monsieur Gaétan Désilets (MAMR) ainsi que les membres de son équipe procèdent à la présentation des nouvelles mesures sous la responsabilité de la direction régionale du MAMR.

Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées et Fonds de soutien aux municipalités dévitalisées

Monsieur Gaétan Désilets fait état de l'origine, des principes fondamentaux et des mécanismes de mise en œuvre du *Plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées*. Au Centre-du-Québec, cinq municipalités ont été identifiées dévitalisées, soit Daveluyville, Notre-Dame-de-Ham, Lemieux, Sainte-Sophie-de-Lévrard et Villeroy.

Ce plan d'action se veut avant tout une réponse taillée sur mesure à l'intention de ces municipalités qui font face à des enjeux cruciaux sur le plan économique, social ou démographique (taux de chômage élevé, faibles revenus, exode et vieillissement de la population, etc.). Il vise à donner aux acteurs et leaders de ces milieux des moyens tangibles de vitaliser davantage leur territoire. Ces derniers pourront ainsi compter sur un accompagnement gouvernemental adapté à leur réalité afin de trouver des solutions adéquates et durables à leurs problèmes.

Monsieur Normand Bélisle fait pour sa part état des différents volets du *Fonds de soutien aux municipalités dévitalisées* (FSTD).

Tel qu'annoncé dans le budget 2008-2009, une aide gouvernementale de 50 M\$ sera octroyée sur cinq ans pour prolonger l'application du FSTD, étendre son application à toutes les MRC comptant des municipalités qui éprouvent des difficultés économiques et créer un nouveau volet au fonds destiné spécifiquement aux MRC des régions centrales qui comprennent des municipalités dévitalisées et qui n'ont pas accès aux mesures fiscales dont bénéficient les régions ressources. De plus, l'aide accordée par territoire de MRC sera majorée pour tenir compte du nombre de municipalités dévitalisées comprises sur le territoire de la MRC et du taux de dévitalisation de ces municipalités. D'autres mesures gouvernementales sont aussi accessibles aux municipalités dévitalisées pour mener à terme des projets susceptibles de revitaliser leur communauté.

Programme d'aide à la prévention d'algues bleu-vert (PAPA)

Madame Chantal Duford présente ce programme qui a pour but de fournir une aide financière aux MRC afin de leur permettre de se doter d'une planification dans l'application de mesures correctives à l'endroit d'installations individuelles de traitement des eaux usées déficientes.

Le programme cible trois objectifs :

Volet Inventaire

Inventorier les installations sanitaires existantes prioritairement situées dans le corridor riverain d'un lac ou d'un cours d'eau.

Volet Relevé sanitaire

Classer les installations sanitaires existantes en fonction de leur degré d'impact sur l'environnement.

Volet Plan correcteur

Élaborer un plan correcteur identifiant des travaux requis pour corriger les installations déficientes.

Ce programme est doté d'une enveloppe budgétaire de 3 M\$ (100 K\$ pour la formation des élus et des inspecteurs et 2,9 M\$ pour l'intervention). L'aide financière est établie en fonction du nombre de plans d'eau affectés par ce phénomène sur le territoire d'une MRC. Au Centre-du-Québec, 120 000 \$ sont attribués à sept plans d'eau situés dans quatre MRC.

Fonds municipal vert (FMV)

Monsieur Miguel Herrero présente le FMV. Doté d'une enveloppe de 550 M\$, ce dernier vise à soutenir des projets environnementaux liés à la réduction des gaz à effet de serre, à la protection des milieux naturels, à l'amélioration de la qualité de l'air, des sols et de l'eau et à la promotion des énergies renouvelables. Ce fonds, s'adressant aux municipalités canadiennes, est géré par la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Le MAMR s'assure pour sa part de la conformité du projet aux orientations du gouvernement du Québec et transmet un avis en ce sens à la FCM. Le MTQ, le MDDEP et l'Agence d'efficacité énergétique assistent le MAMR dans l'exécution de son mandat.

Voici, à titre d'exemple, quelques projets soutenus :

- Modernisation du système d'éclairage public – Ville de Bécancour;
- Expérimentation de l'hydrolyse thermique dans le traitement des boues septiques municipales – Ville de Victoriaville;
- Évaluation environnementale de terrains vacants contaminés – Ville de Malartic;
- Plan de gestion pour la protection de milieux écologiquement sensibles – Village de Saint-Zotique.

Programme de soutien à la mise en place de réseaux de sentiers de véhicules hors route (VHR)

Madame Michèle Doucet nous explique le contexte préalable au lancement de ce programme. Ainsi, afin d'assurer une cohabitation plus harmonieuse entre les citoyens riverains et les utilisateurs de VHR, le gouvernement a procédé à la mise en place de 19 tables de concertation régionale traitant de la problématique des VHR et ayant pour mandat de déterminer pour chaque région un réseau interrégional de sentiers durables. Le programme viendra ainsi soutenir les tables de concertation régionale dans la réalisation de leur mandat. Les objectifs du programme sont de :

- Réduire les inconvénients de voisinage reliés à cette activité et assurer la sécurité des utilisateurs;
- Soutenir financièrement la réalisation de travaux d'aménagement ou d'amélioration des sentiers principalement interrégionaux.

L'enveloppe budgétaire allouée à ce programme est de près de 3,8 M\$ dont un montant de 100 000 \$ est réservé à chaque territoire de CRÉ.

Les types de projets admissibles sont : l'aménagement de nouveaux sentiers, la construction de ponceaux, de ponts et de passerelles, le déplacement de sentiers conflictuels, des mesures d'atténuation du bruit, des clôtures et des panneaux de signalisation.

Le programme est sous la responsabilité du MAMR. Les projets soumis au MAMR devront être priorisés par la CRÉ et avoir fait l'objet d'un avis du MTQ.

Communautés rurales branchées

Monsieur Gaétan Désilets informe les membres du lancement récent de ce programme qui vise à soutenir le déploiement du service internet haute vitesse dans les milieux ruraux. Une enveloppe de 24 M\$ sur cinq ans sera ainsi rendue disponible aux municipalités et organisations collectives afin de permettre la mise en place de solutions d'accès internet haute vitesse à un maximum de citoyens et d'entreprises rurales. Plus d'informations pourront être transmises ultérieurement aux membres de la CAR.

6. Divers

6.1 Prix Égalité (S. Shee)

Madame Sandra Shee (CSF) fait part aux membres du lancement de la 2^e édition du *Prix Égalité* qui vise à souligner annuellement l'excellence des initiatives prometteuses en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, afin que celles-ci puissent servir de modèles à l'ensemble de la société québécoise. La date limite pour déposer un dossier de candidature est le 7 novembre 2008. La ministre fera connaître les initiatives lauréates le 3 mars 2009. À titre d'exemple, lors de la première édition, le *Concours Chapeau les filles!* fut désigné lauréat dans la *Catégorie Égalité économique*.

On fera parvenir à tous les membres le dépliant de mise en candidature.

6.2 Capsules vidéo - promotion de la région

On présente aux membres deux capsules vidéo, d'une durée de 4 minutes chacune, réalisées dans le cadre du Congrès de la FQM dans le but de promouvoir la région du Centre-du-Québec. La première capsule fait état des différents attraits de la région, tandis que la deuxième fait ressortir les témoignages de six « bâtisseurs » de la région.

Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ) mentionne que des exemplaires de ces capsules vidéo pourraient être rendus disponibles prochainement.

De plus, six oriflammes ont été développées, dont cinq arborent des visuels spécifiques à chacune des MRC de la région.

6.3 Dossiers en cours - État de situation MFA (R.-M. Thonney)

Madame Rose-Mary Thonney (MFA) remet aux membres un état de situation des dossiers actuellement en cours au Centre-du-Québec, liés à la mission du MFA. Ces dossiers portent sur :

- Le développement de places en services de garde 2008-2010;
- La mise en place d'un guichet régional de gestion des listes d'attente;
- L'engagement Qualité;

- Le dépôt de projets régionaux dans le cadre du *Programme de soutien à des projets issus de la communauté en matière de conciliation travail-famille*;
- L'élaboration de Politique familiale municipale;
- Le développement du volet « aîné » en région.

Le document soumis par Madame Thonney sera acheminé à tous.

6.4 Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (PDEIPH) (J. Fugère)

Monsieur Jacques Fugère (CSPQ) mentionne aux membres qu'ils ont jusqu'au 15 novembre 2008 pour soumettre des projets de stage, d'une durée de 12 mois, dans le cadre du PDEIPH.

Le programme a pour objectifs :

- D'aider les personnes handicapées à obtenir un emploi dans la fonction publique québécoise en leur permettant de développer leurs compétences en situation de travail;
- De favoriser le maintien en emploi des stagiaires en augmentant leurs possibilités d'occuper un emploi dans la fonction publique après leur stage;
- De mettre à la disposition des ministères et des organismes de la fonction publique une main-d'œuvre qualifiée et prête à occuper un emploi.

Monsieur Fugère mentionne qu'actuellement, le dépôt de projets de stage est en baisse et rappelle aux membres qu'ils ont l'opportunité de faire la différence en matière d'intégration des personnes handicapées dans la fonction publique, dans le cadre de ce programme.

6.5 Industrie fromagère et crise de la listériose (L. Couture)

Monsieur Luc Couture (MAPAQ) informe les membres de la sortie, aujourd'hui même, du *Plan de développement et de croissance du secteur des fromages fins québécois*, accompagné d'une enveloppe de 8,4 M\$ sur trois ans.

Ce plan vise essentiellement à appuyer les acteurs de l'industrie fromagère et à redonner confiance aux détaillants et consommateurs, suite à cet épisode de listériose qui a durement touché l'industrie fromagère québécoise.

Le plan comporte les cinq mesures suivantes :

- Mise en œuvre d'un programme temporaire de dépistage et de prévention dans les usines fabriquant des fromages au lait cru et thermisé;
- Implantation des bonnes pratiques dans les commerces de détail (développement de guides des bonnes pratiques);
- Bonification des programmes de contrôle et d'assurance de la qualité;
- Instauration d'un programme de prêts sans intérêt;
- Création d'un fonds pour la mise en valeur des fromages québécois (activités de promotion et campagne publicitaire).

7. Présentation lors de la prochaine rencontre

La présentation suivante est prévue lors de la prochaine rencontre :

Agence de géomatique du Centre-du-Québec (AGTCQ)
Sujet : Les récents travaux de l'AGTCQ.

8. Prochaines rencontres

- Vendredi, le 12 décembre 2008 en avant-midi à l'Auberge Godefroy de Bécancour.
- Vendredi, le 13 mars 2009 en avant-midi (endroit à déterminer).

9. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :

Céline Girard
Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :

GAÉTAN DÉSILETS
Directeur régional

COPIES : • Monsieur Robert Sauvé, sous-ministre associé aux affaires régionales et municipales
 • Membres de la CAR

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser la signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/jg
2008-11-18

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 30 janvier 2009, 9h00 à 12h00

Auberge Godefroy

Salle Tabellion AB

17575, boul. Bécancour, Bécancour

Tél. : (819) 233-2200

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 3 octobre 2008
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. Politique nationale de la ruralité 2007-2014
 - 4.2. Les nouvelles mesures sous la responsabilité de la direction régionale du MAMROT
(*Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif*)
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées
(M. Robert Sauvé, sous-ministre associé au MAMROT)
 - 5.2. Profil des municipalités dévitalisées du Centre-du-Québec et état de situation de la tournée du MAMROT
 - 5.3. Le pôle régional d'informations géographiques et l'Atlas des informations municipales du Centre-du-Québec (Agence de Géomatique du Centre-du-Québec)
6. Divers
 - 6.1. Observatoire de la Condition féminine du Centre-du-Québec – Processus de mise à jour (MAMROT)
 - 6.2. État de situation des ententes spécifiques de la région
 - 6.3. 35^e anniversaire du CSF – Lancement de l'édition de luxe de la *Constante progression des femmes* (S. Shee)
7. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
8. Prochaine rencontre
9. Fin de la rencontre

MEMBRES DE LA CAR-17

Liste des participants à la CAR-17 du 30 janvier 2009

Monsieur François Beaudoin
Directeur régional
Services Québec
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Madame Anne Bourassa
Directrice de l'intervention collective régionale du Centre
Office des personnes handicapées du Québec

Monsieur Luc Couture
Directeur régional
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation du Québec
Direction régionale du Centre-du-Québec

Monsieur Jacques jr Fugère
Responsable régional Mauricie et Centre-du-Québec
Vice-présidence Ressources humaines
Direction des services en région
Centre de services partagés du Québec

Madame Nancy Bastien
En remplacement de monsieur Claude Lamarre
Directeur régional
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Monsieur Luc Martel
Agent de développement région Centre-du-Québec
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Bureau régional de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Madame Isabelle Olivier
Directrice régionale
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et
des Parcs
Direction régionale du Centre de contrôle environnemental
de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Madame Sandra Shee
Responsable régionale au Centre-du-Québec
Conseil du statut de la femme

Monsieur Luc St-Martin
Directeur régional
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et
des Parcs
Direction régionale de l'analyse et de l'expertise
de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Monsieur Claude-Henri Léveillé
Directeur général
Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec

Monsieur Daniel Bertrand
Directeur régional
Commission des normes du travail
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Monsieur Marcel Carpentier
Directeur régional
Ministère des Transports
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Monsieur Jacques Dampousse
Directeur régional par intérim
Ministère de la sécurité publique
Direction des services correctionnels Mauricie –
Centre-du-Québec

Madame Annie Lafrance
Directrice territoriale de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Directrice des centres de services de Nicolet et de
Drummondville
La Financière agricole du Québec

Madame Lyne Drouin
En remplacement de madame Christiane Lebleu
Directrice principale
Service à la clientèle – Particuliers
Revenu Québec
Direction générale des Particuliers

Madame Hélène McGee
Directrice régionale
Ministère de la Culture, des Communications et de la
Condition féminine
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Monsieur Jean-François Ruel
Directeur régional du Centre-du-Québec par intérim
Emploi-Québec
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Monsieur Alain Simard
Directeur général
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Direction générale régionale de la Mauricie et
du Centre-du-Québec

Madame Rose-Mary Thonney
Directrice de la Direction territoriale Sud
Ministère de la Famille et des Aînés

Monsieur Gaétan Désilets
Directeur régional
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de
l'Occupation du territoire
Direction régionale du Centre-du-Québec

MEMBRES DE LA CAR-17

Monsieur Robert Sauvé
Sous-ministre associé aux Affaires régionales et municipales
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de
l'Occupation du territoire

Étaient également présents, les professionnels suivant du
MAMROT :

Monsieur Normand Bélisle
Madame Michèle Doucet
Madame Chantal Duford
Madame Céline Girard
Monsieur Miguel Herrero

NOTE

Le compte-rendu de la CAR du Centre-du-Québec du 30 janvier n'est pas disponible.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande #33	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2008-2009.
-------------	---

1	<p><u>Rencontres de consultation avec l'industrie sur la mesure d'imposition de droits aux exploitants de carrières et de sablières</u></p> <p>Réunion : Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec : 28 février, 2 juin et 24 septembre 2008 à Québec.</p> <p>Participants : Marc Croteau et Bernard Guay (MAMROT), Benoît Cayouette (MTQ), Denis Turgeon, Gisèle Bourque, Pierre Tremblay et diverses autres personnes (ACRGTO).</p> <p>Réunion : Association des propriétaires de machinerie lourde : 18 mars 2008, à Québec.</p> <p>Participants : Marc Croteau et Bernard Guay (MAMROT), Benoît Cayouette (MTQ), Yvan Grenier et diverses autres personnes (ADML).</p> <p>Réunion : Association canadienne du ciment : 27 mars et 16 juin 2008, à Québec.</p> <p>Participants : Marc Croteau et Bernard Guay (MAMROT), Claude Pigeon et diverses autres personnes. (A.C.C.)</p> <p>Sujets abordés : commentaires et propositions de l'industrie concernant la mise en place de la mesure.</p> <p>Ni ordre du jour, ni compte rendu n'a été rédigé.</p>
2	<p><u>Rencontres de vulgarisation avec les municipalités sur la mesure d'imposition de droits aux exploitants de carrières et de sablières</u></p> <p>Réunions : 25 septembre 2008 (Québec-congrès FQM), 15 octobre (La Malbaie), 16 octobre (Rivière-du-Loup), 21 octobre (Saint-Hyacinthe), 24 octobre (Montmagny-ADGMRCQ).</p> <p>Participants : Bernard Guay (MAMROT), Jasmin Savard (UMQ), Guy Charland (FQM) et une multiplicité d'élus, d'officiers et de gestionnaires municipaux.</p> <p>Sujets abordés : Explication de la mesure aux municipalités et réception de leurs commentaires et propositions.</p> <p>Ni ordre du jour, ni de compte rendu n'a été rédigé.</p>

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande #33

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2008-2009.

3

Rencontres avec les représentants des municipalités et des centres d'appels sur la mesure concernant le financement des centres 9-1-1

- 1^{re} réunion : Québec, le 7 mai 2008

Participants : Peggy Bachman et Richard Montpetit (UMQ), Ann Bourget et Nicolas Fleury (FQM), François Bernier (Ville de Montréal), Marc Grandisson (MFQ), Bernard Guay et Pierre Lambert (MAMROT)

Sujet abordé : Financement des centres d'urgence 9-1-1, description du dispositif fiscal proposé, soit une taxe municipale.

Ni ordre du jour, ni de compte rendu n'a été rédigé.

- 2^e réunion : Québec, le 10 septembre 2008

Participants : Richard Montpetit (UMQ), Nicolas Fleury et Agnès Dupriez (FQM), François Bernier et Richard Lafond (Ville de Montréal), Marie-Pierre Blais (MSP), Serge Carrier (ACUQ), Bernard Guay, Andrée Drouin (DAJ), Marie Pelletier (DAJ) et Pierre Lambert (MAMROT)

Sujet abordé : Consultation préalable à l'adoption du règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 – Détermination du montant de la taxe

Ni ordre du jour, ni de compte rendu n'a été rédigé.

- 3^e réunion : Québec, le 3 mars 2009

Participants : Peggy Bachman et Richard Montpetit (UMQ), Ann Bourget et Agnès Dupriez (FQM), Richard Boyer (Ville de Montréal), Jean-François Bouchard (MSP), Carole Raïche et Serge Carrier (ACUQ), Daniel Veilleux (CAUCA), Marc Croteau, Bernard Guay, J. François Roy, Andrée Drouin (DAJ), Marie Pelletier (DAJ), et Pierre Lambert (MAMROT)

Sujet abordé : Consultation préalable à l'adoption du règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 portant sur le montant de la taxe, les définitions du mot « clients » et de l'expression « service téléphonique », etc. ainsi que la sensibilisation aux nombreuses problématiques rencontrées tout au cours des travaux.

Ordre du jour en annexe, compte rendu non disponible.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande #33

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2008-2009.

4

Rencontres avec les représentants de l'industrie sur la mesure concernant le financement des centres 9-1-1

▪ 1^{re} réunion : Québec, le 25 septembre 2008

Participants : Pierre-Luc Hébert et Line Maheux (Bell Canada), Simon-Pierre Olivier (Rogers Communication), Vincent Gagné et Raymond Lacroix (Telus), Patrick Désy et Dennis Béland (Quebecor Media), Michel Gilbert (Télébec), Serge Désy (ACTQ), Yvon Brunelle (Tel Warwick), Jim Patrick (ACTS), Emmanuel Morin (ACTS), Jean-François Bouchard (MSP), Bernard Guay, Andrée Drouin (DAJ), Marie Pelletier (DAJ) et Pierre Lambert (MAMROT), et Pierre Proulx (consultant)

Sujet abordé : Consultation préalable à l'adoption du règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 – Présentation du nouveau régime de financement des centres d'urgence 9-1-1 et sa mise en œuvre.

Ordre du jour et compte rendu en annexe.

▪ 2^e réunion : Montréal, le 10 novembre 2008

Participants : Pierre-Luc Hébert et Line Maheux (Bell Canada), Simon-Pierre Olivier (Rogers Communication), Vincent Gagné (Telus), Patrick Désy et Dennis Béland (Quebecor Media), Michel Gilbert (Télébec), Serge Désy (ACTQ), Emmanuel Morin (ACTS), Michel Messier (Cogeco Cable), Jean-François Bouchard (MSP), André Forget (MRQ), Marc Croteau, Andrée Drouin (DAJ), Marie Pelletier (DAJ), et Pierre Lambert (MAMROT) et Pierre Proulx (consultant)

Sujet abordé : Consultation préalable à l'adoption du règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 portant sur le montant de la taxe, les définition du mot « clients » et de l'expression « service téléphonique » ainsi que d'autres éléments particuliers, tels la sensibilisation du public à l'arrivée de la nouvelle taxe 9-1-1, les mécanismes de perception applicables par le ministère du Revenu aux entreprises de téléphonie, etc.

Ordre du jour et compte rendu en annexe.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande #33

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2008-2009.

5

Rencontres concernant la problématique des augmentations exceptionnelles de taxes découlant de la hausse des valeurs foncières dans certains milieux

Réunion : Rencontre de consultation sur l'éventail des solutions possibles : Québec, le 3 octobre 2008

Participants : représentants de divers organismes (UMQ, FQM, AEMQ, OEAQ, APFQ) et du MAMROT (voir le compte rendu)

Sujets abordés : Examen des solutions possibles à la problématique de la hausse exceptionnelle des taxes affectant les résidences dans certains milieux (ex. : en bordure de lacs et de cours d'eau)

Ordre du jour et compte rendu joints en annexe.

Réunion : Rencontres sur un éventuel programme de report de l'impôt foncier (PRIF) : Québec, le 17 juin et le 10 septembre 2008

Participants : Jasmin Savard et Peggy Bachman (UMQ), Bernard Guay, Robin Hémond et Lucie Gauthier (MAMROT)

Sujets abordés : examen de la proposition de l'UMQ concernant un éventuel programme PRIF

Aucun compte rendu ni d'ordre du jour n'a été rédigé.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande #33	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2008-2009.
6	<p><u>Comité de suivi de l'application d'un taux de taxe distinct aux immeubles agricoles</u> : Québec, le 2 juillet et le 11 novembre 2008</p> <p>Participants : Jasmin Savard (UMQ), Marie-Édith Dufresne, Michel Bonneau et Jean Labbé (MAPAQ), Ghislain Améga (MFQ), Idriss Ettabâa et Denis Bilodeau (UPA), Nicolas Fleury et Érika Dufresne-Desjardins (FQM), Bernard Guay (2 juillet) et Michel Myrand (MAMROT).</p> <p>Sujets abordés : Examen du rapport (version préliminaire et version finale) sur l'application en 2008 par les municipalités d'un taux de taxe distinct aux exploitations agricoles</p> <p>Des ordres du jour ont été rédigés mais pas de compte rendu.</p>
7	<p><u>Comité conjoint UMQ/FQM sur la démocratie municipale, le 15 mai 2008 à Québec</u></p> <p>Participants : Paul Arsenault (MAMROT), Sébastien Cloutier (FQM), Me Guy Collard (Laval), Marc Croteau (MAMROT), André Desjardins (ADMQ), Susie Dubois (FQM), Julie Faucher (COMAQ), Mario Gagné (MAMROT), Michel Giroux (Lac-Beauport), Me Claude Groulx (Montréal), Yvan Laberge (COMAQ), Normand Moussette (Montréal), Céline Ouimet (ADMQ), Jacques Poulin (ADGMQ), Francine Ruest-Jutras (UMQ), Chantal Sainte-Marie (COMAQ), Me Diane Simard (UMQ), Pierre Tessier (DGE).</p> <p>Sujets abordés : Droit de vote des autochtones, vote électronique, rémunération du personnel électoral, pompiers volontaires, date des élections et report des élections municipales en 2010, report de la date du dépôt du budget, présentation par le DGE des impacts budgétaires de l'assujettissement de toutes les municipalités aux règles de financement des partis politiques et des candidats indépendants.</p> <p>Ordre du jour et compte rendu en annexe.</p>

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande #33	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2008-2009.
8	<p><u>Comité conjoint UMQ/FQM sur la démocratie municipale, le 24 octobre 2008 à Drummondville</u></p> <p>Participants : Paul Arsenault (MAMROT), Corina Bastiani (UMQ), Sébastien Cloutier (FQM), Me Guy Collard (Laval), Marc Croteau (MAMROT), André Desjardins (ADMQ), Jean-Guy Desrosiers (UMQ), Susie Dubois (FQM), Julie Faucher (COMAQ), Mario Gagné (MAMROT), Michel Giroux (Lac-Beauport), Me Claude Groulx (Montréal), Yvan Laberge (COMAQ), Normand Moussette (Montréal), Céline Ouimet (ADMQ), Jacques Poulin (ADGMQ), Francine Ruest-Jutras (UMQ), Réjane T. Salvail (FQM), Me Diane Simard (UMQ), Pierre Tessier (DGE).</p> <p>Sujets abordés : Simultanéité des élections municipales et scolaires, date des élections (printemps vs automne), droit de vote des autochtones, assujettissement de toutes les municipalités aux règles de financement, vote électronique, modifications législatives à la LERM, période de mises en candidatures, recrutement du personnel électoral, participation électorale.</p> <p>Ordre du jour et compte rendu en annexe.</p>
9	<p><u>Comité conjoint UMQ/FQM sur la démocratie municipale, le 6 février 2009 à Québec</u></p> <p>Participants : Paul Arsenault (MAMROT), Corina Bastiani (UMQ), Sébastien Cloutier (FQM), Me Guy Collard (Laval), Marc Croteau (MAMROT), Sylvie Desaulniers (MAMROT), André Desjardins (ADMQ), Jean-Guy Desrosiers (UMQ), Susie Dubois (FQM), Julie Faucher (COMAQ), Éric Forest (Rimouski), Michel Giroux (Lac-Beauport), Me Claude Groulx (Montréal), Yvan Laberge (COMAQ), Normand Moussette (Montréal), Céline Ouimet (ADMQ), Jacques Poulin (ADGMQ), Francine Ruest-Jutras (UMQ), Chantal Sainte-Marie (COMAQ), Me Diane Simard (UMQ), Pierre Tessier (DGE).</p> <p>Sujets abordés : Simultanéité des élections municipales et scolaires, droit de vote des autochtones, assujettissement de toutes les municipalités aux règles de financement, modifications législatives à la LERM, sondage du MAMROT concernant la participation électorale, mesures pour susciter plus de candidatures lors des prochaines élections municipales, recrutement du personnel électoral, élection partielle lors d'une vacance au poste de maire, restrictions en ce qui a trait aux communications effectuées par des candidats lors d'une campagne électorale.</p> <p>Ordre du jour en annexe. Compte rendu non disponible.</p>

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande #33	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2008-2009.
-------------	---

10	<p><u>Comité d'orientation sur la révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme : le 11 juin 2008 à Québec</u></p> <p>Participants à la réunion sous la présidence de M. Marc Croteau et de M^{me} Marie-Lise Côté (MAMROT) :</p> <p>M. Denis Bergeron (FQM), M. Jean-Guy Breton (UMQ), M. Jacques Boivin (MAMROT), M. Gérald Bolduc (CMM), M. Jean-Claude Cayla (Ville de Montréal), M^{me} Marie-Lise Côté (MAMROT), M^{me} Diane Fortin (UMQ), M. Claude Hallé (CMQ), M. Jean-François Marchand (MAMROT), M. Fernand Martin (Ville de Québec), M. Louis Massicotte (MAMROT), M^{me} Carole Paquette (Ville de Montréal), M. Marc Rondeau (CMQ).</p> <p>Sujets abordés : Nouvelle composition et nouveau rôle du Comité d'orientation, la participation des citoyens et le processus référendaire, Varia.</p> <p>Ordre du jour en annexe. Compte rendu non disponible.</p>
----	--

Rencontre avec les représentants du milieu municipal et des centres d'urgence 9-1-1 sur la mise en œuvre du nouveau régime de financement des centres d'urgence 9-1-1

Le mardi 3 mars 2009 à 14h00
Au 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, Québec, salle RC-09

1. Mot de bienvenue
2. Consultation préalable à l'adoption du règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 portant sur :
 - les aspects financiers :
 - montant de la taxe;
 - partie de celui-ci pouvant être conservée par les fournisseurs de téléphonie au titre de leurs frais d'administration;
 - les aspects techniques :
 - définitions du mot « client » et de l'expression « service téléphonique »;
 - date à compter de laquelle la taxe est imposée.
3. Autres éléments :
 - mise en place de l'organisme à but non lucratif désigné par la ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;
 - contribution des associations municipales à la démarche d'adoption des règlements municipaux imposant la taxe pour le 9-1-1;
 - inclusion dans l'assiette TPS-TVQ de la taxe municipale pour le 9-1-1.

4. Varia



Rencontre avec les représentants des entreprises de téléphonie sur la mise en œuvre du nouveau régime de financement des centres d'appels d'urgence 9-1-1

Jeudi, le 25 septembre 2008 à 13h00

Hôtel Palace Royal
775, rue Honoré-Mercier
Québec
Salle Chenonceau

1. Présentation des participants.
2. Rappel du nouveau régime de financement des centres d'appels d'urgence 9-1-1 prévu par les dispositions législatives adoptées par l'Assemblée nationale en juin 2008.
3. Démarche de mise en œuvre du nouveau régime : étapes et échéancier
4. Consultation préalable à l'adoption du règlement gouvernemental encadrant l'imposition de la taxe municipale pour le financement du service 9-1-1
 - Objets de la consultation
 - Organisation de la participation des entreprises
5. Varia.

COMPTE RENDU DE RÉUNION

OBJET : NOUVEAU RÉGIME DE FINANCEMENT DES CENTRES
D'URGENCE 9-1-1 : RÉUNION DU 25 SEPTEMBRE 2008 AVEC
LES REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE

DATE : Le 22 octobre 2008

Étaient présents :

Pour l'industrie de la téléphonie

Pierre-Luc Hébert	Bell Canada
Line Maheux	Bell Canada
Simon-Pierre Olivier	Rogers Communications
Vincent Gagné	Telus
Raymond Lacroix	Telus
Patrick Desy	Quebecor Media
Dennis Béland	Quebecor Media
Michel Gilbert	Télébec
Serge Désy	ACTQ
Yvon Brunelle	Tel Warwick
Jim Patrick	ACTS
Emmanuel Morin	ACTS

Pour le gouvernement

Jean-François Bouchard	MSP
Bernard Guay	MAMR
Marie Pelletier	MAMR (DAJ)
Andrée Drouin	MAMR (DAJ)
Pierre Lambert	MAMR
Pierre Proulx	Consultant

1. CONTEXTE

En juin 2008, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi 82 qui modifie le régime de financement des centres d'urgence 9-1-1. La mise en œuvre du nouveau régime suppose que certaines de ses modalités fassent l'objet d'un règlement gouvernemental dont l'adoption doit être précédée d'une consultation des intéressés, notamment l'industrie de la téléphonie.

Dans ce contexte, la réunion du 25 septembre 2008 avait pour objet de :

- faire un rappel du nouveau régime de financement des centres 9-1-1 et en présenter la démarche de mise en œuvre;
- préciser les objets et l'organisation de la participation des entreprises de téléphonie à la consultation préalable à l'adoption du règlement gouvernemental.

2. LE NOUVEAU RÉGIME ET SA MISE EN ŒUVRE

À partir de documents déjà transmis aux participants (note du 12 septembre 2008 décrivant le nouveau régime et tableau illustrant la démarche de mise en œuvre), monsieur Bernard Guay présente sommairement les caractéristiques du nouveau régime et les étapes de sa mise en application.

En bref, toute municipalité devra, par règlement, décréter sur son territoire une taxe payable par tout client d'une entreprise de téléphonie, par fil ou sans fil (incluant Internet), aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1. Les règlements municipaux seront encadrés par un règlement gouvernemental qui définira les notions de service téléphonique et de client (abonné), la date à compter de laquelle la taxe est imposée, le montant de la taxe par abonné et la partie pouvant être conservée par les entreprises. Les règlements municipaux seront assujettis à l'approbation de la ministre des Affaires municipales et des Régions, garantissant ainsi leur conformité au règlement gouvernemental. On prévoit que l'approbation des règlements municipaux sera complétée pour l'été 2009, permettant l'imposition de la taxe. Les entreprises de téléphonie auront l'obligation de percevoir la taxe auprès de leurs abonnés et d'en faire remise au ministère du Revenu (MRQ), qui en versera le produit à un organisme chargé d'en assurer la répartition entre les municipalités.

L'une des principales tâches préalables à l'adoption du règlement gouvernemental consiste à déterminer le montant de la taxe par abonné et ce dernier constitue l'un des principaux aspects à propos desquels l'industrie de la téléphonie sera consultée. Le montant de la taxe par abonné sera le reflet d'un ensemble d'éléments :

- Le montant versé aux municipalités pour le financement des centres 9-1-1

Ce montant devra tenir compte de l'effet des normes de services plus exigeantes qui s'appliqueront aux centres 9-1-1 en vertu d'un règlement gouvernemental qui sera adopté sur recommandation du ministre de la Sécurité publique. Malheureusement, on ne dispose que de très peu d'information sur les coûts d'opération des centres 9-1-1. Dans certains cas, les services sont assurés par des organismes à but non lucratif (OBNL) dont les états financiers ne sont pas accessibles. Dans d'autres cas, les centres 9-1-1 font partie d'un ensemble plus vaste et les coûts qui s'y rapportent spécifiquement ne sont pas identifiables. L'Union des municipalités du Québec (UMQ) a mandaté un consultant pour réaliser un estimé du coût de fonctionnement des centres 9-1-1, mais ses travaux ne permettent pas d'isoler le coût net des petits centres lorsqu'ils sont intégrés dans un ensemble plus vaste. Toutefois, certains éléments qu'on y retrouve pourraient être utilisés, en particulier l'évaluation de l'effet des nouvelles normes.

Il est donc inévitable que l'établissement du montant à verser aux municipalités à compter de 2009 pour le financement des centres 9-1-1 repose sur des approximations assez globales. Le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) compte, lors d'une rencontre ultérieure, présenter aux représentants de l'industrie son évaluation du montant à prévoir pour le financement des centres 9-1-1.

- Le montant conservé par les entreprises pour leurs frais administratifs

Le MAMR souligne que les entreprises doivent s'attendre à ce que ce montant soit moindre que celui de 0,06 \$ par abonné par mois que les entreprises ayant conclu des ententes de perception du tarif municipal sont autorisées à conserver dans le régime actuel. En effet, il est prévu que les entreprises n'auront plus à transmettre de données sur les abonnés selon les territoires municipaux et le nouveau régime ne permet plus à des abonnés de demander d'être exemptés; cette diminution de leur charge administrative pourrait justifier une remise en cause du montant par abonné qu'elles peuvent actuellement conserver. Par contre, quoique, dans le cas de la taxe de vente du Québec (TVQ), aucune somme ne puisse être conservée par les mandataires du ministère du Revenu (MRQ), le MAMR juge inopportun de faire table rase des modalités en vigueur depuis 1995, mais compte tout de même prévoir une réduction des sommes pouvant être conservées.

- Le montant conservé par le MRQ pour ses frais administratifs (recouvrement et contrôle).
- Le montant nécessaire pour financer les frais découlant du nouveau mécanisme d'accréditation des centres 9-1-1 qui sera mis sur pied par le ministère de la Sécurité publique (MSP).
- Le montant maximal que pourrait conserver l'organisme chargé de répartir les sommes perçues entre les municipalités pour ses frais administratifs.

Réactions et commentaires

- Tout en reconnaissant que la détermination des montants requis pour assurer un financement adéquat des centres 9-1-1 est d'abord une responsabilité gouvernementale et municipale, les représentants de l'industrie de la téléphonie indiquent qu'ils ne peuvent se désintéresser de l'évaluation des coûts des centres 9-1-1, considérant que les abonnés les tiennent souvent responsables, à cause des montants apparaissant sur leur compte, de la qualité du service 9-1-1.

- L'industrie souhaite que le taux de la taxe soit fixé pour une période d'environ cinq ans, ce qui suppose nécessairement que le montant qui sera perçu tienne compte de la mise aux normes des centres 9-1-1. Au terme de cette période de cinq ans, il pourrait être possible de réexaminer la situation, compte tenu de l'évolution du réseau des centres, de la mise en œuvre des nouvelles normes, de l'évolution du nombre d'abonnés, de l'évolution de la technologie et de la disponibilité de données plus précises sur le coût des centres.
- Concernant le montant pouvant être conservé par les entreprises pour leurs frais d'administration, les représentants de l'industrie indiquent leur intérêt marqué pour cette question. Certains participants s'interrogent sur le bien fondé d'une éventuelle diminution du montant actuel de 0,06 \$ par abonné par mois, considérant que dans d'autres provinces, ce montant serait de 0,07 \$.
- En ce qui a trait à la perception, certains participants se demandent quelle sera la flexibilité laissée aux entreprises. Sera-t-il possible de ne pas prévoir une ligne distincte pour la nouvelle taxe sur le compte de l'abonné? Pourrait-on envisager un paiement annuel unique? Le MAMR souligne que les représentations faites jusqu'à présent par les entreprises l'ont amené à considérer que celles-ci souhaiteraient indiquer clairement la taxe municipale sur leur facture. Le MAMR estime également que, comme il s'agit d'une taxe directe à l'abonné, il faudra que la facture en fasse mention d'une façon ou d'une autre (ligne spécifique, note de bas de page, etc.). Un représentant de l'industrie souligne que, d'après lui, cela est essentiel afin de s'assurer que la taxe ne puisse être considérée comme une taxe indirecte. Par ailleurs, un paiement annuel unique poserait problème sur le plan de l'équité et celui des recettes, puisque les personnes dont l'abonnement débiterait par après échapperaient à la taxe.
- Certains participants estiment que les centres 9-1-1 devraient avoir à rendre des comptes sur l'utilisation des sommes reçues en provenance de la taxe pour le service 9-1-1 et se demandent si le Vérificateur général du Québec ne devrait pas avoir un mandat en la matière. Il faut cependant souligner que les centres 9-1-1 sont des organismes qui relèvent des municipalités ou qui leur sont liés par contrat, et qu'ils seront financés au moyen d'une taxe municipale. Dans le cadre juridique actuel, le Vérificateur général n'a pas juridiction sur les centres 9-1-1. Par contre, la Loi 82 prévoit que les centres 9-1-1 devront rendre des comptes dans le cadre de la procédure d'accréditation et que chaque centre devra remettre un rapport annuel sur ses activités, lequel devra inclure les renseignements exigés par le ministre de la Sécurité publique.
- Concernant la mise en œuvre du nouveau régime, les participants font valoir divers aspects :
 - il faut prévoir un délai minimum de trois mois avant l'entrée en vigueur de la taxe pour que les entreprises soient en mesure d'adapter leurs procédures administratives et leurs systèmes informatiques;
 - l'entrée en vigueur de la nouvelle taxe devrait être précédée d'une campagne d'information visant le public en général, afin d'expliquer la raison d'être de la nouvelle taxe et d'expliquer qu'elle résulte de décisions gouvernementales;
 - certains souhaiteraient que le MAMR mette en place un site WEB et un numéro de téléphone sans frais à l'intention des abonnés qui auraient des questions sur la nouvelle taxe. Toutefois, quoique le MAMR soit d'accord pour publier sur son site un document d'information sur le nouveau régime, la formule d'une ligne téléphonique ouverte s'éloigne de ses façons de faire normales.

3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

Il est prévu que l'industrie de la téléphonie sera consultée sur les aspects financiers qui la concernent, en particulier le montant de la taxe et la partie pouvant être conservée par les entreprises, mais aussi, sur des aspects plus techniques, comme la définition des expressions « service téléphonique » et « client ».

Le MAMR avait prévu que la démarche de consultation comprenne un certain nombre de rencontres conjointes entre les représentants de l'industrie et les associations municipales, afin de permettre un échange de perspectives. Cependant, pour que de telles réunions soient fructueuses, il faudrait qu'elles mettent en jeu un nombre plus restreint de participants que la présente réunion, ce qui suppose que l'industrie s'entende sur la composition d'une délégation plus restreinte.

La démarche de consultation doit avoir abouti au cours de novembre, afin de permettre la rédaction du règlement gouvernemental à temps pour une adoption avant la fin de l'année 2008.

Réactions et commentaires

Les représentants de l'industrie souhaitent la tenue d'une autre réunion (à Montréal) entre le gouvernement et l'industrie, à laquelle seraient invités tous les participants à la présente réunion, pour discuter du montant de la taxe et du montant pouvant être retenu par les entreprises. Ce n'est que par la suite qu'une réunion conjointe avec les représentants municipaux serait envisagée, afin de conclure le dossier pour 2009 et de convenir des prochaines étapes.

Rencontre de consultation avec les représentants des entreprises de téléphonie sur la mise en œuvre du nouveau régime de financement des centres d'urgence 9-1-1

Lundi, 10 novembre 2008 à 13h00

Édifice Tour de la Place Victoria
800, rue du Square Victoria - 28^e étage
Réception - Ministère Emploi et Solidarité sociale
Montréal

1. Mot de bienvenue
2. Consultation préalable à l'adoption du règlement gouvernemental encadrant l'imposition de la taxe municipale aux fins du financement du service 9-1-1 :
 - aspects financiers, (le montant de la taxe et la partie de celle-ci pouvant être conservée par les entreprises de téléphonie);
 - aspects techniques (les définitions de l'expression « service téléphonique » et du mot « client », etc.).

D'autres éléments pourront également être abordés lors de la rencontre, notamment :

- le délai minimum requis, avant l'entrée en vigueur de la taxe, pour que les entreprises de téléphonie soient en mesure d'adapter leurs procédures et systèmes;
 - la nécessité de prévoir sur la facture une ligne distincte pour la nouvelle taxe municipale;
 - la sensibilisation du public.
3. Orientations générales concernant les mécanismes de perception applicables aux entreprises de téléphonie (M^e Serge Bouchard, Revenu - Québec).
 4. Varia

2008-11-05

Aile Chauveau, 3^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2035
Télécopieur : 418 643-3204
www.mamr.gouv.qc.ca

COMPTE RENDU DE RÉUNION

**OBJET : NOUVEAU RÉGIME DE FINANCEMENT DES CENTRES
D'URGENCE 9-1-1 : RÉUNION DU 10 NOVEMBRE 2008
AVEC LES REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE**

Étaient présents :

Pour l'industrie de la téléphonie

Pierre-Luc Hébert	Bell Canada
Line Maheux	Bell Canada
Simon-Pierre Olivier	Rogers Communications
Vincent Gagné	Telus
Michel Messier	Cogeco Cable
Patrick Desy	Quebecor Media
Dennis Béland	Quebecor Media
Michel Gilbert	Télébec
Serge Désy	ACTQ
Emmanuel Morin	ACTS

Pour le gouvernement

Jean-François Bouchard	MSP
André Forget	MRQ
Marc Croteau	MAMR
Marie Pelletier	MAMR (DAJ)
Andrée Drouin	MAMR (DAJ)
Pierre Lambert	MAMR
Pierre Proulx	Consultant

1. CONTEXTE

La réunion du 10 novembre 2008, soit la deuxième rencontre avec les représentants des entreprises de téléphonie, avait principalement pour but de consulter lesdites entreprises, préalablement à l'adoption du règlement gouvernemental encadrant l'imposition de la taxe municipale aux fins du financement du service 9-1-1, sur les points suivants :

- aspects financiers, soit le montant de la taxe et la partie de celle-ci pouvant être conservée par les entreprises de téléphonie à titre de frais d'administration;
- aspects techniques, soit les définitions de l'expression « service téléphonique » et du mot « client », etc.

Il était prévu également que d'autres éléments particuliers pouvaient être abordés lors de la rencontre :

- le délai minimum requis, avant l'entrée en vigueur de la taxe, pour que les entreprises de téléphonie soient en mesure d'adapter leurs procédures et systèmes;
- la nécessité de prévoir sur la facture une ligne distincte pour la nouvelle taxe municipale;
- la sensibilisation du public;
- les orientations générales concernant les mécanismes de perception applicables aux entreprises de téléphonie par le ministère du Revenu (MRQ).

2. ÉLÉMENTS DE CONSULTATION SUR LE RÈGLEMENT GOUVERNEMENTAL

Au plan financier

L'une des principales tâches préalables à l'adoption du règlement gouvernemental consiste à déterminer le montant de la taxe municipale. À cet égard, messieurs Marc Croteau et Pierre Lambert du ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) présentent sommairement les éléments à considérer dans l'établissement de ce montant.

- Coûts de fonctionnement des centres 9-1-1

Comme on ne dispose que de peu d'information sur les coûts d'opération des centres, ceux-ci devront reposer sur des approximations assez globales. La seule étude sur laquelle on peut s'appuyer dans l'estimation des coûts des centres est celle commanditée par l'Union des municipalités (UMQ). Dans cette étude, le consultant a réparti les centres 9-1-1 en trois catégories (grand centre, soit Montréal, centres moyens et petits centres), à l'égard desquelles des budgets types ont été élaborés, tant en ce qui a trait à la situation « actuelle » qu'à l'égard de celle résultant de l'application des nouvelles normes de services. La totalisation de ces budgets types a donné un coût annuel de l'ordre de 37 M\$ (5,03 \$ par habitant) pour la situation « actuelle » et de 44 M\$ pour celle résultant de nouvelles normes, soit une augmentation de 18,5 %.

L'étude ne prend pas en considération le fait que les petits centres sont généralement intégrés dans des entités plus vastes à l'intérieur desquelles les ressources sont partagées. Les budgets types établis pour cette catégorie de centres reposent plutôt sur l'hypothèse que le centre 9-1-1 doit disposer des ressources nécessaires pour donner le service seul, ce qui conduit à un coût per capita très élevé de 10,05 \$. La méthode proposée pour estimer le coût net des petits centres consiste à leur appliquer le coût per capita moyen de 5,03 \$ pour l'ensemble des centres. Compte tenu de cette correction à la baisse, le coût total estimé des centres (avant prise en considération des nouvelles normes) s'établirait alors à 27,7 M\$.

Ce coût estimé des centres doit cependant être ajusté pour tenir compte de l'entrée en vigueur des nouvelles normes de services. Pour procéder à cet ajustement, il s'agit d'appliquer le facteur d'augmentation de 18,5 %, établi en comparant le coût total selon la situation actuelle et le coût total résultant de l'application des nouvelles normes que l'on retrouve dans l'étude du consultant.

De même, comme il est généralement souhaité que le montant qui entrera en vigueur en 2009 s'applique pour une période de cinq ans, il est nécessaire de prévoir une indexation « moyenne ». Le taux d'inflation cumulatif prévu de 2009 à 2013 étant de 10,4 %, il s'agirait donc de prendre en considération 50 % de ce taux, soit 5,2 %.

En conséquence, le coût estimé des centres de 27,7 M\$ serait majoré, pour la période 2009-2013, de 18,5 %, pour les nouvelles normes ainsi que de 5,2 %, pour une indexation moyenne, et s'établirait à 34,5 M\$.

- Montant conservé par les entreprises de téléphonie pour leurs frais d'administration

Dans le régime actuel, les entreprises ayant conclu une entente de perception conservent pour leurs frais de perception et d'administration un montant de 0,06 \$. Dans le nouveau régime, les entreprises n'auront plus à fournir d'informations sur les abonnés ayant refusé d'acquitter le tarif, ni sur la provenance géographique des sommes. Quoique dans le cas de la taxe de vente du Québec (TVQ), aucune somme ne puisse être conservée par les mandataires, il n'apparaît pas opportun, dans le cas de la nouvelle taxe municipale pour le service 9-1-1, de faire complètement table rase de la possibilité pour les entreprises de conserver des montants. Cependant, il y aurait lieu de les réduire. Dans cette perspective, il est proposé que le montant mensuel par abonné pouvant désormais être conservé par les entreprises soit établi à 50 % de celui (0,06 \$) qu'elles conservent dans le régime actuel, soit 0,03 \$.

- Autres coûts à considérer

Le montant de la taxe devra également tenir compte des éléments suivants :

- les frais d'administration du ministère du Revenu du Québec;
- les frais découlant du nouveau mécanisme d'accréditation des centres 9-1-1;
- les frais d'administration de l'organisme, sous contrôle municipal, désigné par le ministre des Affaires municipales et des Régions pour répartir les sommes perçues entre les municipalités.

Au plan technique

M^e Andrée Drouin de la Direction des affaires juridiques du MAMR présente brièvement sa compréhension actuelle de ce qu'on devrait entendre par le terme « client », c'est-à-dire, tout abonné à un service téléphonique et tout détenteur d'un compte pour un service de téléphonie sans fil prépayé à qui est attribué un numéro de téléphone avec un indicatif régional du Québec. Cette définition a suscité un échange entre les participants dont les principaux éléments sont résumés dans la section suivante.

Réactions et commentaires.

- À la suite de la présentation de l'évaluation des coûts de fonctionnement des centres 9-1-1, soit l'élément principal à considérer dans la détermination du montant de la taxe, les représentants de l'industrie, sans remettre en question cette évaluation, souhaiteraient obtenir, par écrit, la méthodologie et les hypothèses retenues par le MAMR pour établir lesdits coûts. Le MAMR indique qu'il examinera la meilleure façon de donner suite à cette requête. Le compte rendu de la rencontre pourrait possiblement satisfaire ce besoin.
- En ce qui a trait au montant pouvant être conservé par les entreprises de téléphonie pour leurs frais d'administration, les représentants de l'industrie remettent en question la proposition du MAMR quant à la réduction du montant mensuel pouvant être conservé par les entreprises qui devrait désormais s'établir à 50 % de celui (0,06 \$) qu'elles conservent dans le régime actuel, soit 0,03 \$. En effet, ils indiquent qu'avec l'entrée en vigueur de la taxe, ils devront encourir des coûts importants d'adaptation de leurs procédures et systèmes de facturation et de perception. De plus, ils rappellent que dans plusieurs autres provinces, les entreprises de téléphonie conservent 0,07 \$ pour leurs frais d'administration liés à la facturation et la perception du tarif en vigueur aux fins du financement du service 9-1-1. Dans ce cas, les informations fournies se limiteraient au nombre d'abonnés (numéros de téléphone) et au montant net perçu (montant brut - frais d'administration). Enfin, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a approuvé un tarif de 0,10 \$ par abonné par mois pour la fourniture d'un service de facturation / perception par les entreprises de téléphonie opérant au Québec. Dans ce contexte, les représentants de l'industrie demande que soit maintenu à 0,06 \$ le montant que pourront conserver les entreprises de téléphonie.
- En ce qui concerne la définition proposée par le MAMR du terme « client », les représentants de l'industrie s'interrogent à savoir si ladite définition permettra d'assujettir à la taxe municipale l'ensemble des clients à un service téléphonique qui permet de composer le 9-1-1. Selon cette définition, un client serait un abonné à un service téléphonique à qui est attribué un numéro de téléphone. La notion de ligne ou de poste n'étant pas associée à la définition, les entreprises de téléphonie demandent qu'on s'assure que cette dernière couvre tout abonné à un service téléphonique ayant accès au 9-1-1. Par ailleurs, les entreprises de téléphonie demandent également que des précisions soient apportées dans le cas des revendeurs. Ces derniers seront-ils considérés comme les fournisseurs de services téléphoniques ou comme des clients? Le MAMR s'engage à faire les vérifications nécessaires afin d'identifier clairement les clients et les fournisseurs.
- Concernant la règle voulant que, dans le cas où un client détient, auprès d'un fournisseur de service téléphonique sans fil, un compte pour des services prépayés, le fournisseur doive, à chaque mois et ce, le premier jour du mois où des sommes suffisantes y sont disponibles, déduire de ce compte un montant correspondant à celui de la taxe, les représentants de l'industrie du sans fil estiment que cette règle est contraignante, les obligeant à vérifier régulièrement la disponibilité d'une somme minimale nécessaire pour effectuer le prélèvement de la taxe. À cela, le MAMR répond que la date de perception de la taxe est importante afin que le client connaisse le moment précis où le fournisseur prélève la taxe dans son compte. Par ailleurs, le MAMR examinera la possibilité de simplifier ladite règle.

3. AUTRES ÉLÉMENTS CONSIDÉRÉS

- Les représentants de l'industrie réitèrent qu'il faut prévoir un délai minimum de trois mois avant l'entrée en vigueur de la taxe municipale pour que les entreprises soient en mesure d'adapter leurs procédures administratives et leurs systèmes de facturation et de perception.
- En ce qui a trait à la nécessité de prévoir sur la facture une ligne distincte pour la nouvelle taxe municipale, le MAMR indique qu'aucune obligation du point de vue juridique n'exige que la taxe soit indiquée séparément sur la facture. La taxe (ligne distincte) ou une mention de celle-ci pourrait donc apparaître sur la facture. Quant à la possibilité que ce soit plutôt la convention conclue entre le fournisseur et le client qui mentionne l'application d'une taxe municipale aux fins du financement du service 9-1-1, le MAMR, avant de statuer sur cette question, doit en examiner les implications juridiques.
- L'ensemble des participants estime que l'entrée en vigueur de la taxe municipale doit être précédée d'une campagne de sensibilisation du public expliquant les origines et la raison d'être de la taxe. Pour sa part, l'industrie souhaite, à titre d'exemple, que le MAMR développe un site Web et rende disponible un numéro de téléphone sans frais afin de traiter les plaintes et demandes d'information des consommateurs. Elle se dit prête, au cours des trois mois précédant l'entrée en vigueur de la taxe, à joindre à sa facturation mensuelle, un encart annonçant la venue prochaine d'une taxe municipale 9-1-1. Quant au MAMR, il envisage la possibilité de s'associer aux associations municipales autant en ce qui a trait au contenu du message qu'aux aspects logistiques et de financement de la campagne d'information.
- Le représentant du MRQ présente sommairement les orientations générales concernant les mécanismes de perception applicables aux entreprises de téléphonie. Il indique que le MRQ envisage mettre en place un système, le plus simple, le plus efficace et le moins coûteux possible. Il mentionne également que la fiscalisation de la taxe municipale permettra au MRQ d'agir notamment en matière de :
 - inscription des fournisseurs à titre de mandataire;
 - remises et contrôle des remises;
 - cotisation et opposition;
 - programmes de vérification.

Ordre du jour

Sujet : Réunion sur la problématique des hausses inégales d'évaluations foncières

Date et horaire : 3 octobre 2008 de 13h30 à 16h30

Lieu : Salle 3-108, 3^e étage, 10 Pierre-Olivier-Chauveau, Québec (locaux du MAMR)

1. Tour de table pour permettre à chacun des convives de se présenter et d'indiquer quel organisme il représente
2. Présentation, par le MAMR, d'un document qui résume la problématique des hausses d'évaluations foncières inégales à la suite du dépôt du rôle et les avenues de solution possibles et qui commente chacune d'entre elles
3. Tour de table pour permettre à chacun des convives de s'exprimer sur les avenues de solution et de déposer tout document pertinent
4. Établissement des suites à donner au dossier en tenant compte de ce qui a été discuté
5. Varia
6. Fin de la réunion

**TABLE RONDE SUR LA PROBLÉMATIQUE DE L'AUGMENTATION DES
TAXES FONCIÈRES AFFECTANT CERTAINES RÉSIDENCES ET
SUR LES AVENUES DE SOLUTION**

Compte rendu de la réunion du 3 octobre 2008

La table ronde est composée de représentants de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OEAQ), de l'Association des propriétaires fonciers du Québec (APFQ), et du ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR).

Étaient présents:

M. Michel Chamard, APFQ
M. Bruno Gaudreau, APFQ
M. Robert Julien, APFQ
M. Gilles Viel, APFQ
Mme Érika Desjardins-Dufresne, FQM
M. Nicolas Fleury, FQM
M. Jasmin Savard, UMQ
M. Richard Côté, OEAQ
Mme Christiane Guimond, OEAQ
M. Pierre Potvin, OEAQ
Mme Céline Viau, OEAQ
Mme Lucie Gauthier, MAMR
M. Bernard Guay, MAMR
M. Robin Hémond, MAMR

La réunion s'est tenue dans les locaux du ministère des Affaires municipales et des Régions, au 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, à Québec. Elle était présidée par monsieur Bernard Guay, directeur général des Politiques fiscales et économiques.

1. **Premier tour de table pour permettre à chacun des participants de se présenter et d'indiquer quel organisme il représente.**
2. **Second tour de table pour permettre aux participants de s'exprimer sur la problématique et les avenues de solution et de déposer les documents jugés pertinents.**

Position de l'APFQ

Monsieur Gilles Viel, président de l'APFQ, présente un document intitulé « Table ronde sur la problématique de la hausse élevée des taxes foncières affectant des résidences au Québec, Ministères des affaires municipales, Document APFQ ». Ce document décrit tout d'abord l'histoire de l'APFQ et sa mission, soit « la protection du droit de propriété et

l'avancement des droits des payeurs de taxes foncières afin de permettre la conservation du patrimoine et du tissu social des communautés tout en assurant la protection des citoyens contre les brusques augmentations fiscales conséquences des hausses de leur évaluation foncière. »

Monsieur Viel souligne que le problème que vivent plusieurs propriétaires provient de la hausse importante des valeurs foncières, laquelle se traduit par d'importantes augmentations de taxes, particulièrement dans le cas des résidences situées sur le bord des cours d'eau (fleuve, lacs, etc.) et dans certains quartiers très recherchés (Plateau Mont-Royal, etc.).

Cette situation serait la conséquence du système d'évaluation foncière québécois reposant sur la valeur marchande, qui serait, pour certaines propriétés, « contaminée » par les transactions immobilières spéculatives effectuées dans certains secteurs.

De plus, monsieur Viel indique que la taxation foncière doit, à son avis, respecter les principes de l'utilisateur-payeur et de la capacité de payer des citoyens, lien qui serait rompu lorsque l'évaluation des propriétés et les taxes foncières progressent plus vite que l'inflation et les revenus du propriétaire.

En conséquence, l'APFQ, après avoir étudié diverses solutions utilisées hors du Québec, propose qu'une solution inspirée de celle appliquée en Californie, soit la proposition 13, soit instaurée au Québec. L'APFQ demande donc que la *Loi sur la fiscalité municipale* (LFM) soit amendée afin :

- que les valeurs foncières soient ramenées à ce qu'elles étaient en 2000;
- qu'elles soient indexées annuellement selon l'indice des prix à la consommation (IPC);
- que les charges foncières de chaque catégorie d'immeubles soient limitées selon un pourcentage raisonnable de leur valeur imposable;¹
- que la valeur imposable des immeubles qui sont transigés et des constructions neuves soit fixée au prix de la transaction ou selon le coût de construction;
- que des exclusions à cette réévaluation soient prescrites afin de permettre le transfert intergénérationnel et pour permettre aux personnes âgées d'échanger leur propriété contre une autre mieux adaptée à leurs besoins.

Enfin, l'APFQ se prononce contre toute mesure de report du compte de taxes, surtout si cela s'accompagne d'une charge d'intérêt, même modérée. Selon l'APFQ, ce type de solution se traduit par une hypothèque à long terme croissante qui viendra grever l'héritage qu'un propriétaire est en droit de laisser à ses héritiers.

¹ Cette solution équivaut à fixer des taux de taxes maximums pour chaque catégorie d'immeubles, comme par exemple 1 \$ du 100 \$ d'évaluation pour le secteur résidentiel.

Position des organismes représentant les municipalités (UMQ et FQM) ou oeuvrant dans le domaine de l'évaluation foncière (OEAQ)

Les représentants des trois organismes sont d'accord pour admettre que la hausse inégale des valeurs foncières selon les immeubles entraîne un déplacement du fardeau de taxes et les représentants des associations municipales se disent très sensibles à cette problématique. Cependant, ces représentants font aussi état de leur opposition à ce qu'ils perçoivent comme une remise en cause fondamentale du régime foncier actuel. À leur avis, le régime actuel respecte l'équité, car il fait en sorte que le fardeau foncier supporté par le propriétaire d'un immeuble est fonction de la valeur réelle (marchande) de celui-ci, c'est-à-dire du prix qui pourrait être obtenu s'il était mis en vente. Ainsi, dans une même municipalité, deux propriétaires dont la propriété a la même valeur se voient appliquer le même fardeau de taxes foncières.

Ils font également valoir que le système d'évaluation foncière est encadré par le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) et par l'OEAQ et que les contribuables ont des recours auprès de l'évaluateur, puis auprès du Tribunal administratif du Québec, pour faire réviser leur évaluation.

Un système de plafonnement des hausses de valeurs avec réajustement selon le prix obtenu lors d'une transaction remettrait en cause l'équité du régime foncier actuel : cela ferait en sorte que des propriétaires d'immeubles semblables et donc de même valeur marchande paieraient des montants de taxes différents selon la date où ils en ont fait l'acquisition. Dans un tel système, l'avantage dont bénéficieraient certains contribuables (ceux dont les immeubles ont vu leur valeur augmenter davantage) se traduirait par un fardeau plus élevé pour les autres contribuables.

De plus, un système prévoyant un plafonnement de la hausse de la valeur d'un immeuble pendant la durée où il est détenu par le même propriétaire pourrait, en incitant les gens à conserver leur résidence le plus longtemps possible, nuire à l'accession à la propriété des jeunes ménages. L'OEAQ craint également qu'un mécanisme prévoyant le réajustement de la valeur d'une propriété selon son prix de vente conduise certains à ne pas déclarer le vrai prix de vente, faisant disparaître la transparence actuelle du marché immobilier résidentiel. Le comportement de certains acteurs du marché immobilier commercial, qui tentent d'éluder par divers moyens le droit sur les mutations immobilières, illustre ce type de problème.

De l'avis des représentants municipaux et de l'OEAQ, ce n'est pas en altérant le système d'évaluation qu'il y a lieu de solutionner les problèmes causés par les hausses exceptionnelles de valeurs, mais par le biais de mécanismes visant la fiscalité proprement dite.

Il faut cependant exclure des solutions telles que le plafonnement des hausses de taxes, qui priveraient les municipalités des revenus nécessaires pour financer les services dont la responsabilité leur incombe. En l'absence de nouvelles sources de revenus, les municipalités ne peuvent se permettre de voir plafonner les recettes de l'impôt foncier.

Le représentant de l'UMQ indique que la formule privilégiée par son association est celle du report du paiement de la hausse de l'impôt foncier au moment de la cession de la propriété (programme PRIF). Il mentionne que l'UMQ a développé cette solution en réponse aux préoccupations des citoyens des municipalités où l'on observe des variations inégales de valeurs foncières. Une telle formule présenterait l'avantage de ne pas remettre en cause la taxation foncière selon la valeur marchande, tout en permettant aux personnes dont les revenus sont modestes de reporter le paiement d'une partie du fardeau au moment de la vente de la résidence, alors qu'elles disposeront de liquidités importantes. Pour l'UMQ, il s'agit de la mesure la plus équitable et elle permettrait de préserver le régime foncier municipal. Le représentant de la FQM indique que son association appuie cette solution, à la condition qu'elle soit gérée par le gouvernement, en soulignant que plusieurs de ses membres, qui sont de petites municipalités, hésitent devant la lourdeur administrative dont elle pourrait s'accompagner si ce n'était pas le gouvernement qui se chargeait de sa gestion.

Enfin, les associations municipales rappellent qu'elles s'opposent à toute mesure ayant pour effet de faire supporter des avantages consentis à des contribuables par les autres contribuables, même si ces avantages sont limités, comme ce serait le cas pour des crédits de taxes ciblés.

Échanges entre les participants

Les participants commentent les points de vue exprimés par les représentants des autres organismes. L'APFQ souligne l'exaspération de plusieurs contribuables à l'égard de la situation actuelle, manifeste des doutes quant à la possibilité du droit d'appel au Tribunal administratif du Québec (TAQ) de permettre une réduction significative des valeurs dans les cas problématiques actuels et s'inquiète de l'importance du montant que le PRIF obligerait les propriétaires à acquitter au moment de la vente. Des doutes sont également exprimés sur la réalité du risque de perte de transparence qu'entraînerait un système de révision de la valeur d'un immeuble selon le montant de la vente.

Les associations municipales s'opposent nettement aux propositions avancées par l'APFQ. De plus, le représentant de la FQM fait valoir qu'il serait dangereux de diminuer l'assiette fiscale des municipalités dans un contexte où leur situation financière demeure précaire.

Les représentants du milieu municipal réitèrent l'importance de préserver le principe d'équité sur lequel repose le régime foncier actuel et se disent d'avis que le remboursement exigible au moment de la vente d'une résidence dans le cadre d'un programme PRIF resterait marginal (le cumul d'un report de 1000 \$ sur 10 ans donnerait 10 000 \$, ce qui, même avec des intérêts, resterait peu important pour une résidence vendue pour un prix de 500 000 \$). D'ailleurs, la proposition de l'UMQ prévoyait une balise maximale correspondant à 10 % de la valeur d'une propriété.

3. Présentation du MAMR quant à l'éventail des solutions possibles

Les représentants du MAMR déposent deux documents, soit une note analysant les solutions nouvelles susceptibles d'être envisagées et, à titre d'information, un document² faisant le bilan de diverses formules appliquées aux États-Unis pour limiter les hausses de taxes foncières.

Avant d'aborder les solutions nouvelles, le directeur des Politiques fiscales et économiques du MAMR souligne qu'il existe déjà dans la *Loi sur la fiscalité municipale* des dispositions permettant de solutionner ou à tout le moins d'atténuer le problème causé par la hausse de la valeur de certaines résidences, à savoir l'étalement de la hausse des valeurs, la fixation de taux plus élevés pour les immeubles non résidentiels lorsque leur valeur progresse moins vite que les immeubles résidentiels et le recours accru à la tarification, dont le fardeau n'est pas influencé par l'évolution de la richesse foncière. Lors des récentes assises de la FQM, la mairesse de Berthier-sur-Mer a d'ailleurs relaté l'expérience de sa municipalité à ce sujet. Toutefois, il appert que les dispositions actuelles de la Loi ne seraient pas toujours pleinement utilisées par les municipalités et il serait souhaitable que les citoyens se manifestent davantage lorsque ces questions sont décidées par leur conseil municipal.

La première solution nouvelle abordée dans la note du MAMR, qui correspond à celle mise de l'avant par l'APFQ, s'inspire de formules telles que la proposition 13 de Californie et le programme CAP de Nouvelle-Écosse. De telles formules, en plus d'avoir divers effets indirects indésirables, ont pour conséquence de remettre en cause de façon assez radicale le régime foncier actuel. On peut se demander, compte tenu du caractère assez circonscrit du problème actuel (qui affecte principalement les résidences situées en bordure de lacs ou de cours d'eau), s'il est judicieux de remettre en cause le régime foncier sur l'ensemble du territoire québécois. Pour que des solutions telles que celles mises de l'avant par l'APFQ puissent être envisageables, il faudrait que ce soit selon des modalités assurant un ciblage très restrictif des bénéficiaires et une minimisation de leur effet sur les autres contribuables.

Quant à la solution consistant à bonifier le programme gouvernemental de remboursement d'impôts fonciers ou d'y ajouter un volet concernant les personnes âgées, cela requerrait, pour avoir un effet significatif, l'injection de sommes très importantes, ce qui n'apparaît pas possible dans la situation budgétaire actuelle du gouvernement.

La formule de crédits de taxes municipales ciblés permettrait de viser spécifiquement les situations les plus problématiques (hausses de taxes élevées subies par des personnes âgées à revenus modestes et propriétaires de leur résidence depuis plusieurs années). Cependant, les associations municipales se sont montrées opposées à ce type de mesures. Elles craignent en effet que, même avec des balises très restrictives, les municipalités ne soient l'objet de pressions de la part de certains de leurs contribuables.

² Property tax assessment limits: Lessons from thirty years of experience, Mark Haveman and Terri A. Sexton, Policy Focus Report/Lincoln Institute of Land Policy, Copyright©2008 by Lincoln Institute of Land Policy. ISBN 978-1-55844-167-5, Policy Focus Report/Code PF018.

La formule de report de l'impôt foncier apparaît une option intéressante, car elle ne ferait qu'aménager le régime foncier actuel sans le remettre en cause. Toutefois, cette solution requiert une organisation administrative élaborée et des liquidités importantes, alors qu'il n'y a aucune assurance que les personnes qu'on vise à aider (les propriétaires de résidences situées à proximité de lacs ou de cours d'eau, en particulier s'il s'agit de personnes âgées avec des revenus modestes) voudront s'en prévaloir. Dans cette optique, le MAMR envisage la réalisation préalable d'une étude de faisabilité. Il est à noter que le dossier du PRIF est à l'agenda de la Table Québec-municipalités (TQM) de la fin d'octobre 2008.

4. Conclusions

Les représentants de l'APFQ concluent en indiquant aux participants, conscients autant qu'eux de la situation problématique des hausses inégales d'évaluation et de taxes foncières touchant des milliers de propriétaires fonciers du Québec, qu'ils veulent travailler de concert avec le MAMR, la FQM et l'UMQ afin justement de trouver ensemble une solution qui satisferait les demandes des propriétaires fonciers qu'ils représentent tout en rencontrant les exigences de la loi.

Enfin, le MAMR indique qu'il produira un compte rendu synthétique de la réunion qui sera acheminé aux autorités du Ministère.

**COMITÉ DE SUIVI DE L'APPLICATION DU TAUX DE TAXE
DISTINCT POUR LES IMMEUBLES AGRICOLES**

Réunion du 2 juillet 2008

à 13 :30 heures

salle 3-108, 3^e étage, aile Chauveau

Ministère des Affaires municipales et des Régions

10, rue Pierre-Olivier Chauveau, Québec

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Projet de rapport préliminaire 2008
4. Bilan 2007 du programme de crédit de taxes foncières agricoles
5. Varia

**COMITÉ DE SUIVI DE L'APPLICATION DU TAUX DE TAXE
DISTINCT POUR LES IMMEUBLES AGRICOLES**

Réunion du 11 novembre 2008

à 13:30 heures

3^e étage Chauveau (Salle 3-108)

Ministère des Affaires municipales et des Régions

10, rue Pierre-Olivier Chauveau, Québec

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Projet de rapport final 2008
4. Varia

2008-11-05

COMITÉ CONJOINT UMQ/FQM SUR LA DÉMOCRATIE MUNICIPALE

RÉUNION DU 15 MAI 2008 DE 10h00 à 15h00

**À L'HOTEL QUÉBEC - SALLE MIRO
3115, avenue des Hôtels
Québec**

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Adoption du l'ordre du jour ;
2. Adoption du compte rendu de la réunion du 25 janvier 2008;
3. Suivi des dossiers :
 - Droit de vote des autochtones (MAMR)
 - Vote électronique - projet pilote
 - Rémunération du personnel électoral (indexation) (MAMR)
 - Pompiers volontaires - actualisation de la terminologie (MAMR)
4. Période de l'année pour les élections municipales (printemps vs automne);
5. Élections fédérales du 19 octobre 2009 et report des élections municipales en 2010;
6. Report de la date de dépôt du budget;
7. Présentation par le DGE des impacts budgétaires de l'assujettissement de toutes les municipalités aux règles de financement des partis politiques et des candidats indépendants (Denis Lafond et Octavio Soares);
8. Présentation par le DGE de la révision des divisions des districts électoraux dans les municipalités ;
9. Retour sur la période de mise en candidature;
10. Date de la prochaine rencontre;
11. Varia;

Préparé par Me Diane Simard
1^{er} mai 2008

COMPTE RENDU DE LA 7^e RÉUNION

DU COMITÉ CONJOINT UMQ/FQM SUR LA DÉMOCRATIE MUNICIPALE

TENUE LE 15 MAI 2008 À L'HÔTEL QUÉBEC – SALLE MIRO, DE 10 H À 15 H

SONT PRÉSENTS :

Arsenault, Paul

Cloutier, Sébastien

Collard, Guy Me

Croteau, Marc

Desjardins, André

Dubois, Susie

Faucher, Julie

Gagné, Mario

Giroux, Michel

Groulx, Claude Me

Laberge, Yvan

Moussette, Normand

Ouimet, Céline

Poulin, Jacques

Ruest-Jutras, Francine

Sainte-Marie, Chantal Me

Simard, Diane Me

Tessier, Pierre

Urbaniste, Direction des politiques municipales et de la recherche, MAMR

Conseiller, secteur recherche et politiques, FQM

Directeur et greffier, Service du greffe de la Ville de Laval

Sous-ministre adjoint aux politiques, MAMR

Directeur général, municipalité de Val-David, ADMQ

Mairesse, municipalité de Rougemont et préfète de la MRC de Rouville, FQM, coprésidente du comité

Directrice générale, COMAQ

Directeur des politiques municipales et de la recherche, MAMR

Maire de la municipalité de Lac-Beauport

Représentant, Ville de Montréal

Greffier, Ville de Mascouche, membre du comité sur les scrutins, COMAQ

Chef de division, Bureau des élections, direction du greffe, Services des affaires corporatives, Ville de Montréal

Directrice générale de la Municipalité de Saint-Chrysostome, ADMQ

Directeur général, Ville de Rivière-du-Loup, ADGMQ

Mairesse, Ville de Drummondville, UMQ, coprésidente du comité

Greffière adjointe à la Ville de Laval, COMAQ

Conseillère juridique principale, UMQ

Responsable du Service des scrutins municipaux et scolaires, DGE

PERSONNES INVITÉES

Lafond, Denis

Lagacé, Catherine

Soares, Octavio

Directeur de la coordination et de la vérification en financement politique, DGE

Directrice, service de la division territoriale, DGE

Adjoint et directeur du financement des partis politiques, DGE

SONT ABSENTS :

Bastiani, Corina

Delisle, Èlène

Desrosiers, Jean Guy

Forest, Éric

Garnier, Charles

T. Salvail, Réjane

Conseillère municipale à la Ville de Sorel-Tracy, UMQ

Avocate, Direction des affaires juridiques, MAMR

Maire, Ville de Montmagny, UMQ

Maire, Ville de Rimouski, UMQ

Préfet de la MRC Les Pays-d'en-Haut, FQM

Mairesse de Saint-Anne-de-Sorel, FQM

Début de la réunion

La réunion débute à 10 h 10.

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé d'adopter l'ordre du jour par Me Collard et M. Giroux. Il est proposé d'ajouter au point varia :

- Élection du préfet au suffrage universel.

2. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 25 JANVIER 2008

Le compte rendu de la réunion du 25 janvier 2008 est soumis pour adoption. Il est proposé par Mme Jutras et appuyé par Mme Ouimet d'adopter le compte rendu tel que rédigé.

3. SUIVI DES DOSSIERS DÉJÀ DISCUTÉS

➤ Droit de vote des autochtones (MAMR)

Les membres du comité ont demandé aux représentants du MAMR de faire état des nouveautés dans ce dossier.

M. Croteau indique que des représentations seront faites auprès de la ministre des Affaires municipales et des Régions ainsi qu'au ministre de la Justice pour faire modifier la loi en matière de droit de vote des autochtones. Ce processus complexe en matière de droit constitutionnel devrait avoir des suites au printemps 2008.

➤ Vote électronique – projet pilote

M. Croteau informe les membres du comité que le gouvernement analyse présentement les pratiques en matière de vote électronique dans les autres pays. Il mentionne que la tendance est au recul devant ce système de votation et que la Floride songe même à ne plus le permettre suite aux dernières élections présidentielles. Il mentionne également que les analyses font ressortir la simplicité du système électoral et du bulletin de vote chez-nous par rapport à la complexité souvent observée dans les endroits où on utilise le vote électronique.

Au Québec, plusieurs constats ont été faits relativement au vote électronique suite aux élections municipales de 2005. D'abord, le taux de rejet de bulletins de vote est plus élevé avec le vote électronique que le vote traditionnel. Également, malgré le fait que certains appareils de votation électronique sont apparus adéquats, le processus a causé des problèmes, notamment dans la compilation et la transmission des résultats et dans la formation du personnel du scrutin.

Depuis 1995, plusieurs expériences ont été réalisées mais il n'y a pas eu d'audits, sauf ceux effectués à la suite des élections municipales de 2005, ce qui mène à croire, selon le DGE, qu'il serait prématuré de lancer un projet pilote. De plus, l'absence de normes au Québec justifie le présent statu quo.

Aussi M. Croteau rappelle que, devant l'incertitude, la ministre des Affaires municipales et des Régions songe à interdire le vote électronique pour les élections de 2009.

Les membres du comité demeurent ouverts à la poursuite des analyses en lien avec le vote électronique mais rappellent qu'il sera primordial de toujours respecter l'intégrité du vote.

M. Tessier mentionne que des représentants du DGE ont assisté comme observateurs aux élections municipales scolaires qui se sont tenues récemment au Nouveau-Brunswick et lors desquelles le vote électronique a été utilisé. Il ajoute que la population du Nouveau Brunswick est toutefois peu comparable à celle du Québec.

Un point est soulevé concernant le vote par correspondance. Les représentants du MAMR confirment que le vote par correspondance sera permis aux électeurs non-domiciliés dans le projet de loi no 82. À cet effet, un questionnement est soulevé par des membres de la table sur la légitimité de cette mesure car elle n'est pas permise aux électeurs domiciliés. De plus, il est aussi mentionné qu'aux élections provinciales, les gens qui votent par correspondance n'ont droit qu'à un seul droit de vote, ce qui n'est pas le cas aux élections municipales. Avec le vote par correspondance, un électeur non domicilié pourrait en effet voter à plusieurs endroits.

M. Croteau rappelle que les municipalités de villégiature qui le demandaient, ont pu, par voie d'un projet pilote, utiliser le vote par correspondance lors des élections municipales passées. L'omnibus du printemps viendrait donner cette possibilité à toutes les municipalités. Celles-ci devraient toutefois adopter une résolution, ce qui fait en sorte que ce nouveau mode de votation demeure sur une base volontaire.

➤ Rémunération du personnel électoral (indexation) :

Les membres du comité prennent connaissance de l'extrait du projet de loi no 82 *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale*. Dans cet extrait qui modifierait la L.E.R.M., il est stipulé que tout montant correspondant à la rémunération du personnel électoral serait indexé selon l'Indice des prix à consommation (IPC) pour le Canada. Marc Croteau mentionne que cette indexation a été appliquée aux cours des dernières années mais deviendra automatique à partir de 2010.

Des membres de la table soumettent la proposition de ne pas imposer le personnel électoral. Cette proposition pourrait faciliter le recrutement de personnel, une problématique qui s'avère de plus en plus importante. Il est toutefois mentionné que la prudence est de mise dans ce dossier afin de ne pas créer une trop grande ouverture d'une telle mesure à d'autres fins qui mineraient le pouvoir d'imposition de l'État.

La table propose que le MAMR et le DGE analysent la proposition de ne pas imposer le personnel électoral et que les résultats de cette analyse soit déposés lors de la prochaine rencontre du comité.

Un questionnement est soulevé quant au choix de l'IPC à préconiser entre celui de du Canada ou du Québec. Des membres de la table recommandent de toujours utiliser le même IPC lors de chaque élection.

➤ Pompiers volontaires – actualisation de la terminologie

Lors de la rencontre du 25 janvier 2008, une proposition a été adoptée à l'effet de maintenir le statu quo quant à l'éligibilité des pompiers volontaires aux postes d'élus municipaux mais d'actualiser la terminologie.

Un extrait de la L.E.R.M est présenté aux membres du comité. Celui-ci fait à la fois état de l'éligibilité des « pompiers volontaires » à occuper un poste de membre du conseil de la municipalité mais également des recours de ces derniers lorsqu'ils se voient interdire sans motifs valables l'exercice de leur fonction à titre de « pompier volontaire ».

Le MAMR juge qu'il n'est pas nécessaire de modifier l'article 63 de même que l'appellation de « pompier volontaire ».

4. DATE DES ÉLECTIONS ET REPORT DES ÉLECTIONS MUNIPALES EN 2010

D'entrée de jeu, les représentants du MAMR et les autres membres qui étaient présents à la Table Québec Municipalité (TQM) tenue le 9 mai font un suivi de cette rencontre, où on a notamment discuté de la meilleure période de l'année pour tenir les élections municipales et la demande de report des élections de 2009 en 2010.

Période de l'année pour tenir des élections

En ce qui a trait à la période de l'année pour les élections municipales, on mentionne qu'à la TQM, la préférence des représentants du milieu municipal pour l'automne est clairement ressortie. Les représentants des deux associations municipales et de la Ville de Montréal confirment cette préférence.

Date des élections fédérales

M. Croteau mentionne que la ministre des Affaires municipales et des Régions songe présentement à maintenir les élections municipales en 2009 et ce, peu importe la date de tenue des élections fédérales.

Mme Dubois et Mme Ruest-Jutras mentionnent à M. Croteau que les associations municipales ont adopté une résolution conjointement avec l'ADMQ, l'ADGMQ et la COMAQ voulant que les élections municipales, en cas de simultanéité avec les élections fédérales, se tiennent à l'automne 2010. Certains membres de la table questionnent la pertinence de reporter les élections municipale s'il n'y a pas eu d'impacts significatifs dans les exercices passés.

À ce sujet, M. Gagné fait état de six élections et scrutins provinciaux et fédéraux tenus à des dates rapprochées des élections entre 1988 et 2000, qui n'ont pas eu d'impacts significatifs sur la participation des citoyens aux élections municipales. Selon M. Gagné, la possibilité de déplacer les élections municipales en 2010 pour éviter une synchronisation avec l'élection fédérale de 2009 est de moins en moins probable.

D'une part, le fait de prolonger le mandat des élus actuels jusqu'en 2010 porterait la durée de celui-ci à cinq ans, ce qui, pourrait créer de l'insatisfaction chez les électeurs et, du même coup, remettre en question l'intégrité du processus démocratique. Des citoyens auraient fait des représentations en ce sens auprès de la ministre des Affaires municipales et des Régions. Toutefois, la ministre serait peut-être disposée à ce que le prochain mandat des élus municipaux soit d'une durée différente de 4 ans, par exemple de cinq ans, ce qui pourrait éventuellement éviter, après les élections de 2009, d'avoir des élections municipales simultanées avec celles du gouvernement fédéral.

Les membres du comité se sont montrés surpris des intentions de la ministre et des arguments apportés pour justifier celles-ci.

Certains membres soulignent que, lorsqu'il y a eu, dans le passé, des élections provinciales ou fédérales rapprochées des élections municipales, ces dernières n'étaient pas simultanées. Les impacts étaient donc beaucoup moins importants qu'ils pourraient être en 2009. Notamment, les difficultés de recruter du personnel électoral et des bénévoles n'avaient pas la même ampleur lorsque les élections municipales n'étaient pas simultanées. De plus, si la ministre n'a pas d'inquiétudes à ce que les élections municipales soient synchronisées avec l'élection fédérale en 2009, elle semble toutefois en avoir pour les élections subséquentes puisqu'elle envisage par la suite des mandats de 5 ans pour les élus municipaux.

Mme Dubois mentionne que la tenue d'élections quasi-simultanées peut nuire aux campagnes des partis municipaux et ce, surtout dans les municipalités de petite taille.

Le représentant de la Ville de Montréal indique que sa ville n'a pas d'objection au maintien des élections prévues en 2009.

On mentionne également que le fait de ne pas déplacer les élections municipales pourrait éventuellement mener à la tenue de trois élections concurrentes, si l'on y ajoute les élections scolaires, et donc de complexifier le processus. À cet effet, l'UMQ et la FQM ont adopté leur propre résolution s'opposant à la tenue d'élections scolaires et municipales simultanées pour 2009. La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Mme Courchesne, entend consulter de nouveau le milieu municipal à ce propos à l'automne. Les deux coprésidentes de la table, Mme Dubois et Mme Ruest-Jutras, ont rappelé aux représentants du MAMR les résolutions adoptées à ce sujet par les deux associations municipales. Des copies de ces résolutions ont été envoyées à la ministre des Affaires municipales et des Régions et à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Il est proposé que les Unions municipales réitèrent leur position lors de leur prochain conseil d'administration respectif et qu'on y mentionne notamment que compte tenu de l'ampleur des travaux à effectuer pour arrimer les districts électoraux et les lois électorales municipales et scolaires, il serait pratiquement impensable de réaliser des élections simultanées en 2009.

5. REPORT DE LA DATE DE DÉPÔT DU BUDGET

M. Gagné informe les membres du comité qu'il n'y a pas de décision concernant la demande du comité de faire modifier la loi afin que soit reportée au 31 janvier la date de dépôt des budgets des municipalités.

6. PRÉSENTATION PAR LE DGE DES IMPACTS BUDGÉTAIRES DE L'ASSUJETTISSEMENT DE TOUTES LES MUNICIPALITÉS AUX RÈGLES DE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES ET DES CANDIDATS INDÉPENDANTS

À la demande du comité, messieurs Denis Lafond et Octavio Soares du DGE viennent faire une présentation dont une copie papier est remise à tous les membres. Cette présentation traite principalement des impacts financiers reliés à l'assujettissement des municipalités au chapitre XIII de la L.E.R.M. Il y a trois principaux impacts découlant de cet assujettissement :

- Remboursement des dépenses électorales
- Remboursement des frais de vérifications du RF (rapport financier) d'un parti
- Rémunération payable aux trésoriers

Il en résulte une discussion en lien avec ces trois impacts.

Mme Dubois mentionne que les impacts financiers de la simulation d'assujettissement sont importants pour les municipalités de moins de 5 000 habitants. La FQM propose de consulter ses membres à cet égard compte tenu des enjeux pour ces derniers.

Pour sa part, Mme Ruest-Jutras mentionne que l'assujettissement de toutes les municipalités aux règles de financement pourrait encourager le recrutement de candidats, surtout chez les femmes et les jeunes, aux élections municipales.

Mme Ouimet ajoute qu'une modification à la loi visant à interdire aux personnes morales de faire des contributions électorales aux candidats qui se présentent dans les municipalités non assujetties au chapitre XIII serait appropriée.

7. PRÉSENTATION PAR LE DGE DE LA RÉVISION DES DIVISIONS DES DISTRICTS ÉLECTORAUX DANS LES MUNICIPALITÉS

Mme Catherine Lagacé du DGE fait une présentation sur la division des districts électoraux dont une copie papier est remise à tous les membres. La présentation traite des éléments suivants :

- Commission de la représentation électorale;
- Municipalités assujetties sur base volontaire et obligatoire à la division de leur territoire en districts électoraux;
- Étapes menant à l'adoption de la carte électorale de la municipalité;
- Principes de la division du territoire en districts électoraux;
- Nouveautés législatives; et,
- Districts électoraux d'exception.

Il en résulte une discussion en lien avec la présentation. Certains membres du comité se questionnent à savoir si les municipalités ayant déjà adopté leur carte électorale se trouveraient dans l'obligation de la refaire un an plus tard dans l'éventualité d'un report des élections. Mme Lagacé rassure les municipalités en mentionnant que les cartes électorales déjà adoptées seraient acceptées.

Le comité demande au DGE et au MAMR de s'assurer qu'un report des élections ne créera pas d'inconvénients pour les municipalités en ce qui a trait à la division des districts électoraux.

8. RETOUR SUR LA PÉRIODE DE MISE EN CANDIDATURE

Ce point est reporté à la prochaine rencontre prévue en octobre.

9. VARIA

Le point ajouté au varia (rémunération des élus) est reporté à la rencontre d'octobre.

COMITÉ CONJOINT UMQ/FQM SUR LA DÉMOCRATIE MUNICIPALE

RÉUNION DU 24 OCTOBRE 2008 DE 10h00 à 15h00

**À L'HOTEL DE VILLE DE DRUMMONDVILLE
(415 Rue Lindsay)**

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour ;
2. Adoption du compte rendu de la réunion du 15 mai 2008;
3. Suivi des dossiers :
 - Simultanéité des élections municipales et scolaires (MAMR)
 - Droit de vote des autochtones (MAMR)
 - Rémunération du personnel électoral- imposition (DGE)
 - Assujettissement de toutes les municipalités aux règles de financement (FQM)
4. Omnibus de l'automne (MAMR);
5. Période de mise en candidature;
6. Rémunération des élus;
7. Date de la prochaine rencontre;
8. Varia;

Préparé par Me Diane Simard
15 octobre 2008

COMPTE RENDU DE LA 8^e RÉUNION

DU COMITÉ CONJOINT UMQ/FQM SUR LA DÉMOCRATIE MUNICIPALE

TENUE LE 24 OCTOBRE 2008 À L'HÔTEL DE VILLE DE DRUMMONDVILLE –

DE 10 H À 15 H

SONT PRÉSENTS :

Arsenault, Paul	Urbaniste, Direction des politiques municipales et de la recherche, MAMR
Bastiani, Corina	Conseillère municipale, Ville de Sorel-Tracy, UMQ
Cloutier, Sébastien	Conseiller, secteur recherche et politiques, FQM
Collard, Guy Me	Directeur et greffier, Service du greffe de la Ville de Laval
Croteau, Marc	Sous-ministre adjoint aux politiques, MAMR
Desjardins, André	Directeur général, Municipalité de Val-David, ADMQ
Desrosiers, Jean-Guy	Maire, Ville de Montmagny, UMQ
Dubois, Susie	Mairesse, Municipalité de Rougemont et préfète de la MRC de Rouville, FQM, coprésidente du comité
Faucher, Julie	Directrice générale, COMAQ
Gagné, Mario	Directeur des politiques municipales et de la recherche, MAMR
Giroux, Michel	Maire, Municipalité de Lac-Beauport
Groulx, Claude Me	Représentant, Ville de Montréal
Laberge, Yvan	Greffier, Ville de Mascouche, membre du comité sur les scrutins, COMAQ
Moussette, Normand	Chef de division, Bureau des élections, direction du greffe, Services des affaires corporatives, Ville de Montréal
Ouimet, Céline	Directrice générale, Municipalité de Saint-Chrysostome, ADMQ
Poulin, Jacques	Directeur général, Ville de Rivière-du-Loup, ADGMQ
Ruest-Jutras, Francine	Mairesse, Ville de Drummondville, UMQ, coprésidente du comité
T. Salvail, Réjane	Mairesse, Municipalité de Saint-Anne-de-Sorel, FQM
Simard, Diane Me	Conseillère juridique principale, UMQ
Tessier, Pierre	Responsable du Service des scrutins municipaux et scolaires, DGE

SONT ABSENTS :

Delisle, Élène	Avocate, Direction des affaires juridiques, MAMR
Forest, Éric	Maire, Ville de Rimouski, UMQ
Garnier, Charles	Préfet, MRC Les Pays-d'en-Haut, FQM
Sainte-Marie, Chantal Me	Greffière adjointe, Ville de Laval, COMAQ

Début de la réunion

La réunion débute à 10 h 10.

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté avec l'item suivant ajouté au point varia :

- Participation électorale

2. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 25 JANVIER 2008

Le compte rendu de la réunion du 15 mai 2008 est soumis pour adoption. M. Poulin demande qu'une modification soit apportée au point 3 pour indiquer que, contrairement aux pompiers volontaires, les pompiers à temps partiel qui sont rémunérés et qui ont un horaire fixe avec des plages horaires dans une caserne ne sont pas admissibles à une charge électorale.

Il est proposé par Mme Faucher et appuyé par M. Desrosiers d'adopter le compte rendu avec la modification demandée par M. Poulin.

3. SUIVI DES DOSSIERS

- **Simultanéité des élections municipales et scolaires**

M. Croteau fait état du cheminement du dossier depuis la dernière rencontre. Il mentionne que le gouvernement maintient son orientation de poursuivre les consultations pour assurer la tenue simultanée des élections municipales et scolaires en 2013. Ces consultations se feront auprès des deux associations municipales, de la COMAQ et des commissions scolaires francophones et anglophones. Vraisemblablement, un comité devrait être formé à brève échéance. Par ailleurs, M. Croteau ajoute que des représentants du ministère de l'Éducation ont tenu une première rencontre avec le milieu municipal le 22 octobre dernier. Lors de cette rencontre, à laquelle il participait, ainsi que les directrices générales des deux associations municipales, les hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation ont présenté les intentions gouvernementales, notamment la possibilité que l'organisation technique des élections scolaires soit confiée aux municipalités. La position des deux associations, déjà exprimée à plusieurs reprises, a été réitérée aux représentants du ministère de l'Éducation, qui ont pris bonne note des arguments du milieu municipal.

À la suite de la présentation de M. Croteau, les membres réaffirment leur position contre le projet du gouvernement sur la simultanéité des élections municipales et scolaires, même si celle-ci n'est envisagée qu'en 2013.

Comme le sujet est inscrit à l'ordre du jour de la Table Québec-municipalités du 31 octobre 2008, il est proposé d'attendre le résultat de ces discussions avant de prendre d'autres mesures pour faire de nouveau connaître au gouvernement la position du milieu municipal.

- **Date des élections (printemps vs automne)**

M. Croteau mentionne que les municipalités ont reçu tout récemment une correspondance de la ministre des Affaires municipales et des Régions, Mme Nathalie Normandeau, confirmant que les élections municipales continueront d'avoir lieu à l'automne, comme le souhaitait la grande majorité des municipalités. La ministre en a d'ailleurs fait l'annonce lors du congrès de la FQM qui s'est tenu à Québec à la fin du mois de septembre dernier.

- **Droit de vote des autochtones**

Les membres du comité demandent aux représentants du MAMR de faire état des plus récents développements dans ce dossier. M. Croteau indique que le ministère de la Justice n'a toujours pas donné son accord à une modification visant à exclure les réserves des territoires municipaux, faisant en sorte que les autochtones qui y habitent ne soient pas inscrits sur la liste électorale. Le ministère de la Justice souhaite s'assurer que cette modification n'enfreint pas les règles de droit constitutionnel.

Cependant, si cela était le cas, le MAMR pourrait revenir au statu quo de 2005 lors des prochaines élections de 2009.

- **Assujettissement de toutes les municipalités aux règles de financement**

M. Tessier mentionne que des représentants du DGE ont rencontré les membres de la Commission permanente sur le développement communautaire, social et culturel de la FQM, le 25 août dernier, afin de présenter les impacts financiers reliés à l'assujettissement des municipalités de moins de 5 000 habitants au chapitre XIII de la LERM.

Le sujet a aussi été discuté lors du conseil d'administration de la FQM. Mme Dubois et M. Giroux mentionnent qu'il y a beaucoup de résistance au sein des membres de la FQM sur cette question mais que les discussions se poursuivent. Les discussions se poursuivront le 14 novembre, lors de la prochaine rencontre de la Commission.

- **Vote électronique – projet pilote**

M. Croteau confirme que le vote électronique ne sera pas utilisé lors des élections municipales de 2009, y compris sous la forme de projets pilotes. Cette position est justifiée par le manque de fiabilité de ce système de votation. Le représentant du DGE invite les membres à se référer au rapport publié suite aux expériences de vote électronique de 2005.

4. MODIFICATIONS LÉGISLATIVES À LA LERM

M. Croteau rappelle que le MAMR a sollicité l'avis des associations municipales à donner leur avis sur trois propositions de modifications législatives à la LERM, pouvant être incluses dans un projet de loi spécifique qui serait déposé à la session d'automne 2008. Les associations qui ont répondu à l'invitation sont favorables à l'essentiel des trois modifications, tout en souhaitant y apporter quelques nuances. M. Croteau dresse un état des modifications envisagées incluant les avis reçus pour chacune d'elles.

- **Transmission des informations aux électeurs non domiciliés**

Afin de favoriser l'exercice du droit de vote par les électeurs non domiciliés, il est envisagé d'ajouter à la LERM, une disposition pour que, l'année d'une élection générale municipale, la municipalité informe les propriétaires d'immeubles et les occupants d'établissements d'entreprise non domiciliés de leur droit d'inscription sur la liste électorale municipale.

Les associations ayant répondu se sont toutes dites favorables à cette modification, pour autant que les municipalités conservent toute leur latitude dans les moyens pour informer pour ces électeurs. L'envoi du compte de taxes est perçu comme un de ces moyens.

- **Vote par anticipation**

Cette modification permettrait d'harmoniser la LERM avec les lois électorales provinciales et scolaires, lesquelles permettent à tous les électeurs de voter par anticipation.

Les associations municipales sont en accord avec cette modification qui a pour but de favoriser l'exercice du droit de vote. On rappelle toutefois que le vote par anticipation peut avoir lieu sur 2 jours.

- **Vote itinérant- résidences pour personnes âgées**

Cette modification permettrait aux personnes domiciliées dans une résidence pour personnes âgées de voter à un bureau de vote itinérant et de transmettre par écrit une demande d'inscription, de correction ou de radiation à la liste électorale. Les associations municipales sont en accord mais émettent cependant des réserves : certaines règles comme l'impossibilité pour l'électeur de se déplacer et l'obligation pour lui de formuler une demande écrite devraient être conservées; aussi, ce type de vote pourrait être tenu sur une période de trois jours afin de permettre au personnel électoral d'avoir plus de latitude dans l'organisation des ressources humaines et matérielles nécessaires à la tenue du vote itinérant.

M. Croteau dépose aux membres un tableau synthèse de toutes les modifications que le MAMR entend apporter à la LERM. Un des objectifs principaux de ces modifications est d'alléger la loi et de l'harmoniser avec les lois électorales provinciale et scolaire. Au total,

50 articles sont touchés par les modifications et concernent trois grands aspects : les scrutins, le financement et le pénal. Le tableau est revu en entier par les membres qui proposent quelques modifications. Concernant le regroupement de candidats indépendants, aux articles 402, 595.1 et 607, les membres proposent de redéfinir le terme « équipe » afin d'appliquer les mêmes règles que celles qui sont actuellement en vigueur au chapitre XIII de la LERM pour les partis politiques reconnus.

5. PÉRIODE DE MISES EN CANDIDATURES

Certaines municipalités ont transmis des résolutions pour que la période de mises en candidatures soit réduite et ce, afin de diminuer les coûts lorsque tous les candidats aux postes de conseillers et de maire d'une même municipalité sont élus par acclamation.

M. Tessier du DGE distribue aux membres un calendrier présentant la situation actuelle et la situation prévisible dans le cas où la LERM serait modifiée pour devancer la fin de la période des mises en candidatures.

À l'heure actuelle, la durée de la période pour le dépôt des déclarations de mises en candidatures est de 22 jours, soit du 44^e jour au 23^e jour précédent l'élection. Cette période fait en sorte que, même dans les municipalités où tous les postes seront comblés par acclamation, les présidents d'élections doivent transmettre aux électeurs les avis d'inscription à la liste électorale. Le fait de devoir transmettre ces avis avant la fin de la période de mises en candidatures occasionne des coûts inutiles si tous les postes sont comblés par acclamation. L'envoi des avis aux électeurs et, par le fait même, les coûts qui y sont reliés pourraient être évités en modifiant la LERM.

La modification législative envisagée est la réduction de la période pour le dépôt des déclarations de mises en candidatures à 15 jours, dont la fin serait devancée du 23^e jour au 30^e jour précédent l'élection. Les présidents d'élections pourraient alors attendre la fin de la période de mises en candidatures pour transmettre les avis d'inscription à la liste électorale aux électeurs. Ainsi, dans les municipalités où les postes seraient comblés par acclamation suite à la période de mises en candidatures, les présidents n'auraient pas à transmettre les avis aux électeurs, réduisant ainsi les dépenses reliées aux élections municipales et donnant une meilleure image de l'administration des fonds publics.

Si la période de dépôt des déclarations de mises en candidatures était réduite, il y aurait des économies assez importantes pour les municipalités dont tous les postes de maires et de conseillers seraient comblés par acclamation. Pour celles où certains postes seulement seraient comblés par acclamation, il y aurait aussi des économies bien que moins substantielles.

M. Croteau mentionne qu'aux élections générales municipales de 2005 aucun scrutin ne s'est tenu dans 328 municipalités; tous les postes de conseillers et de maires y ayant été comblés par acclamation. Après discussions, il est convenu que la question soit discutée au sein des instances des deux associations municipales pour une prise de position.

6. RECRUTEMENT DU PERSONNEL ÉLECTORAL

Mme Susie Dubois expose la problématique reliée au recrutement du personnel notamment concernant la rémunération. Elle rappelle la proposition de ne pas imposer le personnel électoral lorsque les revenus sont de moins de 500 \$. M. Tessier du DGE mentionne qu'avant 1985, le revenu du personnel électoral n'était pas imposé mais cette pratique a été abandonnée pour donner suite à la recommandation du Vérificateur général du Québec. M. Croteau précise qu'une demande de modification législative doit se faire au niveau politique et non administratif. Les membres de la table se concerteront en vue de faire des représentations conjointes en ce sens.

7. PARTICIPATION ÉLECTORALE

M. Tessier du DGE mentionne que les taux de participation ont été faibles lors des dernières élections provinciales et fédérales et que celui des prochaines élections générales pourrait connaître le même sort. Ce sujet a été à l'ordre du jour d'une rencontre du comité en 2007, mais les discussions ont plutôt porté sur les constats que sur la recherche de solutions. Dans cette perspective, il propose que le comité discute des moyens ou actions qui pourraient être entrepris pour contrer ce phénomène lors d'une prochaine rencontre.

Les membres du comité mentionnent une série d'actions possibles :

- valoriser davantage le rôle des élus municipaux,
- mettre en évidence les enjeux
- inscrire dans les programmes scolaires un cours portant sur la démocratie municipale
- mieux faire connaître le champ d'action des élus
- contrer le cynisme des citoyens à l'égard des politiciens
- avoir plus de conseils télévisés
- se servir davantage des bulletins municipaux
- responsabiliser les citoyens

M. Croteau du MAMR mentionne que suite aux élections municipales de 2005, un sondage a été réalisé par le MAMR auprès des personnes qui ne sont pas allées voter. Les résultats de ce sondage devraient être connus avant la prochaine réunion du comité. Si tel est le cas, ils seront déposés pour discussions.

8. DATE DE LA PROCHAINE RENCONTRE

La prochaine rencontre aura lieu le 6 février à Québec.

COMITÉ CONJOINT UMQ/FQM SUR LA DÉMOCRATIE MUNICIPALE

RÉUNION DU 6 FÉVRIER 2009 DE 10h00 à 15h00

À LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC

**(1130, route de l'Église à Sainte-Foy)
(salle 233, 2^{ème} étage)**

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Adoption du l'ordre du jour ;
2. Adoption du compte rendu de la réunion du 24 octobre 2008;
3. Suivi des dossiers :
 - Simultanéité des élections municipales et scolaires (MAMROT)
 - Droit de vote des autochtones (MAMROT)
 - Assujettissement de toutes les municipalités aux règles de financement (FQM);
4. Modifications législatives à la LERM (MAMROT);
 - Période de mise en candidature
 - Rémunération du personnel électoral
 - Règlement sur le vote par correspondance
5. Sondage du MAMROT concernant la participation électorale- rapport d'étape (MAMROT);
6. Mesures pour susciter plus de candidatures lors des prochaines élections municipales (FQM);
7. Recrutement du personnel électoral (accès à la banque du DGE) ; (DGE)
8. Élection partielle lors d'une vacance au poste de maire (demande de la municipalité de Sainte-Christine-d'Auvergne); (MAMROT)
9. Restrictions en ce qui a trait aux communications effectuées par des candidats lors d'une campagne électorale (règles du CRTC concernant la liste nationale de numéros de télécommunications exclus (LNTE); (FQM)
10. Date de la prochaine rencontre;
11. Varia;

RÉVISION DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

Comité d'orientation
Rencontre du 11 juin 2008, 14 heures

Salle de conférence du Cabinet
Ministère des Affaires municipales et des Régions
10 rue Pierre-Olivier-Chauveau, Québec

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

1. Mot de bienvenue
2. Discussion entourant la composition et le rôle du Comité d'orientation
3. Discussion relativement à la consultation de la population et au processus référendaire en matière de règlements d'urbanisme.
4. Varia.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 34

Liste des droits d'oppositions auxquels se sont prévalués les municipalités reconstituées en 2008-2009. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée à la ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.

AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

No de dossier de la CMQ Municipalités requérantes	Titre du règlement	Date de la décision
CM-62719 Mont-Royal Pointe-Claire Sainte-Anne-de-Bellevue Beaconsfield Baie d'Urfé Hampstead Dollard-des-Ormeaux Kirkland Senneville Montréal-Ouest	Règlement RCG-07-042 Règlement autorisant un emprunt de 300 000 000 \$ pour l'acquisition de compteurs d'eau, de manomètres, de débitmètres et de vannes de régulation ainsi que des travaux de modification ou de construction de chambre de vanne	Approbation du règlement 24 juillet 2008
CM-62726 Pointe-Claire Mont-Royal Kirkland Montréal-Ouest	Règlement RCG-07-033 Règlement sur la tarification de l'eau à certaines municipalités reconstituées (exercice financier 2008)	Approbation du règlement 24 juillet 2008
CM-62727 Pointe-Claire Baie d'Urfé Dorval Kirkland Montréal-Ouest Westmount Dollars-des-Ormeaux Côte Saint-Luc Beaconsfield	Règlement RCG-07-034 Règlement sur les taxes (exercice financier 2008)	Approbation du règlement 24 juillet 2008

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 34

Liste des droits d'oppositions auxquels se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2008-2009. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée à la ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.

No de dossier de la CMQ Municipalités requérantes	Titre du règlement	Date de la décision
CM-62768 Mont-Royal	Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)	Approbation du règlement 24 juillet 2008

AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC

No de dossier de la CMQ Municipalités requérantes	Titre du règlement	Date de la décision
CM-62853 L'Ancienne-Lorette	Règlement R.A.V.Q.49 sur la gestion des matières résiduelles	Non visé par l'article 115 9 juin 2008

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 24 juillet 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (la Loi) (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Montréal a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération RCG 07-042 autorisant un emprunt de 300 000 000 \$ pour l'acquisition de compteurs d'eau, de manomètres, de débitmètres et de vannes de régulation ainsi que pour effectuer des travaux de modification ou de construction de chambres de vannes relevant de la compétence d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro RCG 07-042 a été adopté le 20 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 8 janvier 2008, la Ville de Pointe-Claire transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-620, adoptée le 21 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 10 janvier 2008, la Ville de Hampstead transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-004, adoptée le 7 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 8 janvier 2008, la Ville de Baie-D'Urfé transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-11, adoptée le 7 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 17 janvier 2008, la Ville de Kirkland transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro CM08 022, adoptée le 14 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 15 janvier 2008, la Ville de Mont-Royal transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 08-0102, adoptée le 14 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 15 janvier 2008, la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 01-003-08, adoptée le 15 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Dollard-des-Ormeaux transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 08 0118, adoptée le 15 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 17 janvier 2008, la Ville de Montréal-Ouest transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 20080115-005, adoptée le 15 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 15 janvier 2008, le Village de Senneville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-377, adoptée le 16 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Montréal (la Ville) fait valoir que la Commission doit, en vertu de la règle *stare decisis*, se conformer à la décision de la ministre des Affaires municipales et des Régions, rendue en 2006 à la suite du rapport soumis par monsieur Roger Noël, mandataire, au sujet des oppositions des municipalités reconstituées;

CONSIDÉRANT QUE les municipalités opposantes soumettent que la règle *stare decisis* ne s'applique pas à la Commission mais aux tribunaux de droit commun, et qu'elle a été substituée à la ministre pour exercer un pouvoir décisionnel de même niveau que cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les municipalités opposantes soutiennent de plus que le processus suivi par le mandataire ne permettait pas aux municipalités opposantes de commenter les arguments de la Ville et que des motifs invoqués ont été rejetés sans aucune explication ou justification;

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre des oppositions formulées par les municipalités, la règle *stare decisis* ne peut s'appliquer puisque la Commission exerce, en cette matière, un pouvoir de nature administrative et se conforme aux articles 2 à 8 de la *Loi sur la justice administrative*, notamment en agissant dans le respect du devoir d'agir équitablement;

CONSIDÉRANT QUE l'article 115 de la Loi ne limite pas la Commission dans un rôle de contrôle de la légalité des décisions d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Commission analyse toute opposition formulée par une municipalité reconstituée, en vérifiant si le principe de l'équité entre tous les contribuables de l'agglomération est respecté en lui donnant l'opportunité de soumettre des arguments au soutien de ses prétentions;

CONSIDÉRANT QUE le paragraphe 5 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (la Loi) prévoit que l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux sont des matières d'intérêt collectif;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des dispositions de l'article 25 de la Loi, les compteurs d'eau ne sont pas considérés comme étant des équipements accessoires aux conduites de nature locale;

CONSIDÉRANT QUE la Loi ne prévoit pas non plus que la tarification de l'eau soit une compétence locale;

CONSIDÉRANT QUE dans le présent cas, l'agglomération adopte son règlement en vertu de son pouvoir décisionnel prévu à l'article 54 de la Loi à titre d'« acte inhérent et accessoire » à l'exercice d'une compétence d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE l'agglomération est donc en droit d'imposer le mode de financement de dépenses faites dans l'exercice d'une compétence d'agglomération prévu à l'article 85 de la Loi, non seulement pour l'acquisition de compteurs d'eau, mais aussi pour des manomètres, des débitmètres et des vannes de régulation ainsi que pour effectuer des travaux de modification ou de construction de chambres de vannes;

CONSIDÉRANT QUE l'installation de compteurs comme instruments de mesure de l'eau consommée par certaines catégories de contribuables permet d'imposer une mesure équitable en fixant une tarification sur la base de la consommation;

CONSIDÉRANT QU'il est utile et nécessaire que l'agglomération puisse obtenir une meilleure connaissance des habitudes de consommation en vue d'optimiser la gestion et la distribution de l'eau et de la production de l'eau et assurer une meilleure répartition des coûts entre les différentes catégories de consommateurs;

CONSIDÉRANT QUE le règlement vise un meilleur contrôle de la pression pour optimiser la production et la distribution de l'eau sur le territoire de l'agglomération, notamment auprès des établissements de la catégorie *industries, commerces et institutions*, afin d'établir une politique de tarification et assurer une répartition équitable des coûts de l'eau entre les utilisateurs de cette catégorie et ensuite entre l'ensemble des contribuables;

CONSIDÉRANT QUE les dépenses financées par le règlement sont faites dans l'exercice d'une compétence d'agglomération et que les équipements visés ne sont pas destinés à la ville centrale, ni aux municipalités reconstituées ni aux arrondissements, mais plutôt à l'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE dans le présent dossier, les municipalités opposantes n'ont pas démontré que leurs contribuables devront assumer, en 2008, une charge fiscale inégale par rapport aux autres contribuables de l'agglomération du fait de l'adoption de ce règlement;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des Villes de Pointe-Claire, Hampstead, Baie-D'Urfé, Kirkland, Mont-Royal, Sainte-Anne-de-Bellevue, Dollard-des-Ormeaux, Montréal-Ouest, et du Village de Senneville.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro RCG 07-042, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal.

La secrétaire de la Commission,

Céline Lahaie, notaire

CM-62726

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 24 juillet 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (la Loi) (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Montréal a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération RCG 07-033 sur la tarification de l'eau à certaines municipalités reconstituées (exercice financier 2008);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro RCG 07-033 a été adopté le 20 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 8 janvier 2008, la Ville de Pointe-Claire transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-620, adoptée le 21 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 15 janvier 2008, la Ville de Mont-Royal transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 08-0103, adoptée le 14 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 17 janvier 2008, la Ville de Kirkland transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro CM08 023, adoptée le 14 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 17 janvier 2008, la Ville de Montréal-Ouest transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 20080115-004, adoptée le 15 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Montréal (la Ville) fait valoir que la Commission doit, en vertu de la règle *stare decisis*, se conformer à la décision de la ministre des Affaires municipales et des Régions, rendue en 2006 à la suite du rapport soumis par monsieur Roger Noël, mandataire, au sujet des oppositions des villes reconstituées;

CONSIDÉRANT QUE les villes opposantes soumettent que la règle *stare decisis* ne s'applique pas à la Commission mais aux tribunaux de droit commun, et qu'elle a été substituée à la ministre pour exercer un pouvoir décisionnel de même niveau que cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les villes opposantes soutiennent que le processus suivi alors par le mandataire ne permettait pas aux villes opposantes de commenter les arguments de la Ville et que des motifs invoqués ont été rejetés sans aucune explication ou justification;

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre des oppositions formulées par les municipalités, la règle *stare decisis* ne peut s'appliquer puisque la Commission exerce, en cette matière, un pouvoir de nature administrative et se conforme aux articles 2 à 8 de la *Loi sur la justice administrative*, notamment en agissant dans le respect du devoir d'agir équitablement;

CONSIDÉRANT QUE l'article 115 de la Loi ne limite pas la Commission dans un rôle de contrôle de la légalité des décisions d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Commission analyse toute opposition formulée par une ville reconstituée, en vérifiant si le principe de l'équité entre tous les contribuables de l'agglomération est respecté, en lui donnant l'opportunité de soumettre des arguments au soutien de ses prétentions;

CONSIDÉRANT QUE le taux définitif de l'eau pour l'année 2006 déterminé par le Règlement RCG 07-019, adopté le 30 août 2007 par l'agglomération, n'a pas fait l'objet d'une opposition de la part des villes reconstituées et que la Commission ne peut en faire l'étude;

CONSIDÉRANT QUE la Commission ne peut intervenir pour déterminer si les villes reconstituées ont eu l'occasion de participer pleinement aux décisions budgétaires avant l'adoption du budget et du règlement ou si elles ont eu toutes les informations nécessaires pour préparer et adopter leur budget local;

CONSIDÉRANT QUE l'article 68 du décret d'agglomération établit que les « coûts réels relatifs à l'alimentation en eau », assurée par la ville centrale sur le territoire des villes reconstituées, sont « partagés en fonction de la consommation réelle » attribuable au territoire de chacune d'entre elles, mais que cet article ne définit pas ce que sont les coûts réels;

CONSIDÉRANT QUE pour la ville centrale, ces coûts comprennent des coûts de main-d'œuvre, des coûts d'énergie, des coûts d'entretien des usines, des postes de pompage et des réservoirs pour l'exploitation des usines de production de l'eau potable de la ville centrale, et servent à établir le taux de l'eau faisant l'objet d'une tarification aux villes desservies, mais que n'en font pas partie les coûts des grands projets, soit les dépenses destinées à améliorer les techniques et méthodes reliées à la fourniture du service de l'eau qui peuvent être financées par une taxe dédiée à l'eau;

CONSIDÉRANT QUE la Commission constate que les coûts directs d'exploitation des usines de Pointe-Claire et Dorval ne sont pas inclus dans le budget d'agglomération, ainsi que les dettes contractées avant 2002, pour l'ensemble des usines;

CONSIDÉRANT QUE l'article 68 du décret permet à l'agglomération d'avoir recours à une taxe spéciale en vertu de l'article 569.11 de la *Loi sur les cités et villes* si elle a créé une réserve financière en vertu des articles 569.7 et suivants de la *Loi sur les cités et villes*;

CONSIDÉRANT QUE le 13 décembre 2006, l'agglomération a créé une réserve financière (résolution CG06 0527) lui permettant d'imposer une taxe spéciale annuelle pour le service de l'eau, sur les immeubles imposables de son territoire, en fonction de leur valeur imposable;

CONSIDÉRANT QUE l'article 133 de la *Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* détermine que « cette réserve sert uniquement au financement de dépenses destinées à améliorer les techniques et méthodes reliées à la fourniture du service de l'eau ou du service de la voirie, selon le cas, et à développer et réparer les infrastructures en cette matière »;

CONSIDÉRANT QUE l'agglomération est en droit d'imposer une taxe spéciale pour effectuer notamment des travaux de réparations des infrastructures en matière de fourniture du service de l'eau, en plus d'adopter un règlement sur la tarification de l'eau à certaines municipalités reconstituées;

CONSIDÉRANT QUE les décisions de nature judiciaire (CMQ-34679, 34680 et 34681, *Ville d'Outremont et autres c. Ville de Montréal*, CMQ-56171, *Ville de Montréal c. Ville d'Anjou et autres*, CMQ-51181, *Ville de Rosemère c. Ville de Bois-des-Filion et Ville de Lorraine*) rendues par la Commission municipale, invoquées par les villes opposantes, ne s'appliquent pas dans le traitement de la présente opposition, étant donné que le droit applicable et la situation juridique des parties dans ces dossiers, ne sont pas les mêmes que celles traitées dans la présente affaire, notamment du fait de l'adoption des articles 569.7 et suivants de la *Loi sur les cités et villes*, de l'article 133 de la *Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* et du décret 1229-2005 adopté le 8 décembre 2005;

CONSIDÉRANT QUE la détermination du prix de l'eau a été faite pour l'année 2008 en suivant l'approche de 2006, validée par le mandataire, monsieur Noël, et par la ministre des Affaires municipales et des Régions, d'une part, en prélevant une taxe spéciale relative

au service de l'eau, par le Règlement RCG 07-034, et d'autre part, en fixant un tarif basé sur l'utilisation de l'eau au volume, par le présent règlement;

CONSIDÉRANT QUE les dispositions législatives pertinentes sont respectées par l'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Commission rejette l'interprétation restrictive que les villes opposantes proposent au sujet de l'article 133 de la *Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* à l'effet que la ville centre ne peut se servir des pouvoirs énumérés pour des travaux d'entretien et d'amélioration;

CONSIDÉRANT QUE les contribuables des villes opposantes sont traitées de façon égale à l'ensemble des contribuables de l'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Commission ne peut intervenir dans le choix de l'agglomération d'avoir recours à une taxe spéciale par le règlement RCG 07-034, en vertu de l'article 569.11 de la *Loi sur les cités et villes*, ce que lui permet l'article 68 du décret 1229-2005, pour les années 2006, 2007 et 2008, afin de payer des dépenses de développement et de réparation des infrastructures reliées à la fourniture de l'eau potable, en plus de procéder à une tarification de l'eau à certaines municipalités reconstituées par le présent règlement;

CONSIDÉRANT QUE la Commission n'a pas à se prononcer sur les possibilités qu'ont eues les villes reconstituées de participer pleinement aux décisions budgétaires avant l'adoption du budget d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE dans le présent dossier, les villes opposantes n'ont pas démontré que leurs contribuables devront assumer, en 2008, une charge fiscale inégale par rapport aux autres contribuables de l'agglomération du fait de l'adoption de ce règlement;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE les villes opposantes n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des Villes de Pointe-Claire, Mont-Royal, Kirkland et Montréal-Ouest.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro RCG 07-033, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal.

La secrétaire de la Commission,

Céline Lahaie, notaire

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 24 juillet 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (la Loi) (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Montréal a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération RCG 07-034 sur les taxes (exercice financier 2008);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro RCG 07-034 a été adopté le 20 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 8 janvier 2008, la Ville de Pointe-Claire transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-620, adoptée le 21 décembre 2007;

CONSIDÉRANT QUE le 10 janvier 2008, la Ville de Baie-D'Urfé transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-10, adoptée le 8 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 15 janvier 2008, la Ville de Dorval transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro CM08 002, adoptée le 14 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 17 janvier 2008, la Ville de Kirkland transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro CM08 024, adoptée le 14 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 15 janvier 2008, la Ville de Côte Saint-Luc transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 080101, adoptée le 14 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 17 janvier 2008, la Ville de Montréal-Ouest transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008115-003, adoptée le 15 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 16 janvier 2008, la Ville de Dollard-des-Ormeaux transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 08 0119, adoptée le 15 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 17 janvier 2008, la Ville de Westmount transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-02, adoptée le 16 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 21 janvier 2008, la Ville de Beaconsfield transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-005, adoptée le 17 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Montréal (la Ville) fait valoir que la Commission doit, en vertu de la règle *stare decisis*, se conformer à la décision de la ministre des Affaires municipales et des Régions, rendue en 2006 à la suite du rapport soumis par monsieur Roger Noël, mandataire, au sujet des oppositions des villes reconstituées;

CONSIDÉRANT QUE les villes opposantes soumettent que la règle *stare decisis* ne s'applique pas à la Commission mais aux tribunaux de droit commun, et qu'elle a été substituée à la ministre pour exercer un pouvoir décisionnel de même niveau que cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les villes opposantes soutiennent que le processus suivi alors par le mandataire ne permettait pas aux villes opposantes de commenter les arguments de la Ville et que des motifs invoqués ont été rejetés sans aucune explication ou justification;

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre des oppositions formulées par les villes, la règle *stare decisis* ne peut s'appliquer puisque la Commission exerce, en cette matière, un pouvoir de nature administrative et se conforme aux articles 2 à 8 de la *Loi sur la justice administrative*, notamment en agissant dans le respect du devoir d'agir équitablement;

CONSIDÉRANT QUE l'article 115 de la Loi ne limite pas la Commission dans un rôle de contrôle de la légalité des décisions d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Commission analyse toute opposition formulée par une ville reconstituée, en vérifiant si le principe de l'équité entre tous les contribuables de l'agglomération est respecté, en lui donnant l'opportunité de soumettre des arguments au soutien de ses prétentions;

CONSIDÉRANT QU'il est démontré que les dépenses relatives au service 311 effectuées à la fois dans l'exercice des compétences d'agglomération et des compétences locales constituent des dépenses mixtes partagées en vertu du Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054) alors que les dépenses strictement locales du service 311 sont inscrites au budget 2008 de la Ville de Montréal;

CONSIDÉRANT QUE ces dépenses mixtes des unités de soutien, notamment à l'égard des compétences d'agglomération telles que l'évaluation municipale, l'alimentation en eau, les taxes d'agglomération et la cour municipale, font l'objet d'une charge indirecte au budget d'agglomération, sous forme d'un taux des dépenses d'administration;

CONSIDÉRANT QUE les villes reconstituées ne peuvent contester, par le biais d'une opposition formulée à l'égard du Règlement sur les taxes, le Règlement sur les dépenses mixtes et le taux de dépenses d'administration fixé à 7,72 % pour l'année 2008;

CONSIDÉRANT QU'il est établi qu'aucune dépense locale pour des activités dans les édifices utilisés pour le sport d'élite, ne fait partie du budget d'agglomération et que les activités offertes dans le Complexe sportif Claude-Robillard, un équipement identifié d'intérêt collectif, par le décret 1229-2005, relèvent du conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QU'il en est de même des dépenses pour l'harmonisation des systèmes informatiques des bibliothèques mentionnée à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif de l'annexe du décret 1229-2005, ainsi que des investissements pour l'aménagement et le réaménagement du domaine public au centre-ville de Montréal;

CONSIDÉRANT QUE la structure de taxation de l'agglomération n'a pas été déterminée pour éviter une hausse du fardeau fiscal des contribuables de la Ville de Montréal et que le choix de l'agglomération de conserver un équilibre 48 % - 52 % entre, d'une part, les charges fiscales des immeubles résidentiels, et d'autre part, celles des immeubles non résidentiels, n'est pas une mesure inéquitable pour les contribuables de l'agglomération.

CONSIDÉRANT QUE l'article 14 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* (2007, chapitre 33) prévoit que le coefficient servant à déterminer le taux de taxe maximal applicable aux immeubles non résidentiels est fixé à 3,70% pour les exercices 2008 à 2010 afin de permettre le maintien de la répartition 48%-52% des charges fiscales d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Commission n'a pas à statuer sur les taux de taxation foncière, sur les taux moyens cumulés comprenant la tarification, ni sur l'évolution des taux sur les charges fiscales dont on ne peut mesurer l'impact qu'en tenant compte de l'évolution des valeurs foncières;

CONSIDÉRANT QUE l'inclusion des immeubles de six logements et plus dans la catégorie des immeubles assujettis au taux résiduel n'est pas une mesure inéquitable, dans la mesure où cela s'applique à l'ensemble de l'agglomération;

CONSIDÉRANT QU'il est reconnu que le profil des municipalités peut différer de celui de la ville centrale et que la part des valeurs foncières non résidentielles de leur assiette fiscale locale peut être inférieure ou supérieure, selon le cas, à celle de l'assiette foncière non résidentielle de l'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE les villes opposantes n'ont pas démontré qu'il y a eu contravention aux dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale* à ce sujet;

CONSIDÉRANT QUE l'article 68 du décret d'agglomération établit que les « coûts réels relatifs à l'alimentation en eau » assurée par la ville centrale sur le territoire des villes reconstituées sont partagés en fonction de la consommation réelle attribuable au territoire de chacune d'entre elles, mais que cet article ne définit pas ce que sont les coûts réels.

CONSIDÉRANT QUE pour la ville centrale, ces coûts comprennent des coûts de main-d'œuvre, des coûts d'énergie, des coûts d'entretien des usines, des postes de pompage et des réservoirs pour l'exploitation des usines de production de l'eau potable de la ville centrale, et servent à établir le taux de l'eau faisant l'objet d'une tarification aux villes desservies, mais que n'en font pas partie les coûts des grands projets, soit les dépenses destinées à améliorer les techniques et méthodes reliées à la fourniture du service de l'eau qui peuvent être financés par une taxe dédiée à l'eau;

CONSIDÉRANT QUE les coûts directs d'exploitation des usines de Pointe-Claire et Dorval ne sont pas inclus dans le budget d'agglomération; ainsi que les dettes contractées avant 2002, pour l'ensemble des usines;

CONSIDÉRANT QUE l'article 68 du décret permet à l'agglomération d'avoir recours à une taxe spéciale en vertu de l'article 569.11 de la *Loi sur les cités et villes* si elle a créé une réserve financière en vertu des articles 569.7 et suivants de la *Loi sur les cités et villes*;

CONSIDÉRANT QUE le 13 décembre 2006, l'agglomération a créé une réserve financière (résolution CG06 0527) lui permettant d'imposer une taxe spéciale annuelle pour le service de l'eau, sur les immeubles imposables de son territoire, en fonction de leur valeur imposable;

CONSIDÉRANT QUE l'article 133 de la *Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* détermine que « cette réserve sert uniquement au financement de dépenses destinées à améliorer les techniques et méthodes reliées à la fourniture du service de l'eau ou du service de la voirie, selon le cas, et à développer et réparer les infrastructures en cette matière »;

CONSIDÉRANT QUE l'agglomération est en droit d'imposer une taxe spéciale pour effectuer notamment des travaux de réparations des infrastructures en matière de fourniture du service de l'eau;

CONSIDÉRANT QUE les décisions de nature judiciaire (CMQ-34679, 34680 et 34681, *Ville d'Outremont et autres c. Ville de Montréal*, CMQ-56171, *Ville de Montréal c. Ville d'Anjou et autres*, CMQ-51181, *Ville de Rosemère c. Ville de Bois-des-Filion et Ville de Lorraine*) rendues par la Commission municipale, invoquées par les villes opposantes, ne s'appliquent pas dans le traitement de la présente opposition, étant donné que le droit applicable et la situation juridique des parties dans le présent dossier, ne sont pas les mêmes que celles traitées dans ces affaires, notamment du fait de l'adoption des articles 569.7 et suivants de la *Loi sur les cités et villes*, de l'article 133 de la *Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* et du décret 1229-2005, adopté le 8 décembre 2005;

CONSIDÉRANT QUE la détermination du prix de l'eau a été faite pour l'année 2008 en suivant l'approche de 2006 validée par le mandataire, monsieur Noël, et la ministre des Affaires municipales et des Régions, d'une part, en prélevant une taxe spéciale relative au service de l'eau, par le présent règlement, et d'autre part, en fixant un tarif basé sur l'utilisation de l'eau au volume, par le règlement RCG 07-033;

CONSIDÉRANT QUE les dispositions législatives pertinentes sont respectées par l'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Commission rejette l'interprétation restrictive que les villes opposantes proposent au sujet de l'article 133 de la *Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* à l'effet que la ville centre ne peut se servir des pouvoirs énumérés pour des travaux d'entretien et d'amélioration;

CONSIDÉRANT QUE les contribuables des villes opposantes sont traités de façon égale à l'ensemble des contribuables de l'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Commission n'a pas à se prononcer dans le choix de l'agglomération d'avoir recours à une taxe spéciale en vertu de l'article 569.11 de la *Loi sur les cités et villes*, ce que lui permet l'article 68 du décret 1229-2005 pour les années 2006, 2007 et 2008, afin de payer des dépenses de développement et de réparation des infrastructures reliées à la fourniture de l'eau potable, en plus de procéder, par le règlement RCG 07-033, à une tarification de l'eau à certaines municipalités reconstituées;

CONSIDÉRANT QUE la Commission n'a pas à se prononcer sur les possibilités qu'ont eues les villes reconstituées de participer pleinement aux décisions budgétaires avant l'adoption du budget et du règlement;

CONSIDÉRANT QUE dans le présent dossier, les villes opposantes n'ont pas démontré que leurs contribuables devront assumer, en 2008, une charge fiscale inégale par rapport aux autres contribuables de l'agglomération du fait de l'adoption de ce règlement;

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE les villes opposantes n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des Villes de Pointe-Claire, Baie-D'Urfé, Dorval, Kirkland, Côte Saint-Luc, Montréal-Ouest, Dollard-des-Ormeaux, Westmount et Beaconsfield;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro RCG 07-034, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal.

La secrétaire de la Commission,

Céline Lahaie, notaire

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 24 juillet 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (la Loi) (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Montréal a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération RCG 08-004 du Conseil d'agglomération modifiant l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229 – 2005, 8 décembre 2005);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération numéro RCG 08-004 a été adopté le 31 janvier 2008;

CONSIDÉRANT QUE le 26 février 2008, la Ville de Mont-Royal transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 08-0212, adoptée le 25 février 2008;

CONSIDÉRANT QUE les articles 115 et suivants de *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ne limitent pas les villes reconstituées dans leurs arguments qu'elles entendent faire valoir en adoptant une résolution d'opposition à un règlement de l'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Commission exerce en matière d'opposition à un règlement d'agglomération un pouvoir de nature administrative et se conforme aux articles 2 à 8 de la *Loi sur la justice administrative*, notamment en agissant dans le respect du devoir d'agir équitablement;

CONSIDÉRANT QUE la Commission n'exerce pas ici un pouvoir judiciaire et que l'article 115 de la Loi ne la limite pas dans un rôle de contrôle de la légalité des décisions d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Commission analyse l'opposition formulée par la ville reconstituée en vérifiant si le principe de l'équité entre tous les contribuables de l'agglomération est respecté;

CONSIDÉRANT QUE le règlement RCG 08-004 modifie l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229 – 2005, 8 décembre 2005) pour y soustraire le lot 2361657 du cadastre du Québec, de l'écoterritoire « la Coulée verte du ruisseau Bertrand » (l'écoterritoire) de la section « Équipements infrastructures et activités d'intérêt collectif »;

CONSIDÉRANT QUE le lot 2361657 est la propriété de la Ville de Montréal, qui en assume la gestion;

CONSIDÉRANT QUE ce lot n'est pas un équipement ou une infrastructure à l'usage des citoyens et ne fait partie d'aucun parc;

CONSIDÉRANT QUE l'aliénation de ce lot ne met pas en cause la protection ou la valorisation du patrimoine naturel faisant partie de l'écoterritoire;

CONSIDÉRANT QUE depuis le 1^{er} janvier 2006, l'agglomération a adopté sept règlements semblables au règlement RCG 08-004 visant l'exclusion de différentes propriétés qui se trouvent dans des écoterritoires;

CONSIDÉRANT QUE la Ville soumet que c'est la seule façon de pouvoir procéder à l'aliénation de propriétés municipales faisant partie d'écoterritoires;

CONSIDÉRANT QU'aucune dépense n'a été assumée par l'agglomération à l'égard de ce lot;

CONSIDÉRANT QUE la Ville opposante soutient que le règlement ne prévoit aucune condition ni modalité appropriée pour assurer la transition de cet équipement, qui n'est plus compris dans la liste des « équipements infrastructures et activité d'intérêt collectif »;

CONSIDÉRANT QUE l'article 43 de la Loi vise la détermination d'une compensation dans le cas d'une aliénation, mais que, dans le présent cas, il n'est pas approprié ni nécessaire que des modalités de transition soient adoptées;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de l'agglomération ne remet pas en question le caractère équitable du partage des compétences et du fonctionnement de l'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE l'agglomération est en droit de procéder à l'exclusion du lot 2361657 de la liste des « équipements infrastructures et activités d'intérêt collectif »;

CONSIDÉRANT QUE la règle de l'équité procédurale a été respectée, la Commission permettant autant à la ville centrale qu'à la ville opposante de faire connaître leurs positions respectives par écrit, avant qu'elle ne rende une décision;

CONSIDÉRANT QUE la Commission n'a pas à solliciter les commentaires des autres villes de l'agglomération qui ont choisi de ne pas déposer une opposition en vertu de l'article 115 de la Loi;

CONSIDÉRANT QUE dans le présent dossier, la ville opposante n'a pas démontré que ses contribuables assumeront une charge fiscale inégale par rapport aux autres contribuables de l'agglomération, tout particulièrement ceux de la ville centrale, du fait de l'adoption de ce règlement.

CONSIDÉRANT QU'il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Mont-Royal n'a pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition de la Ville de Mont-Royal;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro RCG 08-004, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal.

La secrétaire de la Commission,

Céline Lahaie, notaire

CM-62853

EXTRAIT VÉRITABLE des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 9 juin 2008.

CONSIDÉRANT l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

CONSIDÉRANT QUE le conseil d'agglomération a adopté le 8 avril 2008 le Règlement R.A.V.Q. 49 intitulé : Règlement de l'agglomération sur la gestion des matières résiduelles;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de L'Ancienne-Lorette a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 88-08 adoptée le 29 avril 2008;

CONSIDÉRANT QUE la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

CONSIDÉRANT QUE l'opposition formulée par la Ville de L'Ancienne-Lorette contient essentiellement les motifs suivants :

- Que le Règlement R.A.V.Q 49 visant l'élimination des matières résiduelles est de juridiction locale, puisque le paragraphe 6° de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* a été modifié en ajoutant les mots : « tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que » et que cette modification implique que tout ce qui n'est pas matières dangereuses est de compétence locale;
- Que le terme « élimination » de l'article 53.1 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* vient circonscrire l'étendue du pouvoir de la municipalité centrale et n'inclut pas la collecte des matières résiduelles autres que celles dangereuses;
- Qu'à l'argument de l'agglomération à l'effet que le règlement n'est pas opposable, L'Ancienne-Lorette réplique que son droit d'opposition est fondé sur les articles 39 à 43 de la Loi en application de l'article 44 de la même Loi;
- Que la Ville de Québec tente de modifier la liste des activités dites d'intérêt collectif en intégrant la collecte et le transport des matières résiduelles ordinaires;

CONSIDÉRANT QU'après analyse des commentaires, la Commission n'a pas à se prononcer sur l'opposition formulée, car peu importe les modifications apportées à l'article 19 de la Loi, celui-ci n'est pas visé par l'article 115 et n'est donc pas opposable;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec n'a pas à se prononcer sur le Règlement R.A.V.Q. 49 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec qui n'est pas visé par l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

La secrétaire de la Commission,

Céline Lahaie, notaire

/hm

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 35

Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par la ministre en 2008-2009. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.

Aucune médiateur, négociateur ou arbitre n'a été nommé par la ministre en 2008-2009.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 36

Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2008-2009 et chacune des 10 dernières années..

Les données représentent les intérêts à la charge des municipalités sur les dettes qui apparaissent dans leurs rapports financiers, auxquels sont ajoutés les intérêts qui sont à la charge des municipalités mais dont les dettes apparaissent dans le rapport financier des autres organismes municipaux (MRC, régies, organismes publics de transport et communautés métropolitaines). Les données relatives aux 14 villages nordiques ne sont pas disponibles et ne sont pas compilées dans le tableau.

	ANNÉE MUNICIPALE ⁽¹⁾									
	1999 \$	2000 \$	2001 \$	2002 \$	2003 \$	2004 \$	2005 \$	2006 \$	2007 \$	2008 ⁽¹⁾ \$
Intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités	783 585 209	755 652 560	731 672 220	733 744 387	679 171 123	678 774 694	655 350 191	657 466 789	625 286 426	701 713 167

(1) Pour les années 1999 à 2007, les données proviennent des documents «Rapport financier» et représentent la dépense réelle. Pour l'année 2008, les données proviennent des documents «Prévisions budgétaires» et représentent les dépenses estimées.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande# 37A

Pour les cinq dernières années, dans le cadre de l'Évaluation annuelle de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont eu lieu en 2008-2009.

VOIR TABLEAU ET LISTE EN ANNEXE

TABLEAU

Statistiques sur les évaluations annuelles des années 2004 à 2008

Stations d'épuration - Note pour le respect des exigences de rejets de la station

Année	Nbre de stations évaluées	Nbre de station où note exig. < 85 %	% < 85 %
2004	615	92	15,0%
2005	638	88	13,8%
2006	668	97	14,5%
2007	702	103	14,7%
2008	726	113	15,6%
Moyenne	670	98,6	14,7%

Stations d'épuration - Note pour le respect des exigences de rejets des ouvrages de surverse (OS)

Année	Nbre de stations avec OS	Nbre total OS	Nbre de stations avec note réseau < 85 %	% < 85 %
2004	569	3995	64	11,2%
2005	583	4056	87	14,9%
2006	605	4132	87	14,4%
2007	630	4208	88	14,0%
2008	644	4253	123	19,1%
Moyenne	606	4129	90	14,8%

Ouvrages de surverse - Nombre d'ouvrages vs respect des exigences de rejets

Année	Nbre d'ouvrages	Exigence oui	Exigence non	% non
2004	3995	3635	360	9,0%
2005	4056	3611	445	11,0%
2006	4132	3650	482	11,7%
2007	4208	3822	386	9,2%
2008	4253	3769	484	11,4%
Moyenne	4129	3697	431	10,4%

LISTES DES CORRECTIFS

MUNICIPALITÉ	TRAVAUX CORRECTIFS
BEAUHARNOIS	Réfection de plusieurs postes de pompage.
BEAULAC	Inspection du réseau d'égout dans le but de cibler les travaux requis pour réduire les apports d'eaux parasites.
BLAINVILLE-SAINTE-THERÈSE	Plans et devis pour augmentation de la capacité du poste de pompage de la Seigneurie ouest et son acheminement aux étangs aérés (pour soulager le poste Principal). Travaux prévus en 2009.
BOISBRIAND	Des travaux sont en cours pour augmenter la capacité de traitement de la station. L'émissaire a dû être corrigé pour éviter des problèmes de mousse.
BOUCHETTE	Modification de la boîte centrale d'alimentation et remplacement des 2 déversoirs.
CACOUNA	Divers travaux de vérifications et d'investigations, remplacement de la sonde du débitmètre.
CARIGNAN	Des travaux d'agrandissement de la station et l'ajout de désinfection sont prévus pour rétablir la bonne efficacité de la station d'épuration.
CHÂTEAUGUAY	Séparation des réseaux d'égouts sur la rue Principale.
CHELSEA (MILL)	Réfection du filtre No 1.
COATICOOK	Modification du point de caractérisation.
CONTRECOEUR	Plans et devis pour des travaux de séparation des réseaux.
COTEAU-DU-LAC	Plans et devis pour augmentation de la capacité de la station d'épuration.
DÉGELIS	Études réalisées par des consultants pour augmentation de la capacité de traitement.
DEUX-MONTAGNES	Des pompes au poste de pompage principal ont été remplacées étant donné le manque de fiabilité des pompes existantes. De plus, des aérateurs ont été achetés pour rétablir le nombre suffisant d'aérateur pour exploiter la station; plusieurs n'étant plus fonctionnels.
DISRAËLI	Inspection du réseau d'égout dans le but de cibler les travaux requis pour réduire les apports d'eaux parasites. Modification du branchement du poste de pompage Champagnat au réseau d'égout.
DRUMMONDVILLE	Recherche eau parasite. Vidange des boues.
GASPÉ	Travaux de réhabilitation et de réfection de conduites d'égout.
GRAND-SAINT-ESPRIT	Acquisition et installation d'équipements de mesure (débitmètre).
HENRYVILLE	La municipalité a dû rétablir le bon fonctionnement du râcleur de son décanteur.
HOPE	Remplacement complet du débitmètre.
HOWICK	Acquisition d'équipements de déphosphatation, clapet sur trop-plein.
INVERNESS	Augmentation du dosage de coagulant.
LA CONCEPTION	Remplacement du système d'épuration des eaux usées PIQM 501388.
LA SARRE	Vidange des boues des étangs.
LA TRINITÉ-DES-MONTS	Travaux et études pour décolmater le système de traitement et plantation de nouveaux roseaux.
LAC DROLET	Remplacement du regard d'entrée des étangs. Remplacement du regard et de la conduite entre les étangs 1 et 2.
LACHUTE	Augmentation de la capacité des étangs.
LAVALTRIE	Augmentation de la capacité des postes de pompage.
LAVERLOCHÈRE	Vidange des boues des étangs.
LES ÎLES (CAP-AUX-MEULES)	Achat d'équipement pour meilleur suivi (pHmètre, détecteur de boues photo-électrique).

LISTES DES CORRECTIFS

MUNICIPALITÉ	TRAVAUX CORRECTIFS
LES ÎLES (HAVRE-AUBERT)	Achat d'équipement pour meilleur suivi (pHmètre, détecteur de boues photo-électrique).
LES ÎLES (HAVRE-AUX-MAISONS)	Achat d'équipement pour meilleur suivi (pHmètre, détecteur de boues photo-électrique).
LÉVIS (SANIMAX ACI) (BA-Q)	Reconstruction complète d'un nouveau réacteur No.2 de boues activées.
L'ÎLE-PERROT	Mise à niveau du poste de pompage Principal et du système de désinfection aux ultraviolets.
MACAMIC	Vidange des boues des étangs.
MAGOG	Augmentation de la capacité d'aération de la station d'épuration.
MANIWAKI	Construction d'une nouvelle section du réseau d'égout domestique dans la communauté autochtone Kitigan Zibi.
MARIEVILLE	Une étude est présentement en cours pour revoir le procédé d'assainissement afin d'éviter les débordements de boues durant les périodes de pluie.
MASCOUCHE (LACHENAIE)	Augmentation capacité des postes de pompage Dumais et Angora et plans et devis pour augmenter capacité des étangs aérés.
MONTEBELLO	Séparation des réseaux d'égouts dans le secteur de l'intercepteur St-Dominique.
MONT-SAINT-GRÉGOIRE	Un nouveau réacteur a été mis en place pour remplacer les disques biologiques qui étaient défectueux.
MONT-TREMBLANT (St-Jovite)	Des travaux ont dû être réalisés pour corriger le bon fonctionnement des boues activées. Remplacement du régulateur de débit de l'affluent du décanteur secondaire.
MONT-TREMBLANT (Village)	Remplacement des équipements de contrôle des niveaux du poste de pompage Chalet-des-Chutes.
NOTRE-DAME-DE-LA-SALETTE	Les rideaux séparateurs dans les étangs ont dû être remplacées par des murs de béton pour permettre le respect des exigences de rejet.
NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT	Augmentation de la capacité du poste de pompage Principal et des étangs aérés et ajout d'un lit de séchage de boues.
NOTRE-DAME-DES-PINS	Réparation du biodisque No 1 et étude pour modifier ou remplacer le système de désinfection.
ORFORD	Des travaux ont dû être réalisés à la déphosphatation, aux filtres et aux éléments d'infiltration étant donné que les exigences n'étaient pas respectées.
PLESSISVILLE	Vidange des boues des étangs aérés. Correction de l'exigence de rejet du régulateur.
POHÉNÉGAMOOK	Télémetrie installée pour suivi de certains postes de pompage.
RIVIÈRE-BEAUDETTE	Changements de pompes au poste de pompage Sauvé.
SAINT-AMBROISE-DE-KILDARE	Augmentation dosage de coagulant a permis de respecter l'exigence sur le phosphore total.
SAINT-ANACLET-DE-LESSARD	Travaux mineurs à l'émissaire, pompage temporaire et études pour corriger sous-capacité de l'émissaire au printemps.
SAINT-ANSELME	Remise en opération du système de déphosphatation.
SAINT-CLET	Plans et devis pour l'ajout de système de déphosphatation. Travaux prévus en 2009.
SAINT-DAMASE	Construction d'un lit de séchage de boues et vidange de boues des étangs.
SAINT-DAVID-DE-FALARDEAU (LE VALINOUËT)	Investigation et modification du calendrier d'échantillonnage spécifique pour station de ski en hiver.
SAINT-DONAT (LANAUDIÈRE)	Plans et devis pour l'ajout d'un deuxième lit filtrant pour l'enlèvement du phosphore. Travaux prévus en 2009.
SAÏNTE-ADÈLE (MONT ROLLAND)	Des travaux sont planifiés pour résoudre des problématiques à l'endroit de postes de pompage (reconstruction de certains) et ajouter de la désinfection à la station d'épuration.
SAÏNTE-AGATHE-DES-MONTS	Des travaux ont été réalisés à la désinfection pour en assurer le bon rendement, à la décantation pour permettre l'opération des racleurs de surface en hiver et aux filtres pour rétablir l'intégrité des fonds du filtre. Installation d'enregistreurs de débordement au régulateur Brissette et au TP Station.
SAÏNTE-BRIGIDE-D'IBERVILLE	Des travaux ont dû être réalisés pour colmater une ouverture dans les bassins pour permettre le respect des exigences en coliformes.

LISTES DES CORRECTIFS

MUNICIPALITÉ	TRAVAUX CORRECTIFS
SAINT-ÉMÉLIE-DE-L'ÉNERGIE (ERR)	Augmentation du dosage de coagulant et déplacement du point de dosage ont permis le respect de l'exigence sur le phosphore total.
SAINT-EULALIE	Aucuns travaux requis. Opération déficiente de la station d'épuration par l'exploitant.
SAINT-HÉLÈNE	Modification du système de dosage d'alun sec, ajout d'un réservoir de mélange pour dosage d'alun liquide.
SAINT-ELZÉAR (BONAVENTURE)	Études en cours pour installation d'un débitmètre et optimisation des vidanges périodiques.
SAINT-MARIE-SALOMÉ	Plans et devis pour la modification du système d'aération aux étangs. Travaux prévus en 2009.
SAINT-MÉLANIE	Vidange des boues du bassin tampon.
SAINT-ÉTIENNE-DE-BEAUHARNOIS	Construction d'un réseau pluvial pour diminuer les eaux de captage.
SAINT-EUSTACHE	Réfection des postes de pompage Principal, Labrie, Bassin d'égalisation, des Chênes, de la Caisse et 57e avenue.
SAINT-FABIEN	Achat d'un oxymètre et remise en état du PP Principal.
SAINT-FABIEN-DE-PANET	Modification du système de dosage pour déphosphatation, remplacement des pompes du PPP et remplacement de l'afficheur du débitmètre.
SAINT-FRANÇOIS-DU-LAC	Acquisition d'équipements de dosage de coagulant (déphosphatation).
SAINT-GEORGES-DE-WINDSOR	Des travaux de relocalisation du point de dosage d'alun seront bientôt effectués pour améliorer les conditions de déphosphatation.
SAINT-HERMÉNÉGILDE	Réparation des biodisques.
SAINT-HONORÉ (TREMBLAY)	Travaux de réhabilitation et remplacement de conduites.
SAINT-JEAN-BAPTISTE	Étude pour diminuer le nombre de débordements aux ouvrages de surverse.
SAINT-JOSEPH-DE-COLERAINE	Ajout d'une conduite de trop-plein entre les étangs 1 et 2 et entre les étangs 2 et 3.
SAINT-JOSEPH-DE-COLERAINE	Travaux effectués pour réduire le captage d'eau de ruissellement dans les fosses septiques des résidences.
SAINT-JULES	Travaux majeurs prévus en 2009 visant à remplacer la station d'épuration déficiente.
SAINT-LIN-LAURENTIDES (AGRANDISSEMENT)	Augmentation de la capacité des étangs aérés.
SAINT-MALACHIE (LA CRAPAUDIÈRE)	Modification des aérateurs de surface pour optimisation en hiver (rallongement des axes de transmission).
SAINT-MATHIEU-DE-RIOUX	Diverses interventions et analyses pour optimiser la déphosphatation.
SAINT-MODESTE	Investigations en cours pour diminution et contrôle du NH ₄ et recalibration du débitmètre pour calcul représentatif des charges réelles dans SOMAE.
SAINT-NAZAIRE	Modification de l'aération et réparation de fuites d'air sur les conduites d'aération.
SAINT-NAZAIRE-DE-DORCHESTER	Divers travaux de remplacement et de réparations d'équipements et études pour optimisation ou remplacement de la station de traitement.
SAINT-RAPHAËL	Vidange des boues et remplacement du débitmètre.
SAINT-VALÉRIEN	Vidange de boues des étangs.
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	Étude pour l'augmentation de la capacité de plusieurs postes de pompage et de la station d'épuration.
SHERBROOKE (ROCK-Forest)	Aménagement du bassin de rétention.
SHERBROOKE (SAINT-ÉLIE)	Rétablissement de la capacité des étangs. Vidange des boues.
SHERBROOKE (usine régionale)	Acquisition/installation équipement de déshydratation des boues. Modification à la biofiltration, à la décantation.

LISTES DES CORRECTIFS

MUNICIPALITÉ	TRAVAUX CORRECTIFS
SHERBROOKE (usine régionale)	Au poste de pompage QUEEN, des modifications aux pompes ont dues être réalisées pour assurer une meilleure fiabilité et éviter les débordements. Recherche d'eaux parasites pour réduire les débordements en temps sec.
SOREL-TRACY	Travaux au poste de pompage PP 17.
STOKE	Un champ de roseaux a dû être reconstruit.
TASCHEREAU	Séparation des réseaux d'égout pour diminuer les eaux de captage.
TERREBONNE	Réfection des postes de pompage Île-Saint-Jean, Durocher, La Pinière et du Pionnier.
THETFORD-MINES	Débranchements de drains de toit et étude en cours pour déterminer les travaux requis en vue de réduire les débordements du réseau d'égout.
UPTON	Rétablissement de la capacité des étangs. Vidange des boues.
VAL-D'OR (ÎLE SISCOE)	Construction d'un réseau pluvial pour diminuer les débits à la station.
VAL-D'OR (LOUVICOURT)	Ajustements du dosage de coagulant (déphosphatation).
WICKHAM	Prolongation du réseau d'égout domestique sur la rue Hébert.

Étude des crédits 2009-2010
Demande de renseignements particuliers

Demande # 37B

Ventilation des sommes consenties par le ministère des Affaires municipales au 400^e anniversaire de la ville de Québec

Aucune somme n'a été consentie au 400^e anniversaire de la Ville de Québec.

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec



